NATIONS UNIES **S**

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/856
25 août 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 JUIN 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES NATIONS UNIES

Le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies a tenu sa trente-deuxième session à Genève du 22 au 24 juin 1999. Les délégations du Koweït, de l'Iraq, de l'Inde (au nom de neuf pays requérants) et de la Bosnie-Herzégovine se sont adressées au Conseil au cours de sa séance plénière d'ouverture.

Durant la session, le Conseil d'administration a examiné quatre rapports et des recommandations qu'ont présentés les équipes de commissaires au sujet des réclamations des catégories "C", "D" et "E1". Il a également examiné un rapport spécial et des recommandations que l'équipe de commissaires s'occupant des réclamations de la catégorie "D" a présentés au sujet de 636 réclamations de la catégorie "A" non réglées, qui avaient été soumises pour perte ou préjudice subi à la suite du départ de l'Iraq ou du Koweït. Le rapport portant sur les réclamations de la catégorie "C", qui marque l'achèvement du règlement de ces réclamations, concerne les réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis. Le rapport portant sur les réclamations de la catégorie "D" concerne les réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars. Les rapports consacrés aux réclamations de la catégorie "E1" traitent des réclamations relatives au secteur pétrolier (voir annexes I à XIII).

On trouvera dans le tableau ci-après les montants des indemnisations réclamées dans les rapports et ceux qui ont été alloués par le Conseil d'administration. Le tableau n'indique pas les montants des indemnisations réclamées au titre des réclamations des catégories "A" et "C" car ces données ne sont pas automatiquement mentionnées dans les rapports.

Rapport	Montant des indemnisations réclamées (dollars É.-U.)	Montant des indemnisations accordées (dollars É.-U.)
Septième tranche des réclamations de la catégorie "C"	—	1 918 413 948
Troisième tranche des réclamations de la catégorie "D"	102 987 603	19 502 642
Deuxième tranche des réclamations de la catégorie "E1"	14 839 105 916	2 837 091 980
Troisième tranche des réclamations de la catégorie "E1"	156 777 432	26 348 087
Rapport spécial sur les réclamations de la catégorie "A"	—	2 558 500

Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Secrétaire exécutif : résumé des activités, qui porte sur la période du 10 février au 10 mai 1999 et donne des informations sur le traitement des réclamations et le paiement des indemnisations.

Le Conseil d'administration a également examiné plusieurs questions relatives au traitement des réclamations et au paiement des indemnisations, notamment la priorité des paiements et le mécanisme de la deuxième phase de paiement, et la récente augmentation du nombre de réclamations retirées par des entreprises requérantes.

Le Conseil d'administration a poursuivi ses travaux et pris une décision concernant la priorité des paiements et le mécanisme de la deuxième phase de paiement, censée commencer dès l'achèvement de la première phase, en août 1999. Il a décidé de continuer d'accorder la priorité à l'indemnisation des particuliers (réclamations des catégories "A" et "C" pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars), le but étant d'indemniser intégralement tous les particuliers ayant présenté des réclamations relevant de ces deux catégories, d'ici à la fin de 2002, ou plus tôt si possible. Sa décision vise également à indemniser comme il convient les particuliers réclamant plus de 100 000 dollars ainsi que les entreprises et les gouvernements requérants. Il a été décidé de procéder à des paiements échelonnés, en versant d'abord 25 000 dollars (ou le principal non payé de l'indemnité si le montant de celle-ci est inférieur) à chaque requérant dont la demande aura été acceptée. Une fois ce montant versé, un deuxième paiement de 75 000 dollars (ou le principal non payé de l'indemnité si le montant de celle-ci est inférieur) sera effectué. Le Conseil s'est dit prêt à examiner ultérieurement les conditions particulières relatives aux réclamations concernant la surveillance et l'évaluation de l'état de l'environnement qui ont été acceptées et, dans ce contexte, à aborder la question du montant et de la priorité des paiements à effectuer à ce titre.

Le Conseil d'administration a examiné la question des réclamations qui ont été retirées et demandé que le secrétariat rédige, en consultation avec le Conseil, une lettre destinée aux gouvernements requérants, contenant des précisions concernant la décision relative à la priorité des paiements et au

mécanisme de paiement, qui pourrait être communiquée aux entreprises requérantes. Le Conseil a également demandé qu'on le tienne informé du retrait des réclamations dans les futurs rapports d'activités et décidé de maintenir cette question à son ordre du jour.

Enfin, le Conseil d'administration a décidé de tenir sa trente-troisième session du 28 au 30 septembre 1999.

Le Président du Conseil d'administration

(Signé) Hans J. HEINEMANN

ANNEXE I

Rapport spécial et recommandations du Comité de commissaires pour la catégorie "D" concernant 636 réclamations déposées par le Pakistan pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie "A")*

Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport spécial les recommandations que le Comité de commissaires nommé pour examiner les réclamations individuelles portant sur des montants supérieurs à 100 000 dollars des États-Unis (le Comité pour la catégorie "D") adresse au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (la "Commission"), conformément à l'alinéa e) de l'article 37 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations ("les Règles"). C'est dans les circonstances particulières ci-après dont le secrétariat de la Commission a informé le Comité pour la catégorie "D" que le Conseil d'administration a chargé ce dernier d'examiner 639 réclamations de la catégorie "A" pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït déposées par le Pakistan.

a) Le 5 août 1997, la Mission permanente du Pakistan à Genève a notifié au secrétariat que, d'après les dossiers en possession du Gouvernement pakistanais, 639 réclamations de la catégorie "A" (départ de l'Iraq ou du Koweït) dont la Commission avait été saisie demeuraient en souffrance bien que le Comité de commissaires pour la catégorie "A" ait définitivement réglé la question des réclamations de cette catégorie en octobre 1996. La Mission a fourni la liste des 639 réclamations en question et demandé que la Commission les examine en priorité. Le 4 mars 1998, la Mission a demandé à nouveau un rapport sur la situation des 639 réclamations de la catégorie "A";

b) L'absence de concordance entre les numéros des réclamations de la catégorie "A" conservés par la Commission et ceux du Pakistan a été élucidée en août 1998 lorsqu'on s'est aperçu que le Gouvernement pakistanais avait en fait déposé les 639 réclamations en question auprès de la Commission le 10 juin 1993, dans le cadre du lot 823. La disquette informatique contenant les réclamations soumises par le Gouvernement pakistanais avait toutefois été étiquetée par erreur comme double du lot 156 précédemment déposé par le Pakistan. Supposées constituer un double des réclamations de la catégorie "A" précédemment enregistrées, les 639 réclamations n'ont jamais été introduites dans la base de données correspondante de la Commission. C'est la raison pour laquelle le Comité de commissaires pour la catégorie "A" n'a jamais eu à se prononcer à leur sujet dans le cadre de l'une des six tranches de réclamations que le Conseil d'administration a approuvées entre octobre 1994 et octobre 1996;

c) À la trente et unième session du Conseil d'administration en mars 1999, le secrétariat a distribué une note dans laquelle il informait le Conseil que les requérants au nom desquels le Gouvernement pakistanais avait déposé des réclamations à temps n'avaient pas encore obtenu satisfaction parce

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/8.

que la disquette du Pakistan n'avait pas été chargée dans la base de données. Pour remédier à la situation, il fallait qu'un comité de commissaires se saisisse de ces réclamations afin que des indemnités puissent être accordées aux requérants. Le secrétariat demandait au Conseil d'indiquer la procédure à suivre pour régler la question des 639 réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan;

d) Ayant examiné la question et la note d'information, le Conseil d'administration, à la trente et unième session, a adopté la recommandation de son Groupe de travail tendant à ce que l'examen des réclamations pakistanaises en suspens soit confié au Comité de commissaires pour la catégorie "D" plutôt que de convoquer à nouveau le Comité de commissaires pour la catégorie "A" (qui avait cessé ses activités en octobre 1996). Le Conseil d'administration a demandé au Comité de commissaires pour la catégorie "D" dont des sessions délibérantes étaient déjà organisées pour mars et avril 1999, d'examiner ces réclamations en appliquant les mêmes méthodes de traitement (notamment en ce qui concerne les exigences en matière de preuve) que le Comité de commissaires pour la catégorie "A". Le Comité "D" a aussi été chargé de soumettre un rapport spécial et des recommandations sur ces réclamations au Conseil d'administration pour qu'il les examine à sa trente-deuxième session en juin 1999.

2. Après la trente et unième session du Conseil d'administration, le secrétariat a constaté que la disquette informatique dont l'étiquetage était erroné ne contenait que 636 réclamations valides et non 639 comme indiqué dans les notes susmentionnées de la Mission permanente du Pakistan. L'une des réclamations figurant sur la disquette était un double d'une réclamation déjà signalée dans la quatrième tranche des réclamations de la catégorie "A". Deux autres rubriques de la disquette concernaient des réclamations inexistantes.

3. Le Comité "D" note que les réclamations de la catégorie "A" sont des réclamations pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït durant la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991 et qu'elles font partie des "réclamations les plus urgentes" pour lesquelles le Conseil d'administration, dans sa décision concernant les "critères propres à accélérer le règlement des réclamations urgentes" (S/AC.26/1999/1) ("décision 1"), a fixé des "procédures simples et accélérées" afin "d'indemniser rapidement et complètement" les victimes ou de leur "verser, à titre d'indemnités provisoires, des montants importants". Par ailleurs, les normes applicables en matière de preuve aux réclamations de la catégorie "A" sont énoncées dans la décision 1 et plus précisément à l'alinéa 2 a) de l'article 35 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, qui se lit comme suit :

> "Pour le paiement de montants fixes en cas de départ, les requérants sont tenus de fournir des preuves documentaires succinctes de leur départ d'Iraq ou du Koweït et de la date de leur départ. Il ne sera pas exigé de justification du montant effectif de la perte subie".

4. Aux termes de la procédure accélérée prévue à l'alinéa a) de l'article 37 des Règles, il était envisagé qu'au cours de la phase initiale le secrétariat procéderait à la vérification des réclamations individuelles par recoupement, dans toute la mesure possible, avec les données de sa base de données

informatisée et que les résultats de l'analyse de la base de données pourraient être à leur tour vérifiés par le Comité. L'étape suivante concerne les réclamations qui ne peuvent être vérifiées au moyen de la base de données informatisée. Aux termes de l'alinéa b) du même article, si le volume de ces réclamations est important, le Comité pourra vérifier les réclamations individuelles sur la base d'un échantillonnage, en ne poussant plus loin les vérifications que si les circonstances l'exigent. Après avoir réglé par recoupement près de 350 000 réclamations de la catégorie "A" dans le cadre des trois premières tranches qui lui avaient été soumises, le Comité "A" a procédé à la deuxième phase de vérification sur la base d'un échantillonnage, comme envisagé à l'alinéa b) de l'article 37 des Règles.

5. Comme il n'était plus possible de recourir de nouveau au programme informatique que le Comité "A" avait utilisé pour les trois premières tranches afin de "recouper" les données des requérants avec les données concernant les arrivées et les départs, le Comité "D" a limité son analyse des 636 réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan aux techniques d'échantillonnage utilisées par le Comité "A" pour ce qui est de ses quatrième à sixième tranches. Les méthodes utilisées par le Comité de commissaires "A" pour vérifier par échantillonnage les réclamations sont exposées aux paragraphes 45 à 88 du rapport et des recommandations de ce comité concernant la quatrième tranche de réclamations pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie "A") (S/AC.26/1995/4).

6. Tout en établissant la méthode d'échantillonnage, le Comité "A" a examiné le droit et la pratique dans les juridictions internationales et nationales et a attiré l'attention sur le fait que le principe du règlement judiciaire sur la base de l'échantillonnage et d'actions types est de plus en plus accepté et suivi en cas d'affaires multiples ou de plaintes soulevant les mêmes points de droit ou de fait. Cette évolution s'explique par le fait que l'on s'est rendu compte que la méthode traditionnelle du règlement judiciaire individualisé ne se justifiait plus dans le cas de réclamations massives et d'autres situations du même ordre. S'agissant des méthodes appliquées pour procéder à un échantillonnage, le Comité "A" a observé dans son rapport sur la quatrième tranche :

> "La constitution d'un échantillon convenable relevant de la statistique, des statisticiens ont été consultés afin de calculer la taille et de définir la composition des échantillons. Vu le manque d'homogénéité des réclamations groupées des différents pays et organisations internationales et la diversité des traitements auxquels les uns et les autres avaient recouru, il a été décidé que l'opération d'échantillonnage se ferait par pays plutôt que pour la totalité des réclamations soumises, de façon à accroître l'homogénéité des populations dans lesquelles les échantillons seraient prélevés et améliorer ainsi les résultats de l'extrapolation." (par. 46)

I. RAPPEL DES FAITS CONCERNANT LES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" DÉPOSÉES PAR LE PAKISTAN

7. Trente deux mille deux cent quarante-sept réclamations du Pakistan pour cause de départ relevant de la catégorie "A" ont été introduites dans la base de

données de la Commission. Sur ce chiffre, le Comité de commissaires "A" a décidé que 31 836 étaient indemnisables et le Conseil d'administration a accordé aux requérants correspondants une indemnité d'un montant global de US$ 124 992 500. Sur les 411 réclamations pakistanaises de la catégorie "A" pour lesquelles il a été recommandé de ne verser aucune indemnité, 410 étaient des doubles de réclamations pour lesquelles une indemnité avait déjà été versée. Le Comité "A" n'a rejeté qu'une seule réclamation au motif que, selon les éléments de preuve communiqués, le requérant avait quitté l'Iraq ou le Koweït en dehors de la période pour laquelle la Commission était compétente, à savoir entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991.

8. Les réclamations déposées par le Pakistan ont été réglées par le Comité de commissaires pour la catégorie "A" en six tranches entre le 3 juin 1994 et le 16 octobre 1996. Dans le cadre des trois premières tranches, 7 808 réclamations ont été approuvées au moyen de la procédure de traitement accélérée prévue à l'alinéa a) de l'article 37 des Règles, en application de laquelle le secrétariat a vérifié les réclamations par "recoupement" avec les données de la base de données informatisée de la Commission. En ce qui concerne les quatrième, cinquième et sixième tranches, le Comité "A" a approuvé 24 028 réclamations déposées par le Pakistan en vérifiant les réclamations individuelles sur la base d'un échantillonnage, procédure accélérée autorisée à l'alinéa b) du même article.

9. Le Comité "D" note que si la disquette mal étiquetée contenant les plaintes pakistanaises avait été introduite dans la base de données de la Commission relative à la catégorie "A" lorsqu'elles avaient été déposées en juin 1993, les 636 réclamations en question auraient été soumises à la même procédure accélérée que les 32 247 autres réclamations réglées par le Comité "A". Il appartient donc au Comité "D" de s'assurer que sur les 636 réclamations de la catégorie "A" étiquetées par erreur, celles pour lesquelles il recommanderait le versement d'une indemnité possèdent les mêmes caractéristiques et sont accompagnées des mêmes pièces justificatives que les 24 028 autres approuvées par le Comité "A" avant octobre 1996 en appliquant la méthode d'échantillonnage.

II. L'ANALYSE PAR LE COMITÉ "A" DES RÉCLAMATIONS POUR CAUSE DE DÉPART DÉPOSÉES PAR LE PAKISTAN

10. En prélevant son échantillon de réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan, le Comité de commissaires "A" a examiné les types de pièces justificatives fournies par 290 requérants pour prouver leur présence en Iraq ou au Koweït le 2 août 1990 et leur départ ultérieur entre le moment où l'Iraq a envahi le Koweït et le 2 mars 1991. Le formulaire pour les réclamations de la catégorie "A" énumérait sept types de documents que les requérants pouvaient soumettre à l'appui de leur réclamation. Ils devaient indiquer sur ce formulaire les pièces justificatives qu'ils joignaient à leur réclamation. À cet effet, ils pouvaient cocher une ou plusieurs des six cases correspondant aux types de pièces ci-après : copie de la pièce d'identité officielle délivrée par l'Iraq ou le Koweït, billets utilisés, visas/cachets apposés sur le passeport, cartes d'embarquement, reçus/factures et autres pièces.

11. En outre, les requérants pakistanais devaient aussi joindre une déclaration dans laquelle ils donnaient l'adresse de leur dernier lieu de résidence et de

leur dernier lieu de travail en Iraq ou au Koweït et décrivaient comment ils étaient rentrés d'Iraq ou du Koweït au Pakistan. Le formulaire papier ne comportait pas de case permettant aux requérants d'indiquer s'ils avaient joint une telle déclaration, contrairement au logiciel appelé "Claim form Data Capture System" (DCS). Grâce à ce logiciel, le Comité "A" a pu analyser la répartition des pièces justificatives parmi la population totale des réclamations pakistanaises de la catégorie "A", y compris déterminer si la déclaration demandée avait été soumise, à partir de la base de données. En analysant les informations contenues dans celle-ci, le Comité "A" a pu déterminer le nombre de requérants pakistanais de la catégorie "A" qui avaient joint à leur réclamation une pièce d'identité officielle, des billets utilisés, la déclaration supplémentaire demandée, etc.

12. Le Comité "A" a jugé "concluantes" les pièces jointes aux réclamations pakistanaises de la catégorie "A" qui prouvaient clairement que le requérant avait quitté l'Iraq ou le Koweït au cours de la période considérée. En passant en revue son échantillon de ces réclamations, le Comité "A" a constaté que 96 % d'entre elles prouvaient de manière convaincante que le requérant avait quitté l'Iraq ou le Koweït au cours de la période considérée. Surtout, il a estimé que 99 et 98 % des requérants pakistanais qui avaient joint les deux types de pièces justificatives les plus courantes à leur réclamation, c'est-à-dire une pièce d'identité officielle et des visas/cachets apposés sur le passeport, avaient prouvé de manière convaincante qu'ils avaient quitté l'Iraq ou le Koweït. Avec un pourcentage aussi élevé de réclamations "concluantes" pour les deux types de pièces justificatives les plus courantes, le Comité "A" a pu extrapoler les résultats de l'échantillon à l'ensemble de la population des réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan et a recommandé d'indemniser tous les requérants pakistanais qui, dans la population totale des réclamations, avaient soumis les mêmes types de pièces "concluantes". Dans ces conditions, le Comité "A" a recommandé d'indemniser 24 028 réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan.

III. L'EXAMEN PAR LE COMITÉ DES 636 RÉCLAMATIONS PAKISTANAISES DE LA CATÉGORIE "A" NON TRAITÉES PRÉCÉDEMMENT

13. Pour décider s'il était possible d'appliquer les conclusions du Comité "A" aux 636 réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan dans la disquette mal étiquetée, le Comité "D" devait s'assurer que ces réclamations avaient les mêmes caractéristiques que la population totale de réclamations de la même catégorie déposées par le Pakistan. Pour examiner cette question, il a utilisé un résumé succinct des informations informatisées sur les réclamations que le secrétariat avait établi, comparant les types de pièces justificatives fournies par les 32 247 requérants pakistanais de la catégorie "A" dans leur ensemble aux 636 réclamations particulières examinées. Le résumé est joint en tant qu'appendice du présent rapport. Le Comité "D" a également examiné certains dossiers sous forme électronique afin d'être en mesure de tester l'application de l'échantillon mis au point par le Comité "A". L'analyse du Comité "D" a montré que la répartition des pièces justificatives jointes aux 636 réclamations était très semblable à celle de l'ensemble de la population pakistanaise de la catégorie "A". Alors que 75,34 % de la population totale des réclamations étaient accompagnés de pièces d'identité officielles, c'était le cas de 76,46 % des 636 réclamations. De même, 83,02 % de la population totale

étaient accompagnés de visas/cachets apposés sur le passeport contre 81,6 % pour les 636 réclamations. Enfin, alors que 99,28 % de la population totale des requérants avaient joint une déclaration à leur réclamation, 100 % des 636 requérants l'avaient fait.

14. En conséquence, se fondant sur son analyse comparée des pièces justificatives jointes aux formulaires de réclamation, le Comité "D" estime que les 636 réclamations pakistanaises de la catégorie "A" présentent les mêmes caractéristiques que l'ensemble de la population de réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan. Étant parvenu à cette conclusion, le Comité "D" a décidé que les 636 requérants pakistanais de la catégorie "A" étaient fondés à bénéficier de la même recommandation d'indemnisation que celle faite par le Comité "A" à l'égard de l'ensemble des réclamations de la catégorie "A".

IV. RECOMMANDATION D'INDEMNISATION POUR LES 636 RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" DÉPOSÉES PAR LE PAKISTAN

15. Conformément à l'alinéa e) de l'article 37 des Règles, le Comité "D" présente ses recommandations au sujet des 636 réclamations de la catégorie "A" déposées par le Pakistan. Après avoir examiné les résultats de la vérification par échantillonnage des réclamations de la catégorie "A" et pris en considération les pièces justificatives qui lui ont été soumises à l'appui des réclamations en question, le Comité "D" recommande d'indemniser les 636 réclamations soumises par le Gouvernement pakistanais le 10 juin 1993 dans le lot 823 pour un montant total de US$ 2 558 500.

16. Compte tenu des considérations énoncées à la sous-section 3 de la section C de la quatrième partie du premier rapport du Comité "A", le Comité "D" recommande que des intérêts soient versés au titre des indemnités accordées aux requérants de la catégorie "A" conformément à la décision du Conseil d'administration intitulée "Allocation d'intérêts" (S/AC.26/1992/16) ("décision 16"). Le Comité "D" se range aussi à l'opinion du Comité "A" selon laquelle en ce qui concerne les réclamations de la catégorie "A" l'expression "la date à laquelle la perte leur a été infligée" dans la décision 16 doit être interprétée comme désignant une seule et même date, la date de l'invasion, à savoir le 2 août 1990, devant être retenue à cet effet.

Genève, le 27 avril 1999

(Signé) R.K.P. Shankardass
Président

(Signé) H.M. Joko Smart
Commissaire

(Signé) M.C. Pryles
Commissaire

Appendice

RÉSUMÉ SUCCINCT

PAKISTAN

(Réclamations mal étiquetées)

1. Entité présentant les réclamations : Pakistan

2. Nombre total de réclamations (à l'exclusion des 636 réclamations) : 31 813

3. Nombre total de réclamations mal étiquetées : 636

	Type de pièces justificatives	Pourcentage et nombre total de réclamations accompagnées du type de pièces, pour l'ensemble des réclamations	Pourcentage et nombre total de réclamations accompagnées du type de pièces, pour les 636 réclamations mal étiquetées
I.	Pièces d'identité officielle	75,34 % (23 968)	76,42 % (486)
II.	Billets utilisés	3,90 % (1 242)	1,42 % (9)
III.	Visas/cachets apposés sur le passeport	83,02 % (26 410)	81,60 % (519)
IV.	Cartes d'embarquement	2,96 % (942)	0,63 % (4)
V.	Reçus/factures	2,86 % (909)	0,47 % (3)
VI.	Autres pièces	17,73 % (5 640)	5,19 % (33)
VII.	Déclaration	99,28 % (31 584)	100,00 % (636)

ANNEXE II

Décision concernant 636 réclamations déposées par le Pakistan pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie "A") prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance tenue le 24 juin 1999 à Genève*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 37 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le rapport spécial et les recommandations du Comité de commissaires pour la catégorie "D" concernant 636 réclamations déposées par le Pakistan pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie "A"), visant 636 réclamations individuelles[1]

1. Approuve les recommandations faites par le Comité de commissaires et, en conséquence;

2. Décide, conformément à l'article 40 des Règles, d'approuver les montants des indemnités recommandées pour les réclamations visées dans le rapport, comme suit :

Pays	Nombre de réclamations qu'il est recommandé d'indemniser	Nombre de réclamations qu'il n'est pas recommandé d'indemniser	Montant de l'indemnisation recommandée (US$)
Pakistan	636	0	2 558 500

3. Réaffirme que lorsque des fonds seront disponibles, les indemnités seront versées conformément à la décision 17 du Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.17 (1994)];

4. Décide que les indemnités recommandées dans le rapport seront versées en même temps que celles accordées aux requérants au titre de la septième tranche de réclamations de la catégorie "C";

---

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.67 (1999).

[1] Le texte du rapport est publié en tant qu'annexe I du présent rapport. Conformément aux dispositions des Règles concernant la confidentialité (art. 30, par. 1, et art. 40, par. 5), le tableau présentant la ventilation des indemnités à verser à chaque requérant ne sera pas rendu public, mais sera communiqué séparément au Gouvernement de la République islamique du Pakistan.

5. Rappelle qu'en cas de règlement en application de la décision 17 [S/AC.26/Dec.17 (1994)] et conformément aux dispositions de la décision 18 [S/AC.26/Dec.18 (1994)], les gouvernements devront distribuer les sommes perçues aux requérants désignés pour régler les indemnités approuvées dans les six mois suivant leur réception et, trois mois au plus tard après l'expiration de ce délai, devront fournir des informations sur cette distribution;

6. Prie le Secrétaire exécutif de faire parvenir des exemplaires du rapport au Secrétaire général et au Gouvernement de la République d'Iraq, ainsi qu'un exemplaire du rapport et le tableau contenant la ventilation des montants à verser à chaque requérant au Gouvernement de la République islamique du Pakistan.

ANNEXE III

Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la septième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "C")*

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Page
Liste des décisions pertinentes du Conseil d'administration		22
Liste des types de perte de la catégorie "C"		23
Introduction	1 - 5	24
I. CADRE JURIDIQUE ET QUESTIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "C"	6 - 36	25
A. Compétence ratione materiae	8 - 9	25
B. Compétence ratione temporis	10 - 12	26
C. Compétence ratione loci	13	27
D. Requérants pouvant prétendre à indemnisation	14 - 26	27
1. Ressortissants iraquiens	14 - 15	27
2. Membres des forces armées de la Coalition alliée	16	27
3. Personnes détenues ou portées disparues	17 - 19	28
4. Membres de la famille habilités à présenter des réclamations pour décès et pour préjudice psychologique ou moral	20	28
5. Réclamations présentées par une tierce personne	21 - 25	29
6. Réclamations au titre de pertes industrielles ou commerciales subies par des particuliers	26	30
E. Lien de causalité	27 - 30	30

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/11.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
F.	Normes applicables en matière de preuve aux réclamations de la catégorie "C"	31 - 35	31
G.	Taux de change monétaire	36	32
II.	TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "C" . .	37 - 48	33
A.	Traitement collectif des réclamations	37 - 41	33
B.	Enregistrement et ordonnancement des données tirées des réclamations	42 - 45	34
C.	Traitement électronique des réclamations de la catégorie "C"	46 - 48	36
III.	MÉTHODES D'ÉVALUATION DES RÉCLAMATIONS ET MÉTHODES D'INDEMNISATION	49 - 83	36
A.	Questions préjudicielles communes aux réclamations de la catégorie "C" dans toutes les tranches	49 - 83	36
1.	Identité du requérant et présence ou résidence du requérant en Iraq ou au Koweit	49 - 51	36
2.	Erreurs commises en remplissant les formulaires de réclamation et efforts de rectification	52 - 53	37
3.	Réclamations multiples et réclamations présentées en double	54 - 83	38
a)	Réclamations présentées en double à l'intérieur d'une même catégorie . . .	54 - 59	38
b)	Réclamations présentées en double au titre de diverses catégories	60 - 77	39
c)	Indemnisations multiples en raison de réparations provenant de sources autres que le Fonds	78 - 83	44

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
IV. MÉTHODES D'ÉVALUATION ET CRITÈRES D'INDEMNISATION .	84 - 370	46
A. Préjudice de type "C" : préjudice résultant du départ d'Iraq ou du Koweit, de l'impossibilité de quitter l'un ou l'autre pays ou d'y revenir, de la décision de ne pas y revenir, d'une prise en otage ou de toute autre forme de détention illégale	84 - 112	46
1. Préjudice résultant du départ d'Iraq ou de Koweit, de l'impossibilité de quitter l'un ou l'autre pays ou d'y revenir, ou de la décision de ne pas y revenir ("pertes C1-argent")	84 - 93	46
a) Bilan de la première tranche	85 - 89	46
b) Améliorations apportées aux méthodes de traitement et d'évaluation depuis l'examen de la première tranche	90 - 92	48
c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C1-argent de la septième tranche	93	49
2. Pertes C1-PPM : réclamations pour cause de préjudice psychologique et moral résultant de la prise en otage, de la détention illégale ou de l'obligation de se cacher . .	94 - 112	49
a) Réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou une période plus courte .	96 - 99	50
b) Réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours	100 - 104	51
c) Réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher	105 - 110	53
d) Confusion entre "préjudice psychologique et moral" (catégorie C1-PPM) et "préjudices corporels graves" (catégorie "B")	111 - 112	55

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
B. Pertes de type "C2" : pertes résultant d'un préjudice corporel	113 - 141	55
1. Réclamations C2 pour dépenses médicales (Réclamations C2-argent)	115 - 134	56
a) Bilan de la première tranche	115 - 118	56
b) Évolution de la doctrine en matière de préjudice corporel depuis l'examen de la première tranche	119 - 120	57
c) Conclusions du Comité concernant la septième tranche	121 - 134	58
2. Réclamations C2 pour préjudice psychologique et moral (réclamations C2-PPM)	135 - 141	62
a) Constatations du Comité concernant la première tranche	135 - 137	62
b) Constatations du Comité concernant les réclamations C2-PPM de la septième tranche	138 - 140	63
c) Recommandations concernant les réclamations C2-PPM de la septième tranche	141	64
C. Pertes de type "C3" : pertes et préjudices résultant du décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré du requérant . .	142 - 177	64
1. Demandes d'indemnisations pécuniaires pour pertes ou préjudices résultant de décès dans la catégorie C3 (pertes "C3-argent")	144 - 173	65
a) Bilan de la première tranche	144 - 147	65
b) Évolution de la jurisprudence en matière de pertes ou préjudices pour décès depuis la première tranche .	148 - 149	66
c) Constatations du Comité concernant la septième tranche	150 - 173	67

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
2. Réclamation C3-PPM pour décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré (pertes C3-PPM)	174 - 177	74
a) Bilan de la première tranche	174 - 175	74
b) Constatations du Comité concernant les réclamations pour pertes C3-PPM comprises dans la septième tranche . . .	176	75
c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C3-PPM comprises dans la septième tranche . . .	177	75
D. Pertes de type "C4" : pertes de biens personnels	178 - 221	75
1. Réclamations pour pertes de vêtements, d'effets personnels, de mobilier et équipements ménagers, et de divers autres biens personnels ("C4-effets personnels") .	178 - 199	75
a) Bilan de la première tranche	179 - 189	76
b) Améliorations apportées aux méthodes de traitement et d'évaluation depuis l'examen de la première tranche	190 - 198	79
c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C4-effets personnels de la septième tranche . . .	199	81
2. Réclamations pour pertes C4-véhicules à moteur ("C4-VM")	200 - 221	81
a) Constatations du Comité concernant la première tranche	200 - 209	81
b) Constatations formulées par le Comité depuis l'examen de la première tranche	210 - 220	84
c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C4-VM de la septième tranche	221	88

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
E. Pertes de type "C5" : pertes de comptes bancaires, titres et autres valeurs	222 - 248	88
1. Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires ("C5-CB")	223 - 238	89
a) Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires au Koweït	226	89
b) Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires en Iraq	227 - 238	90
2. Réclamations pour pertes concernant des titres ou autres valeurs ("C5-TAV")	239 - 248	93
a) Constatations du Comité concernant la première tranche	239 - 242	93
b) Jurisprudence établie par la Commission depuis l'examen de la première tranche	243	94
c) Constatations du Comité concernant les pertes C5-TAV de la septième tranche . .	244 - 247	94
d) Réclamations de la septième tranche concernant des pertes C5-TAV	248	95
F. Pertes de type "C6" : pertes de revenu, de salaire ou de subsides	249 - 300	95
1. Pertes de salaires et autres revenus (pertes "C6-salaires")	250 - 282	96
a) Conclusions du Comité concernant la première tranche	250 - 258	96
b) Évolution de la méthode C6-salaires depuis la première tranche	259 - 282	98
2. Pertes de subsides portées sur la page "C6" ("C6-subsides")	283 - 291	104
a) Conclusions du Comité concernant la première tranche	283 - 285	104

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
b) Jurisprudence de la Commission en ce qui concerne les pertes de subsides liés à l'emploi	286	105
c) Conclusions du Comité en ce qui concerne la septième tranche	287 - 290	105
d) Recommandations concernant les réclamations au titre des pertes C6-subsides de la septième tranche . . .	291	106
3. Réclamations pour PPM indiqué sur la page "C6" ("C6-PPM")	292 - 299	107
a) Conclusions du Comité concernant la première tranche	293 - 294	107
b) Conclusions du Comité concernant la deuxième tranche	295	107
c) Conclusions du Comité concernant la septième tranche	296 - 298	108
d) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C6-PPM de la septième tranche	299	109
G. Pertes de type "C7" : préjudices découlant de pertes relatives aux biens immobiliers ("C7-biens immobiliers")	300 - 327	109
1. Conclusions du Comité concernant la première tranche	301 - 313	109
a) Matérialité de la propriété de biens "C7"	306	110
b) Matérialité de la perte et lien de causalité avec l'invasion	307	110
c) Évaluation des réclamations pour frais de réparation "C7"	308 - 309	111
d) Évaluation des réclamations pour pertes C7-revenu locatif	310 - 312	111
e) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis hors du Koweït	313	112

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
2. Conclusions du Comité concernant la septième tranche	314 - 326	112
a) Réclamations concernant les pertes C-7-biens immobiliers sis au Koweït . .	315 - 319	112
b) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis hors du Koweït	320 - 325	114
c) Recommandations concernant les réclamations au titre de pertes C7-biens immobiliers dans la septième tranche	326	116
H. Pertes de type "C8" : pertes commerciales ou industrielles des personnes physiques ("C8") . .	327 - 368	116
1. Cadre juridique de l'examen des pertes de type "C8"	327 - 329	116
2. Constatations du Comité concernant la première tranche	330 - 342	117
a) Composition de la première tranche de réclamations examinées	330	117
b) La pratique des affaires au Koweït et le système du "permis loué"	331 - 332	117
c) Erreurs dans la manière de remplir le formulaire de réclamation	333	117
d) Critères d'indemnisation retenus pour la première tranche de réclamations . .	334 - 340	118
e) Évaluation de la première tranche de réclamations	341	119
3. Constatations du Comité dans le cadre de la septième tranche	342 - 368	120
a) Recevabilité des réclamations	343 - 346	120
b) Lieu d'établissement de l'entreprise hors d'Iraq ou du Koweït	347 - 350	121
c) Lieu d'établissement de l'entreprise en Israël	351 - 354	122

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
d) Examen des demandes d'indemnisation présentées par le Pakistan pour d'"autres préjudices et pertes" ("CS-autres")	355	123
e) Méthode de traitement des réclamations de la septième tranche	356 - 367	123
f) Recommandations concernant les réclamations pour pertes de type C8 de la septième tranche	368	128
I. Pertes de type "C9" : réclamations pour d'autres pertes et préjudices ("CS-autres")	369	128
V. RÉCLAMATIONS COMPRISES DANS LA SEPTIÈME TRANCHE . .	370 - 373	128
VI. RECOMMANDATIONS	374 - 375	130
Notes		134

LISTE DES TABLEAUX

1. Niveau des éléments de preuve présentés à l'appui des réclamations au titre de pertes de type C8 pour les groupes de requérants soumis à échantillonnage 124

2. Répartition sectorielle des requérants pour les pertes de type C8 126

3. Pertes de type C8 par secteur et par entité déclarante 126

4. Exemples hypothétiques de calcul des pertes de type C8 128

5. État récapitulatif des recommandations concernant la septième tranche 131

Liste des décisions pertinentes du Conseil d'administration

Numéro de la décision	Titre	Cote
1	Critères propres à accélérer le règlement des réclamations urgentes	S/AC.26/1991/1
3	Atteintes aux personnes et préjudices psychologiques ou moraux	S/AC.26/1991/3
4	Pertes commerciales ou industrielles subies par des personnes physiques et pouvant être examinées dans le cadre des procédures allégées	S/AC.26/1991/4
5	Lignes directrices se rapportant au paragraphe 19 des critères propres à accélérer le règlement des réclamations urgentes	S/AC.26/1991/5
7	Critères applicables à d'autres catégories de réclamations	S/AC.26/1991/7/Rev.1
8	Établissement de plafonds pour l'indemnisation du préjudice psychologique ou moral	S/AC.26/1992/8
9	Propositions et conclusions concernant l'indemnisation des pertes industrielles ou commerciales : détermination et évaluation des différents types de dommages	S/AC.26/1992/9
10	Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations	S/AC.26/1992/10
11	Cas dans lesquels les membres des forces armées de la coalition alliée peuvent faire valoir un droit à réparation	S/AC.26/1992/11
12	Réclamations pour lesquelles le délai de présentation est prorogé	S/AC.26/1992/12
13	Mesures supplémentaires pour se prémunir contre l'indemnisation multiple de certains requérants	S/AC.26/1992/13
15	Indemnisation des pertes industrielles ou commerciales résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq lorsque l'embargo sur le commerce et les mesures connexes ont également joué comme cause	S/AC.26/1992/15
21	Réclamations multicatégorielles	S/AC.26/Dec.21 (1994)
24	Réclamations multicatégorielles pour cause de départ	S/AC.26/Dec.24 (1994)

Liste des types de perte de la catégorie "C"

Abréviations	Description de la perte
C1-argent	Pertes au titre des frais de départ et de réinstallation
C1-PPM	PPM résultant d'une détention illégale, d'une prise en otage ou de l'obligation de se cacher
C2-argent	Dépenses médicales ou autres pour préjudice corporel
C2-PPM	PPM résultant d'un préjudice corporel grave ou du fait d'avoir été témoin d'actes délibérés ayant causé un préjudice corporel grave à un conjoint, un enfant ou un ascendant au premier degré
C3-argent	Perte de subsides entraînée par le décès d'un conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré (C3-subsides) ou dépenses médicales, frais d'enterrement ou frais divers résultant du décès d'un conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré (C3-autres)
C3-PPM	PPM résultant du décès d'un conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré ou du fait d'avoir été témoin d'actes délibérés ayant entraîné le décès d'un conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré
C4-effets personnels	Pertes de biens personnels, y compris vêtements, effets personnels, mobilier et équipements ménagers et autres pertes
C4-VM	Pertes concernant des véhicules à moteur : vol, perte totale (C4-VM) ou réparations (C4-VM-réparations)
C5-CB	Pertes concernant des comptes bancaires en Iraq ou au Koweït
C5-TAV	Pertes concernant des titres ou autres valeurs
C6-salaires	Pertes de revenu ou de salaire
C6-subsides	Pertes de subsides
C6-PPM	PPM résultant de la privation de toute ressource économique au point de menacer sérieusement la survie du requérant ainsi que celle de son conjoint, de ses enfants ou de ses parents
C7-réparations	Pertes liées à des réparations apportées à des biens immobiliers
C7-autres	Pertes de revenu locatif et autres pertes relatives à des biens immobiliers
C8	Pertes liées à des activités industrielles ou commerciales de personnes physiques
CS-autres	Tous préjudices et pertes autres que ceux mentionnés ci-dessus

Introduction

1. Le présent rapport est le septième et dernier que le Comité de commissaires chargé d'examiner les réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "C") (ci-après dénommé le "Comité") présente au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (ci-après dénommée la "Commission") conformément à l'alinéa e) de l'article 37 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations[1] (ci-après dénommées les "Règles"). Il contient les décisions et recommandations du Comité concernant la septième tranche de réclamations de la catégorie "C" (71 069 réclamations) soumises au Comité par le Secrétaire exécutif de la Commission conformément à l'article 32 des Règles.

2. Comme dans le cas du premier rapport du Comité, que le Conseil d'administration a approuvé en décembre 1994, mais à la différence des rapports suivants, le présent rapport recouvre des réclamations de la catégorie "C" qui contiennent tous les éléments de perte et le Comité y décrit les méthodes d'évaluation et les critères d'indemnisation qu'il a adoptés pour chaque type de perte faisant l'objet d'une demande de réparation sur un formulaire de la catégorie "C". Conformément à sa pratique, le Comité a examiné la septième tranche de réclamations de la catégorie "C" dans la même optique que les six premières tranches. Il faut lire le septième rapport à la lumière des six premiers rapports[2], qui ont tous été approuvés par le Conseil d'administration[3]. Les réclamations figurant dans le présent rapport ont donc été considérées en conformité avec les conclusions et décisions antérieures approuvées par le Conseil d'administration.

3. À la différence des rapports précédents, dans le présent rapport le Comité ne rend pas seulement compte des réclamations qu'il a examinées et des travaux qu'il a effectués depuis qu'il a publié ses recommandations concernant la sixième tranche de réclamations de la catégorie "C" en juin 1998, il résume également les questions soulevées lors de l'examen des réclamations dans les précédents rapports. Il définit les critères qu'il a élaborés ou perfectionnés pour chaque élément de perte ainsi que les méthodes d'indemnisation utilisées. De ce fait, le présent rapport représente le dernier état des travaux accomplis par le Comité et met un terme à l'examen de plus de 420 000 réclamations individuelles de la catégorie "C" reçues par la Commission.

4. Au moins un rapport apportant des corrections aux réclamations de la catégorie "C" conformément à l'article 41 des Règles devrait être publié après le présent rapport. Ce dernier ne prévoit donc pas de modifier les montants accordés dans le cadre des tranches précédentes de réclamations de la catégorie "C".

5. Pour mener à bien l'ensemble des travaux liés à l'examen de la septième tranche de réclamations de la catégorie "C", le Comité s'est réuni avec le secrétariat au siège de la Commission, à Genève, les 15 et 16 juin 1998, les 30 septembre et 1er octobre 1998 et le 30 mars 1999, outre les contacts réguliers qu'il a maintenus avec le secrétariat pour suivre la marche des travaux.

I. CADRE JURIDIQUE ET QUESTIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "C"

6. Pour examiner toutes les réclamations de la catégorie "C" et formuler ses recommandations, le Comité a appliqué les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, les décisions du Conseil d'administration, les Règles et les autres principes et pratiques pertinents du droit international. Outre les informations données dans les réclamations au sujet de la perte et de l'identification, il a aussi pris en considération les éléments suivants : les renseignements accompagnant la septième tranche de réclamations que le Secrétaire exécutif lui avait fournis conformément à l'article 32 des Règles; les renseignements supplémentaires et les vues communiqués par les pays et les organisations internationales, ainsi que par le Gouvernement iraquien, en réponse aux rapports présentés au Conseil d'administration par le Secrétaire exécutif en application de l'article 16 des Règles; des communications complémentaires émanant de gouvernements et d'organisations internationales et contenant des renseignements généraux relatifs à leurs réclamations; enfin, les rapports pertinents émanant, entre autres, de l'Organisation des Nations Unies.

7. Tout au long de l'examen des réclamations de la catégorie "C", la décision 1 du Conseil d'administration[4] a revêtu une importance particulière pour définir le mandat du Comité. Dans cette décision, le Conseil d'administration a jugé que les réclamations de la catégorie "C", ainsi que les réclamations des catégories "A" et "B", étaient les réclamations "les plus urgentes". En conséquence, la décision 1 prévoit le traitement de ces catégories de réclamations "selon une procédure accélérée" consistant, par exemple, à vérifier un échantillon de réclamations et à ne pousser plus loin les vérifications que si les circonstances l'exigent. En conformité avec cette décision, le paragraphe 2 de l'article 35 des Règles stipule que "les preuves, documentaires et autres, requises seront les preuves minimum raisonnablement exigibles en l'espèce", des preuves documentaires moindres étant ordinairement suffisantes pour les réclamations moins importantes, comme "celles qui portent sur un montant inférieur à 20 000 dollars des États-Unis".

A. Compétence *ratione materiae*

8. La compétence ratione materiae pour les réclamations de la catégorie "C" a été définie par le Conseil d'administration dans ses décisions 1, 3, 4, 8 et 11. Il est question dans ces décisions, entre autres, des types de pertes ouvrant droit à indemnisation dans le cadre de la catégorie "C". En particulier, le paragraphe 14 de la décision 1 dispose que, s'agissant de cette catégorie, sont indemnisables les pertes résultant d'un décès ou d'un préjudice corporel, ou les pertes de revenu, de subsides, de logement ou de biens personnels, ou les dépenses médicales ou les frais engagés pour quitter le pays à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis par personne. La décision 3 institue en outre sept catégories de préjudice psychologique ou moral ("PPM") susceptibles de donner lieu à indemnisation tandis que la décision 8 précise les modalités d'octroi des indemnités pour PPM et en fixe les montants maximum. La décision 4 définit les types de pertes industrielles ou commerciales subies par des personnes physiques et pouvant être examinées dans le cadre des procédures allégées. La décision 11 définit les cas dans lesquels les membres des forces

armées de la coalition alliée peuvent faire valoir un droit à réparation pour perte ou préjudice.

9. Le formulaire de réclamation de la catégorie "C" approuvé par le Conseil d'administration précise les pertes et préjudices particuliers susceptibles de faire l'objet de réclamations de la catégorie "C" sur huit pages, chacune pour des types de perte ou préjudice distincts. Il existe en outre une neuvième catégorie intitulée "autres préjudices et pertes" pour laquelle le requérant doit joindre l'exposé détaillé des événements qui se sont produits, des préjudices subis et de la valeur totale de la perte. De ce fait, un formulaire de réclamation de la catégorie "C" peut récapituler plus d'une vingtaine de types de préjudices différents. Si l'on considère qu'une réclamation comprend en moyenne trois types de pertes susceptibles de faire l'objet d'une demande de réparation, il a fallu, pour régler quelque 420 000 réclamations de la catégorie "C", examiner jusqu'à 1,3 million d'éléments de perte distincts. Une telle diversité exige l'application d'un ensemble distinctif de critères pour décider si une perte ouvre droit ou non à indemnité ainsi que d'une méthode d'évaluation et de méthodes de traitement particulières.

B. Compétence *ratione temporis*

10. Dans son premier rapport, le Comité a souscrit à la décision du Comité de commissaires chargés des réclamations de la catégorie "B" ("le Comité 'B'")[5] selon laquelle, en principe, les événements ayant causé des pertes ou préjudices aux requérants doivent s'être produits entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991 pour pouvoir être imputables aux activités iraquiennes liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït. De façon générale, si une perte s'est produite avant ou après les dates ainsi fixées, le requérant a l'obligation supplémentaire d'exposer les raisons pour lesquelles elle doit être considérée comme résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq[6].

11. Le Comité a pris note de la décision 12 du Conseil d'administration[7] et a approuvé les conclusions du Comité "B" aux termes desquelles des préjudices corporels graves ou des décès qui avaient eu lieu après la période considérée ouvraient droit à indemnisation lorsque la cause pouvait en être effectivement rattachée à l'invasion et à l'occupation et plus particulièrement lorsque le préjudice corporel ou le décès était dû à l'explosion d'une mine[8]. De plus, le Comité a estimé que rien ne s'opposait à ce que les requérants partis de l'Iraq ou du Koweït après la période considérée soient indemnisés pour les frais occasionnés par leur départ et leur réinstallation s'ils pouvaient établir l'existence de "situations particulières", comme leur incapacité à quitter l'Iraq ou le Koweït du fait qu'ils étaient gardés en otage ou incarcérés par les autorités iraquiennes[9].

12. Dans son sixième rapport, le Comité a également jugé qu'un départ de l'Iraq ou du Koweït antérieur à la période considérée n'était pas nécessairement, en soi, un obstacle à l'indemnisation de pertes découlant de l'incapacité de retourner en Iraq ou au Koweït ou d'une décision de ne pas y retourner[10]. Ces pertes peuvent donner lieu à indemnisation pour autant que la date de départ indiquée n'est pas antérieure au 1er juin 1990 et qu'un numéro de carte d'identité koweïtienne ou de permis de résidence iraquien est indiqué sur le formulaire électronique dans la case pertinente[11].

C. Compétence *ratione loci*

13. Dans le premier rapport, le Comité a conclu que, sous réserve des conditions auxquelles un requérant doit satisfaire pour pouvoir prétendre à indemnisation au titre de tels ou tels perte ou préjudice relevant de la catégorie "C", la Commission a compétence à l'égard d'une réclamation quel que soit le lieu où la perte ou le préjudice se sont produits. Le Comité a toutefois jugé que lorsque de tels pertes ou préjudices s'étaient produits en Iraq ou au Koweït, ils pouvaient être plus aisément imputables aux agissements de l'Iraq, alors que des pertes fondées sur des événements qui s'étaient produits en dehors du Koweït ou de l'Iraq avaient besoin d'être davantage étayées[12].

D. Requérants pouvant prétendre à indemnisation

1. Ressortissants iraquiens

14. Aux termes du paragraphe 17 de la décision 1, "aucune réclamation ne sera examinée au nom de ressortissants iraquiens qui n'ont pas par ailleurs la nationalité dûment établie d'un autre État quel qu'il soit". Dans 47 réclamations de la catégorie "C", la mention "Iraquien" figurait sous les rubriques "nationalité" ou "double nationalité" sur la page CID (identification) du formulaire mis sur support électronique. Toutes ces réclamations ont été examinées une par une et, lorsque le Comité a estimé que la situation prêtait à équivoque, il a demandé des renseignements complémentaires au Gouvernement qui avait soumis la réclamation.

15. Après avoir examiné les circonstances concernant les réclamations considérées de la catégorie "C", et se référant en particulier aux considérations du Comité de commissaires sur les réclamations de la catégorie "A" ("le Comité 'A'") dans sa décision[13], le Comité, dans son sixième rapport, s'était rallié à la décision du Comité "A" concernant la recevabilité des réclamations soumises à la Commission par des Iraquiens possédant une autre nationalité. Compte tenu des faits dont il était saisi, le Comité "C" a estimé qu'un Iraquien possédant une autre nationalité devait être réputé avoir acquis de bonne foi cette deuxième nationalité s'il l'avait demandée ou acquise avant que le Conseil d'administration n'énonce les critères à remplir par les requérants dans sa décision 1 du 2 août 1991 (date ci-après dénommée "la date pertinente")[14]. Appliquant cette règle, le Comité a recommandé dans le sixième rapport l'octroi d'une indemnité pour 40 des 47 réclamations examinées. Sept réclamations ont été rejetées au motif que les requérants n'ont pas pu prouver qu'ils avaient acquis de bonne foi une seconde nationalité[15].

2. Membres des forces armées de la Coalition alliée

16. La décision 11 dispose que "les membres des forces armées de la Coalition alliée ne peuvent faire valoir de droit à réparation pour perte ou préjudice imputable à leur participation aux opérations militaires de la Coalition contre l'Iraq", si ce n'est dans les cas où certaines conditions se trouvent remplies[16]. Dans la mesure où ces réclamations ont été classées dans la catégorie "C", c'est parce qu'elles relevaient de situations de prise en otage

et de préjudices corporels dans lesquelles les requérants remplissaient les trois conditions indiquées.

3. Personnes détenues ou portées disparues

17. Comme la première tranche, la présente et dernière tranche comprend des réclamations de la catégorie "C" soumises au nom de particuliers dont il a été établi qu'ils sont soit portés disparus, soit détenus en Iraq. Dans le premier rapport, le Comité a conclu, conformément à la décision 12 du Conseil d'administration, qu'il n'est pas possible d'examiner en vue d'une indemnisation des réclamations présentées au titre du préjudice psychologique et moral qu'auraient subi des personnes censées avoir été détenues par le Gouvernement iraquien, tant que la situation de ces personnes demeure inconnue[17]. Toujours selon la décision 12, ce sont les personnes détenues qui, dans l'année suivant leur libération, doivent présenter des réclamations au titre du préjudice psychologique et moral subi par elles. Une autre solution serait qu'une fois que le Gouvernement a établi que la personne détenue ou portée disparue est décédée, la famille du défunt puisse présenter une réclamation pour cause de décès en y joignant les pièces justificatives appropriées.

18. Tout au long du programme portant sur les réclamations de la catégorie "C", les pays ont précisé dans des communications la situation de divers requérants de la catégorie "C" "portés disparus ou détenus". En pareils cas, le Comité a recommandé de donner aux réclamations la suite qu'il convenait. De plus, à l'aide des noms et des éléments d'identification des requérants de la catégorie "C" considérés comme "portés disparus ou détenus" dans la base de données électronique, le secrétariat a procédé à des recoupements avec les noms et les éléments d'identification des personnes décédées. Cette méthode a permis de régler quatre réclamations de ce type dans la présente et septième tranche.

19. Les 331 réclamations au sujet desquelles aucun renseignement complémentaire n'a été communiqué ou pour lesquelles les recherches en vue de connaître la situation finale de la personne n'ont donné aucun résultat resteront en souffrance jusqu'à ce que le Secrétaire exécutif décide que la Commission devrait vraisemblablement en avoir terminé avec toutes les réclamations en instance dans un délai d'un an au maximum et qu'il en notifie le Conseil d'administration conformément au paragraphe 2 de la décision 12. Dans le cadre de la présente et septième tranche, chaque Gouvernement ayant présenté des réclamations au nom de requérants dont le statut n'a pas encore été déterminé recevra une liste des requérants concernés.

4. Membres de la famille habilités à présenter des réclamations pour décès et pour préjudice psychologique ou moral

20. Dans son premier rapport, le Comité "C" a généralement fait siennes les conclusions du Comité chargé des réclamations de la catégorie "B" relatives à la définition de la famille lorsqu'elles ont trait aux réclamations de la catégorie "C"[18]. Le Comité a conclu que pour les réclamations motivées par le décès d'un membre de la famille ou par le fait d'avoir été le témoin d'actes délibérés ou d'événements délibérément provoqués qui auraient entraîné le décès d'un membre de la famille ou lui auraient causé un préjudice corporel grave,

ainsi que pour les plafonds familiaux que la décision 8 fixe à l'indemnisation du préjudice psychologique ou moral, "la famille" se compose de la personne décédée, de la personne ayant subi un préjudice corporel grave ou de la personne qui a été privée de toute ressource économique, des ascendants au premier degré de cette personne, de la totalité de ses enfants et de son conjoint[19]. Plus particulièrement, le Comité a également fait siennes les conclusions du Comité "B" concernant la situation particulière dans laquelle l'individu décédé aurait plus d'une femme légitime. En pareil cas, le Comité estime que chaque femme ainsi que les enfants nés de l'union avec celle-ci constituent une "unité familiale" distincte, auquel cas le plafond pour l'indemnisation du PPM s'applique.

5. Réclamations présentées par une tierce personne

21. Les réclamations de la catégorie "C" doivent être soumises par les différentes personnes qui ont effectivement subi des pertes ou des préjudices résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Dans certains cas cependant, comme dans le cadre de la première tranche, des réclamations ont été présentées par des personnes autres que les personnes lésées elles-mêmes. Le Comité confirme que, d'une manière générale, et sous réserve des directives spécifiques arrêtées par le Conseil d'administration au sujet des réclamations au titre d'un décès ou d'un PPM, seule la victime est habilitée à présenter une réclamation de la catégorie "C" pour atteinte aux personnes[20].

22. Tenant compte du fait que certaines personnes peuvent être considérées comme légalement habilitées à présenter des réclamations au nom d'autres personnes, par exemple, l'ascendant direct d'un enfant mineur, ou une personne dûment munie d'une procuration légale émanant de l'ayant droit ou délivrée conformément à la décision d'un tribunal, le Comité a estimé que cette règle doit être appliquée compte dûment tenu des circonstances de chaque cas d'espèce. De plus, il convient de tenir compte de la notion de famille en tant qu'unité ainsi que de la compétence ou de la capacité juridique de l'ayant droit. Le Comité a ainsi admis dans plusieurs cas qu'un requérant soumette une réclamation au nom de la famille pour les pertes de biens, d'emploi ou au titre du PPM subies par chaque membre. Cela a toutefois conduit à "multiplier" les réclamations dans une catégorie dont l'objet essentiel était de rendre compte des pertes d'une seule personne par réclamation déposée[21].

23. Lorsqu'elles étaient présentées au titre d'un PPM subi par des membres en vie de la famille ou d'une perte, par exemple, de biens personnels au nom de la famille, les réclamations de la catégorie "C" ont généralement été examinées telles qu'elles, le Comité y apportant les modifications jugées nécessaires dans l'intérêt d'un règlement équitable. Le Comité a jugé se trouver en présence de réclamations "multiples" dans deux cas : a) lorsque deux personnes identifiables ou plus avaient soumis ensemble sous un numéro unique un seul dossier de réclamation pour des pertes distinctes autres qu'un PPM; ou b) lorsque deux réclamations ou davantage étaient soumises par des personnes liées entre elles (habituellement réclamations familiales) sous des numéros de réclamation différents[22]. Dans le premier cas, le Comité a craint que les différents requérants ne soient pénalisés par le plafond de 100 000 dollars des États-Unis.

Dans le second cas, il s'est préoccupé des possibilités non identifiées de chevauchement et de réclamations en double pour les mêmes éléments de perte.

24. On a recensé environ 1 200 réclamations tombant dans l'une des deux catégories. Elles ont fait l'objet d'un examen particulier au titre des questions de réclamations "multiples" et, après cet examen, elles ont été regroupées dans la septième tranche. L'examen a permis d'ajuster éventuellement les pertes invoquées dans différentes réclamations connexes et a aussi confirmé que la plupart des réclamations déposées ensemble concernaient des pertes distinctes de conjoints liées à l'emploi. Lorsque l'intention de soumettre une seule réclamation était manifeste, pour autant qu'il était impossible de localiser de réclamation au nom de l'autre requérant (ou des autres requérants) et que le plafond d'indemnisation ne portait de toute évidence préjudice à aucun des requérants, on a admis qu'il s'agissait bien d'une réclamation unique, et l'on a consigné la perte d'emploi du conjoint sur une nouvelle page.

25. Si en revanche l'intention de soumettre des réclamations distinctes était manifeste[23], pour autant qu'il n'y avait pas de réclamations en double et qu'il était possible de modifier les montants afin d'éviter une double indemnisation pour des pertes identiques, le secrétariat a recommandé de distinguer les réclamations qui constitueraient autant de réclamations individuelles. À la suite de quoi, le Comité a décidé de disjoindre 12 des réclamations examinées pour tenir compte du nombre véritable des requérants. Des numéros ont été attribués en conséquence aux nouvelles réclamations aux fins de l'application des critères et des méthodes concernant les pertes dans la présente tranche[24].

6. Réclamations au titre de pertes industrielles ou commerciales subies par des particuliers

26. Aux termes de la décision 1, les pertes industrielles ou commerciales des personnes physiques peuvent faire l'objet de réclamations relevant de la catégorie "C". La décision 4 définit les catégories de requérants qui sont en droit de déposer une réclamation. Les pertes subies par une entreprise industrielle ou commerciale dotée d'une personnalité juridique distincte ne peuvent pas faire l'objet d'une réclamation de la catégorie "C". Comme exposé plus en détail à la section IV ci-après, le Comité a ainsi jugé que 103 réclamations au titre de pertes industrielles ou commerciales pour lesquelles l'entreprise est une société ou bien est dotée d'une personnalité juridique distincte ne remplissaient pas les conditions pour être examinées dans le cadre de la catégorie "C".

E. Lien de causalité

27. Dans la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité définit de manière assez générale les types de perte indemnisables et les parties en droit de prétendre à indemnisation. Il limite la responsabilité qui incombe à l'Iraq à l'indemnisation des pertes, dommages et préjudices "directs". C'est pourquoi, tout au long de son examen des réclamations de la catégorie "C", le Comité a consacré une grande part de ses travaux de fond à établir une distinction entre les pertes directes susceptibles de donner lieu à indemnisation et les pertes indirectes qui ne le sont pas.

28. Le paragraphe 18 de la décision 1 donne des indications en ce qui concerne les pertes directes et les pertes indirectes[25]. En outre, dans sa décision 15, le Conseil d'administration a précisé que les principes directeurs mentionnés dans la décision 1 n'étaient pas censés être exhaustifs et qu'il y aurait d'autres situations où la preuve pourrait être faite que la réparation demandée vise une perte directe[26]. La décision 1 précise en outre qu'aucune réparation ne sera versée pour les pertes subies à la suite de l'embargo sur le commerce et des mesures connexes. Il est précisé au paragraphe 3 de la décision 15 que les pertes imputables uniquement à cet embargo n'ouvrent pas droit à réparation, parce que le lien de causalité entre l'invasion et les pertes n'est pas suffisamment direct.

29. Dans son premier rapport, le Comité a également pris en considération les règles et principes pertinents du droit international, notant que les termes "directs" et "indirects" sont employés dans le sens qu'auraient les termes "immédiats" et "lointains" et que le critère le plus communément employé dans les réclamations en réparation est de savoir si l'acte d'un État a été la "cause immédiate" de la perte subie[27].

30. Tout au long de son examen des réclamations de la catégorie "C", le Comité a constaté que la difficulté tenait à la détermination d'une telle causalité "directe". Parallèlement, il a noté dans le premier rapport que des considérations de logique, de justice et d'équité doivent entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'établir ce caractère de perte, ayant présent à l'esprit que, pour les réclamations urgentes, il a reçu pour instruction du Conseil d'administration d'adopter des procédures accélérées[28]. Ainsi, la mise au point par le Comité des modalités de traitement collectif des réclamations de la catégorie "C", conformément à son mandat, l'a amené à formuler certaines hypothèses générales quant au lien de causalité imputable à l'Iraq lorsqu'il estimait approprié de le faire, en raison des données de droit et de fait concernant tel ou tel type de perte ou préjudice, comme examiné en détail à la section IV ci-après.

F. Normes applicables en matière de preuve aux réclamations de la catégorie "C"

31. Conformément à la décision 1 et à l'alinéa c) de l'article 35 des Règles, des éléments de preuve doivent être fournis quant aux circonstances de la perte invoquée pour établir que celle-ci est la conséquence directe de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il suffit toutefois que ces éléments soient les preuves "minimales raisonnablement exigibles en l'espèce" et des preuves documentaires moindres sont exigées pour les réclamations qui portent sur des montants moindres. Dans son premier rapport, le Comité a donc pris en considération un certain nombre de facteurs, notamment les différents types d'éléments de preuve que les requérants ont produits et des renseignements de base concernant la disponibilité, la pertinence et la validité desdits éléments de preuve eu égard aux circonstances dans lesquelles se sont produites l'invasion et l'occupation du Koweït[29].

32. Dans le premier rapport, le Comité a estimé qu'un formulaire de réclamation complété constituait en soi une déclaration essentielle du requérant, que les titres d'identité produits non seulement établissaient de manière fiable

l'identité mais servaient aussi à établir le fait que le requérant était présent en Iraq ou au Koweït avant ou pendant l'invasion, ou un lien de parenté ouvrant droit à réparation. Le Comité a par ailleurs estimé que les déclarations faites par les requérants pouvaient dans certains cas constituer le meilleur justificatif disponible des circonstances de la perte mais que la valeur probante qu'il convient d'attribuer à de telles déclarations est fonction de la perte au titre de laquelle la déclaration est produite. Le Comité a noté que les dépositions étaient souvent les seuls éléments de preuve corroborante qu'un requérant pouvait produire mais que ces dépositions pouvaient être analysées eu égard au lien de parenté entre le témoin et le requérant tout en considérant les principes généraux en matière de preuve qui ont trait à la qualité et à la pertinence de la déposition.

33. Le Comité a constaté que d'autres pièces justificatives très diverses avaient été soumises pour appuyer les préjudices invoqués, notamment des reçus et des factures, des contrats, des pièces officielles délivrées par les pouvoirs publics, des certificats de naissance, de mariage ou de décès ou des pièces analogues d'état civil établies par un organisme officiel, des registres bancaires et des registres fonciers, des lettres émanant de spécialistes compétents tels que médecins, experts en sinistres et anciens employeurs, des photographies et des coupures de journaux. Le Comité a considéré que ces pièces justificatives ont une valeur probante à l'égard des pertes subies.

34. Le Comité a en outre tenu compte de la situation au Koweït et en Iraq au cours de l'invasion et de l'occupation, de la situation et des caractéristiques des requérants internationaux appartenant à divers groupes socioéconomiques, des pratiques suivies en Iraq et au Koweït pour les transactions commerciales, de l'aide fournie aux requérants par leurs programmes nationaux respectifs de réclamations ainsi que d'autres renseignements de base. Ces renseignements étayent à titre secondaire ou accessoire les réclamations ainsi que les allégations que renferment les déclarations des requérants ou les dépositions des témoins.

35. Le Comité a observé que la rareté des pièces justificatives, alors qu'un nombre massif de réclamations sont en cause, n'est pas un phénomène sans précédent dans les programmes internationaux de réclamations, notamment dans des conditions aussi anormales que celles qui ont régné au Koweït et en Iraq durant le conflit. En dernière analyse cependant, le Comité a estimé que le degré et la nature des pièces justificatives requises dépendent dans une très large mesure des éléments de perte invoqués, comme on le verra plus en détail à la section IV ci-après, compte tenu des centaines de milliers de réclamations à régler, de la diversité de ces réclamations et des personnes qui les ont présentées comme de considérations tenant aux éléments de preuve et des questions d'évaluation en jeu.

G. Taux de change monétaire

36. Dans son premier rapport, le Comité a fixé comme suit le taux de change monétaire à appliquer aux fins du règlement et du paiement des réclamations de la catégorie "C"[30]. Pour les réclamations libellées, en totalité ou en partie, en dinars koweïtiens, le taux de change pour convertir les dinars koweïtiens en dollars des États-Unis est le taux de change en vigueur

au 1er août 1990. Pour les réclamations libellées, en totalité ou en partie, dans des devises autres que le dollar des États-Unis ou le dinar koweïtien, le taux de change à appliquer est le taux moyen en vigueur pendant le mois d'août 1990, lorsqu'il s'agit de convertir telle ou telle devise en dollars des États-Unis. Par ailleurs, s'agissant du taux de change monétaire, il a été décidé que la date à laquelle la perte a été infligée est une seule et même date fixe pour toutes les réclamations de la catégorie "C". C'est la date de l'invasion, à savoir le 2 août 1990, qui sert de date fixe.

II. TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "C"

A. Traitement collectif des réclamations

37. Dans son premier rapport, le Comité a considéré l'ampleur de la tâche qu'il avait à accomplir et conclu qu'en raison du nombre important de réclamations "urgentes" à examiner au cours d'une période relativement brève, les méthodes employées pour les traiter devaient pas la force des choses s'écarter des démarches traditionnelles à l'égard du règlement des réclamations ou de l'arbitrage. Faisant siennes ces observations et les directives du Conseil d'administration tendant à recourir à des procédures simples et accélérées pour régler les réclamations dans un délai raisonnable, le Comité a aussi conclu qu'il n'était ni approprié ni réalisable, pas plus que ça ne le serait pour les tranches futures, d'examiner à part chaque élément de perte pour chaque réclamation de la catégorie "C"[31].

38. Dans son premier rapport, le Comité a appliqué selon les cas des méthodes, critères et techniques susceptibles d'accélérer le traitement de milliers de réclamations de la catégorie "C" lors de l'examen des tranches suivantes. Ainsi, les réclamations de la première tranche ont été considérées comme des "échantillons" de réclamations analogues et ont permis de formuler des critères et des conclusions de caractère général, qu'ils aient trait au lien de causalité, aux éléments de preuve ou à l'évaluation ou à d'autres questions du même ordre. À l'aide de techniques d'échantillonnage et de modélisation statistiques, le Comité s'est employé à adopter une approche équilibrée qui puisse rendre une justice simple et pratique. Le Comité a aussi reconnu qu'un système de traitement collectif des réclamations fondé uniquement sur l'examen des 2 873 réclamations incluses dans la première tranche avait ses limites[32]. Le Comité avait donc prévu qu'il faudrait affiner les méthodes et critères de traitement pour régler toutes les tranches de réclamations de la catégorie "C"[33].

39. En conséquence, les activités entreprises par le Comité et le secrétariat depuis l'examen de la première tranche ont été axées sur la mise au point d'un système de règlement des réclamations qui applique les décisions prises antérieurement par le Comité. Les principaux éléments de ce système sont les suivants : l'enregistrement et l'ordonnancement des réclamations, la saisie dans une base de données des données tirées des réclamations, la vérification des données tirées des réclamations, la mise au point d'un système informatique pour appliquer les critères de traitement approuvés par le Comité, la publication des montants d'indemnisation et le suivi des réclamations à des fins de contrôle[34]. Grâce à la création de la base de données, le Comité a disposé de renseignements supplémentaires sur la population de réclamations de la catégorie "C", ce qui

lui a permis de reconfirmer et, le cas échéant, de raffiner ses décisions en matière d'éléments de preuve et de méthodes d'évaluation. À l'aide des méthodes statistiques habituelles et à la lumière des précédents pertinents, le Comité a procédé à des opérations d'échantillonnage consistant à examiner les preuves présentées à travers toute la gamme des réclamations, ainsi qu'à des analyses informatiques qui lui ont permis de s'assurer du bien-fondé des différentes méthodes de traitement. La procédure de modélisation retenue par le Comité a bénéficié des services de statisticiens et d'installations informatiques spécialisées.

40. Ainsi, de la deuxième à la sixième tranche, le Comité a réglé les réclamations selon la méthode de la "filière rapide" qui lui a permis de traiter certains types de perte se prêtant facilement à un traitement accéléré. Les éléments de perte qui ont le plus fréquemment fait l'objet d'une demande de réparation étaient les suivants : pertes liées au départ et à la réinstallation, pertes de biens personnels, pertes de salaire, pertes de comptes bancaires au Koweït et PPM résultant d'une prise en otage ou de l'obligation de se cacher. Si la sixième tranche comprenait des groupes de réclamations posant divers problèmes de compétence ou des problèmes techniques, les réclamations les plus complexes (pertes liées à un préjudice corporel ou à un décès, pertes relatives à des biens immobiliers, pertes liées à des activités industrielles ou commerciales) soulevant d'autres problèmes de compétence ou techniques et des questions de réclamations multiples ont été réservées pour la présente tranche qui est la septième et la dernière. Cette méthode de la filière rapide a permis au Comité de régler en deux ans depuis son adoption tous les éléments de perte apparaissant dans environ 346 000 réclamations de la catégorie "C" et d'achever l'ensemble du programme au cours de la troisième année.

41. Comme il était expliqué dans le premier rapport, la Commission a procédé à un choix capital quand elle a décidé que le support informatique serait nécessaire pour traiter les réclamations de la catégorie "C"[35]. Parmi les fonctions essentielles tributaires d'un ordonnancement informatisé des réclamations, on compte l'enregistrement, la localisation et le groupement des réclamations, l'analyse des réclamations, la mise au point de critères de traitement, la modélisation statistique, la sélection d'échantillons, l'extrapolation des résultats d'échantillonnage, la vérification des réclamations présentées en double ou relevant de plusieurs catégories et, enfin, le calcul et la publication des montants d'indemnisation. Le système de traitement à partir de la base de données a permis le traitement électronique de tous les éléments de perte invoqués dans les réclamations de la catégorie "C".

B. Enregistrement et ordonnancement des données tirées des réclamations

42. Comme indiqué dans le deuxième rapport, étant donné le volume important de réclamations de la catégorie "C" déposées par les Gouvernements koweïtien et égyptien (environ 166 000 et 92 500, respectivement), le secrétariat a fourni à ces gouvernements un logiciel permettant de numéroter et de saisir les réclamations pour qu'ils puissent les soumettre non seulement sur papier mais aussi sous forme informatisée. Ainsi, après avoir chargé dans la base de données de la Commission les données informatisées communiquées par l'Égypte et

le Koweït, le secrétariat a eu essentiellement pour tâche de s'occuper des 165 000 réclamations restantes soumises à la Commission. Ces réclamations et les pièces qui y étaient jointes ont nécessité l'ordonnancement de quelque 7 millions de pages de papier, soumises par plus de 70 pays et organisations internationales.

43. Après avoir enregistré chaque réclamation électroniquement, lui avoir attribué un numéro de suivi unique et étiqueté les formulaires de réclamation et leurs cases en indiquant les renseignements permettant de les identifier, le secrétariat a soumis les réclamations à plusieurs examens et vérifications préliminaires, comparant les copies avec les originaux. Tout en conservant les formulaires originaux, le secrétariat a communiqué les copies à une entreprise de saisie professionnelle qui a été chargée de mettre les réclamations sous forme informatique. Les 165 000 réclamations ayant fait l'objet d'un enregistrement à l'extérieur ont été intégrées dans la base de données informatisée de la Commission en mars 1997[36]. En outre, de juillet à décembre 1998, le secrétariat a introduit 2 895 autres réclamations de la catégorie "C" dans la base de données sur place[37]. Il s'agissait principalement de réclamations déposées tardivement par le Koweït et l'Afghanistan, comme autorisé par le Conseil d'administration, respectivement à sa dix-neuvième session en décembre 1995 et à sa vingt-sixième session en décembre 1997. Les réclamations de la catégorie "C" résultant de transferts intercatégoriels, les réclamations multiples "distinctes" ou les réclamations de quelque autre manière non prises en compte lors de la précédente saisie de données à l'extérieur ont également été introduites sur place.

44. Comme noté par le Comité dans le premier rapport, nombre de réclamations déposées auprès de la Commission étaient mal présentées ou incomplètes et les données portées sur les formulaires traduisaient une interprétation erronée de la catégorie "C" dans son ensemble et du formulaire "C" en particulier[38]. Ces défauts de présentation ou ces lacunes, ainsi que les interprétations erronées, ont eu des conséquences pour l'ordonnancement et le traitement électronique des réclamations en cause. De plus, après avoir énuméré bien des complications et des problèmes soulevés par un grand nombre de réclamations[39], le Comité a noté dans le deuxième rapport que pour chaque problème qui semblait toucher des groupes de réclamations importants, des milliers de réclamations individuelles soulevaient des problèmes qui leur étaient propres. La présente tranche, plus qu'aucune autre, en apporte la démonstration.

45. Des distinctions détaillées sur des points de droit ou de fait se trouvent parfois exclues à cause de l'absence des renseignements pertinents, parce que ces renseignements n'étaient pas clairs ou simplement que le volume de réclamations correspondant à tel ou tel type de perte ne permettait pas d'examiner les réclamations une par une[40]. Comme il n'était pas réaliste d'envisager l'examen manuel de 420 000 réclamations aussi diverses, les critères et recommandations du Comité pour le traitement des réclamations tiennent compte de sections analogues de la population des réclamations dans son ensemble, ce qui est conforme à la décision 1 ainsi qu'aux précédents pertinents. Par ailleurs, en permettant de compiler et de comparer les informations reçues sur les groupes de réclamations, les méthodes d'échantillonnage et de modélisation donnent des résultats utiles et, si l'on se fonde sur des hypothèses de normalité et sur la réduction des distorsions individuelles, raisonnables.

C. Traitement électronique des réclamations de la catégorie "C"

46. Depuis la deuxième tranche, le Comité a examiné des groupes de réclamations conformément à sa méthode de la "filière rapide", et ce afin de a) préciser les critères d'ouverture du droit à indemnisation des éléments de perte en fonction des renseignements reçus qui figurent dans la base de données (nombre de réclamations et types de perte), b) permettre le traitement collectif de nouvelles catégories d'éléments de perte après le prélèvement et l'analyse d'échantillons et c) déceler les groupes de réclamations les plus complexes. Chaque tranche ultérieure comprenait donc des réclamations qui ont pu être réglées à l'aide des méthodes mises au point pour cette tranche ou présentant des problèmes de compétence ou des problèmes techniques qui ont été examinés et finalement résolus.

47. Pour aider le Comité à examiner les éléments de perte d'une manière cohérente pour tous les requérants se trouvant dans une situation analogue, ses décisions sont soit a) traduites en méthodes d'indemnisation qui tiennent compte à la fois des critères de recevabilité et des méthodes d'évaluation pour les pertes en question et qui sont appliquées par des moyens informatiques, soit b) appliquées, au moyen de modèles statistiques élaborés conformément à la pratique normale en la matière, aux réclamations qui satisfont aux conditions d'indemnisation de l'élément de perte considéré. Un programme de traitement informatique perfectionné a donc été mis au point dans lequel toutes les tâches sont testées, autorisées, mises en oeuvre et vérifiées selon une certaine séquence afin de satisfaire aux besoins en matière de sécurité et de responsabilité.

48. Un grand nombre des éléments de perte examinés dans le cadre de la septième tranche ont dû faire l'objet d'un examen détaillé individuel, excluant l'analyse d'échantillons représentatifs. La préparation et le traitement des réclamations de la présente tranche n'en ont pas moins démontré que la méthode du traitement collectif est la seule qui permet d'obtenir des résultats équitables dans un délai raisonnable, même pour les éléments de perte non visés antérieurement par la procédure de traitement rapide.

III. MÉTHODES D'ÉVALUATION DES RÉCLAMATIONS ET MÉTHODES D'INDEMNISATION

A. Questions préjudicielles communes aux réclamations de la catégorie "C" dans toutes les tranches

1. Identité du requérant et présence ou résidence du requérant en Iraq ou au Koweït

49. Les questions préjudicielles qui, selon le Comité, intéressent généralement toutes les réclamations de la catégorie "C" sont au nombre de deux : a) l'identité du requérant a-t-elle été établie; et b) la présence ou la résidence du requérant en Iraq ou au Koweït le 2 août 1990 ou avant cette date a-t-elle été établie[41].

50. Sur la base de son examen de la première tranche, le Comité a jugé que les requérants avaient soumis des éléments de preuve suffisants pour établir leur

identité. Il s'agissait des pièces justificatives suivantes : a) les pièces d'identité soumises par les requérants; b) leur attestation, dans le formulaire de réclamation, que les renseignements fournis dans la réclamation sont exacts; c) l'attestation de chaque pays présentant une réclamation selon laquelle les requérants étaient des ressortissants ou des résidents du pays. En outre, le secrétariat a procédé à une évaluation préliminaire des réclamations reçues pour établir si les conditions de forme avaient été remplies.

51. En ce qui concerne la présence ou la résidence en Iraq ou au Koweït, le Comité a noté que la grande majorité des requérants avait établi la matérialité de leur présence ou de leur résidence dans l'un de ces deux pays en présentant un passeport ou d'autres pièces d'identification portant des dates qui permettaient au Comité de conclure qu'ils se trouvaient effectivement présents en Iraq ou au Koweït durant la période considérée[42]. Le Comité a en outre considéré que le formulaire lui-même fournissait certains renseignements de base pour vérifier la présence du requérant en Iraq ou au Koweït, tels que leur adresse dans l'un des pays, le nom et l'adresse du répondant, le nom de la banque et le numéro du compte, le nom et l'adresse de l'employeur. Le numéro de la carte d'identité civile délivrée par le Koweït[43] ou le numéro du permis de résidence délivré par l'Iraq étaient particulièrement pertinents.

2. Erreurs commises en remplissant les formulaires de réclamation et efforts de rectification

52. Comme noté par le Comité dans son premier rapport et à nouveau dans son deuxième rapport, une partie importante des réclamations de la catégorie "C" ont été remplies de façon désordonnée, irrégulière et incomplète[44]. Cela a été dû à divers facteurs, notamment l'origine des différents requérants, leur manque d'instruction pour compléter le formulaire de réclamation ou le fait qu'ils l'ont interprété de façon erronée. Étant donné les méthodes de traitement qu'il avait mises au point, le Comité s'est inquiété que de telles erreurs puissent influer sur les droits des requérants à indemnisation et sur le montant de celle-ci.

53. Outre les mesures qu'il a prises pour faciliter une saisie complète et cohérente des données figurant dans les réclamations et qui ont été décrites dans le deuxième rapport[45], le secrétariat a procédé à de multiples travaux de rectification et d'amélioration des données dans le cadre du repérage et de la vérification des réclamations qui présentent des problèmes spécifiques à l'aide de la base de données et à la mise à part des réclamations complexes pour qu'elles fassent l'objet d'un examen individuel. En plus du contrôle de la qualité et des vérifications effectuées à titre de précaution dans chacune des phases précédentes de traitement électronique, l'examen effectué pour la septième tranche s'est également accompagné d'une série de modifications de programmes informatiques, chacune axée sur un élément précis des réclamations qui, sinon, aurait empêché que les éléments de perte considérés ne reçoivent l'attention qu'ils méritent. Des exemples d'erreurs et de mesures de rectification caractéristiques pour autant qu'elles s'appliquent aux divers éléments de perte ou préjudice individuels sont donnés plus en longueur à la section IV ci-après et le Comité est convaincu que les efforts du secrétariat ont permis d'atténuer dans la mesure du possible les effets malencontreux, dans le contexte d'un traitement collectif des réclamations.

3. Réclamations multiples et réclamations présentées en double

a) Réclamations présentées en double à l'intérieur d'une même catégorie

54. Tout au long du programme concernant les réclamations de la catégorie "C", le Comité a toujours constaté que le grand nombre de ces réclamations et des pays qui les déposaient ainsi que le fait qu'elles ont été soumises sous la forme de plusieurs présentations groupées différentes donnaient lieu à des risques de réclamations en double à l'intérieur d'une même catégorie et d'indemnisations multiples d'un requérant pour les mêmes pertes au sein de la catégorie "C". Avant d'inclure les réclamations de la catégorie "C" dans une tranche, le secrétariat a donc, à l'aide d'un programme spécial similaire à celui qui avait été utilisé dans le traitement des réclamations de la catégorie "A", effectué tout d'abord une vérification par recoupements sur un certain nombre d'éléments d'identification pour exclure autant que possible toute indemnisation multiple à l'intérieur d'une même catégorie[46].

55. Après le regroupement en mars 1997 de toutes les réclamations de la catégorie "C" dans la base de données informatisée, le secrétariat s'est servi du programme d'appariement pour déceler 12 400 réclamations environ de la catégorie "C" susceptibles de figurer en double. Dans son sixième rapport, le Comité a ainsi mis en place une politique de sélection pour déterminer, parmi les réclamations présentées par un même requérant et provenant de la même entité, celle qui devait être considérée comme indemnisable. Le Comité est parti du principe que la réclamation présentée après coup ou en dernier, serait considérée comme la description définitive des pertes invoquées et serait la version prise en compte dans la procédure de traitement. Après cela, toute autre réclamation soumise par le même requérant ne pourrait faire l'objet d'aucune indemnisation[47]. En conséquence, les réclamations en double rejetées émanant du même pays ou de la même organisation internationale ont été pour la première fois prises en compte dans la sixième tranche, en même temps que les réclamations correspondantes qui ont été prises en considération. Toutes les autres réclamations en double de la catégorie "C" rejetées sont prises en compte dans la septième tranche.

56. Comme indiqué dans le sixième rapport, la méthode de sélection comprenait quelques exceptions[48]. La principale concernait 283 réclamations en double présentées par différents pays ou organismes internationaux[49]. Ainsi, conformément aux instructions du Comité, le secrétariat a notifié les réclamations en double aux 32 pays ou organisations internationales concernées leur demandant des éclaircissements à ce sujet[50]. Faute d'obtenir de tels éclaircissements, le Comité a donné pour instruction au secrétariat de départager les réclamations dont l'examen devrait être poursuivi et celles qui devraient être rejetées en tant que doubles.

57. Le Comité a pris en considération toutes les réponses en départageant parmi les réclamations en double celles qui devraient être considérées comme "valables" (c'est-à-dire à traiter) et celles qui devraient être rejetées. Lorsque pour un requérant donné, une seule réponse avait été reçue, le Comité a retenu la réclamation que cette réponse désignait. Lorsque des réponses avaient été communiquées par plusieurs pays ou organisations, le choix de la réclamation valable dépendait de la précision de la réponse. Par exemple, le Comité a en

règle générale accordé plus de valeur à une réponse qui désignait nommément le requérant et transmettait ses instructions précises ou faisait état d'une communication directe ou de tentatives de communication pour s'enquérir de ses souhaits qu'à une autre contenant des affirmations générales sans indiquer que l'on avait tenté d'entrer en rapport avec le requérant. De plus, lorsqu'une réclamation avait été soumise par un pays et une organisation internationale, le secrétariat a estimé que la version valable était celle émanant du pays, à moins que le requérant n'ait précisé par l'intermédiaire de l'organisation que c'était celle-ci qui devait être considérée comme le déclarant officiel de sa réclamation[51]. De la sorte, toutes les réclamations en double soumises par différentes entités ont été réglées et les réclamations valables retenues ont été traitées dans cette tranche conformément aux critères du Comité applicables aux éléments de perte y figurant.

58. Le Comité a également tenu compte des notifications communiquées au secrétariat par les gouvernements déclarants au sujet de réclamations en double qui n'avaient pas été décelées avant d'être prises en considération dans un rapport. En pareils cas, le Comité a donné pour instruction au secrétariat de choisir la réclamation valable comme suit : a) lorsqu'il avait été fait état de plusieurs versions d'une même réclamation dans différentes tranches, la version examinée en premier serait censée être la version valable et b) lorsque plusieurs versions d'une même réclamation avaient été examinées dans le cadre de la même tranche, le dossier ayant i) le numéro de lot le plus élevé ou ii) le numéro de réclamation le plus élevé à l'intérieur du même lot serait censé être la réclamation valable[52]. Dans l'un ou l'autre cas, le Comité a également indiqué au secrétariat que si les montants globaux accordés étaient différents, on retiendrait par hypothèse la version bénéficiant de l'indemnité la plus élevée. Toutes les versions en double correspondantes seraient ensuite rejetées.

59. Afin que sa méthode de sélection ne soit préjudiciable à aucun requérant, le Comité a enfin chargé le secrétariat d'examiner toutes les réclamations en double lorsque la réclamation valable n'avait fait l'objet d'aucune indemnisation afin de confirmer que la version rejetée ne contenait aucun élément de perte indemnisable. Lorsque la version rejetée de la réclamation comprenait un élément de perte indemnisable, le Comité a recommandé de modifier la version valable pour y faire figurer cet élément et de calculer en conséquence le montant de l'indemnité. Les cas de cette espèce ainsi que ceux d'ajustement des indemnités lorsque les réclamations en double ont déjà été examinées feront l'objet des rapports rectificatifs aux termes de l'article 41, après que le traitement de toutes les réclamations de la catégorie "C" aura été achevé.

b) Réclamations présentées en double au titre de diverses catégories

i) Cumul d'indemnisations dans le cas des réclamations de la catégorie "A"

60. Aux termes du paragraphe 11 de la décision 1, un montant forfaitaire de 2 500 dollars des États-Unis par personne ou de 5 000 dollars par famille sera versé en cas de départ (réclamations de la catégorie "A") sur présentation d'un simple document à l'appui des faits indiquant la date du départ d'Iraq ou

du Koweït. Dans le même paragraphe, il est indiqué que des réclamations pour la même cause de départ ne peuvent pas être soumises à nouveau au titre d'autres catégories, mais que les requérants ayant subi des pertes supérieures à 2 500 dollars des États-Unis et qui peuvent être prouvées devraient soumettre leurs réclamations au titre d'autres catégories appropriées mais non pas de la catégorie "A".

61. Il n'est pas précisé dans la décision 1 que les requérants au titre de la catégorie "A" ne peuvent pas soumettre de réclamations pour des pertes autres que les pertes liées au départ dans d'autres catégories. Toutefois, le formulaire de la catégorie "A" offrait au requérant la possibilité de choisir des montants forfaitaires plus élevés (4 000 dollars des États-Unis par personne et 8 000 dollars des États-Unis par famille) s'il décidait de ne pas présenter de réclamation au moyen d'un autre formulaire ou à un autre titre[53]. Cela étant, le Conseil d'administration, dans sa décision 21, a décidé : a) que tout requérant ayant choisi le montant supérieur au titre de la catégorie "A" et ayant également présenté une réclamation au titre des catégories "B", "C" ou "D", sera réputé avoir choisi le montant inférieur correspondant à la catégorie "A"; b) que les requérants dont les réclamations individuelles approuvées au titre de la catégorie "A" sont ainsi révisées recevront un montant initial de 2 500 dollars des États-Unis mais ne toucheront pas de montant additionnel au titre de cette catégorie; c) que les requérants dont les réclamations pour une famille approuvées au titre de la catégorie "A" sont ainsi révisées recevront un montant initial de 2 500 dollars des États-Unis mais ne toucheront qu'un montant additionnel de 2 500 dollars au titre de la catégorie "A".

62. Pour chaque tranche de réclamations de la catégorie "C", le secrétariat a procédé à une vérification électronique par recoupements entre les catégories "A" et "C", à l'aide d'éléments d'identification disponibles, afin d'écarter les risques d'indemnisation multiple entre les deux catégories[54]. Les requérants qui avaient soumis des réclamations de la catégorie "A" et qui avaient aussi soumis des réclamations pour cause de départ dans la catégorie "C" avaient vu leur indemnité réduite manuellement pour en tenir compte dans la première tranche. Les réclamations pour cause de départ de requérants de la catégorie "C" rapprochés de requérants de la catégorie "A", qui ont été décelées durant la première phase de traitement électronique en ont été écartées jusqu'à ce que l'on confirme que les requérants étaient bien identiques. Une fois cette identité établie, les indemnités pour cause de départ au titre de la catégorie "C" ont été réduites selon que les requérants avaient soumis des réclamations pour des pertes individuelles ou familiales dans la catégorie "A".

63. Les montants d'indemnités au titre de réclamations de la catégorie "C", ajustés après vérifications par recoupements entre les catégories "C" et "A", ont été indiqués pour la première fois dans le quatrième rapport. Dans tous les rapports depuis ce dernier, conformément à la décision 21, les montants des indemnités au titre de la catégorie "C" ont, le cas échéant, été réduits pour tenir compte des indemnités déjà accordées au titre de la catégorie "A".

ii) Cumul d'indemnisations dans le cas des réclamations de la catégorie "B"

64. Le risque d'indemnisation multiple au titre de plusieurs catégories existe également dans le cas des réclamations au titre de pertes pour préjudice corporel ou décès dans les catégories "B" et "C". Aux termes du paragraphe 12 de la décision 1, un montant forfaitaire de 2 500 dollars sera versé en cas de préjudice corporel grave n'ayant pas entraîné la mort sur présentation d'un simple document à l'appui des faits indiquant la date du préjudice. En cas de décès, un montant forfaitaire de 2 500 dollars sera versé sur présentation d'un simple document indiquant le décès et le lien familial avec la victime. Également en cas de décès, il est prévu au paragraphe 13 de la même décision qu'un montant forfaitaire maximal de 10 000 dollars des États-Unis sera versé à la famille (constituée d'une personne et de son conjoint, de ses enfants et de ses ascendants au premier degré).

65. La décision 1 prévoit également que si la perte effective en question est supérieure à 2 500 dollars, les paiements au titre de la catégorie "B" peuvent être considérés comme des secours provisoires. Aux termes du paragraphe 12, les réclamations portant sur des montants supplémentaires peuvent être par ailleurs présentées au titre de la catégorie "C" et au titre d'autres catégories appropriées. Ainsi, il n'est pas expressément interdit aux requérants qui soumettent des réclamations pour préjudice corporel grave ou pour décès au titre de la catégorie "B" de déposer des réclamations au titre de la catégorie "C" même s'ils ont reçu le montant forfaitaire maximum de l'indemnité au titre de la catégorie "B". Dans son premier rapport, le Comité a toutefois jugé que dans le cas des requérants qui ont réclamé l'indemnisation des mêmes frais ou dépenses dans les catégories "B" et "C", tout montant versé au titre de l'une des catégories sera déduit de l'indemnisation due au titre de l'autre[55]. Les montants accordés pour préjudice corporel grave ou pour décès au titre de la catégorie "B" et dont les requérants avaient invoqué les mêmes pertes dans la catégorie "C" ont donc été déduits des réclamations de cette catégorie dans la première tranche.

66. Depuis la première tranche, il n'a été déposé aucune réclamation faisant état de perte pour préjudice corporel grave ou pour décès. Par conséquent, jusqu'à la présente et septième tranche, il n'y a pas eu lieu d'opérer de déductions. Conformément à la décision du Comité à l'occasion de la première tranche, de telles déductions ont été effectuées dans la présente tranche lorsque, après des vérifications par recoupements entre les catégories "B" et "C", on a relevé que des réclamations portaient sur des dépenses relatives aux mêmes pertes pour préjudice ou pour décès.

67. Pour effectuer de telles vérifications, le secrétariat a procédé par des moyens informatiques à des comparaisons entre les requérants pour préjudice corporel dans les catégories "B" et "C". Les critères de comparaison informatique élaborés en ce qui concerne les pertes pour décès étaient particulièrement complexes parce qu'il fallait comparer a) les requérants entre eux, b) les personnes décédées entre elles et c) les requérants aux personnes décédées. Ces recoupements ont permis à la fois d'éviter les indemnisations multiples pour une même perte et de confirmer les résultats des réclamations pour préjudice corporel grave ou décès dans la catégorie "C" conformément aux

résultats pour les mêmes pertes dans la catégorie "B". D'autres questions relatives aux recoupements des réclamations dans les catégories "B" et "C" sont examinées à la section IV ci-après lorsqu'il sera question de la possibilité d'indemniser les réclamations pour préjudice corporel ou pour décès.

iii) Cumul d'indemnisations dans le cas des réclamations de la catégorie "D"

68. Alors que la décision 1 définit les critères propres à accélérer le règlement des réclamations urgentes dans les catégories "A", "B" et "C", la décision 7 énonce les critères applicables aux autres catégories de réclamations[56]. La première de ces catégories concerne les personnes physiques non considérées par ailleurs et dont les pertes sont supérieures à 100 000 dollars des États-Unis ("réclamations de la catégorie 'D'").

69. La compétence ratione materiae pour la catégorie "D" est pour l'essentiel la même que celle de la catégorie "C". Aux termes du paragraphe 7 de la décision 7, des indemnités peuvent être versées aux personnes qui revendiquent des pertes supérieures à celles qui donnent lieu à indemnisation dans le cadre des catégories "B" ou "C" ou qui auront décidé de ne pas présenter de réclamations au titre des catégories "A", "B" ou "C" parce que le montant de leurs pertes excède 100 000 dollars. Ce qui distingue le plus clairement les pertes revendiquées au titre de la catégorie "C" de celles revendiquées au titre de la catégorie "D" est donc le montant total invoqué dans la réclamation.

70. Une différence plus technique a trait au fait que les éléments de preuve à l'appui des sommes importantes réclamées au titre de la catégorie "D" doivent être "étayés par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve appropriés concernant les circonstances et le montant de l'indemnité réclamée"[57]. On peut citer les autres différences ci-après : a) les comités de commissaires chargés d'examiner, notamment, les réclamations supérieures à 100 000 dollars des États-Unis suivant des procédures différentes selon la nature, l'importance et le type des réclamations; b) dans la mesure du possible, les réclamations reposant sur des bases juridiques ou objectives communes devraient être considérées ensemble; c) les réclamations exceptionnellement importantes ou complexes peuvent être renvoyées à des comités qui les examineront en détail en demandant éventuellement un complément d'information[58].

71. Bien que la décision 1 prévoit que, pour un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis par personne, la réclamation portant sur les premiers 100 000 dollars doit être présentée dans la catégorie "C" et le reste séparément, elle ne précise pas que le simple fait de présenter dans la catégorie "C" une réclamation portant sur un montant supérieur à 100 000 dollars ne suffit pas pour que la réclamation soit déclarée irrecevable. C'est pourquoi, après avoir examiné environ 6 000 réclamations soumises au titre de la catégorie "C" dont chacune invoquait des pertes d'un montant total supérieur à 100 000 dollars, le Comité a décidé dans son sixième rapport que lorsque des réclamations portant sur des pertes supérieures à 100 000 dollars étaient présentées au titre de la catégorie "C", seul l'élément de la réclamation portant sur les 100 000 premiers dollars serait examiné selon la filière rapide[59].

72. Pour arriver à cette conclusion, le Comité a constaté que les réclamations en question portaient généralement sur les pertes le plus souvent invoquées dans la catégorie "C" : pertes liées au départ et à la réinstallation, préjudice moral et psychologique, pertes de biens personnels, pertes de véhicules à moteur, pertes de comptes bancaires et pertes de salaire. Le Comité a en outre noté que les méthodes de la filière rapide utilisées pour régler ces réclamations de la catégorie "C" avaient généralement un effet réducteur et que la vérification un par un des montants atypiques faisant l'objet d'une réclamation et des montants atypiques recommandés avait tendance à réduire les erreurs de données[60].

73. Les modèles de régression statistique utilisés pour évaluer les pertes pour cause de départ, de réinstallation et les pertes de biens personnels permettent de déterminer le montant de l'indemnisation à recommander non seulement en fonction des montants réclamés mais aussi en fonction des caractéristiques individuelles de chaque requérant et en comparant chaque requérant aux autres requérants se trouvant dans une situation analogue[61]. Les critères et les formules utilisés pour déterminer le montant des indemnités à accorder pour les pertes de type PPM sont fondés sur les décisions 3 et 8 du Conseil d'administration. La formule utilisée pour évaluer les pertes salaire est basée sur l'application d'un multiplicateur de sept au revenu mensuel antérieur à l'invasion déclaré par le requérant[62]. Les méthodes employées permettent de faire en sorte que les montants alloués au titre de réclamations qui invoquent des pertes élevées relevant de la filière rapide ne soient pas excessifs par rapport à ceux accordés pour les autres réclamations de la catégorie "C". Enfin, dans tous les cas et conformément à la limite fixée par le Conseil d'administration pour la catégorie, les indemnités globales par réclamation sont limitées à 100 000 dollars des États-Unis

74. En dépit de l'existence de ce plafond, le Comité n'en est pas moins très soucieux des risques de cumul d'indemnisations obtenues au titre des catégories "C" et "D". À ce jour, le secrétariat a procédé au cours du traitement courant des tranches de réclamations de la catégorie "D" à des recoupements et à des vérifications au cas par cas des données relatives aux montants des pertes dans les deux catégories et a échangé des informations entre les catégories afin de réduire au minimum les risques d'indemnisation multiple. Avec l'intégration assez récente de l'ensemble des réclamations de la catégorie "D" dans la base de données informatisée, de nouveaux recoupements électroniques plus perfectionnés continueront à être effectués entre les catégories. Le Comité "C" croit comprendre que les pertes invoquées dans une réclamation de la catégorie "D" seront, s'il y a lieu, modifiées chaque fois que le Comité "D" aura constaté qu'elles ont fait l'objet d'une indemnisation au titre de la catégorie "C".

iv) Cumul d'indemnisations dans le cas des réclamations des catégories "E" et "F"

75. La décision 7 énonce des critères pour le règlement non seulement des réclamations de la catégorie "D" mais aussi de réclamations émanant de sociétés et d'autres personnes morales ("réclamations de la catégorie 'E'") ainsi que de pays et d'organisations internationales ("réclamations de la catégorie 'F'")[63]. Si les risques de double indemnisation sont plus difficiles à appréhender et

moins faciles à établir entre personnes de la catégorie "C" et les sociétés, pays ou organisations internationales susceptibles de les avoir indemnisées pour les mêmes pertes que celles qu'elles invoquent à titre individuel, le Comité note qu'ils n'en existent pas moins.

76. Les risques d'indemnisation multiple sont les plus grands lorsque la société, le pays ou l'organisation internationale demande réparation pour des pertes essentiellement identiques mais considérées d'un autre point de vue, par exemple, des sommes versées par ces entités pour rembourser à des personnes des frais liés au départ, à la réinstallation, des pertes de biens personnels, de biens immobiliers ou liées à l'emploi, en plus des indemnités de secours, pour préjudice ou pour décès. Pour qu'il soit possible de procéder à des vérifications entre catégories, il est essentiel que ces entités fournissent une identification détaillée de leurs différents salariés.

77. Dans le prolongement des préoccupations exprimées à ce sujet dans le premier rapport[64], le Comité insiste pour que tout soit mis en oeuvre afin de réduire au minimum le risque de double indemnisation entre les catégories "E" et "F", notamment par la mise en place de programmes de vérification entre les catégories s'il y a lieu, la communication aux comités compétents de tous les calculs des éléments de perte et des recommandations d'indemnisation au sujet des réclamations pertinentes de la catégorie "C" ainsi que de copies des réclamations et des pièces justificatives soumises au titre de cette catégorie et la mise à la disposition des comités compétents de tous les documents d'évaluation pertinents utilisés.

c) Indemnisations multiples en raison de réparations provenant de sources autres que le Fonds

78. À l'alinéa b) du paragraphe 3 de la décision 13[65], le Conseil d'administration a arrêté que les sommes versées aux requérants à titre d'indemnités provenant d'autres sources seront déduites des indemnités à prélever sur le Fonds en leur faveur pour les mêmes pertes. Le Conseil d'administration a en conséquence invité les gouvernements requérants et le Gouvernement iraquien à fournir à la Commission des renseignements sur ces versements ou sur les indemnités accordées. Lorsque ces informations ont été communiquées au secrétariat, celui-ci les a transmises au Comité pour qu'il les examine et le Comité a recommandé de modifier les réclamations concernées, ce qu'a fait le secrétariat.

79. Dans tous ses examens, le Comité a noté que la décision 13 avait clairement pour objet d'éviter l'indemnisation multiple de certains requérants pour les mêmes pertes. À cet effet, le formulaire de réclamation de la catégorie "C" invite les requérants à indiquer s'ils ont reçu une indemnisation au titre de leurs pertes, ainsi que les montants reçus. Après la première tranche, dont les 2 873 réclamations ont été examinées une par une, les renseignements relatifs aux indemnités reçues ont été dûment enregistrés dans la base de données de la catégorie "C" pour plus de 9 100 autres réclamations.

80. En examinant les réclamations de la première tranche, le Comité a recommandé de modifier le montant de certaines indemnités lorsqu'il l'a jugé nécessaire. À l'époque, le Comité avait examiné des communications de

gouvernements faisant valoir que certains paiements ou bien a) avaient été déduits des réclamations individuelles avant qu'elles ne soient soumises à la Commission ou bien b) devaient être récupérées auprès du requérant en cas de cumul. En pareils cas, les pays avaient aussi fait valoir qu'ils ne chercheraient pas à obtenir le remboursement des sommes en question au titre des réclamations correspondantes qu'ils pourraient présenter à raison de leurs propres pertes ou préjudices. Le Comité a jugé ces mesures rassurantes, mais a souligné que chaque pays devrait s'en tenir aux mesures qui avaient été proposées pour faire en sorte que les requérants ne reçoivent pas d'indemnisation du Fonds en même temps que d'autres sources[66].

81. Le Comité a noté dans son sixième rapport au sujet des 9 100 réclamations dont les requérants avaient déclaré avoir bénéficié d'une indemnité par ailleurs, que près de 30 % d'entre eux l'avait déclarée par erreur. Dans une opération d'échantillonnage dans laquelle les requérants déclaraient avoir reçu des indemnités d'un montant modique, près de 97 % de ces montants n'ont pu être classés parmi les éléments de perte signalés par les requérants. Le Comité a également estimé que dans la majorité de ces cas, il s'agissait de sommes versées par leur propre gouvernement à titre de secours ou d'une aide fournie pour faire face aux bouleversements. Ses conclusions ont tenu compte du fait que les gouvernements en question avaient fait valoir qu'ils ne demanderaient pas à la Commission de rembourser les sommes en question.

82. Le Comité a en outre constaté que les méthodes employées pour examiner les réclamations de la catégorie "C" selon le système de la filière rapide avaient pour effet, le plus souvent, de réduire le montant de l'indemnité accordée aux requérants. Il a conclu qu'en règle générale le fait de déduire en outre de l'indemnité le montant déclaré d'une indemnisation reçue qui peut en fait être imputable à a) une erreur de données ou b) une somme reçue dont il avait déjà été tenu compte dans le montant invoqué avant que la réclamation ne soit déposée auprès de la Commission ou c) une somme reçue au titre d'une perte qui ne fait même pas l'objet d'une demande de réparation, serait susceptible d'amputer excessivement un dédommagement déjà réduit[67].

83. Lorsqu'il s'est penché sur la sixième tranche, le Comité n'a toutefois examiné que les réclamations faisant état de pertes qui relevaient de la filière rapide. De plus, même parmi les groupes de requérants relevant de la filière rapide, le Comité a fait une exception pour un groupe. Cette exception, mentionnée dans la note 107 du sixième rapport, concernait des requérants de pays de l'OCDE qui avaient déclaré avoir déjà reçu une indemnité de 9 000 dollars des États-Unis ou plus[68]. Toutes les réclamations qui ont été ainsi recensées ont été examinées une par une. Si les montants n'avaient pas été déjà réduits ou modifiés de quelque autre manière pour tenir compte de l'indemnité reçue, les sommes réclamées au titre des pertes invoquées ont été réduites en conséquence. Dans certains cas, les montants invoqués ont ainsi été ramenés à zéro et les réclamations seront, pour l'essentiel, rejetées. Ainsi, les réclamations de ressortissants de pays de l'OCDE, pour lesquelles des pièces ont été produites justifiant de la réception de 9 000 dollars ou davantage, sont prises en considération dans la présente septième tranche. Avant que les méthodes de traitement du Comité ne leur soient appliquées, les sommes invoquées ont été modifiées pour tenir compte de l'indemnité reçue de sources autres que le Fonds.

IV. MÉTHODES D'ÉVALUATION ET CRITÈRES D'INDEMNISATION

A. Préjudice de type "C1" : préjudice résultant du départ d'Iraq ou du Koweït, de l'impossibilité de quitter l'un ou l'autre pays ou d'y revenir, de la décision de ne pas y revenir, d'une prise en otage ou de toute autre forme de détention illégale

1. Préjudice résultant du départ d'Iraq ou du Koweït, de l'impossibilité de quitter l'un ou l'autre pays ou d'y revenir, ou de la décision de ne pas y revenir ("pertes C1-argent")

84. Conformément aux dispositions des paragraphes 14 et 18 de la décision 1, des dédommagements sont prévus en cas de préjudice occasionné par le départ de l'Iraq ou du Koweït, par l'impossibilité de quitter l'un ou l'autre de ces pays, par la décision de ne pas retourner en Iraq ou au Koweït dans la période comprise entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991, si ce préjudice résulte directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Les pertes occasionnées par un départ ou une réinstallation, notamment frais de transport et de logement, dépenses d'alimentation, frais de réinstallation et autres dépenses de même nature, peuvent faire l'objet d'une demande d'indemnité à la page "C1" du formulaire de réclamation.

a) Bilan de la première tranche

85. Les "pertes C1-argent" sont d'environ 49 182 parmi l'ensemble des 420 000 réclamations de la catégorie "C". Le Comité de commissaires a dans le cadre de la première tranche examiné 773 pertes de ce type mentionnées dans des réclamations soumises par 13 pays. Il en a conclu que les réclamations correspondant à ces pertes étaient les plus variées, tant en ce qui concerne les faits invoqués que les indemnités réclamées et les pièces justificatives jointes aux dossiers[69]. Il a fait observer que, si tant est que l'on puisse discerner des constantes dans les réclamations examinées, il semblerait que les ressortissants d'un même pays demandent des indemnités du même ordre de grandeur et pour les mêmes types de frais, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que leur gouvernement a participé à l'établissement des réclamations, que la même situation socioéconomique est à peu près la même pour chacun d'eux et que la nationalité a beaucoup joué dans les conditions et les circonstances des départs de l'Iraq et du Koweït et des réinstallations.

i) Pièces soumises pour étayer les réclamations C1-argent

86. Les pièces les plus couramment jointes aux dossiers ont été les suivantes : copies de passeports avec visas et autres sceaux apposés à une date comprise dans la période considérée, talons de billets, cartes d'embarquement, reçus, relevés de cartes de crédit et copies des facturettes, factures correspondant à des billets d'avion ou d'autocar ou à des titres de transport maritime, itinéraires de voyage, copies de manifeste de passager d'avion, d'autocar ou de navire, attestation, certificat ou lettre émanant des autorités gouvernementales ou d'une organisation internationale, y compris passeport et carte d'identité de remplacement, temporaires ou de secours délivrés par des autorités gouvernementales officielles à l'extérieur de l'Iraq ou du Koweït, avec

témoignages du requérant ou d'autres personnes expliquant les circonstances du départ, la date et l'itinéraire du voyage. La quantité, la qualité et la nature des pièces justificatives soumises ont été fonction de plusieurs facteurs énumérés plus en détail dans le premier rapport.

ii) Méthodes de traitement

87. Compte tenu des nombreuses réclamations présentées pour ce type de perte, de la diversité des réclamations et du fait que le Conseil d'administration avait expressément demandé au Comité de traiter de manière accélérée les réclamations urgentes, le Comité a adopté pour le traitement des réclamations concernant les pertes C1-argent de la première tranche une méthode qui, pour l'essentiel, a été conservée pour les tranches suivantes. Cette méthode se présente comme suit : a) regroupement des réclamations qui présentent des similitudes de points de droit et de fait; b) examen individuel des échantillons pris dans les différents groupes de réclamations; c) analyse statistique des données contenues dans les réclamations, et notamment le profil moyen de la preuve et des montants réclamés; d) extrapolation des conclusions de l'analyse des échantillons aux autres réclamations du même groupe; e) vérification supplémentaire de certaines réclamations si nécessaire.

iii) Constatations du Comité concernant la première tranche

88. Dans son premier rapport, le Comité a estimé que, pour que les pertes liées à une impossibilité de quitter l'Iraq ou le Koweït ou d'y revenir ou à une décision de ne pas y revenir ("pertes pour cause de réinstallation") soient considérées comme directement dues à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq, les requérants devaient avoir prouvé qu'ils résidaient dans l'un ou l'autre pays avant l'invasion. Pour les pertes dues au départ, ils devaient avoir prouvé qu'ils étaient partis de l'un de ces pays au cours de la période allant du 2 août 1990 au 2 mars 1991. Le Comité a en outre estimé que les pertes C1-argent ne pouvaient être considérées comme indemnisables que dans la mesure où elles correspondaient à des dépenses temporaires et exceptionnelles[70].

iv) Évaluations des pertes C1-argent

89. En ce qui concerne l'estimation des pertes indemnisables, le Comité a aussi conclu que les requérants avaient encouru dans la catégorie C1 des frais ouvrant droit à indemnisation mais qu'il ne pouvait dans la majorité des cas chiffrer le préjudice et donc déterminer le montant des dédommagements à verser en se fondant uniquement sur les pièces justificatives présentées[71]. C'est essentiellement pour cette raison que le Comité a décidé qu'un montant moyen, calculé sur la base des montants réclamés pour toutes les pertes C1-argent dans le cadre de la première tranche, serait utilisé pour évaluer presque toutes les pertes de ce type[72].

b) Améliorations apportées aux méthodes de traitement et d'évaluation depuis l'examen de la première tranche

i) Élaboration d'un modèle statistique à l'aide d'un ensemble de données représentatives de l'ensemble des requérants de la catégorie "C" faisant état de pertes C1-argent

90. Lorsqu'il a pu disposer de données sur l'ensemble des réclamations de la catégorie "C" et plus seulement sur celles de la première tranche, le Comité a pu confirmer à nouveau et, le cas échéant, améliorer ses constatations concernant les éléments de preuve et ses méthodes d'évaluation. Ainsi, dans le cadre de la deuxième tranche, le Comité, aidé par des experts en statistiques, utilisant un ensemble de données composé de 7 343 réclamations représentatives faisant état de pertes C1-argent et suivant les pratiques statistiques normales, a conclu qu'il faudrait utiliser un modèle de régression linéaire standard pour estimer toutes les pertes C1-argent[73]. Par suite, depuis l'examen de la deuxième tranche, les requérants se sont vu attribuer soit le montant réclamé, soit le montant calculé à l'aide du modèle, le montant le plus faible des deux étant retenu.

ii) Constatations additionnelles du Comité concernant la période à considérer pour les pertes de type C1-argent

91. Parmi les réclamations de type C1-argent des premières aux cinquièmes tranches figuraient des réclamations où les dates de départ indiquées se trouvaient dans la période allant du 2 août 1990 au 2 mars 1991 ("la période considérée"). Cependant, environ 10 500 réclamations de type C1-argent mentionnaient des dates de départ antérieures ou postérieures à la période considérée. Ces réclamations ne semblaient donc pas remplir la condition nécessaire à l'exercice de la compétence ratione temporis. Cependant, le paragraphe 18 de la décision 1 prévoit que les pertes causées par l'incapacité de quitter l'Iraq ou le Koweït ou d'y retourner ou par une décision de ne pas y retourner ("frais de réinstallation") sont susceptibles d'indemnisation si elles résultent de circonstances qui se sont produites durant la période considérée et qui étaient directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité a donc procédé à des examens par échantillonnage dans le cas de réclamations pour pertes de type C1-argent communiquées en grand nombre par une même entité tandis qu'il a examiné une par une les réclamations soumises en petit nombre par une même entité afin de déterminer si lesdites réclamations pouvaient être considérées comme ouvrant droit à indemnisation.

92. Les examens ont permis de confirmer que les dates de départ avaient généralement été introduites correctement. Le Comité a cependant noté que de nombreux requérants s'étaient en fait établis en Iraq ou au Koweït avant l'invasion et en étaient partis également avant l'invasion, en 1990, pendant les mois de vacances traditionnels de juin et juillet et que l'invasion et l'occupation les avaient très directement empêchés de revenir en août 1990. Il a en outre noté que les départs de requérants mentionnés après le 2 mars 1991 n'étaient pas directement liés à l'invasion et à l'occupation mais plutôt aux circonstances intervenues après, de sorte que des "situations particulières" ne pouvaient pas être invoquées[74]. Compte tenu des résultats des examens des réclamations, le Comité a décidé dans le cadre de la sixième tranche que a) les

réclamations pour frais de réinstallation dans la catégorie C1-argent pouvaient donner lieu à indemnisation même si les requérants étaient partis de l'Iraq ou du Koweït avant l'invasion — mais en aucun cas avant le 1er juin 1990 — à condition qu'un numéro de carte d'identité koweïtienne ou de permis de résidence iraquien soit indiqué sur le formulaire dans la case pertinente et b) qu'aucune réclamation C1-argent pour frais de réinstallation sans mention d'un numéro de carte d'identité koweïtienne ou de permis de résidence iraquien et aucune réclamation pour perte liée au départ n'ouvraient droit à indemnisation lorsque les dates de départ étaient postérieures à la période considérée[75].

c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C1-argent de la septième tranche

93. La septième tranche comprend 16 239 réclamations faisant état de pertes C1-argent. Le Comité a recommandé une indemnisation pour 14 346 d'entre elles et aucune indemnisation pour les 1 893 autres. Dans le cadre de l'ensemble du programme touchant les réclamations de la catégorie "C", sur un nombre total de 49 182 réclamations faisant état de pertes C1-argent, le Comité a recommandé une indemnisation pour 40 779 réclamations et aucune indemnisation pour les 8 403 autres.

2. Pertes C1-PPM : réclamations pour cause de préjudice psychologique et moral résultant de la prise en otage, de la détention illégale ou de l'obligation de se cacher

94. Les décisions 1, 3 et 8 prévoient qu'un requérant peut prétendre à réparation pour PPM causé par le fait d'avoir été retenu en otage ou détenu illégalement pendant plus de trois jours, d'avoir été gardé en otage ou détenu pendant trois jours ou moins dans des conditions telles que sa vie lui paraissait être en péril imminent, ou encore d'avoir été contraint de se cacher en raison d'une crainte manifestement fondée d'être tué, pris en otage ou détenu illégalement. Les réclamations pour PPM occasionné par les situations évoquées ci-dessus peuvent être présentées sur la page "C1" du formulaire de réclamation de la catégorie "C" et l'on parle donc de pertes C1-PPM. Les points de droit et de fait, ainsi que les considérations en matière de traitement des données, et les critères de fond appliqués pour ces pertes ont été exposés pour la première fois dans le premier rapport du Comité[76].

95. Globalement, des réparations pour préjudice C1-PPM ont été demandées dans environ 139 706 des 420 000 réclamations de la catégorie "C". Dans la première tranche, le Comité a examiné au total 595 pertes de ce type présentées par 11 pays. Compte tenu du nombre relativement faible de réclamations de cette tranche, le Comité a adopté une méthode consistant à les examiner une par une avec les pièces qui y étaient jointes. Dans les tranches ultérieures, le Comité a examiné un grand nombre de réclamations sur la base d'un échantillonnage, conformément aux critères élaborés lors de l'examen de la première tranche et en fonction de certaines caractéristiques des réclamations et des groupes de requérants. Les constatations et conclusions du Comité ainsi que les résultats des méthodes appliquées sont résumés ci-après.

a) Réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou une période plus courte

i) Constatations du Comité concernant la première tranche

96. Afin d'obtenir réparation pour avoir été pris en otage pendant trois jours ou moins, les requérants doivent prouver qu'ils ont effectivement été retenus en otage ou illégalement détenus et, conformément à la décision 3, qu'ils l'ont été dans des circonstances donnant à penser qu'une menace imminente pesait sur leur vie. Dans son premier rapport, le Comité a identifié certaines catégories de requérants pour lesquels il y avait lieu de conclure à l'existence d'une telle menace. Le Comité a aussi indiqué que la liste des catégories mentionnées n'était pas exhaustive. Les catégories mentionnées étaient les suivantes : a) les requérants détenus et utilisés comme boucliers humains par l'Iraq; b) les requérants ayant indiqué qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille étaient des ressortissants d'un pays visé dans les directives et les ordres du commandement du Conseil iraquien de commandement de la révolution, ou qu'ils étaient connus pour avoir été la cible d'actions de la part de fonctionnaires, employés ou agents du Gouvernement iraquien ou des entités qu'il contrôle; c) les requérants qui ont été gardés en otage ou détenus dans un lieu où l'on pratiquait la torture et des exécutions; et d) les requérants ayant indiqué qu'eux-mêmes ou des membres de leur famille appartenaient ou étaient liés à la famille royale koweïtienne, aux forces armées, au Gouvernement, au mouvement de résistance ou à la police du Koweït ou qu'un membre de leur famille était une personnalité politique ou occupait un rang élevé dans le Gouvernement koweïtien avant ou pendant l'invasion et l'occupation du pays, selon le cas[77].

ii) Constatations formulées par le Comité depuis l'examen de la première tranche

97. En dehors des huit réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou moins qui figuraient dans la première tranche, il y a eu environ 3 300 réclamations identifiées comme telles dans la base de données. Compte tenu du nombre relativement faible de réclamations faisant état de ce type de préjudice et des constatations spécifiques nécessaires, le Comité a jugé que ces réclamations devraient être examinées une à une dans le cas où elles étaient soumises en petit nombre et n'être examinées par échantillonnage que dans les cas appropriés où elles étaient soumises en plus grand nombre.

98. L'examen au cas par cas a permis tout d'abord de déterminer que l'écrasante majorité de ces réclamations (84 %) avaient été par erreur classées dans la mauvaise catégorie et auraient plutôt dû être classées en tant que réclamations pour obligation de se cacher. Ces réclamations ont donc été reclassées. Dans certains cas, le nombre de jours a été porté à plus de trois lorsque les circonstances le justifiaient clairement. La plupart des autres réclamations C1-PPM pour détention illégale pendant trois jours ou moins satisfaisaient aux critères d'indemnisation énumérés dans le premier rapport. Après l'examen au cas par cas, le Comité a recommandé pour 263 réclamations de la sixième tranche le versement de sommes forfaitaires de 1 500 dollars à titre d'indemnisation C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou moins. Cependant, 142 des réclamations examinées ne satisfaisaient pas aux critères du

Comité et n'ont donc pas été recommandées aux fins d'indemnisation au titre de ce type de préjudice[78].

iii) Recommandations concernant les réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou moins de la septième tranche

99. La septième tranche comprend 338 réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou moins. Le Comité recommande le versement de montants forfaitaires de 1 500 dollars des États-Unis pour 272 d'entre elles. Pour 66 autres, il a recommandé de ne verser aucune indemnisation au titre de cet élément de préjudice. Au total, le Comité a examiné et réglé 1 352 réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant trois jours ou moins.

b) Réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours

i) Constatations du Comité concernant la première tranche

100. Dans son premier rapport, le Comité a jugé, que pour obtenir réparation pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours, les requérants devaient apporter la preuve de leur prise en otage ou de leur détention illégale et indiquer le nombre de jours pendant lesquels ils avaient été ainsi retenus[79]. Sur ce point, le Comité a estimé que le requérant apportait la preuve qu'il avait été gardé en otage ou détenu illégalement : a) si l'information fournie par son gouvernement confirmait qu'il avait été gardé en otage ou détenu illégalement; ou b) s'il donnait des détails précis sur les circonstances ou les conditions de sa captivité en otage ou de sa détention illégale; ou c) si les informations du formulaire et des pièces jointes, ou émanant des rapports gouvernementaux ou d'autres sources extérieures étaient suffisantes pour que le Comité puisse déterminer avec certitude le lieu où le requérant avait été gardé en otage ou détenu illégalement, la date de l'enlèvement ou de l'arrestation, l'identité précise des ravisseurs, ou la date à laquelle le requérant avait été relâché. Le Comité a estimé en outre qu'il devait pouvoir établir clairement, à partir des éléments de preuve dont il disposait, que le requérant avait été détenu dans un lieu ou des lieux précis à l'intérieur de l'Iraq à la suite d'actes ou d'opérations menés par des fonctionnaires, employés ou agents du Gouvernement iraquien ou d'entités contrôlées par l'Iraq recourant à une forme quelconque de violence, de coercition ou de menace[80].

ii) Méthodes de traitement

101. La formule précisée dans la décision 8 concernant l'indemnisation des requérants dont il est démontré qu'ils ont été gardés en otage ou détenus illégalement pendant plus de trois jours est fondée sur le nombre de jours de captivité. Compte tenu de tous les facteurs pertinents et notamment de la difficulté inhérente à toute vérification de la durée véritable de la détention, le Comité a décidé d'accepter le nombre de jours déclarés sur les formulaires, dans la mesure où il n'était pas démenti par les autres informations disponibles[81].

iii) Constatations formulées par le Comité depuis l'examen de la première tranche

102. Dans son deuxième rapport, le Comité a jugé, sur la base des résultats des méthodes d'échantillonnage statistique qui confirmaient ses constatations initiales de la première tranche pour les pertes C1-PPM, que les ressortissants des pays de l'OCDE dont on sait qu'ils étaient expressément visés par les prises d'otages et qui avaient soumis des réclamations C1-PPM pour prise d'otage ou détention illégale ayant duré plus de trois jours devraient être indemnisés pour ces pertes conformément à la formule énoncée dans la décision 8[82]. Après des activités supplémentaires d'échantillonnage, le Comité a conclu dans le cinquième rapport que les ressortissants koweïtiens qui présentaient des demandes d'indemnisation pour préjudice psychologique ou moral subi du fait d'une prise en otage ou du maintien en détention illégale pendant plus de trois jours et composaient un vaste groupe homogène de requérants présentant des points communs en matière d'éléments de preuve ou d'autres caractéristiques pertinentes devraient aussi être indemnisés pour les pertes ainsi subies conformément à la formule énoncée dans la décision 8[83]. Dans son sixième rapport, le Comité a conclu que les réclamations présentées par le Koweït au nom de ressortissants d'autres pays et toutes les réclamations soumises par des ressortissants somaliens et éthiopiens qui présentaient les mêmes caractéristiques que celles des ressortissants koweïtiens en matière de preuve pour ce type de perte, donneraient aussi lieu à indemnisation conformément à la formule énoncée dans la décision 8, en fonction du nombre de jours indiqués par les requérants[84].

103. Dans le cas d'environ 4 400 autres réclamations C1-PPM pour prise d'otage ou détention illégale pendant plus de trois jours soumises par des requérants de pays autres que le Koweït et les pays de l'OCDE, le Comité a jugé — toujours dans son sixième rapport — que les résultats des examens par échantillonnage avaient permis de repérer certains groupes de requérants qui ne pouvaient prétendre à aucune indemnisation pour ce type de pertes[85]. Pour tous les autres groupes, les résultats n'ont pas été concluants. Ils n'ont pas permis de parvenir à des conclusions globales quant à la question de savoir s'il y avait eu prise d'otage ou détention illégale ou si les éléments de preuve présentés par les requérants à l'appui de leurs réclamations étaient suffisants[86]. Cependant, compte tenu des considérations humanitaires entrant nécessairement en ligne de compte dans le traitement des réclamations individuelles de la catégorie "C" et de la disposition expresse concernant le recours aux techniques d'échantillonnage qui figure à l'article 37 b) des Règles, le Comité a jugé lors de l'examen de la sixième tranche qu'une indemnisation devait être accordée au titre des réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale présentées par des ressortissants de pays autres que ceux de l'OCDE à condition que le départ n'ait pas eu lieu après le 2 mars 1991. L'examen par échantillonnage n'ayant pas été concluant, le Comité a estimé qu'il fallait réduire d'un pourcentage moyen pondéré le nombre de jours indiqué par ces requérants[87]. Le montant de l'indemnisation pour ce type de perte subi par ce groupe de requérants a donc été calculé en fonction de ce nombre de jours réduit, au moyen de la formule énoncée dans la décision 8.

iv) Recommandations concernant les réclamations C1-PPM de la septième tranche pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours

104. Dans le cadre de la septième tranche, on compte 2 967 réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours, ceci valant pour tous les groupes de requérants ayant fait état de tels préjudices. Une indemnisation a été recommandée pour 2 666 réclamations et aucune indemnisation n'a été recommandée pour 301 autres. Sur un total de 9 986 réclamations soumises dans l'ensemble de la catégorie C pour ce type de préjudice, 9 278 ont été recommandées aux fins d'indemnisation.

c) Réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher

i) Constatations du Comité concernant la première tranche

105. Pour être indemnisés au titre d'une réclamation C1-PPM pour obligation de se cacher, les requérants doivent, ainsi que le prévoit la décision 3, prouver qu'ils ont été contraints de se cacher pendant plus de trois jours "par crainte, manifestement bien fondée, d'être tués, pris en otage ou illégalement détenus". Dans le premier rapport, le Comité a identifié certaines catégories de personnes pouvant être considérées comme ayant été obligées de se cacher en raison d'une "crainte, manifestement fondée," d'être tuées, gardées en otage ou détenues illégalement. D'autre part, il a estimé que les requérants qui relevaient d'une quelconque des catégories qu'il avait décrites en énonçant les huit conditions qui font qu'il y a eu "obligation de se cacher" ou qui ont apporté la preuve qu'ils remplissaient une quelconque de ces conditions dans leur formulaire de réclamation ou dans les pièces jointes à ce formulaire seront considérés comme ayant prouvé qu'ils avaient été obligés de se cacher du fait d'une crainte manifestement fondée d'être tués ou pris en otage[88].

ii) Constatations formulées par le Comité depuis l'examen de la première tranche

106. Dans son deuxième rapport, après des examens par échantillonnage qui ont confirmé les conclusions qu'il avait tirées de la première tranche, le Comité est arrivé à la conclusion que les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher présentées par des ressortissants koweïtiens et des ressortissants de pays membres de l'OCDE ouvraient droit à indemnisation[89]. L'indemnité devait être fixée en fonction du nombre de jours mentionnés dans le formulaire de réclamation, le calcul devant être fait au moyen de la formule énoncée dans la décision 8.

107. Le Comité a abordé la question de l'indemnisation pour près de 10 000 réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher de la sixième tranche présentées par des ressortissants de pays autres que le Koweït et les pays membres de l'OCDE. Ayant, le cas échéant, appliqué la même méthode d'échantillonnage que pour les réclamations présentées par des Koweïtiens ou des ressortissants de pays membres de l'OCDE[90], le Comité a conclu que les groupes d'échantillonnage composés de ressortissants de pays autres que le Koweït dont les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher avaient été déposées par le Koweït, ainsi que de ressortissants somaliens et éthiopiens, présentaient des

caractéristiques similaires à celles des groupes d'échantillonnage composés de requérants ayant présenté des réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours[91]. Le Comité a donc jugé que ces requérants devraient être indemnisés en fonction du nombre de jours indiqués dans le formulaire de réclamation, le calcul devant être fait au moyen de la formule énoncée dans la décision 8.

108. Cependant, pour les ressortissants de pays autres que ceux de l'OCDE, le Comité est parvenu à la même conclusion que pour les réclamations C1-PPM pour prise d'otage et détention illégale pendant plus de trois jours. Dans son sixième rapport, le Comité a estimé que les résultats des examens n'étaient pas concluants et ne justifiaient pas une présomption générale quant à la question de savoir s'il y avait eu obligation de se cacher ou si les éléments de preuve présentés à l'appui des réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher étaient suffisants ou pertinents. Compte tenu, une fois de plus, des considérations humanitaires entrant en ligne de compte lors du traitement des réclamations individuelles de la catégorie "C" et en particulier du fait que les ressortissants de pays autres que le Koweït et les pays membres de l'OCDE étaient généralement parmi les groupes de requérants les plus touchés économiquement par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, le Comité s'est fondé sur la disposition expresse de l'article 37 b) des Règles qui prévoit que le Comité peut recourir à l'échantillonnage dans le cas des réclamations individuelles en ne poussant plus loin les vérifications que si les circonstances l'exigent[92]. Le Comité a donc estimé que toutes les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher ouvraient droit à indemnisation, à condition que le nombre de jours indiqué soit supérieur à trois. Cependant, du fait des résultats généralement non concluants des examens effectués pour les ressortissants de pays autres que le Koweït et les pays de l'OCDE, le Comité a aussi décidé de réduire d'un pourcentage moyen pondéré le nombre de jours indiqué par les requérants[93]. Le montant de l'indemnisation a été calculé en fonction de ce nombre de jours réduit[94] au moyen de la formule énoncée dans la décision 8.

109. Le Comité a en outre estimé que les requérants de quelque nationalité que ce soit qui avaient quitté l'Iraq ou le Koweït avant le début de l'invasion ou qui n'étaient pas en mesure de prouver qu'ils étaient dans l'un ou l'autre de ces deux pays pendant la période de l'occupation ne devraient pas recevoir d'indemnisation C1-PPM pour obligation de se cacher. En outre, le Comité a examiné une à une toutes les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher pour lesquelles le nombre de jours indiqué était de trois ou moins pour s'assurer qu'il n'y avait pas eu d'erreur dans l'indication du nombre de jours. Dans de tels cas, compte tenu du fait que la décision 3 prévoit que seules les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher pendant plus de trois jours peuvent donner lieu à indemnisation, le Comité a aussi estimé que les réclamations de ce type portant sur une période ne dépassant pas trois jours n'ouvraient pas droit à indemnisation[95].

iii) Recommandations concernant les réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher de la septième tranche

110. On compte 10 446 réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher dans la septième tranche, ceci valant pour l'ensemble des groupes de requérants

faisant état de préjudices de ce type. Le Comité a recommandé une indemnisation pour 10 016 réclamations et aucune indemnisation pour 430 autres. Sur un total de 128 368 réclamations soumises dans la catégorie "C" pour ce type de préjudice, il en a retenu 127 095 aux fins d'indemnisation.

d) Confusion entre "préjudice psychologique et moral" (catégorie C1-PPM) et "préjudices corporels graves" (catégorie "B")

111. En ce qui concerne 351 réclamations qui avaient été reclassées de la catégorie "B" à la catégorie "C" par le Secrétaire exécutif après que le Comité "B" eut fait observer qu'elles faisaient en réalité état non pas d'un "préjudice corporel grave" ou d'un décès mais plutôt d'un préjudice psychologique et moral dû au fait d'avoir été illégalement détenu, contraint de se cacher ou pris en otage[96], le Comité a jugé dans le cadre de la première tranche, puis à nouveau dans le cadre de la sixième, que ces préjudices devaient être reclassés C1-PPM et donner lieu à indemnisation à titre de PPM et non à titre de préjudices corporels. Certaines réclamations ont ainsi été réglées lors de l'examen de la première tranche, mesure qui a été approuvée par le Conseil d'administration[97]. Par conséquent, après que le Comité eut réglé les questions de réclamations en double à l'intérieur d'une même catégorie eu égard au reclassement de certaines réclamations "B" dans le contexte de la sixième tranche, ces réclamations ont aussi été reclassées C1-PPM. Toutes les réclamations "B" reclassées restantes ont donc été réglées dans le cadre de la septième tranche après avoir été reclassées C1-PPM, dans la plupart des cas pour obligation de se cacher pendant plus de trois jours.

112. La confusion générale parmi les requérants entre préjudices corporels et PPM, le précédent constitué par le transfert des premiers de la catégorie "B" à la catégorie C1-PPM et l'approbation de cette mesure par le Conseil d'administration ainsi que les constatations du Comité concernant toutes les catégories C1-PPM ont aussi été à l'origine de plusieurs décisions du Comité concernant le règlement de certains groupes de réclamations pour préjudice corporel, ainsi qu'on le verra plus en détail dans les paragraphes 138 à 140 ci-dessous.

B. Pertes de type "C2" : pertes résultant d'un préjudice corporel

113. La décision 1 du Conseil d'administration dispose que des indemnités jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis "peuvent être versées pour ... un préjudice corporel ... ou des dépenses médicales ... [entraînés par] l'invasion et [de] l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq". En utilisant la page "C2" du formulaire d'indemnisation de la catégorie "C", des particuliers ont réclamé une indemnisation au titre des dépenses médicales engagées à raison d'un préjudice corporel subi par le requérant et à titre de préjudice psychologique ou moral résultant d'un préjudice corporel grave que le requérant aurait subi ou du fait d'avoir été le témoin d'actes délibérés ou d'événements délibérément provoqués ayant eu pour conséquence un préjudice corporel grave pour son conjoint, l'un de ses enfants ou l'un de ses ascendants au premier degré.

114. Il a été demandé aux requérants d'indiquer brièvement la cause et les circonstances du préjudice corporel et d'en indiquer la date. Les requérants devaient indiquer de quelle catégorie il relevait : mutilation ou amputation; préjudice esthétique; privation ou limitation de l'usage d'un organe ou d'une fonction; autre préjudice nécessitant des soins médicaux; violences sexuelles; torture; voies de fait. Il a aussi été demandé aux requérants de communiquer des documents appropriés tels que photocopies des dossiers médicaux et des dossiers d'assurance pour donner une idée de la nature et de l'ampleur du préjudice corporel.

1. Réclamations C2 pour dépenses médicales (Réclamations C2-argent)

a) Bilan de la première tranche

115. Dans la première tranche, le Comité a examiné 74 réclamations pour préjudice corporel soumises par huit pays. Pour faciliter ses travaux et la prise de décisions, le Comité a examiné l'importante documentation disponible dans les rapports établis sous les auspices de l'ONU et dans les communications faites par divers gouvernements ou établies en leur nom[98]. En outre, le Comité s'est appuyé sur les conclusions adoptées par le Comité "B" pour ce qui concerne la période à considérer aux fins de l'indemnisation, les conditions de recevabilité des réclamations et l'endroit où a eu lieu la perte[99]. Pour ce qui est de la compétence, celle du Comité "B" se limite à l'attribution d'une somme forfaitaire pour "préjudice corporel grave"[100] tandis que la décision 1 dispose que les requérants de la catégorie "C" peuvent recevoir une indemnité pour les dépenses médicales engagées en raison d'autres préjudices corporels nécessitant des soins médicaux, que ces préjudices soient graves ou non, dans la mesure où les indications de dépenses sont étayées par des pièces justificatives[101]. Enfin, le Comité s'est fondé sur les renseignements fournis dans les réclamations elles-mêmes et en particulier sur les résumés dans lesquels les requérants expliquaient les causes et les circonstances de leur préjudice corporel[102].

i) Matérialité du préjudice

116. Le Comité a noté dans son premier rapport que, comme cela s'était déjà produit pour la catégorie "B", la plupart des requérants de la catégorie "C" se heurtaient à des obstacles pour prouver la matérialité de leur préjudice parce qu'ils avaient généralement connu des circonstances qui ne les encourageaient pas à se procurer ou à conserver des documents susceptibles d'être utilisés ultérieurement pour étayer les affirmations concernant leurs pertes. Par suite, le Comité a estimé qu'une déclaration du requérant, consignée dans le formulaire de réclamation ou dans une pièce distincte, constituait la preuve suffisante de la matérialité du préjudice corporel. Selon le Comité, une norme spéciale devait s'appliquer aux requérants de la catégorie "C2" qui avaient apporté la preuve qu'ils avaient été pris en otage ou maintenus en détention à un autre titre ou qu'ils avaient dû se cacher (ce qui signifiait qu'ils avaient des réclamations valides pour pertes "C1-PMP") et le simple fait d'avoir rempli la page C2 concernant les pertes pouvait en pareil cas être considéré comme une preuve suffisante de la matérialité du préjudice corporel qu'ils avaient subi[103].

ii) Rapport de causalité avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq

117. Parmi les causes principales de préjudice corporel identifiées par le Comité figuraient les suivantes[104] : a) opérations ou actions militaires; b) tortures, voies de fait, mauvais traitements et oppression; c) violences sexuelles; d) manque de soins médicaux; e) accidents; f) atteintes à l'environnement; g) conséquences générales de l'invasion et de l'occupation[105]. Le Comité a considéré que, conformément aux catégories de liens de causalité énumérées dans la décision 1[106], et compte tenu des données contenues dans des rapports établis à l'extérieur, il était réaliste de supposer que les préjudices subis entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991 pouvaient être imputés aux activités iraquiennes liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït. Le Comité a considéré que ceci valait aussi pour certains types de préjudices subis après la période de l'occupation. Même s'ils avaient été subis alors que les hostilités avaient cessé, des préjudices corporels tels que les blessures causées par des explosions de mines, des fausses couches, des difficultés d'ordre respiratoire et des problèmes mentaux pouvaient être imputés à l'Iraq[107].

118. Le Comité a jugé en outre que lorsque le lien de causalité avec les agissements de l'Iraq était implicite vu la nature du préjudice, quand il s'agissait de blessures causées par des coups de feu ou des explosions, par exemple, il n'était pas nécessaire de produire des pièces justificatives explicites à cet effet. Dans tous les autres cas, une déclaration du requérant mentionnant explicitement ou non un tel lien de causalité, que cette déclaration figure dans le formulaire de réclamation ou dans une pièce séparée, laissait supposer que le préjudice pouvait être imputé à l'Iraq. Cette hypothèse était cependant susceptible d'être contredite par les renseignements que renfermait le dossier de réclamation[108].

b) Évolution de la doctrine en matière de préjudice corporel depuis l'examen de la première tranche

119. Depuis le premier rapport du Comité daté de décembre 1994, le Comité "B" a achevé ses travaux et fait part de ses conclusions dans quatre rapports[109]. Le Comité "D" a aussi publié un rapport dans lequel sont présentées ses conclusions concernant les réclamations pour préjudice corporel[110]. Cependant, compte tenu du caractère urgent des réclamations des catégories tant "B" que "C" et des procédures accélérées applicables à la catégorie "C", le Comité a considéré que, lorsque cela était faisable, il fallait étendre l'application de la doctrine relative à la catégorie "B" aux réclamations pour préjudice corporel dans la catégorie "C".

120. Certaines conclusions du Comité "B", adoptées tant avant qu'après l'approbation des réclamations "C" de la première tranche, ont donc été examinées pour élaborer la doctrine et les méthodes applicables aux préjudices corporels de la catégorie "C". Outre les constatations relatives à la compétence déjà notées aux paragraphes 10 à 12 et 20 ci-dessus, figurent notamment les conclusions suivantes : a) recommandation tendant à ce qu'une personne autre que le requérant puisse à titre exceptionnel avoir droit à une indemnisation pour préjudice corporel "s'il est clair que d'autres personnes,

dont le nom est indiqué dans la documentation soumise, demandent elles aussi une indemnisation"[111]; b) les réclamations soumises à la fois pour le décès d'un proche et pour un grave préjudice corporel subi par celui-ci avant sa mort n'ouvrent pas droit à indemnisation pour préjudice corporel[112]; c) aux fins de l'indemnisation, des réclamations pour fausse couche, avortement ou accouchement d'un enfant mort-né ont été présentées par erreur comme réclamations pour décès et auraient en fait dû l'être pour préjudice personnel grave subi par la mère[113]; d) certaines réclamations qui ont été reclassées dans la catégorie "C" parce que le Comité "B" avait conclu qu'elles étaient présentées uniquement pour "préjudice psychologique et moral" ont été placées dans la catégorie C1-PPM et non dans la catégorie C2 (réclamations pour pertes résultant d'un préjudice corporel)[114]; e) "indépendamment des termes utilisés dans le formulaire", dans les cas où les requérants ont présenté les preuves de l'existence d'un traumatisme mental directement lié à l'invasion du Koweït par l'Iraq, ce traumatisme pourrait être désigné par l'expression "désordres et anxiété post-traumatiques" et serait donc considéré comme un préjudice corporel grave[115]; f) les traumatismes causés par le fait d'être illégalement détenu, pris en otage ou contraint de se cacher peuvent se traduire par des troubles physiques durables et débilitants, surtout lorsque les individus sont particulièrement sujets à de telles affections[116]; les maladies psycho-organiques liées au stress, telles que le dysfonctionnement d'organes internes, les graves troubles gastro-intestinaux accompagnés d'une importante perte de poids, les céphalées chroniques, ou les démangeaisons douloureuses (eczéma par exemple) nécessitant un traitement médical et découlant du fait que le requérant avait dû se cacher ou avait été détenu ou retenu en otage relèvent de la définition des atteintes aux personnes"[117]; g) les accidents mettant en jeu des véhicules militaires iraquiens ont été considérés comme des conséquences directes de l'invasion et de l'occupation[118]; h) les accidents de véhicules à moteur qui se sont produits immédiatement après l'invasion et immédiatement après la cessation des hostilités sont à priori imputables aux autorités iraquiennes[119]; i) les crises cardiaques dont ont été victimes des personnes dans les six mois suivant la période pendant laquelle ils ont été retenus en otage peuvent être considérées comme directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq[120]; j) un préjudice corporel grave ne peut être attribué à l'absence de soins médicaux, de matériel ou de médicaments que s'il est "la conséquence d'une dégradation aiguë ou d'une aggravation très sévère de l'état de santé du patient, et non pas seulement d'une aggravation tenant à l'évolution normale de la maladie ou de la lésion préexistantes"[121].

c) Conclusions du Comité concernant la septième tranche

i) Détermination du "préjudice corporel grave"

121. Lorsqu'il a examiné les réclamations pour préjudice corporel de la septième tranche, le Comité a indiqué qu'il était difficile de choisir la catégorie de préjudice sur laquelle la réclamation était fondée en raison d'un phénomène qui n'affectait pas seulement les requérants de la première tranche[122]. En fait, il a noté que dans certains groupes de réclamations les requérants, sans soumettre aucun élément de preuve, avaient systématiquement formulé des demandes concernant toutes les catégories de préjudices C2. Le Comité a rappelé la logique à la base du classement correct des préjudices corporels : a) seul un préjudice correspondant à une atteinte aux personnes définie dans la décision 3

peut ouvrir droit à indemnisation dans la catégorie C2-PPM; b) les plafonds payables dans cette catégorie dépendent de la nature du préjudice subi; c) les montants à verser dans cette catégorie peuvent être cumulés; d) le classement adéquat des préjudices permet d'appliquer les critères appropriés en matière de preuve. Par suite, dans son examen des pertes pour préjudice corporel de la catégorie C2, le Comité a, lorsqu'il y avait lieu, reclassé les préjudices sur la base des informations fournies dans le formulaire et le dossier de réclamation.

a. Réclamations pour pertes C2 et réclamations correspondantes de la catégorie "B" pour préjudice corporel grave

122. L'examen initial des pertes C2 pour préjudice corporel a porté d'abord sur les requérants de la catégorie "C" dont on a pu établir grâce aux opérations d'appariement effectuées entre les diverses bases de données relatives aux diverses réclamations qu'ils avaient aussi soumis des réclamations pour préjudice corporel grave dans la catégorie "B". Compte tenu de l'examen au cas par cas, effectué par le Comité "B", des circonstances propres à chaque perte, des nombreux conseils que celui-ci a reçus d'experts en médecine et en psychiatrie pour aboutir à ses conclusions ainsi que des résultats des examens réalisés dans la catégorie "C" qui avaient permis d'établir à la fois que les préjudices fondamentaux étaient les mêmes et que la plupart des pièces justificatives des pertes avaient été communiquées dans la catégorie "B", le Comité "C" a considéré que dans les cas d'appariement entre requérants "B" et requérants "C", la décision prise par le Comité "B" serait considérée comme déterminante pour la décision à prendre dans la catégorie "C".

123. En pareil cas, le Comité "C" a conclu que si le Comité "B" avait approuvé l'indemnisation du préjudice fondamental, le préjudice mentionné à la page C2 serait automatiquement présumé être un "préjudice corporel grave" pour le même requérant dans la catégorie "C". Dans les cas où le Comité "B" n'aurait pas considéré le préjudice comme grave au sens de la décision 3, le préjudice C2 serait aussi présumé ne pas être un "préjudice corporel grave". Cette présomption pouvait être réfutée sur la base de nouveaux éléments de preuve ou de faits que le Comité "B" ne connaissait pas ou n'avait pas examinés et qui démontraient qu'une telle conclusion serait manifestement erronée dans la catégorie "C". Cependant, aucune situation de ce type n'a été découverte au cours de l'examen des pertes résultant d'un "préjudice corporel". En outre, dans la mesure où il avait soumis des pièces justificatives de dépenses médicales (C1-argent) pour le préjudice, qu'il fût ou non considéré comme un préjudice corporel grave, le requérant pouvait être indemnisé. Cependant, le Comité tenait à ce que l'on veille, dans tous les cas où une indemnisation serait accordée dans la catégorie "B" pour préjudice corporel grave, à déduire de toute indemnisation calculée pour pertes C2-argent le montant attribué au même requérant dans la catégorie "B".

b. Réclamations pour pertes C2 sans réclamations correspondantes de la catégorie "B" pour préjudice corporel grave

124. Du fait de la nature des pertes C2 résultant d'un préjudice corporel, le Comité avait systématiquement considéré qu'il s'agissait de pertes à traiter non pas selon la filière rapide, mais au cas par cas. Ainsi, les examens des pertes

C2-argent et C2-PPM étaient généralement effectués au cas par cas, surtout lorsqu'on ne trouvait pas dans la catégorie "B" de réclamation approuvée du même requérant pour préjudice corporel grave. Cependant, les profils de l'ensemble des requérants de la catégorie "C" pour pertes C2 étaient maintenant disponibles dans la base de données[123] et compte tenu du caractère urgent des réclamations de la catégorie "C", de la disposition de l'article 37 c) concernant le regroupement et l'examen d'échantillons de réclamations ainsi que des résultats de l'appariement et de la comparaison des préjudices dans la catégorie "B" avec les préjudices C2 correspondants, le Comité a jugé que l'on pouvait effectuer certains regroupements pour tenter de faciliter l'examen d'environ 7 427 réclamations pour pertes C2-argent et C2-PPM.

125. Ces regroupements ont été effectués d'abord en fonction de la période considérée aux fins de l'indemnisation. Les réclamations mentionnant pour les préjudices des dates antérieures au 2 août 1990 ou postérieures au 2 mars 1991 ont été examinées pour déterminer s'il y avait des erreurs dans les indications de date. Le Comité a jugé que les préjudices indiqués comme étant intervenus avant le 2 août 1990 n'étaient généralement pas imputables à l'Iraq à moins que les requérants puissent faire état ou donner des preuves spécifiques de circonstances postérieures à cette date qui avaient entraîné l'aggravation d'un préjudice existant et qui avaient été causées par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. En outre, comme on l'avait noté dans les résultats de l'examen des réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale, les préjudices survenus après le 2 mars 1991 étaient dans le cas de certains groupes de requérants fortement sujets à caution parce que les événements n'étaient alors pour la plupart pas imputables à l'Iraq. Cependant, pour tous les groupes de requérants, certaines circonstances exceptionnelles postérieures au 2 mars 1991 justifiaient une indemnisation pour préjudice subi, et une indemnisation avait donc été recommandée.

126. Pour ce qui est des réclamations pour préjudices corporels pour lesquelles aucune date n'avait été mentionnée, le Comité a jugé qu'il fallait les examiner afin de déterminer s'il s'agissait d'un oubli. Dans le cas où il ne s'agissait pas d'un oubli et où les dates figuraient ailleurs dans le dossier, le Comité a jugé que les réclamations pour pertes C2 n'ouvraient pas droit à indemnisation a) si aucune date n'était indiquée pour le préjudice et b) si les circonstances du préjudice n'étaient pas décrites. Le Comité a en outre jugé que, dans les cas où aucune date de préjudice n'était mentionnée, mais où les circonstances décrites permettaient de conclure à un lien de causalité avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, les pertes pouvaient être indemnisables[124]. Cependant, selon la nature des circonstances décrites, les pertes pouvaient à juste titre être reclassées à la rubrique C1-PPM si aucune perte n'avait déjà été mentionnée à ce titre[125]. En outre, le Comité a adopté plusieurs conclusions générales quant à la nature des préjudices mentionnés et aux autres reclassements qui devaient être faits ainsi qu'indiqué plus en détail ci-après.

i) Caractère "temporaire" ou "permanent" du préjudice

127. Le Comité a décidé que, lorsque le caractère temporaire ou permanent du préjudice n'était pas clairement précisé par le requérant et ne ressortait pas non plus des explications et des pièces justificatives soumises pour étayer la réclamation, le préjudice serait considéré comme temporaire.

ii) "Torture" ou "voies de fait"

128. Dans les cas où les requérants n'avaient pas clairement prouvé qu'ils avaient été retenus en otage ou illégalement détenus et n'avaient pas fourni d'une autre manière des détails précis sur la "torture" alléguée, le préjudice serait reclassé dans la rubrique "voies de fait"[126].

iii) "Violences sexuelles" ou "attentat à la pudeur"

129. Dans environ 180 réclamations, les requérants affirmaient qu'ils avaient subi des violences sexuelles commises par des Iraquiens ou leurs agents. Le Comité a examiné toutes ces réclamations une à une pour étudier les circonstances propres à chaque cas. Il a considéré que les circonstances décrites par certains requérants correspondaient davantage à des "attentats à la pudeur"[127]. Le Comité a décidé que ces préjudices seraient classés comme "autres préjudices nécessitant des soins médicaux" et non comme "violences sexuelles" et il a aussi conclu qu'il faudrait continuer à les considérer comme des préjudices corporels graves aux fins de l'octroi d'une indemnisation C2-PPM[128].

iv) Dépenses médicales dans le cadre de séjours ordinaires en hôpital dans d'autres pays que l'Iraq et le Koweït

130. Après avoir examiné les résultats des examens de plusieurs réclamations, le Comité a approuvé en principe le versement d'indemnités pour dépenses médicales raisonnables liées à des séjours ordinaire en hôpital, pour accouchement, par exemple, ou pour des opérations qui avaient été programmées au Koweït ou en Iraq à des dates comprises dans la période d'occupation, dans la mesure où les dépenses avaient été engagées dans d'autres pays pendant ladite période. Le Comité a considéré que ces dépenses pouvaient être indemnisables dans la mesure où les requérants auraient normalement bénéficié gratuitement des services médicaux pertinents dans le cadre du système de santé publique en Iraq ou au Koweït.

c. Évaluation des pertes C2-argent

131. Ayant appliqué les décisions généralement applicables à l'indemnisation des pertes C2-argent dont faisaient état les requérants à la page C2-(pertes résultant d'un préjudice corporel), et tenant compte des effets de l'application de ces décisions dans le cadre de l'examen de l'ensemble des réclamations C2, le Comité a conclu qu'une vérification et une évaluation au cas par cas des dépenses médicales n'étaient pas possibles en raison des circonstances et de la nature du traitement des réclamations de la catégorie "C". Le Comité a donc prié le secrétariat de demander l'avis de consultants extérieurs pour proposer une méthode de calcul des montants correspondant aux dépenses médicales raisonnables qui auraient été engagées, en fonction du préjudice subi par les requérants[129].

132. À la suite de travaux de recherche intensifs sur les pratiques suivies au Moyen-Orient pour l'indemnisation des préjudices, les consultants ont proposé, comme point de départ, que la méthode pour les pertes C2-argent soit fondée sur une "unité d'indemnisation dollar" multipliée par un ratio composite qui serait

fonction du type de préjudice, du groupe d'âge et de la nationalité[130]. Sur la base d'examens plus détaillés des réclamations, le Comité a estimé qu'il fallait établir trois groupes en fonction de la nationalité : a) ressortissants koweïtiens; b) ressortissants de pays de l'OCDE; c) ressortissants de tous autres pays. Pour ce faire, le Comité a tenu compte des populations de requérants, de leurs caractéristiques dans la catégorie "C" et de la pratique touchant l'examen de groupes analogues C1-PPM. Le Comité a aussi tenu compte du sexe dans le ratio composite[131].

133. Ainsi, la méthode d'indemnisation approuvée par le Comité et utilisée pour évaluer les réclamations satisfaisant aux critères d'indemnisation dans la catégorie C2-argent était fondée sur un montant forfaitaire de 2 500 dollars des États-Unis multiplié par un ratio composite qui est fonction du sexe du requérant, de l'entité soumettant les réclamations (par exemple, Koweït, pays de l'OCDE ou tous autres pays) et de l'âge[132]. La méthode a été appliquée avec des moyens électroniques à toutes les réclamations C2-argent. Les montants ainsi calculés ont été comparés aux montants demandés par les requérants pour pertes C2-argent. Il a été décidé d'octroyer aux requérants le plus faible des deux montants. En outre, si les requérants avaient déjà obtenu une indemnité dans la catégorie "B", l'indemnité dans la catégorie C2-argent devait être réduite d'autant.

d. Recommandations concernant les réclamations C2-argent de la septième tranche

134. Conformément aux décisions mentionnées dans le présent rapport, le Comité a examiné 3 000 réclamations pour pertes C2-argent de la septième tranche. Il a recommandé une indemnisation pour 2 203 réclamations et aucune pour 797 autres. Pour l'ensemble de la catégorie "C", 3 074 réclamations pour pertes C2-argent ont été réglées, 2 277 réclamations ont été retenues aux fins d'indemnisation et 797 ne l'ont pas été.

2. Réclamations C2 pour préjudice psychologique et moral (réclamations C2-PPM)

a) Constatations du Comité concernant la première tranche

135. Les décisions 3 et 8 indiquent les catégories de pertes pour lesquelles une indemnité peut être accordée au titre d'un préjudice psychologique et moral ainsi que des plafonds pour les diverses catégories. Le Conseil d'administration a fixé des plafonds pour les pertes C2 résultant d'un préjudice corporel grave qui peuvent aussi donner lieu à une indemnisation[133]. Cependant, une indemnité C2-PPM peut être attribuée a) pour préjudice corporel grave subi par le requérant ou b) pour le fait que le requérant a été témoin d'une atteinte aux personnes subie par un membre de sa famille. La décision 8 prévoit en outre que les indemnisations pour préjudice psychologique et moral peuvent être cumulées si le requérant a subi plusieurs préjudices de ce type, les plafonds étant de 30 000 dollars des États-Unis par requérant et de 60 000 dollars des États-Unis par famille.

i) Conclusions du Comité en ce qui concerne l'indemnisation C2-PPM pour préjudice corporel grave subi par le requérant

136. Lors de l'examen de la première tranche, le Comité a considéré qu'une fois que la matérialité de l'atteinte aux personnes avait été établie, on pouvait raisonnablement supposer qu'il y avait eu préjudice psychologique ou moral[134]. Pour déterminer les indemnités à verser au titre des réclamations C2-PPM de la première tranche, le Comité s'est fondé sur un rapport établi par un groupe d'experts spécialisés dans des disciplines pertinentes telles que psychiatrie, psychologie, médecine générale, médecine de guerre et médecine des catastrophes[135]. Le rapport PPM fait état d'un certain nombre de considérations pertinentes et comprend surtout une liste de critères de différenciation, appelés "facteurs modificateurs", qui permet d'ajuster l'indemnisation pour PPM en fonction de certaines normes objectives et facilement observables pour tenir compte des divers degrés de préjudice psychologique et moral subis par les requérants. Le Comité a donc formulé ses recommandations concernant les réclamations C2-PPM en se fondant sur les facteurs modificateurs pertinents. Il a cependant noté que l'application de certaines recommandations figurant dans le rapport PPM pourrait être incompatible avec les plafonds fixés par le Conseil d'administration. Le Comité a aussi recommandé une indemnisation de 7 500 dollars des États-Unis dans les cas de voies de fait, s'il n'y a pas de facteurs modificateurs applicables qui permettraient au requérant d'avoir droit au montant maximal. Enfin, il a considéré que les facteurs modificateurs devaient être appliqués, le cas échéant, tant aux préjudices corporels permanents qu'aux préjudices corporels temporaires et que 2 500 dollars des États-Unis représentaient le montant forfaitaire minimal approprié pour le préjudice psychologique ou moral résultant d'une atteinte aux personnes de nature temporaire[136].

ii) Constatations du Comité concernant les réclamations C2-PPM liées au fait d'avoir été le témoin d'une atteinte aux personnes subie par un ascendant au premier degré, un enfant ou un conjoint

137. Pour cet élément de perte, le Comité a constaté que dans la première tranche les requérants avaient généralement apporté la preuve du lien de parenté exigé et indiqué, dans une certaine mesure, les circonstances dans lesquelles ils avaient été témoins. Le Comité a en outre jugé que l'on pouvait déterminer si le préjudice avait été délibérément provoqué en fonction des détails de chaque cas d'espèce et de la nature des préjudices, s'agissant en particulier des préjudices résultant de violences sexuelles, de tortures et de voies de fait[137].

b) Constatations du Comité concernant les réclamations C2-PPM de la septième tranche

138. Pour déterminer les montants à attribuer aux requérants pour pertes C2-PPM, le Comité a considéré qu'il fallait avoir au préalable constaté au moins l'une des atteintes aux personnes définies dans la décision 3. On pouvait présumer que cette condition minimale était satisfaite dans le cas où le requérant avait soumis une réclamation correspondante approuvée pour préjudice corporel grave dans la catégorie "B". Le Comité a en outre considéré que les réclamations uniquement pour pertes C2-PPM sans qu'il y ait eu au départ une atteinte à la

personne n'ouvraient pas droit à indemnisation. Après avoir étudié les profils des requérants pour PPM d'après la base de données[138], le Comité a adapté les facteurs modificateurs employés dans l'évaluation de l'indemnisation C2-PPM aux conditions du traitement collectif des réclamations en utilisant les indicateurs électroniques et les descriptions présentées par les requérants pour déterminer les augmentations par rapport aux montants de base de 2 500 dollars des États-Unis dans cette catégorie.

139. L'un des problèmes concernant les réclamations liées au fait d'avoir été témoin qui a été constaté lors des examens approfondis effectués pour ces pertes était que plusieurs requérants avaient par erreur demandé une indemnisation pour le fait d'avoir été témoin d'une atteinte à leur propre personne. Le Comité a rejeté toutes les réclamations de ce type. En outre, lorsque les requérants demandaient une indemnisation pour le fait d'avoir été le témoin d'une atteinte aux personnes subie par un membre de leur famille répondant aux critères requis mais ne précisaient pas le préjudice de sorte qu'on ne pouvait déterminer en quoi il consistait ou s'il s'agissait d'une atteinte aux personnes, le Comité n'a pas recommandé le versement d'une indemnité dans la catégorie C2-PPM.

140. Le Comité a établi que dans de nombreux cas les requérants faisant état de pertes C2 ne voulaient présenter de réclamations que pour préjudice psychologique ou moral. Par conséquent, lorsque les préjudices C2 ne correspondaient pas à la définition des atteintes aux personnes et qu'aucune demande d'indemnisation pour dépenses médicales n'était présentée mais que les groupes de requérants considérés étaient particulièrement vulnérables et que l'on pouvait présumer qu'ils avaient subi ces préjudices du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, le Comité a considéré que s'il n'y avait pas déjà de réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher et s'il n'y avait pas dans les formulaires de réclamation d'éléments de preuve qui s'y opposaient[139], les réclamations C2 pouvaient être reclassées C1-PPM pour obligation de se cacher pendant quatre jours. Ainsi, certains requérants ont pu obtenir les montants minimaux forfaitaires de 1 550 dollars des États-Unis dans la catégorie C1-PPM. Il convient, cependant de noter que le Comité n'a pas recommandé d'indemnisation des pertes C2-PPM dans l'un quelconque de ces cas.

c) Recommandations concernant les réclamations C2-PPM de la septième tranche

141. 5 017 réclamations C2-PPM qui n'ont pas été reclassées C1-PPM figurent dans la septième tranche. Le Comité a recommandé une indemnisation dans 2 557 cas pour C2-PPM résultant d'un préjudice subi par le requérant et dans 410 cas pour C2-PPM résultant du fait d'avoir été témoin d'un préjudice infligé délibérément à un conjoint, un enfant ou un ascendant au premier degré. Au total, le Comité a examiné et réglé 5 091 réclamations pour C2-PPM.

C. Pertes de type "C3" : pertes et préjudices résultant du décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré du requérant

142. Dans sa décision 1, le Conseil d'administration prévoit d'indemniser jusqu'à concurrence de 100 000 dollars É.-U. les pertes subies en cas de "... décès... ou perte de revenus ou de subsides... ou de dépenses médicales" à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Toutefois, au

paragraphe 10 de cette même décision, le Conseil d'administration limite les réclamations pour décès à la perte du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré. En utilisant la page "C3" du formulaire de réclamation, le requérant peut demander à être indemnisé pour les dépenses médicales, frais d'enterrement et frais divers encourus et pour la perte de subsides découlant du décès de son conjoint, enfant ou ascendant au premier degré. Le requérant peut également demander à être indemnisé pour préjudice psychologique ou moral au titre du décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré découlant de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, soit pour avoir été le témoin d'actes délibérés ou d'événements délibérément provoqués ayant entraîné ce décès, soit du fait du décès lui-même.

143. À la page "C3" de la demande, le requérant est tenu de donner des renseignements complets sur l'identité de la personne décédée, d'indiquer son lien de parenté avec cette personne, de préciser les circonstances du décès, de mentionner la date du décès et de joindre des pièces justificatives corroborant la matérialité du décès et le lien de parenté avec la personne décédée. Il doit également indiquer les montants réclamés au titre de la perte de subsides, des dépenses médicales, des frais d'enterrement et des frais divers et préciser s'il demande à être indemnisé pour préjudice psychologique ou moral résultant du décès lui-même ou du fait d'avoir été le témoin d'actes délibérés ou d'événements délibérément provoqués ayant entraîné ce décès.

1. Demandes d'indemnisations pécuniaires pour pertes ou préjudices résultant de décès dans la catégorie C3 (pertes "C3-argent")

a) Bilan de la première tranche

144. Dans la première tranche, le Comité a examiné 14 réclamations pour pertes résultant de décès présentées par cinq pays. Comme il l'a fait dans le cas des réclamations pour pertes découlant d'un préjudice corporel dans la catégorie C2, le Comité a examiné l'importante documentation externe disponible concernant les décès survenus lors de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, a recueilli les avis d'experts médicaux et psychiatriques et s'est appuyé sur les conclusions du Comité "B" en matière de compétence, de délai applicable, de recevabilité de la demande et de localisation de la perte. Enfin, le Comité s'est appuyé sur les renseignements fournis dans les demandes elles-mêmes, le nombre limité de réclamations dans la première tranche ayant permis un examen plus exhaustif des éléments de preuve. Parallèlement, le Comité a noté que a) la mesure dans laquelle les principes et modalités élaborés dans le cadre de la première tranche auraient besoin d'être davantage développés serait fonction des caractéristiques des tranches futures des réclamations C3-décès et b) les critères mis au point étaient censés s'appliquer au traitement des réclamations C3-décès de façon normalisée[140].

i) Matérialité du décès

145. Le Comité a noté que les requérants pour pertes C3-décès rencontraient les mêmes difficultés en ce qui concerne la présentation des éléments de preuve que ceux qui demandaient à être indemnisés au titre des pertes pour préjudice corporel de la catégorie C2. Néanmoins, il a constaté que les réclamations comprises dans la première tranche étaient toutes étayées par des certificats de

décès ou permis d'inhumer ou par d'autres pièces justificatives délivrées par les autorités qui confirmaient la matérialité du décès. Faisant siennes les considérations que le Comité de commissaires chargé des réclamations de la catégorie "B" avait formulées en la matière, le Comité a considéré que ces pièces suffisaient à prouver la matérialité du décès. Cependant, étant donné les circonstances dans lesquelles les personnes étaient décédées, le Comité a estimé que les futures tranches comprendraient sans doute un certain nombre de réclamations étayées par des pièces justificatives d'une qualité moins rigoureuse que dans le cas des réclamations de la première tranche. En l'occurrence, le Comité a jugé qu'il fallait peut-être mettre au point des normes appropriées en matière d'éléments de preuve[141].

ii) Lien de causalité avec l'invasion et l'occupation iraquiennes

146. Les principales causes de décès identifiées par le Comité étaient les suivantes : a) les opérations ou actions militaires; b) les exécutions, tortures, voies de fait, mauvais traitements et agressions; c) le manque de soins médicaux; et d) les accidents[142]. Cependant, le Comité a conclu qu'il fallait vérifier, dans chaque cas, l'existence d'un lien de causalité avec l'invasion. Comme pour les réclamations au titre des pertes pour préjudice corporel de la catégorie C2, le Comité a estimé que la période comprise entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991 était de la plus haute importance dans la détermination de la causalité. Conformément aux catégories de lien de causalité qu'énumère la décision 1 et compte tenu des données que renferment les rapports externes[143], le Comité a ainsi jugé réaliste de partir de l'hypothèse qu'un grand nombre des décès qui s'étaient produits en Iraq ou au Koweït au cours de cette période étaient à mette au compte des activités iraquiennes liées à l'invasion et à l'occupation. Pour certains cas de décès, cette supposition ne se limitait pas à la période de l'occupation. De ce fait, même s'ils s'étaient produits alors que les hostilités avaient cessé, les décès résultant de causes comme les explosions de mines pouvaient être imputés à l'Iraq[144].

147. Le Comité a conclu en outre que lorsque le lien de causalité avec les activités de l'Iraq était implicite dans la cause du décès, lorsqu'il s'agit par exemple de tortures ou d'exécutions, il n'était plus nécessaire de produire des pièces justificatives explicites à cet effet. Dans tous les autres cas, il a estimé qu'une déclaration du requérant mentionnant, expressément ou implicitement, un tel lien de causalité, que cette déclaration figure dans le formulaire de réclamation ou dans une pièce séparée, laissait supposer que le décès pouvait être attribué à l'Iraq. Toutefois, cette hypothèse était susceptible d'être contredite par les éléments du dossier. Pour déterminer la cause du décès, le Comité s'est donc appuyé essentiellement sur le certificat médical ou les explications données dans d'autres pièces justificatives[145].

b) Évolution de la jurisprudence en matière de pertes ou préjudices pour décès depuis la première tranche

148. Depuis le premier rapport du Comité, en décembre 1994, le Comité "B" a conclu ses délibérations et publié ses constatations dans quatre rapports[146]. Le Comité "D" a lui aussi publié un rapport dans lequel sont examinées certaines constatations concernant des réclamations pour décès ainsi qu'une méthode d'évaluation des pertes D3-subsides[147]. Comme dans le cas des réclamations

pour préjudice corporel de la catégorie C2, le Comité a estimé que la jurisprudence pertinente du Comité "B" était, de façon générale, davantage applicable aux réclamations C3-décès.

149. Par conséquent, certaines constatations que le Comité "B" avait adoptées avant ou après la première tranche des réclamations de la catégorie "C" ont été prises en considération lors de l'élaboration d'une jurisprudence et d'une méthode concernant les pertes C3-décès. Outre les conclusions de caractère général relatives à la compétence déjà relevées, il s'agit, notamment, des constatations suivantes : a) le décès des suites d'une crise cardiaque survenu quelques jours après avoir été le témoin d'événements ayant provoqué le décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré peut être considéré comme lié à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq[148]; b) le décès des suites d'une crise cardiaque survenu dans les six mois de la prise en otage ou de la détention illégale peut être imputé à l'Iraq[149]; c) le versement d'une prestation au titre du Fonds d'indemnisation en cas de décès causé par des autorités autres qu'iraquiennes ne peut pas être recommandé[150]; et d) les réclamations au titre de pertes pour décès présentées par un proche ne remplissant pas les conditions voulues pour le compte d'un requérant potentiel décédé avant de demander réparation pour cette perte ne peuvent pas être indemnisées[151].

c) Constatations du Comité concernant la septième tranche

i) Détermination des réclamations pour pertes C3-décès donnant lieu à indemnisation

150. Dans son examen de 14 réclamations pour pertes C3-décès comprises dans la première tranche, le Comité a pu évaluer les circonstances de chaque cas en conséquence. Cependant, avant de commencer son examen de la septième tranche, il a pris note de la base de données contenant environ 3 000 réclamations pour pertes C3-décès. Pour accélérer la vérification de ces pertes, le Comité a adopté une stratégie d'examen qui a) bénéficierait de l'examen manuel, des avis techniques et des conclusions du Comité "B" et b) extrapolerait autant que possible les hypothèses découlant des conclusions du Comité "B" au restant de l'effectif des réclamants "C".

a. Réclamations pour pertes C3 avec réclamations correspondantes dans la catégorie "B" pour la perte du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré

151. L'examen initial, par le Comité, des pertes pour préjudice corporel C2 s'est focalisé en premier sur les requérants de la catégorie "C" dont il s'est avéré, après recoupement entre les différentes bases de données relatives aux réclamations, qu'ils avaient présenté également des demandes d'indemnisation pour préjudice corporel grave dans la catégorie "B". Le Comité a adopté la même méthode de tri préliminaire des réclamations pour pertes C3-décès. Compte tenu de l'examen annuel auquel a procédé le Comité "B" des différentes circonstances de chaque perte, des nombreux avis recueillis par le Comité "B" auprès d'experts médicaux et psychiatriques, avant de parvenir à ses conclusions et des résultats des examens préliminaires des réclamations de la catégorie "C" qui avaient établi tant a) que les personnes décédées étaient les mêmes et b) que les

éléments de preuve présentés à l'appui des pertes avaient été pour la plupart communiqués dans la catégorie "B", le Comité a estimé, lors de confrontations entre les réclamations "B" et "C" que la conclusion du Comité "B" serait considérée comme déterminante pour le résultat dans la catégorie "C".

152. En l'occurrence, le Comité a conclu que, si le Comité "B" avait approuvé une demande d'indemnisation pour le décès de la même personne pour un même requérant, on présumerait que la perte C3-décès ouvrirait automatiquement droit à indemnisation pour ce requérant dans la catégorie "C" déduction faite du montant octroyé dans la catégorie "B". Il a estimé en outre que si le Comité "B" avait décidé que les circonstances du décès d'une personne donnée justifiaient l'octroi d'une indemnisation, tous les requérants pouvant prétendre à indemnisation dans la catégorie "C" qui avaient présenté des réclamations pour pertes C3-décès pour la disparition de la même personne pouvaient être indemnisés.

153. Dans les cas où le Comité "B" avait considéré que le décès n'était pas indemnisable, toute réclamation pour perte C3-décès présentée au titre de la disparition de la même personne serait elle aussi jugée non indemnisable. Toutefois, cette présomption pourrait être contestée par des éléments de preuve ou des faits nouveaux dont le Comité "B" n'aurait pas eu connaissance ou qu'il n'aurait pas pris en considération et qui démontreraient qu'une telle conclusion serait de toute évidence erronée dans la catégorie "C". Cependant, aucune situation de ce type n'est apparue durant l'examen des réclamations au titre de pertes pour décès.

154. Il reste que, dans tous les cas où le Comité "B" avait recommandé une indemnisation au même requérant pour le décès de la même personne, le Comité a veillé à ce que toute indemnisation calculée pour des pertes C3-argent soit diminuée du montant accordé au même requérant dans la catégorie "B". D'où les méthodes d'évaluation examinées aux paragraphes 159 à 171 ci-après, qui tiennent compte de ce souci.

b. Réclamations pour pertes C3 sans réclamation correspondante dans la catégorie "B" pour le décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré

155. Le Comité ayant jugé que les réclamations pour pertes C3-décès n'étaient pas susceptibles d'être traitées par la méthode de la filière rapide, l'examen des réclamations C3-argent et C3-PPM était généralement réalisé manuellement, surtout lorsque les recoupements n'ont permis de déceler aucune réclamation pour décès approuvée dans la catégorie "B". Toutefois, étant donné que les profils de tous les requérants de la catégorie "C" pour perte C3 étaient disponibles dans la base de données[152] et compte tenu du caractère urgent des réclamations "C", de la disposition de l'article 37 c) concernant le groupage et l'examen de réclamations-échantillons et des résultats du recoupement et de la comparaison des réclamations de la catégorie "B" avec les pertes C3-décès correspondantes, le Comité a jugé que certains groupements pouvaient être effectués pour faciliter l'examen des réclamations pour pertes C3-argent et C3-PPM.

156. Comme pour les pertes pour préjudice corporel, les groupages aux fins de l'examen des pertes pour décès ont eu lieu dans un premier temps par référence à

la période considérée. Les réclamations présentant des dates de décès antérieures au 2 août 1990 ou postérieures au 2 mars 1991 ont été revues afin de déceler d'éventuelles erreurs dans l'entrée des données relatives aux dates. Le Comité a jugé que les décès survenus avant le 2 août 1990 n'étaient pas imputables à des causes iraquiennes. En outre, comme on l'avait observé dans les résultats des examens des réclamations pour pertes C1-PPM pour prise d'otage ou détention illégale et des pertes C2-préjudices corporels survenues après le 2 mars 1991, les réclamations pour décès survenus après cette date dans le cas de certains groupes de requérants étaient très suspectes car les décès étaient le plus souvent étrangers à l'occupation iraquienne. Cependant, pour tous les groupes de requérants, certaines circonstances exceptionnelles telles que les explosions de mines ou les conséquences de la détention illégale ou de la torture durant l'invasion, qui sont survenues après le 2 mars 1991, pourraient justifier l'obtention d'une indemnité au titre de pertes ou préjudices pour décès. Le Comité a recommandé une indemnisation en conséquence dans des cas individuels.

157. Par ailleurs, le Comité a estimé que les réclamations pour pertes C3-décès ne portant pas mention de la date du décès devraient faire l'objet d'un examen destiné à déterminer si les dates avaient été omises des formulaires par inadvertance. Il a jugé que les réclamations pour pertes C3-décès n'ouvraient pas droit à indemnisation a) lorsque la date du décès n'y est pas indiquée et b) lorsque les circonstances du décès n'y sont pas décrites. Ainsi, les demandes dont le Comité a jugé de façon générale qu'elles étaient indemnisables en tant que réclamations pour pertes C3-décès sont celles qui étaient présentées par des requérants remplissant les conditions voulues, dans lesquelles la date de décès est indiquée et qui concernent une personne décédée a) durant la période considérée (2 août 1990-2 mars 1991) des suites directes de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq ou b) après le 2 mars 1991, dans des conditions précises (explosion de mines, par exemple) et qui étaient directement imputables à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq.

c. Réclamations pour pertes C3-décès présentées par erreur

158. Lors de l'examen des réclamations pour pertes C3-décès, le Comité a jugé qu'un certain nombre de requérants avaient présenté par erreur des réclamations pour pertes C3-décès qui relevaient normalement de la rubrique C6-subsides. Il s'agissait de situations dans lesquelles le décès était antérieur à l'invasion mais où le versement au requérant des prestations liées à la disparition de la personne décédée avait été perturbé par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il est arrivé aussi que des requérants présentent des demandes d'indemnisation pour un décès postérieur à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq, mais qui avaient subi des pertes de salaire durant l'invasion[153]. Pour ces deux types de situations, le Comité a estimé que les réclamations n'étaient pas indemnisables en tant que pertes C3-décès, mais en tant que pertes de subsides (page C6 du formulaire) pour autant que le requérant remplisse toutes les autres conditions de recevabilité. Par conséquent, le Comité a jugé que ces réclamations devraient être reclassées comme pertes de subsides dans la catégorie C6 ("C6-subsides") et évaluées conformément à la méthode correspondante, comme indiqué plus loin au paragraphe 290.

ii) Évaluation de l'indemnisation pour les pertes C3-argent

159. Une fois qu'il a déterminé quelles pertes C3-décès étaient indemnisables, le Comité a étudié les types de pertes C3-argent qui appelaient une évaluation. Les premières concernaient des demandes d'indemnisation pour pertes de subsides procurés précédemment par le conjoint, l'enfant ou l'ascendant en ligne directe décédé, dans la catégorie C3 ("C3-subsides"), les secondes des demandes de remboursement de dépenses médicales, de frais d'enterrement et de frais divers ("C3-autres")[154].

a. Évaluation des pertes C3-subsides

160. La méthode suivie par le Comité pour évaluer les pertes C3-subsides comprises dans la première tranche est décrite dans le premier rapport, aux pages 133 et 134. Cette méthode tient compte de plusieurs principes actuariels et financiers. Toutefois, ayant jugé que nombre des requérants de la catégorie "C" présentaient également des réclamations dans la catégorie "D", que les réclamations de ces deux catégories contenaient généralement la même documentation à l'appui des pertes C3 invoquées, que, dans ses travaux, le Comité "D" avait eu recours à des actuaires et que la cohérence dans l'évaluation était souhaitable, le Comité a décidé de modifier la méthode retenue dans la première tranche et d'adopter l'approche et le mode de calcul appliqués par le Comité "D" pour évaluer les pertes D3-subsides[155]. Cette méthode tient compte des circonstances personnelles de la personne décédée et du requérant et n'est guère différente, sur ce point et aussi du fait qu'elle s'appuie sur une formulation de la valeur actuelle du revenu que la personne décédée pouvait prétendre recevoir à l'avenir, de la méthode d'évaluation adoptée par le Comité dans la première tranche, à ceci près que le Comité "D" a subdivisé l'effectif des personnes décédées en deux groupes : a) celles qui occupaient un emploi rémunéré avant le 2 août 1990 et dont le revenu au cours des 12 mois qui précédaient cette date était attesté par des pièces justificatives; et b) celles qui n'occupaient pas d'emploi rémunéré et auxquelles il ne pouvait par conséquent être attribué aucun revenu[156].

i. Calcul du montant de l'indemnité pour les pertes C3-subsides

161. Dans le cas des personnes décédées qui occupaient un emploi rémunéré avant le 2 août 1990 et dont le revenu mensuel avait été décliné par le requérant ou pouvait être calculé en partant du revenu annuel indiqué[157], le Comité "C" s'est aligné sur les principes actuariels du Comité "D"[158] et a adopté le mode de calcul appliqué par ce dernier[159]. Cette méthode, qui divise les requérants en trois groupes selon le pays d'origine, tient donc compte des différences quant aux facteurs économiques qui permettent de déterminer les tables d'espérance de vie applicables aux personnes décédées ainsi que le taux d'actualisation servant à calculer la valeur actuelle de leur revenu futur[160].

162. L'indemnisation est versée aux requérants sous la forme d'une somme en capital équivalente en termes actuariels au montant des subsides que la personne décédée aurait fournis pendant la durée présumée de sa vie. On est parti de l'hypothèse que si cette somme en capital allouée une fois pour toutes était placée à un taux d'intérêt composé (i) pendant (n) années, elle produirait une rente de tant pendant (n) années. L'actualisation de cette somme permet de

déterminer la valeur actuelle de la rente. Le facteur déterminant lorsqu'il s'agit de fixer le montant à accorder est donc le taux d'actualisation à appliquer[161].

163. Pour déterminer le taux d'actualisation applicable, le Comité "D" s'est placé dans le contexte des conditions économiques et des caractéristiques du marché financier du pays d'origine de la personne décédée. Par conséquent, compte tenu des caractéristiques économiques (rendement des placements[162] et inflation[163]) des pays qui ont présenté des réclamations, telles qu'elles ont été classées par les actuaires, le Comité "D" a décidé que le taux d'actualisation à utiliser pour déterminer le montant de l'indemnisation à accorder serait de 5 % par an dans le cas des requérants originaires de pays appartenant au groupe "1" et de 3 % par an pour les requérants originaires de pays classés dans les groupes "2" et "3"[164].

164. Dans le cas des réclamations pour pertes de subsides à la suite du décès d'une personne ayant un revenu, le Comité a jugé en outre qu'en principe personne n'utilise son revenu annuel dans son intégralité pour subvenir aux besoins de la famille. Une partie sert à financer la consommation et les frais personnels du soutien de famille. Par conséquent, le Comité "D" a conclu que, pour calculer le montant de la perte de subsides subie par les requérants, il fallait déduire un certain pourcentage de la valeur actuelle de la somme en capital représentant le revenu futur de la personne décédée. Le Comité "D" a donc considéré que les recommandations des actuaires, à savoir un pourcentage de déduction de 40 % lorsqu'il n'y avait qu'une seule personne à charge et de 25 % lorsqu'il y a plus d'une personne à charge, étaient acceptables et a décidé de s'en servir pour déterminer le montant définitif à accorder aux requérants. Par conséquent, la somme totale devrait être partagée entre toutes les personnes à charge survivantes[165].

165. Le Comité "C" a examiné toutes les propositions et recommandations qui avaient été adoptées par le Comité "D" et a utilisé la même méthode d'évaluation des pertes "C3-subsides" lorsque la personne décédée avait un revenu. En appliquant la même série de calcul que le Comité "D" pour déterminer les sommes à octroyer, le Comité "C" a mis au point une solution qui a été appliquée systématiquement à toutes les réclamations pour pertes de subsides dans la catégorie "C3" qui répondaient aux critères de recevabilité du Comité. Cependant, comme il est souvent arrivé que plusieurs requérants habilités de la catégorie "C" demandent réparation pour le décès de la même personne, le Comité a jugé que la somme totale calculée pour les pertes C3-subsides devrait être répartie également entre tous les requérants qui avaient présenté une réclamation individuelle légitime dans la catégorie "C" pour perte de subsides procurés par la même personne décédée. Étant donné la nature de ce programme d'indemnisation collective, le Comité a estimé qu'il ne serait pas pratique de vouloir gérer des versements compensatoires proportionnels à titre d'indemnisation pour perte de subsides conformément au droit interne de 93 pays requérants. Comme toutes les réclamations présentées dans la catégorie "C" sont elles aussi subordonnées au plafond de 100 000 dollars É.-U.[166], et que des pertes de subsides font l'objet de demandes d'indemnisation dans la catégorie "D" pour la disparition de la même personne, le Comité a voulu autant que possible éviter de désavantager les ayants droit dans la catégorie "D", voire de les exclure de toute réparation.

166. Pour permettre l'examen du cas des requérants de la catégorie "D" qui auraient omis de présenter une réclamation individuelle pour perte de subsides en provenance d'une personne décédée dans la catégorie "C" au titre du partage du montant total de l'indemnisation, il a été procédé au recoupement préliminaire des réclamations des catégories "C" et "D". En outre, les renseignements relatifs à la personne décédée ont été uniformisés afin de limiter les risques de double indemnisation entre les deux catégories. Le Comité a réaffirmé qu'il n'avait l'intention ni de désavantager les requérants de la catégorie "D" qui n'auraient pas été découverts durant ces recoupements et n'auraient pas présenté de réclamation individuelle dans la catégorie "C", ni de les exclure de toute réparation. Le Comité "C" a donc admis officiellement que, en cas de découverte de nouveaux ayants droit dans la catégorie "D" seulement qui a) réclament une indemnisation pour perte de subsides en provenance de personnes décédées ayant donné lieu à d'autres réclamations individuelles dans la catégorie "C" et b) n'auraient pas été prises en compte dans le partage de l'indemnisation au titre de la perte de subsides entre tous les différents requérants remplissant les conditions voulues conformément à la décision du Comité "C", des rectifications peuvent être apportées en conséquence aux sommes attribuées aux requérants dans la catégorie "C" conformément à la procédure de correction prévue à l'article 41. Il est pris note de cette mesure suspensive afin que les personnes remplissant les conditions voulues dans la catégorie "D"[167] ne soient pas désavantagées dans l'obtention d'une indemnisation pour cette perte par des mesures ou des décisions prises précédemment dans la catégorie "C".

ii. Sommes forfaitaires pour l'indemnisation des réclamations C3-subsides

167. Pour les réclamations C3-subsides concernant une personne décédée sans revenu, le Comité "C" a adopté de façon générale les conclusions du Comité "D", à savoir : a) la contribution non rémunérée d'une épouse ou d'une mère au bien-être de la famille a une valeur pécuniaire reconnue aussi bien en droit international qu'en droit interne[168]; et b) la famille est une unité économique à laquelle contribue chaque membre. Par conséquent, le Comité "D" a approuvé le versement de sommes forfaitaires en fonction du lien de parenté du requérant avec la personne décédée. Dans son premier rapport, le Comité "D" a présenté un tableau indiquant les sommes forfaitaires recommandées[169]. Compte tenu des constatations du Comité "D", le Comité "C" a repris cette formule de somme forfaitaire dans les cas où il pouvait supposer que la personne décédée faisant l'objet de la demande d'indemnisation pour perte de subsides était sans revenu avant le 2 août 1990. Le Comité "C" a approuvé le versement, à titre d'indemnisation aux requérants remplissant les conditions voulues, d'une somme forfaitaire alignée sur celle qu'avait allouée le Comité "D"[170].

168. Comme dans le cas de l'attribution d'une indemnité pour pertes C3-subsides calculée, il est arrivé que plusieurs requérants habilités de la catégorie "C" demandent réparation pour le décès de la même personne. Le Comité a jugé là encore que le montant total de la somme forfaitaire à octroyer pour pertes C3-subsides au titre du décès de la même personne devrait être réparti également entre tous les requérants qui avaient présenté à la Commission une réclamation individuelle légitime dans la catégorie "C" pour perte de subsides procurés par la même personne décédée. Étant donné la nature de ce programme d'indemnisation

collective, le Comité a estimé qu'il ne serait pas pratique de vouloir gérer des versements compensatoires proportionnels à titre d'indemnisation pour perte de subsides conformément au droit interne de 93 pays requérants. Il convient de noter, là encore, que tous les versements sont subordonnés au plafond de 100 000 dollars É.-U.

169. Le Comité fait observer une fois de plus qu'il n'avait l'intention ni de désavantager les requérants de la catégorie "D" qui n'auraient pas été découverts durant les recoupements intercatégoriels et n'auraient pas présenté de réclamation individuelle dans la catégorie "C", ni de les exclure de toute réparation. Par conséquent, le Comité "C" a de nouveau admis officiellement que, en cas de découverte de nouveaux ayants droit dans la catégorie "D" qui a) réclament une indemnisation pour perte de subsides en provenance de personnes décédées ayant donné lieu à d'autres réclamations individuelles dans la catégorie "C" et b) n'auraient pas été prises en compte dans le partage de l'indemnisation au titre de la perte de subsides entre tous les différents requérants remplissant les conditions voulues conformément à la décision du Comité "C", des rectifications peuvent être apportées en conséquence aux sommes attribuées aux requérants dans la catégorie "C" conformément à la procédure de correction prévue à l'article 41. Il est pris note de cette mesure suspensive afin que les personnes remplissant les conditions voulues dans la catégorie "D"[171] ne soient pas désavantagées dans l'obtention d'une indemnisation pour cette perte par des mesures ou des décisions prises précédemment dans la catégorie "C".

b. Évaluation des pertes C3 autres que les pertes de subsides ("C3-autres")

170. Dans sa première tranche, le Comité n'a examiné que deux demandes de remboursement de frais d'enterrement et aucune concernant des dépenses médicales. Ses recommandations étaient donc le fruit de l'examen auquel il avait soumis individuellement les éléments de preuve correspondants[172]. Étant donné le petit nombre de réclamations C3 pour dépenses médicales, frais d'enterrement et frais divers, ou de toute combinaison de ces rubriques, le Comité a estimé que chaque réclamation devrait être examinée manuellement. Pour que les réclamations pour pertes C3-autres soient indemnisables, le requérant doit avoir indiqué la date du décès, établi la matérialité du décès, démontré un lien de causalité avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq et présenté des pièces justificatives des sommes réclamées.

171. Pour les réclamations qui répondent à ces critères de base et compte tenu de la somme forfaitaire de 2 500 dollars qui a été attribuée dans la catégorie "B" pour les réclamations pour décès, le Comité a appliqué les règles ci-après pour déterminer l'indemnisation de ces pertes. Premièrement, toutes les pertes C3-autres étaient examinées manuellement. Lorsque les montants réclamés étaient supérieurs à 2 500 dollars, le Comité octroyait un montant initial de 2 500 dollars, majoré de tout montant dont la réclamation était justifiée par des pièces appropriées telles que factures ou récépissés. Lorsque les montants réclamés étaient supérieurs à 2 500 dollars et qu'ils étaient étayés par certains éléments pouvant constituer des preuves tels que déclaration du requérant ou témoignage, sans que cela constitue une preuve directe justifiant un montant supplémentaire à 2 500 dollars à titre de réparation pour

perte pécuniaire, le Comité a attribué une somme forfaitaire de 2 500 dollars. Lorsque les montants réclamés étaient inférieurs à 2 500 dollars et que la perte pécuniaire était établie[173], le Comité a octroyé la somme réclamée par le requérant.

c. Déduction des sommes attribuées dans la catégorie "B" du montant de l'indemnisation C3-argent

172. Le Comité a en outre noté que toute somme accordée dans la catégorie "C" sous la rubrique soit C3-subsides soit C3-autres devrait être diminuée du montant attribué au même requérant pour la même personne décédée dans la catégorie "B". Les déductions étaient opérées en conséquence lorsque des doublons ont été décelés par recoupement entre la catégorie "D" et la catégorie "C".

d. Recommandations concernant les réclamations pour pertes C3-argent comprises dans la septième tranche

173. Après reclassement des réclamations dans les catégories de perte appropriées, la septième tranche comprend 2 203 réclamations pour pertes C3-argent. Le Comité a recommandé d'indemniser 1 634 réclamations, 1 540 pour pertes C3-subsides uniquement, 248 pour pertes C3-autres uniquement et 154 pour pertes C3-subsides et C3-autres combinées (collectivement C3-argent). En tout, le Comité a réglé 2 216 réclamations pour pertes C3-argent.

2. Réclamation C3-PPM pour décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré (pertes C3-PPM)

a) Bilan de la première tranche

174. En vertu de la décision 3, peuvent prétendre à réparation les requérants qui ont subi un préjudice psychologique ou moral provoqué par le décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré, ou par le fait d'avoir été témoin d'événements ayant provoqué la mort du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré. Le Comité a observé dans la première tranche qu'une fois que la matérialité du décès a été établie, la présence du préjudice psychologique ou moral peut être raisonnablement admise. Par conséquent, dans tous les cas où les pertes C3-décès étaient indemnisables, il a été accordé également au requérant une réparation C3-PPM pour la matérialité du décès. Comme pour l'indemnisation des pertes C2-PPM, lorsqu'il a entrepris de calculer le montant des réparations pour les pertes C3-PPM, le Comité est parvenu à toutes les recommandations dans la première tranche après avoir étudié les facteurs modificateurs relatifs au décès tels qu'énumérés par le Comité d'experts[174] et les montants plafonds de l'indemnisation C3-PPM pour cause de décès indiqués dans la décision 8.

175. En ce qui concerne les réclamations pour pertes C3-PPM (fait d'avoir été témoin du décès), le Comité a estimé qu'il était possible de supposer que les décès résultant de la torture, d'une exécution ou de voies de fait ont été provoqués délibérément.

b) Constatations du Comité concernant les réclamations pour pertes C3-PPM comprises dans la septième tranche

176. Pour déterminer les montants à octroyer au titre des pertes C3-PPM, le Comité a estimé que, pour être indemnisable, une réclamation C3-PPM doit être fondée sur une réclamation pour cause de décès approuvée. Comme pour les réclamations C2-PPM, il est parti de l'hypothèse que cette condition préalable était remplie si une réclamation correspondante pour décès dans la catégorie "B" était approuvée. Le Comité a jugé aussi que les réclamations C3-PPM isolées, non associées à une réclamation pour décès approuvée, n'ouvraient pas droit à indemnisation. Pour la septième tranche, le Comité a complété l'examen manuel des réclamations pour pertes C3-décès par l'étude d'éléments extraits de la base de données concernant certains profils de préjudice psychologique ou moral en rapport avec des pertes C3-décès[175]. À la suite de ces examens approfondis, le Comité a adapté les facteurs modificateurs utilisés dans la première tranche au traitement collectif des réclamations en appliquant les indicateurs électroniques pour déterminer les majorations par rapport aux montants C3-PPM de base, à savoir 5 000 dollars. Le Comité a également tenu compte de l'existence simultanée d'une réclamation pour pertes dues au fait d'avoir été témoin d'actes délibérés ayant entraîné le décès, auquel cas l'indemnisation de base C3-PPM a pu également avoir été majorée.

c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C3-PPM comprises dans la septième tranche

177. La septième tranche comprend 2 781 réclamations C3-PPM. Le Comité a recommandé d'indemniser 2 338 réclamations C3-PPM pour le décès proprement dit et 97 réclamations C3-PPM pour le fait d'avoir été témoin d'actes délibérés ayant entraîné le décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré. Au total, le Comité a réglé 2 789 réclamations C3-PPM.

D. Pertes de type "C4" : pertes de biens personnels

1. Réclamations pour pertes de vêtements, d'effets personnels, de mobilier et équipements ménagers, et de divers autres biens personnels ("C4-effets personnels")

178. Aux termes du paragraphe 14 de la décision 1, des indemnités peuvent être versées pour des pertes de biens personnels résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Sur la page "C4" du formulaire de réclamation, les requérants ont indiqué s'ils demandaient une indemnisation au titre de la perte de vêtements, d'effets personnels, de mobilier et d'équipements ménagers, ou de divers autres biens personnels non compris dans les catégories susmentionnées. Ils ont en outre été priés de joindre les pièces justificatives appropriées attestant qu'ils étaient propriétaires des biens considérés et de préciser la méthode d'évaluation utilisée. Depuis l'établissement du deuxième rapport, les pertes en question sont généralement qualifiées de pertes C4-effets personnels.

a) Bilan de la première tranche

179. En examinant la première tranche de réclamations relatives aux pertes de biens personnels, le Comité a consulté plusieurs sources au sujet des caractéristiques de la propriété de biens de ce type en Iraq et au Koweït[176]. Il a noté que les principales causes de pertes de biens personnels au Koweït étaient les actes de pillage et de vandalisme dont les biens personnels et les biens immobiliers avaient fait l'objet de la part des membres des forces iraquiennes d'occupation. S'agissant des pertes subies en Iraq, elles tiennent pour l'essentiel au fait que les salariés qui partaient n'ont pu emporter tous leurs effets personnels, et qu'il leur a été ensuite impossible de retourner dans ce pays, soit qu'ils aient décidé de ne pas y revenir, soit en raison des circonstances[177].

180. Le Comité a constaté que les pertes de biens personnels étaient le type le plus courant de préjudice visé par les réclamations de la première tranche. Il prévoyait du reste qu'elles continueraient de faire l'objet du plus grand nombre de demandes d'indemnisation[178]. Se fondant sur l'échantillon examiné, il lui a semblé que les réclamations pour pertes de biens personnels étaient de nature très diverse quant au type et à la qualité des éléments de preuve produits, à la manière dont les réclamations étaient établies, au type et à la valeur des articles pour lesquels une indemnisation était réclamée; enfin au total des indemnités demandées.

i) Considérations et méthodes liées au traitement des réclamations

181. Dans ses considérations, le Comité a relevé que l'article 37 des Règles autorisait l'échantillonnage pour vérifier les réclamations individuelles si le volume de ces réclamations était important. En dépit de la grande diversité des demandes d'indemnisation pour pertes de biens personnels, elles devaient néanmoins être considérées comme des réclamations "urgentes", à traiter de façon accélérée. Le Comité a en outre pris note du fait que le nombre des réclamations pour pertes de biens personnels comprises dans la première tranche était relativement faible par rapport au nombre total de ces réclamations à examiner dans le cadre des tranches extérieures. Il a donc souligné que les critères énoncés aux fins de la première tranche pour vérifier et régler les réclamations étaient applicables essentiellement aux réclamations de cette tranche. Même si le Comité s'est employé à établir des critères qui soient pertinents pour les réclamations des tranches à venir, il a constaté que la mesure dans laquelle ces critères demanderaient à être développés serait fonction des caractéristiques des réclamations comprises dans ces tranches[179].

182. Le Comité a jugé en particulier que, même si un examen individuel de chaque réclamation aurait pu se justifier en raison de la diversité de nature des demandes d'indemnisation pour pertes de biens personnels, une telle méthode ou toute autre variante risquait, vu le volume des réclamations, de prendre beaucoup de temps, ce qui serait contraire au mandat donné par le Conseil d'administration consistant à régler les "réclamations urgentes" de façon accélérée. Par conséquent, en ce qui concerne les réclamations pour pertes de biens personnels, le Comité a adopté une méthode fondée sur : a) le groupement de réclamations soulevant des points de fait ou de droit analogues; b) l'examen individuel de réclamations-échantillons choisis dans les groupements pertinents;

c) l'analyse de données statistiques concernant les réclamations et, plus précisément, les caractéristiques des éléments de preuve produits et des sommes dont le remboursement est réclamé; d) l'extrapolation, des réclamations-échantillons aux réclamations non échantillonnées, des conclusions auxquelles le Comité est parvenu; et e) s'il y a lieu, une vérification complémentaire des réclamations individuelles[180].

ii) Questions et critères pertinents

183. Pour donner effet aux instructions et normes du Conseil d'administration, le Comité a examiné les réclamations en vue de s'assurer que les requérants avaient bien établi a) la matérialité de la propriété des biens personnels faisant l'objet de leurs réclamations, b) la matérialité de leurs pertes et le lien de causalité existant à cet égard avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq et c) la valeur des pertes en question.

a. Matérialité de la propriété

184. Le Comité a considéré que les reçus, effets, factures et autres pièces justificatives analogues constituaient la meilleure forme de preuve permettant d'établir la propriété des biens. Cependant, dans le cas des réclamations de la première tranche, 15 % seulement des requérants avaient fourni de tels documents[181]. Le Comité a donc considéré que, faute de preuves directes de ce type, des pièces telles que des listes détaillées, des déclarations personnelles et des dépositions de témoins représentaient les meilleurs justificatifs de propriété disponibles. Il a estimé que ces moyens de preuve représentaient le "minimum raisonnable approprié" pour établir la matérialité de la propriété des biens faisant l'objet des réclamations.

b. Matérialité de la perte et lien de causalité entre l'invasion et la perte

185. Vu que les conditions objectives dans lesquelles s'étaient produites les pertes de biens personnels semblaient dûment étayées, le Comité a jugé que, dans la mesure où le requérant avait établi qu'il résidait au Koweït ou en Iraq à l'époque de l'invasion, il était vraisemblable : a) qu'il avait, sous une forme ou sous une autre, perdu des biens personnels; et b) que cette perte était directement liée à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq, qu'il s'agisse d'actes de pillage et de vandalisme, des opérations de nettoyage, d'un départ précipité de personnes craignant pour leur sécurité personnelle, de l'incapacité de rentrer en Iraq ou au Koweït ou de la décision de ne pas y retourner. Compte tenu entre autres de ces circonstances, le Comité a conclu que les pertes de biens personnels subies par un particulier ayant établi qu'il résidait au Koweït ou en Iraq au moment de l'invasion étaient directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq.

c. Évaluation de la perte

186. Le Comité a constaté que, de façon générale, les requérants avaient produit les mêmes pièces justificatives pour étayer l'évaluation de leurs pertes que pour établir qu'ils étaient propriétaires des biens faisant l'objet des réclamations. Des justificatifs tels que reçus, factures, effets et pièces

analogues représentaient les meilleurs éléments de preuve susceptibles d'étayer l'évaluation de la perte subie. Toutefois, pour toutes les raisons énumérées, moins de 15 % des requérants de la première tranche ont été en mesure de produire des justificatifs de ce type. En même temps, un fort pourcentage de requérants ont présenté des listes détaillées, des déclarations personnelles et des dépositions de témoins pour étayer l'évaluation de leurs pertes de biens personnels. Cependant, les requérants n'ont généralement pas précisé la méthode d'évaluation employée, ou ont retenu des bases et des méthodes d'évaluation différentes pour des biens analogues. Les montants réclamés pour des articles similaires variaient souvent considérablement.

187. Sur la base des éléments de preuve examinés, le Comité a pu conclure que les requérants avaient subi d'importantes pertes de biens personnels en termes monétaires. Cela dit, en raison de la grande diversité des moyens de preuve produits à l'appui de l'évaluation des pertes et du fait que les nuances que présentaient les réclamations individuelles ne pouvaient être prises en considération dans le cadre de méthodes de traitement collectif des réclamations, le Comité n'a pu évaluer les pertes des requérants exclusivement sur la base des éléments de preuve produits.

188. En l'absence de preuves directes, et en vue d'assurer la cohérence des méthodes employées pour indemniser tous les requérants, le Comité a décidé de recourir à un modèle statistique afin d'estimer les montants que les requérants pouvaient, en principe, raisonnablement réclamer, ce modèle étant fondé : a) sur les montants demandés par des requérants se trouvant dans une situation analogue et b) sur certaines caractéristiques individuelles du requérant permettant de prévoir la façon dont il avait pu accumuler des biens et, partant, les pertes matérielles qu'il aurait subies[182]. À l'aide du modèle, le montant réclamé par chaque requérant a été comparé aux montants réclamés par d'autres en tenant compte de leurs caractéristiques personnelles respectives et des indicateurs relatifs à la quantité des biens possédés par chacun.

189. Le Comité a estimé que l'indemnisation accordée sur la base d'une comparaison entre les montants réclamés et les montants estimés à l'aide du modèle statistique était à la fois a) raisonnable, en ce qu'elle correspondait aux caractéristiques des demandes d'indemnisation présentées par tous les requérants du groupe considéré; b) équitable, en ce sens qu'aucun requérant ne bénéficiait d'une indemnité supérieure à celle à laquelle, selon le Comité, il était en droit de prétendre; et c) calculée de façon aussi juste que possible dans le cadre des méthodes de traitement collectif des réclamations, de façon à prendre en compte la situation et les caractéristiques propres au requérant. Cela étant, le modèle utilisé pour la première tranche reposait non pas sur un échantillon représentatif de l'ensemble des requérants de la catégorie "C", mais seulement sur un échantillon représentatif de requérants de la première tranche.

b) Améliorations apportées aux méthodes de traitement et d'évaluation depuis l'examen de la première tranche

i) Mise au point d'un modèle statistique à l'aide d'un ensemble de données représentatives de tous les requérants de la catégorie "C" ayant subi des pertes C4-effets personnels

190. Dans le deuxième rapport, le Comité a réaffirmé les conclusions qu'il avait formulées à l'occasion de l'examen de la première tranche pour les réclamations relatives aux pertes de biens personnels ("C4-effets personnels") et a envisagé à nouveau l'application d'outils statistiques. L'analyse de régression linéaire constituait un moyen de prendre en considération des caractéristiques individuelles susceptibles d'aider à déterminer les montants d'indemnisation[183].

191. Pour élaborer un modèle d'évaluation suffisamment représentatif au regard de la population de requérants considérée, le Comité s'en est donc remis, pour la deuxième tranche, à la fois aux avis de statisticiens indépendants[184] et aux données figurant dans l'ensemble des réclamations de la catégorie "C" déposées auprès de la Commission. Un modèle statistique applicable à toutes les pertes C4-effets personnels a été mis au point à partir de données pertinentes provenant tant de sources extérieures que des formulaires de réclamation. Ce modèle était fondé sur un échantillon représentatif aussi large que possible, soit 56 092 réclamations de la catégorie "C" faisant état de pertes C4-effets personnels[185]. Conformément aux pratiques statistiques courantes, le modèle de base a ensuite été testé sur un échantillon de répétition, différent de celui qui avait été utilisé pour construire ledit modèle. Les essais ont confirmé la valeur explicative du modèle de base. En outre, en comparant les résultats obtenus en matière d'indemnisation pour les deux groupes, il n'est apparu aucune disparité notable. Enfin, les résultats tirés de l'opération de modélisation ont été analysés en tenant compte des données externes relatives aux schémas de constitution du patrimoine des personnes vivant en Iraq et au Koweït. Cette analyse a, dans l'ensemble, confirmé les résultats obtenus par la modélisation[186].

192. Pour valider à nouveau les résultats des évaluations effectuées à l'aide du modèle, le Comité a vérifié, à partir d'un échantillon, les éléments de preuve soumis à l'appui des réclamations C4-effets personnels. Les résultats de l'échantillonnage ont non seulement confirmé l'extrême diversité des types de pertes déclarés, mais ont également fait apparaître en matière de preuves un profil général similaire à celui déjà constaté dans la première tranche. Bien que 90 % environ des requérants "C4-effets personnels" aient joint au formulaire une forme ou une autre de justificatif à l'appui de leur réclamation, le Comité a estimé, tout bien considéré, que le modèle de régression statistique mis au point serait la meilleure solution pour évaluer les demandes d'indemnisation de ce type dans le cadre d'un programme de traitement collectif des réclamations. Il a donc décidé que les déclarations pour pertes "C4-effets personnels" ouvriraient droit à une indemnisation correspondant soit au montant réclamé, soit à celui généré par le modèle statistique, le moins élevé des deux devant être retenu[187].

ii) Question des réclamations atypiques

193. En choisissant les modèles statistiques à employer pour évaluer les éléments de perte tant "C1-argent" que "C4-effets personnels", le Comité s'est préoccupé de deux types de situations considérées comme "atypiques" : a) celle des réclamations portant sur un montant atypique[188]; et b) celle dans laquelle les montants recommandés semblaient atypiques[189].

194. Les réclamations portant sur des montants atypiques ont été écartées au stade de l'élaboration des modèles de régression linéaire utilisés pour évaluer à la fois les pertes C1-argent et C4-effets personnels. Cependant, une fois ces réclamations contrôlées pour détecter les erreurs de données et les rectifier s'il y avait lieu, le modèle leur a été appliqué. Ainsi, les requérants concernés ont, en pareil cas, également reçu le montant le moins élevé, qu'il s'agisse de celui qu'ils avaient réclamé ou du montant calculé à l'aide du modèle. Vu que les paramètres des deux modèles avaient été déterminés à l'aide d'échantillons représentatifs des réclamations comportant les éléments de perte en question, toutes les réclamations ont été traitées de la même façon sur la base d'une formule mathématique commune.

195. Si, après application des modèles, le calcul de l'indemnité à allouer produisait un résultat jugé atypique, les réclamations étaient retirées de la tranche considérée aux fins de vérification. Après examen et correction des erreurs éventuelles, le modèle a été réappliqué et les réclamations incluses dans une autre tranche. Il a fallu attendre la cinquième tranche pour achever l'examen des montants atypiques recommandés dans le cadre des deuxième, troisième et quatrième cycles de traitement électronique[190]. D'autres ont été traitées dans la sixième tranche[191]. Cependant, la majorité des réclamations atypiques ont été incluses dans la septième tranche.

196. Au vu des résultats de l'examen de la cinquième tranche, étant donné que certains requérants avaient placé la barre assez haut et que les indemnités qui leur avaient été allouées par le modèle semblaient relativement faibles, notamment dans le cas des pertes C4-effets personnels, plusieurs gouvernements se sont demandé si le modèle applicable à ces pertes laissait à désirer ou avait été incorrectement appliqué. Le Comité a noté dans son sixième rapport que ce n'était nullement le cas. L'examen manuel des pièces justificatives jointes aux réclamations, les résultats d'échantillonnage et les contrôles électroniques effectués dans la base de données n'ont pas permis de démontrer que le modèle C4-effets personnels pouvait être défectueux ou incorrectement appliqué, ni que ses résultats s'avéraient, en l'espèce, inéquitables ou injustifiés[192]. Enfin, dans les cas où les réclamations ont été examinées une à une, cet examen a montré que l'indemnisation calculée par les modèles était aussi équitable que celle qui aurait été allouée à des requérants ayant fourni des éléments d'évaluation, lorsque ceux-ci étaient disponibles[193].

197. Cependant, ayant observé des cas dans lesquels les requérants s'étaient systématiquement trompés de rubrique pour indiquer le montant de leurs pertes et craignant que, du fait de telles confusions, le modèle n'ait produit des calculs aberrants pour les réclamations atypiques, le Comité a décidé qu'il lui fallait revoir sa façon de procéder à l'égard des réclamations atypiques restantes. Après avoir vérifié les chiffres indiqués aux différentes rubriques pour repérer

les erreurs, le Comité a décidé que, pour toute réclamation atypique au titre de laquelle le montant de l'indemnisation recommandée correspondait à 35 % du montant réclamé, la valeur totale de la perte C1-argent ou C4-effets personnels invoquée serait redistribuée également entre les différents éléments de perte pertinents[194]. Le Comité a finalement estimé que, dans le cas des pertes C4-effets personnels, il devait étendre cette décision à un plus grand nombre de requérants pour leur permettre de bénéficier d'une telle redistribution[195]. Dans la présente tranche, tous les requérants faisant état de pertes C4-effets personnels qui, après application du modèle statistique, s'étaient vu attribuer à ce titre des indemnités inférieures à 50 % de la somme réclamée, ont donc fait l'objet d'une redistribution des montants en parts égales entre les trois éléments de perte considérés. Le modèle statistique a ensuite été réappliqué, après quoi il a été décidé d'allouer aux requérants soit le montant calculé à l'aide du modèle, soit le montant réclamé, le moins élevé étant retenu.

198. Dans la mesure où tel ou tel requérant peut encore se voir attribuer un chiffre excessivement faible, cela tient au fait que l'indemnisation calculée à l'aide du modèle a pris en compte les caractéristiques individuelles de l'intéressé et que le montant réclamé a été comparé à ce que demandaient des requérants se trouvant dans une situation similaire. Enfin, en ce qui concerne les requérants dont les réclamations ont été incluses dans les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième tranches et pour lesquels l'indemnisation recommandée au titre de pertes C4-effets personnels était inférieure à 50 % du montant réclamé pour les pertes correspondantes, le Comité a décidé, dans un souci de cohérence, que cette indemnisation serait corrigée conformément à l'article 41 des Règles. Les corrections seront signalées au Conseil d'administration lorsque toutes les opérations de traitement des réclamations de la catégorie "C" seront achevées.

c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C4-effets personnels de la septième tranche

199. La septième tranche comprend 43 305 réclamations portant sur des pertes C4-effets personnels. Sur ce nombre, 43 303 ont fait l'objet d'une recommandation d'indemnisation pour un montant de 473 521 479 dollars des États-Unis. Le programme de traitement des réclamations de la catégorie "C" a permis d'examiner et de régler au total 143 184 pertes C4-effets personnels.

2. Réclamations pour pertes C4-véhicules à moteur ("C4-VM")

a) Constatations du Comité concernant la première tranche

200. Outre les réclamations au titre de la perte d'effets personnels, des demandes d'indemnisation pour pertes concernant des véhicules à moteur peuvent être présentées sur la page "C4" du formulaire de réclamation. Elles peuvent porter soit sur la perte totale ou le vol du véhicule, soit sur les frais de réparation en cas de dommages causés par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Comme pour les pertes C4-effets personnels, les requérants ont été priés de joindre les pièces justificatives appropriées attestant qu'ils étaient propriétaires des biens considérés et d'expliquer la méthode d'évaluation utilisée. Différentes rubriques sont prévues pour préciser

la marque, le modèle et l'année du (des) véhicule(s) ainsi que le (les) numéro(s) d'enregistrement ou d'immatriculation. Le Comité a constaté que, de façon générale, la plupart des requérants donnaient la marque, le modèle et l'année du ou des véhicules faisant l'objet de leur réclamation et qu'un nombre important d'entre eux avaient aussi indiqué le numéro d'enregistrement ou le numéro d'immatriculation du véhicule. La plupart avaient donné une estimation de la valeur du véhicule à l'époque de la perte. Toutefois, parmi ces requérants, il y en avait moins de 50 % qui avaient précisé la méthode employée pour parvenir à la valeur indiquée[196].

201. Dans la première tranche, le Comité a examiné au total 509 demandes d'indemnisation C4-VM. Compte tenu du nombre de réclamations incluses dans cette première tranche, le Comité a adopté la méthode suivante : a) classement de tous les véhicules à moteur en fonction de leur marque, de leur modèle et de leur année de mise en circulation; b) examen individuel des éléments de preuve disponibles à l'appui des réclamations; et c) dans le cas des réclamations jugées susceptibles de donner lieu à indemnisation, fixation de la valeur des pertes en fonction d'une table normalisée d'évaluation des véhicules à moteur établie à ces fins. Cependant, le Comité prévoyait que cette méthode pourrait faire l'objet de modifications lors de l'examen des tranches ultérieures pour faciliter le règlement accéléré des réclamations concernant les véhicules à moteur.

i) Questions et critères pertinents

202. Le Comité a recensé et examiné trois types de questions ayant trait à l'évaluation et au règlement des réclamations relatives aux véhicules à moteur comprises dans la première tranche. Il s'agissait de déterminer : a) si le requérant était propriétaire du véhicule; b) si la perte était avérée; et c) si cette perte était liée à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Dès lors qu'une réclamation satisfaisait à ces critères permettant d'établir le caractère indemnisable de la perte, elle pouvait faire l'objet d'une évaluation.

a. Matérialité de la propriété

203. Le Comité a jugé que les requérants produisant une forme ou une autre de pièce officielle telle qu'attestation d'assurance automobile, pièce d'immatriculation du véhicule, attestation de retrait de l'immatriculation, rapport de police, etc., pourraient être considérés comme ayant fourni la preuve qu'ils étaient effectivement propriétaires du ou des véhicules auxquels lesdites pièces se rapportaient. Cela étant, il a également estimé que, dans certaines circonstances, des pièces justificatives ayant une valeur probante moindre pouvaient suffire. En particulier, il a considéré que des requérants non koweïtiens pouvaient établir la matérialité de la propriété des véhicules s'ils produisaient un formulaire de réclamation donnant la marque ou le modèle pour chacun des véhicules, ainsi que leur numéro d'enregistrement ou d'immatriculation et leur coût ou leur valeur d'origine[197].

b. Matérialité de la perte et lien de causalité

204. Compte tenu de tous les éléments, notamment le fait qu'il n'avait pas été demandé aux requérants de préciser comment la perte s'était produite, le Comité

a retenu plusieurs postulats pour s'assurer de la réalité de la perte et du lien de causalité. Il a décidé que, dans le cas d'une demande d'indemnisation pour perte totale ou vol d'un véhicule, le préjudice invoqué par le requérant pouvait être considéré comme lié à l'invasion si ledit véhicule avait été abandonné en Iraq ou au Koweït. Si rien n'indiquait que le +requérant s'était servi de son véhicule pour quitter l'un de ces pays, on pouvait supposer que le véhicule y avait été laissé. Pour les requérants qui avaient signalé avoir quitté l'Iraq ou le Koweït à bord de leur propre véhicule à moteur, on pouvait considérer qu'il y avait un lien de causalité entre l'invasion et la perte invoquée si le véhicule avait été abandonné dans un pays connu pour avoir servi de point de départ officiel ou officieux pour ceux qui quittaient la région[198].

205. Le Comité a en outre estimé que, dans le cas de réclamations concernant des frais de réparation engagés au Koweït ou en Iraq au cours de la période du 2 août 1990 au 31 août 1991, on pouvait supposer qu'il y avait un lien de causalité entre ces réparations et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Cependant, pour les réparations effectuées après le 31 août 1991, il fallait que le formulaire de réclamation ou les pièces jointes fassent apparaître des circonstances particulières permettant de rattacher les dépenses engagées à des événements qui s'étaient produits durant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, ou qui en résultaient. On pouvait aussi considérer qu'il y avait un lien de causalité entre l'invasion et le coût des réparations que les requérants avaient engagées après le 2 août 1990, du fait de l'usure normale du véhicule, tandis qu'ils se rendaient à leur destination finale à bord de celui-ci[199].

ii) Évaluation des réclamations C4-VM pour perte totale ou vol de véhicule à moteur

206. Compte tenu des différences considérables entre les montants réclamés pour des véhicules ou des catégories de véhicules similaires, du défaut de concordance des informations fournies à des fins d'évaluation par les requérants (marque, modèle et année), des écarts entre les prix d'achat indiqués par les requérants pour des véhicules similaires et du manque de cohérence des documents présentés, le Comité a décidé que, lorsque les voitures avaient été détruites, perdues ou volées du fait de l'invasion iraquienne, le montant de l'indemnité susceptible d'être accordée serait calculé sur la base d'une estimation de la juste valeur commerciale des voitures au 1er août 1990[200]. Pour cette estimation, le Comité s'est fondé sur une table normalisée de la valeur des véhicules à moteur ("Table EVM") établie par l'Office koweïtien d'évaluation des indemnités pour dommages résultant de l'agression iraquienne ("PAAC"), organisme gouvernemental chargé d'administrer le programme relatif aux réclamations koweïtiennes[201]. Le PAAC a donné les valeurs commerciales courantes des véhicules à moteur en fonction de la marque, du modèle et de l'année, applicables au Koweït pour les années 1980 à 1990, déduction faite de l'amortissement pour obtenir la valeur courante des véhicules en août 1990.

207. Pour la première tranche, le Comité a donc décidé que le montant de l'indemnité à accorder serait calculé en comparant les montants réclamés par les requérants considérés comme ayant prouvé la matérialité de la propriété aux valeurs indiquées pour des véhicules correspondants dans la Table EVM. En tout état de cause, l'indemnité ne devait pas dépasser le montant réclamé ou la

valeur correspondante indiquée sur la Table EVM pour le véhicule en question, le montant le plus faible étant retenu[202].

208. Le Comité a évalué les demandes d'indemnisation portant sur des véhicules à moteur uniques en leur genre, tels que des bateaux, en les examinant cas par cas ou en les reclassant parmi les pertes commerciales ou industrielles de la page "C8" du formulaire s'il s'agissait d'un camion, d'une grue ou de tout autre véhicule utilitaire lourd que le requérant avait, selon toute vraisemblance, utilisé dans le cadre de ses activités professionnelles.

iii) Évaluation des réclamations C4-VM pour frais de réparation

209. Le Comité a constaté que les requérants qui avaient présenté des demandes d'indemnisation pour frais de réparation C4-VM étaient souvent davantage en mesure de présenter des pièces justificatives, sous la forme de reçus et de factures. Tenant compte des directives du Conseil d'administration selon lesquelles des éléments de preuve d'une moindre valeur probante pourraient être suffisants dans le cas des réclamations de faible montant, ainsi que de ses propres observations relatives aux caractéristiques des éléments de preuve et aux montants déclarés dans les réclamations, le Comité a adopté les critères ci-après pour fixer le montant de l'indemnisation payable au titre des réclamations pour frais de réparation C4-VM :

a) les réclamations pour frais de réparation ne dépassant pas 500 dollars des États-Unis — que les dépenses aient été engagées au Koweït ou ailleurs — devaient être accompagnées uniquement d'un justificatif de propriété du véhicule à moteur;

b) les réclamations pour frais de réparation compris entre 500 et 2 500 dollars des États-Unis, engagés au Koweït ou ailleurs, devaient être étayées au moins par une déclaration du requérant précisant le détail des dépenses engagées et expliquant les circonstances dans lesquelles la perte avait été subie, faute de quoi l'indemnité accordée au requérant serait de 500 dollars des États-Unis;

c) les réclamations portant sur des frais de réparation supérieurs à 2 500 dollars des États-Unis engagés au Koweït ou ailleurs devaient être étayées par des reçus, factures, justificatifs de vente ou autres preuves directes; dans les cas où le montant réclamé au titre des frais de réparation était supérieur à la valeur du véhicule à moteur indiquée sur la Table EVM, le Comité a considéré qu'il y avait "perte totale" du véhicule et que, de ce fait, le requérant se verrait accorder à titre d'indemnité le plus faible de ces deux chiffres[203].

b) Constatations formulées par le Comité depuis l'examen de la première tranche

i) Réclamations C4-VM pour perte totale ou vol de véhicule à moteur présentées par des requérants non koweïtiens

210. Les réclamations pour pertes C4-VM examinées dans la deuxième tranche ont été introduites dans la base de données de la Commission. Dans le cadre du

processus de saisie des données, la valeur applicable aux véhicules selon la Table EVM a été déterminée lorsque cela était possible et consignée sous la rubrique appropriée pour les réclamations correspondantes. Pour la deuxième tranche, le Comité a donc pris en considération les présomptions réfragables appliquées à la première tranche concernant la matérialité de la perte et son lien de causalité avec l'invasion et l'occupation iraquiennes. Le Comité a également tenu compte, du fait que, lors de l'examen de la première tranche, les requérants non koweïtiens avaient été considérés comme ayant apporté la preuve qu'ils étaient propriétaires du véhicule à moteur dont ils revendiquaient la perte s'ils avaient donné : a) la marque ou le modèle du véhicule, b) son numéro d'immatriculation ou d'enregistrement et c) son prix d'achat ou sa valeur.

211. Chaque critère peut faire l'objet de vérifications électroniques. Depuis l'examen de la deuxième tranche, le Comité a donc appliqué un programme informatique à toutes les réclamations pour pertes C4-VM présentées par des requérants non koweïtiens et répondant au critère de propriété. Il a déterminé le montant de l'indemnisation à verser aux requérants en retenant pour chacun d'eux le moins élevé des trois montants ci-après, à savoir : a) le montant de la perte déclaré sur la page "C4" du formulaire de réclamation; b) la valeur du véhicule selon la Table EVM; ou c) le coût initial ou la valeur d'origine du véhicule indiqué sur la page "C4" du formulaire[204].

ii) Réclamations C4-VM pour perte totale ou vol de véhicule présentées par des requérants koweïtiens

212. Comme on l'a vu, les réclamations des ressortissants koweïtiens ont été présentées à la Commission à la fois sur papier et sur support électronique. Même si le Comité avait, lors de l'examen de la première tranche, estimé que les documents joints à ces réclamations prouvaient la propriété des véhicules, leur valeur n'avait pas été consignée sous les rubriques correspondantes de la Table EVM dans les réclamations présentées sous forme électronique. Les demandes d'indemnisation des ressortissants koweïtiens faisant état de pertes C4-VM n'ont donc pas été incluses parmi les réclamations de la deuxième tranche. Cependant, une opération d'échantillonnage a été réalisée après l'examen de la deuxième tranche pour vérifier si les montants des pertes déclarées étaient conformes aux valeurs de la Table EVM. Les résultats de l'échantillonnage ont confirmé que le montant inscrit sur le formulaire électronique par les ressortissants koweïtiens équivalait à la valeur indiquée sur la Table. Les réclamations C4-VM pour perte totale ou vol de véhicule émanant de requérants koweïtiens ont ainsi été prises en compte pour la première fois dans le cadre de la cinquième tranche[205].

iii) Critères relatifs à l'établissement de la matérialité de la propriété

213. Environ 14 000 réclamations C4-VM n'ont pu être réglées par des moyens électroniques parce qu'elles ne répondaient pas à certains des critères susceptibles de faire l'objet d'un contrôle informatisé de la propriété des véhicules. Le Comité a donc donné pour instruction de procéder à des opérations supplémentaires d´échantillonnage pour déterminer s'il y avait lieu de les rejeter purement et simplement ou s'il suffisait d'affiner les critères de propriété. Les résultats de l'échantillonnage ont montré que : a) rejeter en bloc les réclamations ne serait pas juste pour la plupart des requérants[206] et

b) si la majorité des réclamations ne répondaient pas aux critères de la propriété, c'était simplement que rien n'avait été indiqué à la rubrique "coût initial ou valeur". Un sondage électronique a permis de constater que 71 % des réclamations visées fournissaient un chiffre à la rubrique "montant réclamé" et que celui-ci équivalait au coût initial ou à la valeur du véhicule[207].

214. Vu les résultats du sondage électronique et de l'opération manuelle d'échantillonnage, le Comité a estimé que le critère de propriété pouvait être développé : en l'absence d'indication à la rubrique "coût initial ou valeur", l'information fournie à la rubrique "montant des pertes" suffirait aux fins de la vérification électronique de la propriété du véhicule. Il a également jugé que ce critère affiné devrait s'appliquer aussi bien aux réclamations pour perte ou vol de véhicule à moteur qu'aux réclamations pour frais de réparation. Enfin, le Comité a estimé que les réclamations C4-VM ne satisfaisant pas au critère affiné de contrôle électronique de la matérialité de la propriété ne donneraient pas lieu à indemnisation[208].

iv) Séparation des réclamations pour perte ou vol de véhicule à moteur des réclamations pour réparation de véhicules à moteur

215. Un autre problème de délimitation s'est posé concernant le règlement d'environ 15 000 réclamations C4-VM pour lesquelles le type de perte n'était indiqué ni sur le formulaire sur papier ni dans son équivalent électronique. Les résultats des opérations d'échantillonnage n'ayant guère été concluants, le Comité a estimé qu'un modèle de régression logistique devait être appliqué aux réclamations en question de façon à déterminer s'il fallait classer les pertes dans la catégorie "perte ou vol de véhicule à moteur" ou dans la catégorie "réparations". Après application de ce modèle, environ 14 000 demandes d'indemnisation ont été classées dans la catégorie "perte ou vol de véhicule" et moins de 1 000 dans la catégorie "réparations"[209].

v) Évaluation des véhicules à moteur dont la valeur n'est pas indiquée dans la table EVM

216. Jusqu'à l'examen de la sixième tranche, certaines pertes C4-VM ne se prêtaient pas à un traitement électronique faute de valeur correspondante dans la Table EVM aux fins de comparaison. Un tel état de choses était imputable entre autres aux facteurs suivants : a) la valeur de la Table EVM n'était pas indiquée; b) il y avait une erreur dans le report des données; c) le véhicule ne figurait pas sur la Table EVM; d) il s'agissait d'un véhicule "spécial" comme un camion ou un autobus; e) le véhicule était soit un bateau soit un motocycle; ou f) il n'y avait simplement pas assez d'informations dans le dossier du requérant[210]. Pour la sixième tranche, le Comité a donc adopté une procédure visant à attribuer des valeurs aux pertes C4-VM qui en étaient dépourvues[211]. Exception faite d'un groupe de réclamations C4-VM[212], une valeur a pu être déterminée dans tous les cas.

vi) Méthode adoptée par le Comité en vue du règlement électronique des réclamations C4-VM pour frais de réparation

217. Également à l'occasion de l'examen de la sixième tranche, le Comité a modifié sa méthode antérieure d'évaluation en vue de pouvoir traiter

électroniquement les réclamations C4-VM pour frais de réparation. Compte tenu des méthodes d'évaluation externe utilisées avec succès pour régler un nombre important de réclamations pour pertes C1-argent et C4-effets personnels, le Comité s'est servi d'un modèle de régression linéaire afin d'évaluer les indemnités à recommander au titre des réclamations C4-VM pour frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars des États-Unis. Pour chaque requérant, le montant obtenu à l'aide du modèle a été comparé au montant réclamé et à la valeur du véhicule correspondant figurant sur la Table EVM. Pour autant que la réclamation réponde au critère de propriété, les montants recommandés à titre d'indemnisation ont été fixés comme suit :

a) les requérants ayant présenté une réclamation C4-VM portant sur des frais de réparation allant jusqu'à 500 dollars des États-Unis ont reçu le montant réclamé;

b) les requérants ayant présenté une réclamation C4-VM portant sur des frais de réparation supérieurs à 500 dollars des États-Unis ont reçu :

i) le montant résultant de l'application du modèle de régression linéaire mis au point pour régler les réclamations C4-VM pour réparations;

ii) le montant fixé par comparaison du résultat de l'application du modèle avec le montant réclamé par le requérant et la valeur EVM objective du véhicule correspondant; ou

iii) le moins élevé des trois montants, à condition qu'il ne soit pas inférieur à 500 dollars des États-Unis. Au cas où le montant obtenu à l'aide du modèle était inférieur à 500 dollars des États-Unis, le requérant a reçu 500 dollars des États-Unis[213].

vii) Méthode adoptée par le Comité en vue de régler les réclamations C4-VM pour perte de bateaux ou de motocycles

a. Méthode applicable aux réclamations C4-VM pour perte de bateaux ou de motocycles présentées par le Koweït

218. Le Comité a estimé que les réclamations C4-VM pour perte de bateaux et de motocycles soumises par le Koweït au nom de ses ressortissants étaient dans l'ensemble dûment étayées, ce qui cadrait grosso modo avec le fait que les réclamations C4-VM émanant de Koweïtiens étaient généralement bien présentées. De surcroît, tous les requérants koweïtiens de l'échantillonnage satisfaisaient au critère de propriété. Le Comité a pris en considération les précautions générales et les méthodes adoptées par le PAAC à l'égard des réclamations C4-VM, tout comme les efforts qu'il déclarait avoir déployés pour parvenir à des estimations raisonnables de la valeur des "véhicules" faisant l'objet desdites réclamations[214]. Le Comité a donc jugé que ces estimations avaient une valeur suffisamment probante. Pour autant que les réclamations pour perte de bateaux et de motocycles présentées par des ressortissants koweïtiens répondent au critère de propriété, le Comité a considéré qu'elles ouvraient droit à indemnisation pour un montant équivalant au "montant réclamé" ou au "coût initial" indiqué sur la page "C4" du formulaire, le moins élevé des deux étant retenu.

b. Méthode applicable aux réclamations C4-VM pour perte de bateaux et de motocycles présentées par d'autres pays que le Koweït

219. Contrairement au cas des requérants koweïtiens, aucune conclusion générale concernant le volume et la qualité des pièces justificatives n'a pu être dégagée au vu du nombre relativement faible de réclamations présentées par des ressortissants d'autres pays au titre de la perte de bateaux et de motocycles. Le Comité a envisagé de comparer les réclamations déposées à ce sujet par des non-Koweïtiens et celles soumises par des Koweïtiens en vue de déterminer si les valeurs déclarées pouvaient être vérifiées de cette façon. Cependant, après un examen individuel des réclamations en question, il a jugé impossible de procéder à une comparaison de ce type, en partie parce que les descriptifs semblaient très différents, les bateaux étant souvent adaptés aux exigences du client. Le Comité a en outre considéré que, même si cette opération de comparaison pouvait effectivement être effectuée, il n'en restait pas moins que les requérants, dans leur grande majorité, n'auraient pas satisfait aux critères de vérification électronique de la matérialité de la propriété et, en tout état de cause, n'auraient donc pas été indemnisés.

220. Les requérants non koweïtiens étant de fait incapables de bénéficier d'une indemnisation au titre de la perte de bateaux et de motocycles selon la formule C4-VM, le Comité a estimé qu'ils devaient récupérer une partie au moins des montants réclamés pour les biens en question. Il a donc chargé le secrétariat de reclasser ces pertes C4-VM parmi les pertes C4-effets personnels en vue de les redistribuer, s'il y avait lieu, conformément à la méthode appliquée en la matière aux pertes C4-effets personnels[215]. Concernant ces pertes, le secrétariat a donc procédé au reclassement demandé et, le cas échéant, a redistribué les montants correspondants entre les différents éléments de perte C4-effets personnels.

c) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C4-VM de la septième tranche

221. La septième tranche comprend 17 877 réclamations faisant état de pertes C4-VM. Sur ce nombre, 15 515 ont fait l'objet d'une recommandation d'indemnisation, tandis qu'aucune indemnisation n'est recommandée dans le cas des 2 362 autres. Pour l'ensemble du programme relatif aux réclamations de la catégorie "C", il est recommandé, sur un total de 43 125 pertes C4-VM, d'en indemniser 39 687 et de ne pas en indemniser 3 428 autres.

E. Pertes de type "C5" : pertes de comptes bancaires, titres et autres valeurs

222. Dans la première tranche, le Comité a examiné au total 389 réclamations pour perte de comptes bancaires, titres et valeurs, dont 376 concernant des comptes au Koweït, cinq des comptes en Iraq et huit des titres et autres valeurs.

1. Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires ("C5-CB")

223. Les circonstances dans lesquelles se sont produites les pertes de comptes bancaires au Koweït sont dûment documentées et décrites par des sources extérieures. À compter du 6 août 1990, la plupart des banques du Koweït sont restées fermées pour toute la durée de l'invasion : les avoirs ont été gelés et les agences n'ont pu accéder aux dossiers pour se renseigner sur les fonds déposés dans ce pays. Les informations relatives aux opérations bancaires en Iraq durant l'invasion et l'occupation sont moins complètes, mais il semble que les banques iraquiennes aient continué à fonctionner jusqu'à la veille de l'offensive des forces armées de la coalition alliée en janvier 1991. Leurs agences à l'étranger ont toutefois été soumises aux mesures d'embargo et de gel des avoirs imposées par l'ONU à compter du 6 août 1990.

224. À la suite du retrait des troupes iraquiennes du Koweït, les banques qui opéraient dans ce pays ont repris certaines de leurs activités à partir du 24 mars 1991. Les retraits bancaires ont fait l'objet de restrictions jusqu'au 3 août 1991. Après la levée des restrictions touchant les retraits, tous les titulaires de comptes bancaires ont pu retirer librement des fonds. Dans le cas des étrangers qui n'étaient pas rentrés au Koweït, le Gouvernement koweïtien a, par l'intermédiaire de la Banque centrale du Koweït, adopté des mesures afin que les bénéficiaires de comptes puissent disposer librement des fonds déposés.

225. Les banques iraquiennes et leurs agences restent au contraire soumises aux sanctions et à l'embargo économique imposés par l'ONU en application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, aux sanctions nationales appliquées par certains pays conformément à cette résolution et aux dispositions de diverses lois iraquiennes. En conséquence, les personnes qui ne résident plus en Iraq ont encore des difficultés pour accéder à leurs comptes auprès des banques iraquiennes, quand cela ne leur est pas impossible[216].

a) Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires au Koweït

226. Compte tenu des mesures mises en place par la Banque centrale du Koweït pour permettre aux requérants d'accéder aux fonds déposés auprès de banques koweïtiennes, et vu que les requérants tirant parti de ces procédures pouvaient récupérer leurs fonds, le Comité a jugé, lors de l'examen de la première tranche, que les réclamations relatives à des dépôts de ce type ne donnaient pas lieu à une indemnisation de la part de la Commission[217]. Il a réaffirmé ces conclusions en examinant la deuxième tranche[218]. Pour ces deux tranches, le Comité a demandé au secrétariat de transmettre les listes des requérants concernés, par l'intermédiaire du Gouvernement koweïtien, à la Banque centrale du Koweït. Cette procédure a donc été suivie pour chacune des tranches de réclamations de la catégorie "C"[219].

b) Réclamations pour pertes concernant des comptes bancaires en Iraq

i) Constatations du Comité concernant la première tranche

227. Dans le cas des réclamations portant sur des comptes détenus auprès de banques iraquiennes, le Comité a examiné et réglé chaque réclamation individuellement. Les requérants ont, en général, déclaré soit que le Gouvernement iraquien refusait d'autoriser le transfert des fonds déposés sur leurs comptes dans des banques iraquiennes, soit que les banques n'avaient pas répondu à leurs demandes de retrait. En examinant les cinq réclamations présentées, le Comité a tenu essentiellement compte des pièces justificatives fournies par les requérants à l'appui de leurs réclamations, des circonstances spécifiques sur lesquelles reposaient les réclamations, du fait qu'on a peu d'informations sur les opérations bancaires en Iraq après le 2 août 1990 et des principes généraux appliqués en matière de pratiques bancaires internationales. Dans le cadre de la première tranche, le Comité n'a donc pas établi de critères généraux pour cet élément de perte[220].

ii) Jurisprudence établie par la Commission depuis l'examen de la première tranche

228. Depuis l'examen de la première tranche, d'autres comités de commissaires ont examiné diverses questions se rapportant aux fonds virés par l'intermédiaire de banques iraquiennes ou déposés sur des comptes bancaires en Iraq. Concernant les réclamations de travailleurs égyptiens, le comité compétent a été saisi de la question du non-rapatriement par l'Iraq des fonds déposés sur des comptes bancaires iraquiens après le 2 août 1990 par des travailleurs égyptiens qui souhaitaient en virer l'équivalent en dollars des États-Unis sur des banques égyptiennes pour subvenir aux besoins de leurs familles restées en Égypte. Ce comité a constaté que, si les salaires des travailleurs étaient déposés sur des banques iraquiennes et que ces fonds pouvaient être retirés à tout moment, les banques iraquiennes étaient tenues d'en virer l'équivalent en dollars en vertu d'un accord conclu avec des banques en Égypte[221].

229. En revanche, le Comité de commissaires chargé d'examiner les réclamations "E2" ("le Comité 'E2'") a estimé, au sujet d'une réclamation portant sur la perte de jouissance d'avoirs financiers déposés auprès d'établissements financiers iraquiens, que cette perte ne donnait pas lieu à indemnisation[222]. Le requérant avait quitté l'Iraq à la suite de l'invasion et de l'occupation. Les fonds se trouvant sur le compte n'ont pas été expropriés, enlevés, volés ou détruits, mais n'ont pu être utilisés par le requérant hors d'Iraq. Le Comité "E2" a fait une distinction entre cette réclamation et celles dont était saisi le comité chargé d'examiner le cas des travailleurs égyptiens : il a constaté que les fonds déposés sur le compte du requérant "E2" n'étaient, d'entrée de jeu, ni transférables ni convertibles. Le requérant entendait utiliser ce compte pour financer ses activités en Iraq, alors que, dans le cas des réclamations des travailleurs égyptiens, ceux-ci entendaient virer systématiquement leurs fonds en Égypte en dollars des États-Unis.

iii) Constatations du Comité concernant la septième tranche

230. L'examen ultérieur de réclamations concernant des pertes C5-CB en Iraq a fait apparaître une tendance identique à celle observée par le Comité dans la première tranche. Les requérants se trouvaient généralement soit dans la situation des travailleurs égyptiens, soit dans celle du requérant "E2" susmentionné. Dans le premier cas, les requérants supposaient a priori que leur salaire serait transféré dans leur pays d'origine. Dans le second, les intéressés avaient déposé des fonds sur leurs comptes en Iraq dans l'espoir de les utiliser pour financer leurs dépenses courantes et leurs activités dans ce pays.

a. Matérialité de la propriété

231. Avant de se prononcer sur le caractère indemnisable ou non des pertes C5-CB subies en Iraq, le Comité a décidé que les réclamations correspondantes devaient satisfaire aux critères fondamentaux de la propriété, de la matérialité de la perte et du lien de causalité. S'agissant de prouver leur droit de propriété, les requérants devaient avoir : a) indiqué leur nom en tant que titulaire du compte; b) communiqué le nom de leur banque en Iraq; c) mentionné le numéro du compte; et d) indiqué les dates auxquelles ils avaient essayé d'effectuer des retraits ou des envois de fonds. Pour déterminer si les requérants satisfaisaient à ces critères, des contrôles électroniques ont été opérés dans la base de données. En outre, des échantillons de réclamations ont été examinés individuellement.

232. Sur environ 2 800 réclamations de la catégorie "C" contenant cet élément de perte, plus de 1 800 émanaient de requérants originaires d'Égypte. L'examen de l'échantillonnage de réclamations soumises par ce pays a montré que celles concernant des pertes C5-CB en Iraq correspondaient, dans leur grande majorité, à une mention erronée. En outre, les requérants égyptiens ayant présenté les réclamations relativement peu nombreuses jugées valables avaient apporté la preuve, non pas de la propriété des comptes, mais du non-virement de fonds à rapatrier, à savoir le sujet traité par la réclamation dite "des travailleurs égyptiens". Pour le Comité, il s'agissait de savoir si les requérants en question n'avaient pas déjà été inclus dans celle-ci. Comme il n'était pas possible de procéder à des vérifications par recoupement entre les requérants individuels de la catégorie "C" et ceux regroupés dans la réclamation collective des travailleurs égyptiens, de façon à exclure totalement la possibilité que des réclamations soient présentées en double, le Comité a décidé que les réclamations concernant des pertes C5-CB en Iraq, soumises par l'Égypte n'ouvraient pas droit à réparation.

233. Les réclamations restantes ont toutes été examinées individuellement. Dans la mesure où les renseignements pertinents pouvaient être vérifiés au vu du formulaire de réclamation ou des pièces jointes, il a été jugé que les requérants avaient satisfait au critère de propriété. Cependant, bon nombre de requérants ayant invoqué des pertes C5-CB en Iraq ont été exclus à ce stade préliminaire de la procédure.

b. Matérialité de la perte et lien de causalité

234. À la page "C5" du formulaire de réclamation, les requérants devaient — outre les renseignements relatifs à leurs droits de propriété — indiquer le type de compte en cause. Le Comité a décidé que, lorsqu'un compte était qualifié de compte de "virement", on pouvait présumer que le requérant supposait a priori que ses fonds seraient rapatriés de ce compte vers son pays d'origine. À l'inverse, le Comité a considéré qu'un compte dit de "dépôt" était en principe utilisé par le requérant pour financer ses dépenses courantes ou ses frais professionnels en Iraq. Cependant, la plupart des requérants n'ont pas indiqué le type de compte dont il s'agissait. Même lorsqu'ils l'ont fait, il semble qu'il y ait eu une confusion entre comptes de dépôt et comptes de virement. Il a donc fallu déterminer au stade de l'examen si les comptes servaient à transférer des fonds. Compte tenu de l'argumentation du Comité "E2", le Comité "C" a considéré que les comptes de "dépôt" ne donnaient pas lieu à indemnisation. Par conséquent, seuls ceux qualifiés de comptes de "virement" ont été pris en considération aux fins d'une indemnisation.

235. Cela étant, le Comité a également jugé deux autres éléments indispensables pour qu'une réclamation concernant des pertes C4-CB en Iraq soit considérée comme indemnisable. Premièrement, il fallait que l'intéressé ait tenté de retirer ou de virer des fonds entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991. Deuxièmement, la réclamation devait faire ressortir un mode de transfert systématique des fonds, soit que l'intéressé fasse partie d'un groupe de requérants qui transféraient habituellement et régulièrement de petites sommes dans leur pays d'origine[223], soit que le dossier contienne des pièces justificatives attestant qu'il est en droit de le faire. Si le requérant avait effectivement apporté la preuve de modalités de transfert de ce type, le Comité pouvait supposer que le non-virement des sommes en cause était directement lié à l'invasion et à l'occupation.

236. À cet égard, le Comité a demandé au secrétariat d'effectuer des recherches sur les régimes applicables en matière de rapatriement de fonds. Le secrétariat s'est concentré sur les sept pays ci-après : Bangladesh, Inde, Jordanie, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Tunisie[224]. Ces recherches ont permis de constater que, si les groupes de requérants en question procédaient effectivement à des rapatriements de salaires, il arrivait également que bon nombre de transferts de ce type soient effectués de façon informelle et sporadique plutôt qu'officiellement et régulièrement. De surcroît, l'examen des dossiers de réclamation a montré que certains requérants employés en Iraq avaient le droit de faire systématiquement transférer dans leur pays d'origine un pourcentage de leur rémunération mensuelle. Le Comité a relevé à cet égard que, dans la majorité des cas, ces requérants ne faisaient pas état de pertes de salaire à la page "C6" du formulaire.

iv) Évaluation des réclamations ouvrant droit à indemnisation au titre de pertes C5-CB en Iraq

237. Compte tenu de l'ensemble de ces constatations, du nombre relativement restreint de requérants satisfaisant à la totalité des critères d'indemnisation et du fait que les groupes de requérants le plus largement représentés comptaient parmi les plus touchés par l'invasion et l'occupation du Koweït, le

Comité a décidé de recommander un dédommagement sur la base du montant des virements mensuels moyens par groupe national de requérants. Étant donné qu'un multiplicateur de sept était appliqué aux pertes C6-salaires, le Comité a estimé que l'évaluation des pertes indemnisables C5-CB subies en Iraq devait être fondée sur le moins élevé des deux chiffres ci-après, à savoir : a) le montant réclamé par le requérant ou b) le montant des virements mensuels moyens, auquel serait appliqué un multiplicateur de sept.

v) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C5-CB en Iraq de la septième tranche

238. La présente tranche comprend 2 266 réclamations concernant des pertes C5-CB en Iraq. Le Comité a recommandé de verser une indemnité dans le cas de 90 d'entre elles et de ne pas accorder d'indemnisation dans le cas de 2 176 autres. Compte tenu des cinq réclamations examinées dans le cadre de la première tranche, le Comité a réglé au total 2 181 demandes d'indemnisation pour pertes C5-CB subies en Iraq.

2. Réclamations pour pertes concernant des titres ou autres valeurs ("C5-TAV")

a) Constatations du Comité concernant la première tranche

239. À la page "C5" du formulaire de réclamation, les requérants sont priés d'indiquer le nom de l'établissement émetteur des titres et autres valeurs en cause, leur quantité, leur valeur au 1er août 1990 et le montant de la perte. En examinant les huit pertes C5-TAV de la première tranche, le Comité a estimé qu'en raison du nombre limité des réclamations de ce type comprises dans la première tranche, de leur diversité et de l'absence de décisions spécifiques du Conseil d'administration à ce sujet, chaque réclamation devait être analysée individuellement. Il a cependant formulé des conclusions générales applicables aux tranches ultérieures.

i) Matérialité de la propriété

240. Le Comité a décidé que, pour établir leurs droits de propriété, les requérants devaient avoir présenté des copies de certificats délivrés par les établissements dans lesquels ils avaient placé leur argent ou par l'intermédiaire desquels ils avaient réalisé leurs placements, ainsi que la correspondance échangée avec ces établissements concernant le mode de règlement proposé. Dans le cas d'effets au porteur tels que des chèques, les requérants devaient en faire parvenir une copie à leur ordre.

ii) Matérialité de la perte et lien de causalité

241. Le Comité a estimé que les requérants devaient prouver qu'ils avaient perdu les titres et autres valeurs faisant l'objet de leur réclamation, en communiquant toute correspondance échangée avec l'établissement émetteur dans lequel ou par l'intermédiaire duquel ils avaient effectué leurs placements. Cette correspondance devait faire état de la perte des placements en cause. Le Comité a considéré que des déclarations personnelles étaient suffisantes pour démontrer la cause de la perte. Cependant, le requérant devait prouver qu'il

avait directement subi le préjudice invoqué et qu'il ne s'agissait pas d'une perte indirecte, comme dans le cas de la moins-value d'actions ou de placements imputable au fait que l'entreprise dans laquelle il avait investi avait elle-même subi des pertes en raison de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

242. Le Comité a en outre jugé que, sous réserve que soit apportée la preuve de la propriété et de la valeur des titres, la perte de papiers au porteur constituait une perte de titres ouvrant droit à indemnisation[225]. En pareil cas, les requérants étaient tenus de préciser comment la perte s'était produite.

b) Jurisprudence établie par la Commission depuis l'examen de la première tranche

243. Le Comité "D" a examiné des réclamations pour perte de titres et autres valeurs dans le cadre de la première partie de la deuxième tranche des réclamations de ce type[226]. Il a rejeté trois réclamations relatives à des investissements en actions au Koweït, notamment parce que les requérants avaient déjà accepté un règlement concernant la moins-value de leurs placements[227].

c) Constatations du Comité concernant les pertes C5-TAV de la septième tranche

244. On comptait environ 1 800 réclamations de la catégorie "C" faisant état de pertes C5-TAV au moment où l'examen de cet élément de perte a débuté. Les requérants demandant à être indemnisés pour des pertes de ce type provenaient essentiellement de la Jordanie, de l'Égypte, de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh. Des opérations d'échantillonnage ont donc été réalisées pour ces groupes de requérants. Les contrôles effectués ont permis de constater que, dans la majorité des cas, les données consignées à la rubrique C5-TAV l'étaient à mauvais escient[228]. Il s'agissait le plus souvent de pertes telles que : disparition ou vol de sommes d'argent ou d'or, opérations de change forcées, loyer payé d'avance, versement de redevances à titre de caution pour des services de téléphone ou d'approvisionnement en électricité, cotisations aux caisses de retraite et autres prestations liées à l'emploi, etc. La plupart des demandes d'indemnisation étaient, en général, à reclasser parmi d'autres éléments de perte (C4-effets personnels, notamment, et C6-salaires).

245. Lorsque des effets au porteur tels que des chèques étaient présentés, le Comité a considéré le type de chèque (chèque de banque, par opposition à un chèque personnel émis à l'ordre d'un tiers) et la date à laquelle il avait été établi comme des éléments déterminants. Si le chèque avait été émis peu de temps avant ou après le 2 août 1990, on pouvait présumer que son caractère non négociable était directement lié à l'invasion et à l'occupation du Koweït[229]. S'agissant d'effets au porteur, les montants C5-TAV se rapportaient dans un certain nombre de cas aux activités commerciales des requérants et ont donc été reclassés parmi les pertes commerciales ou industrielles C8 ou ajoutés aux montants déjà portés à la page C8 du formulaire. Cependant, quelques pertes C5-TAV valides et susceptibles d'être indemnisées ont été repérées parmi les réclamations de l'échantillon et, le cas échéant[230], ont fait l'objet d'une recommandation d'indemnisation dans la mesure où leur évaluation était étayée par des pièces justificatives.

246. Il n'a pas été possible de formuler des conclusions générales au sujet des réclamations ne faisant pas partie de l'échantillon. Cependant, vu que les résultats de l'échantillonnage ont fait apparaître que les requérants avaient généralement subi des pertes pécuniaires — indépendamment de la façon dont elles étaient décrites — et que ces pertes pouvaient, dans leur majorité, être reclassées parmi les pertes C4-effets personnels, le Comité a jugé que, dans le cas des ressortissants de la Jordanie, du Pakistan et du Bangladesh qui n'avaient pas déjà demandé une réparation pour des pertes C4-effets personnels, le montant réclamé au titre de pertes C5-TAV devait être rangé parmi les pertes C4-effets personnels et indemnisé selon la méthodologie applicable.

247. Les réclamations pour pertes C5-TAV ont été examinées individuellement dans les cas où elles émanaient d'autres pays que la Jordanie, l'Égypte, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Elles ont fait apparaître dans une large mesure les mêmes tendances que dans le cas des principaux contingents de réclamations et, s'il y avait lieu, les pertes C5-TAV ont donc fait l'objet d'un reclassement, mais certaines ont néanmoins été considérées comme valides et indemnisables. Chaque perte de ce type a été traitée en tenant compte des moyens de preuve présentés et évaluée en fonction des pièces justificatives produites à l'appui de la réclamation.

d) Réclamations de la septième tranche concernant des pertes C5-TAV

248. Le Comité a ainsi examiné et réglé toutes les réclamations faisant état de pertes C5-TAV, soit en les assimilant à d'autres éléments de perte, soit en les traitant comme telles. Sur les 1 392 cas de pertes C5-TAV compris dans la septième tranche, le Comité a recommandé d'indemniser intégralement ou partiellement 102 réclamations et n'a recommandé aucune indemnisation dans le cas de 1 290 réclamations. Compte tenu des huit réclamations comprises dans la première tranche, le Comité a réglé au total 1 400 réclamations pour pertes C5-TAV.

F. Pertes de type "C6" : pertes de revenu, de salaire ou de subsides

249. Conformément à la décision 1, des réclamations peuvent être déposées pour perte de salaire ou de subsides et autres pertes relatives à l'emploi. En outre, en vertu de la décision 8, les requérants peuvent présenter une réclamation pour PPM résultant de la privation de toutes ressources économiques au point de menacer gravement leur survie et celle de leur conjoint, de leurs enfants ou de leurs ascendants au premier degré, dans les cas où ils n'auraient bénéficié d'aucune assistance de leur gouvernement ou d'une autre source. Toutes les pertes relatives à l'emploi peuvent être portées sur la feuille "C6" du formulaire de réclamation. Cependant, mis à part les réclamations relatives aux subsides liés à l'emploi et au PPM qui ont été examinées dans la première tranche, jusqu'à la septième tranche, le Comité s'est concentré sur des questions relatives aux pertes de salaire et autres revenus.

1. Pertes de salaires et autres revenus (pertes "C6-salaires")

a) Conclusions du Comité concernant la première tranche

250. Au cours de ses délibérations sur les pertes de salaires et autres revenus ("C6-salaires"), le Comité a examiné la composition de la nombreuse main-d'oeuvre étrangère qui, tant en Iraq qu'au Koweït, se caractérisait par une très grande diversité de nationalités et de cultures ainsi que de niveaux d'instruction et de niveaux professionnels[231]. Au total, le Comité s'est penché sur 1 092 réclamations relatives aux pertes de salaires et 524 réclamations relatives à d'autres pertes liées à l'emploi dans la première tranche.

251. Sur la feuille "C6" du formulaire de réclamation, les requérants étaient invités à inscrire certains renseignements essentiels liés à leur emploi, qui devaient permettre de vérifier la réalité de cet emploi et la valeur des pertes subies. Il leur était demandé d'indiquer s'ils avaient un contrat de travail et quels étaient le nom de leur employeur ou de la société pour laquelle ils travaillaient, leur numéro matricule d'employé, l'adresse et le numéro de téléphone de leur ancien employeur et la période pendant laquelle ils avaient été employés. Ils étaient aussi invités à indiquer leur salaire mensuel avant l'invasion.

252. En ce qui concerne ce dernier point, cependant, et conformément à la pratique en matière d'emploi en Iraq et au Koweït, un grand nombre de requérants ont englobé dans le montant réclamé non seulement l'élément salaire ou traitement de leur revenu, mais aussi l'élément allocations et prestations. Les requérants qui ont distingué l'élément salaire de leur rémunération ont généralement réclamé le paiement de leurs allocations et prestations séparément dans les cases "Divers" ou même "Subsides" du cadre du formulaire réservé aux pertes liées à l'emploi. C'est pourquoi, si le requérant n'avait pas indiqué la décomposition précise des éléments de sa réclamation dans une déclaration ou si ces renseignements ne pouvaient être déterminés à partir des pièces fournies à l'appui de la réclamation, le Comité n'a généralement pas pu déterminer quels éléments de la rémunération étaient inscrits dans la case du salaire mensuel ou annuel antérieur à l'invasion.

253. Le Comité a noté que les réclamations relatives à l'emploi portaient sur des types de pertes très différentes, souvent dues à des faits très différents et qui soulevaient des questions de droit et d'évaluation spécifiques à l'élément de perte considéré. Considérant que ces pertes étaient parmi les réclamations les plus complexes et les plus variées que le Comité ait à traiter et qu'elles ne se prêtaient pas facilement à un traitement en série, le Comité a adopté une méthode consistant a) à examiner un échantillon de réclamations; b) à utiliser des données statistiques concernant le profil général des preuves et les sommes réclamées; c) à procéder à une étude détaillée de la législation en matière d'emploi ainsi que des normes internationales et des faits relatifs aux pratiques de l'emploi en Iraq et au Koweït; enfin d) à appliquer par des moyens informatiques une formule d'indemnisation basée sur tous les facteurs considérés[232].

i) Preuve du fait de l'emploi

254. Le Comité a d'abord examiné si les requérants avaient établi le fait de leur emploi en Iraq ou au Koweït, ou encore dans un pays tiers. Il a tenu compte du fait que la grande majorité des requérants avaient présenté des renseignements qui pouvaient être vérifiés, qu'ils avaient présenté des pièces confirmant leur emploi (permis ou visa de travail, carte d'identification d'employé, carte d'identité civile) et qu'ils n'auraient pu résider légalement au Koweït sans avoir un répondant, la plupart du temps un employeur. Le Comité a aussi jugé qu'il était raisonnable de présumer que la plupart des expatriés qui résidaient en Iraq avant l'invasion vivaient dans ce pays principalement pour y exercer une activité rémunérée. Ainsi, le Comité a conclu que si un requérant avait établi le fait de sa résidence en Iraq ou au Koweït avant l'invasion et fourni au moins quelques renseignements confirmant le fait de son emploi, ce requérant avait prouvé qu'il était effectivement employé en Iraq ou au Koweït[233].

ii) Preuve du lien de causalité avec l'invasion et l'occupation

255. Le Comité a jugé que dans la mesure où un requérant avait établi qu'il résidait au Koweït ou en Iraq lors de l'invasion, il était probable que ses pertes avaient directement résulté des événements causés par l'invasion et l'occupation du Koweït. Par conséquent, sauf preuve contraire, il convenait d'appliquer la présomption générale selon laquelle les pertes subies par un tel requérant au titre de son emploi étaient directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Toutefois, le Comité a aussi estimé que les requérants qui étaient employés ailleurs qu'en Iraq ou au Koweït ne pouvaient bénéficier de la même présomption[234].

iii) Évaluation des réclamations donnant lieu à indemnisation au titre des pertes C6-salaires

256. Ayant admis que les requérants bénéficiaient de présomptions générales quant au fait de leur emploi et des pertes en relation avec cet emploi résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, le Comité a aussi déterminé que tous les requérants de la première tranche pouvaient être réputés avoir prouvé leur salaire ou leur revenu mensuel ou annuel, selon les termes de la décision 1[235]. Cependant, le Comité n'a pas pu faire la même détermination en ce qui concerne les éléments de preuve étayant les pertes liées à l'emploi. Même dans les cas où le requérant avait fourni des pièces et des éléments de preuve appropriés, ceux-ci étaient souvent insuffisants pour corroborer le montant réclamé ou étayer les divers éléments sur lesquels reposait ce montant, les pièces fournies ne prouvant que l'un des aspects de la perte. Le Comité a donc décidé qu'il ne pouvait se fier aux pièces fournies pour évaluer les pertes.

257. Le Comité a donc examiné diverses normes et divers précédents au niveau international ainsi que les législations koweïtienne et iraquienne applicables. Il a estimé que le revenu qu'un requérant touchait avant l'invasion reflétait toutes sortes de facteurs liés à l'emploi, dont la partie qui restait à courir d'un contrat de durée déterminée, la rémunération non versée, les allocations et prestations, les congés payés, la prime de fin d'année et d'autres primes, les

paiements tenant lieu de préavis de licenciement, les indemnités de licenciement et les indemnités et primes de fin de service. Comme il n'était guère envisageable d'examiner manuellement chaque réclamation pour perte de revenus, le Comité a pensé qu'il faudrait prendre comme point de départ pour déterminer le montant de l'indemnisation à recommander en l'espèce le revenu mensuel que les requérants déclaraient toucher avant l'invasion. Il a aussi noté qu'un tel montant devrait tenir compte des mesures prises par les requérants pour atténuer les pertes subies[236].

258. Par conséquent, compte tenu des divers critères et de l'importance relative de chacun d'eux, le Comité a décidé qu'il convenait, pour déterminer le montant de l'indemnisation à verser pour perte de salaire, d'appliquer un multiplicateur de sept au salaire ou au revenu mensuel indiqué par le requérant. En outre, lorsque le requérant avait présenté une réclamation séparée pour d'autres pertes liées à l'emploi, le montant correspondant a été intégré au calcul de l'indemnisation à lui accorder pour perte de salaire[237].

b) Évolution de la méthode C6-salaires depuis la première tranche

i) Limitation du résultat obtenu par application du multiplicateur dans les réclamations pour pertes C6-salaires en ce qui concerne les salaires mensuels antérieurs supérieurs à 750 dollars des États-Unis

259. La méthode d'évaluation établie par le Comité en ce qui concerne les réclamations C6-salaires de la première tranche plafonnait l'indemnisation des requérants aux revenus les plus élevés en leur attribuant le plus faible des deux montants suivants : soit celui résultant de l'application du multiplicateur de sept, soit celui correspondant au total des pertes C6-salaires déclarées[238]. Sachant cependant qu'un grand nombre de réclamations pour pertes liées aux traitements et aux salaires avaient été déposées au titre de la catégorie "C", le Comité a indiqué qu'il reverrait la méthodologie ainsi mise au point à la lumière des éléments de preuve et des autres caractéristiques que présenteraient les réclamations de cette nature dans les tranches à venir[239].

260. En conséquence, dans l'examen des pertes C6-salaires de la deuxième tranche, le Comité s'est livré à une analyse approfondie pour s'assurer du niveau de preuve apporté à l'appui des réclamations C6-salaires, évaluer le bien-fondé du multiplicateur de sept et déterminer s'il était justifié de modifier le plafond fixé pour l'indemnisation. Ainsi, sur la base de l'analyse d'un ensemble de données statistiques composé de 60 374 réclamations C6-salaires, émanant de tous les gouvernements et organisations intéressés, le Comité a pu tirer des conclusions sur l'ensemble de la population de réclamations C6-salaires.

261. Le Comité a estimé que près de 60 % des requérants inclus dans l'ensemble de données touchaient un revenu mensuel inférieur à 750 dollars des États-Unis, que plus de 92 % des requérants de l'ensemble de données avaient soumis quelque élément de preuve à l'appui de leur réclamation en sus du formulaire, que plus le revenu du requérant était élevé, plus en général les preuves étaient de qualité appréciable, et que de nombreux requérants du groupe de faible revenu avaient eu apparemment beaucoup de mal à déclarer leurs pertes à ce sujet. Malgré cela, beaucoup avaient présenté des éléments probants. En outre,

les résultats de l'échantillonnage donnaient à penser que la norme d'évaluation du Comité était non seulement efficace, mais qu'elle constituait aussi une indication raisonnable et équitable des pertes de revenu des requérants. Cependant, compte tenu de la répartition des revenus mensuels et des montants réclamés dans l'échantillon, le Comité a jugé bon de plafonner l'indemnisation des requérants disposant d'un revenu mensuel supérieur au revenu minimum de 750 dollars des États-Unis.

262. Le Comité a ainsi déterminé, dans la deuxième tranche, que ceux des requérants qui répondaient aux critères d'indemnisation au titre des pertes C6-salaires et qui, avant l'invasion, bénéficiaient d'un revenu mensuel supérieur à 750 dollars des États-Unis, recevraient le plus bas des deux montants considérés, à savoir soit a) celui résultant de l'application du multiplicateur de sept à leurs revenus mensuels, soit b) celui correspondant à la somme totale des pertes de revenu déclarées. Vu les difficultés que de nombreux requérants qui gagnaient au plus 750 dollars des États-Unis par mois et qui comptaient parmi les travailleurs les moins bien rémunérés d'Iraq et du Koweït semblaient avoir rencontrées pour déclarer leurs pertes, une indemnisation égale au montant découlant de l'application du multiplicateur a été accordée aux intéressés sans plafonnement[240].

ii) Considérations concernant certaines réclamations pour perte C6-salaires dans un pays d'emploi autre que l'Iraq ou le Koweït

263. Le Comité avait accordé des présomptions quant à la matérialité de la perte et du lien de causalité au bénéfice des requérants alléguant des pertes C6-salaires qui avaient prouvé qu'ils résidaient en Iraq ou au Koweït avant l'invasion. En revanche, pour que des réclamations fondées sur une relation d'emploi non située en Iraq ou au Koweït ouvrent droit à indemnisation, le Comité a estimé que le requérant devait présenter un exposé particulier, étayé par des preuves appropriées, selon lequel a) sa réclamation se rapportait à une activité économique ayant un lien direct avec l'Iraq ou le Koweït, ou b) son emploi avait été directement affecté par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq[241].

264. Dans la sixième tranche, le Comité a examiné environ 2 000 réclamations pour pertes C6-salaires dans lesquelles l'auteur avait indiqué, sous la rubrique "Pays" à la page "C6" du formulaire électronique, qu'il était employé dans un pays autre que l'Iraq ou le Koweït. À l'époque, le Comité avait conclu que si le requérant pouvait établir qu'il résidait en Iraq ou au Koweït à l'aide de preuves claires et convaincantes, le poids de ces preuves ferait pencher la balance en sa faveur et justifierait une indemnisation pour pertes C6-salaires, bien que le pays d'emploi déclaré soit un pays autre que l'Iraq ou le Koweït. En outre, on pouvait considérer qu'un requérant avait apporté la preuve qu'il résidait en Iraq ou au Koweït s'il avait inscrit le numéro de sa carte d'identité civile koweïtienne ou de son permis de résidence iraquien dans la case prévue à cet effet dans le formulaire de réclamation. Par ailleurs, le Comité a estimé que les personnes dont les réclamations indiquaient qu'elles avaient été prises en otage en Iraq ou au Koweït par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït et qui avaient, en conséquence, subi des pertes liées à l'emploi du fait de l'ingérence de l'Iraq dans leurs relations d'emploi

pouvaient être indemnisées des pertes C6-salaires alléguées, conformément à la méthode C6-salaires[242].

265. Le Comité a estimé que les requérants qui n'avaient pas prouvé qu'ils résidaient en Iraq ou au Koweït ou que leur emploi hors de l'Iraq ou du Koweït avait été directement affecté par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq n'avaient pas droit à une indemnisation pour perte de type C6-salaires[243].

iii) Usage additionnel d'instruments statistiques pour évaluer les pertes C6-salaires

a. Détermination des salaires mensuels antérieurs dans les réclamations pour pertes C6-salaires

266. L'application de la méthode du multiplicateur de sept à l'évaluation des pertes C6-salaires reposait sur l'indication par le requérant de son salaire mensuel avant l'invasion. Le plus souvent, si le requérant n'avait pas indiqué ce montant dans le formulaire de réclamation, il pouvait être vérifié à l'aide des pièces justificatives figurant dans le dossier de la réclamation au moment de la saisie des réclamations par le secrétariat. Ce dernier a également procédé ultérieurement à des examens de contrôle des réclamations dans lesquelles le montant du salaire mensuel n'avait pas été déclaré afin de traiter spécifiquement cette situation. Cependant, le Gouvernement égyptien ayant présenté directement ses réclamations à la Commission sous forme électronique, celles-ci n'avaient pas été incluses dans les opérations d'examen du secrétariat. C'est pourquoi, dans sa cinquième tranche, le Comité a examiné la question des quelque 16 000 réclamations présentées par le Gouvernement égyptien. Toutes ces demandes d'indemnisation se rapportaient à des pertes C6-salaires mais le formulaire électronique n'indiquait aucun salaire mensuel avant l'invasion sur lequel se fonder pour appliquer le multiplicateur de sept.

267. Le Comité s'est appuyé sur les modèles statistiques qu'il avait utilisés avec succès pour évaluer les pertes C1-argent et C4-effets personnels ainsi que sur les analyses statistiques dont il s'était servi pour confirmer l'efficacité de la méthode du multiplicateur de sept. Il a considéré en outre qu'un examen manuel d'un nombre important de réclamations n'était pas possible dans le cadre d'un programme de traitement de réclamations en série et qu'il fallait pour cela que la population de requérants soit fortement homogène. Il a donc décidé qu'il serait procédé à une étude par échantillons des réclamations égyptiennes portant sur des pertes C6-salaires où le montant du salaire mensuel antérieur n'avait pas été indiqué pour établir les salaires mensuels à partir d'échantillons de réclamations et extrapoler les résultats à l'ensemble de la population. Un modèle de régression linéaire a été mis au point à partir des échantillons de résultats et utilisé pour prédire les salaires mensuels manquants correspondant à ce groupe de réclamations[244]. Le salaire mensuel antérieur généré par le modèle a ensuite été utilisé dans la méthode normale du multiplicateur de sept utilisé pour l'évaluation des pertes C6-salaires, un plafond d'indemnité étant appliqué aux montants des salaires mensuels antérieurs supérieurs à 750 dollars des États-Unis.

b. Détermination du total des montants réclamés au titre des pertes C6-salaires lorsque le salaire mensuel antérieur indiqué était supérieur à 750 dollars des États-Unis

268. Comme on l'a déjà noté, dans sa deuxième tranche, le Comité a déterminé que les réclamations qui indiquaient un salaire mensuel antérieur inférieur à 750 dollars É.-U. bénéficieraient pleinement de l'application de la méthode du multiplicateur de sept. Par la suite, le secrétariat a appliqué régulièrement la méthode du multiplicateur de sept à ces réclamations sans tenir compte du montant total réclamé. Toutefois, certaines réclamations où le montant des salaires mensuels indiqués était supérieur à 750 dollars É.-U. ne pouvaient être traitées telles quelles parce qu'il n'existait pas de montant auquel le résultat de l'application du multiplicateur pouvait être comparé et, le cas échéant, servir de plafond. Les résultats d'un contrôle électronique ayant indiqué que les requérants se trouvant dans de telles situations avaient fourni suffisamment de renseignements sur la page "C6" pour que l'on puisse présumer qu'ils pouvaient confirmer qu'ils avaient été employés en Iraq ou au Koweït, le Comité, dans la sixième tranche, a autorisé l'emploi de montants moyens recommandés obtenus par calcul statistique comme points de comparaison et, le cas échéant, comme limite supérieure du montant découlant de l'application du multiplicateur de sept[245]. Ces montants étaient alors réputés être la somme des montants indiqués aux rubriques "gages ou salaire" et "Divers" de ces réclamations, si bien que ces dernières pouvaient être traitées[246].

c. Conclusions du Comité concernant la septième tranche

269. Dans son examen continu des réclamations pour pertes C6-salaires où le pays d'emploi était autre que l'Iraq ou le Koweït, le Comité est parvenu à des conclusions qui touchent dans cette septième tranche certains groupes de requérants placés dans une situation analogue.

i) Requérants dont le pays d'emploi était Israël ou l'Arabie saoudite et "opérations militaires ou menace d'une action militaire"

270. Conformément à la décision 1, des réclamations peuvent être présentées pour des pertes liées à l'emploi par suite, entre autres, "d'opérations militaires ou de menace d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991". L'expression "opérations militaires ou menace d'action militaire" a fait l'objet d'un examen approfondi dans au moins trois rapports d'autres comités de commissaires en ce qui concerne la question du lien de causalité direct[247].

271. Le Comité de commissaires des réclamations "F1" ("le Comité 'F'") a examiné cette expression à propos du remboursement des frais d'évacuation. Après avoir demandé au secrétariat d'entreprendre des recherches sur, notamment, la portée et l'utilisation des missiles Sud iraqiens dans la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et le lieu où se seraient déroulées des actions militaires menées par l'une ou l'autre partie dans des pays autres que l'Iraq et le Koweït, le Comité F1 a constaté que "des opérations militaires ou des menaces d'action militaire" avaient été dirigées non seulement contre le Koweït et l'Iraq mais encore contre l'Arabie saoudite et contre Israël. Non seulement les forces terrestres iraquiennes avaient franchi la frontière de

l'Arabie saoudite et livré bataille contre les forces armées saoudiennes et celles de la Coalition alliée, mais encore l'Arabie saoudite et Israël avaient tous deux été soumis à une série de tirs de missiles Scud lancés par l'Iraq. Le Comité a décidé par conséquent que les dépenses engagées par les gouvernements pour évacuer leurs ressortissants d'Arabie saoudite et d'Israël devaient donner lieu à indemnisation dans les mêmes conditions que celles qu'ils avaient encourues pour évacuer des personnes d'Iraq ou du Koweït[248].

272. Le Comité "E2" a réaffirmé les conclusions du Comité "F1" concernant l'Arabie saoudite mais considéré que le lien de causalité n'était pas le même que pour les pertes subies au Koweït "simplement parce que le Koweït avait été effectivement envahi et occupé par les forces iraquiennes alors que l'Arabie saoudite ne l'avait pas été"[249]. Le Comité a donc conclu que le requérant qui demandait à être indemnisé pour une perte ou un dommage résultant des opérations militaires en Arabie saoudite devait démontrer que la perte ou le dommage avait résulté d'une ou de plusieurs actions militaires précises. S'il y était parvenu, il aurait établi le lien de causalité requis entre la perte ou le dommage subi et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq[250]. Plus récemment, le Comité "E2" a considéré que les pertes subies en Israël du 15 janvier au 2 mars 1991 résultaient directement d'une menace crédible et sérieuse d'action militaire contre Israël, étroitement liée à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq[251].

273. Dans le cadre de ce rapport, le Comité "C" a examiné 377 réclamations pour pertes C6-salaires dans lesquelles des requérants avaient été identifiés comme résidents et employés en Israël et en Arabie saoudite avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité "C" a examiné les constatations et conclusions du Comité "F1" selon lesquelles les deux pays avaient été la cible d'actions militaires iraquiennes, plus précisément de tirs de missiles Scud, au cours de la période de l'occupation. Le Comité "C" a examiné en outre les constatations et conclusions du Comité "E2" s'agissant de la nécessité de démontrer un lien de causalité entre la perte et les opérations militaires iraquiennes et a demandé au secrétariat d'examiner les réclamations.

274. Le secrétariat a examiné un échantillon représentatif de 89 réclamations émanant des deux pays. Les requérants résidant en Arabie saoudite étaient pour la plupart originaires des Philippines, d'Inde et de Thaïlande, tandis que les requérants résidant en Israël étaient des citoyens israéliens. Au moins 82 % des requérants faisant partie de l'échantillon ont fourni des éléments de preuve étayant leurs pertes C6-salaires. La plupart ont demandé à être indemnisés d'une perte de salaire correspondant à une période de trois à cinq mois, soit le plus souvent à la période de trois mois allant de janvier à mars 1991 pendant laquelle des opérations militaires iraquiennes contre Israël et l'Arabie saoudite ont effectivement eu lieu. En outre, ayant procédé à un contrôle électronique des lieux où les requérants avaient allégué avoir subi des pertes, le secrétariat a pu dégager les régions d'Arabie saoudite et d'Israël où s'est produite la totalité des 377 pertes. Dans chaque cas, les lieux indiqués correspondaient à des sites où, selon des informations bien documentées, s'étaient produites des opérations militaires iraquiennes ou des attaques de missiles Scud.

275. Eu égard au libellé de la décision 1, aux conclusions du Comité "F1", aux conclusions du Comité "E2" et aux résultats des examens effectués par le secrétariat en ce qui concerne ces requérants, le Comité a déterminé que ceux-ci avaient établi le lien de causalité nécessaire avec "les opérations militaires ou la menace d'action militaire de l'Iraq" et devaient être indemnisés conformément à la méthode C6-salaires du Comité[252].

ii) Requérants empêchés de se rendre en Iraq pour y travailler par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et d'actions militaires ou de la menace d'actions militaires ultérieures ou de désordres civils au cours de cette période

276. Le Comité a déterminé que les opérations militaires ou la menace d'actions militaires par l'Iraq pouvaient être prises en considération pour décider si les pertes des requérants liées à l'emploi découlaient directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq dans deux autres situations. Dans chacune de ces situations, les requérants avaient signé un contrat de travail, plusieurs mois à l'avance dans certains cas, et devaient se rendre en Iraq pour y travailler en août 1990 ou aux alentours de cette période. Les requérants en question avaient engagé des frais et formé des projets en prévision de leur départ et de l'emploi qu'ils devaient occuper ultérieurement en Iraq. Dans chaque situation, l'employeur était le Gouvernement iraquien.

277. La première situation concernait environ 2 700 requérants originaires du Pakistan qui avaient été engagés par l'intermédiaire d'une agence de recrutement pour participer à une série de projets de construction en Iraq et dont les contrats devaient entrer en vigueur en août 1990 ou aux alentours de cette période. La seconde situation concernait neuf requérants originaires de Pologne qui devaient à l'origine se présenter à leur employeur en Iraq en juillet 1990, mais dont le départ avait été reporté par l'Iraq à août 1990. Dans ces deux situations, les requérants demandaient à être indemnisés de pertes C6-salaires uniquement. Dans les deux cas, les requérants ne résidaient pas en Iraq avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

278. Le Comité a estimé que le préjudice subi par ces requérants pour n'avoir pas occupé l'emploi qui leur avait été promis comprenait le fait d'avoir dû renoncer à des emplois ou à des possibilités d'emploi au Pakistan et en Pologne. Il a aussi considéré que le fait que l'employeur dans chacune de ces situations était l'Iraq lui-même et le fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq constituaient une menace d'action militaire de représailles en Iraq suffisamment crédible et grave pour dissuader ces requérants de se rendre en Iraq. La possibilité de désordres civils en Iraq était suffisamment grande pour que les requérants aient des craintes pour leur sécurité personnelle. Le Comité a donc jugé que ces pertes étaient en principe indemnisables.

279. Le Comité, ayant aussi reconnu que les requérants non seulement avaient l'obligation d'atténuer leurs pertes, mais encore pouvaient être considérés comme en meilleure position de le faire que ceux qui résidaient en Iraq ou au Koweït, a déterminé qu'ils devaient être dans tous les cas indemnisés à hauteur du plus faible des deux montants suivants : a) le montant réclamé, ou b) le montant résultant de l'application du multiplicateur de sept au salaire mensuel déclaré par le requérant. En parvenant à cette décision, le Comité a

tenu compte de ce que la plupart de ces requérants avaient indiqué toucher un salaire mensuel inférieur à 750 dollars des États-Unis. Étant donné que les requérants ont tous réclamé des montants inférieurs à ceux qu'ils se seraient vu automatiquement accorder en appliquant la méthode du multiplicateur de sept, le Comité a considéré que ces montants correspondaient à la valeur de leur préjudice.

iii) Requérants employés au Royaume-Uni par une banque d'État iraquienne

280. Dans cette tranche, le Comité a également examiné la situation de 27 requérants qui demandaient à être indemnisés de pertes C6-salaires, tous anciens employés d'une agence sise à Londres d'une banque d'État iraquienne, et licenciés du fait de la cessation des opérations de la banque à la suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq. À cet égard, le Comité a considéré que certains des licenciements avaient été tardifs, n'ayant eu lieu qu'en juillet 1993. Les requérants ont présenté des exposés individuels affirmant qu'ils avaient été licenciés par suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Ils ont également fourni des preuves directes attestant de leur emploi antérieur et étayant le montant des salaires et des allocations auxquelles ils prétendaient avoir droit.

281. Le Comité a tenu compte de ce que ces requérants avaient présenté des exposés particuliers, étayés par des preuves appropriées, selon lesquelles a) leurs réclamations se rapportaient à une activité économique ayant un lien direct avec l'Iraq, et b) leur emploi avait été directement affecté par l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq[253]. Bien que le Comité ait considéré ces pertes C6-salaires généralement indemnisables conformément à la méthode C6-salaires, il a estimé que les réclamations portant sur des pertes postérieures à 1991 étaient trop lointaines et ne répondaient pas aux prescriptions concernant le lien de causalité direct telles que le Comité les interprétait généralement.

d. Recommandations concernant les réclamations pour pertes C6-salaires de la septième tranche

282. La septième tranche comprend 37 925 réclamations pour pertes C6-salaires. Sur ce total, 36 597 ont fait l'objet de recommandations tendant à accorder une indemnisation et 1 328 n'ont pas fait l'objet d'une telle recommandation. Dans tout le programme de réclamations de la catégorie "C", sur un total de 216 438 pertes C6-salaires, 212 200 ont fait l'objet d'une recommandation tendant à accorder une indemnisation et 4 238 n'ont pas fait l'objet d'une telle recommandation.

2. Pertes de subsides portées sur la page "C6" ("C6-subsides")

a) Conclusions du Comité concernant la première tranche

283. Les requérants pouvaient aussi demander à être indemnisés des pertes de subsides liés à l'emploi sur la page "C6" du formulaire. Au cours de l'examen des montants portés dans la case "Subsides" de la page "C6", le Comité a constaté que beaucoup de ces montants représentaient en fait des éléments qu'il aurait été plus approprié de classer sous la rubrique "Divers", par exemple les

demandes d'indemnisation pour des gratifications ou indemnités de fin d'emploi, des avantages accessoires et autres. D'autres requérants ont utilisé cette case pour réclamer le paiement de subsides qu'ils recevaient d'un membre de leur famille avant l'invasion et qu'ils ont cessé de recevoir du fait que celui-ci avait perdu son emploi par suite de l'invasion et de l'occupation.

284. Vu la diversité des réclamations présentées au titre des pertes C6-subsides, le Comité a décidé de ne classer comme réclamation pour perte de subsides liés à l'emploi que les réclamations résultant des circonstances ci-après ou de circonstances analogues :

a) Les réclamations présentées par les personnes exerçant un emploi rémunéré dont la capacité de travail a été altérée de façon permanente ou temporaire à la suite d'une incapacité temporaire ou permanente ou d'un autre préjudice physique;

b) Les réclamations des personnes qui ne sont pas encore employées mais qui, en raison d'une incapacité permanente, risquent de ne plus pouvoir être employées à part entière;

c) Les réclamations présentées par les membres de la famille de salariés au Koweït ou en Iraq qui sont dans l'incapacité de continuer à opérer certains versements tels que les pensions alimentaires, les versements réguliers aux personnes à charge, les versements de subsistance, etc., aux membres de leur famille du fait qu'ils ont perdu leur emploi à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït ou en raison d'une incapacité permanente ou temporaire[254].

285. Les réclamations fondées sur des circonstances factuelles autres que celles exposées au paragraphe 284 supra ont été reclassées sous des éléments de perte plus appropriés. En conséquence, seules cinq réclamations ont été considérées comme de véritables réclamations pour pertes C6-subsides et traitées dans la première tranche. Le Comité a examiné chaque cas quant au fond. Ainsi, les pièces à conviction spécifiques présentées par les requérants pour étayer leur droit à indemnité au titre de la perte de subsides ont été déterminantes dans chaque situation.

b) Jurisprudence de la Commission en ce qui concerne les pertes de subsides liés à l'emploi

286. Le Comité "D" a examiné les pertes de subsides liés à l'emploi dans sa première tranche et observé que les requérants "D" avaient fait une confusion analogue à celle observée par le Comité "C" en ce qui concerne les requérants "C". Il n'a donc émis aucune conclusion spécifique et a évalué les réclamations au titre de la rubrique "Subsides" en tant que réclamations pour "perte de revenu"[255].

c) Conclusions du Comité en ce qui concerne la septième tranche

287. Depuis la première tranche, la majorité des réclamations présentées à l'origine comme réclamations au titre de pertes C6-subsides ont été systématiquement reclassées sous la rubrique C6-divers puis traitées selon la

méthode C6-salaires[256]. Il n'y a eu d'exceptions que lorsque a) le montant des "subsides" était clairement identifiable en tant que revenu provenant d'un second emploi du requérant ou d'un emploi distinct d'un conjoint, ou b) les pertes résultaient des circonstances énumérées par le Comité au paragraphe 284 supra et que ces réclamations pouvaient donc être considérées comme de véritables réclamations pour perte C6-subsides.

288. Dans le premier cas, s'il s'avérait que le requérant avait l'intention de demander une indemnité pour la perte d'un salaire provenant d'un second emploi, la perte était considérée comme faisant l'objet d'une deuxième réclamation C6-salaires, et le requérant indemnisé conformément à la méthode C6-salaires. Par contre, s'il s'avérait que le montant des "subsides" était lié à l'emploi d'un conjoint, la réclamation, alors considérée comme réclamation "multiple", devait être écartée jusqu'à ce que les questions de double indemnisation puissent être examinées[257].

289. En raison du nombre relativement faible de véritables candidats à l'indemnisation de perte C6-subsides, l'examen des réclamations a conduit le Comité à considérer que les catégories C6-subsides qu'il avait retenues à l'origine pouvaient être élargies pour englober :

a) Les réclamations de membres de la famille qui, avant l'invasion, avaient touché une pension au titre d'un membre de la famille défunt[258];

b) Les étudiants qui avaient perdu leur bourse d'études au Koweït;

c) Enfin, les étudiants qui avaient reçu une subvention au titre de frais de scolarité dans des pays tiers de la part d'entités publiques ou privées sises en Iraq ou au Koweït.

290. Le Comité a décidé que dans la mesure où les requérants pouvaient établir qu'ils avaient droit à une indemnité C6-subsides, la matérialité de leur perte et le fait que la perte découlait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, leur perte était réputée indemnisable. Il a décidé en outre que l'évaluation des pertes C6-subsides devait être effectuée en calculant à partir de la valeur déclarée ou vérifiée du montant des subsides mensuels un montant d'indemnité recommandé conformément à la méthode C6-salaires, avec une modification. Compte tenu du fait que les réclamations C6-subsides ne pouvaient être présumées englober les mêmes droits à prestation que les réclamations C6-salaires, le montant de l'indemnité C6-subsides accordé a toujours été plafonné au moins élevé des deux montants suivants : a) le montant réclamé par les requérants, ou b) le montant résultant de l'application du multiplicateur de sept au montant des subsides mensuels antérieurs.

d) Recommandations concernant les réclamations au titre des pertes C6-subsides de la septième tranche

291. Au total, 819 réclamations au titre des pertes C6-subsides ont été examinées dans cette tranche. Le Comité a recommandé une indemnité dans le cas de 817 réclamations et n'en a pas recommandé en ce qui concerne deux autres. Au total, le Comité a examiné et réglé 822 réclamations au titre des pertes C6-subsides.

3. Réclamations pour PPM indiqué sur la page "C6" ("C6-PPM")

292. Les décisions 3 et 8, prises ensemble, définissent et proposent un plafond d'indemnité s'élevant à 2 500 dollars des États-Unis par requérant et 5 000 dollars des États-Unis par famille dans les situations où il peut être démontré qu'un individu ou une famille a été privé de toutes ressources économiques au point de menacer gravement la survie du requérant et de tous les membres de la famille répondant aux conditions requises (conjoint, enfants ou ascendants au premier degré), dans les cas où une aide du gouvernement du requérant ou provenant d'autres sources n'avait pas été fournie. Les requérants pouvaient indiquer qu'ils faisaient de telles réclamations en cochant la case appropriée de la page "C6". Les instructions figurant sur le formulaire stipulent clairement que "ces réclamations doivent être étayées par des preuves documentaires et autres appropriées".

a) Conclusions du Comité concernant la première tranche

293. Dans la première tranche, le Comité a examiné 52 réclamations C6-PPM. À l'issue de l'examen de ces réclamations, le Comité a déterminé que pour juger qu'une telle réclamation ouvrait droit à indemnisation, il fallait pouvoir constater clairement d'après le formulaire de réclamation et les pièces jointes que a) le requérant avait été privé de toutes ressources économiques; b) cette privation compromettait gravement sa survie et celle de sa famille; c) le requérant n'avait reçu et n'était habilité à recevoir aucune forme d'aide de sources publique ou privée (par exemple une aide de la sécurité sociale ou de l'État, un logement et de la nourriture de la part d'un membre de la famille, etc.) et d) le préjudice psychologique ou moral résultant avait eu lieu durant l'invasion ou après le départ du requérant d'Iraq ou du Koweït.

294. S'appuyant sur l'avis d'un groupe d'experts psychiatriques, le Comité a en outre décidé qu'un requérant devrait recevoir le montant plafonné d'indemnisation prévu pour les réclamations de cette catégorie selon les critères fixés dans la décision 8 a) s'il avait un ou plusieurs membres de sa famille à charge, y compris son conjoint, des enfants ou des ascendants au premier degré, ou b) s'il avait subi un dommage corporel ou une maladie grave de nature à l'empêcher d'exercer sa profession ou son emploi. En fonction des considérations ci-dessus, le Comité a formulé ses recommandations en ce qui concerne la première tranche.

b) Conclusions du Comité concernant la deuxième tranche

295. Concernant la deuxième tranche, le Comité a observé que les réclamations présentées par l'Égypte sous forme électronique contenaient toutes des réclamations au titre de pertes C6-PPM. Les opérations d'échantillonnage entreprises par le secrétariat ont permis de comparer les versions sur papier et les versions électroniques de ces réclamations et de constater que rien ne semblait indiquer que les requérants avaient coché la case PPM sur la page "C6" du formulaire de réclamation imprimé. Ils n'avaient pas non plus présenté de justification des pertes C6-PPM. Ces résultats ont conduit le Comité à conclure que les réclamations au titre des pertes C6-PPM n'avaient pas été présentées intentionnellement par les requérants égyptiens. Des examens ultérieurs des réclamations égyptiennes relativement aux pertes non visées par

la procédure de traitement rapide et à d'autres questions n'ont fait que confirmer cette conclusion. En conséquence, depuis la deuxième tranche, les demandes d'indemnisation pour pertes C6-PPM présentées par les requérants égyptiens sont systématiquement rejetées.

c) Conclusions du Comité concernant la septième tranche

296. Le Comité a examiné environ 800 réclamations au titre des pertes C6-PPM dans la septième tranche, dont plus de 500 avaient été présentées par des requérants de trois pays et d'une organisation internationale : Yémen, Jordanie, Bangladesh et PNUD-Jérusalem. Il a été constaté que la plupart de ces requérants avaient quitté le Koweït après le 2 mars 1991, et que dans la plupart des cas, leur départ n'avait pas résulté directement de l'invasion et de l'occupation. La plupart des autres requérants C6-PPM faisant partie de ces mêmes populations avaient quitté l'Iraq ou le Koweït avant le 2 août 1990. En ce qui concerne les quelque 300 réclamations C6-PPM restantes, aucune tendance générale concernant les départs n'était discernable et chaque réclamation a été évaluée sur la base des pièces justificatives présentées pour étayer les pertes C6-PPM.

297. Le Comité a observé que la plupart des requérants C6-PPM avaient simplement coché la case PPM de la page "C6" sans fournir de pièces justificatives pour étayer la perte ni décrire les circonstances de celle-ci. C'est pourquoi il a été présumé que les pertes C6-PPM n'étaient en général pas indemnisables. Cependant, eu égard à toutes les circonstances applicables, et dans une tentative pour identifier les requérants qui figuraient parmi les groupes les plus vulnérables et étaient le plus susceptibles d'avoir été privés de toutes ressources financières, le Comité a déterminé qu'un requérant pouvait être présumé avoir subi un préjudice moral ou psychologique au titre de la catégorie C6-PPM même s'il n'avait pas fourni les pièces justificatives requises dans deux cas :

a) Le requérant avait présenté une réclamation "C2" indemnisable pour préjudice corporel grave (mutilation ou amputation, préjudice esthétique, privation ou limitation de l'usage d'un organe, d'un membre ou d'une fonction, violences sexuelles, voies de fait ou torture) en combinaison avec une réclamation C6-PPM;

b) Le requérant était parti d'Iraq ou du Koweït au cours de la période allant du 2 août 1990 au 2 mars 1991 et avait fait présenter sa réclamation par l'intermédiaire d'une organisation internationale et non d'un gouvernement.

298. Dans toutes les autres situations, le Comité a estimé que, pour qu'une réclamation C6-PPM soit indemnisable, le requérant devait avoir manifestement rempli les conditions précisées sur le formulaire de réclamation et spécifiées par le Comité dans son premier rapport. Une fois l'indemnisabilité démontrée, le requérant avait le droit de recevoir un montant s'élevant à 2 500 dollars des États-Unis ou, si des membres de sa famille répondant aux conditions requises étaient identifiés dans la réclamation, à 5 000 dollars des États-Unis[259].

d) Recommandations concernant les réclamations pour pertes C6-PPM de la septième tranche

299. Dans la septième tranche, le Comité a examiné 13 207 réclamations au titre deys pertes C6-PPM. Il a recommandé une indemnité dans le cas de 179 réclamations et ne l'a pas fait dans le cas de 13 028 réclamations. Au cours du programme d'examen des réclamations de la catégorie "C", le Comité a examiné au total 77 192 pertes C6-PPM.

G. Pertes de type "C7" : préjudices découlant de pertes relatives aux biens immobiliers ("C7-biens immobiliers")

300. Au paragraphe 14 de la décision 1, il est stipulé que des indemnités peuvent être versées pour "pertes de revenu, ..., de logement ou de biens personnels" résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La feuille "C7" du formulaire de réclamation de la catégorie "C" permettait aux intéressés de présenter une réclamation pour pertes relatives à des biens immobiliers, y compris les frais de réparation des dégâts et les pertes diverses. S'il était précisé que l'on pouvait inclure le "coût des réparations", la nature des pertes diverses dont l'indemnisation pouvait être demandée sur cette feuille n'était par contre pas spécifiée.

1. Conclusions du Comité concernant la première tranche

301. Dans la première tranche, le Comité a examiné 35 pertes C7-biens immobiliers. La plupart concernaient des biens immobiliers sis au Koweït, aucune ne portait sur des biens immobiliers sis en Iraq et certaines avaient trait à des biens immobiliers sis dans des pays tiers. En arrivant à ses conclusions concernant la première tranche, le Comité a tenu compte de ce que, d'une manière générale, seuls les citoyens koweïtiens ont le droit de posséder des biens immobiliers sis au Koweït[260].

302. Le Comité a examiné la volumineuse documentation disponible sur les dégradations causées aux biens immobiliers au Koweït et noté des similitudes avec la situation des biens mobiliers. Les principales causes de pertes relatives aux biens immobiliers ont été les actes de destruction systématique, de pillage et de vandalisme perpétrés au cours de la période de l'invasion et de l'occupation. On a relevé d'autres causes encore de dégradation des biens immobiliers, notamment l'offensive des forces armées de la coalition alliée, l'état de l'environnement résultant essentiellement de la fumée dégagée par les puits de pétrole en feu, et les opérations de nettoyage au Koweït qui ont suivi la libération du pays de l'occupation iraquienne[261].

303. Les dégradations et destructions de biens immobiliers ont touché des immeubles commerciaux et des complexes d'immeubles collectifs aussi bien que des résidences privées. De plus, la plupart des habitants ayant quitté massivement le Koweït après l'invasion, les immeubles sont devenus vacants alors qu'avant l'invasion, le taux d'occupation des logements loués était de 85 à 90 %. C'est pourquoi, dès les premiers stades de l'examen de la première tranche des pertes "C7", le Comité a décidé qu'il examinerait les réclamations pour pertes de revenu locatif, outre les réclamations pour frais de réparations, au titre des pertes "C7"[262].

304. Le Comité a noté en outre que la composition des pertes "C7" de la première tranche était assez homogène, ce qui lui a permis d'évaluer la majorité des réclamations pour pertes de biens immobiliers de manière uniforme. Le Comité a pensé par ailleurs que les tranches à venir seraient aussi homogènes que celle-ci. Comme les réclamations de la première tranche étaient assez peu nombreuses, il a pu examiner de façon plus aisée et plus précise les éléments de preuve confirmant la matérialité de la propriété et les montants réclamés. C'est pourquoi, dans la mesure où le permettait le champ couvert par la première tranche, il s'est efforcé de mettre au point des critères applicables aussi aux futures tranches de réclamations du type "C7".

305. Pour donner effet aux principes et critères définis par le Conseil d'administration, le Comité a examiné les réclamations afin de vérifier que les requérants avaient établi : a) le fait qu'ils étaient propriétaires des biens immobiliers sur lesquels ils fondaient leurs réclamations; b) le fait de leur perte et le fait que celle-ci avait une relation causale avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq; enfin, c) la valeur de la perte alléguée[263].

a) Matérialité de la propriété de biens "C7"

306. La quasi-totalité des requérants de la première tranche ont fourni des éléments de preuve étayant le fait qu'ils étaient propriétaires des biens immobiliers concernés, fournissant des titres de propriété, des actes de vente, des documents attestant de prêts bancaires, des baux ou des documents délivrés par des organismes gouvernementaux, si bien que le Comité n'a pas eu à examiner s'il était opportun d'appliquer aux réclamations reposant sur des circonstances factuelles particulières un critère correspondant à une preuve de moindre qualité. Le Comité a pensé que les normes auxquelles répondraient les pièces justificatives fournies pour étayer la matérialité de la propriété seraient d'une qualité aussi élevée dans les tranches à venir.

b) Matérialité de la perte et lien de causalité avec l'invasion

307. Le Comité a constaté que les dommages indiqués au sujet des biens immobiliers dans les réclamations au titre des pertes de biens immobiliers de type "C7" correspondaient parfaitement au profil général des pertes consécutives à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq et que les réclamations dans leur ensemble concordaient avec les constatations et les conclusions énoncées dans les rapports des Nations Unies et les autres sources d'information relatives aux dommages subis. En outre, le Comité a noté que les dossiers de réclamations contenaient des pièces décrivant les circonstances particulières des pertes alléguées. Dans le cas des réclamations pour frais de réparation, les dossiers comprenaient aussi des copies de factures, de reçus ou de devis d'experts qui établissaient d'une façon générale la matérialité et le montant des dégâts. En ce qui concerne les pertes de revenu locatif, les requérants ont expliqué que leurs logements locatifs étaient restés vacants pendant une longue période faute de locataires ou parce qu'ils étaient devenus inhabitables en raison des dégâts causés durant la période de l'invasion et de l'occupation.

c) Évaluation des réclamations pour frais de réparation "C7"

308. Les requérants ont eu la possibilité d'inscrire leurs pertes pour dégradation de biens immobiliers dans le formulaire de réclamations à la page "C7", sous les rubriques "Coût estimatif des travaux à effectuer" et "Coût réel des travaux effectués". Le Comité a constaté que le coût des travaux comprenait le coût de la main-d'oeuvre et des matériaux nécessaires pour réparer les bâtiments. En général, les requérants ont présenté les preuves directes pertinentes sous forme de reçus et de factures pour les travaux déjà effectués et sous forme d'expertise ou de devis pour les travaux non encore effectués.

309. Dans la première tranche, le Comité a adopté les critères ci-après pour déterminer le montant de l'indemnisation payable en cas de réclamation pour travaux de réparation touchant les biens immobiliers sis au Koweït :

a) Les réclamations pour frais de réparation d'un montant maximal de 20 000 dollars des États-Unis[264] devaient être accompagnées au moins d'une déclaration justifiant le montant réclamé et donnant i) une description des dégâts et, ii) une explication des dépenses encourues;

b) Les réclamations pour frais de réparation supérieurs à 20 000 dollars des États-Unis devaient être accompagnées de pièces justifiant les sommes réclamées, telles que des reçus, des copies de factures ou des estimations d'experts[265].

d) Évaluation des réclamations pour pertes C7-revenu locatif

310. Dans sa méthode d'évaluation des pertes de revenu locatif, le Comité a considéré que les éléments de preuve à l'appui des réclamations pour ce type de perte devaient raisonnablement pouvoir être réunis par la plupart des requérants, même après l'invasion. Ainsi, les documents considérés comme les plus convaincants étaient les actes de vente et les titres de propriété, de même que les baux prouvant l'emplacement du bien, le nom du propriétaire et celui du locataire, le nombre de logements et le loyer mensuel de chacun d'eux. Le Comité a observé que presque tous les requérants qui avaient présenté des réclamations pour pertes de revenus locatifs avaient joint de telles preuves documentaires.

311. Pour élaborer sa méthode, le Comité a examiné plusieurs facteurs particulièrement pertinents. Parmi ceux-ci figuraient : a) la période de l'invasion et de l'occupation durant laquelle les biens immobiliers avaient été dégradés et durant laquelle de nombreux propriétaires et locataires étaient absents; b) une période raisonnable immédiatement postérieure afin de prendre en compte le fait que les logements étaient restés vacants; c) la nécessité de remettre en état et de réaménager les bâtiments et les délais d'obtention des matériaux et de la main-d'oeuvre nécessaires; d) le principe fondamental d'atténuation des pertes selon lequel les requérants devaient entreprendre des démarches raisonnables pour louer à nouveau leurs logements; e) les considérations pratiques relatives au traitement en série; enfin, f) le souci de justice à l'égard de tous les requérants et de l'Iraq dans l'élaboration d'une méthode équitable.

312. Compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, le Comité a déterminé que le montant des indemnités à octroyer au titre des réclamations de type C7-pertes de revenu locatif serait calculé en appliquant aux loyers mensuels établis pour chaque logement sur lequel reposait la plainte un multiplicateur de 10 représentant une période de dix mois.

e) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis hors du Koweït

313. Ayant examiné les réclamations présentées par des non-Koweïtiens dans la première tranche, le Comité a déterminé que toutes les pertes alléguées avaient trait à la perte de revenus locatifs qui auraient été perçus par les requérants dans leur pays d'origine respectif avant l'invasion. Les requérants avaient cessé de percevoir ce revenu lorsqu'ils avaient dû rejoindre leur pays d'origine pour y occuper de nouveau leur résidence. Ces pertes ont été reclassées en conséquence et réglées en tant que frais de réinstallation portés sur la page "C1". Ainsi, dans la première tranche, le Comité a estimé que les pertes touchant des biens immobiliers dont l'indemnisation pourrait être réclamée sur la feuille "C7" étaient effectivement limitées à des biens immobiliers sis en Iraq ou au Koweït[266].

2. Conclusions du Comité concernant la septième tranche

314. Ayant examiné environ 10 000 réclamations pour pertes C7-biens immobiliers dans la septième tranche, le Comité a jugé nécessaire de modifier la méthode employée dans la première tranche pour évaluer les pertes de manière à tenir compte des contingences du traitement en série. En outre, le Comité a traité non seulement les biens immobiliers sis au Koweït, mais également ceux situés en Iraq et en Israël, outre qu'il a réglé les questions concernant les réclamations présentées par des nationaux tant koweïtiens que non koweïtiens. Dans l'examen de la septième tranche des pertes C7-biens immobiliers, le Comité a recouru à des techniques d'échantillonnage en ce qui concerne les requérants koweïtiens et procédé à un examen individualisé dans tous les autres cas.

a) Réclamations concernant les pertes C7-biens immobiliers sis au Koweït

i) Réclamations présentées par des nationaux koweïtiens

315. Sur les quelque 10 000 réclamations pour pertes C7-biens immobiliers examinées par le Comité dans cette tranche, environ 9 100 ont été présentées par des nationaux koweïtiens. Les opérations d'examen par échantillonnage ont confirmé les tendances concernant ce groupe de requérants qui avaient été observées par le Comité dans la première tranche, s'agissant des preuves de propriété, du fait de la perte et des pièces justificatives directes présentées à l'appui des pertes C7-biens immobiliers. L'examen d'échantillons de réclamations a permis de déterminer que les réclamations présentées portaient soit sur des réparations, effectuées ou non, soit sur des frais divers, outre les revenus locatifs. Le Comité a donc décidé de traiter l'agrégat "réparations effectuées" et "réparations non effectuées" en tant que frais de réparation de type "C7" ("C7-réparations") et l'agrégat "revenu locatif" et "frais divers" en tant qu'autres frais "C7" ("C7-autres").

316. Considérant que l'examen de la première tranche avait comporté un examen détaillé de ces pertes C7-biens immobiliers et que le groupe de requérants en cause était assez homogène, le Comité a choisi d'extrapoler les conclusions des examens d'échantillons à la population des requérants koweïtiens et de modifier les méthodes qu'il avait employées dans la première tranche de manière à ce qu'elles puissent être appliquées dans le cadre du programme de traitement des réclamations en série.

a. Réclamations de type C7-réparations

317. Compte tenu du fait que les opérations d'examen par échantillonnage avaient montré que les nationaux koweïtiens réclamant un montant supérieur à 20 000 dollars des États-Unis avaient présenté des preuves directes étayant 96 % des montants réclamés pour pertes C7-réparations, et gardant à l'esprit que le seuil de 20 000 dollars des États-Unis s'appliquait dans sa première tranche, le Comité a déterminé que, dans le cadre du traitement des réclamations en série, toutes les réclamations présentées par les nationaux koweïtiens au titre de pertes C7-réparations devaient être évaluées selon la formule suivante :

a) Pour un montant réclamé inférieur ou égal à 20 000 dollars des États-Unis, l'indemnité devait être égale au montant réclamé;

b) Pour un montant réclamé supérieur à 20 000 dollars des États-Unis, l'indemnité totale devait être de 20 000 dollars des États-Unis, plus 96 % de la part du montant réclamé venant en sus du seuil de 20 000 dollars des États-Unis[267].

b. Réclamations de type C7-autres (revenu locatif et frais divers)

318. Là encore, compte tenu des résultats des opérations d'examen par échantillonnage qui avaient montré que les nationaux koweïtiens ayant réclamé des montants supérieurs à 20 000 dollars des États-Unis avaient présenté des preuves directes étayant 90 % des montants réclamés au titre des pertes C7-autres, et gardant à l'esprit que le seuil de 20 000 dollars des États-Unis s'appliquait dans sa première tranche, le Comité a décidé que dans le cadre du traitement des réclamations en série, toutes les réclamations présentées par des nationaux koweïtiens au titre de pertes C7-autres devaient être évaluées selon la formule suivante :

a) S'agissant d'un montant réclamé inférieur ou égal à 20 000 dollars des États-Unis, l'indemnité devait être égale au montant réclamé;

b) S'agissant d'un montant réclamé supérieur à 20 000 dollars des États-Unis, le total de l'indemnité devait être égal à 20 000 dollars des États-Unis, plus 90 % de la part du montant réclamé venant en sus du seuil de 20 000 dollars des États-Unis[268].

ii) Réclamations présentées par des nationaux non koweïtiens

319. Malgré les restrictions limitant la possibilité pour des non-Koweïtiens d'être propriétaires de biens immobiliers, le Comité a déterminé dans trois cas que des requérants non-koweïtiens avaient prouvé comme il convenait la

matérialité de la propriété, de la perte et du lien de causalité et recommandé que les trois réclamations en cause fassent l'objet d'une indemnité au titre des pertes C7-biens immobiliers conformément à la méthode d'évaluation appliquée aux réclamations présentées par des nationaux koweïtiens, décrite aux paragraphes 317 et 318 supra.

b) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis hors du Koweït

i) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis en Iraq

320. Le Comité a examiné quatre réclamations pour pertes "C7" présentées par des nationaux non iraquiens au titre de biens immobiliers qu'ils possédaient en Iraq. Deux avaient été présentées par les conjoints non iraquiens de nationaux iraquiens qui alléguaient essentiellement une perte d'usage parce qu'ils ne pouvaient retourner en Iraq pour habiter leur résidence. Mais ces requérants ne prétendaient ni n'avaient montré d'aucune façon que ces biens avaient été endommagés ou détruits. Le Comité n'a pas recommandé d'indemnité dans ces cas. Un troisième requérant n'a pas prouvé la matérialité de la propriété et n'a pas décrit les circonstances de la perte ni fourni de pièces justificatives à l'appui de son évaluation. Le Comité n'a donc pas jugé que cette réclamation donnait lieu à indemnisation. Dans le dernier cas, cependant, il s'agissait d'une réclamation présentée par un national non iraquien au titre de biens qu'il possédait en Iraq et qui avaient été détruits par suite d'un bombardement des forces de la coalition alliée. Le Comité a jugé que cette réclamation ouvrait droit à indemnisation. Cependant, parce que le requérant avait réclamé un montant d'environ 76 000 dollars des États-Unis mais n'avait pas fourni de preuve directe de la valeur de la perte, le Comité a recommandé que son indemnité soit limitée à un montant maximum de 20 000 dollars des États-Unis.

ii) Réclamations pour pertes C7-biens immobiliers sis en Israël

321. Comme on l'a examiné à propos des pertes C6-salaires subies en Israël aux paragraphes 270 à 275 supra, le Comité a déterminé que certaines pertes avaient été subies en Israël à la suite "d'opérations militaires ou de menaces d'action militaire" de l'Iraq et plus précisément de tirs de missile Scud sur certaines régions d'Israël en janvier et février 1991, et qu'on pouvait donc établir un lien de causalité entre ces pertes et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq pour justifier l'octroi d'une indemnité[269]. Le Comité a examiné 75 réclamations au titre des pertes C7-biens immobiliers présentées par des requérants israéliens. Les renseignements fournis dans ces réclamations n'étant pas suffisamment homogènes pour se prêter à un traitement en série, chaque réclamation a été examinée séparément.

322. Au cours de cet examen, des réclamations ont été reclassées dans d'autres catégories d'éléments de perte, par exemple C4-effets personnels, s'il y avait lieu. Si les requérants ne pouvaient prouver qu'ils étaient propriétaires des biens immobiliers pour lesquels ils avaient déposé une réclamation, aucune indemnité n'a été recommandée. Mais lorsque les requérants avaient prouvé la matérialité de la propriété et qu'il avait été déterminé que les biens immobiliers en cause étaient situés dans une région dont il était notoire qu'elle avait été frappée par des missiles Scud[270], le Comité a considéré que les conditions préalables à une indemnisation étaient remplies. Une indemnité a

alors été recommandée en fonction des éléments suivants : la réclamation portait ou non sur des éléments de perte C7-réparations ou C7-autres, des preuves directes étayant l'évaluation avaient ou non été fournies dans le dossier de la réclamation et le seuil des 20 000 dollars des États-Unis était ou non applicable en matière de preuve. Dans tous les cas où il a été déterminé que les requérants avaient déjà reçu une indemnité, en tout ou partie, le montant de ces indemnités a été déduit du montant total réclamé avant de déterminer le montant de la nouvelle indemnité.

323. Compte tenu de toutes les circonstances et des résultats des examens, le Comité a accordé une indemnité au titre des pertes C7-biens immobiliers en ce qui concerne 66 réclamations individuelles où les biens immobiliers étaient sis en Israël. Pour 33 de ces réclamations, les montants octroyés étaient inférieurs ou égaux à 20 000 dollars des États-Unis.

iii) Réclamations au titre des pertes C7-biens immobiliers sis dans des pays autres que le Koweït, l'Iraq ou Israël

324. Le Comité a examiné 471 réclamations présentées au titre des pertes C7-biens immobiliers par des nationaux non koweïtiens. L'examen a porté principalement sur la question de savoir si les montants réclamés au titre des pertes "C7" avaient été inscrits par erreur et s'il fallait donc les reclasser dans une autre catégorie d'éléments de perte. Il a été déterminé que, dans 74 % des réclamations examinées, les montants des pertes étaient censés se rapporter à des pertes C8-activités industrielles ou commerciales, C4-effets personnels, C6-salaires, C5-comptes bancaires ou valeurs mobilières, ou C1-argent et qu'ils avaient donc été placés dans cette catégorie par suite d'une interprétation erronée des requérants. Ainsi, ces montants ont été transférés selon la nature de la perte alléguée, s'ils n'avaient pas déjà été placés dans la catégorie adéquate. En ce qui concerne 85 des réclamations examinées, le Comité n'a recommandé ni le transfert des montants ni une indemnité au titre des pertes C7-biens immobiliers[271].

325. Sur les dix réclamations qui ont été présentées dans les formes au titre de pertes C7-biens immobiliers par des nationaux non koweïtiens, le Comité a décidé qu'aucune n'était indemnisable en tant que perte "C7". Les cas dégagés par le Comité comme non indemnisables étaient les suivants : a) vente de biens immobiliers à un prix inférieur à celui du marché en raison de difficultés financières; b) déclaration du requérant selon laquelle il n'était pas en mesure de rembourser un prêt hypothécaire ou tout autre prêt gagé sur des biens immobiliers, ce qui avait conduit à la saisie de l'immeuble; c) impossibilité pour le requérant d'achever une rénovation ou des réparations du fait qu'il avait cessé de percevoir des revenus; et d) perte de revenu locatif due à la vente forcée du bien immobilier. Dans chacune de ces situations, toutefois, le Comité a déterminé que dans la mesure où les montants réclamés n'avaient pas déjà été portés dans des catégories connexes appropriées telles que C1-argent, C4-effets personnels ou C6-salaires, ils pouvaient être incorporés dans les montants totaux réclamés pour l'une de ces pertes et être évalués conformément à ces méthodes.

c) Recommandations concernant les réclamations au titre de pertes C7-biens immobiliers dans la septième tranche

326. Dans la septième tranche, le Comité a examiné 16 443 réclamations au titre des pertes C7-biens immobiliers. Il a recommandé une indemnité en ce qui concerne 11 884 réclamations et n'en a pas recommandé en ce qui concerne 4 559 autres recommandations.

H. Pertes de type "C8" : pertes commerciales ou industrielles des personnes physiques ("C8")

1. Cadre juridique de l'examen des pertes de type "C8"

327. En vertu du paragraphe 5 de la décision 1, les pertes commerciales ou industrielles subies par des personnes physiques peuvent être examinées dans le cadre des procédures accélérées exposées dans la décision. De plus, la décision 4 précise celles qui peuvent être examinées dans ce cadre. Elle dispose que ces pertes ouvrent droit à indemnisation dans certaines circonstances, notamment lorsque le requérant s'est trouvé dans l'impossibilité d'avoir accès à l'entreprise ou qu'il y a eu déplacement, pillage ou destruction des locaux, du matériel et du stock. Elle prévoit donc la possibilité de présenter des demandes d'indemnisation non seulement pour la perte d'actifs corporels, mais encore pour des préjudices subis sur les avoirs incorporels, les pertes de recettes industrielles ou commerciales et les pertes liées à des contrats, à condition que ces pertes résultent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

328. La décision 9 décrit les types de pertes commerciales ou industrielles qui peuvent résulter directement de l'invasion, expose les principes juridiques qui leur sont applicables, définit la responsabilité de l'Iraq à ce titre et donne des directives pour les méthodes d'évaluation. Enfin, la décision 15 précise que les pertes ouvrant droit à indemnisation sont les pertes effectivement subies du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq qui seraient survenues indépendamment de l'embargo sur le commerce[272].

329. Les personnes demandant à être indemnisées de leurs pertes industrielles ou commerciales ont présenté leurs réclamations dans la catégorie "C" en remplissant la feuille "C8" du formulaire "C". Pour permettre leur identification, il leur était demandé de fournir les renseignements suivants : a) nom et adresse de l'entreprise; b) nom du titulaire du permis autorisant l'exploitation de l'entreprise; c) nom du pays — Koweït, Iraq ou autre — dans lequel l'entreprise était située; d) numéro d'immatriculation de l'entreprise; e) numéro de la carte de la Chambre de commerce. Les requérants devaient en outre indiquer le statut juridique de l'entreprise, entreprise individuelle en pleine propriété, entreprise en nom collectif, société ou entreprise en participation[273], ainsi que le nombre d'années d'activité de l'entreprise et préciser si elle avait recommencé à fonctionner. Enfin, elles étaient invitées : a) à exposer les circonstances de la perte déclarée et les mesures prises pour réduire l'ampleur des dommages et b) à joindre les pièces justificatives appropriées à l'appui de leur évaluation de la perte déclarée.

2. Constatations du Comité concernant la première tranche

a) Composition de la première tranche de réclamations examinées

330. La méthode de traitement retenue par le Comité pour la première tranche de réclamations et les constatations auxquelles il avait abouti procédaient jusqu'à un certain point des réclamations elles-mêmes. Il avait examiné au total 134 demandes d'indemnisation au titre de pertes industrielles ou commerciales émanant de six pays, dont 125 du seul Pakistan[274]. Vu leur assez grande homogénéité, le Comité avait été en mesure, malgré la diversité et la complexité que cet élément de perte peut présenter, d'évaluer de manière uniforme la majorité de pertes déclarées dans les réclamations de la première tranche. De plus, le nombre relativement restreint des réclamations avait facilité un examen approfondi des éléments de preuve présentés pour les justifier.

b) La pratique des affaires au Koweït et le système du "permis loué"

331. Le Comité avait commencé par examiner les données de fait générales pertinentes relatives au climat des affaires, aux activités industrielles et commerciales et aux pratiques en la matière au Koweït[275]. Il avait jugé significatif que la forme la plus courante d'entreprise y fût l'entreprise individuelle, ou "établissement" répandue surtout parmi les petites entreprises et ne possédant pas de personnalité juridique propre. Au Koweït, toute personne qui veut monter une affaire est tenue par la loi d'obtenir un permis du Ministère du commerce et de l'industrie. En principe, seuls les Koweïtiens avaient qualité pour y prétendre[276]. C'est pourquoi, dans les renseignements d'ordre général sur la vie des entreprises au Koweït, le Comité avait tout particulièrement relevé l'indication d'une pratique très courante qui consistait, lorsqu'on voulait se lancer dans une activité commerciale, à louer un permis à son titulaire koweïtien. Le recours très répandu aux arrangements de ce genre avait permis à de nombreux ressortissants d'autres pays d'exercer une activité commerciale au Koweït[277]. Du fait de ce système d'autorisation informel, les requérants non koweïtiens avaient généralement eu du mal à fournir des pièces justificatives de l'existence et de la propriété de leur entreprise.

332. Le Comité avait aussi pris note d'autres pratiques commerciales importantes au Koweït comme le règlement en numéraire de la plupart des transactions, le recours aux accords verbaux de préférence aux contrats écrits et l'absence de fiscalité et d'assurances, qui étaient autant d'incitations à ne pas tenir de livres, surtout pour la plupart des petites entreprises. Toutefois, le Comité avait observé que les dommages causés aux entreprises au Koweït avaient été abondamment exposés tant dans les rapports établis sous l'égide de l'ONU que dans les communications présentées par le Gouvernement koweïtien ou les rapports établis pour son compte. Prises ensemble, ces sources offraient un tableau très complet des destructions très étendues infligées à presque toutes les branches d'activité de l'économie koweïtienne.

c) Erreurs dans la manière de remplir le formulaire de réclamation

333. Le Comité avait noté qu'un nombre appréciable de requérants demandant à être indemnisés de pertes C8 avaient apparemment mal interprété le formulaire de réclamation et inscrit ces pertes sur une ou plusieurs feuilles qui ne

convenaient pas, souvent en les combinant avec d'autres pertes. Ils avaient aussi inscrit les montants des pertes C8 sur la feuille récapitulative du formulaire dans la case "tous préjudices et pertes autres que ceux mentionnés ci-dessus" ("CS-autres"). Le Comité avait donc dû reclasser un certain nombre de demandes au titre de pertes C8 pour les faire cadrer avec ce qui lui paraissait avoir été l'intention de leur auteur.

d) Critères d'indemnisation retenus pour la première tranche de réclamations

334. Le Comité avait mis au point certains critères pour déterminer si les réclamations pour pertes de type C8 pouvaient donner lieu à indemnisation : a) l'existence d'une entreprise en activité; b) la qualité du requérant pour présenter une demande d'indemnisation au titre de la catégorie "C"; c) la matérialité de la propriété; d) la matérialité de la perte et le lien de causalité avec l'invasion. Une réclamation pour pertes C8 devait satisfaire à ces trois critères pour être considérée par le Comité comme pouvant donner lieu à indemnisation[278].

i) Existence d'une entreprise en activité

335. Vu les circonstances de l'invasion et de l'occupation, les conditions générales caractérisant la vie des entreprises au Koweït et l'existence de relations quasi légales et officieuses pour la conduite des activités industrielles et commerciales, le Comité s'était rendu compte que les personnes qui avaient présenté une demande d'indemnisation pour pertes de type C8 étaient particulièrement en peine de fournir des pièces justificatives spécifiques pour prouver l'existence de leur entreprise. La plupart des requérants avaient présenté une brève déclaration indiquant qu'ils exploitaient une entreprise. Le Comité avait par ailleurs pu vérifier sur les formulaires des renseignements tels que le nom du répondant, l'adresse de l'entreprise, le nom du titulaire du permis, le numéro d'immatriculation de l'entreprise, le numéro de la carte de la Chambre de commerce et le numéro de la carte d'identité civile du requérant délivrée par le Koweït. Comme pour les pertes de type C6-salaires, le Comité avait tenu compte du fait qu'il était généralement impossible à des non-Koweïtiens de résider au Koweït sans y exercer un emploi. Il avait donc jugé que, pris ensemble, tous ces renseignements pouvaient être considérés comme établissant l'existence de l'entreprise.

ii) Recevabilité des réclamations

336. Pour qu'un requérant soit recevable en sa demande d'indemnisation pour pertes de type C8, la décision 4 prescrit que celle-ci soit présentée au nom d'une entreprise non constituée en société, telle qu'une entreprise individuelle ou certaines formes de société de personnes. Le Comité avait observé que dans la première tranche de réclamations de nombreux requérants indiquaient que leur entreprise était une entreprise individuelle ou ne donnaient aucune indication sur son statut juridique. C'est pourquoi, outre la totalité des renseignements en sa possession, le Comité avait aussi pris en considération des informations extérieures de caractère général sur certaines catégories de requérants et les types d'entreprise auxquels des groupes de requérants étaient généralement associés. Vu tous les éléments d'information et circonstances examinés, ainsi que les renseignements communiqués dans les formulaires de réclamation et les

dossiers, le Comité a pu constater qu'à une seule exception près[279] les requérants de la première tranche de réclamations étaient tous recevables en leur demande d'indemnisation pour pertes de type C8 dans la catégorie "C".

iii) Propriété

337. Le formulaire de réclamation n'invitait pas expressément le requérant à présenter des pièces justificatives établissant qu'il était propriétaire de l'entreprise considérée. Toutefois, le Comité avait considéré que le fait même d'avoir présenté une réclamation pour pertes de type C8 impliquait de sa part l'affirmation de cette qualité et pouvait être considéré comme une déclaration personnelle dans ce sens[280].

iv) Matérialité de la perte et lien de causalité

338. À la suite d'une analyse comparée de toutes les réclamations de la première tranche, à la lumière en particulier des types d'activité commerciale ou industrielle qui y étaient représentés, le Comité avait constaté que ces réclamations reposaient le plus souvent sur la perte d'actifs corporels. Un groupe beaucoup plus restreint de requérants demandaient à être indemnisés de diverses formes de perte de revenus de l'activité de l'entreprise. Implicitement, les requérants faisaient valoir que l'actif social de leur entreprise, consistant pour l'essentiel en matériel et en stocks, avait été détruit ou perdu du fait des actions de l'Iraq.

339. Les préjudices et dommages allégués, qui se rapportaient presque tous à des entreprises établies au Koweït, correspondaient parfaitement au profil général des pertes commerciales ou industrielles consécutives à l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq et, dans l'ensemble, cadraient avec la documentation très complète réunie à leur sujet par les missions effectuées, entre autres, sous l'égide des Nations Unies. Le Comité avait par conséquent estimé que cette documentation générale venait utilement compléter les éléments de preuve fournis et acquis la conviction que la matérialité de la perte et son imputabilité à l'Iraq avaient été établis pour la majorité des requérants, en particulier lorsqu'ils invoquaient la perte d'actifs corporels.

340. Le Comité avait cependant reconnu que les réclamations au titre de l'incapacité d'une entreprise de recouvrer ses créances à percevoir soulevaient des questions plus compliquées de lien de causalité. Pour les évaluer, il avait tenu compte, entre autres éléments, de la date à laquelle la créance était devenue exigible et du résultat des démarches faites pour en obtenir le paiement.

e) Évaluation de la première tranche de réclamations

341. Le Comité avait conclu que diverses autres données ajoutaient indirectement à la crédibilité globale des pertes alléguées par les requérants, certaines figurant dans les formulaires, d'autres dans les pièces jointes aux demandes et d'autres encore dans l'information extérieure disponible, notamment les statistiques relatives à la durée moyenne du séjour au Koweït. Vu le nombre restreint des réclamations pour pertes C8 que comptait la première tranche, le Comité n'avait pas établi de critères généraux d'évaluation et s'était prononcé

sur l'indemnisation après examen, en chaque cas, des circonstances indiquées dans la réclamation. Toutefois, pour pouvoir plus facilement suivre une méthode de traitement uniforme, il s'était inspiré de la formule de la décision 1 prescrivant "le minimum raisonnable approprié dans les circonstances en question" et avait retenu un niveau de preuve plus rigoureux pour les réclamations portant sur des montants égaux ou supérieurs à 20 000 dollars des États-Unis. Sur les 133 indemnités allouées pour perte de type C8 dans la première tranche de réclamations, 114 étaient d'un montant inférieur ou égal 20 000 dollars des États-Unis et 19 d'un montant inférieur à 50 000 dollars des États-Unis.

3. Constatations du Comité dans le cadre de la septième tranche

342. Le Comité a abordé l'examen des quelque 15 000 réclamations pour pertes de type C8 que comptait la septième tranche par les questions de recevabilité et de lieu d'établissement de l'entreprise.

a) Recevabilité des réclamations

343. La décision 4 indique quelles sont les pertes industrielles ou commerciales subies par les personnes physiques qui peuvent être examinées dans le cadre des procédures accélérées prévues pour les réclamations de la catégorie "C", notamment par les dispositions suivantes :

> "a) Le propriétaire d'une entreprise individuelle peut demander une indemnisation pour les pertes commerciales ou industrielles qu'il a subies;
>
> ...
>
> c) Pour les pertes subies par les sociétés de personnes qui ne sont pas dotées d'une personnalité juridique distincte, les demandes d'indemnisation doivent en principe être soumises par tous les associés agissant conjointement."

344. Cette décision indique aussi quelles sont celles qui ne peuvent pas bénéficier de cet examen en précisant que pour les pertes subies par une entité commerciale ou industrielle dotée d'une personnalité juridique distincte, c'est en principe cette entité qui doit présenter la demande d'indemnisation, mais sur un autre formulaire.

345. Vu les questions de compétence soulevées par la décision 4, le Comité a d'abord demandé au secrétariat d'analyser 150 réclamations pour pertes de type C8 qui, d'après un pointage électronique dans la base de données, émanaient d'entités dotées d'une personnalité juridique distincte. Il a ainsi été établi que 103 d'entre elles renfermaient des pièces attestant que l'entreprise considérée était constituée en société, telles que texte des statuts, inscription au registre des sociétés ou autres indications de la qualité de personne morale[281].

346. En vertu des décisions 1 et 4, le Comité a constaté que les pertes de type C8 déclarées dans ces démarches ne pouvaient pas bénéficier de l'examen

accéléré prévu pour les réclamations de la catégorie "C". Ils les a donc rejetées en tant que pertes C8. Dans la mesure où ces réclamations portaient aussi sur d'autres types de pertes de la catégorie "C" dont les requérants pouvaient prétendre à être indemnisés, le Comité a examiné ces pertes suivant les critères qu'il avait définis à cet effet, et les résultats de cet examen sont donc repris dans le rapport sur cette septième tranche. Cependant, le Comité a aussi recommandé au Secrétaire exécutif de prévoir le reclassement dans la catégorie "E" des portions des 103 réclamations en question jugées irrecevables au titre de pertes de type C8, conformément aux dispositions de l'article 32 3) des Règles.

b) Lieu d'établissement de l'entreprise hors d'Iraq ou du Koweït

347. Le Comité a jugé que le lieu d'établissement de l'entreprise du requérant intervenait directement dans la perte de type C8 invoquée. Lorsque des entreprises situées ailleurs avaient néanmoins essuyé des pertes en Iraq ou au Koweït, on pouvait présumer fortement que l'Iraq en était la cause. Le Comité a généralement constaté que les pertes industrielles ou commerciales subies par un particulier en Iraq ou au Koweït pouvaient plus aisément que les autres être imputables aux actions de l'Iraq. En revanche, pour considérer des pertes de type C8 comme indemnisables dans le cas d'une entreprise située hors d'Iraq ou du Koweït, il a exigé que l'existence du lien de causalité soit plus solidement étayée.

348. Il y avait à peu près 230 demandes soumises par différents pays, abstraction faite d'Israël, qui indiquaient comme lieu d'établissement de l'entreprise un autre pays que l'Iraq ou le Koweït. Il est apparu à l'examen des réclamations pour pertes C8 subies par des entreprises situées ailleurs qu'en Iraq ou au Koweït que la plupart de celles qui avaient souffert de l'invasion iraquienne du Koweït avaient une activité commerciale au Koweït ou, dans une moindre mesure, en Iraq. Après traitement manuel, on a constaté que dans la majorité des réclamations, l'entreprise était physiquement implantée en Iraq ou au Koweït ou bien les pertes subies par le requérant étaient directement imputables au fait qu'il avait été détenu comme otage ou forcé de se cacher en Iraq ou au Koweït[282]. La présomption de l'existence d'un lien de causalité étant ainsi établie de manière satisfaisante, les réclamations de cette tranche ont été évaluées suivant les critères définis par le Comité pour les pertes de type C8. En revanche, dans 61 cas où l'entreprise était implantée ailleurs qu'en Iraq ou au Koweït, le Comité a examiné chacune des réclamations séparément.

349. Dans beaucoup de ces cas où des réclamations pour pertes de type C8 concernant des entreprises qui n'étaient pas situées en Iraq ou au Koweït soulevaient des questions juridiques du fait de l'existence d'une créance, de l'expédition et la réception de marchandises, de lettres de crédit, de tentatives pour réduire l'ampleur des pertes ou de démarches auprès des parties contractantes concernées pour obtenir le paiement dû qui dataient d'avant l'invasion, le Comité a constaté qu'il ne disposait pas de renseignements suffisants pour se prononcer sur les éléments déterminants. Quelques demandes au titre de pertes de type C8 pour des entreprises situées dans des pays autres que l'Iraq ou le Koweït ont en conséquence été rejetées d'emblée.

350. Dans d'autres cas, où le Comité a pu s'assurer que le requérant avait effectivement subi des pertes de type C8[283] et qu'il y avait un lien de cause à effet entre l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq et ces pertes, mais où le requérant n'avait pas suffisamment éclairci toutes les questions de droit et d'évaluation y afférentes, le Comité a pris en considération l'ensemble de l'environnement des entreprises, les populations de requérants concernées, le mode accéléré de traitement des réclamations de la catégorie "C" et l'exigence en matière de preuve du "minimum raisonnable approprié dans les circonstances en question", le niveau exigé étant moins rigoureux pour les demandes portant sur un montant inférieur à 20 000 dollars des États-Unis. Dans ces cas-là, par conséquent, le Comité a recommandé que les requérants se voient accorder les montants réclamés pour pertes de type C8, à concurrence de 20 000 dollars.

c) Lieu d'établissement de l'entreprise en Israël

351. Le Comité a examiné 77 demandes d'indemnisation pour pertes de type C8 présentées par des requérants d'Israël[284]. Ces réclamations visaient a) des pertes de revenus industriels ou commerciaux individuels liés au secteur du tourisme; b) des pertes dues à la destruction ou l'endommagement de locaux, stocks et actifs d'entreprises résultant des attaques de missiles Scud; et c) des pertes de revenus industriels ou commerciaux individuels subies par des entreprises extérieures au secteur du tourisme telles que pharmacies, boutiques ou cabinets d'avocats. Toutes les entreprises faisant l'objet de ces réclamations étaient exploitées ou physiquement situées à Tel-Aviv ou à Ramat-Gan, banlieue proche de cette ville.

352. Vu qu'Israël n'avait pas été soumis seulement à la menace d'actions militaires iraquiennes mais aussi à certaines opérations militaires comme les attaques de missiles Scud, le Comité a jugé que les considérations et les principes retenus pour justifier une indemnisation au titre des pertes de type C6-salaires et C7-pertes de biens immobiliers subies dans certaines localités d'Israël en janvier et février 1991 pouvaient aussi s'appliquer aux réclamations pour pertes de type C8 subies dans ce pays. Le Comité a en outre examiné des informations extérieures établissant que le secteur du tourisme avait été en Israël l'un des plus gravement touchés par la guerre du Golfe, les entrées mensuelles de touristes étant tombées d'un record de 90 000 avant l'invasion à 13 000 en février 1991[285]. Cette guerre avait eu un effet tout aussi destructeur sur le commerce local, surtout en janvier 1991. Du fait de la poursuite des hostilités, l'activité commerciale serait tombée en Israël à la moitié ou aux trois quarts de son niveau normal[286].

353. Le Comité "C" a aussi étudié les constatations du Comité "E2" au sujet des pertes subies dans le secteur touristique. Ce comité, on l'a vu au paragraphe 272, avait jugé qu'en raison de l'existence d'une menace crédible et sérieuse d'action militaire dirigée contre Israël et des attaques de missiles Scud qui constituaient effectivement des opérations militaires, toute perte subie en Israël du 15 janvier 1991 au 2 mars 1991 qui aurait directement résulté de ces opérations militaires ouvrait droit à indemnisation. Le Comité "E2" avait conclu que les pertes résultant des perturbations de l'activité économique pouvaient donner lieu à indemnisation lorsqu'elles étaient liées à l'invasion et l'occupation du Koweït et, plus précisément, au recul de l'activité enregistrée

dans le secteur du tourisme en Israël durant la période d'opérations ou de menace d'opérations militaires[287].

354. Le Comité a donc conclu que les requérants ayant présenté des réclamations pour pertes de type C8 subies en Israël pouvaient aussi être considérés comme ayant démontré la matérialité de la propriété, de la perte et du lien de causalité avec l'invasion du Koweït par l'Iraq et que ces pertes pouvaient en conséquence ouvrir droit à indemnisation.

d) Examen des demandes d'indemnisation présentées par le Pakistan pour d'"autres préjudices et pertes" ("CS-autres")

355. Dans le cadre de sa sixième tranche de réclamations, le Comité avait mis à part le groupe des requérants pakistanais dans sa décision générale de ne pas considérer les pertes CS-autres comme des éléments de perte distincts[288]. Compte tenu du bilan de son examen de la première tranche et d'autres tendances significatives pour ce groupe, le Comité a jugé que ces pertes devaient, dans certains cas, être rattachées au type C8.

e) Méthode de traitement des réclamations de la septième tranche

356. Les considérations, observations et conclusions générales formulées par le Comité dans le cadre de la première tranche demeuraient pertinentes pour le traitement des réclamations de la septième tranche présentées au titre de pertes de type C8. Tel était le cas, en particulier, de celles qui concernaient l'environnement général des entreprises au Koweït, le recours très répandu au système du "permis loué" et, en conséquence, la difficulté pour l'ensemble des requérants de remplir le formulaire de réclamation et de fournir des pièces justificatives établissant directement les faits déclarés. À près de 90 % du total, les demandes d'indemnisation pour pertes de type C8 émanaient de huit pays déclarants — Koweït, Jordanie, Inde[289], Yémen, Égypte, Pakistan, Syrie et Iran —, les 10 % restants se répartissant entre 46 pays ou organisations internationales. Le quart à peu près de ces réclamations portait sur des montants égaux ou inférieurs à 20 000 dollars et 10 % environ dépassaient les 100 000 dollars des États-Unis[290]. Il est apparu que les requérants appartenaient dans leur grande majorité à deux secteurs d'activité : a) le commerce, tant de gros que de détail, et b) les services, parmi lesquels surtout des services personnels et aux ménages comme la coupe de vêtements, la blanchisserie, et ainsi de suite.

i) Détermination de l'existence ou de l'absence du droit à indemnisation

357. Pour les groupes de requérants qui étaient nombreux, on a procédé à des examens sur échantillons. Ces derniers ont été prélevés suivant les méthodes statistiques normalisées, et la taille en a été fixée pour chaque groupe de requérants de manière à permettre d'en tirer des conclusions au sujet de l'univers particulier de pertes C8 qu'il représentait. Le Koweït, avec à lui seul quelque 4 000 réclamations à ce titre, représentait le groupe de requérants le plus nombreux, et aussi le plus homogène dans les pièces et autres éléments de preuve communiqués.

358. Les examens sur échantillons ont permis de conclure que les requérants avaient universellement été en mesure de fournir des éléments de preuve de l'existence de leur entreprise, de sa forme juridique leur permettant de bénéficier de l'examen au titre des pertes C8[291], de leur qualité de propriétaire et, finalement, du lien de causalité avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, conformément aux critères fixés par le Comité.

ii) Éléments de preuve fournis à l'appui de la valeur déclarée des pertes de type C8

359. Les examens sur échantillons ont aussi permis d'évaluer le niveau et la qualité des éléments de preuve présentées à l'appui des pertes C8 déclarées. L'évaluation a porté sur : a) les éléments de preuve de caractère "général", à savoir, toute forme de preuve documentaire relative à la perte industrielle ou commerciale déclarée venant compléter les renseignements fournis sur le formulaire de réclamation (lesquels, d'ordinaire, comprenaient des déclarations du requérant lui-même et de témoins) et b) des pièces justificatives attestant directement la valeur déclarée, telles que des effets de commerce, reçus, listes de marchandises en stock ou d'objets et autres assurés et documents de nature analogue. À l'issue des examens sur échantillons, le Comité a conclu que, si les requérants demandant à être indemnisés de pertes de type C8 avaient dans leur immense majorité été en mesure de fournir des éléments probants pour indiquer qu'ils avaient subi des pertes industrielles et commerciales, ils n'avaient en revanche généralement pas pu produire de pièces justificatives originales pour l'intégralité des montants réclamés ou d'éléments de preuve se rapportant directement à la valeur de leurs pertes, comme on peut le voir au tableau 1 ci-après.

Tableau 1

Niveau des éléments de preuve présentés à l'appui des réclamations au titre de pertes de type C8 pour les groupes de requérants soumis à échantillonnage[292]

Échantillon	Élément de preuve de caractère général (%)	Pièces justificatives originales (%)
Koweït	100	65
Jordanie	90	34
Égypte	84	25
Inde et Bangladesh	70	18
Yémen et Syrie	90	1

iii) Établissement de critères d'évaluation extérieurs

360. Les observations faites par le Comité dans le cadre de la première tranche de réclamations au sujet des facteurs qui avaient limité la capacité des requérants de justifier l'étendue des pertes industrielles ou commerciales subies se sont révélées valables aussi pour les pertes C8 de la septième tranche. Dans ce contexte, l'absence de pièces justificatives attestant directement la valeur déclarée n'était pas surprenante, mais elle posait au Comité le problème de l'évaluation de ces pertes dans le cadre d'une méthode de traitement collectif.

361. Par conséquent, pour procéder à cette évaluation, le Comité, considérant qu'il y aurait des renseignements à tirer de sources extérieures au sujet de l'activité économique dans la région du Golfe, a demandé au secrétariat de faire des recherches dans cette perspective. Ces recherches ont indiqué qu'une étude des tendances de la croissance réelle de l'activité économique au Koweït avant l'invasion permettrait de dégager une évaluation fiable de ce qu'était alors l'activité économique normale dans la région du Golfe. Moyennant des renseignements suffisants sur les résultats antérieurs, les estimations du niveau de l'activité économique pour l'année où l'invasion avait eu lieu saisiraient sa progression ou son recul tendanciels sur les années précédentes.

362. Or, les séries chronologiques étant insuffisantes, il n'a pas été possible de dégager une tendance de l'activité économique. Celle-ci a été remplacée par une estimation du chiffre d'affaires des secteurs a) du commerce de détail et b) des services personnels et des services aux ménages au Koweït pour l'année 1990, fondée sur les résultats de ces deux secteurs pour la seule année 1989 — ce qui veut dire que le niveau estimatif des recettes par secteur pour 1990 demeurait comparable à celui de 1989, antérieur à la guerre. Ces estimations sont fiables, mais il n'est tenu aucun compte de l'évolution, en hausse ou en baisse, de l'activité. De 1989 à 1990, la croissance nominale est donc de 0 %. Avec un taux d'inflation positif et une croissance modérée, cela pourrait signifier que le niveau des pertes dans les secteurs en question a sans doute en fait été sous-estimé.

363. Ces estimations ont été calculées en déduisant les recettes générées par chaque secteur en 1990 de celles qui avaient été enregistrées en 1989, année d'activité normale[293]. Abstraction faite de l'effet de l'évolution tendancielle, on a présumé que la différence de recettes était due à l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

364. Le Comité a établi la répartition des groupes de requérants demandant à être indemnisés de pertes C8 entre le commerce de détail et les services, qui est indiquée au tableau 2 ci-dessous. Il s'est servi des estimations macroéconomiques extérieures concernant ces secteurs au Koweït pour appliquer une série de niveaux de référence extérieurs, ainsi qu'il apparaît au tableau 3, afin de pouvoir plus facilement établir une détermination objective des pertes moyennes subies par les entreprises au Koweït durant la période considérée[294].

Tableau 2

Répartition sectorielle des requérants pour les pertes de type C8

	Koweït	Jordanie	Égypte	Inde/ Bangladesh
% de l'effectif dans le commerce de détail (CD)	49	51	28	44
% de l'effectif dans les services personnels et les services aux ménages (SP)	51	49	72	46

Tableau 3

Pertes de type C8 par secteur et par entité déclarante

Niveaux de référence macroéconomique par groupe	Koweït	Jordanie	Égypte	Inde/ Bangladesh
	(montants en DK arrondis)			
(% CD X 32 156 DK plus % SP X 8 100 DK)[295]	15 477	15 779	12 316	13 915
	(montants en US$ arrondis)			
	53 555	54 597	42 615	48 148

365. Les estimations des pertes exprimées par ces niveaux de référence représentent une perte moyenne par établissement, calculée à partir de données extérieures générales et des données communiquées par les requérants, replacées dans le contexte du pays ayant présenté leurs réclamations. En conséquence, ces repères sont des estimations affinées rendant compte des caractéristiques particulières des requérants de chaque entité déclarante. En outre, ces estimations recouvrent un éventail très large d'établissements exerçant une activité au Koweït. Ces niveaux de référence macroéconomiques individualisés constituent donc des montants établis objectivement auxquels comparer ceux que demandent les requérants pour les pertes de type C8.

366. À l'aide de ces niveaux de référence, calculés pour chaque groupe de requérants d'après sa part dans l'effectif de l'échantillon, et considérant à la fois les résultats des examens des éléments de preuve fournis dans les réclamations pour pertes C8 et les montants demandés dans les populations de requérants, le Comité a arrêté la méthode exposée ci-après pour régler les pertes C8.

a) Si le montant réclamé pour la perte industrielle ou commerciale est inférieur ou égal à 20 000 dollars des États-Unis, l'indemnité accordée est égale au montant demandé;

b) Si le montant réclamé est supérieur à 20 000 dollars, mais inférieur au montant de référence établi pour le groupe, l'indemnité est égale au montant calculé comme suit :

i) 20 000 dollars des États-Unis, majorés

ii) du montant obtenu en multipliant la fraction du montant réclamé venant en dépassement de 20 000 dollars par le pourcentage de requérants du groupe ayant fourni des éléments de preuve de caractère général au sujet de pertes de type C8;

c) Si le montant réclamé est supérieur au montant de référence, l'indemnité est égale au montant calculé comme suit :

i) 20 000 dollars des États-Unis, majorés

ii) du montant obtenu en multipliant un montant (égal à la fraction du montant réclamé venant en dépassement de 20 000 dollars à concurrence du montant de référence) par le pourcentage de requérants du groupe ayant fourni des éléments de preuve de caractère général au sujet de pertes de type C8, majoré

iii) du montant obtenu en multipliant un montant (égal à la fraction du montant réclamé venant en dépassement du montant de référence) par le pourcentage de requérants du groupe ayant fourni des pièces justificatives originales attestant la valeur de leurs pertes de type C8.

367. À titre d'exemple de la manière dont cette méthode d'évaluation serait appliquée, le Comité a envisagé trois cas de figures possibles pour un requérant égyptien, qui sont représentés au tableau 4. Le montant de référence estimé pour les requérants égyptiens est de 42 615 dollars des États-Unis. Le pourcentage de requérants égyptiens ayant présenté des éléments de preuve de caractère général à l'appui des pertes de type C8 déclarées est de 84 %; en revanche, 25 % seulement d'entre eux ont produit à l'appui des montants réclamés des pièces justificatives originales attestant la valeur déclarée de leurs pertes.

Tableau 4

Exemples hypothétiques de calcul des pertes de type C8

Méthode	Montant réclamé	Montant recommandé (en US$, arrondi à l'unité)
a. < US$ 20 000	US$ 16 000	US$ 16 000
b. > US$ 20 000 < US$ 42 615	US$ 30 000	US$ 20 000 +
	(0,84 x US$ 10 000 =	US$ 8 400
	-	US$ 28 400
c. > US$ 42 615	US$ 50 000	US$ 20 000 +
	(0,84 x US$ 22 615) =	US$ 18 997 +
	(0,25 x US$ 7 385) =	US$ 1 846
		US$ 40 843

f) Recommandations concernant les réclamations pour pertes de type C8 de la septième tranche

368. Dans le cadre de la septième tranche, le Comité a examiné 15 131 demandes d'indemnisation au titre de pertes de type C8. Il recommande l'indemnisation dans 14 976 cas et ne la recommande pas dans les 155 autres. Il recommande aussi au Secrétaire exécutif de prévoir le reclassement de 103 réclamations dans la catégorie "E", en application de l'article 32 3) des Règles.

I. Pertes de type "C9" : réclamations pour d'autres pertes et préjudices ("CS-autres")

369. Comme il l'a déjà exposé de manière plus complète à propos de la sixième tranche, le Comité a très précisément tenu compte des pertes énumérées par le Conseil d'administration au paragraphe 14 de la décision 1, ainsi que dans les décisions 3 et 4, et il a conclu que les montants figurant dans les réclamations de la catégorie "C" au titre de pertes CS-autres ne représentaient pas des éléments de perte distincts ouvrant droit à indemnisation dans la catégorie "C". Pour autant que ces pertes soient indemnisables, elles ne pourraient être jugées telles qu'après avoir été reclassées dans une catégorie de pertes existante appropriée[296].

V. RÉCLAMATIONS COMPRISES DANS LA SEPTIÈME TRANCHE

370. La septième tranche se compose de 71 069 réclamations de la catégorie "C", qui recouvrent la totalité des éléments de perte ouvrant droit à indemnisation dans cette catégorie. Elles comprennent : a) des réclamations pour pertes au titre des frais de départ ("C1-argent") et au titre du préjudice psychologique

ou moral résultant d'une prise en otage ou autre détention illégale ("C1-PPM-DI") ou de l'obligation de se cacher ("C1-PPM-OC"), portées sur la feuille "C1" du formulaire de réclamation; b) des réclamations pour préjudice corporel ("C2-argent") et pour préjudice psychologique ou moral résultant d'un préjudice corporel grave ("C2-PPM") ou du fait d'avoir été témoin d'un préjudice corporel infligé au conjoint, à un enfant ou à un ascendant au premier degré ("C2-PPM-T"), sur la feuille "C2" du formulaire; c) réclamations pour perte de subsides résultant du décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré ("C3-subsides"), pour dépenses médicales, frais d'enterrement ou frais divers ("C3-autres"), pour préjudice psychologique ou moral résultant du décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant au premier degré ("C3-PPM") ou du fait d'avoir été témoin d'actes délibérés ayant entraîné ce décès ("C3-PPM-T"), sur la feuille "C3" du formulaire; d) des réclamations pour perte de biens personnels ("C4-effets personnels") ou pour perte ou vol ou réparation d'un véhicule à moteur ("C4-VM"), sur la feuille "C4" du formulaire; e) des réclamations pour perte d'argent sur des comptes bancaires au Koweït ou en Iraq ("C5-CB") ou de titres ou autres valeurs ("C5-TAV"), sur la feuille "C5" du formulaire; des réclamations pour perte de revenu ou d'emploi ("C6-salaires") ou de subsides ("C6-subsides"), ou pour préjudice psychologique ou moral résultant de la perte de toutes les ressources économiques, suffisamment grave pour compromettre la survie ("C-6-PPM"), sur la feuille "C6" du formulaire; des réclamations pour pertes liées à des biens immobiliers ("C7-réparations" et "C7-autres"), sur la feuille "C7" du formulaire; enfin, des réclamations pour pertes commerciales ou industrielles individuelles ("C8"), sur la feuille "C8" du formulaire de réclamation.

371. Pour chaque élément de perte, il a fallu élaborer des critères d'indemnisation différents et des méthodes d'analyse et d'évaluation différentes, tout spécialement conçues pour un programme de traitement collectif des réclamations qui a obligé à imaginer des solutions inédites pour régler rapidement les problèmes pressants et complexes posés par les groupes de requérants de plusieurs nationalités. Joint à ceux qui l'ont précédé, ce septième rapport représente donc la somme de toutes les solutions constituant la jurisprudence établie par le Comité pour régler quelque 420 000 réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis.

372. Comme il l'avait fait pour le traitement des tranches précédentes, le secrétariat a appliqué pour la septième tranche un programme informatique spécial de vérification par recoupements. Il a ainsi pu effectuer des recherches sur différentes combinaisons d'éléments permettant d'identifier les requérants, afin d'exclure autant que possible les risques d'indemnisation multiple entre les réclamations de la catégorie "A" (départ) et les réclamations pour pertes au titre des frais de départ présentées sur la feuille "C1" du formulaire "C". Comme les fois précédentes, et après s'être assuré que les requérants qui avaient déposé une réclamation individuelle ou familiale pour cause de départ dans la catégorie "A" en avaient aussi présenté une au titre des frais entraînés par le départ dans la catégorie "C", le Comité a chargé le secrétariat de réduire les indemnités pour cause de départ de type "C1-argent", conformément à la décision 24 du Conseil d'administration.

373. Le traitement des réclamations de la catégorie "C" a amené le secrétariat à appliquer pour la première fois un programme informatique spécial de vérification par recoupements sur des combinaisons d'éléments d'identification disponibles, en vue d'exclure autant que possible les cas d'indemnisation multiple par chevauchement entre a) la catégorie "B", préjudice corporel grave, et les réclamations pour pertes résultant d'un préjudice corporel grave présentées sur la feuille "C2" du formulaire "C" et b) les réclamations de la catégorie "B" pour décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant du premier degré et les réclamations identiques présentées sur la feuille "C3" du formulaire "C". Après avoir vérifié que les requérants qui avaient présenté des réclamations individuelles ou familiales pour préjudice corporel grave ou décès dans la catégorie "B" avaient aussi présenté des réclamations identiques pour pertes de type "C2-argent" ou "C3-argent" dans la catégorie "C", le Comité a donné instruction au secrétariat de réduire les indemnités au titre des pertes de type "C2-argent" et "C3-argent" pour éviter que les requérants en question ne soient indemnisés plusieurs fois d'une même perte.

VI. RECOMMANDATIONS

374. Le Comité présente ici les montants qu'il recommande à titre d'indemnisation pour 67 079 des réclamations de la septième tranche de réclamations de la catégorie "C". D'un montant total de 1 918 413 948,51 dollars des États-Unis les indemnités recommandées sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-dessous pour chacun des gouvernements et organisations internationales concernés, qui recevra une liste confidentielle contenant les recommandations faites pour chacun de ses requérants. Ces indemnités règlent tous les éléments de perte déclarés dans ces réclamations. Le Comité ne recommande pas d'indemnisation pour les 3 990 autres réclamations de la septième tranche.

375. Ces dernières sont des réclamations liées à des types de pertes déjà traités dans le cadre des tranches précédentes, à savoir : réclamations émanant de ressortissants iraquiens dont la double nationalité n'a pas été dûment établie; réclamations qui ne cadrent avec aucun profil de perte informatisé (ayant un statut global "néant")[297]; réclamations présentées en double par un même requérant pour les mêmes pertes dans la catégorie "C"; réclamations pour pertes C1-argent pour lesquelles les montants recommandés sont égaux ou inférieurs à ceux qui ont précédemment été approuvés par le Conseil d'administration en faveur des mêmes requérants au titre de la catégorie "A"[298]; réclamations C1-argent pour frais de départ qui ne satisfont pas aux conditions définies par le Comité quant à la période à prendre en considération; réclamations C1-PPM résultant d'une prise en otage ou d'une détention illégale d'une durée inférieure à trois jours qui ne satisfont pas au critère de la "menace imminente" spécifié par le Comité; réclamations pour pertes de type C4-VM qui ne répondent pas aux critères de preuve de la propriété spécifiés par le Comité; réclamations invoquant des pertes C5 concernant des comptes bancaires au Koweït; réclamations pour des pertes C6-salaires qui ne satisfont pas aux conditions spécifiées par le Comité quant au lieu de survenance de la perte; enfin, pertes C6-PPM subies en Égypte[299]. De plus, dans le cas de cette septième tranche, les réclamations ne faisant pas l'objet

d'une recommandation d'indemnisation comprennent toutes les réclamations qui, quel que soit le type de perte considéré, ne satisfaisaient pas aux critères d'indemnisation retenus par le Comité et exposés en détail dans les analyses qui en sont présentées plus haut.

Tableau 5

État récapitulatif des recommandations concernant la septième tranche

Pays	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Afghanistan	620	68	6 546 539,61
Afrique du Sud	1	0	31 786,29
Algérie	16	0	695 540,82
Allemagne	54	6	2 220 488,11
Arabie saoudite	2	4	60 431,66
Argentine	1	0	70 538,55
Australie	55	2	1 702 771,53
Autriche	13	3	620 999,83
Bahreïn	6	4	148 039,74
Bangladesh	2 019	11	37 554 395,74
Belgique	6	1	231 802,31
Bénin	1	0	9 177,00
Bulgarie	8	0	125 605,86
Cameroun	1	0	8 766,44
Canada	250	8	11 857 638,70
Chine	4	0	124 658,70
Chypre	2	1	122 504,84
Corée, République de	35	0	2 365 481,86
Croatie	7	0	192 329,35
Danemark	3	0	144 690,81
Égypte	13 598	1 446	228 574 373,13
Émirats arabes unis	0	7	0,00
Espagne	5	0	147 896,97
États-Unis d'Amérique	428	5	15 758 081,21
Éthiopie	8	0	55 973,18
Fédération de Russie	1	0	48 442,91
Finlande	15	0	297 969,31
France	171	5	6 534 238,54
Ghana	1	0	47 734,21
Grèce	15	0	614 271,21

Pays	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Hongrie	9	0	284 036,35
Inde	8 970	386	185 773 000,03
Iran, République islamique d'	731	40	26 975 073,39
Irlande	45	0	1 265 251,55
Israël	230	11	4 821 126,19
Italie	50	3	1 440 604,82
Japon	22	0	582 774,02
Jordanie	8 464	445	279 894 629,49
Kenya	4	0	15 458,48
Koweït	18 516	166	784 934 659,15
Liban	548	6	15 514 902,72
Malaisie	1	0	22 453,23
Maroc	25	0	769 485,67
Maurice	13	0	163 472,65
Népal	2	0	14 495,18
Niger	1	0	34 733,08
Nigéria	23	1	271 732,67
Norvège	1	0	22 092,68
Nouvelle-Zélande	7	0	237 824,47
Pakistan	3 997	973	72 220 012,40
Pays-Bas	24	4	814 269,57
Philippines	1 007	237	10 254 242,61
Pologne	49	10	716 179,29
Portugal	2	2	63 496,91
République fédérale de Yougoslavie	5	2	148 194,04
République tchèque	8	1	145 166,19
Roumanie	1	0	31 894,07
Royaume-Uni	771	20	28 429 392,05
Sénégal	2	0	46 662,16
Seychelles	1	0	60 418,14
Sierra Leone	1	0	42 433,14
Singapour	4	0	191 724,05
Slovaquie	4	1	69 466,82
Slovénie	5	0	119 825,39
Somalie	64	9	1 180 810,34
Soudan	626	3	14 740 586,11
Sri Lanka	964	17	5 187 819,35
Suède	20	1	935 577,80
Suisse	8	0	207 359,65
Syrie	1 970	20	56 697 373,20
Tanzanie	2	0	23 909,76
Tchad	1	0	22 563,35

Pays	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Thaïlande	46	0	912 347,94
Tunisie	327	5	8 305 384,84
Turquie	84	2	2 525 646,17
Viet Nam	3	0	33 328,47
Yémen	1 588	13	79 127 855,58
HCR-Bulgarie	10	1	285 424,54
HCR-Canada	23	7	1 121 785,59
HCR-Genève	1	0	16 551,20
PNUD-Jérusalem	125	4	4 324 195,44
PNUD-Koweït	27	11	891 369,68
PNUD-Washington	28	4	1 130 475,75
PNUD-Yémen	38	3	681 255,41
UNRWA-Gaza	235	11	6 757 977,27
Total	67 079	3 990	1 918 413 948,51

376. Le Comité est convaincu que le secrétariat a employé des moyens raisonnables et pratiques pour détecter les réclamations qui auraient été présentées en double. Cependant, comme celui-ci pouvait difficilement déceler tous les cas possibles d'indemnisation multiple, le Comité recommande à tous les gouvernements et organisations internationales qui recevront la liste des réclamations individuelles de leurs requérants de procéder à des contrôles analogues pour éviter toute surindemnisation de ces derniers.

377. Vu les considérations exposées dans le premier rapport sur la question du paiement d'intérêts[300], le Comité recommande que des intérêts, courant à compter du 2 août 1990, soient alloués aux requérants dont la réclamation figure dans cette septième tranche de réclamations de la catégorie "C"[301].

378. Les présentes constatations sont sans préjudice des conclusions et constatations des comités chargés des autres catégories de réclamations. Le Comité a adopté le présent rapport, y compris les recommandations adressées au Conseil d'administration, à l'unanimité.

Genève, le 30 mars 1999

(Signé) M. L. Yves FORTIER, Q.C.
Président

(Signé) M. Sergei N. LEBEDEV
Commissaire

(Signé) M. Philip K.A. AMOAH
Commissaire

Notes

ANNEXE IV

[1] S/AC.26/1992/10.

[2] Voir le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" et ses annexes (le "premier rapport"), S/AC.26/1994/3, le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la deuxième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" et son additif (le "deuxième rapport"), S/AC.26/1996/1 et S/AC.26/1996/1/R.3/Add.1/Rev.1, le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la troisième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" (le "troisième rapport"), S/AC.26/1996/2, le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la quatrième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" (le "quatrième rapport"), S/AC.26/1996/4, le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la cinquième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" (le "cinquième rapport"), S/AC.26/1997/1 et le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la sixième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'C')" (le "sixième rapport"), S/AC.26/1998/6.

[3] S/AC.26/Dec.25 (1994), S/AC.26/Dec.36 (1996), S/AC.26/Dec.37 (1996), S/AC.26/Dec.39 (1996), S/AC.26/Dec.41 (1997), S/AC.26/Dec.52 (1998).

[4] S/AC.26/1992/1.

[5] "Recommandation du Comité de commissaires sur les réclamations individuelles pour atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) ou décès (réclamations de la catégorie 'B')" ("premier rapport 'B'"), S/AC.26/1994/1, p. 10 et 11.

[6] Premier rapport, p. 18 et 19.

[7] S/AC.26/1992/12. Cette décision proroge le délai pour la présentation de certaines réclamations, notamment par des particuliers pour des pertes découlant de risques pour la santé publique et la sécurité et qui ont été infligées après ou dans les douze mois précédant l'expiration des délais impartis.

[8] Voir le premier rapport, p. 19.

[9] Ibid., p. 87.

[10] Voir le sixième rapport, par. 21 à 27. Cette décision a été prise après que des examens aient confirmé que de nombreux étrangers qui résidaient en Iraq ou au Koweït ou qui avaient quitté ces pays avant la période considérée étaient partis pendant les mois de vacances traditionnels de juin et juillet 1990 et avaient été empêchés de rentrer en raison de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

[11] La présence de l'un ou l'autre de ces numéros dans la case pertinente du formulaire prouve qu'un requérant donné résidait en Iraq ou au Koweït avant l'invasion et l'occupation de 1990.

[12] Premier rapport, p. 20.

[13] "Rapport et recommandations du Comité des commissaires sur les réclamations pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (sixième tranche de réclamations de la catégorie "A")", S/AC.26/1996/3, par. 30.

[14] Sixième rapport, par. 14 et 15. Les deux comités avaient le double souci impératif, d'une part : a) que les réclamations à propos desquelles la question se posait fussent des "réclamations urgentes" pour lesquelles le Conseil d'administration avait prescrit des "procédures accélérées" (décision 1) et, d'autre part, b) que la question à régler fut de savoir si la deuxième nationalité était acquise de bonne foi eu égard aux conditions à remplir pour pouvoir saisir la Commission d'une réclamation.

[15] Ibid., par. 15.

[16] Dans la décision 11, le Conseil d'administration précise que trois conditions doivent être réunies pour que la perte ou le préjudice ouvre droit à réparation : a) la réparation est accordée conformément aux critères généraux déjà adoptés; b) les requérants ont été faits prisonniers en raison de leur participation aux opérations militaires engagées par la Coalition contre l'Iraq, en réaction à son invasion et à son occupation illicites du Koweït; c) la perte ou le préjudice est imputable à de mauvais traitements infligés en violation du droit humanitaire international (notamment des Conventions de Genève de 1949).

[17] Voir le premier rapport, p. 22.

[18] Le rapport "B", p. 14 et 15.

[19] Premier rapport, p. 24 et 25. Il découle de cette définition de la "famille" que les réclamations présentées par d'autres proches parents tels que les frères ou soeurs, les petits-enfants, les grands-parents, les nièces, les neveux ou les oncles et tantes de la personne décédée ou de la personne ayant subi ce préjudice corporel grave sont irrecevables. Premier rapport, p. 25, note 47.

[20] Ibid, p. 25.

[21] Aux paragraphes 10 à 13 de la décision 1, le Conseil d'administration a expressément prévu le versement de montants déterminés aux personnes qui, à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq a) ont quitté l'Iraq ou le Koweït entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991; b) ont subi un préjudice corporel grave; ou c) dont le conjoint, un enfant ou l'un des ascendants au premier degré sont décédés. Les réclamations de la catégorie "A" concernaient les pertes liées au départ, celles de la catégorie "B" les pertes liées à un préjudice corporel grave ou à un décès. Les deux catégories prévoyaient le paiement de montants fixes dans des situations "familiales". Ce n'est pas le cas de la catégorie "C".

[22] Certaines de ces réclamations ont été disjointes lorsqu'en les enregistrant et en les classant, le secrétariat a découvert qu'un même dossier contenait deux formulaires de réclamation distincts dûment remplis.

[23] Cette intention apparaissait généralement lorsqu'un requérant remplissait plusieurs formulaires de réclamation, ou lorsqu'il remplissait plusieurs pages CID (identification) du formulaire au nom d'une personne ou de personnes différentes ou bien encore lorsqu'il remplissait les deux côtés de la page CID sous des noms différents, tout en fournissant des renseignements sur l'identité de chaque requérant.

[24] Les réclamations "multiples" ont été disjointe lorsqu'elles ont été découvertes au moment de leur enregistrement et du classement de leurs données. Les montants réclamés ont été ajustés en conséquence à ce moment.
Les réclamations examinées ici ont été identifiées après accomplissement de toutes les activités d'enregistrement à l'extérieur. Ces nouvelles réclamations de la catégorie "C" ont été ajoutées à celles répertoriées par le secrétariat dans le cadre de sa saisie des données sur place comme noté à la section II ci-après.

[25] Les circonstances à considérer comme liées directement à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq et comme ayant causé les pertes et préjudices en question sont notamment les suivantes : a) des opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991; b) le départ de l'Iraq ou du Koweït ou l'incapacité de quitter ces pays (ou une décision de ne pas y revenir) durant cette période; c) des actions commises par des fonctionnaires, des salariés ou des agents du Gouvernement iraquien ou par des organismes placés sous son contrôle pendant cette période à l'occasion de l'invasion ou de l'occupation; d) la rupture de l'ordre civil au Koweït ou en Iraq au cours de cette période; e) une prise en otage ou tout autre forme de détention illégale.

[26] Décision 15, par. 3.

[27] Premier rapport, p. 28 et 29 et notes correspondantes.

[28] Premier rapport, p. 29.

[29] Voir d'une manière générale le premier rapport, p. 30 à 37 pour un examen détaillé des différents éléments de preuve.

[30] Voir d'une manière générale le premier rapport, p. 37 à 41 pour une motivation détaillée du taux de change monétaire retenu.

[31] Voir d'une manière générale le premier rapport, p. 47 à 58 pour une justification détaillée de la décision du Comité de régler les réclamations de la catégorie "C" au moyen de méthodes de traitement collectif.

[32] Les réclamations de la première tranche étaient les premières réclamations déposées auprès de la Commission. Elles ne comprenaient donc pas celles de tous les pays et organisations internationales concernés et ne reflétaient pas non plus toute l'expérience tirée de la préparation de leurs réclamations par ces entités, et de plus elles n'étaient pas suffisamment nombreuses pour aborder tous les problèmes que soulevait généralement chaque élément de perte. Voir le deuxième rapport, par. 10.

[33] Premier rapport, p. 49, 58, 145, 184 et 185.

[34] Voir d'une manière générale le deuxième rapport, par. 8 à 23, pour une description des principes de base, de l'organisation et de la préparation des réclamations aux fins du traitement électronique.

[35] Premier rapport, p. 57.

[36] Sixième rapport, par. 8.

[37] Deux autres réclamations, soumises conformément à la décision 12, ont été intégrées dans la base de données des réclamations de la catégorie "C" en février 1999, à temps pour être prises en compte dans le processus de traitement électronique de la septième tranche.

[38] Le premier rapport fait l'historique de ces problèmes (voir p. 51 et 52). Si certains requérants ont bien compris le formulaire ou ont reçu l'aide dont ils avaient besoin pour quantifier et déclarer le préjudice subi, remplir le formulaire a représenté pour la grande majorité d'entre eux un exercice difficile auquel ils n'étaient absolument pas préparés. Qui plus est, les requérants n'ont pas tous eu le bénéfice d'un programme national de réclamations bien organisé à même de les conseiller.

[39] Dans le deuxième rapport, le Comité a énuméré les difficultés immenses et variées posées par les réclamations de la catégorie "C" soumises à la Commission comme suit : "réclamations en double déposées par le même requérant, réclamations multiples déposées au nom ou avec d'autres individus, réclamations qui ont été complétées ou remplacées ultérieurement en totalité ou en partie, non-respect des Règles quant à la forme, pertes identiques ou similaires revendiquées au titre d'autres catégories de réclamations, mauvaise interprétation des dates retenues aux fins de l'indemnisation, erreurs de calcul, incertitude quant à la devise, conventions de numérotation différentes, utilisation incorrecte des différentes pages du formulaire, pertes revendiquées deux fois dans la même réclamation, référence implicite ou expresse à un montant déterminé pour des catégories de préjudice psychologique et moral ouvrant droit à une somme forfaitaire, différences entre les originaux et les copies des

formulaires de réclamation, contradictions entre les indications données au recto et au verso d'une page du formulaire, problèmes de traduction, réclamations pour des pertes excédant 100 000 dollars des États-Unis, absence de renseignements sur la famille, interversion par inadvertance de pièces jointes comme preuves entre différentes réclamations, ambiguïté quant à l'identité du requérant, informations illisibles, formulaires déchirés, modifications ambiguës apportées par le requérant au formulaire après l'avoir rempli, totaux ne correspondant pas à la somme des différents montants indiqués, formulaires remplis en partie seulement." (par. 20).

[40] Premier rapport, p. 52, et deuxième rapport, par. 21.

[41] Premier rapport, p. 59 à 63.

[42] Ibid., p. 62 et 63.

[43] Le Comité a noté que ces renseignements pouvaient être expressément vérifiés par l'intermédiaire de la base de données de l'Office public de l'information civile du Koweït. Premier rapport, p. 62.

[44] Ibid., deuxième rapport, par. 19 et 20.

[45] Deuxième rapport, par. 22.

[46] Le Comité a expressément fait état de cette opération informatique pour la première tranche de réclamations. Premier rapport, p. 81 et 82. De plus, des examens individuels ont permis de découvrir des réclamations en double. Celles-ci n'avaient pas été repérées auparavant par le programme de recoupement informatique en raison de divergences dans les éléments d'identification. Après confirmation du fait que les réclamations étaient bien soumises par la même personne pour les mêmes pertes, ces éléments ont été modifiés afin d'en assurer la cohérence. À l'heure actuelle, ces réclamations peuvent donc être décelées par des moyens électroniques.

[47] Voir le sixième rapport, par. 98 à 102 et notes correspondantes, pour une description précise de la politique de sélection applicable aux réclamations en double de la catégorie "C" et des principes de base de cette politique.

[48] Sixième rapport, note 121.

[49] Ce chiffre correspond aux réclamations non déclarées et non traitées. Certaines d'entre elles avaient été signalées aux pays et aux organisations internationales dans des rapports sur des tranches précédentes avant que les réclamations en double correspondantes n'aient été découvertes. En pareils cas, faute de notification du contraire par le pays ou l'organisation concerné, le Comité a estimé que les réclamations étaient implicitement valables et que leurs doubles, qui n'avaient pas été traités, seraient rejetés.

[50] Chaque notification était accompagnée d'une liste confidentielle des numéros de réclamation en double, des noms des requérants et des éléments d'identification qui intéressaient le pays ou l'organisation en cause et le secrétariat demandait aux destinataires de lui répondre par écrit avant le 30 septembre 1998 au plus tard.

[51] Le Comité a estimé que cette procédure était conforme à la décision 5 et à l'alinéa 2 de l'article 5 des Règles aux termes desquelles une personne, une autorité ou un organisme approprié désigné par le Conseil d'administration peut présenter des réclamations au nom de personnes qui ne sont pas en mesure de faire présenter leurs réclamations par un gouvernement. Toutes choses égales par ailleurs, les personnes dont les réclamations ont également été soumises par un pays étaient jusqu'à preuve du contraire en mesure de faire présenter leurs réclamations par un pays.

[52] La politique de sélection du Comité reposait sur l'hypothèse selon laquelle le numéro de lot le plus élevé ou le numéro de réclamation le plus élevé à l'intérieur du même lot correspondrait à la version présentée après coup ou en dernier.

[53] S/AC.26/Dec.21 (1994).

[54] Voir, notamment, le premier rapport, p. 64 et 65, et 81 et 82, deuxième rapport, par. 54, troisième rapport, par. 10, quatrième rapport, par. 10, cinquième rapport, par. 18 et sixième rapport, par. 119.

[55] Premier rapport, p. 66.

[56] S/AC.26/1991/7/Rev.1.

[57] Ibid., par. 8; Règles, art. 35 3).

[58] S/AC.26/1991/7/Rev.1, par. 3.

[59] Voir d'une manière générale le sixième rapport, par. 16 à 20 (examen des montants réclamés supérieurs à 100 000 dollars).

[60] Pour un examen complet des questions concernant les montants atypiques, voir les paragraphes 193 à 198 ci-après.

[61] Additif au deuxième rapport, S/AC.26/1996/R.3/Add.1/Rev.1 ("Additif au deuxième rapport"), annexe I, par. 10.

[62] Premier rapport, p. 195 et 196 et deuxième rapport, par. 44 à 51.

[63] S/AC.26/1991/7/Rev.1, par. 16 à 29 et par. 30 à 42, respectivement.

[64] Premier rapport, p. 66.

[65] S/AC.26/1992/13.

[66] Premier rapport, p. 68.

[67] Voir plus généralement, le sixième rapport, par. 84 à 88 et notes correspondantes où sont exposées les considérations et les arguments du Comité.

[68] Le Comité a obtenu le chiffre de 9 000 dollars après qu'une analyse statistique des données contenues dans les réclamations pertinentes ait permis de conclure que les effets réducteurs des méthodes de la filière rapide dans la catégorie "C" conduisaient effectivement à annuler le montant de l'indemnité déclarée reçue au point de supprimer le cumul d'indemnisations à concurrence de cette somme. Au demeurant, les requérants qui ont déclaré avoir bénéficié d'indemnités importantes en provenance d'autres sources que le Fonds étaient pour l'essentiel des ressortissants de pays de l'OCDE.

[69] Premier rapport, p. 78. Voir en général les pages 68 à 90 où figurent les considérations, constatations et conclusions concernant les réclamations C1-argent de la première tranche.

[70] Premier rapport, p. 88. Le Comité a présenté plusieurs exemples à la fois de dépenses qu'il considérait comme temporaires et exceptionnelles et de dépenses qu'il ne considérait pas comme telles.

[71] Le Comité a noté qu'environ 93 % des requérants pour pertes C1-argent avaient fourni en plus du formulaire de réclamation certains types de pièces étayant leur demande. Cependant ces pièces démontraient qu'il y avait eu pertes mais ne prouvaient pas de manière objective que ces pertes correspondaient aux montants indiqués par les requérants.

[72] Premier rapport, p. 89 et 90. Dans le cadre de la première tranche, le Comité a aussi examiné au cas par cas les réclamations faisant état de pertes C1-argent dans lesquelles les montants demandés étaient supérieurs à la moyenne et a conclu qu'elles devaient donner lieu à indemnisation si les dépenses encourues avaient un caractère temporaire et exceptionnel et pouvaient aussi être étayées par des pièces justificatives.

[73] Deuxième rapport, additif, annexe I, "Description technique", par. 7 à 9. Le Comité a aussi demandé un examen au cas par cas des réclamations pour pertes C1-argent qui mentionnaient des montants atypiques (montants fortement supérieurs ou inférieurs aux montants moyens); après avoir vérifié que ces montants n'étaient pas dus à des erreurs de données, le Comité a appliqué le modèle à toutes les pertes C1-argent.

[74] Voir dans le sixième rapport, les paragraphes 21 à 27 et les notes correspondantes pour un examen détaillé des questions soulevées et des résultats auxquels le Comité est parvenu.

[75] Sixième rapport, par. 27.

[76] Premier rapport, p. 90 et 91.

[77] Ibid., p. 100.

[78] Sixième rapport, par. 38 à 40.

[79] Premier rapport, p. 98. Pour un examen détaillé des constatations concernant la première tranche, voir le premier rapport, p. 98 et 99.

[80] Ibid., p. 99.

[81] Ibid., p. 100. Par exemple, le nombre de jours mentionné par le requérant a été systématiquement comparé aux dates indiquées pour le départ de l'Iraq ou du Koweït et des modifications ont été faites, si nécessaire, pour qu'il y ait concordance. Voir la note 167.

[82] Deuxième rapport, par. 32. Environ 94 % des réclamations pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours déposées par des ressortissants de pays membres de l'OCDE satisfaisaient aux critères fixés par le Comité. Ces résultats sont aussi conformes aux informations recueillies par l'Organisation des Nations Unies sur les cas de prise d'otage et de détention pendant l'invasion et l'occupation du Koweït et leurs caractéristiques. Voir note 32.

[83] Cinquième rapport, par. 11. Les résultats de l'échantillonnage ont confirmé que si le nombre de jours mentionné dans les formulaires de réclamation des ressortissants koweïtiens était juste, les requérants avaient légèrement sous-estimé le nombre de jours attesté par les éléments de preuve joints à leur réclamation. Voir note 18.

[84] Sixième rapport, par. 42. Le programme de réclamations koweïtien a soumis certaines réclamations au nom de requérants originaires de pays autres que le Koweït qui étaient généralement restés au Koweït tout au long de la période de l'occupation. S'agissant des réclamations C1-PPM, ceux-ci avaient vécu une expérience similaire à celle des ressortissants koweïtiens. Le groupe comprenait des ressortissants somaliens et éthiopiens ainsi que des ressortissants d'autres pays qui avaient en général des liens de parenté avec des ressortissants koweïtiens (par exemple des conjoints). Ibid., notes 53 et 54.

[85] Ibid., par. 43. La détention de ces requérants au Koweït avait eu lieu après la cessation des hostilités et n'était pas une conséquence directe d'actes ou d'actions de l'Iraq. Lorsqu'elles étaient indiquées, les dates de départ étaient généralement postérieures au 2 mars 1991.

[86] Il a été fait appel à l'échantillonnage pour déterminer les tendances dans le cas des pays qui avaient présenté plus de 1 000 réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours. Les réclamations qui étaient moins nombreuses et celles qui provenaient d'un même lieu géographique ont été groupées de façon à obtenir une seule unité d'échantillonnage. Des réclamations choisies au hasard ont été examinées afin de vérifier s'il y avait suffisamment d'éléments de preuve, d'évaluer la qualité de ces éléments et de déterminer s'il avait été satisfait aux critères que le

Comité avait fixés dans le premier rapport pour le traitement de cet élément de perte.

[87] Ce pourcentage est calculé en fonction du pourcentage moyen — pondéré par rapport à la taille du groupe pris en compte — de tous les pourcentages des réclamations soumises par des ressortissants de pays autres que ceux de l'OCDE pour lesquelles il a été établi qu'elles répondaient aux critères applicables aux réclamations C1-PPM pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours. Sixième rapport, note 57.

[88] Premier rapport, p. 100 à 102. Les conditions qui font qu'il y a eu obligation de se cacher sont précisées aux pages 101 et 102.

[89] Cette conclusion est fondée sur les résultats des opérations d'échantillonnage qui ont confirmé que toutes les réclamations présentées par des ressortissants de pays membres de l'OCDE et 99,5 % des réclamations présentées par des Koweïtiens répondaient aux critères du Comité (deuxième rapport, note 32). Les ressortissants koweïtiens et les ressortissants de pays membres de l'OCDE ont rempli au moins une des huit conditions faisant qu'il y a eu obligation de se cacher. Ils couraient manifestement le risque d'être pris en otage ou d'être détenus illégalement et ont donc été généralement contraints de se cacher (premier rapport, p. 100 à 102, et deuxième rapport, par. 31).

[90] Voir deuxième rapport en général, par. 25 à 32. Pour les requérants originaires de pays autres que le Koweït et les pays membres de l'OCDE, les entités qui avaient déposé au moins 1 000 réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher ont été considérées comme des groupes d'échantillonnage distincts alors que celles qui avaient déposé moins de 1 000 réclamations ont été groupées selon l'origine géographique de façon à obtenir un seul groupe aux fins de l'échantillonnage. L'objectif ainsi visé était de partir de groupes de requérants qui soient les plus homogènes possible et qui aient des caractéristiques communes, notamment en ce qui concerne les éléments de preuve présentés à l'appui des réclamations.

[91] De même que les ressortissants koweïtiens qui n'avaient pas pu quitter leur pays, les ressortissants somaliens et éthiopiens étaient généralement restés au Koweït pendant toute la période de l'occupation et, eu égard aux réclamations C1-PPM, avaient vécu une expérience similaire à celle des ressortissants koweïtiens. I ls indiquaient qu'ils avaient été obligés de se cacher en raison notamment des bombardements aériens, des assassinats commis par les Iraquiens et des risques d'être atteints par des balles perdues. Premier rapport, p. 100 à 103.

[92] Voir le sixième rapport en général et les paragraphes 46 à 52 où sont résumés les avis et décisions du Comité.

[93] Ce pourcentage est calculé sur la base du pourcentage moyen pondéré par rapport à la taille de la population prise en compte de tous les pourcentages des réclamations considérées comme ayant satisfait aux critères applicables aux réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher.

[94] Dans le cas des réclamations C1-PPM pour obligation de se cacher ou pour prise en otage ou détention illégale pendant plus de trois jours, le nombre de jours indiqué en plus de trois n'est jamais réduit en dessous de quatre.

[95] Sixième rapport, par. 52.

[96] "Recommandations du Comité de commissaires sur les réclamations individuelles pour atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) ou décès (réclamations de la catégorie 'B')" ("premier rapport 'B'"), S/AC.26/1994/1, p. 18. Le secrétariat a proposé aux gouvernements de retirer les réclamations de ce type et de les représenter dans les catégories "C" ou "D". Un certain nombre de gouvernements ont alors modifié leur dossiers en conséquence.

[97] S/AC.26/Dec.25 (1994).

[98] On trouvera dans le premier rapport (p. 105, note 172), une liste détaillée des rapports dont le Comité a tenu compte lors de ses travaux touchant les préjudices corporels.

[99] Voir le premier rapport "B" en général, les pages 10, 11, 16 et 19 en particulier, pour un examen détaillé des conclusions du Comité "B" sur chacun de ces sujets.

[100] Selon la décision 3, on entend par atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) : a) une mutilation ou une amputation; b) un préjudice esthétique permanent ou temporaire et appréciable, tel qu'une modification importante de l'apparence physique; c) la privation permanente ou temporaire et appréciable d'une fonction ou de l'usage d'un organe ou d'un membre ou la limitation de l'usage d'un organe ou d'un membre; d) toute lésion qui, en l'absence de traitement, selon toute probabilité empêcherait ou retarderait la guérison totale de la partie du corps concernée.

[101] Le paragraphe 14 de la décision 1 ne dispose pas que le préjudice corporel doit être grave et prévoit de manière générale une indemnisation pour les dépenses médicales. Le critère de gravité, tel qu'il est défini dans la décision 3 doit être satisfait pour qu'il puisse y avoir indemnisation pour préjudice corporel dans la catégorie "B". Il doit aussi être satisfait pour qu'il puisse y avoir indemnisation au titre d'une réclamation C1-PPM. Le Comité avait pris note de cette distinction lors de l'examen de la première tranche. Premier rapport, p. 110 et 111.

[102] Pour un examen approfondi des motivations et décisions du Comité eu égard au préjudice corporel et au préjudice psychologique et moral dans la catégorie C2, voir le premier rapport, p. 104 à 122.

[103] Cependant, ainsi qu'on l'a noté plus haut dans les paragraphes 102, 103 et 106 à 108, les résultats des examens pour cette tranche n'étaient pas non plus concluants dans le cas des requérants qui n'étaient pas ressortissants du Koweït ou de pays membres de l'OCDE. Ainsi le simple fait d'indiquer une catégorie de préjudice corporel sur la page C2, tout particulièrement une catégorie de préjudice corporel grave, sans mentionner la date dudit préjudice,

n'était pas selon le Comité une preuve suffisante du préjudice pour n'importe quel requérant.

[104] Voir dans le premier rapport les pages 105 à 109 où sont précisées les causes principales de préjudice corporel.

[105] S'agissant de ce dernier point, le Comité s'est largement appuyé — comme l'a fait le Comité "B" — sur le rapport intitulé "The Traumatic Events and Mental Health Consequences Resulting from Iraqi Invasion and Occupation of Kuwait" (le "rapport Al-Riggae"), daté du 1er décembre 1993 et établi par le Centre spécialisé Al-Riggae de traitement des victimes de la guerre au Koweït, qui a permis de mieux connaître les graves effets que l'invasion et l'occupation ont eus sur la santé mentale de la population.

[106] S/AC.26/1992/1, par. 18.

[107] Premier rapport, p. 116 à 118.

[108] Ibid., p. 118.

[109] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur les réclamations individuelles pour atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) ou décès (première partie de la deuxième tranche de réclamations de la catégorie 'B')", S/AC.26/1994/4 (deuxième rapport "B"); "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur les réclamations individuelles pour atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) ou décès (deuxième partie de la deuxième tranche de réclamations de la catégorie 'B')", S/AC.26/1995/1 (troisième rapport "B"); "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur les réclamations individuelles pour atteinte aux personnes (préjudice corporel grave) ou décès (troisième tranche de réclamations de la catégorie 'B')", S/AC.26/1995/6 (quatrième rapport "B").

[110] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première partie de la deuxième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'D')", S/AC.26/1998/11 (troisième rapport "D"), par. 41 à 76.

[111] Deuxième rapport "B", par. 16.

[112] Deuxième rapport "B", par. 18. Le Comité "B" avait déjà considéré, lors de l'examen d'une situation comparable dans son premier rapport "B", que, si le défunt n'avait pas présenté de réclamation pour atteinte aux personnes avant son décès, "l'exécuteur de la succession ne pouvait réclamer le paiement d'indemnités en invoquant une obligation qui n'existait pas au moment du décès". Premier rapport "B", p. 16. Cependant, ainsi qu'indiqué plus bas à propos des réclamations pour décès, un requérant C2 dont la relation familiale avec le défunt est telle qu'il peut prétendre à indemnisation peut éventuellement obtenir que la réclamation pour préjudice corporel soit reclassée C3 pour le fait d'avoir été témoin d'événements qui ont entraîné la mort d'un membre de la famille.

[113] Premier rapport "B", p. 18.

[114] Premier rapport "B", p. 18 et 19; deuxième rapport "B", par. 19; troisième rapport "B", par. 14; quatrième rapport "B", par. 19. Dans les cas où une réclamation "C" correspondant à une réclamation "B" reclassée existait déjà et comportait aussi un élément de perte C2 pour préjudice corporel, mais sans être assortie de pièces justificatives supplémentaires ou d'une explication des faits, ledit élément a été reclassé à la rubrique C1-PPM pertinente si aucune perte n'avait déjà été mentionnée à ce titre. Si une perte avait déjà été mentionnée à ce titre, l'élément de perte C2 a été supprimé pour autant que le requérant n'ait pas demandé d'indemnisation pour dépenses médicales ni présenté de pièces justificatives de telles dépenses. Voir sixième rapport, par. 95 à 97.

[115] Premier rapport "B", p. 18.

[116] Deuxième rapport "B", par. 31.

[117] Ibid., par. 32.

[118] Ibid., par. 20 à 24.

[119] Ibid. En ce qui concerne les accidents de la circulation qui se sont produits au moment où des personnes fuyaient l'Iraq ou le Koweït du fait de l'invasion et de l'occupation, le Comité "B" a pris en considération les circonstances propres à chaque cas, telles que la pénibilité du voyage, les parties en jeu, ainsi que la date, le lieu et la cause immédiate de l'accident avant de recommander une indemnisation. Deuxième rapport "B", par. 24. Par conséquent, le Comité "C" a considéré que lorsque le Comité "B" se serait déjà prononcé sur un accident de la circulation particulier la décision de celui-ci serait déterminante. S'agissant des réclamations C2 qui concernaient des préjudices corporels causés par des accidents de la circulation mais auxquelles ne correspondait pas de réclamation "B", le Comité "C" a considéré la date de l'accident comme l'indice le plus important du lien de causalité avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

[120] Deuxième rapport "B", par. 33 à 35.

[121] Ibid., par. 28 à 30.

[122] Premier rapport, p. 115 et 116.

[123] En 1998, le Comité a pour la première fois pu examiner les données concernant l'ensemble des requérants ayant fait état de pertes résultant d'un préjudice corporel à la page C2, le nombre de pertes, la ventilation des préjudices par groupes d'âge, les groupes d'âge, le sexe, la nationalité et les entités ayant communiqué des réclamations, et comparer ces données avec des informations provenant de sources extérieures sur les caractéristiques des départs et les préjudices subis.

[124] C'était le plus souvent le cas lorsqu'un requérant avait, à la page C1, fait était d'une prise en otage dont la réalité était étayée, et non présumée, et avait aussi fait état de torture à la page C2, mais sans fournir d'informations précises à ce sujet.

[125] C'est ce qui s'est produit le plus souvent pour ces pertes. En tout état de cause, le Comité ne les a pas considérées comme des pertes C2 indemnisables.

[126] Certains groupes de requérants qui faisaient régulièrement état de "torture" sans indiquer de date et sans donner de détails sur une torture physique avaient en fait à l'esprit une situation de "torture mentale" et le précisaient parfois.

[127] Les examens au cas par cas ont montré que les requérants mettaient sur le même plan les attentats à la pudeur et les agressions sexuelles.

[128] Le Comité a approuvé le versement d'indemnités C2-PPM de 2 500 dollars des États-Unis pour chaque incident décrit. Pour plus de détails sur les réclamations C2-PPM, voir les paragraphes 135 à 140 du présent document.

[129] Le secrétariat a fait appel à la société d'actuaires internationaux qui avait déjà conseillé le Comité "D" pour l'évaluation des pertes de subsides D3.

[130] "Implementation of U.N. Resolution No. 692 of 20 May 1991: valuation and compensation of outstanding C.2 personal injury claims. Analysis and recommendations", document établi pour la Commission par Watson Wyatt S.A., en collaboration avec le docteur Giovanni Tamburi et le docteur Christian Richner, avril 1998.

[131] Le ratio est fonction de trois variables : a) F1 est le multiplicateur lié à l'âge (si le requérant a 35 ans ou moins, F1 est égal à 1,2; s'il a plus de 35 ans, F1 est égal à 1,0); b) F2 est le multiplicateur lié à l'entité soumettant les réclamations (F2 est égal à 1,0 si l'entité est le Koweït; à 1,2 si c'est un pays membre de l'OCDE; à 1,4 si ce n'est ni le Koweït ni un pays membre de l'OCDE) c) F3 est le multiplicateur lié au sexe et à la situation matrimoniale (si le sexe est masculin ou n'est pas indiqué, F3 est égal à 1,1; si le sexe est féminin, que l'entité soumettant les réclamations n'est ni le Koweït ni un pays membre de l'OCDE et qu'en outre le requérant est célibataire ou divorcé, F3 est égal à 1,2; si le requérant est une femme, i) qui est mariée ou dont la situation matrimoniale n'est pas indiquée ou ii) qui est du Koweït ou d'un pays membre de l'OCDE, F3 est égal à 1,0.

[132] Il n'y a que deux groupes d'âge pour les victimes d'un préjudice corporel : Groupe I jusqu'à 35 ans et Groupe II pour les plus de 35 ans.

[133] Dans sa décision 8, le Conseil d'administration a fixé comme suit les plafonds : a) 15 000 dollars des États-Unis pour une mutilation, un préjudice esthétique permanent appréciable, ou la privation permanente de l'usage ou la limitation permanente de l'usage d'un organe, d'un membre ou d'une fonction; b) 5 000 dollars des États-Unis pour un préjudice esthétique temporaire appréciable ou la privation temporaire appréciable de l'usage ou la limitation

de l'usage d'un organe, d'un membre ou d'une fonction ainsi que pour chaque incident de violences sexuelles, de voies de fait ou de torture;
c) 2 500 dollars des États-Unis pour avoir été le témoin des types susmentionnés de sévices infligés délibérément au conjoint, à un enfant ou à un des ascendants au premier degré du requérant, le plafond étant de 5 000 dollars des États-Unis par famille.

[134] Premier rapport, p. 119.

[135] "Rapport du groupe d'experts chargé d'aider la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour les questions d'indemnisation pour préjudice psychologique ou moral" (le "rapport PPM"), daté du 14 mars 1994. Le texte de ce rapport a été repris en tant qu'annexe VI au premier rapport.

[136] Premier rapport, p. 119 et 120.

[137] Ibid., p. 121 et 122.

[138] Ces profils comprenaient des données : a) sur le requérant (nationalité, sexe, situation matrimoniale et âge); b) sur les circonstances (cas de détention illégale, de prise en otage ou d'obligation de se cacher avec, le cas échéant, l'indication du nombre de jours); c) sur le préjudice subi (catégorie de préjudice, caractère permanent ou temporaire du préjudice et description présentée par le requérant dans le formulaire de réclamation).

[139] Ces éléments de preuve pouvaient par exemple être l'indication d'une date de départ de l'Iraq ou du Koweït antérieure au 2 août 1990 ou la mention pour le préjudice d'une date postérieure au 2 mars 1991.

[140] Pour plus de renseignements concernant les critères et les conclusions du Comité, se reporter au premier rapport, p. 122 à 136.

[141] Ibid., p. 131.

[142] Ibid., p. 123 à 126.

[143] Ibid., p. 105, note 172, p. 123, note 221 et p. 132, note 244.

[144] Ibid., p. 131 et 132.

[145] Le Comité a rejeté un certain nombre des réclamations pour décès résultant d'accidents comprises dans la première tranche après avoir pris en considération les parties en cause, la date et le lieu de l'accident ainsi que sa cause immédiate. Il a également recueilli au besoin l'avis d'un expert médical afin de déterminer la cause des décès qui auraient résulté du manque de traitement médical. Premier rapport, p. 132.

[146] Voir supra les notes 96 et 109.

[147] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première partie de la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "D"), S/AC.26/1998/1 ("Premier rapport 'D'"), par. 171 à 244.

[148] Deuxième rapport "B", par. 34.

[149] Ibid.

[150] Ibid., par. 36.

[151] Troisième rapport "B", par. 5.

[152] En 1998, le Comité a pu pour la première fois obtenir des données complètes sur l'effectif total des requérants pour perte C3-décès, le nombre de pertes et leur ventilation par groupe d'âge, sexe, nationalité et entités requérantes et comparer cette information avec les données externes sur la structure des départs et les décès survenus.

[153] Ces deux types de réclamations étaient généralement présentés par l'époux survivant, mais au nom de la personne décédée.

[154] Ces deux éléments de perte sont considérés généralement comme des pertes C3-argent.

[155] Premier rapport "D", par. 208 à 226.

[156] Ibid., par. 208.

[157] À la page "C3" de la version papier du formulaire de réclamation, les requérants étaient censés indiquer le montant du "revenu de la personne décédée pendant les 12 mois précédant le 2 août 1990", et ont donc eu tendance à chiffrer le revenu annuel. Le champ pertinent du formulaire électronique renvoie au chiffre mensuel.

[158] Il s'agit des principes ci-après :

a) Si elle était encore vivante, la personne décédée aurait eu une espérance de vie égale à celle d'une personne du même sexe, du même âge et de la même nationalité, comme l'indiquent les tables de mortalité applicables en l'espèce actuellement disponibles;

b) Si elle était encore vivante, la personne décédée aurait continué d'être rémunérée et d'apporter tout au long de sa vie un soutien aux personnes qui étaient à sa charge;

c) Le revenu de la personne décédée aurait diminué à l'âge de la retraite;

d) Le montant de l'indemnisation doit être évalué en fonction de la

composition de la famille au moment du décès, indépendamment de tout changement ultérieur;

e) Le montant de l'indemnisation doit être fixé en fonction du revenu de la personne décédée à la date du décès.

Voir le premier rapport "D", par. 212, et les notes accompagnant le texte.

[159] Voir les paragraphes 213 à 222 du premier rapport "D" décrivant les mesures prises par les actuaires et les recommandations qu'ils ont faites.

[160] Les groupes identifiés à l'origine sont indiqués dans le premier rapport "D", à la note 85. La méthode du Comité "C3" élargit ces groupes comme suit pour tenir compte du nombre accru d'entités requérantes représentées dans la catégorie "C" :

Groupe 1 — Algérie, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, HCR-Bulgarie, HCR-Canada, HCR-Genève, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, PNUD-Jérusalem, PNUD-Koweït, PNUD-Washington, Soudan, Syrie, Tunisie et UNRWA-Vienne.

Groupe 2 — Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël; Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

Groupe 3 — Tous les pays présentant des réclamations non inclus dans les groupes 1 et 2.

[161] Premier rapport "D", par. 215 et 216.

[162] Le Comité a souscrit à l'observation des actuaires selon laquelle le rendement des bons du Trésor représentait un indicateur représentatif de ce que pouvait rapporter un placement sûr à moyen et à long terme. Premier rapport "D", note 86.

[163] "Pour examiner la question des fluctuations possibles de la monnaie, les actuaires sont partis de la stabilité monétaire telle qu'elle est appréciée par le Fonds monétaire international; celui-ci prend comme repère la valeur d'une unité de droits de tirage spéciaux (DTS). Les actuaires se sont aussi servi pour mesurer la stabilité de la monnaie de l'indice des prix à la consommation dans chacun des pays ayant présenté des réclamations D3, lequel est un indicateur direct de l'inflation". Premier rapport "D", note 87.

[164] Premier rapport "D", par. 217.

[165] Ibid., par. 218 et 219.

[166] Il pourrait s'ensuivre que les soldes ne seraient répartis qu'entre les requérants de la catégorie "D".

[167] Comme les réclamations de la catégorie "D" n'étaient pas plafonnées à 100 000 dollars É.-U., il est souvent arrivé que des demandes "familiales" soient présentées. Les ayants droit habilités étaient souvent inscrits séparément sous un seul et unique numéro. Dans le cas de l'indemnisation C3, l'attribution est faite conformément au numéro d'ordre unique qui a été affecté à la réclamation. Un numéro d'ordre équivaut à un ayant droit.

[168] Premier rapport "D", par. 211. La Commission mixte des réclamations États-Unis-Allemagne a accordé une indemnisation lorsque la personne décédée était une femme au foyer dans les cas suivants : Arthur Courtland Luck; Frances Lapham Field et Terence Joseph Condon. Voir Marjorie M. Whiteman, Damages in International Law (United States Government Printing Office, Washington, 1937), vol. I, p. 693 et 694.

[169] Pour les considérations du Comité et le tableau des sommes forfaitaires recommandées, voir le premier rapport "D", par. 223.

[170] Dans les hypothèses, on considère généralement que les enfants de moins de 21 ans sont sans revenu et on établit une distinction entre les conjoints avec enfants à charge et les autres. La somme diffère également selon que la personne décédée avait ou non franchi le cap des 55 ans, âge présumé du départ à la retraite (premier rapport "D", par. 223).

[171] Il se peut que des personnes aient présenté des réclamations à titre "familial" dans la catégorie "D" et qu'elles n'aient donc pas été découvertes en tant que requérants individuels au moment du partage des sommes dans la catégorie "C". Il n'a pas été possible de vérifier le cas de toutes les personnes se trouvant dans cette situation dans la catégorie individuelle "C" étant donné la rapidité du traitement de cette catégorie.

[172] Premier rapport, p. 133.

[173] En ce qui concerne les dépenses C2 ou liées à la catégorie C3, on a remarqué qu'il arrivait souvent que les requérants de la catégorie "C" réclament des montants liés à des pertes non pécuniaires (le PPM par exemple), plutôt qu'à des dépenses réellement encourues.

[174] Rapport du Groupe d'experts sur les questions relatives à l'indemnisation du préjudice psychologique ou moral, premier rapport "C", annexe VI, p. 259 et 260.

[175] Ces profils renseignaient sur a) le requérant (nationalité, sexe, situation de famille et âge); b) la personne décédée (lien de parenté avec le requérant et âge au moment du décès); et c) le décès (date du décès et montant réclamé au titre des dépenses).

[176] Ces sources sont énumérées dans le premier rapport, note 257.

[177] Voir de façon générale les considérations exposées par le Comité dans le premier rapport, p. 136 à 145.

[178] C'est en partie pour cette raison que les pertes de biens personnels, tout comme les pertes liées à un départ et les pertes de salaire, ont été considérées comme des éléments de perte relevant de la procédure dite de la "filière rapide". Le Comité a introduit cette formule pour la deuxième tranche en vue d'accélérer l'indemnisation du plus grand nombre possible de requérants de la catégorie "C".

[179] Premier rapport, p. 145.

[180] Pour une description détaillée des considérations et du modus operandi du Comité concernant la première tranche, voir le premier rapport, p. 145 à 155.

[181] Le Comité a attribué un tel état de choses, entre autres : a) à la difficulté intrinsèque qu'il y avait à présenter des justificatifs dans le cas de biens achetés pendant une période s'étendant sur un certain nombre d'années et en des lieux différents; b) au fait que l'économie koweïtienne et l'économie iraquienne reposaient sur les opérations au comptant; et c) aux conditions générales dans lesquelles étaient survenues les pertes subies par les requérants du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Premier rapport, p. 148 et 149.

[182] Voir de manière générale le premier rapport, p. 149 à 151.

[183] Deuxième rapport, par. 33 et 34.

[184] Additif au deuxième rapport, annexe I, "Avis d'experts émis par les professeurs Y. Balasko et G. Ritschard".

[185] Ibid, "Description technique", par. 9.

[186] Ibid, par. 7 à 29.

[187] Deuxième rapport, par. 39.

[188] En l'occurrence, une réclamation est jugée comme portant sur un montant "atypique" si le montant réclamé sous l'une quelconque des rubriques C1-argent (transport, nourriture, logement, réinstallation et autres frais connexes) ou C4-effets personnels (vêtements, effets personnels, mobilier et autres pertes de biens personnels) diffère sensiblement des montants réclamés sous ces mêmes rubriques par d'autres requérants de la même entité. Additif au deuxième rapport, annexe I, "Description technique", par. 8.

[189] Le montant recommandé est, en pareil cas, considéré comme atypique si l'application de l'un ou l'autre des modèles aboutit à une indemnisation représentant 35 % ou moins du montant réclamé par le requérant. En règle générale, 95 % des requérants de la catégorie "C" ont reçu au minimum 36 % ou plus des montants qu'ils avaient réclamés au titre de pertes C1-argent et/ou C4-effets personnels.

[190] Cinquième rapport, par. 16.

[191] Sixième rapport, par. 103 à 111.

[192] En moyenne, 8 requérants sur 10 ont reçu *grosso modo* les montants réclamés.

[193] Sixième rapport, par. 110. De manière générale, moins de 15 % des requérants faisant état de pertes C4-effets personnels ont pu produire des éléments d'évaluation de ce type. Les principes pièces jointes (reçus, factures, notes de frais et autres documents similaires) n'ont permis, dans aucune des réclamations examinées, de justifier les montants excessivement élevés réclamés, et ce même lorsque des éléments de preuve de première main pouvaient être considérés comme ayant une valeur tout à fait probante et se rapportaient à chacune des pertes invoquées.

[194] On compte trois rubriques pertinentes pour les pertes C4-effets personnels. Les pertes d'"effets personnels" et de "mobilier et équipements ménagers" ont été classées sous une seule rubrique aux fins de l'application du modèle, les autres pertes étant classées aux rubriques "vêtements" et "divers".

[195] En prenant cette décision, le Comité a notamment tenu compte de l'initiative prise en ce sens par le Conseil d'administration en septembre 1998.

[196] Pour un examen détaillé des considérations du Comité et des méthodes appliquées aux réclamations de la première tranche portant sur la perte de véhicules à moteur, voir de manière générale le premier rapport, p. 155 à 165.

[197] Premier rapport, p. 160 et 161.

[198] Ces pays comprennent l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Iran, la Jordanie, le Qatar, la Syrie et la Turquie.

[199] Premier rapport, p. 161 et 162.

[200] Le Comité a retenu une date uniforme car c'est le 2 août 1990 ou aux environs de cette date que les requérants ont perdu — ou n'ont plus été en mesure d'utiliser — la plupart des véhicules.

[201] Ces valeurs ont été calculées à partir des prix du marché applicables aux particuliers, communiqués au PAAC par d'importants organismes de crédit et distributeurs opérant sur le marché automobile koweïtien. Lorsqu'il ne disposait pas de renseignements de ce type, l'Office koweïtien a procédé à une analyse statistique pour extrapoler les résultats à partir des données disponibles. Pour les véhicules au sujet desquels il n'existait pas de données se rapportant au marché koweïtien, la démarche du PAAC a consisté à retenir, moyennant un ajustement approprié, la valeur indiquée dans le Manuel des voitures d'occasion de l'Association nationale des marchands de voitures automobiles, référence type pour le prix des voitures d'occasion aux États-Unis. Premier rapport, p. 163 et note 278.

[202] Premier rapport, p. 163 et 164.

[203] Ibid., p. 164 et 165.

[204] Deuxième rapport, par. 40 et 41.

[205] Cinquième rapport, par. 12 et 13. Ainsi, le Comité a déterminé le montant de l'indemnisation qu'il recommandait de verser aux requérants koweïtiens en retenant le plus faible des deux montants ci-après, à savoir : le montant de la perte déclarée sur la page "C4" du formulaire ou le prix d'achat du véhicule consigné sur la même page.

[206] Le fait est que la plupart des requérants compris dans l'échantillon avaient communiqué les renseignements manquants, soit sur le formulaire de réclamation proprement dit, soit dans les pièces jointes à la réclamation. Par conséquent, ils auraient satisfait aux critères de vérification électronique de la matérialité de la propriété s'il avait été possible d'examiner manuellement toutes ces réclamations. Le Comité a jugé matériellement impossible de procéder à un examen manuel. Sixième rapport, par. 55 et 57.

[207] Ce sondage électronique portait au total sur 24 118 pages de pertes C4-VM pour lesquelles le critère de propriété n'avait pas pu faire l'objet d'une vérification informatisée. Dans le cas de 17 009 d'entre elles, le montant de la perte indiqué sur le formulaire équivalait au coût initial ou à la valeur du véhicule. Sixième rapport, note 69.

[208] Sixième rapport, par. 58.

[209] Voir de façon générale le sixième rapport, par. 59 à 63. La régression logistique est un outil statistique bien rodé, largement utilisé depuis une trentaine d'années. Elle est souvent employée pour modifier les méthodes de régression classiques de façon à modéliser la transformation mathématique de la probabilité qu'un événement donné puisse se produire. À l'aide de cette technique et compte tenu des caractéristiques individuelles de chaque requérant, il a par exemple été possible de déterminer quelle était la probabilité pour qu'une réclamation donnée relève de la catégorie "perte ou vol de véhicule" ou de la catégorie "réparations". Voir par exemple A. Agresti, Analysis of Ordinal Categorical Data (John Wiley & Sons, Inc., New York, 1984); P. McCullagh et J. A. Nelder, Generalized Linear Models, deuxième édition (Chapman Hall, New York, 1989).

[210] Sixième rapport, par. 65 et notes 79 à 82.

[211] Ibid., par. 66 et 67.

[212] Ce groupe était composé de réclamations pour perte de bateaux ou de motocycles.

[213] Sixième rapport, par. 68 à 72 et notes correspondantes.

[214] Concernant l'évaluation de ces pertes, le PAAC a déclaré avoir fait appel à des spécialistes reconnus au niveau international en matière de règlement des sinistres, qui ont défini les principes et politiques à adopter en vue d'une évaluation appropriée des pertes liées à différents types de biens, dont des bateaux. Bon nombre des préposés à l'examen des réclamations au sein du PAAC avaient en outre une connaissance pratique et une certaine expérience des marchés locaux pertinents. Par ailleurs, les documents d'immatriculation et d'assurance présentés à l'appui des réclamations contenaient des renseignements précis sur les bateaux, qui ont servi de base à leur évaluation. Les données reçues de certains requérants concernant les conditions d'achat ont contribué à fournir des points de référence pour d'autres dossiers. Enfin, les experts en règlement des sinistres ont régulièrement contacté des détaillants locaux en articles de marine pour se procurer des données sur le prix moyen des embarcations, avec les caractéristiques des unités perdues ou détruites, et ont utilisé ces données pour compléter tel ou tel dossier lorsqu'ils pouvaient se fier aux montants indiqués par les détaillants. Aucun amortissement n'a été appliqué dans un cas de ce type.

[215] Voir par. 197 ci-dessus.

[216] Voir de façon générale le premier rapport, p. 165 à 168.

[217] Premier rapport, p. 170 et 171.

[218] Deuxième rapport, par. 42 et 43.

[219] Dans la sixième tranche, le Comité a pris en considération le nombre non négligeable des requérants en cause, la qualité générale des données et les informations disponibles dans les dossiers de réclamation soumis à la Commission : il a constaté que le fait que le secrétariat avait informé les gouvernements concernés des procédures mises en place et transmis au Gouvernement koweïtien les listes demandées satisfaisait aux dispositions prévues en la matière. Sixième rapport, par. 112 à 115.

[220] Premier rapport, p. 171 et 172.

[221] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant les réclamations de travailleurs égyptiens (compétence)", S/AC.26/1995/R.20/Rev.1, par. 185 et 186. Le Comité chargé d'examiner ces réclamations n'a pas eu à se prononcer sur l'effet de l'embargo, considérant que l'Iraq était tenu de virer les sommes en cause et que la non-exécution de cette obligation résultait directement de son invasion et de son occupation du Koweït.

[222] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie 'E2'", S/AC.26/1998/7 ("premier rapport 'E2'"), par. 135 à 140.

[223] Il s'agissait généralement de ressortissants de pays exportant d'importants contingents de main-d'oeuvre en Iraq.

[224] Outre les renseignements directement demandés aux missions des pays concernés, diverses sources ont été consultées en la matière, notamment : Sharon Stanton Russell, "Remittances from International Migration: A Review in Perspective", 14 World Development 677-696 (Grande-Bretagne, 1986); Nazli Choucri, "The Hidden Economy: A New View of Remittances in the Arab World", 14 World Development 697-712 (Grande-Bretagne, 1986); J.S. Birks, I.J. Seccombe et C.A. Sinclair, "Labour Migration in the Arab Gulf States: Patterns, Trends and Prospects", 26 International Migration 267-284 (septembre 1988); Charles W. Stahl, "Overseas Workers' Remittances in Asian Development", 20 International Migration Review 899-925 (hiver 1986); J. Addleton, "The Impact of the Gulf War on Migration and Remittances in Asia and the Middle East", 29 International Migration 509-525 (décembre 1991); J.S. Birks, I.J. Seccombe et C.A. Sinclair, "Migrant Workers in the Arab Gulf: The Impact of Declining Oil Revenues", 20 International Migration Review 799-814 (hiver 1986); GB.249/15/7, "Travailleurs migrants touchés par la crise du Golfe : Rapport du Directeur général", Bureau international du Travail (Genève, 27 février-2 mars 1991); The Arab Labor Conventions and Recommandations (Organisation arabe du travail : Bureau arabe du travail); Dr A. Bondahrain, "The Arab Labor Organization", International Encyclopedia for Labour Law and Industrial Relations (Kluwer Law International, La Haye, Londres, Boston, 1998).

[225] Premier rapport, p. 172.

[226] Troisième rapport "D", par. 104 à 107.

[227] Ibid., par. 113.

[228] C'était notamment le cas de l'Égypte. Sur 200 réclamations égyptiennes pour pertes C5-TAV comprises dans l'échantillon, 199 faisaient apparaître dans la base de données électronique des montants C5-TAV qui ne figuraient pas dans les formulaires sur papier et étaient simplement des doublons de pertes C5-CB. Les requérants égyptiens ont donc été écartés de l'opération de reclassement.

[229] Il est apparu au cours de l'examen des réclamations que, dans plusieurs cas, les requérants s'étaient procuré des chèques de banque à compter du 25 juillet 1990, prévoyant probablement de se rendre dans leur pays d'origine pour y passer la période des vacances. À leur arrivée, ceux qui avaient présenté leurs chèques après le 2 août 1990 ont constaté que les banques locales refusaient de les honorer.

[230] Les requérants ont souvent apporté la preuve de leurs pertes C5-TAV, par exemple sous la forme de certificats d'actions, sans toutefois préciser en quoi consistaient ces pertes ni comment elles s'étaient produites.

[231] On trouvera un compte rendu approfondi des délibérations et considérations du Comité à cet égard dans le premier rapport, p. 173 à 185.

[232] Voir, d'une manière générale, le premier rapport, p. 168 à 185.

[233] Ibid., p. 185.

[234] Ibid., p. 185 et 186.

[235] Pour arriver à cette détermination, le Comité avait considéré que plus de 90 % des requérants avaient fourni une forme ou une autre de preuve justifiant leur niveau de salaire ou de revenu avant l'invasion. Parmi les éléments de preuve fournis figuraient des talons de chèques de paie, des relevés bancaires, des confirmations de virement télégraphique, des clauses de contrat de travail, des lettres d'employeurs et des barèmes de salaires publiés. Des requérants avaient aussi fourni le nom de leur répondant. En outre, le Comité avait pu examiner des informations générales relatives au profil général d'emploi des expatriés en Iraq et au Koweït. Premier rapport, p. 186 et 187.

[236] Premier rapport, p. 187 à 195.

[237] Ibid., p. 195 à 197.

[238] Deuxième rapport, par. 45. À ces fins, la réclamation C6-salaires d'un requérant est en principe constituée par le total du montant déclaré aux rubriques "Gages ou salaire" et "Divers" du feuillet "C6" du formulaire. Le principal objectif poursuivi par le Comité en imposant une telle limite était de minimiser le risque d'une indemnisation excessive, tandis que le niveau effectif de plafonnement visait à éviter de traiter inéquitablement les requérants les moins fortunés. Ibid., par. 50.

[239] Premier rapport, p. 184.

[240] Voir, d'une manière générale, le deuxième rapport, par. 44 à 51.

[241] Premier rapport, p. 186.

[242] Sixième rapport, par. 28 à 35.

[243] Ibid., par. 35.

[244] Cinquième rapport, par. 15. Conformément à sa politique en matière de réclamations atypiques, le Comité a déterminé que les réclamations pour lesquelles les montants des salaires mensuels pris pour le calcul des pertes C6-salaires étaient atypiques devraient être réexaminées avant d'être prises en compte. Ce réexamen a été achevé à temps pour que toutes les réclamations restantes soient incluses dans la septième tranche. Cependant, un petit nombre de ces réclamations atypiques figurait parmi les réclamations prises en compte dans la sixième tranche et n'ont donc fait l'objet d'aucune indemnité au titre des pertes C6-salaires. Les corrections apportées à ces indemnités de la sixième tranche figureront dans un rapport ultérieur au titre de l'article 41.

[245] Le Comité a choisi une formule qui retenait les montants moyens recommandés pour chaque groupement selon la tranche de salaire et la nationalité. Six fourchettes de salaire ont été déterminées par application d'une technique d'agglutination statistique normalisée qui, pour un nombre donné de groupements, définissait des "points-limites" de sorte que ces groupes étaient aussi homogènes que possible s'agissant de la répartition des salaires

mensuels antérieurs. Les groupes et leurs fourchettes étaient les suivants : a) Groupe 1 : 750 dollars É.-U.-1 130 dollars É.-U.; b) Groupe 2 : 1 130 dollars É.-U.-1 590 dollars É.-U.; c) Groupe 3 : 1 590 dollars É.-U.-2080 dollars É.-U.; d) Groupe 4 : 2 080 dollars É.-U.-2 630 dollars É.-U.; e) Groupe 5 : 2 630 dollars É.-U.-3 250 dollars É.-U.; f) Groupe 6 : plus de 3 350 dollars É.-U. Sixième rapport, par. 78 et notes 95 et 96.

[246] Sixième rapport, par. 77 et 78. Dans le sixième rapport, le Comité a aussi recouru à d'autres contrôles et techniques électroniques pour pouvoir traiter les réclamations C6-salaires, ce qui était impossible jusque-là. Voir, par exemple, les paragraphes 73 à 76 et 79 du sixième rapport.

[247] Voir, par exemple, "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant une première partie de la première tranche de réclamations présentées par des gouvernements et des organisations internationales ("réclamations de la catégorie 'F'"), S/AC.26/1997/6 ("Premier rapport 'F'")", par. 93 à 96; "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie E2'", S/AC.26/1998/7 ("Premier rapport 'E2'"), par. 156 et 157, 163; et "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la deuxième tranche des réclamations de la catégorie E2'", S/AC.26/1999/6 ("Deuxième rapport 'E2'"), par. 62, 66, 68 c), 101 à 106, 131.

[248] Premier rapport "F1", par. 95 et 96.

[249] Premier rapport "E2", par. 157. La question dont était saisi le Comité "E2" avait trait aux pertes subies en Arabie saoudite seulement.

[250] Premier rapport "E2", par. 157.

[251] Deuxième rapport "E2", par. 102 à 104.

[252] Le Comité a pris dûment acte que 40 réclamations présentant les mêmes caractéristiques factuelles avaient été incorporées dans celles sur lesquelles il avait été fait rapport dans la sixième tranche mais qui n'avaient pas donné lieu à indemnisation en ce qui concerne les pertes C6-salaires. Le Comité a donc demandé au secrétariat d'incorporer ces réclamations dans une tranche relative aux corrections au titre de l'article 41, afin que les requérants soient indemnisés conformément aux décisions prises par le Comité dans cette septième tranche.

[253] Premier rapport, p. 185 et 186.

[254] Premier rapport, p. 182.

[255] Premier rapport "D", par. 297 et 337.

[256] Sur un total d'environ 5 300 réclamations au titre des pertes C6-subsides qu'il restait à examiner après l'établissement du rapport sur la sixième tranche, près de 4 400 réclamations émanaient d'Égypte. Des examens d'échantillons ont permis de conclure que presque tous les montants portés dans la rubrique "Subsides" étaient erronés et n'apparaissaient pas dans les réclamations présentées sous forme imprimée. C'est pourquoi toutes ces réclamations ont été évaluées simplement en tant que pertes C6-salaires.

[257] Voir l'examen des réclamations "multiples", *supra*, par. 21 à 25.

[258] Ces situations ont été le plus souvent dégagées au cours de l'examen des réclamations au titre des pertes C3-décès, lorsque la date du décès était antérieure au 2 août 1990.

[259] Les membres de la famille pouvaient être identifiés dans le cas des réclamations présentées pour avoir été témoin de préjudices causés à un membre de la famille, des réclamations supplémentaires C1-PPM au titre de l'obligation de se cacher ou d'une détention illégale (ces réclamations supplémentaires concernaient les membres de la famille) ou sur des feuillets C6-salaires supplémentaires. Dans d'autres cas, il était possible de les identifier à partir des pièces justificatives jointes au dossier de la réclamation.

[260] Voir par exemple le décret Amiri d'août 1976 et la loi No 74 de 1979 (qui régit le droit de propriété de biens immobiliers par des non-Koweïtiens).

[261] Voir, d'une manière générale, le premier rapport, p. 200 et 201 (où l'on décrit la situation générale en ce qui concerne les biens immobiliers sis au Koweït et où l'on énumère les causes des dégradations).

[262] Premier rapport, p. 197.

[263] Pour un examen approfondi des considérations du Comité concernant la première tranche, voir le premier rapport, p. 205 à 209.

[264] Le Comité a retenu le montant de 20 000 dollars des États-Unis en se fondant sur l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 35 des Règles qui stipule que "les preuves, documentaires et autres, requises seront les preuves minimum raisonnablement exigibles en l'espèce. Des preuves documentaires moindres seront ordinairement suffisantes pour les réclamations moins importantes, comme celles qui portent sur un montant inférieur à 20 000 dollars des États-Unis".

[265] Si le montant réclamé est supérieur à 20 000 dollars des États-Unis et n'avait pas été pleinement étayé par de telles pièces justificatives, la réclamation a été réduite en conséquence, en se référant au montant étayé par des pièces justificatives, mais qui, généralement, n'était pas inférieur à 20 000 dollars des États-Unis, à condition que le montant de la perte ait été justifié par la déclaration mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 309.

[266] Comme indiqué plus haut (par. 321 à 323), le Comité a, dans la septième tranche, étendu cette conclusion aux biens immobiliers situés en Israël qui avaient été endommagés par des missiles Scud tirés d'Iraq.

[267] Les 4 % restants correspondent à la part des montants réclamés au titre de réparations qui n'ont pas été étayés par des preuves directes dans le groupe de réclamations ayant servi d'échantillon.

[268] Les 10 % restants correspondent à la part des montants réclamés au titre de frais divers qui n'ont pas été étayés par des preuves directes dans le groupe de réclamations ayant servi d'échantillon.

[269] Dans son deuxième rapport "E2", le Comité "E2" a conclu expressément que ces tirs de missiles constituaient de véritables "opérations militaires" au sens du paragraphe 21 de la décision 7. En conséquence, le Comité "E2" a considéré que toute perte subie en Israël du 18 janvier 1991 au 2 mars 1991 résultant directement de ces opérations militaires donnait lieu à indemnisation. Deuxième rapport "E2", par. 102 à 104.

[270] La plupart de ces biens immobiliers étaient situés à Ramat Gan, Tel Aviv et Haïfa, localités qui ont toutes été la cible de tirs de missiles Scud.

[271] Il s'agissait de réclamations où des montants identiques avaient déjà été portés dans la catégorie adéquate ou de réclamations dans lesquelles les montants avaient été portés sous des rubriques erronées ou encore pour lesquelles aucune information n'avait été fournie quant à la nature de la perte alléguée. Dans la plupart des situations observées, les requérants ne faisaient aucune distinction entre "biens immobiliers" et "biens mobiliers", utilisant ces expressions de manière interchangeable.

[272] S/AC.26/1992/15, par. 9.II i).

[273] Selon la décision 4, une réclamation indiquant une entreprise dotée d'une personnalité juridique distincte ne peut pas être examinée parmi celles de la catégorie "C". De plus, le formulaire précise que dans le cas d'une société de personnes, le requérant doit présenter sa réclamation conjointement avec celles des autres partenaires dans l'affaire, dans le pays où celle-ci est située.

[274] Dans la première tranche de réclamations, 60 % environ des requérants exerçaient des activités semi-qualifiées — services techniques, métiers de tailleur, coiffeur et autres analogues — quelque 20 % exploitaient des petits commerces et la plupart des autres étaient dans le bâtiment. Premier rapport, p. 219 et note 383.

[275] Voir en général le premier rapport, p. 209 à 213 et les notes correspondantes. Les réclamations de la première tranche au titre de pertes de type C8 avaient pour objet des pertes d'entreprises subies au Koweït.

[276] Les rares exceptions concernaient les colporteurs et quelques catégories de petites boutiques. Premier rapport, p. 211 et note 354.

[277] Les conditions étaient arrêtées par les parties d'un commun accord, le plus souvent seulement verbal, et elles variaient selon les cas. Deux types d'arrangement étaient de pratique courante : a) l'utilisateur du permis dirigeait l'affaire sans aucune ingérence ni participation financière de la part du titulaire, et celui-ci percevait en général une rémunération mensuelle fixe en échange de l'utilisation du permis; ou b) le titulaire apportait une partie du capital et percevait en échange un pourcentage des revenus de l'entreprise. Premier rapport, p. 211.

[278] Pour une analyse de ces critères et de la méthode appliquée par le Comité dans le cadre de la première tranche, voir le premier rapport, p. 219 à 226.

[279] À ce propos, le Comité a demandé que, conformément aux dispositions de l'article 32 3) des Règles, une réclamation soit reclassée dans la catégorie "E", parce qu'elle portait sur une entreprise ayant le statut de société et non d'entreprise individuelle.

[280] Le Comité en a trouvé confirmation dans des renseignements communiqués par le Gouvernement koweïtien qui indiquaient que le titulaire du permis jouait avant tout le rôle de répondant. Le répondant n'apportait que rarement des capitaux à l'entreprise. Ainsi, dans les cas où le titulaire koweïtien du permis présentait une réclamation pour la même entreprise, ce serait le plus souvent à raison de la perte des revenus tirés de la location du permis.

[281] Les autres requérants, selon le cas, avaient fourni des éléments montrant que leur affaire était une entreprise individuelle ou une association, ou n'avaient donné aucun renseignement sur son statut juridique. Le Comité a considéré qu'en présentant sa réclamation dans la catégorie "C", un requérant affirmait implicitement son droit à la voir traiter comme réclamation au titre de pertes de type C8.

[282] Dans un certain nombre des réclamations ainsi examinées, le pays où l'entreprise était située n'avait pas été indiqué. Cet examen a donc permis dans bien des cas de vérifier que les entreprises étaient bien établies en Iraq ou au Koweït ou qu'un "autre" pays avait été indiqué par erreur.

[283] Les pertes de ce type sont celles que le requérant aurait subies à titre personnel, sans bénéficier ni des avantages ni de la protection offerts par la personnalité morale.

[284] Il a ainsi pu établir qu'une réclamation avait été présentée par erreur pour pertes de type C8 au lieu de C7-réparations. Cette réclamation a en conséquence été reclassée, et le Comité l'a évaluée au titre des frais C7-réparations.

[285] Economic Intelligence Unit, Country Report: Israel, No 1, p. 16 (1996).

[286] Ibid., p. 22.

[287] Deuxième rapport "E2", par. 101 et 106.

[288] Sixième rapport, note 113. Pour un exposé des considérations et conclusions du Comité au sujet des pertes de type CS-autres, voir le sixième rapport, par. 89 à 94.

[289] Les réclamations de l'Inde et du Bangladesh ont été regroupées dans les examens sur échantillon parce que ces pays offraient un même profil assez homogène d'échantillonnage.

[290] C'est là une répartition différente de celle des réclamations de la première tranche qui, il est vrai, avaient été présentées principalement par le Pakistan et formaient un ensemble fort homogène.

[291] Certes, il y avait à peu près 6 000 cas où le statut juridique n'était pas indiqué dans la base de données informatisée, mais, étant donné tous les autres attributs des réclamations et vu que les entreprises individuelles représentaient 77 % du nombre total des établissements commerciaux du Koweït, le Comité a considéré, en l'absence de preuve contraire, qu'il s'agissait d'entreprises individuelles.

[292] Ces groupes représentaient près de 80 % de la population de requérants. Pour les pièces de caractère "général" et les pièces justificatives originales présentées par d'autres pays et par des organisations internationales, le pourcentage exprimant le niveau de preuve a été déterminé à la suite d'une analyse de chacune des réclamations adressées par ces entités.

[293] Les données utilisées pour l'analyse comparée des années 1989 et 1990 ont été empruntées à des statistiques concernant le secteur du commerce de détail et des services obtenus auprès de l'Office central de statistique du Ministère de la planification de l'État du Koweït.

[294] Pour les groupes de requérants représentant d'autres entités déclarantes, tant les pourcentages de la répartition sectorielle que les montants constituant les niveaux de référence macroéconomiques ont été déterminés à la suite d'examens individuels des réclamations.

[295] Pour ces niveaux de référence macroéconomiques, on a retenu des estimations chiffrant celui de la perte à DK 32 156 (111 266 dollars É.-U.) pour le secteur du commerce de détail ("CD") et à DK 8 100 (28 028 dollars É.-U. pour celui des services personnels ("SP"). On a ensuite calculé le niveau de référence macroéconomique pour chaque groupe de requérants en multipliant le montant de 32 156 dinars par le taux de représentation du groupe dans le secteur CD et en ajoutant au résultat le chiffre obtenu en multipliant le montant de 8 100 dinars par le taux de représentation du même groupe dans le secteur SP.

[296] Sixième rapport, par. 89 à 94.

[297] Ibid., par. 81 à 83.

[298] Pour ces réclamations, le montant calculé à l'aide du modèle C1-argent dans la catégorie "C" aurait été intégralement effacé par les indemnités au titre de la catégorie "A", et il n'y aurait pas eu dans la réclamation d'autres pertes pouvant donner lieu à indemnisation.

[299] À propos du rejet de ces demandes d'indemnisation, le Comité relève en particulier que la perte déclarée par un requérant de la totalité de ses ressources économiques doit ressortir clairement du formulaire et des pièces jointes. Voir les premier rapport, p. 197, deuxième rapport, note 48, troisième rapport, note 15, quatrième rapport, note 25, cinquième rapport, note 42, et sixième rapport, note 153.

[300] Premier rapport, p. 40 et 41.

[301] Voir aussi S/AC.26/1992/16.

Décision concernant la septième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars (réclamations de la catégorie "C") prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance, tenue le 24 juin 1999 à Genève*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 37 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le rapport et les recommandations du Comité de commissaires concernant la septième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "C"), visant 71 069 réclamations individuelles[1],

1. Approuve les recommandations faites par le Comité de commissaires et, en conséquence;

2. Décide, conformément à l'article 40 des Règles, d'approuver les montants des indemnités recommandées pour 67 079 réclamations visées dans le rapport. Les montants globaux par pays ou organisation internationale, tels qu'ils sont indiqués au paragraphe 374 et énumérés au tableau 5 du rapport, s'établissent comme suit :

Pays ou organisation internationale	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Afghanistan	620	68	6 546 539,61
Afrique du Sud	1	0	31 786,29
Algérie	1	0	69 541,82
Allemagne	54	6	2 220 488,11
Arabie saoudite	2	4	60 431,66
Argentine	1	0	70 538,55
Australie	55	2	1 702 771,53

/...

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.70 (1999).

[1] Le texte du rapport est publié sous la cote S/AC.26/1999/11. Conformément aux dispositions des Règles concernant la confidentialité (art. 30, par. 1, et art. 40, par. 5), le tableau présentant la ventilation des indemnités à verser à chaque requérant ne sera pas rendu public, mais sera communiqué séparément à chacun des gouvernements et organisations internationales intéressés.

Pays ou organisation internationale	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Autriche	13	3	620 999,83
Bahreïn	6	4	148 039,74
Bangladesh	2 019	11	37 554 395,74
Belgique	6	1	231 802,31
Bénin	1	0	9 177,00
Bulgarie	8	0	125 605,86
Cameroun	1	0	8 766,44
Canada	250	8	11 857 638,70
Chine	4	0	124 658,70
Chypre	2	1	122 504,84
Corée	35	0	2 365 481,86
Croatie	7	0	192 329,35
Danemark	3	0	144 690,81
Égypte	13 598	1 446	228 574 373,13
Émirats arabes unis	0	7	0,00
Espagne	5	0	147 896,97
États-Unis d'Amérique	428	5	15 758 081,21
Éthiopie	8	0	55 973,18
Fédération de Russie	1	0	48 442,91
Finlande	15	0	297 969,31
France	171	5	6 534 238,54
Ghana	1	0	47 734,21
Grèce	15	0	614 271,21
HCR-Bulgarie	10	1	285 424,54
HCR-Canada	23	7	1 121 785,59
HCR-Genève	1	0	16 551,20
Hongrie	9	0	284 036,35
Inde	8 970	386	185 773 000,03
Iran	731	40	26 975 073,39
Irlande	45	0	1 265 251,55
Israël	230	11	4 821 126,19
Italie	50	3	1 440 604,82
Japon	22	0	582 774,02
Jordanie	8 464	445	279 894 629,49
Kenya	4	0	15 458,48
Koweït	18 516	166	784 934 659,15
Liban	548	6	15 514 902,72
Malaisie	1	0	22 453,23
Maroc	25	0	769 485,67
Maurice	13	0	163 472,65

Pays ou organisation internationale	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Népal	2	0	14 495,18
Niger	1	0	34 733,08
Nigéria	23	1	271 732,67
Norvège	1	0	22 092,68
Nouvelle-Zélande	7	0	237 824,47
Pakistan	3 997	973	72 220 012,40
Pays-Bas	24	4	814 269,57
Philippines	1 007	237	10 254 242,61
PNUD-Jérusalem	125	4	4 324 195,44
PNUD-Koweït	27	11	891 369,68
PNUD-Washington	28	4	1 130 475,75
PNUD-Yémen	38	3	681 255,41
Pologne	49	10	716 179,29
Portugal	2	2	63 496,91
République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)	5	2	148 194,04
République tchèque	8	1	145 166,19
Roumanie	1	0	31 894,07
Royaume-Uni	771	20	28 429 392,05
Sénégal	2	0	46 662,16
Seychelles	1	0	60 418,14
Sierra Leone	1	0	42 433,14
Singapour	4	0	191 724,05
Slovaquie	4	1	69 466,82
Slovénie	5	0	119 825,39
Somalie	64	9	1 180 810,34
Soudan	626	3	14 740 586,11
Sri Lanka	964	17	5 187 819,35
Suède	20	1	935 577,80
Suisse	8	0	207 359,65
Syrie	1 970	20	56 697 373,20
Tanzanie	2	0	23 909,76
Tchad	1	0	22 563,35
Thaïlande	46	0	912 347,94
Tunisie	327	5	8 305 384,84
Turquie	84	2	2 525 646,17
UNRWA-Gaza	235	11	6 757 977,27
Viet Nam	3	0	33 328,47
Yémen	1 588	13	79 127 855,58
Total	67 079	3 990	1 918 413 948,51

3. Réaffirme que, lorsque des fonds deviennent disponibles, les indemnités doivent être versées conformément à la décision 17 [S/AC.26/Dec.17 (1994)];

4. Rappelle que, lorsque les versements sont effectués, les gouvernements et les organisations internationales concernés doivent conformément à la décision 17 [S/AC.26/Dec.17 (1994)] et en application des dispositions de la décision 18 [S/AC.26/Dec.18 (1994)], distribuer les sommes perçues aux requérants désignés, compte tenu des montants approuvés, dans les six mois suivant leur réception et, trois mois au plus tard après l'expiration de ce délai, fournir des informations sur cette distribution;

5. Décide qu'aucune indemnité ne sera accordée concernant les 3 990 réclamations visées au paragraphe 375 du rapport;

6. Prie le Secrétaire exécutif de faire parvenir des exemplaires du rapport au Secrétaire général et au Gouvernement de la République d'Iraq ainsi que des exemplaires du rapport et les tableaux contenant la ventilation des montants à verser à chaque requérant aux différents gouvernements et organisations internationales intéressés.

ANNEXE V

Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la troisième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (réclamations de la catégorie "D")*

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Page
Introduction	1 - 3	169
I. CONTEXTE	4 - 7	169
A. Historique	4 - 5	169
B. Cadre juridique général	6	169
C. Normes applicables en matière de preuve	7	170
II. NOUVELLES QUESTIONS SOULEVÉES PAR DES RÉCLAMATIONS FAISANT L'OBJET DE PRÉCÉDENTS	8 - 25	170
A. Questions liées aux réclamations D1 (espèces) : dépenses afférentes à un départ encourues en dehors de la période considérée	9	170
B. Questions liées aux réclamations D1 (PPM) . . .	10	170
C. Questions liées aux réclamations D2 (préjudice corporel)	11 - 16	171
1. Calcul du revenu estimatif applicable . . .	11	171
2. Réclamations parallèles D2 (préjudice corporel) et D6 (perte de revenu)	12	171
3. Réclamations relatives à de multiples violences sexuelles	13	171
4. Réclamations concernant des anomalies apparues au cours de la grossesse	14	171
5. Réclamations concernant des problèmes congénitaux	15 - 16	172

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/9.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
D. Questions liées aux réclamations D3 (décès) concernant le cas de personnes disparues	17	172
E. Questions liées aux réclamations D6 (perte de revenu)	18 - 22	172
1. Réclamations portant sur des subventions agricoles	18 - 19	172
2. Réclamations pour perte de revenu dans les cas où le requérant a retrouvé un emploi pendant la période considérée	20 - 21	173
3. Réclamations accompagnées de pièces attestant l'emploi occupé mais non le revenu perçu . .	22	173
F. Questions liées à des réclamations D (autres pertes)	23 - 25	173
1. Réclamations relatives à des amendes infligées par des tribunaux en Iraq	23	173
2. Réclamations portant sur le versement de pots-de-vin	24 - 25	174
III. EXAMEN DE DÉCISIONS ANTÉRIEURES DU COMITÉ	26 - 28	174
A. Réclamations D6 (perte de revenu) : indemnités de fin de service	26 - 28	174
IV. DÉCISIONS DU COMITÉ CONCERNANT D'AUTRES RÉCLAMATIONS DE LA TROISIÈME TRANCHE	29 - 35	175
V. RECOMMANDATIONS	36 - 40	176
A. Indemnités allouées	36	176
B. Intérêts et taux de change	37 - 39	176
C. Présentation du rapport au Conseil d'administration par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif	40	177
Notes		177
Appendice		179

Introduction

1. Le présent rapport est le cinquième que le Comité de commissaires (le "Comité") chargé d'examiner les réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "D") présente au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (la "Commission"), conformément à l'alinéa e) de l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (les "Règles")[1]. Ce rapport contient les décisions du Comité concernant la troisième tranche de 440 réclamations de la catégorie "D" qui lui a été soumise par le Secrétaire exécutif de la Commission conformément à l'article 32 des Règles.

2. Le Comité a entrepris l'examen de la troisième tranche en juillet 1998, date à laquelle il a rendu l'ordonnance de procédure y relative. Cette tranche est composée de réclamations concernant des types de pertes pour lesquels le Comité a mis au point une méthodologie dans le cadre de l'examen des réclamations des première et deuxième tranches (les "réclamations pour types de pertes faisant l'objet de précédents")[2]. Outre les communications courantes, le Comité s'est réuni avec le secrétariat au siège de la Commission à Genève pour examiner les réclamations de la troisième tranche aux dates suivantes : 27-29 juillet 1998, 16-18 novembre 1998, 21-22 décembre 1998 et 25-27 janvier 1999.

3. À chacune des réunions tenues pour l'examen de ces réclamations, le Comité en a passé en revue un certain nombre qui soulevaient des questions nouvelles par rapport à celles des tranches antérieures. Il a aussi étudié l'application de la méthodologie mise au point et s'est assuré que des méthodes appropriées étaient appliquées à chaque élément de perte invoqué.

I. CONTEXTE

A. Historique

4. Le contexte factuel de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq que le Comité a pris en considération dans l'examen des réclamations de la troisième tranche est exposé en détail dans les premier et deuxième rapports[3].

5. Le Comité a également tenu compte d'éléments pertinents supplémentaires, notamment les renseignements accompagnant la troisième tranche de réclamations, que le Secrétaire exécutif lui a transmis conformément à l'article 32 des Règles, ainsi que les informations complémentaires et les vues communiquées par les gouvernements ayant soumis les réclamations et par le Gouvernement iraquien, en réponse aux rapports présentés au Conseil d'administration par le Secrétaire exécutif, conformément à l'article 16 des Règles.

B. Cadre juridique général

6. Le cadre juridique général du règlement des réclamations de la catégorie "D" est défini au chapitre V du premier rapport du Comité.

C. Normes applicables en matière de preuve

7. Le Comité a traité au chapitre VI du premier rapport et au chapitre II du deuxième rapport[4] la question des normes en matière de preuve à appliquer lors de l'examen des réclamations de la catégorie "D". Ces deux rapports ont été approuvés par le Conseil d'administration dans ses décisions 47 et 49, respectivement[5]. Comme il l'avait fait pour les première et deuxième tranches, le Comité a examiné les réclamations de la présente tranche et formulé ses recommandations en évaluant les pièces justificatives présentées et en faisant la part des intérêts des requérants, qui avaient dû fuir une zone de guerre, et de ceux du Gouvernement iraquien, qui n'est responsable que des pertes résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït.

II. NOUVELLES QUESTIONS SOULEVÉES PAR DES RÉCLAMATIONS FAISANT L'OBJET DE PRÉCÉDENTS

8. Comme on l'a vu, certaines des réclamations de la présente tranche qui font l'objet de précédents soulèvent de nouvelles questions qui n'ont été traitées ni dans le premier ni dans le troisième rapport. Ces questions, ainsi que les décisions prises par le Comité en la matière, sont exposées ci-après.

A. Questions liées aux réclamations D1 (espèces : dépenses afférentes à un départ encourues en dehors de la période considérée

9. Le Comité a examiné des réclamations individuelles concernant des dépenses D1 (espèces) engagées en dehors de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991 (la "période considérée"). Si les requérants sont partis au cours de cette période, des dépenses telles que le coût du transport de mobilier ont été encourues après le 2 mars 1991. Le Comité a estimé que, pour être prise en considération aux fins d'indemnisation, la réclamation devait être assortie non seulement de pièces justificatives appropriées attestant le montant des dépenses, mais également d'une déclaration explicative acceptable[6] indiquant la raison pour laquelle les dépenses invoquées avaient été engagées en dehors de la période considérée et leur lien avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq.

B. Questions liées aux réclamations D1 (PPM)

10. Un certain nombre de réclamations D1 (PPM) ont été présentées au nom de mineurs (dont l'âge s'échelonne de la petite enfance à l'adolescence) contraints de se cacher pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité a pris connaissance des circonstances dans lesquelles les groupes familiaux avaient dû se cacher pendant la période considérée et a examiné la question de savoir si un enfant pouvait éprouver une "crainte, manifestement bien fondée, d'être tué, pris en otage ou illégalement détenu"[7]. Le Comité a constaté que des enfants en âge de marcher qui étaient entravés dans leurs mouvements et devaient rester enfermés étaient à même de ressentir une telle crainte. Il a donc estimé qu'un enfant de 2 ans ou plus serait considéré comme pouvant éprouver une "crainte manifestement bien fondée" aux fins des réclamations D1 (PPM).

C. Questions liées aux réclamations D2 (préjudice corporel)

1. Calcul du revenu estimatif applicable

11. Le Comité a examiné une réclamation portant sur un préjudice corporel subi au Koweït par un étranger qui s'est fait soigner dans un pays tiers. Il a estimé que, pour calculer le montant de l'indemnité à recommander au titre d'une réclamation D2 (préjudice corporel) et attribuer à la victime un revenu estimatif, il fallait tenir compte du lieu où avait été subi ledit préjudice. Vu que celui-ci s'est produit au Koweït, le revenu estimatif susceptible d'être perçu dans ce pays a servi à calculer le montant de l'indemnité recommandée[8].

2. Réclamations parallèles D2 (préjudice corporel) et D6 (perte de revenu)

12. Le Comité a examiné la question de savoir si des personnes qui invoquaient à la fois des pertes D2 (préjudice corporel) et D6 (perte de revenu) pouvaient être indemnisées simultanément pour ces deux types de perte. Il a estimé que, même si la perte de revenu est considérée dans l'un et l'autre cas comme un élément à indemniser, un double dédommagement ne signifiait pas que les indemnités feraient double emploi, vu qu'une réclamation D6 porte sur la perte de telle ou telle condition d'emploi, tandis qu'une réclamation D2 se rapporte à l'incapacité de se procurer un revenu en raison du préjudice corporel subi.

3. Réclamations relatives à de multiples violences sexuelles

13. Le Comité a examiné le libellé de la décision 8 du Conseil d'administration[9] dans le cas de réclamations pour préjudice psychologique ou moral lié à de multiples violences sexuelles consécutives. La décision 8 fixe un plafond de US$ 5 000 "par incident", une indemnité de US$ 30 000 au maximum par personne pouvant être accordée pour tous les types de PPM faisant l'objet d'une réclamation. Le Comité a décidé que, dans le cas d'agressions multiples et consécutives survenues en une même occasion, chaque agression devait être considérée comme un "incident" au sens de la décision 8, eu égard à la gravité du préjudice psychologique ou moral subi par la victime, par comparaison avec le cas où une personne a fait l'objet d'une seule agression. Le Comité a donc estimé que la victime aurait droit à une indemnité de US$ 5 000 pour chaque incident assimilable à une agression sexuelle, jusqu'à concurrence d'un montant de US$ 30 000.

4. Réclamations concernant des anomalies apparues au cours de la grossesse

14. Les réclamations portant sur des lésions prénatales subies par un enfant donnent lieu à indemnisation lorsqu'un lien de causalité direct entre l'état physique à l'origine des lésions et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq peut être établi. Dans le cas d'une réclamation, le Comité a constaté, au vu des pièces médicales produites, que les complications survenues au cours de la grossesse du fait d'une attaque par un missile Scud avaient entraîné un traumatisme foetal à la suite duquel l'enfant était né avec de graves lésions cérébrales. Le Comité a recommandé de verser une indemnité, eu égard au fait que le préjudice infligé à l'enfant avait été directement causé par les

opérations militaires iraquiennes dans le cadre de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

5. Réclamations concernant des problèmes congénitaux

15. Le Comité a examiné une réclamation présentée par une mère au nom de son fils qui était âgé de 5 ans au moment où un missile iraquien a été tiré à proximité de leur domicile. La mère affirme avoir remarqué que son fils s'était mis à loucher de l'oeil gauche et que ce problème s'était rapidement aggravé, évoluant vers un strabisme convergent (déviation du globe oculaire du côté nasal) et une amblyopie. Le garçonnet a subi deux opérations infructueuses visant à corriger ce problème. Deux rapports médicaux ont été communiqués, l'un et l'autre laissant subsister une large part de doute quant au lien entre le strabisme et le choc émotionnel. Un des rapports indique que la mère avait elle-même été affectée de strabisme.

16. Le Comité a constaté que la requérante n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité suffisamment clair entre l'apparition du strabisme et le tir de missile. Il a également tenu compte des antécédents familiaux concernant le problème signalé et a décidé qu'en l'absence de lien clairement établi entre l'apparition du problème et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, aucune indemnité ne pouvait être versée.

D. Questions liées aux réclamations D3 (décès) concernant le cas de personnes disparues

17. Le Comité a examiné une réclamation D3 (décès) concernant le cas d'une personne disparue au sujet de laquelle le requérant n'avait fourni aucune preuve de décès. Vu le temps qui s'était écoulé entre la présentation de la réclamation initiale et son traitement, le Comité a estimé nécessaire de se mettre en rapport avec le requérant pour déterminer si, depuis que la réclamation avait été soumise, des éléments complémentaires étaient apparus concernant la personne disparue, et si le requérant était en mesure d'apporter la preuve du décès. Après avoir adressé une demande dans ce sens au requérant, et n'ayant reçu aucune réponse, le Comité a décidé qu'il n'y avait pas lieu de verser une indemnité.

E. Questions liées aux réclamations D6 (perte de revenu)

1. Réclamations portant sur des subventions agricoles

18. Plusieurs personnes ont présenté des réclamations D6 (perte de revenu) pour le montant des aides dont elles auraient dû bénéficier dans le cadre d'activités agricoles au Koweït. Les requérants sont des fermiers qui étaient autorisés à exploiter à des fins agricoles des terres appartenant au Ministère koweïtien des biens d'État. Avant l'invasion iraquienne, ils recevaient des aides publiques de l'Office général de l'agriculture au titre de leurs activités agricoles : ils demandent à présent le versement d'une indemnité correspondant aux subventions qu'ils auraient dû recevoir en 1991 et 1992.

19. Le Comité a estimé que, de manière générale, les pertes subies au titre d'activités agricoles étaient indemnisables lorsqu'il a été démontré qu'elles étaient directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Cependant, vu que les requérants ne se livraient à aucune activité agricole au cours de la période considérée, le fait qu'ils n'ont pas reçu de subvention ne saurait être assimilé à une perte indemnisable. Le Comité a donc recommandé qu'aucune indemnité ne soit accordée du fait du non-versement de la subvention.

2. Réclamations pour perte de revenu dans les cas où le requérant a retrouvé un emploi pendant la période considérée

20. Certaines des personnes qui avaient présenté des réclamations D6 (perte de revenu) relatives à la cessation de leurs fonctions au moment de l'invasion ont pu trouver un nouvel emploi au cours de la période considérée. Le Comité a tenu compte de l'obligation d'atténuation des dommages qui incombe à un requérant dans le cas de la perte d'un emploi, ainsi que des principes généraux du calcul d'un préjudice, pour déterminer la façon de comptabiliser le revenu procuré par un nouvel emploi de ce type dans le calcul de l'indemnité à accorder. Il a pris connaissance du rapport général sur les réclamations en matière d'emploi établi pour la Commission par un spécialiste international du domaine du travail[10] et a estimé que l'obligation d'atténuer les dommages liés à la perte d'un emploi était déjà prise en compte dans la méthodologie employée par la Commission.

21. Le Comité a donc décidé qu'en règle générale, le revenu provenant d'un nouvel emploi obtenu après le 2 août 1990 ne serait pas déduit de l'indemnité recommandée calculée selon la méthodologie applicable aux réclamations D6, vu que celle-ci en tient déjà compte. Cependant, il a jugé nécessaire d'examiner individuellement les cas éventuels dans lesquels le nouvel emploi procurerait un revenu substantiel au requérant.

3. Réclamations accompagnées de pièces attestant l'emploi occupé mais non le revenu perçu

22. Dans le cas où les requérants avaient fourni la preuve de l'emploi qu'ils occupaient au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq mais n'avaient pu communiquer aucun justificatif de salaire, le Comité a décidé que le tableau des rémunérations moyennes des salariés inclus dans le rapport du PAAC pouvait être utilisé pour calculer l'indemnité à verser, en fonction de renseignements statistiques concernant le type d'emploi et la nationalité des requérants[11]. Le Comité a souligné qu'il incombait au requérant de démontrer clairement tant l'existence d'un emploi que la matérialité de la perte connexe pour pouvoir être indemnisé sur la base des chiffres mensuels du revenu fournis par le PAAC.

F. Questions liées à des réclamations D (autres pertes)

1. Réclamations relatives à des amendes infligées par des tribunaux en Iraq

23. Le Comité a examiné des réclamations relatives à des amendes versées par le requérant à un tribunal en Iraq, ainsi que des réclamations portant sur des fonds confisqués conformément à une décision de justice rendue par un tribunal iraquien. Il a décidé que, dans les cas où les amendes infligées par le

tribunal ou la confiscation de fonds sur décision de justice étaient directement liées à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq, les montants en cause feraient l'objet d'une indemnisation. Dans les cas où les montants indiqués dans la réclamation sont attestés par une décision de justice, le Comité a jugé nécessaire que le requérant en fournisse le texte original ou une copie certifiée conforme, pour confirmation.

2. Réclamations portant sur le versement de pots-de-vin

24. Un requérant qui séjournait en Iraq lors de l'invasion du Koweït déclare avoir dû soudoyer divers "gardes, chauffeurs, juges et autres autorités" pour obtenir sa libération après avoir été placé en détention en Iraq. Le Comité a examiné la question de savoir si les montants censément versés sous forme de pots-de-vin pour obtenir la libération d'une personne détenue en Iraq étaient directement liés à l'invasion et à l'occupation iraquiennes du Koweït et quelles pièces justificatives pourraient constituer une preuve satisfaisante du versement de ces pots-de-vin.

25. Le Comité a estimé que les réclamations de ce type devaient être examinées en fonction des circonstances de chaque cas et des éléments de preuve fournis. En l'occurrence, il a constaté que le requérant n'avait pas présenté de preuve acceptable et a décidé de ne pas recommander d'indemnisation.

III. EXAMEN DE DÉCISIONS ANTÉRIEURES DU COMITÉ

A. Réclamations D6 (perte de revenu) : indemnités de fin de service

26. Dans le troisième rapport, le Comité a noté que certains employés non koweïtiens du secteur public en poste au Koweït avant l'invasion et l'occupation iraquiennes avaient reconnu avoir reçu des indemnités de fin de service de leurs employeurs[12]. À cet égard, il a considéré que les indemnités de fin de service avaient déjà été prises en compte dans le multiplicateur du salaire aux fins des réclamations D6 (perte de revenu) et a décidé que, lorsqu'il était établi qu'une telle indemnité avait été versée à un requérant, elle devait être déduite du montant de l'indemnisation recommandée.

27. À la suite de la décision consignée dans le troisième rapport, le Comité a reçu du Gouvernement koweïtien des renseignements concernant la nature et le mode de calcul des indemnités de fin de service. Après les avoir examinés, il est parvenu à la conclusion que ces indemnités étaient en fait assimilables à des prestations de retraite de caractère non contributif — avantage auquel l'employé avait droit en fonction de son ancienneté — et devaient en tout état de cause être versées à l'intéressé à la cessation de ses fonctions. Le Comité a également tenu compte du fait que le Gouvernement koweïtien n'avait pas réclamé à la Commission le remboursement de ces prestations.

28. À la lumière des renseignements complémentaires communiqués, le Comité a décidé que de telles indemnités de fin de service ne pouvaient pas être déduites du montant de l'indemnisation calculé selon la méthodologie D6 (perte de revenu) et que, s'il y avait lieu, des corrections devaient être apportées dans le cas des réclamations des tranches précédentes pour lesquelles les

indemnités de fin de service avaient été retranchées du dédommagement recommandé. Ces corrections seront consignées dans les rapports relatifs aux tranches ultérieures.

IV. DÉCISIONS DU COMITÉ CONCERNANT D'AUTRES RÉCLAMATIONS DE LA TROISIÈME TRANCHE

29. En étudiant et en contrôlant l'application de la méthodologie requise aux réclamations de la troisième tranche, le Comité a pris un certain nombre de décisions supplémentaires.

30. Les réclamations D2 (préjudice corporel) examinées par le Comité comprenaient des demandes de réparation pour des préjudices physiques survenus en dehors de la période considérée. Le Comité a estimé que, pour que le préjudice donne lieu à indemnisation, le requérant devait démontrer l'existence d'un lien manifeste et direct avec l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Dans un cas, le Comité a décidé que, vu qu'une indemnisation avait été recommandée concernant la réclamation d'un enfant né avec de graves lésions cérébrales (voir par. 14 ci-dessus), la réclamation du père devait être rejetée car elle faisait état du même préjudice. Dans un autre cas, le Comité a constaté que le requérant avait omis de cocher la case D2 (PPM) sur le formulaire de réclamation, mais avait clairement démontré l'existence d'un préjudice psychologique et moral dans la déclaration jointe, ce qui justifiait l'octroi d'une indemnité à ce titre.

31. Le Comité a noté que quelques réclamations faisant état de pertes D4 (biens personnels) avaient été incluses par inadvertance dans la troisième tranche. Vu que la méthodologie applicable aux réclamations de ce type avait été mise au point et approuvée par le Conseil d'administration avant l'achèvement du processus d'examen de la troisième tranche, il a estimé être en mesure de formuler des recommandations au sujet des réclamations en la matière.

32. Tant dans le premier que dans le troisième rapports, le Comité a étudié le caractère indemnisable ou non des réclamations D6 (perte de revenu) présentées par les employés de l'agence de Londres d'une banque détenue par l'État iraquien qui avait fermé peu après l'invasion du Koweït par l'Iraq. Il a décidé en l'occurrence que ces réclamations donnaient lieu à indemnisation indépendamment du lieu de la perte s'il était démontré que celle-ci était directement liée à l'invasion et à l'occupation iraquiennes. Dans la présente tranche, un de ces employés de banque n'a pas été indemnisé pour la perte de revenu invoquée, le Comité ayant estimé que la cessation d'emploi du requérant en juillet 1993 n'était plus directement liée à l'invasion et à l'occupation en raison du laps de temps qui s'était écoulé depuis lors.

33. Le Comité a examiné une réclamation D6 (perte de revenu) portant sur des contrats de fourniture de services confiés à un sous-traitant. Le règlement de ces contrats devait intervenir lors de la facturation des travaux par l'entrepreneur ou de la prise en charge des travaux achevés conformément au calendrier d'exécution du projet. Le Comité a estimé que, vu que les projets faisant l'objet des contrats n'avaient pas été poursuivis ou avaient été annulés, aucun règlement ne pouvait intervenir : il n'a donc pas recommandé d'indemnisation.

34. Plusieurs personnes ont présenté des demandes d'indemnisation au titre de pertes D6 (perte de revenu), alors qu'il s'agissait plutôt de réclamations D8/9 (pertes commerciales ou industrielles). Le Comité a décidé qu'elles ne pouvaient être raisonnablement traitées au moyen des méthodologies existantes et a donc jugé souhaitable qu'elles soient examinées ultérieurement avec les pertes commerciales ou industrielles de personnes physiques.

35. Le Comité a examiné un certain nombre de réclamations dans lesquelles les intéressés demandaient à être dédommagés pour des dettes antérieures à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq, résultant d'une décision de justice. Il a estimé que, lorsque le débiteur était toujours en vie, ou que le requérant ne s'était pas systématiquement attaché à recouvrer sa dette, les réclamations en question ne donnaient pas lieu à indemnisation. Le Comité a décidé que, pour qu'une réclamation puisse être prise en considération, le requérant devrait démontrer que la disparition ou l'insolvabilité du débiteur était directement liée à l'invasion et à l'occupation.

V. RECOMMANDATIONS

A. Indemnités allouées

36. L'annexe au présent rapport contient la liste des indemnités que le Comité recommande d'allouer à chaque pays ou organisation internationale ayant soumis des réclamations comprises dans la troisième tranche. Chaque gouvernement et organisation internationale recevra la liste confidentielle des recommandations individuelles concernant les requérants qu'il représente. Comme indiqué dans l'annexe, par rapport à un montant total réclamé de US$ 102 987 603,71, le Comité a recommandé l'allocation d'un montant de US$ 19 502 642,64.

B. Intérêts et taux de change

37. Le Comité recommande de verser des intérêts aux requérants conformément aux conclusions figurant au chapitre V, section H, du premier rapport.

38. Pour calculer les montants des indemnités à recommander, le Comité a converti les sommes exprimées dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis conformément aux conclusions figurant au chapitre V, section G, du premier rapport.

39. Dans les cas où les pertes d'espèces sont exprimées dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis et où il ressort des pièces justificatives figurant au dossier que l'application du taux de change approuvé par le Comité comme indiqué ci-dessus se traduirait par une sous-indemnisation ou une surindemnisation du requérant, le Comité entend retenir un taux de conversion fondé sur les éléments de preuve disponibles pour attribuer au requérant l'indemnité qui correspond le plus justement à la valeur du préjudice subi. Il en va notamment ainsi dans les cas où le requérant a présenté des pièces justificatives attestant qu'il s'est procuré les sommes en question à un taux différent de celui approuvé par le Comité.

C. Présentation du rapport au Conseil d'administration par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif

40. Le Comité présente respectueusement le présent rapport au Conseil d'administration par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, conformément à l'alinéa e) de l'article 38 des Règles.

Genève, le 26 janvier 1999

(Signé) R.K.P. Shankardass
Président

(Signé) H.M. Joko-Smart
Commissaire

(Signé) M. C. Pryles
Commissaire

Notes

[1] S/AC.26/1992/10.

[2] En ce qui concerne la première tranche de réclamations de la catégorie "D", le Comité a mis au point une méthodologie pour les types de pertes suivants : D1 (espèces); D1 (préjudice psychologique ou moral) ("PPM"); D3 (décès); D4 (véhicules à moteur); D6 (perte de revenu); D10 (paiements ou secours à des tiers); et D10 (autres pertes). Une description complète de cette méthodologie figure aux paragraphes 103 à 382 du rapport intitulé "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première partie de la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'D')" (S/AC.26/1998/1) (le "premier rapport"). Pour la première partie de la deuxième tranche de réclamations, il a élaboré une méthodologie concernant les types de pertes ci-après : D2 (préjudice corporel) et D5 (perte de comptes en banque, d'obligations et autres valeurs). Cette méthodologie est décrite dans le rapport intitulé "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première partie de la deuxième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'D')" (le "troisième rapport"), aux paragraphes 41 à 116.

[3] Voir en particulier le chapitre II du premier rapport et le chapitre IV du document intitulé "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la deuxième partie de la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie 'D')" (S/AC.26/1998/3) (le "deuxième rapport").

[4] Voir également le paragraphe 8 de la décision 7 du Conseil d'administration selon lequel "[l]es réclamations [de la catégorie 'D'] ... pouvant porter sur des sommes importantes, elles doivent être étayées par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve appropriés concernant les circonstances et le montant de l'indemnité réclamée" (S/AC.26/1991/7/Rev.1). Voir aussi les paragraphes 2 et 3 de l'article 35 des Règles.

[5] S/AC.26/Dec.47 (1998) et S/AC.26/Dec.49 (1998).

[6] Voir le paragraphe 75 du premier rapport pour une explication de ce que le Comité entend par "une déclaration explicative acceptable".

[7] Voir l'alinéa f) du paragraphe 3 de la décision 3 du Conseil d'administration (S/AC.26/1991/3).

[8] Voir le paragraphe 70 du troisième rapport pour une explication de la façon dont le "revenu estimatif" est déterminé. Le Comité a fixé le revenu annuel estimatif pour le Koweït à KWD 6 000 conformément au tableau des rémunérations moyennes des salariés qui fait partie d'un rapport intitulé "Ministry of Planning Final Results Labour Force Survey, mars 1988 (Part I)" (Résultats définitifs de l'enquête sur la population active du Ministère de la planification, mars 1988) figurant dans le rapport et les documents d'appui pour les réclamations de la catégorie C soumis à la Commission d'indemnisation des Nations Unies par l'Office koweïtien d'évaluation des indemnités pour dommages résultant de l'agression iraquienne, du 14 avril 1994 (le "rapport du PAAC").

[9] S/AC.26/1992/8.

[10] "Background Report on Employment Claims (C6)", rapport établi pour la Commission par Alan Gladstone, décembre 1993.

[11] Voir note 8.

[12] Voir troisième rapport, par. 32 et 33.

Appendice

Tableau récapitulatif des recommandations concernant la troisième tranche de réclamations de la catégorie "D"

Entité qui a présenté la réclamation	Montant réclamé (US$)	Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée	Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité	Montant de l'indemnité recommandée (US$)
Allemagne	42 547,71	1	0	22 837,40
Australie	736 769,70	2	1	167 664,83
Canada	3 503 652,98	16	4	562 930,19
Égypte	450 160,77	--	1	0,00
États-Unis	6 296 172,94	50	6	2 161 993,73
France	131 150,00	--	1	0,00
Hongrie	38 266,00	1	--	38 266,00
Inde	27 301 610,73	40	8	1 501 591,52
Irlande	3 730,00	--	1	0,00
Islande	146 186,85	1	--	9 055,73
Israël	18 963 200,00	7	--	236 713,64
Italie	224 803,00	2	3	51 712,79
Jordanie	26 671 914,05	97	9 [1]	5 145 257,40
Koweït	5 667 709,81	90	15 [2]	5 664 171,70
Liban	373 002,32	2	1	119 148,33
Philippines	106 342,82	1	--	48 957,18
Pakistan	71 169,55	1	--	35 584,80
Royaume-Uni	10 149 981,48	54	9 [3]	3 132 729,79
Soudan	1 075 812,83	7	--	377 168,50
Suède	94 735,00	1	--	94 735,00
Syrie	194 989,00	--	1	0,00
PNUD (Washington)	263 927,78	1	3	7 958,00
UNRWA (Gaza)	271 589,29	3	0	124 166,11
Total	102 779 424,61	377	63	19 502 642,64

[1] Une réclamation présentée par la Jordanie sera examinée à une date ultérieure.

[2] Six réclamations présentées par le Koweït seront examinées à une date ultérieure.

[3] Une réclamation présentée par le Royaume-Uni sera examinée à une date ultérieure.

ANNEXE VI

Décision concernant la troisième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "D") prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance tenue le 24 juin 1999 à Genève*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le rapport et les recommandations du Comité de commissaires concernant la troisième tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie "D"), visant 440 réclamations individuelles[1],

1. Approuve les recommandations faites par le Comité de commissaires et, en conséquence;

2. Décide, conformément à l'article 40 des Règles, d'approuver les montants des indemnités recommandées pour les réclamations visées dans le rapport. Les montants globaux par pays ou organisation internationale, tels qu'ils sont indiqués à l'annexe du rapport, s'établissent comme suit :

Pays ou organisation internationale	Nombre de réclamations qu'il est recommandé d'indemniser	Nombre de réclamations qu'il n'est pas recommandé d'indemniser	Montant réclamé (US$)	Montant de l'indemnisation recommandée (US$)
Allemagne	1	0	42 547,71	22 837,40
Australie	2	1	736 769,70	167 664,83
Canada	16	4	3 503 652,98	562 930,19
Égypte	-	1	450 160,77	néant
États-Unis d'Amérique	50	6	6 296 172,94	2 161 993,73
France	-	1	131 150,00	néant
Hongrie	1	-	38 66,00	38 266,00
Inde	40	8	27 301 610,73	1 501 591,52
Irlande	-	1	3 730,00	néant
Islande	1	-	146 186,85	9 055,73

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.68 (1999).

[1] Le texte du rapport est publié sous la cote S/AC.26/1999/9. Conformément aux dispositions des Règles concernant la confidentialité (art. 30, par. 1, et art. 40, par. 5), le tableau présentant la ventilation des indemnités à verser à chaque requérant ne sera pas rendu public, mais sera communiqué séparément à chacun des gouvernements et organisations internationales intéressées.

Pays ou organisation internationale	Nombre de réclamations qu'il est recommandé d'indemniser	Nombre de réclamations qu'il n'est pas recommandé d'indemniser	Montant réclamé (US$)	Montant de l'indemnisation recommandée (US$)
Israël	7	-	18 963 200,00	236 713,64
Italie	2	3	224 803,00	51 712,79
Jordanie	97	9	26 671 914,05	5 145 257,40
Koweït	90	15	5 67 709,81	5 564 171,70
Liban	2	1	373 002,32	119 148,33
Pakistan	1	-	71 69,55	35 584,80
Philippines	1	-	106 342,82	48 957,18
Royaume-Uni	54	9	10 149 981,48	3 132 729,79
Soudan	7	-	1 075 812,83	377 168,50
Suède	1	-	94 735,00	94 735,00
Syrie	-	1	194 989,00	néant
PNUD (Washington)	1	3	263 927,78	7 958,00
UNRWA (Gaza)	3	0	271 589,29	124 166,11
Total	377	63	102 779 424,61	19 502 642,64

3. Réaffirme que lorsque des fonds seront disponibles, les indemnités seront versées conformément aux décisions du Conseil d'administration concernant les priorités et mécanismes de règlement;

4. Rappelle qu'en cas de règlement, les gouvernements et les organisations internationales concernés devront, conformément aux dispositions de la décision 18 [S/AC.26/Dec.18 (1994)], distribuer les sommes perçues aux requérants désignés pour régler les indemnités approuvées dans les six mois suivant leur réception et, trois mois au plus tard après l'expiration de ce délai, devront fournir des informations sur cette distribution;

5. Note qu'aucune recommandation n'a été formulée à ce stade pour huit réclamations visées à l'annexe du rapport;

6. Prie le Secrétaire exécutif de faire parvenir des exemplaires du rapport au Secrétaire général et au Gouvernement de la République d'Iraq ainsi que des exemplaires du rapport et les tableaux contenant la ventilation des montants à verser à chaque requérant aux différents gouvernements et organisations internationales intéressés.

ANNEXE VII

Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la deuxième tranche des réclamations de la catégorie "E1"*

TABLE DES MATIÈRES

		Paragraphes	Page
Liste des abréviations			189
Liste des tableaux			190
Introduction		1 - 2	192
I.	HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE	3 - 16	193
A.	Nature et objet des travaux	3 - 5	193
B.	Historique de la procédure applicables aux réclamations	6 - 16	193
II.	CADRE JURIDIQUE	17 - 32	195
A.	Droit et critères applicables	17	195
B.	Responsabilité de l'Iraq	18 - 22	196
C.	Compétence	23 - 29	197
D.	Prescriptions concernant les éléments de preuve	30 - 32	198
III.	RÉCLAMATION DE LA SAUDI ARABIAN OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4002627)	33 - 53	199
A.	Introduction	33 - 35	199
B.	Faits et assertions	36 - 44	200
C.	Analyse et recommandations	45 - 53	201
IV.	RÉCLAMATION DE L'ARABIAN OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4000987)	54 - 73	203
A.	Introduction	54 - 55	203
B.	Faits et assertions	56 - 64	203

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/10.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
C. Analyse et recommandations	65 - 73	205
V. RÉCLAMATION DE LA KUWAIT OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4004160)	74 - 308	206
A. Structure de l'industrie pétrolière koweïtienne	74 - 79	206
B. Nature de la réclamation	80 - 99	208
1. Faits et assertions	80 - 83	208
2. Demande d'indemnisation présentée	84 - 93	209
a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation	85 - 90	210
b) Réponse de l'Iraq	91 - 93	211
3. Conclusions générales du Comité	94 - 99	212
C. Analyse de la réclamation	100 - 308	213
1. Gisements de pétrole	103 - 115	214
a) Gisements de pétrole du sud-est	116 - 132	216
i) Dépenses engagées	118	217
ii) Ajustement des dépenses engagées	119 - 126	217
iii) Dépenses futures	127 - 130	218
iv) Ajustement des dépenses futures	131 - 132	219
b) Gisements de pétrole de l'ouest	133 - 145	220
i) Dépenses engagées	135	221
ii) Ajustement des dépenses engagées	136 - 139	221
iii) Dépenses futures	140 - 143	222
iv) Ajustement des dépenses futures	144 - 145	222

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
c)	Gisements de pétrole du nord	146 - 159	223
i)	Dépenses engagées	148	224
ii)	Ajustement des dépenses engagées . . .	149 - 153	224
iii)	Dépenses futures	154 - 157	225
iv)	Ajustement des dépenses futures . . .	158 - 159	226
d)	Gisements de pétrole de Wafra	160 - 183	226
i)	Dépenses engagées - KOC	165 - 170	228
ii)	Dépenses engagées - opérations conjointes	171	229
iii)	Ajustement des dépenses engagées - opérations conjointes	172 - 173	229
iv)	Dépenses futures	174 - 177	230
v)	Ajustement des dépenses futures . . .	178 - 183	231
2.	La cité Ahmadi	184 - 200	232
a)	Dépenses engagées	188	233
b)	Dépenses futures	189 - 193	233
c)	Ajustement des dépenses futures . . .	194 - 196	234
d)	Ajustement de la valeur résiduelle . .	197 - 200	234
3.	Parcs à réservoirs nord et sud	201 - 213	235
a)	Dépenses engagées	204	236
b)	Ajustement des dépenses engagées . . .	205 - 209	237
i)	Plus-value	205 - 206	237
ii)	Réduction pour amortissement	207 - 209	237
c)	Dépenses futures	210 - 213	237

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
4.	Installations maritimes	214 - 231	238
	a) Dépenses engagées	220	240
	b) Dépenses futures	221 - 227	240
	c) Ajustement des dépenses futures . . .	228 - 231	241
	i) Amortissement	228 - 231	241
5.	Ras-Al-Zoor	232 - 254	242
	a) Installation à terre	239 - 248	244
	b) Frais de stockage de l'installation en mer	249 - 251	246
	c) Pièces mécaniques de rechange	252 - 254	246
6.	Projets en construction/à l'étude	255 - 267	247
	a) Projet de gazoduc	261 - 263	248
	b) Projet d'unité de dessalage (phase IV)	264 - 267	249
7.	Programme de maîtrise des éruptions de puits et autres biens corporels	268 - 292	250
	a) Dépenses relatives à la maîtrise des éruptions des puits	275 - 280	251
	b) Autres biens corporels	281 - 288	253
	c) Valeurs résiduelles	289 - 292	254
	i) Poids lourds de chantier et autres biens	290	254
	ii) Constructions modulaires	291 - 292	255
8.	Frais postérieurs à l'obturation des têtes de puits - Al Tameer	293 - 298	255
9.	Phase III	299 - 303	257

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
	10. Reconstruction de la route de Magwa/ remplacement de l'oléoduc No 5	304 - 307	258
	11. Résumé de la recommandation	308	258
VI.	RÉCLAMATION DE LA KUWAIT PETROLEUM CORPORATION (RÉCLAMATION No 4003198)	309 - 352	259
	A. Nature de la réclamation	309 - 317	259
	1. Faits et assertions	309 - 311	259
	2. Demande d'indemnisation présentée	312 - 317	259
	a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation	313	260
	b) Réponse de l'Iraq	314 - 317	261
	B. Analyse de la réclamation	318 - 352	261
	1. Stocks détenus dans les locaux de la KOC . .	318 - 328	261
	2. Stocks détenus dans les locaux de la KNPC .	329 - 338	263
	3. Contrat relatif au chargement de soufre . .	339 - 344	265
	4. Biens de capital fixe	345 - 351	267
	5. Résumé des recommandations	352	268
VII.	RÉCLAMATION DE LA SAUDI ARABIAN TEXACO (RÉCLAMATION No 4000604)	353 - 489	269
	A. Rôle de la SAT dans l'industrie pétrolière saoudienne	353 - 357	269
	B. Faits et assertions	358 - 374	270
	1. Nature de la réclamation	358	270
	2. Demande d'indemnisation présentée	359 - 370	270
	a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation	367	272
	b) Réponse de l'Iraq	368 - 370	273

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
3. Conclusions générales du Comité	371 - 374	274
C. Analyse de la réclamation	375 - 489	274
1. Biens corporels	375 - 427	274
a) Mina Saud	379 - 407	275
b) Wafra	408 - 427	282
2. Pertes commerciales ou industrielles	428 - 465	288
3. Dépenses extraordinaires : paiements à autrui	466 - 488	296
a) Frais d'évacuation et de réinstallation du personnel de la SAT	470 - 472	298
b) Frais de transfert des services administratifs de la SAT	473 - 475	298
c) Frais de licenciement et de mise à la retraite de salariés de la SAT . . .	476 - 478	299
d) Frais liés au maintien d'effectifs permanents inactifs	479 - 481	300
e) Remboursement des effets personnels perdus et des indemnités forfaitaires versées aux salariés	482 - 483	300
f) Maîtrise des éruptions de puits, nettoyage du pétrole et enlèvement des munitions	484 - 485	301
g) Frais de rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud	486 - 488	301
4. Résumé des recommandations	489	302

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
VIII.	AUTRES QUESTIONS	490 - 506	303
	A. Taux de change	490 - 491	303
	B. Intérêts	492 - 504	303
	C. Frais de préparation de la réclamation	505 - 506	306
IX.	RECOMMANDATIONS	507	306

Liste des abréviations

Nom	Abréviations
Arabian Oil Company Limited	"Arabian Oil"
The Arabian American Oil Company	"ARAMCO"
Barils par jour	"bpj"
General Petroleum and Minerals Organization du Royaume d'Arabie saoudite	"Petromin"
Kuwait National Petroleum Corporation	"KNPC"
Kuwait Petroleum Corporation	"KPC"
Kuwait Oil Company	"KOC"
Kuwait Santa Fe for Engineering and Petroleum Projects Company	"Kuwait Santa Fe"
Ministère koweïtien de l'électricité et de l'eau	"MEW"
Saudi Arabian Texaco	"SAT"
Saudi Arabian Oil Company	"Saudi Aramco"
Société générale pour la commercialisation du pétrole de la République d'Iraq	GPMO
Société nationale pour la commercialisation du pétrole	"SOMO"
Zone neutre partagée	"ZNP"

Liste des tableaux

		Page
1.	Deuxième tranche de réclamations de la catégorie E1	192
2.	Réclamations des entreprises du secteur pétrolier koweïtien	208
3.	Demande d'indemnisation de la Kuwait Oil Company : Numéro CINU 4004160 ("Réclamation relative aux biens corporels") . .	209
4.	Montants réclamés concernant les gisements de pétrole du sud-est . .	216
5.	Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole du sud-est . . .	220
6.	Montants réclamés concernant les gisements de pétrole de l'ouest . .	221
7.	Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole de l'ouest . . .	223
8.	Montants réclamés concernant les gisements de pétrole du nord . . .	224
9.	Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole du nord	226
10.	Montants réclamés concernant les gisements de pétrole de Wafra . . .	228
11.	Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole de Wafra	232
12.	Montants réclamés au titre de la cité Ahmadi	233
13.	Indemnité recommandée au titre de la cité Ahmadi	235
14.	Montants réclamés au titre des parcs à réservoirs nord et sud . . .	236
15.	Indemnité recommandée pour les parcs à réservoirs nord et sud . . .	238
16.	Montants réclamés pour les installations maritimes	239
17.	Indemnité recommandée pour les installations maritimes	242
18.	Montants réclamés concernant Ras-Al-Zoor/le chantier du Sud	244
19.	Indemnité recommandée pour Ras-Al-Zoor/le chantier du Sud	247
20.	Montants réclamés pour les projets en construction/à l'étude	248
21.	Indemnités recommandées pour les projets en construction/ à l'étude	250
22.	Montants réclamés au titre des dépenses relatives à la maîtrise des éruptions de puits et des autres biens corporels	251

Liste des tableaux (suite)

Page

23. Indemnité recommandée pour les dépenses de maîtrise des éruptions de puits et les autres biens corporels 255

24. Récapitulation - Indemnisation recommandée de la Kuwait Oil Company 258

25. Montants réclamés par la Kuwait Petroleum Corporation 260

26. Montants réclamés par la Kuwait Petroleum Corporation (biens de capital fixe) 267

27. Indemnité recommandée pour la Kuwait Petroleum Corporation 269

28. Comparaison entre la réclamation initiale et la réclamation modifiée de la SAT 271

29. Demande d'indemnisation de la SAT concernant ses biens corporels à Mina Saud 276

30. Indemnité recommandée concernant les biens corporels détenus à Mina Saud 281

31. Demande d'indemnisation de la SAT concernant ses biens corporels à Wafra 283

32. Indemnité recommandée concernant les biens corporels détenus à Wafra 287

33. Indemnité recommandée concernant les pertes commerciales et industrielles de la SAT 296

34. Montants réclamés au titre des dépenses extraordinaires 297

35. Indemnité recommandée concernant les dépenses extraordinaires . . . 302

36. Indemnité recommandée pour la Saudi Arabian Texaco 302

37. Date recommandée pour les pertes de la Kuwait Oil Company 304

38. Date recommandée pour les pertes de la Kuwait Petroleum Corporation 305

39. Date recommandée pour les pertes de la Saudi Arabian Texaco 305

40. Résumé des montants des réclamations et des indemnités recommandées par le Comité pour chacune d'entre elles 306

Introduction

1. À sa seizième session, le 22 mars 1995, le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies ("la Commission") a nommé le présent Comité de commissaires ("le Comité"), composé de MM. Allan Philip (Président), Bola A. Ajibola et Antoine Antoun. Le Comité était chargé d'examiner les réclamations déposées auprès de la Commission au nom de sociétés et d'autres personnes morales ayant des intérêts dans l'industrie pétrolière et gazière et dans les secteurs apparentés ("réclamations de la catégorie 'E1'"). Cet examen devait être mené conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, aux décisions du Conseil d'administration, aux Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10) ("les Règles") et aux dispositions applicables du droit international. Le présent rapport contient les recommandations adressées par le Comité au Conseil d'administration en application de l'alinéa e) de l'article 38 des Règles au sujet de la deuxième tranche de réclamations de la catégorie "E1" qui comprend cinq réclamations déposées par des sociétés ou d'autres personnes morales ("les requérants") décrites ci-après, chacune demandant réparation pour des pertes, dommages ou préjudices qui résulteraient de l'invasion illégale du Koweït par l'Iraq le 2 août 1990 et de l'occupation ultérieure du Koweït par l'Iraq.

2. Les réclamations examinées dans le présent rapport sont énumérées dans le tableau ci-après. Les montants réclamés qui y sont indiqués représentent la totalité des indemnités demandées lors du dépôt de chaque réclamation.

Tableau 1

Deuxième tranche de réclamations de la catégorie E1

Réclamation	Numéro de la réclamation	Montant réclamé (US$)	Pays présentant la réclamation
Saudi Arabian Oil Company	4002627	4 845 552 637	Arabie saoudite
Arabian Oil Company	4000987	5 836 307 964	Japon
Kuwait Oil Company	4004160	2 512 896 177	Koweït
Kuwait Petroleum Corporation	4003198	124 396 824	Koweït
Saudi Arabian Texaco Inc.	4000604	1 519 952 314	États-Unis d'Amérique
Total		14 839 105 916	

I. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

A. Nature et objet des travaux

3. Le rôle et les fonctions des comités de commissaires opérant dans le cadre de la Commission sont énoncés dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité daté du 2 mai 1991. Dans ce rapport, le Secrétaire général explicitait comme suit les fonctions de la Commission :

> "... La Commission n'est pas une cour ni un tribunal d'arbitrage devant lesquels comparaissent les parties; c'est un organe politique qui accomplit essentiellement une fonction d'enquête consistant à examiner les réclamations, à en vérifier la validité, à évaluer les pertes, à déterminer le montant des paiements et à régler les différends relatifs aux réclamations. C'est seulement dans ce dernier domaine qu'elle peut être amenée à remplir une fonction quasi judiciaire. Étant donné la nature de la Commission, il est particulièrement important de garantir dans la procédure le respect des formes régulières. C'est aux commissaires qu'incombera cette fonction.
>
> "L'examen des réclamations comportera la vérification de leur validité et l'évaluation des préjudices, ainsi que le règlement des litiges concernant les réclamations contestées. La plus grande partie de cette tâche n'est pas de nature judiciaire; en revanche, le règlement des litiges concernant les réclamations contestées serait quasi judiciaire. On prévoit que l'examen des réclamations incomberait principalement aux commissaires. Cependant, avant de vérifier la validité des réclamations et d'évaluer les préjudices, il faudra déterminer si les préjudices faisant l'objet des réclamations sont des préjudices au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991), c'est-à-dire si la perte, le dommage ou le préjudice est direct et résulte de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq"[1].

4. Les comités ont été chargés de trois tâches. Premièrement, ils devaient décider si les divers types de pertes qu'auraient subies les requérants étaient du domaine de compétence de la Commission. Deuxièmement, il leur était demandé de vérifier si les pertes présumées qui étaient, en principe, susceptibles d'indemnisation avaient effectivement été subies par un requérant donné. Troisièmement, les comités devaient déterminer le montant effectif des pertes indemnisables.

5. Dans le présent rapport, le Comité emploie le terme "excessif" seulement pour marquer son désaccord avec le montant réclamé par un requérant et pour signifier que, selon lui, ce montant est supérieur à celui que permettent d'établir les pièces justificatives.

B. Historique de la procédure applicable aux réclamations

6. Le 31 décembre 1997, le Comité a rendu ses premières ordonnances de procédure relatives aux réclamations. Compte tenu de la complexité des questions soulevées, du volume de la documentation soumise à l'appui des réclamations et de l'indemnisation demandée par les requérants, le Comité a

appliqué la procédure pour les réclamations "exceptionnellement importantes ou complexes" au sens de l'alinéa d) de l'article 38 des Règles[2].

7. Pour examiner les réclamations, le Comité a utilisé toute la gamme des modalités d'investigation dont il disposait en vertu des Règles. Pour certaines questions, il s'est aussi appuyé sur les réponses des requérants à des questions et à des demandes de documents. L'Iraq a par ailleurs présenté des réponses aux réclamations, notamment des observations sur certains points particuliers touchant les préjudices invoqués et des analyses à ce sujet, ainsi qu'un exposé de droit sur la question de savoir si tel ou tel type de perte pouvait donner droit à indemnisation. Dans ses réponses, l'Iraq a évoqué la plupart des différentes réclamations soumises par les requérants. L'Iraq a généralement invoqué un argument et, dans certains cas, fait état de pièces justificatives à l'appui de ses positions. Le Comité note qu'en tirant pleinement parti de la possibilité de participer au règlement de ces réclamations, l'Iraq a aidé le Comité à mener à bien ses travaux.

8. En raison de la complexité et de la nature des réclamations, le Comité a fait appel à des consultants spécialistes de l'évaluation des actifs et de la comptabilité judiciaire, y compris l'estimation des pertes industrielles ou commerciales, pour l'aider à évaluer convenablement les éléments de perte qui selon lui ouvraient droit à indemnisation.

9. Le travail initial entrepris par le secrétariat et les consultants a permis de dégager des recommandations et des questions spécifiques d'ordre juridique et de cerner les aspects des réclamations qui appelaient des précisions quant aux faits ou d'autres pièces justificatives. À cet effet, le Comité a, avec le concours du secrétariat et des consultants, rédigé des questions à l'intention des requérants et des demandes formelles en vue d'obtenir des éléments de preuve supplémentaires. Ces questions et demandes (dénommées globalement ci-après les "questions") visaient en général à obtenir des précisions au sujet d'assertions figurant dans la réclamation ou des pièces justificatives supplémentaires concernant les pertes invoquées. Le Comité a émis des ordonnances de procédure en date du 20 février 1998, dans lesquelles il a invité les requérants à répondre dans certains délais aux questions figurant en annexe aux ordonnances.

10. Le Comité a donné pour instruction au secrétariat de communiquer à l'Iraq les pièces déposées par les requérants à l'appui de leurs réclamations et a invité l'Iraq à faire connaître avant le 30 juin 1998 ses réponses concernant ces réclamations, ainsi que tous documents dont il souhaiterait se prévaloir durant la procédure en cours. L'Iraq était également prié de présenter ses observations sur les questions soumises aux requérants et sur les réponses qu'ils auraient fait parvenir.

11. En mars 1998, les requérants ont commencé à faire parvenir leurs réponses aux questions du Comité. En application de l'ordonnance de procédure du 20 février 1998, ces réponses ont été communiquées à l'Iraq dès réception. L'Iraq a communiqué ses réponses aux exposés de réclamation en juin 1998.

12. Après avoir examiné les réclamations, les réponses des requérants aux questions et les pièces soumises par les requérants, le Comité a chargé ses consultants d'analyser les réclamations, de donner leur avis quant à la valeur

qu'il convenait d'attribuer aux différents éléments de perte donnant lieu à indemnisation et de préciser les éléments de preuve sur lesquels ils appuyaient leur opinion. Pour s'acquitter de cette tâche, les consultants ont passé plusieurs mois à examiner le dossier complet de chaque réclamation, y compris les pièces justificatives et les réponses aux listes de questions, en tenant des consultations avec le Comité et le secrétariat.

13. Les consultants ont en outre examiné les observations de l'Iraq relatives aux questions d'évaluation.

14. En août 1998, les consultants ont commencé à présenter leurs avis au Comité dans une série de rapports écrits et au cours d'entretiens avec le Comité. Ce dernier a examiné ces rapports et, au cours de plusieurs séances, les a examinés avec les consultants. Le cas échéant, le Comité a interrogé plus avant les requérants ou les consultants.

15. Le Comité est convaincu que les rapports des consultants ont été établis conformément aux règles de l'art et ne sont entachés d'aucune partialité en faveur des requérants ni de l'Iraq.

16. En élaborant le présent rapport, le Comité n'y a pas inclus de citations précises de pièces confidentielles ou non publiques présentées ou mises à sa disposition pour lui permettre de mener à bien ses travaux. Le Comité n'expose pas non plus dans le détail son évaluation de chaque élément de perte particulier, mais il a veillé à indiquer clairement dans le rapport quelles sont les parties des réclamations qui ont été considérées comme ne relevant pas du domaine de compétence de la Commission. Les montants qu'il est recommandé d'indemniser au titre de chaque élément de perte représentent la valeur de la partie de cet élément qu'il a été possible de vérifier. Le Comité a procédé dans le présent rapport à des ajustements pour tenir compte de la différence entre le montant total réclamé par le requérant pour un élément de perte et le montant que le Comité a pu vérifier. L'ajustement opéré par le Comité tient donc compte de toute erreur arithmétique ou typographique dans le montant de la réparation demandé par le requérant.

II. CADRE JURIDIQUE

A. Droit et critères applicables

17. Le droit que doit appliquer le Comité est énoncé à l'article 31 des Règles, qui stipule ce qui suit :

> "Lorsqu'ils examineront les réclamations, les commissaires appliqueront la résolution 687 (1991) et les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les critères publiés par le Conseil d'administration pour les différentes catégories de réclamations et toutes ses décisions pertinentes. Ils appliqueront aussi, le cas échéant, d'autres règles pertinentes du droit international."

B. Responsabilité de l'Iraq

18. Aux termes du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité,

"... l'Iraq, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales, est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage ... et de tous autres préjudices directs subis par des États étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de son invasion et de son occupation illicites du Koweït." Le Comité note qu'en adoptant la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité agissait en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui l'autorise à exercer les pouvoirs que lui confère ce chapitre pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité agissait également en vertu du Chapitre VII et de l'article 29 de la Charte des Nations Unies lorsqu'il a adopté la résolution 692 (1991), dans laquelle il a décidé de créer le Fonds et la Commission d'indemnisation visés au paragraphe 18 de la résolution 687 (1991). Ces dispositions tranchent la question de la responsabilité de l'Iraq à l'égard des pertes relevant de la compétence de la Commission qui n'est donc pas soumise à l'examen du Comité.

19. Le Conseil d'administration a donné quelques autres indications quant à ce qui constitue toute "perte, tout dommage et tous autres préjudices directs" dont l'Iraq est responsable en vertu de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Le paragraphe 21 de la décision 7 du Conseil d'administration constitue, pour les réclamations de la catégorie "E", la règle cardinale concernant le caractère "direct" des pertes, dommages ou préjudices subis et prévoit, dans le passage pertinent, que peuvent bénéficier d'indemnités :

> "... les sociétés et autres entités ayant subi des pertes, dommages ou préjudices directs à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il s'agit de toute perte ou préjudice subis à la suite :
>
> a) Des opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991;
>
> b) Du départ de l'Iraq ou du Koweït ou de l'incapacité de quitter ces pays (ou d'une décision de ne pas y revenir) durant cette période;
>
> c) Des actions commises par des fonctionnaires, des salariés ou des agents du Gouvernement iraquien ou d'entités placées sous son contrôle pendant cette période à l'occasion de l'invasion ou de l'occupation;
>
> d) De la rupture de l'ordre civil au Koweït ou en Iraq au cours de cette période; ou
>
> e) D'une prise en otage ou de toute autre forme de détention illégale"[3].

20. L'énumération des causes possibles de "perte directe" au paragraphe 21 n'est pas exhaustive et laisse ouverte la possibilité qu'il en existe d'autres.

C'est ce que confirme le Conseil d'administration dans la décision 15 : "il y aura d'autres situations où la preuve pourra être faite que la réparation demandée vise une perte, un dommage ou un préjudice résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq"[4]. En l'occurrence, il incombera aux requérants d'établir qu'une perte qui n'est pas la conséquence de l'une des cinq catégories d'événements visés au paragraphe 21 est néanmoins "directe".

21. L'expression "à la suite de" employée au paragraphe 21 n'est pas définie plus précisément dans la décision 7, mais la décision 9 du Conseil d'administration fournit des indications quant à ce qui peut être considéré comme constituant des "pertes subies par suite de" l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq[5].

22. Les décisions 7 et 9 contiennent donc des indications à l'intention du Comité quant à la façon d'interpréter la prescription de la "perte directe". C'est dans cette optique que le Comité examinera les réclamations analysées dans le présent rapport afin de déterminer si, pour chacune, le lien de causalité requis existe bien — c'est-à-dire la perte est "directe".

C. Compétence

23. En ce qui concerne la clause du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité qui est relative aux dettes et aux obligations de l'Iraq "antérieures au 2 août 1990...", le Comité renvoie au rapport et aux recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche de réclamations de la catégorie "E2" (S/AC.26/1998/7) qui figure en annexe à la décision 53 du Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.53 (1998)], document dans lequel le Comité "E2" avait conclu que la clause "dettes et obligations antérieures" avait pour objet d'exclure du champ de compétence de la Commission la dette extérieure contractée par l'Iraq au moment de son invasion du Koweït, le 2 août 1990. Ayant examiné les pratiques commerciales normales en Iraq avant l'augmentation considérable de sa dette extérieure au cours de la guerre Iran-Iraq (1980-1988), le Comité "E2" a estimé que les parties étrangères qui y exécutaient un contrat à cette époque pouvaient raisonnablement s'attendre à être payées dans un délai allant de un à trois mois suivant la réalisation de leur obligation.

24. Le Comité "E2" a donc jugé que :

> "Dans le cas de contrats avec l'Iraq où l'exécution de l'acte ayant donné naissance à la dette initiale avait eu lieu plus de trois mois avant le 2 août 1990, c'est-à-dire avant le 2 mai 1990, les réclamations se rapportant à des impayés, en nature ou en espèces, ne relèvent pas de la compétence de la Commission, étant donné qu'il s'agit de dettes ou d'obligations antérieures au 2 août 1990." (S/AC.26/1998/7, par. 90.)

25. Le Comité "E2" a appliqué cette décision à des situations concrètes, notamment à des réclamations portant sur des accords de paiement différé, et a été d'avis qu'en pareils cas, indépendamment de savoir si les accords de paiement différé pouvaient avoir créé de nouvelles dettes et obligations pour

l'Iraq au regard d'un système juridique particulier, ils n'en avaient pas créé au regard de la résolution 687 (1991). En conséquence, le Comité "E2" a conclu que les réclamations qui portaient sur des accords de paiement différé ne constituaient pas de nouvelles dettes courant à compter de la date à laquelle elles avaient été contractées et distinctes des contrats initiaux, et ne relevaient donc pas de la compétence de la Commission.

26. Le Comité "E2" a également examiné des réclamations de requérants qui avaient expédié des marchandises en Iraq en vertu de contrats conclus avant le 2 août 1990. En pareils cas, l'"exécution" s'entendait de la livraison des marchandises conformément aux termes des contrats. En appliquant la clause "dettes et obligations antérieures", le Comité "E2" a conclu ce qui suit :

> "Si les requérants avaient achevé l'exécution (c'est-à-dire livré les marchandises, comme l'attestent les documents appropriés) plus de trois mois avant le 2 août 1990, les demandes de recouvrement des sommes dues à ce titre par l'Iraq seront considérées comme antérieures au 2 août 1990 et, en tant que telles, comme ne relevant pas de la compétence de la Commission. Dans les cas où les marchandises ont été livrées au cours des trois mois précédant le 2 août 1990, les demandes d'indemnisation des montants dus à ce titre par l'Iraq répondent au critère 'dettes et obligations antérieures'." (S/AC.26/1998/7, par. 105.)

27. Le Comité a analysé les conclusions du Comité "E2" et y souscrit aux fins de l'examen de ces réclamations. Il en retient que l'expression "dettes ou obligations antérieures au 2 août 1990" s'entend d'une dette ou d'une obligation fondée sur des travaux exécutés ou des services rendus avant le 2 mai 1990.

28. Le Comité souhaite observer à cet égard que, s'il est vrai qu'au cours de l'occupation du Koweit, l'Iraq a prétendu refuser d'honorer certaines dettes, dont parfois celles examinées dans le présent rapport, il découle du paragraphe 17 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et de son acceptation par l'Iraq qu'un tel refus est sans effet et que ces dettes subsistent.

29. Le Comité souligne par ailleurs que dans son examen des réclamations dont il est saisi, et qui relèvent de sa compétence, il s'attachera aux faits et aux circonstances propres à chaque réclamation, en particulier, s'agissant de savoir si, comme exigé au paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, la perte résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweit par l'Iraq. Le Comité sera particulièrement attentif aux réclamations pour lesquelles les requérants sont en mesure d'établir une pratique de longue date, antérieure à 1980, selon laquelle les acheteurs iraquiens et les parties contractantes bénéficiaient de condition de paiement différé ou étalé dans le temps.

D. Prescriptions concernant les éléments de preuve

30. Le premier paragraphe de l'article 35 des Règles contient des indications générales au sujet de la soumission des éléments de preuve par un requérant :

"Chaque requérant devra soumettre des preuves documentaires et autres établissant de manière satisfaisante qu'une réclamation ou un groupe de réclamations donnés est recevable en application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Chaque comité déterminera la recevabilité, la pertinence, l'importance et le poids de toutes les preuves documentaires et autres qui auront été soumises."

31. En application du paragraphe 3 de l'article 35 des Règles, les réclamations émanant de sociétés doivent être étayées par des preuves documentaires et autres appropriées, suffisantes pour prouver les circonstances et le montant du préjudice invoqué. Au paragraphe 5 de la décision 15, le Conseil d'administration a clairement indiqué que, s'agissant des pertes industrielles ou commerciales, il "faudra décrire concrètement dans le détail les circonstances dans lesquelles se sont produits la perte, le dommage ou le préjudice dont il est fait état" pour qu'une indemnisation soit accordée[6].

32. Toutes les sociétés qui déposent des réclamations de la catégorie "E" ont été priées de joindre à leur formulaire "un exposé distinct de la réclamation ('exposé de la réclamation') étayé de pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés indiquant, outre le montant des pertes faisant l'objet de la réclamation, les circonstances dans lesquelles elles se sont produites"[7]. Devaient ainsi figurer dans l'exposé de la réclamation les détails suivants :

"a) Date, type et cause de chaque élément de perte et textes sur lesquels se fonde la compétence de la Commission ...;

b) Faits à l'appui de la réclamation;

c) Fondement juridique de chaque élément de la réclamation;

d) Montant de la réparation demandée assorti d'une explication de la manière dont on est arrivé à ce montant"[8].

III. RÉCLAMATION DE LA SAUDI ARABIAN OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4002627)

A. Introduction

33. En application d'arrangements décrits ci-après, le Royaume d'Arabie saoudite ("Arabie saoudite") a conclu un contrat de compensation de pétrole brut avec un organisme du Gouvernement de la République d'Iraq ("Iraq"). Aux termes de ce contrat, l'Arabie saoudite convenait de livrer à l'Iraq un volume moyen déterminé de pétrole, par jour, pendant environ un an. En échange, la partie iraquienne convenait de livrer du pétrole iraquien de valeur équivalente à l'Arabie saoudite au cours de périodes ultérieures spécifiées. Les parties ont ensuite reconduit le contrat au moyen de quatre lettres d'entente, décidant chaque fois que l'Arabie saoudite continuerait à livrer un volume moyen donné de pétrole, par jour, pendant une nouvelle année et reportant l'exécution de l'obligation réciproque de l'organisme iraquien de fournir du pétrole. Le contrat de compensation et ces lettres d'entente sont globalement désignés par l'expression "accord de troc avec l'Aramco".

34. L'Arabian American Oil Company ("Aramco") a été chargée de s'acquitter des obligations de livraison incombant à l'Arabie saoudite en vertu de l'accord de troc avec l'Aramco. Cette dernière est une société constituée aux termes de la législation de l'État du Delaware (États-Unis d'Amérique). L'Aramco exploitait une concession pétrolière en Arabie saoudite avant que ce pays n'en acquière la totalité du capital dans les années 70.

35. Avec effet au 1er janvier 1989, l'Arabie saoudite a transféré l'actif et le passif de l'Aramco à la Saudi Arabian Oil Company ("Saudi Aramco"). La Saudi Aramco est une société à responsabilité limitée constituée le 13 novembre 1988 aux termes de la législation de l'Arabie saoudite. Elle est entièrement contrôlée par l'Arabie saoudite et a pour mission d'entreprendre des activités dans tous les domaines de l'industrie pétrolière et des autres industries connexes en Arabie saoudite et ailleurs.

B. Faits et assertions

36. La Saudi Aramco dépose cette réclamation en son nom propre, en qualité de successeur de l'Aramco, et au nom de la General Petroleum and Minerals Organisation du Royaume d'Arabie saoudite ("Petromin"), l'organisme gouvernemental au nom duquel l'Aramco a exécuté son accord de troc. La Saudi Aramco affirme que l'Iraq a refusé d'honorer ses dettes découlant de cet accord suite à son invasion et à son occupation illicites du Koweït. La société affirme par ailleurs que l'Iraq n'a jamais exécuté ses propres obligations résultant de l'accord de troc et demande à être indemnisée de la valeur monétaire du pétrole que l'Iraq aurait, selon elle, dû livrer en application dudit accord (réclamation relative à l'accord de troc avec l'Aramco). La Saudi Aramco demande une indemnité d'un montant de US$ 4 845 552 637,40, majorée d'intérêts d'un montant non précisé.

37. Le montant réclamé se décompose comme suit : a) US$ 4 643 831 487,30, qui représente la valeur du pétrole livré jusqu'au 31 décembre 1987 et b) US$ 201 721 150,10, qui est la valeur alléguée du pétrole livré après cette date. La Saudi Aramco affirme que le Ministère iraquien du pétrole a confirmé la valeur des livraisons avant 1988 aux commissaires aux comptes de l'Aramco dans une lettre dont elle fournit une copie.

38. Aux termes d'un contrat de compensation daté du 7 décembre 1982 conclu entre la Petromin et la Société générale pour la commercialisation du pétrole de la République d'Iraq (GPMO), la Petromin est convenue de livrer à la GPMO 184 000 barils de pétrole saoudien par jour en moyenne pendant un an à partir du 1er janvier 1983. En échange, la GPMO convenait de livrer, par jour, à la Petromin un volume moyen analogue de pétrole iraquien de valeur équivalente à partir du 1er janvier 1984 environ.

39. En 1987, la Société nationale pour la commercialisation du pétrole ("SOMO") de l'Iraq est devenue le successeur de la GPMO dans le cadre de l'accord de troc avec l'Aramco (la GPMO et son successeur sont globalement désignés ici sous le sigle "SOMO").

40. Dans une série de quatre lettres d'entente datées des 25 décembre 1983, 1er janvier 1985, 11 février 1986 et 24 novembre 1987, les parties ont modifié

le contrat de compensation. Dans chaque lettre, la Petromin convenait de reconduire ses livraisons de pétrole à la SOMO pour des périodes d'environ une année et la SOMO convenait de rembourser le pétrole ultérieurement. La première lettre d'entente prévoyait de nouvelles livraisons au rythme moyen de 184 000 barils par jour ("bpj"), contre 60 000 bpj prévus dans les trois autres. Chaque lettre d'entente repoussait par ailleurs à une date ultérieure le début d'exécution de ses obligations de livraison de pétrole par la SOMO.

41. Aux termes de l'accord de troc, les parties ont calculé la valeur du brut livré par la Petromin par référence aux prix affichés du brut saoudien de qualités comparables.

42. L'Aramco a effectué les livraisons de la Petromin au nom de celle-ci. Elle a porté la valeur des livraisons de brut dans ses livres de comptes en tant que somme à recevoir de la Petromin. La créance de la Petromin sur la SOMO a ensuite été cédée à la Saudi Aramco, conformément à une lettre datée du 21 mars 1990. La somme a depuis été enregistrée dans les comptes de la Saudi Aramco en tant que somme à recevoir de la SOMO.

43. Les obligations de la Petromin découlant de la dernière lettre d'entente ont pris fin le 31 décembre 1988, date à laquelle elle avait achevé l'exécution de ses obligations résultant du contrat de compensation et de toutes les lettres d'entente et avait livré à la SOMO du pétrole pour une valeur de US$ 4 845 552 637, soit le montant de la présente réclamation. Aux termes de la dernière lettre d'entente, la SOMO devait commencer ses livraisons de pétrole en retour à la Petromin le 1er janvier 1989 ou aux alentours de cette date. La Saudi Aramco soutient que la SOMO n'a jamais effectué aucune des livraisons prévues par le contrat de troc avec l'Aramco.

44. À la suite du lancement de l'opération "Tempête du désert" les 16 et 17 janvier 1991, le Commandement révolutionnaire iraquien a dénoncé toutes les dettes envers l'Arabie saoudite parce que ce pays s'était joint à l'opération. La Saudi Aramco affirme que par cette dénonciation générale, l'Iraq voulait refuser d'honorer ses obligations résultant de l'accord de troc avec l'Aramco. Dès lors, la Saudi Aramco soutient que sa créance sur la SOMO ne sera pas honorée.

C. Analyse et recommandations

45. Le Comité doit d'abord s'assurer que la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Aramco relève de la compétence de la Commission. Dans la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité donne compétence à la Commission pour connaître des réclamations contre l'Iraq au titre de certaines pertes qui résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Cette compétence est toutefois limitée par le membre de phrase suivant au paragraphe 16 de la résolution :

> "sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales".

46. Étant donné que la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Aramco découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure

à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

47. Le Conseil de sécurité n'a pas défini les "dettes et obligations" et n'a pas non plus indiqué la date à laquelle une dette prenait naissance.

48. L'expression "dettes et obligations" a toutefois été définie par le Comité "E2" pour qui une dette est "l'obligation de faire des paiements en espèces ou en nature d'un montant spécifié ou déterminable, majorés d'intérêts fixes ou déterminables (qui peuvent être de 0 %)"[9]. Le Comité estime que cette définition traduit exactement la signification du terme.

49. Le Comité estime par ailleurs que, dans son sens ordinaire, l'expression "dettes et obligations" s'étend à toute obligation réciproque assumée par le débiteur en contrepartie de la réception de quelque chose de valeur. Une obligation contractée dans le cadre d'un accord de troc, tel que celui dont il est question ici, constitue donc une dette ou une obligation au sens où le Conseil de sécurité emploie ces termes. Par conséquent, le Comité juge que les obligations incombant à l'Iraq dans le cadre de l'accord de troc avec l'Aramco constituent des "dettes et obligations" au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

50. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance. Comme indiqué à la section II.C ci-dessus, le Comité estime qu'en insérant la clause "dettes et obligations antérieures" dans sa résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité a voulu exclure du champ de compétence de la Commission certaines dettes et obligations antérieures à l'invasion du Koweït par l'Iraq, même si elles avaient été rééchelonnées. Ces dettes faisaient partie de la dette extérieure que l'Iraq avait accumulée au moment de son invasion illicite du Koweït et devaient donc être exclues du champ de compétence de la Commission par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

51. Le Comité doit donc déterminer la date à laquelle les obligations de l'Iraq dans le cadre de l'accord de troc avec l'Aramco ont pris naissance. L'obligation de livraison de pétrole incombant à la SOMO en vertu de cet accord est née au plus tard à la date à laquelle l'Aramco a rempli les obligations de la Petromin de livrer le pétrole à la SOMO conformément à l'accord de troc. Comme on l'a montré au paragraphe 43 ci-dessus, l'Aramco s'est acquittée de la dernière obligation de livraison de la Petromin le 31 décembre 1988 au plus tard. Le Comité en déduit que l'obligation incombant à la SOMO en vertu de l'accord de troc avec l'Aramco constitue une dette ou une obligation de l'Iraq dont la naissance est antérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Dès lors, la réclamation considérée se situe hors du champ de compétence de la Commission.

52. En conséquence, il n'y a pas lieu que le Comité décide s'il existe une relation causale entre l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq et son manquement à l'obligation que lui imposait l'accord de troc avec l'Aramco.

53. Le Comité juge que la Commission n'a pas compétence pour connaître de la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Aramco et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cette réclamation.

IV. RÉCLAMATION DE L'ARABIAN OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4000987)

A. Introduction

54. Conformément à des dispositions exposées ci-après, l'Arabian Oil Company Limited ("Arabian Oil") a conclu une série de contrats de compensation de pétrole brut avec un organisme du Gouvernement de la République d'Iraq ("Iraq") dans les années 80. Aux termes de ces contrats, l'Arabian Oil convenait de livrer à l'Iraq un volume moyen déterminé de pétrole, par jour, pendant environ un an. En échange, la partie iraquienne convenait de livrer du pétrole iraquien de valeur équivalente à l'Arabian Oil au cours de périodes ultérieures déterminées. L'ensemble des contrats de compensation est désigné par l'expression : "accord de troc avec l'Arabian Oil".

55. L'Arabian Oil affirme qu'elle s'est acquittée de la totalité des obligations qui lui incombaient en vertu de l'accord de troc mais que l'Iraq n'a jamais exécuté ses obligations réciproques et elle demande à être indemnisée de la valeur monétaire du pétrole que l'Iraq aurait dû, selon elle, livrer en vertu dudit accord ("réclamation relative à l'accord de troc avec l'Arabian Oil"). L'Arabian Oil soutient que l'Iraq a refusé d'honorer ses dettes contractées dans le cadre de l'accord par suite de son invasion et de son occupation illicites du Koweït.

B. Faits et assertions

56. L'Arabian Oil est une société japonaise engagée dans la prospection, la production et la distribution de pétrole dans la région du golfe Persique et ailleurs. Les Gouvernements koweïtien et saoudien possèdent chacun 10 % de la société. Les principaux clients de l'Arabian Oil, notamment de grandes compagnies japonaises d'électricité, possèdent aussi des parts importantes du capital de la société.

57. En 1922, une zone neutre a été instituée entre l'Arabie saoudite et l'État du Koweït ("Koweït") sur une superficie de plus de 5 000 km^2 entre les deux États. Par la suite, un traité a reconnu aux deux États des droits d'exploitation indivise des ressources minérales dans la zone neutre et des droits égaux en ce qui concerne l'administration de ces ressources. Les deux États ont ensuite accordé des droits d'exploitation dans la zone neutre à des sociétés étrangères. En juillet 1965, un traité de partage entre les deux États a divisé la zone neutre en deux parties soumises chacune à la souveraineté d'un État. La zone neutre a ainsi été appelée zone neutre partagée ("ZNP"). Le traité divisait les zones sur lesquelles chaque État avait des droits mais il ne modifiait pas leurs droits de propriété indivise du sous-sol qui demeuraient également réparties entre eux (50 %/50 %).

58. L'Arabie saoudite et le Koweït possédaient en particulier chacun un droit d'exploitation indivise de 50 % sur les gisements de Khafdji et de Hout dans la partie de la ZNP au large des côtes. Les deux pays ont accordé à l'Arabian Oil

un droit d'exploitation indivise de 40 % sur le pétrole extrait de ces gisements. Le Koweït détient donc une participation directe de 30 % dans ces gisements en mer, l'Arabie saoudite une autre de 30 % et l'Arabian Oil détient les 40 % restants. Cette dernière société est l'opérateur des gisements en mer de la ZNP en vertu d'un accord d'exploitation conjointe conclu avec l'Arabie saoudite et le Koweït. Agissant au nom des intérêts conjoints, l'Arabian Oil assume l'extraction, la transformation et la commercialisation du pétrole provenant de ces gisements.

59. Dans un contrat de compensation daté du 20 juin 1983 conclu entre l'Arabian Oil, agissant au nom des intérêts conjoints dans les gisements en mer de la ZNP, et la SOMO, l'Arabian Oil est convenue de livrer à la SOMO 248 000 barils de pétrole par jour en moyenne pendant un an à compter du 1er février 1983. En échange, la SOMO convenait de livrer, par jour, à l'Arabian Oil un volume moyen analogue de pétrole iraquien de valeur équivalente pendant deux ans à compter du 1er janvier 1985 environ.

60. Dans une série de quatre nouveaux contrats de compensation exécutés les 12 avril 1984, 14 février 1985, 29 août 1986 et 3 février 1988, dont chacun se réfère au contrat initial du 20 juin 1983 pour certaines clauses et conditions, les parties se sont entendues pour réaliser d'autres échanges. Aux termes de chacun de ces nouveaux contrats, l'Arabian Oil acceptait de livrer une quantité supplémentaire de 248 000 barils par jour de pétrole à la SOMO pendant environ une année de plus et la SOMO s'engageait à rembourser le pétrole à une date ultérieure en livrant un volume moyen analogue, par jour, de pétrole iraquien de valeur équivalente, normalement pendant deux ans.

61. Tous les accords écrits constituant l'accord de troc avec l'Arabian Oil contenaient essentiellement les mêmes clauses au sujet de la valeur du pétrole que le contrat de compensation du 20 juin 1983. Aux termes de l'accord de troc, les parties calculaient la valeur du pétrole livré par l'Arabian Oil par référence aux "prix de vente correspondant pratiqués par les pays producteurs" pour le pétrole brut de qualités comparables.

62. Les obligations de l'Arabian Oil découlant de l'accord de troc ont pris fin le 31 décembre 1988, date à laquelle la société s'était acquittée de ses obligations découlant de tous les accords et avait livré à la SOMO du pétrole pour une valeur de US$ 5 836 307 964, qui représente le montant de la présente réclamation. L'Arabian Oil affirme que la SOMO a reconnu cette dette dans une communication écrite à l'Arabian Oil dont elle fournit une copie.

63. Aux termes de l'accord de compensation du 20 juin 1983, la SOMO devait commencer à livrer en retour du pétrole à l'Arabian Oil le 1er janvier 1985 ou autour de cette date. L'Arabian Oil affirme que la SOMO n'a jamais effectué aucune des livraisons prévues par le contrat de troc. Il semble que l'obligation de la SOMO de s'acquitter de ses livraisons réciproques ait été reconduite ou différée mais le requérant s'est abstenu de fournir les documents pertinents.

64. L'Arabian Oil dépose la présente réclamation en son nom propre et au nom des détenteurs de l'intérêt conjoint, le Koweït et l'Arabie saoudite, pour le compte desquels elle a exécuté l'accord de troc. La preuve de l'accord donné

par le Koweït et l'Arabie saoudite à cet arrangement a été soumise avec la réclamation.

C. Analyse et recommandations

65. Le Comité doit d'abord s'assurer que la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Arabian Oil relève de la compétence de la Commission. Dans la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité donne compétence à la Commission pour connaître des réclamations contre l'Iraq au titre de certaines pertes qui résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Cette compétence est toutefois limitée par le membre de phrase suivant au paragraphe 16 de la résolution :

> "sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales".

66. Étant donné que la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Arabian Oil découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

67. Le Conseil de sécurité n'a pas défini les "dettes et obligations" et n'a pas non plus indiqué la date à laquelle une dette prenait naissance.

68. L'expression "dettes et obligations" a toutefois été définie par le Comité "E2" pour qui une dette est "l'obligation de faire des paiements en espèces ou en nature d'un montant spécifié ou déterminable, majorés d'intérêts fixes ou déterminables (qui peuvent être de 0 %)"[10]. Le Comité estime que cette définition traduit exactement la signification du terme.

69. Le Comité estime par ailleurs que, dans son sens ordinaire, l'expression "dettes et obligations" s'étend à toute obligation réciproque assumée par le débiteur en contrepartie de la réception de quelque chose de valeur. Une obligation contractée dans le cadre d'un accord de troc, tel que celui dont il est question ici, constitue donc une dette ou une obligation au sens où le Conseil de sécurité emploie ces termes. Par conséquent, le Comité juge que les obligations incombant à l'Iraq dans le cadre de l'accord de troc avec l'Arabian Oil constituent des "dettes et obligations" au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

70. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance. Comme indiqué à la section II.C ci-dessus, le Comité estime qu'en insérant la clause "dettes et obligations antérieures" dans sa résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité a voulu exclure du champ de compétence de la Commission certaines dettes et obligations antérieures à l'invasion du Koweït par l'Iraq, même si elles avaient été rééchelonnées. Ces dettes faisaient partie de la dette extérieure que l'Iraq avait accumulée au moment de son invasion illicite du Koweït et devaient donc être exclues du champ

de compétence de la Commission par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

71. Le Comité doit donc déterminer la date à laquelle les obligations de la SOMO dans le cadre de l'accord de troc avec l'Arabian Oil ont pris naissance. L'obligation de livraison de pétrole incombant à la SOMO en vertu de cet accord est née au plus tard à la date à laquelle l'Arabian Oil a rempli ses obligations de livrer le pétrole à la SOMO conformément à l'accord de troc. Comme on l'a montré au paragraphe 62 ci-dessus, l'Arabian Oil s'est acquittée de sa dernière obligation de livraison le 31 décembre 1988 au plus tard. Le Comité en déduit que l'obligation incombant à la SOMO en vertu de l'accord de troc avec l'Arabian Oil constitue une dette ou une obligation de l'Iraq dont la naissance est antérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Dès lors, la réclamation considérée se situe hors du champ de compétence de la Commission.

72. En conséquence, il n'y a pas lieu que le Comité décide s'il existe une relation causale entre l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq et son manquement à l'obligation que lui imposait l'accord de troc avec l'Arabian Oil.

73. Le Comité juge que la Commission n'a pas compétence pour connaître de la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Arabian Oil et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cette réclamation.

V. RÉCLAMATION DE LA KUWAIT OIL COMPANY (RÉCLAMATION No 4004160)

A. Structure de l'industrie pétrolière koweïtienne

74. Au Koweït, toutes les ressources en pétrole et en gaz, sauf celles de la ZNP, sont détenues par l'État[11]. À terre, ces ressources sont exploitées essentiellement dans les gisements pétroliers du sud-est, de l'ouest et du nord. Le secteur de Burgan, dans le sud-est, est le principal des huit gisements productifs du Koweït et l'un des plus importants dans le monde.

75. Dans la ZNP, le Koweït participe aux opérations d'exploitation du pétrole et du gaz tant à terre qu'en mer. Il opère à terre dans une zone appelée Wafra, comprenant les champs pétrolifères de Wafra, Umm Gudair sud et Fuwaris sud. Comme on l'a vu aux paragraphes 57 et 58 ci-dessus, le Koweït a, en 1958, accordé une concession à l'Arabian Oil pour lui permettre d'effectuer des travaux de prospection et de produire du pétrole à partir du plateau continental situé au large de la ZNP. La part indivise de 50 % revenant à l'État koweïtien dans ce gisement est répartie entre le Koweït et l'Arabian Oil à hauteur de 60 % et 40 %, respectivement. Par ailleurs, la Kuwait Petroleum Company ("KPC") détient une part de 10 % dans l'Arabian Oil.

76. En 1975, la Kuwait Oil Company ("KOC"), société détenue à 100 % par le Koweït, a pris en charge toutes les opérations d'exploitation du pétrole et du gaz au Koweït qui étaient confiées jusque-là à la Kuwait Oil Company Limited, société enregistrée au Royaume-Uni. En 1978, le Koweït a habilité la KOC à réaliser des travaux de prospection et de production de pétrole et de gaz dans la ZNP. La KOC exécute ces travaux de concert avec la Saudi Arabian Texaco

("SAT"), société à laquelle a été attribuée la concession saoudienne pour opérer dans la ZNP.

77. En 1980, le Koweït a réorganisé son industrie pétrolière et créé la KPC pour rassembler toutes les opérations liées au pétrole et au gaz au sein d'un seul groupe. La KPC est devenue une société holding regroupant diverses entreprises d'État, qui ont chacune leur propre domaine d'activité. Il convient notamment de mentionner les entreprises ci-après, qui sont des filiales de la KPC entièrement contrôlées par ce groupe :

a) Kuwait Oil Company, dont l'activité consiste à rechercher et à produire du pétrole;

b) Kuwait National Petroleum Company, chargée de raffiner le brut et de transformer les gaz associés;

c) Petrochemical Industries Company, qui produit et commercialise des engrais et des produits pétrochimiques;

d) Kuwait Oil Tanker, responsable du transport de pétrole brut, de produits pétroliers et de gaz liquéfié;

e) Kuwait Petroleum International, qui administre des activités acquises en aval en Europe et en Asie depuis son siège à Londres;

f) Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company, responsable de travaux de prospection et de mise en valeur des ressources en pétrole et en gaz à l'étranger.

78. Deux autres sociétés sont apparentées à la KPC, la Kuwait Santa Fe for Engineering and Petroleum Projects Company ("Kuwait Santa Fe") et la Kuwait Drilling Company. La KPC contrôle indirectement Kuwait Santa Fe grâce à des intérêts dans la Santa Fe International Corporation, sa société mère. KPC détient aussi indirectement une participation minoritaire dans la Kuwait Drilling Company.

79. Au cours de la période qui a suivi l'invasion et l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq, bon nombre de ces sociétés ont déposé des réclamations auprès de la Commission. Les réclamations de la catégorie "E1" présentées par les entreprises du secteur pétrolier koweïtien sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Tableau 2

Réclamations des entreprises du secteur pétrolier koweïtien

Numéro CINU	Nom du requérant	Montant réclamé (US$)
1798909†	Kuwait Oil Company	951 631 000,00
4004160*	Kuwait Oil Company	2 512 896 177,00
4003198*	Kuwait Petroleum Corporation	124 396 824,00
4004439	Kuwait Petroleum Corporation	6 640 516 049,00
4003197	Kuwait Petroleum Corporation	14 973 000 000,00
4004232	Kuwait Petroleum Corporation	24 221 881,00
4003070	Kuwait National Petroleum Company	2 347 618 003,46
4003069	Petrochemical Industries Company	284 037 145,33
4003068	Kuwait Oil Tanker Company	34 116 280,28
4003086	Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company	14 899 000,00
4004159	Kuwait Santa Fe for Engineering and Petroleum Projects Company	90 609,00
4003178	Kuwait Drilling Company	108 486 245,67

† Cette réclamation a déjà été examinée par le Comité en tant que "demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits" (S/AC.26/1996/5/Annexe).

* Les réclamations de la KOC et de la KPC relatives à la perte de biens corporels dont les numéros d'enregistrement sont suivis ci-dessus d'un astérisque, font l'objet du présent rapport.

B. Nature de la réclamation

1. Faits et assertions

80. Au 2 août 1990, la KOC était la seule entreprise qui, au Koweït, avait le droit et était expressément chargée de prospecter et de produire du pétrole et des produits pétroliers ainsi que d'entretenir et de mettre en valeur les champs pétrolifères du pays.

81. KOC affirme que, pendant l'occupation du Koweït par l'Iraq, les forces iraquiennes se sont emparées d'installations, de gisements de pétrole et de bureaux qui lui appartenaient. Le Koweït déclare avoir subi d'importantes pertes durant l'occupation du fait des agissements des forces iraquiennes. Celles-ci auraient notamment placé des explosifs sur un grand nombre de têtes de puits pour les mettre à feu. La KOC fait valoir que ses actifs ont été gravement endommagés par les explosions, qui ont détruit des puits de pétrole et le matériel connexe, faisant jaillir du pétrole brut à la surface et provoquant des incendies et des déversements d'hydrocarbures. Elle soutient que des missiles et des tirs d'artillerie ont également endommagé ses installations et que les incendies et les déversements de pétrole ont contribué à aggraver les dégâts. La société déclare en outre que de nombreux actes de pillage et de

vandalisme se sont produits au cours de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. Sa production a été quasiment réduite à néant durant l'occupation. Le Koweït déclare avoir été contraint, immédiatement après la libération, d'importer pour la première fois du pétrole afin de répondre aux besoins du marché intérieur en énergie.

82. Le Comité a examiné les dédommagements à accorder et le montant des indemnités à recommander au titre de la réclamation relative au coût de l'extinction des feux d'hydrocarbures et à la maîtrise des éruptions de puits dans un rapport antérieur[12]. Dans la mesure où les constatations d'ordre factuel et juridique formulées dans celui-ci ont une incidence sur les demandes d'indemnisation visées par le présent rapport, le Comité s'y est expressément référé et les a reprises dans le cadre de l'examen des réclamations de la deuxième tranche.

83. La KOC demande une indemnisation d'un montant de US$ 2 512 896 177 pour la destruction des biens corporels utilisés dans les travaux de prospection, de production, de collecte et de transport de pétrole et de gaz et dans l'exploitation et l'entretien de son infrastructure dans le secteur de l'industrie pétrolière. Ce montant comprend également le surcoût de projets menés à bien après avoir été retardés ou interrompus par l'invasion et l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq.

2. Demande d'indemnisation présentée

84. Le tableau ci-dessous énumère les différents éléments compris dans la réclamation de la KOC (la "réclamation"). Ces divers éléments de perte sont décrits en détail dans les sections qui suivent :

Tableau 3

Demande d'indemnisation de la Kuwait Oil Company :
Numéro CINU 4004160 ("Réclamation relative aux biens corporels")

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
1. Gisements de pétrole :	829 245 481
a) du sud-est	190 643 380
b) de l'ouest	359 789 088
c) du nord	52 854 617
d) de Wafra	23 574 096
2. Cité Ahmadi	148 029 763
3. Parcs à réservoirs nord et sud	97 295 889
4. Installations maritimes	77 634 000

Élément de perte		Montant réclamé (US$)
5.	Ras Al Zoor - installations gazières	66 652 479
6.	Projets en construction/à l'étude	407 548 924
7.	Maîtrise des éruptions de puits - Al Awda et autres biens corporels	202 161 869
8.	Frais postérieurs à l'obturation des têtes de puits - Al Tameer	54 904 490
9.	Phase III	932 070
10.	Reconstruction de la route de Magwa/remplacement de l'oléoduc No 5	1 630 031
	Total	2 512 896 177

a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation

85. Ainsi qu'il ressort des pièces produites par la KOC, la destruction de ses biens corporels est attestée principalement par des rapports internes d'évaluation des dommages. Le personnel de la société a établi ces rapports en août 1991 afin de dresser un bilan des actifs restants ou disparus et de leur état par comparaison avec une liste informatisée. Ce travail sur le terrain qui a duré plusieurs mois a abouti à l'établissement de rapports détaillés comprenant des comptes rendus et des photographies des dégâts subis par les divers éléments d'actif. À l'appui de ses assertions selon lesquelles les forces iraquiennes sont responsables de ces destructions, la KOC a transmis de nombreuses déclarations sous serment et transcriptions de dépositions orales faites par des témoins.

86. Les déclarations de la KOC sont également étayées par des rapports de ses consultants contenant une description des installations de la société, des évaluations et une quantification des pertes subies. Les montants réclamés sont fondés tant sur les dépenses effectives engagées à la date de dépôt de la réclamation que sur des estimations du coût des travaux de réparation et de remise en état qui n'avaient pas été achevés à cette date. Les consultants de la KOC ont donc quantifié les pertes en prenant en considération deux éléments de coût : les frais encourus et acquittés par la KOC au 31 mars 1994 au titre de la remise en état des installations et les frais futurs que la KOC estimait devoir supporter après le 31 mars 1994 afin d'achever les travaux de remise en état. Les rapports des consultants ont été établis principalement à partir d'enquêtes effectuées sur place, des registres internes de la KOC et de deux séries de comptes. Durant la période de reconstruction, un des administrateurs de projet de la KOC, la société Bechtel, a tenu sa propre comptabilité sous la forme de "comptes des dépenses et des engagements", tandis que la KOC établissait des "états récapitulatifs du coût des tâches".

87. Les dépenses engagées par la KOC pour remettre en état ses installations sont attestées par les rapports de ses consultants, comprenant une ventilation des sommes dépensées sous la forme de tableaux, et par des copies des principaux contrats et/ou factures concernant les travaux de remise en état. La KOC affirme que les dépenses engagées correspondent aux comptes des dépenses et engagements de Bechtel et à ses propres récapitulatifs du coût des tâches. Les rapports des consultants de la KOC contiennent également des annexes, dont des plans, des inventaires des sites, des photographies et un index établit à partir des rapports d'évaluation des dommages de la KOC. Les autres pièces présentées à l'appui de la demande d'indemnisation comprennent des documents correspondants tels que des exemples d'importants contrats et de factures, des plans des installations et des schémas. La KOC a en outre transmis un enregistrement vidéo des effets des incendies des puits de pétrole.

88. L'Iraq fait valoir qu'une part importante du montant initial réclamé par la KOC (environ US$ 589 000 000 sur un montant de US$ 1 916 000 000) repose sur des estimations du coût des travaux restant à effectuer et affirme que la demande d'indemnisation doit être révisée pour tenir compte des dépenses effectives.

89. Le Comité juge raisonnable que la KOC ait présenté des chiffres estimatifs concernant les actifs qui n'avaient pas été réparés ou remis en état à la date de la demande d'indemnisation, vu les délais imposés aux requérants pour le dépôt des réclamations. La KOC ne pouvait manifestement pas se fonder sur les dépenses effectives pour calculer le montant du préjudice invoqué, car ses efforts visant à remédier au préjudice en question ne pouvaient raisonnablement être menés à bonne fin avant la date limite fixée pour l'envoi de sa réclamation à la Commission.

90. Le Comité est conscient de la nécessité d'évaluer avec précision le montant des pertes donnant lieu à indemnisation. Le fait d'exiger du requérant qu'il remplace purement et simplement sa réclamation initiale par une réclamation fondée uniquement sur les dépenses effectives entraînerait des frais inutiles pour l'intéressé et retarderait excessivement les travaux du Comité. En ce qui concerne cette question, le Comité a donc chargé ses experts de comparer le coût effectif des travaux de réparation et de remise en état réalisés après le dépôt de la réclamation avec les chiffres estimatifs figurant dans celle-ci. Les experts ont examiné d'importantes quantités de données relatives aux dépenses engagées et les ont comparées avec les estimations figurant dans la réclamation. Sur la base de cet examen, ils sont parvenus à la conclusion que la procédure d'estimation appliquée semblait suffisamment précise et que l'écart entre les dépenses effectives et les dépenses estimatives était négligeable. Le Comité constate donc que le calcul de l'indemnité réclamée par la KOC a été effectué selon des méthodes acceptables.

b) Réponse de l'Iraq

91. L'Iraq conteste de manière générale la demande d'indemnisation de la KOC et certains aspects de sa réclamation pour des raisons qui peuvent être résumées comme suit :

a) La réclamation de la KOC devrait en fait être soumise à la Commission en tant que réclamation de la catégorie "F" émanant d'un État afin d'éviter le dépôt d'une double demande d'indemnisation.

b) Les aspects financiers de la réclamation n'ont fait l'objet d'aucun rapport de vérificateurs des comptes ou de comptables indépendants.

c) Aucune explication n'a été fournie au sujet de la différence entre les pertes signalées dans l'état financier de la KOC pour l'exercice achevé en 1997 et le chiffre indiqué dans la réclamation.

d) Bon nombre d'hypothèses et de méthodes retenues dans les calculs de la KOC visent à gonfler l'indemnisation demandée et s'écartent donc du critère de la perte directe. Certaines bases, hypothèses et méthodes de calcul sont en outre jugées incorrectes. Il y a notamment des cas où l'amortissement n'est pas appliqué, où la durée de vie résiduelle des actifs employés semble excessive et où la plus-value n'est pas prise en compte.

e) Le montant réclamé par la KOC est exagérément élevé, ainsi qu'il ressort de la valeur comptable nette de ses biens de capital fixe indiquée dans son bilan au 30 juin 1990.

92. Outre les réponses de caractère général susmentionnées, l'Iraq conteste certains éléments de perte pour des raisons précises qui seront évoquées dans les différentes sections consacrées à l'analyse de la réclamation.

93. Le Comité a examiné les arguments d'ordre tant général que spécifique de l'Iraq concernant la réclamation relative aux biens corporels de la KOC : certains de ces arguments sont traités de façon circonstanciée dans le cadre de l'analyse présentée ci-dessous. Cependant, le Comité saisit cette occasion pour résumer ses conclusions sur les objections générales formulées par l'Iraq au sujet de ladite réclamation.

3. Conclusions générales du Comité

94. Dans son rapport sur la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits, le Comité a constaté que les réclamations des entreprises du secteur pétrolier koweïtien pouvaient être présentées parmi les réclamations de la catégorie "E" (sociétés) plutôt que dans celles de la catégorie "F" (gouvernements), puisque les "entreprises du secteur public" telles que la KOC sont censées soumettre des réclamations de la catégorie "E" en vertu du paragraphe 16 de la décision 7 du Conseil d'administration (voir le paragraphe 51 du rapport du Comité concernant la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits).

95. Le paragraphe 1 de l'article 35 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations donne des orientations générales au sujet des éléments de preuve que doit présenter un requérant :

> "Chaque requérant devra soumettre des preuves documentaires et autres établissant de manière satisfaisante qu'une réclamation ou un groupe de réclamations donné(e) est recevable en application de la

résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Chaque comité déterminera la recevabilité, la pertinence, l'importance et le poids de toutes les preuves documentaires et autres qui auront été soumises."

96. Le paragraphe 3 de ce même article précise les normes applicables en matière de preuve dans le cas de réclamations présentées par des sociétés, des États ou des organisations internationales :

"Les réclamations visées par les Critères pour le règlement des réclamations émanant de personnes physiques non considérées par ailleurs, des réclamations émanant de sociétés ou d'autres entités et des réclamations émanant d'États ou d'organisations internationales (S/AC.26/1991/7/Rev.1) devront être étayées par des preuves documentaires et autres appropriées, suffisantes pour prouver les circonstances et le montant du préjudice invoqué."

97. Le Comité constate que le paragraphe 3 de l'article 35 définit les exigences auxquelles un requérant doit satisfaire en matière de preuve. Il entend donc aborder certains aspects spécifiques de la question des preuves à fournir pour chaque élément de perte dans la section consacrée à l'analyse de la réclamation. Ainsi qu'il a été rappelé au paragraphe 31 ci-dessus, un requérant doit étayer sa demande d'indemnisation "par des preuves documentaires et autres appropriées, suffisantes pour prouver les circonstances et le montant du préjudice invoqué". Le paragraphe 3 de l'article 35 des Règles n'impose pas de conditions de forme concernant la nature des éléments de preuve présentés par les requérants, mais laisse au Comité le soin de déterminer si ces éléments de preuve ont un caractère suffisamment probant.

98. La KOC n'est donc pas tenue de produire des rapports indépendants à l'appui de sa demande d'indemnisation et n'est pas liée par les chiffres mentionnés dans les rapports d'entreprise des années précédentes à la rubrique des pertes, pour autant que d'autres éléments de preuve établissent les circonstances et le montant du préjudice invoqué.

99. Nonobstant ce qui précède, le Comité s'est appliqué, dans la mesure où les pièces justificatives présentées par la KOC peuvent par exemple être contredites par des registres antérieurs de la société ou ne cadrent pas avec les pratiques commerciales admises dans le secteur pétrolier, à examiner avec la plus grande circonspection les justificatifs fournis en vue de déterminer si le requérant avait satisfait aux obligations qui lui incombaient en matière de preuve en vertu du paragraphe 3 de l'article 35.

C. Analyse de la réclamation

100. La KOC a initialement déposé sa réclamation en 1994. À cette date, les travaux requis pour réparer et remettre en état ses installations n'étaient que partiellement achevés. Afin de pouvoir respecter le délai fixé pour le dépôt des réclamations initiales, la KOC a donc dû estimer le montant de certaines dépenses. Comme on l'a vu, les éléments de perte invoqués par la société comprennent à la fois les dépenses effectives occasionnées par les travaux de réparation et de remise en état avant la présentation de

la réclamation et une estimation des dépenses futures liées à l'achèvement de ces travaux.

101. Sur les montants indiqués, la KOC propose d'opérer des déductions qu'elle qualifie d'"ajustements" pour tenir compte de l'amortissement, des plus-values et d'autres avantages découlant de la remise en état de ses installations.

102. Chacune des sections du présent rapport consacrées à la réclamation de la KOC contient un tableau présentant en détail les dépenses effectives et les dépenses futures envisagées par le requérant ainsi que les ajustements proposés, le cas échéant. Après l'analyse figurant dans chaque section, le Comité a inséré un tableau faisant apparaître les corrections (additions ou soustractions) apportées aux montants indiqués par le requérant.

1. Gisements de pétrole

103. Les actifs utilisés dans les champs pétrolifères de la KOC comprennent des puits de pétrole, des conduites d'écoulement, des centres de collecte, des stations auxiliaires et des oléoducs.

104. La KOC déclare qu'avant l'invasion, le Koweït comptait 1 064 puits de pétrole, dont 914 étaient en service. Elle affirme également que, du fait des agissements des forces iraquiennes, la grande majorité de ces puits et des équipements connexes installés sur les gisements du sud-est, du nord et de l'ouest ont été fortement endommagés, que les feux d'hydrocarbures ont pollué l'atmosphère au Koweït et que le pétrole déversé a formé d'énormes lacs en polluant les terres environnantes. Le Comité a déjà examiné les pièces justificatives fournies par le requérant à ce sujet et a constaté que ses assertions étaient fondées (voir le rapport concernant la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits, S/AC.26/1996/5/Annexe, par. 36 et 85).

105. Outre les dommages occasionnés par la destruction des puits de pétrole, la défaillance du système de protection cathodique aurait, selon la KOC, accéléré la corrosion de nombreuses conduites. Les centres de collecte et les stations auxiliaires ont également souffert du fait de la chaleur et des tirs d'artillerie.

106. La KOC déclare avoir été contrainte d'opérer de nombreuses transformations structurelles et logistiques dans l'exploitation des gisements de pétrole en raison de ces dégâts. Bon nombre de puits remis en exploitation après la libération ont dû, par exemple, être reliés à des centres de collecte différents, compte tenu du faible nombre ou des déficiences de ce type d'installations. Lorsque telle ou telle station de collecte avait été détruite au point de ne pas pouvoir être remise en état, les éléments intacts ou réparables des stations restantes ont généralement été récupérés et réutilisés dans d'autres installations. La KOC a présenté des tableaux montrant les modifications d'ordre structurel et logistique qu'elle a dû apporter pour lancer la production dans les meilleurs délais en utilisant les actifs disponibles.

107. L'Iraq fait valoir que le coût des installations supplémentaires mises en place dans les centres de collecte devrait être déduit.

108. Le Comité constate que la KOC a reconnu avoir installé des équipements supplémentaires dans les centres de collecte en raison des transformations structurelles et logistiques qu'elle avait dû effectuer pour relancer la production lorsque le Koweit a été libéré après avoir été envahi et illégalement occupé par l'Iraq. Comme on le verra dans l'analyse de chacun des éléments de perte, la KOC a déduit le montant de la plus-value réalisée grâce à ces installations supplémentaires. Le Comité estime que la façon dont la KOC a comptabilisé le coût de ces installations s'avère justifiée.

109. L'Iraq soutient que la KOC n'a pas décrit de façon suffisamment détaillée les travaux de reconstruction réalisés sur les puits et que les coûts de gestion des projets sont excessivement élevés.

110. Compte tenu des pièces justificatives produites et des inspections effectuées sur place, le Comité se déclare satisfait des précisions fournies par la KOC au sujet des travaux de reconstruction des puits. Il considère également que les coûts de gestion des projets mentionnés par la KOC — quoique élevés - semblent justifiés vu les conditions difficiles dans lesquelles les travaux se sont déroulés.

111. L'Iraq affirme également que les dépenses engagées pour réorienter les conduites d'écoulement ne devraient pas être prises en compte, car il ne s'agit pas de travaux de réparation mais de modifications et d'améliorations apportées par la KOC. Sur la base des justificatifs présentés, le Comité estime qu'il était nécessaire de réorienter ces conduites pour que la KOC puisse soit réaménager ses centres de collecte, soit effectuer des travaux temporaires sur ses gisements de pétrole. Il constate donc que ces dépenses ont été à juste titre prises en compte par la KOC, s'agissant de coûts directs.

112. L'Iraq affirme en outre que les méthodes d'évaluation employées par la KOC manquent de précision. Le Comité considère ces méthodes comme globalement acceptables. Pour autant qu'elles lui semblent contestables, il recommandera s'il y a lieu les corrections ou les autres solutions jugées appropriées.

113. Sauf indication contraire, le Comité constate que les actifs utilisés sur les gisements de pétrole ont effectivement été endommagés comme la KOC l'a signalé dans sa réclamation et les pièces correspondantes. Il estime que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. Par conséquent, le Comité considère que, pour autant qu'elles soient corroborées par des preuves appropriées, les pertes subies par la KOC sur ses gisements de pétrole au Koweït et dans la ZNP donnent lieu à indemnisation au titre de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité en tant que pertes directement causées par l'invasion et l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. Dans les cas où le Comité juge que tel ou tel élément de perte n'ouvre pas droit à réparation ou n'est pas attesté par des preuves suffisantes, il le mentionne dans la section où est analysé l'élément de perte en question.

114. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la KOC opère principalement dans les gisements de pétrole du sud-est, de l'ouest, du nord et de Wafra. La partie de la réclamation relative aux champs pétrolifères étant divisée entre ces différents sites, les pertes subies dans chaque zone sont examinées ci-dessous dans des sections distinctes.

115. Pour chaque élément de perte, le Comité a lui-même évalué l'importance et le mode de calcul des préjudices invoqués.

a) Gisements de pétrole du sud-est

116. La KOC demande une indemnisation d'un montant de US$ 829 245 481 pour des pertes liées aux biens corporels se trouvant sur les gisements de pétrole du sud-est, qui comprennent trois champs pétrolifères, ceux de Magwa, d'Ahmadi et de Burgan. La KOC affirme que 549 puits sur 639 y ont été endommagés et que 15 centres de collecte ont subi d'importants dégâts, quatre d'entre eux ayant été entièrement détruits. Les deux stations auxiliaires ont souffert du manque d'entretien et d'autres dégâts mineurs. Les conduites d'écoulement traversant les gisements du sud-est ont été endommagées par des feux d'hydrocarbures ou des activités militaires. D'autres installations importantes, notamment la station de pompage, la centrale électrique et les locaux administratifs et annexes, ont subi des dommages structurels et ont dû être réparées en raison de la formation de croûtes de pétrole et de sable sur les parties extérieures. La KOC fait également état de dégradations dues à des actes de vandalisme.

117. Les calculs de la KOC sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 4

Montants réclamés concernant les gisements de pétrole du sud-est

	Élément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
i)	Dépenses engagées		799 015 631
ii)	Ajustement des dépenses engagées		
	a) Plus-value	-2 328 435	-2 328 435
	b) Amortissement	-24 134 029	-24 134 029
	c) Projet d'unité de dessalage (phase III)	-17 217 686	-17 217 686
iii)	Dépenses futures		161 756 000
iv)	Ajustement des dépenses futures		
	a) Amortissement	-87 846 000	-87 846 000
	Total	-131 526 150	829 245 481

i) Dépenses engagées

118. La KOC demande tout d'abord à être indemnisée d'un montant de US$ 799 015 631 au titre des dépenses engagées pour réparer et remettre en état les moyens matériels installés sur les gisements de pétrole du sud-est. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir par. 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a correctement indiqué le montant de ces dépenses, soit US$ 799 015 631.

ii) Ajustement des dépenses engagées

a. Plus-value

119. La KOC propose de déduire un montant de US$ 2 328 435 des dépenses engagées, pour tenir compte des améliorations qu'elle a apportées en remplaçant deux bâtiments de contrôle et en achetant de nouveaux équipements de dessalage dans le cadre des travaux de réparation et de remise en état des installations sur les gisements de pétrole du sud-est. Le Comité considère que la déduction proposée correspond effectivement à l'appréciation de ces actifs. Il juge donc justifié de déduire un montant de US$ 2 328 435 des dépenses engagées pour prendre en compte cette plus-value.

b. Amortissement

120. La KOC propose également de déduire des dépenses engagées un montant de US$ 24 149 460 au titre de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations relativement vétustes ont été réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent. Les experts-conseils du Comité ont fait savoir que, du fait d'une erreur de calcul, le montant de US$ 24 134 029 indiqué par la KOC était incorrect.

121. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 10 % en estimant l'amortissement des citernes et installations connexes sur les gisements de pétrole du sud-est à US$ 4 359 948. Le Comité constate toutefois, compte tenu des renseignements fournis par ses experts-conseils, qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier pour les citernes et le matériel en question. En retenant des valeurs résiduelles inférieures pour ce type d'installations, le Comité estime que la déduction à opérer au titre de leur amortissement devrait être portée à US$ 4 993 987.

122. La KOC retient une valeur résiduelle de 15 % pour calculer l'amortissement à appliquer à des constructions permanentes desservies par des installations à terre à la fin de leur durée de vie économique, soit un montant de US$ 843 028. Cependant, les experts-conseils du Comité ont estimé que ces constructions, ayant déjà été selon toute vraisemblance largement utilisées et étant situées dans un lieu reculé, ne pouvaient avoir aucune valeur à la fin de leur durée utile. Le Comité adhère à ce point de vue et considère que la valeur résiduelle en question est trop élevée pour des biens de ce type. Il estime qu'une valeur résiduelle nominale de 1 % devrait leur être attribuée. Après avoir corrigé à la baisse la valeur résiduelle des bâtiments, le Comité considère que le montant à déduire au titre de leur amortissement devrait être porté à US$ 1 186 987.

123. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 90 % pour calculer l'amortissement à appliquer aux conduites d'écoulement posées en surface dans le désert, soit US$ 18 946 484. Au cours du processus de vérification, elle n'a pas pu confirmer le bien-fondé de cette évaluation, se bornant à déclarer que selon ses propres estimations les conduites étaient en très bon état avant l'invasion. Compte tenu des éléments communiqués, notamment l'âge des conduites d'écoulement et le milieu rigoureux dans lequel elles étaient installées, le Comité est parvenu à la conclusion que les conduites n'avaient pas plus de 75 % de durée utile restante. Il juge cette valeur résiduelle appropriée et estime que la déduction à opérer au titre de l'amortissement des conduites devrait être augmentée pour tenir compte de leur durée utile plus courte. Après ajustement de la valeur résiduelle des conduites d'écoulement, le Comité constate que la déduction à effectuer au titre de leur amortissement devrait être portée à US$ 47 366 210.

124. Compte tenu des corrections supplémentaires à apporter au montant des amortissements proposés, le Comité estime qu'il faudrait retrancher au total US$ 53 547 184 de l'indemnisation demandée par la KOC concernant les dépenses engagées sur les gisements de pétrole du sud-est.

c. Projet d'unité de dessalage (phase III)

125. La KOC propose de déduire US$ 17 217 686 du montant des dépenses engagées pour tenir compte du coût des travaux restant à exécuter en vue d'achever son projet d'unité de dessalage. Au moment de l'invasion, la société avait entrepris des travaux au titre de la troisième phase de construction d'une unité de dessalage. Après la libération, les dommages subis par le chantier ont été réparés et le projet mené à bien. Le coût intégral de ces travaux, comprenant tant les réparations que l'achèvement du projet, est inclus dans le montant réclamé par la KOC au titre des dépenses engagées.

126. La KOC a correctement déduit US$ 11 569 033 du montant des dépenses engagées pour la partie du projet relatif à l'unité de dessalage qui était inachevée au moment de l'invasion mais qui a été terminée au cours des travaux de remise en état. Elle a également proposé de déduire un montant supplémentaire de US$ 5 648 653 pour tenir compte d'un surcoût de 10 % à prévoir pour achever le projet. Le Comité constate que les estimations des déductions à opérer sont étayées par les justificatifs produits. Il considère donc qu'un montant de US$ 17 217 686 doit être déduit des dépenses engagées pour tenir compte du coût de l'achèvement du projet d'unité de dessalage (phase III).

iii) Dépenses futures

127. La KOC demande également à être indemnisée d'un montant de US$ 161 756 000 au titre des dépenses qu'elle compte engager pour finir de reconstruire ses installations sur les gisements de pétrole du sud-est. Ce montant comprend le coût estimatif de la réparation et de la remise en état des installations de la KOC, ainsi qu'une provision visant à couvrir les imprévus, la révision des plans, les coûts de mise en service, l'appui au personnel de la KOC et l'évacuation des débris sur diverses installations des champs pétrolifères du sud-est. Cette provision correspond à 30 % des dépenses estimatives liées aux éléments d'actif.

128. Le Comité constate que l'estimation des dépenses futures de réparation ou de remise en état des installations restantes est confirmée par les pièces produites.

129. Il estime cependant que la provision de 30 % comprise dans les dépenses futures est excessive. Tout d'abord, la provision pour dépenses de personnel ne semble pas justifiée. Dans une société pétrolière internationale telle que la KOC, les dépenses afférentes au personnel chargé de la conception et de la gestion des projets sont généralement imputées sur le budget de fonctionnement ordinaire. Le Comité considère que la KOC ne peut pas être indemnisée au titre de telles dépenses, vu qu'elle aurait normalement dû les assumer dans le cadre de ses opérations courantes. Il convient donc de réduire le montant de la provision correspondante. Le fait d'opérer une déduction à ce titre concorde avec les conclusions antérieures du Comité concernant la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits. La provision pour imprévus d'ordre général, révision des plans et évacuation des débris a également été réduite, le Comité ayant tenu compte de la valeur nominale de la ferraille récupérée. Se fondant sur l'avis de ses experts-conseils et sur l'analyse ci-dessus, le Comité approuve et juge approprié d'envisager une provision de 20 % pour imprévus : le montant réclamé est donc réduit en conséquence.

130. Après correction du montant des provisions, le Comité estime que les dépenses futures de la KOC concernant les gisements de pétrole du sud-est devraient s'établir à US$ 149 313 231.

iv) Ajustement des dépenses futures

a. Amortissement

131. La KOC propose de déduire US$ 87 846 000 du montant réclamé au titre des dépenses estimatives futures pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes doivent être réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent. Se fondant sur ses constatations concernant la valeur résiduelle des citernes, des équipements connexes et des bâtiments, dont il est question aux paragraphes 121 et 122 ci-dessus, le Comité considère que les déductions effectuées sur le montant des dépenses estimatives futures au titre de l'amortissement ne sont pas suffisantes. Il juge nécessaire de recalculer le montant de l'amortissement en utilisant les valeurs résiduelles corrigées : la somme à déduire des dépenses estimatives futures devrait donc être portée à US$ 93 674 724.

132. En bref, le Comité recommande d'accorder à la KOC, au titre de sa réclamation concernant les gisements de pétrole du sud-est, une indemnité de US$ 781 560 833 ventilée comme suit :

Tableau 5

Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole du sud-est

Élément de perte/ajustement		Montant réclamé et ajustement (US$)	Correction apportée par le Comité au montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée (US$)
i)	Dépenses engagées	799 015 631		799 015 631
ii)	Ajustement des dépenses engagées			
	a) Plus value	-2 328 435		-2 328 435
	b) Amortissement	-24 134 029	-29 413 155	-53 547 184
	c) Projet d'unité de dessalage (phase III)	-17 217 686		-17 217 686
iii)	Dépenses futures	161 756 000	-12 442 769	149 313 231
iv)	Ajustement des dépenses futures			
	a) Amortissement	-87 846 000	-5 828 724	-93 674 724
	Total	829 245 481	-47 684 648	781 560 833

b) Gisements de pétrole de l'ouest

133. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 190 643 380 au titre de pertes concernant des biens corporels qui se trouvaient sur les gisements de pétrole de l'ouest. Elle déclare que 71 puits sur 80 ont été endommagés, trois centres de collecte totalement détruits et une station auxiliaire abîmée par des éclats d'obus, des incendies de puits et des déversement de pétrole. Elle affirme également que la station hydraulique d'Abduliyah et deux unités pilotes d'injection d'eau ont été quasiment détruites et des conduites d'écoulement endommagées en raison des incendies des lacs de pétrole ou d'activités militaires. La société fait en outre état d'actes de vandalisme visant ses installations.

134. Les calculs de la KOC sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 6

Montants réclamés concernant les gisements de pétrole de l'ouest

	Élément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
i)	Dépenses engagées		110 043 615
ii)	Ajustement des dépenses engagées		
	a) Amortissement	-12 620 635	-12 620 635
iii)	Dépenses futures		172 209 000
iv)	Ajustement des dépenses futures		
	a) Amortissement	-78 988 600	-78 988 600
	Total	-91 609 235	190 643 380

i) Dépenses engagées

135. La KOC demande tout d'abord à être indemnisée d'un montant de US$ 110 043 615 au titre des dépenses engagées pour réparer et remettre en état les moyens matériels utilisés dans les gisements de pétrole de l'ouest. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir par. 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a correctement estimé le montant des dépenses engagées, qui s'établissent donc à US$ 110 043 615.

ii) Ajustement des dépenses engagées

a. Amortissement

136. La KOC propose de déduire des dépenses engagées un montant de US$ 12 620 571 au titre de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes ont été réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent. Les experts-conseils du Comité ont fait savoir que, du fait d'une erreur de calcul, le montant de US$ 12 620 635 indiqué par la KOC était incorrect.

137. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 10 % pour calculer l'amortissement des citernes et installations connexes sur les gisements de l'ouest, cet amortissement étant chiffré à US$ 9 795 921. Le Comité constate toutefois, compte tenu des renseignements fournis par ses experts, qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier pour les citernes et le matériel en question. En retenant des valeurs résiduelles inférieures pour ce type d'installations, le Comité estime que la déduction à opérer au titre de leur amortissement devrait être portée à US$ 9 952 863.

138. La KOC retient une valeur résiduelle de 90 % pour calculer l'amortissement à appliquer aux conduites d'écoulement posées en surface dans le désert. Comme on l'a vu au paragraphe 123 ci-dessus, le Comité considère que ce chiffre est excessif et que la valeur comptable résiduelle à attribuer à des biens de cette nature devrait être de 75 %. Après ajustement de la valeur résiduelle des conduites d'écoulement, le Comité constate que la déduction à effectuer au titre de leur amortissement doit être portée à US$ 7 061 625.

139. Compte tenu des corrections supplémentaires à apporter au montant des amortissements proposés, le Comité estime qu'il faudrait retrancher au total US$ 17 014 488 de l'indemnisation demandée par la KOC concernant les dépenses engagées sur les gisements de pétrole de l'ouest.

iii) Dépenses futures

140. La KOC demande également à être indemnisée d'un montant de US$ 172 209 000 au titre des dépenses qu'elle compte engager pour mener à bien la reconstruction de ses installations sur les gisements de pétrole de l'ouest. Ce montant comprend le coût estimatif de la réparation et de la remise en état des installations de la KOC, ainsi qu'une provision visant à couvrir les imprévus, la révision des plans, les coûts de mise en service, l'appui au personnel de la KOC et l'évacuation des débris sur diverses installations des champs pétrolifères de l'ouest. Cette provision correspond à 30 % des dépenses estimatives liées aux éléments d'actif.

141. Se fondant sur les pièces justificatives présentées, le Comité constate que les dépenses envisagées pour la réparation ou le remplacement des installations restantes sont justifiées.

142. Le Comité considère toutefois, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 129 ci-dessus, que la provision de 30 % comprise dans les dépenses futures est excessive. Il juge plus approprié de tabler sur une provision de 20 % pour les divers imprévus énumérés par la KOC : le montant réclamé est donc réduit en conséquence.

143. Après correction du montant des provisions, le Comité estime que les dépenses futures de la KOC concernant les gisements de pétrole de l'ouest s'établissent à US$ 158 962 154.

iv) Ajustement des dépenses futures

a. Amortissement

144. La KOC propose de déduire US$ 78 988 600 des dépenses estimatives futures pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes doivent être réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent. Se fondant sur ses constatations concernant la valeur résiduelle des citernes, des équipements connexes et des conduites d'écoulement, dont il est question aux paragraphes 121 à 123 ci-dessus, le Comité estime que les déductions opérées au titre de l'amortissement sur le montant des dépenses estimatives futures sont insuffisantes. Il chiffre cet amortissement à

US$ 86 763 698 et considère que la somme à déduire en l'occurrence des dépenses estimatives futures devrait correspondre à ce montant.

145. En bref, le Comité recommande d'accorder à la KOC, au titre de sa réclamation concernant les gisements de pétrole de l'ouest, une indemnité de US$ 165 227 583 ventilée comme suit :

Tableau 7

Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole de l'ouest

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et ajustement (US$)	Correction apportée par le Comité au montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée (US$)
i)	Dépenses engagées	110 043 615		110 043 615
ii)	Ajustement des dépenses engagées			
	a) Amortissement	-12 620 635	-4 393 853	-17 014 488
iii)	Dépenses futures	172 209 000	-13 246 846	158 962 154
iv)	Ajustement des dépenses futures			
	a) Amortissement	-78 988 600	-7 775 098	-86 763 698
	Total	190 643 380	-25 415 797	165 227 583

c) Gisements de pétrole du nord

146. La KOC demande une indemnisation d'un montant de US$ 359 789 088 au titre de pertes concernant des biens corporels qui se trouvaient dans les gisements de pétrole du nord. Elle déclare que 178 puits sur 195 ont été endommagés, trois centres de collecte totalement détruits et les deux autres fortement touchés. Une station auxiliaire a été abîmée par des feux d'hydrocarbures. La KOC affirme également que les forces iraquiennes ont causé des dégâts au réseau de transport de gaz en le remplissant de pétrole. Des conduites d'écoulement ont été endommagées du fait des incendies des lacs de pétrole ou d'activités militaires. La KOC fait également état de dégradations dues à des actes de vandalisme.

147. Les calculs de la KOC sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 8

Montants réclamés concernant les gisements de pétrole du nord

	Elément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
i)	Dépenses engagées		164 645 090
ii)	Ajustement des dépenses engagées		
	a) Amortissement	-7 395 752	7 395 752
iii)	Dépenses futures		296 927 000
iv)	Ajustement des dépenses futures		
	a) Amortissement	-94 387 250	-94 387 250
	Total	-101 783 002	359 789 088

i) Dépenses engagées

148. La KOC demande tout d'abord à être indemnisée de US$ 164 645 090 au titre des dépenses engagées pour réparer et remettre en état les moyens matériels mis en place sur les gisements de pétrole du nord. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir par. 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a correctement estimé le montant des dépenses engagées qui s'établissent donc à US$ 164 645 090.

ii) Ajustement des dépenses engagées

a. Amortissement

149. La KOC propose de déduire des dépenses engagées un montant de US$ 7 395 752 au titre de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes ont été réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent.

150. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 10 % en estimant l'amortissement des citernes et des installations et unités connexes sur les gisements de pétrole du nord à US$ 3 389 244. Le Comité constate toutefois, compte tenu des renseignements fournis par ses experts-conseils, qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier pour les citernes et le matériel en question. En retenant des valeurs résiduelles inférieures pour ce type d'installation, il estime que le montant à retrancher au titre de leur amortissement devrait être porté à US$ 3 973 903.

151. La KOC retient une valeur résiduelle de 15 % pour calculer l'amortissement à appliquer à des constructions permanentes desservies par des installations à terre à la fin de leur durée de vie économique, soit un montant de US$ 71 750. Comme on l'a vu au paragraphe 122 ci-dessus, le Comité considère que ce taux est excessif et qu'une valeur résiduelle nominale de % devrait être attribuée à des biens de cette nature. En tenant compte de la valeur résiduelle inférieure des bâtiments, le Comité constate que le montant à déduire au titre de leur amortissement devrait être porté à US$ 88 970.

152. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 90 % pour calculer l'amortissement à appliquer aux conduites d'écoulement posées en surface dans le désert sur les champs pétrolifères du nord, soit US$ 3 962 009. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 123 ci-dessus, le Comité juge ce taux excessif et estime que la valeur résiduelle à attribuer à des biens de cette nature devrait être de 75 %. Après ajustement de la valeur résiduelle des conduites d'écoulement, le Comité constate que la déduction à effectuer au titre de leur amortissement devrait être portée à US$ 9 905 022.

153. Compte tenu des corrections supplémentaires mentionnées ci-dessus, le Comité estime qu'il faudrait, au titre de l'amortissement, retrancher au total US$ 13 967 895 de l'indemnité demandée en ce qui concerne les dépenses engagées sur les gisements de pétrole du nord.

iii) Dépenses futures

154. La KOC demande également à être indemnisée d'un montant de US$ 296 927 000 au titre des dépenses qu'elle compte engager pour mener à bien la reconstruction de ses installations sur les gisements du nord. Ce montant comprend le coût estimatif de la réparation et de la remise en état des installations de la KOC, ainsi qu'une provision visant à couvrir les imprévus, la révision des plans, les coûts de mise en service, l'appui au personnel de la KOC et l'évacuation des débris pour plusieurs de ces installations. La provision en question correspond à 30 % des dépenses estimatives futures afférentes aux éléments d'actif.

155. Le Comité constate que l'estimation des dépenses futures de réparation ou de remise en état des installations restantes est étayée par les pièces justificatives.

156. Il estime cependant, comme il est indiqué au paragraphe 129 ci-dessus, que la provision de 30 % comprise dans les dépenses futures est excessive. Il juge plus approprié de tabler sur une provision de 20 % pour les imprévus énumérés par la KOC et a donc réduit le montant réclamé en conséquence.

157. Après correction du montant des provisions, le Comité estime que les dépenses futures de la KOC concernant les gisements de pétrole du nord s'établissent à US$ 274 086 642.

iv) Ajustement des dépenses futures

a. Amortissement

158. La KOC propose de déduire US$ 94 387 250 du montant réclamé au titre des dépenses estimatives futures. Se fondant sur ses constatations concernant la valeur résiduelle des citernes et du matériel connexe, des bâtiments et des conduites d'écoulement dont il est question aux paragraphes 121 à 123 ci-dessus, le Comité estime que les montant déduits des dépenses estimatives futures par la KOC au titre de l'amortissement sont insuffisants. Selon les calculs du Comité, l'amortissement à appliquer en l'occurrence s'établit à US$ 106 600 895 et cette somme doit donc être déduite des dépenses estimatives futures.

159. En résumé, le Comité recommande d'accorder à la KOC, au titre de sa réclamation concernant les gisements de pétrole du nord, une indemnité de US$ 318 162 942 ventilée comme suit :

Tableau 9

Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole du nord

	Elément de perte/ajustement	Montant réclamé et déduction (US$)	Correction apportée par le Comité au montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée (US$)
i)	Dépenses engagées	164 645 090		164 645 090
ii)	Ajustement des dépenses engagées			
	a) Amortissement	-7 395 752	-6 572 143	-13 967 895
iii)	Dépenses futures	296 927 000	-22 840 358	274 086 642
iv)	Ajustement des dépenses futures			
	a) Amortissement	-94 387 250	-12 213 645	-106 600 895
	Total	359 789 088	-41 626 146	318 162 942

d) Gisements de pétrole de Wafra

160. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 52 854 617 pour des dommages subis par des biens corporels sur les gisements de pétrole de Wafra, comprenant les champs pétrolifères de Wafra, de Fuwaris sud et d'Umm Gudair sud. Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 75 et 76 ci-dessus

et 356 ci-dessous, la KOC exploite de concert avec la SAT les gisements situés sur le territoire de la ZNP. Certains actifs détenus à la fois par la KOC et la SAT ont été financés à l'aide d'un compte joint. La KOC déclare que lors de leur acquisition un numéro de référence a été attribué à chacun d'eux et qu'ils sont consignés sur un registre.

161. La société fait état d'importants dommages infligés à ses actifs sur les gisements de Wafra, sauf dans la zone de Fuwaris sud. Les puits de pétrole et les installations ont été exposés à des actes de sabotage et aux hostilités militaires, mais la KOC reconnaît que les gisements de Wafra ont été épargnés par les destructions à grande échelle provoquées par les incendies de puits et les déversements de pétrole. La KOC indique qu'une quarantaine de puits ont été incendiés ou ont laissé échapper du pétrole à la surface. Elle déclare également que 293 puits sur 358 ont été endommagés par des explosifs, que 14 centres de collecte auxiliaires sur 20 ont été gravement touchés, notamment par des explosions et les incendies ainsi provoqués, que le centre de collecte principal a subi de graves dégâts et que la plupart des citernes de stockage ont été détruites. Elle affirme en outre avoir perdu une carotte de sondage d'une couche éocène. La société indique que des conduites d'écoulement ont été endommagées du fait de l'incendie des lacs de pétrole ou des activités militaires et que les bâtiments construits pour l'exploitation du gisement ont également été très abîmés.

162. Après la libération du Koweït, les travaux de remise en état ont, selon la KOC, consisté à éteindre les incendies de puits, à enlever les munitions non explosées et à réparer les puits pour relancer la production. La société indique également que la réparation des puits comprenait des opérations de repêchage pour retirer du fonds les débris et les pièces des unités de pompage endommagées. Celles-ci ont aussi été réparées ou remplacées, parfois à l'aide d'unités provenant d'autres puits. Pour la remise en état des gisements de pétrole de Wafra, il a été convenu entre la SAT et la KOC que les frais liés à l'invasion et à l'occupation seraient répartis également entre les deux sociétés. Cet accord devait s'appliquer à tous les actifs se trouvant dans la ZNP sauf les conduites de transport de pétrole et de gaz, dont chaque partie serait responsable séparément.

163. Compte tenu des éléments de preuve présentés, le Comité constate que les biens corporels de la KOC dans les gisements de pétrole de Wafra ont été endommagés comme le décrit la société et que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq.

164. En raison des opérations menées conjointement avec la SAT, la KOC n'a pas calculé ses pertes de la même façon que dans le cas des autres gisements de pétrole. Comme il a été noté précédemment, le montant réclamé par la KOC comprend les frais encourus avant la date de présentation de la réclamation pour réparer et remettre en état ses installations, auxquels s'ajoute le coût estimatif des travaux restant à réaliser. La KOC inclut dans la partie de la demande d'indemnisation concernant les frais encourus à la fois ses propres dépenses et l'intégralité de celles qui ont été engagées dans le cadre des opérations conjointes. Elle propose de déduire du total 50 % des dépenses encourues au titre des opérations conjointes pour tenir compte du fait qu'elle ne participait que pour moitié à ces opérations et qu'elle a donc assumé

50 % seulement des dépenses. La KOC applique la même formule aux dépenses estimatives futures. Les calculs de la KOC sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 10

Montants réclamés concernant les gisements de pétrole de Wafra

Elément de perte/ajustement		Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
i)	Dépenses engagées - KOC		12 431 904
ii)	Dépenses engagées - opérations conjointes		47 852 083
iii)	Ajustement des dépenses engagées - opérations conjointes		
	a) Déduction correspondant à la répartition des opérations conjointes	-23 926 041	-23 926 041
iv)	Dépenses futures		52 968 900
v)	Ajustement des dépenses futures		
	a) Amortissement	-19 975 558	-19 975 558
	b) Déduction correspondant à la répartition des opérations conjointes	-16 496 671	-16 496 671
	Total	-60 398 270	52 854 617

i) Dépenses engagées - KOC

165. La KOC demande tout d'abord à être indemnisée de US$ 12 431 904 au titre des dépenses engagées pour réparer et remettre en état les moyens matériels mis en place sur les gisements de Wafra. Le montant réclamé par la KOC comprend les frais de remplacement de deux oléoducs, l'un de 12 pouces et l'autre de 16 pouces, qui servaient à acheminer le pétrole jusqu'à des raffineries situées sur la côte koweïtienne.

166. L'Iraq affirme que les dépenses afférentes à ces deux oléoducs ont été en partie surévaluées.

167. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir par. 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que le montant des dépenses indiqué par la KOC pour certains actifs est excessif, sauf dans le cas de l'oléoduc de 12 pouces. Par ailleurs, la KOC n'a pas pu fournir de renseignements suffisants pour étayer sa demande d'indemnisation relative aux dépenses engagées.

168. La KOC demande à être indemnisée de US$ 1 529 333 pour les frais de remplacement d'un oléoduc de 12 pouces. Vu les justificatifs présentés, le Comité estime que ces frais ont été correctement évalués et que les dégâts subis par l'oléoduc en question résultent de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. Il constate donc que les dépenses liées à l'oléoduc de 12 pouces s'établissent à US$ 1 529 333.

169. La KOC demande une indemnisation de US$ 10 902 571 au titre des frais de remplacement de l'oléoduc de 16 pouces. Les pièces justificatives communiquées par la société confirment le coût d'acquisition de cet oléoduc, mais n'étayent pas tout à fait l'affirmation selon laquelle il s'agit d'une perte totale. Les rapports d'évaluation des dommages concernant l'oléoduc de 16 pouces font en fait état de dégâts minimes, estimés à 10 %. Les experts consultés par le Comité ont calculé que le coût de remplacement normal d'une conduite de ce diamètre, y compris l'installation, serait de l'ordre de US$ 15 000 000. Le Comité estime donc que le montant de cet élément de perte devrait être ramené à 10 % du coût de remplacement, soit US$ 1 500 000.

170. En se fondant sur l'analyse ci-dessus, le Comité considère que les dépenses engagées par la KOC, après correction, se chiffrent à US$ 3 029 333.

ii) Dépenses engagées - opérations conjointes

171. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 47 852 083 au titre des dépenses qu'elle a engagées pour réparer et remettre en état les moyens matériels utilisés dans le cadre des opérations conjointes d'exploitation des gisements de pétrole de Wafra. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir par. 85 à 90 ci-dessus), le Comité estime que les frais encourus dans le cadre de ces opérations ont été légèrement surévalués. Plus précisément, la KOC a sous-évalué de US$ 1 146 550 l'amortissement cumulé de certains actifs visés dans cette partie de la réclamation. Le Comité constate donc que le montant des dépenses engagées au titre des opérations conjointes devrait être ramené à US$ 46 705 533.

iii) Ajustement des dépenses engagées - opérations conjointes

a. Déduction correspondant à la répartition des opérations conjointes

172. La KOC propose de déduire un montant de US$ 23 926 041 des dépenses engagées dans le cadre des opérations conjointes. Vu que le montant réclamé par la KOC au titre de ces opérations correspond à 100 % du total des dépenses afférentes aux opérations conjointes, il lui fallait déduire les 50 % se rapportant à la demande d'indemnisation que pouvait présenter la SAT. Le Comité approuve cette démarche. Il estime cependant que la déduction à opérer devrait être limitée à US$ 23 352 766, soit 50 % des dépenses engagées au titre des opérations conjointes telles que le Comité les a chiffrées au paragraphe 171 ci-dessus, ce qui représente une réduction supplémentaire de US$ 573 275 par rapport au montant réclamé.

173. Le Comité constate que l'indemnité à accorder à la KOC au titre de sa part des dépenses engagées dans le cadre des opérations conjointes à Wafra

est inférieure au montant recommandé pour la SAT (voir par. 427 ci-dessous). La différence dans le montant des indemnités recommandées tient au fait que ces requérants n'ont pas suivi la même démarche. Comme on l'a vu, la KOC s'est fondée en grande partie sur une estimation des dépenses. La SAT a en revanche déposé en 1997 une réclamation modifiée portant sur les dépenses effectives afférentes aux actifs utilisés en commun à Wafra. La KOC n'a pas jugé bon de tirer parti des calculs de la SAT. L'indemnité recommandée par le Comité repose donc sur les dépenses estimatives indiquées par la KOC, qui sont inférieures aux dépenses effectives engagées.

iv) Dépenses futures

174. La KOC demande également une indemnisation de US$ 52 968 900 au titre des dépenses estimatives futures qu'elle comptait engager pour achever la réparation et la remise en état des installations servant à exploiter les gisements de Wafra. Ces dépenses comprennent les coûts de remplacement et/ou de réparation de puits abandonnés et non dégagés, d'unités de pompage, de conduites d'écoulement ou de transport, de centres de collecte auxiliaires, de la principale station de collecte et du camp de la KOC à Wafra.

175. L'Iraq juge déraisonnable que la KOC prévoit un taux d'échec de 2 % dans les opérations de dégagement des puits éocènes tubés et estime donc qu'il faudrait déduire le coût du forage de nouveaux puits. En outre, il ne lui semble pas utile d'indemniser le requérant pour le forage d'un nouveau puits visant à prélever des carottes de sondage dans un gisement qui se trouve déjà au stade de la production. Enfin, l'Iraq conteste le montant affecté par la KOC à la révision de ses unités de pompage en raison de dommages prétendument causés par des opérations militaires.

176. Compte tenu des pièces justificatives présentées, le Comité estime que l'hypothèse sur laquelle la KOC s'est fondée pour les opérations de dégagement des puits éocènes tubés s'avère raisonnable dans les circonstances décrites, la majorité des puits ayant été endommagés. Il constate également que la KOC, ayant perdu comme elle l'affirme ses carottes de sondage, avait besoin de forer un nouveau puits pour obtenir des échantillons, vu que plusieurs de ses puits avaient été abandonnés, ne pouvaient pas être dégagés et n'avaient pas été remis en exploitation. Le Comité estime donc que l'indemnisation demandée pour le coût du forage des nouveaux puits est justifiée. Se fondant sur les informations disponibles, le Comité constate en outre que, du fait de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït, les unités de pompage de la KOC ont été laissées à l'abandon et n'ont pas été correctement entretenues. Le coût de leur révision s'ajoute donc aux frais d'entretien ordinaires de la KOC et donne lieu à indemnisation.

177. Cependant, le Comité estime que la valeur résiduelle de 10 % envisagée par la KOC pour ses sous-stations de collecte sur les gisements de Wafra est excessive. Sur la base des renseignements fournis par ses experts, le Comité constate qu'un taux de 5 % est en l'occurrence la norme appliquée dans les milieux industriels pour de tels actifs. Après correction de la valeur résiduelle de ces installations, il estime qu'il faudrait déduire US$ 1 368 150 du montant réclamé au titre des dépenses estimatives futures. Compte tenu de

cette correction, le Comité considère que le montant en question devrait être ramené à US$ 51 600 750 en ce qui concerne les gisements de pétrole de Wafra.

v) Ajustement des dépenses futures

a. Déductions au titre de l'amortissement

178. La KOC propose de déduire US$ 19 975 558 du montant réclamé au titre de ses dépenses estimatives futures pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans le cas où des installations anciennes seront réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent.

179. La KOC calcule l'amortissement en se fondant sur une valeur résiduelle de 10 % pour les citernes et équipements connexes ainsi que pour le matériel se trouvant sur les gisements de Wafra. Comme on l'a vu au paragraphe 121 ci-dessus, le Comité juge cette valeur résiduelle excessive, un taux de 5 % étant la norme appliquée dans les milieux professionnels pour ce type d'actifs.

180. La KOC retient en outre une valeur résiduelle de 15 % pour le calcul de l'amortissement applicable aux constructions permanentes à la fin de leur durée utile. Comme indiqué au paragraphe 122 ci-dessus, le Comité estime que ce taux est excessif et qu'une valeur résiduelle nominale de 1 % doit être attribuée à des biens de cette nature.

181. Compte tenu des corrections à apporter au calcul de l'amortissement, le Comité considère qu'il faudrait déduire à ce titre un montant de US$ 24 288 149 de l'indemnité réclamée pour les dépenses estimatives futures concernant les gisements de pétrole de Wafra.

b. Déductions correspondant à la répartition des opérations conjointes

182. La KOC propose de déduire, en fonction de la répartition des opérations conjointes, un montant de US$ 16 496 671 de l'indemnité réclamée au titre des dépenses estimatives futures. Compte tenu des sommes à retrancher de ces dépenses comme il est indiqué ci-dessus, le Comité considère que la déduction en question devrait être ramenée à US$ 13 656 300, soit 50 % du total des dépenses estimatives futures convenues au titre des opérations conjointes.

183. En résumé, le Comité recommande d'accorder à la KOC, en ce qui concerne les gisements de Wafra, une indemnité de US$ 40 038 401 ventilée comme suit :

Tableau 11

Indemnité recommandée pour les gisements de pétrole de Wafra

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et déduction (US$)	Correction apportée par le Comité aux montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
i)	Dépenses engagées (KOC)	12 431 904	-9 402 571	3 029 333
ii)	Dépenses engagées (opérations conjointes)	47 852 083	-1 146 550	46 705 533
iii)	Ajustements des dépenses engagées (dépenses conjointes)			
	a) Déductions correspondant à la répartition des opérations conjointes	-23 926 041	573 275	-23 352 766
iv)	Dépenses futures (opérations conjointes)	52 968 900	-1 368 150	51 600 750
v)	Ajustements de dépenses futures (opérations conjointes)			
	a) Amortissement	-19 975 558	-4 312 591	-24 288 149
	b) Déductions correspondant à la répartition des opérations conjointes	-16 496 671	2 840 371	-13 656 300
	Total	52 854 617	-12 816 216	40 038 401

2. La cité Ahmadi

184. La KOC demande une indemnité de US$ 23 574 096 au titre de pertes de biens corporels dans la cité Ahmadi. La société affirme que les troupes iraquiennes ont occupé la cité qui a été endommagée par suite, notamment, de pillages, d'incendies volontaires et d'actes de vandalisme. Elle soutient par ailleurs que les bâtiments de la cité ont également souffert d'attaques aériennes, de bombardements, des incendies qui en ont résulté et des dépôts de fumée provenant des incendies de puits.

185. L'Iraq juge injustifiée une indemnité au titre de futures réparations des bâtiments restants étant donné qu'ils n'ont pas été endommagés et qu'un certain nombre de salariés de la KOC vivaient normalement dans la cité durant les hostilités. L'Iraq conteste également l'hypothèse des experts-conseils de la KOC d'après laquelle toutes les habitations ont été plus ou moins endommagées.

186. Sur la base des faits observés, le Comité constate que les biens corporels de la KOC dans la cité Ahmadi ont été endommagés comme le soutient la société et que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Lorsque le Comité ne partage pas les hypothèses et la méthode d'évaluation des experts-conseils de la KOC, il l'indiquera précisément dans l'analyse de cet élément de perte.

187. Les calculs de la KOC sont indiqués dans le tableau ci-après :

Tableau 12

Montants réclamés au titre de la cité Ahmadi

	Éléments de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
a)	Dépenses engagées		16 804 111
b)	Dépenses futures		46 189 900
c)	Ajustement des dépenses futures		
	i) Amortissement	-15 479 400	
d)	Ajustement de la valeur résiduelle	-23 940 515	
	Total	-39 419 915	23 574 096

a) Dépenses engagées

188. La KOC demande en premier lieu une indemnité de US$ 16 804 111 au titre des dépenses qu'elle a engagées pour réparer et remettre en état les équipements et constructions de la cité Ahmadi. Après examen des dossiers et des autres informations soumises (voir les paragraphes 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a exactement rapporté les dépenses engagées, soit US$ 16 804 111.

b) Dépenses futures

189. La KOC demande ensuite une indemnité d'un montant de US$ 46 189 900 au titre des futures dépenses prévues pour achever la reconstruction de la cité Ahmadi. Cette somme recouvre notamment le coût estimatif des matériaux de la KOC que ses salariés ont utilisés pour réparer leurs logements, la réparation des bâtiments industriels et les coûts de remplacement du matériel pour terrains de jeux.

190. La KOC demande une indemnité de US$ 1 582 000 au titre du coût des matériaux lui appartenant que ses salariés auraient utilisés pour réparer leurs logements à Ahmadi. Les consultants du Comité n'ont pu vérifier cette somme à partir des justificatifs soumis ni durant leur inspection. Le Comité estime

donc que ces dépenses ne sont pas justifiées par les éléments de preuve et devraient être déduites des dépenses futures estimées de la KOC.

191. La KOC demande une indemnité de US$ 1 500 000 au titre de la réparation de bâtiments industriels. Les consultants du Comité n'ont pu vérifier la nature exacte des postes correspondants à cette indemnisation. Il avait déjà été tenu compte des bâtiments réparés et des estimations des travaux restant à effectuer dans les dépenses engagées et les estimations relatives aux travaux en attente. Sur la base des éléments de preuve, le Comité conclut que cette indemnité n'a pas lieu d'être et devrait être déduite du montant estimatif des dépenses futures de la KOC.

192. La KOC demande une indemnité de US$ 522 000 au titre du coût de remplacement du matériel pour terrains de jeux et de US$ 360 000 au titre d'arbres et de végétaux. Les consultants du Comité n'ont pu vérifier l'intégralité du montant réclamé pour les articles de jeux mais ils ont estimé qu'une somme de US$ 50 000 constituerait un coût de remplacement normal en la matière. Les consultants ont également indiqué que le remplacement des arbres et des végétaux représentait un petit chantier et ils ont proposé comme normal un coût de US$ 50 000. Sur la base des faits observés, le Comité adopte les propositions de ses consultants et estime nécessaire de réduire le montant estimatif des dépenses futures de la KOC de US$ 472 000 et de US$ 310 000 au titre des coûts de remplacement.

193. Après abattement, le Comité estime que le montant estimatif justifié des futures dépenses de la KOC pour achever la reconstruction de la cité Ahmadi devrait être de US$ 42 325 900.

c) Ajustement des dépenses futures

i) Amortissement

194. La KOC propose de déduire une somme de US$ 15 479 400 du montant estimatif des futures dépenses pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans le cas où des installations anciennes ont été réparées ou remises en état à l'aide de matériel plus récent.

195. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 15 % pour calculer l'amortissement des bâtiments permanents à la fin de leur durée utile. Le Comité pense que cette valeur résiduelle est excessive et qu'il conviendrait d'attribuer une valeur résiduelle nominale de 1 % aux biens de cette nature.

196. Après réduction de la valeur résiduelle des bâtiments, le Comité estime qu'une déduction de US$ 21 956 150 au titre de l'amortissement devrait être apportée à la réclamation de la KOC pour le montant estimatif des dépenses futures dans la cité Ahmadi.

d) Ajustement de la valeur résiduelle

197. La KOC propose d'attribuer une valeur résiduelle de US$ 23 940 515 à ses actifs dans la cité Ahmadi.

198. La KOC utilise une valeur résiduelle de 15 % pour calculer la durée de vie restante de ses actifs dans la cité Ahmadi. Le Comité pense que cette valeur résiduelle est exagérée et qu'une valeur résiduelle nominale de 1 % devrait être attribuée aux biens de cette nature.

199. Après abaissement de la valeur résiduelle de ces actifs, le Comité estime que le montant réclamé par la KOC pour la cité Ahmadi devrait être réduit de US$ 19 817 743.

200. En résumé, le Comité recommande de verser à la KOC une indemnité de US$ 17 356 118 au titre de sa réclamation relative à la cité Ahmadi, somme qui se décompose comme suit :

Tableau 13

Indemnité recommandée au titre de la cité Ahmadi

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et ajustement (US$)	Correction recommandée par le Comité (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a)	Dépenses engagées	16 804 111		16 804 111
b)	Dépenses futures	46 189 900	-3 864 000	42 325 900
c)	Ajustement des dépenses futures			
	i) Amortissement	-15 479 400	-6 476 750	-21 956 150
d)	Ajustement des valeurs résiduelles	-23 940 515	4 122 772	-19 817 743
	Total	23 574 096	-6 217 978	17 356 118

3. Parcs à réservoirs nord et sud

201. La KOC demande à être indemnisée à hauteur de US$ 148 029 763 au titre de pertes de biens corporels dans les parcs à réservoirs nord et sud. Elle affirme que les forces iraquiennes avaient attaché des explosifs aux réservoirs de pétrole et d'eau durant l'occupation et que leur mise à feu a entraîné des incendies qui ont soit détruit soit endommagé les réservoirs. Elle fait valoir que dans le parc sud, 15 réservoirs de brut sur 36 ont été endommagés ou détruits et que 4 des 14 réservoirs d'eau ont été détruits. Elle affirme que dans le parc nord, 8 des 24 réservoirs ont été détruits ou endommagés. Elle affirme en outre que la salle de contrôle du parc à réservoirs d'Ahmadi a subi d'importants dégâts et que des collecteurs ont été soit endommagés soit

détruits. En outre, la KOC soutient que les hostilités ont entraîné d'autres dommages provoqués par des balles, éclats d'obus et explosions. La KOC reconnaît toutefois que certains parcs à réservoirs n'ont pas subi de dommages structurels.

202. Sur la base des éléments de preuve, le Comité conclut que des biens corporels de la KOC situés dans les parcs à réservoirs nord et sud ont été endommagés comme la société le soutient et que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

203. Les calculs de la KOC sont indiqués dans le tableau ci-après :

Tableau 14

Montants réclamés au titre des parcs à réservoirs nord et sud

Élément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
a) Dépenses engagées		193 864 443
b) Ajustement		
i) Plus-value	-9 016 410	-9 016 410
ii) Amortissement	-37 964 430	-37 964 430
c) Dépenses futures		1 146 160*
Total	-46 980 840	148 029 763

* Le requérant a commis une erreur dans le calcul de cet élément de perte pour lequel il réclame US$ 1 146 160; le Comité a rétabli le montant total exact qui est de US$ 1 164 160.

a) Dépenses engagées

204. La KOC demande d'abord une indemnité de US$ 193 864 443 au titre des dépenses qu'elle a engagées pour réparer et remettre en état les équipements et constructions des parcs à réservoirs nord et sud. L'Iraq soutient que les chiffres avancés pour le coût de construction du réservoir dans la phase II sont erronés. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir les paragraphes 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a correctement indiqué le montant des dépenses engagées qui s'établissent donc à US$ 193 864 443.

b) Ajustement des dépenses engagées

i) Plus-value

205. La KOC propose de déduire une plus-value de US$ 9 016 410 des dépenses qu'elle a engagées pour tenir compte de l'augmentation de capacité des réservoirs des parcs nord et sud, réalisée durant leur reconstruction. La KOC a calculé qu'elle a accru sa capacité nette de stockage de 793 000 barils. Sur la base des coûts réels, elle estime que le coût nominal de la construction de nouveaux réservoirs était de US$ 11,37 par baril. Elle propose donc de défalquer US$ 9 016 410 (793 000 barils x US$ 11,37 le baril) de la réclamation. Il ressort toutefois des justificatifs présentés que l'accroissement de capacité est en fait de 843 235 barils. En multipliant cette capacité supplémentaire par le coût unitaire par baril, le Comité estime donc justifié d'opérer une réduction de US$ 9 587 582 à titre de plus-value.

206. L'Iraq soutient qu'il y aurait lieu d'opérer une autre réduction à titre de plus-value pour tenir compte de l'augmentation nette de capacité de stockage de l'eau parce que certains réservoirs ont été réparés et transformés en réservoirs d'eau. Comme indiqué ci-dessus, le Comité a tenu compte de la plus-value résultant de l'augmentation de la capacité de stockage de l'eau aussi bien que du pétrole.

ii) Réduction pour amortissement

207. La KOC propose également de réduire de US$ 37 964 430 le montant de ses dépenses engagées pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes ont été réparées ou remises en état avec des équipements plus récents.

208. La KOC propose une valeur résiduelle de 15 % pour calculer l'amortissement des réservoirs et du matériel connexe des parcs nord et sud. Compte tenu des renseignements fournis par ses consultants, le Comité estime toutefois qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier pour les citernes et le matériel considéré.

209. En retenant une valeur résiduelle inférieure pour les réservoirs et les équipements connexes, le Comité juge qu'il y a lieu de déduire au titre de l'amortissement une somme de US$ 45 313 183 de la réclamation de la KOC pour les dépenses engagées dans les parcs à réservoirs nord et sud.

c) Dépenses futures

210. La KOC demande aussi une indemnité de US$ 1 164 160 au titre du montant estimatif des futures dépenses qu'elle devrait engager pour achever la reconstruction des installations des parcs nord et sud. Les consultants du Comité ont signalé à ce dernier que, par suite d'une erreur typographique, la KOC avait déclaré une somme de US$ 1 146 160.

211. Sur la base des pièces justificatives fournies, le Comité pense que le montant estimatif des dépenses futures de réparation ou de remise en état des installations restantes est justifié.

212. Compte tenu de l'erreur de calcul susmentionnée, le Comité estime que la KOC est justifiée à estimer les dépenses futures pour les parcs à réservoirs nord et sud à US$ 1 164 160.

213. En résumé, le Comité recommande de verser une indemnité de US$ 140 127 838 à la KOC au titre des parcs à réservoirs nord et sud, somme qui se décompose comme suit :

Tableau 15

Indemnité recommandée pour les parcs à réservoirs nord et sud

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et déduction (US$)	Correction apportée au montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée (US$)
a)	Dépenses engagées	193 864 443		193 864 443
b)	Ajustement des dépenses engagées			
	i) Plus-value	-9 016 410	-571 172	-9 587 582
	ii) Amortissement	-37 964 430	-7 348 753	-45 313 183
c)	Dépenses futures	1 164 160		1 164 160
	Total	148 047 763	-7 919 925	140 127 838

4. Installations maritimes

214. La KOC demande une indemnité de US$ 97 295 889 au titre de pertes de biens corporels qui se trouvaient dans ses installations maritimes. La société affirme que celles-ci ont été endommagées ou détruites principalement du fait de bombardements aériens et des incendies qui en ont résulté et qu'en particulier la plate-forme fixe d'exportation de Sea Island a été entièrement détruite. La KOC affirme également que les colonnes montantes de 48 pouces pour le brut et de 20 pouces pour le fioul lourd reliées à la plate-forme centrale de chargement de Sea Island ont été détruites, ce qui a rompu le raccordement de ses installations à terre pour l'exportation. La société fait valoir qu'elle a dû reporter les exportations par oléoduc sur la bouée d'amarrage à point unique, qui avait été précédemment mise hors service. La KOC affirme qu'elle a dû à cette fin procéder d'urgence à des réparations et à des travaux de réinstallation sur Sea Island et les colonnes montantes qui y étaient reliées, ainsi qu'à la remise en état de l'amarrage sur un seul point. La KOC affirme que ce dernier n'a été remis en service qu'en mai 1993 en raison de l'importance des travaux nécessaires. Elle soutient que, en attendant l'achèvement de ces réparations, elle a dû recourir à d'autres solutions pour permettre l'exportation du pétrole.

215. La KOC affirme que durant l'occupation, son port pour embarcations légères a été utilisé pour des opérations militaires par les Iraquiens et qu'il a été endommagé par suite de dégradations, de vandalisme et de pillage. La KOC affirme que la plus grande partie du port a aussi souffert de dégâts dus à des missiles et à des explosifs.

216. L'Iraq prétend que l'amarrage unique n'a souffert aucun dégât direct et que par conséquent l'Iraq n'est pas responsable de sa remise en état.

217. Sur la base des faits constatés, le Comité estime que des biens corporels situés dans les installations maritimes de la KOC ont été endommagés comme l'affirme la société et que ces dommages sont le résultat direct de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité relève que la KOC a remis en état la bouée d'amarrage unique pour le chargement des exportations afin de pallier à ses pertes dues à la destruction de son terminal de Sea Island. Le Comité relève en outre que la KOC a remplacé deux bouées d'amarrage à ancrage fixe (ou "bouées CALM") et projette d'installer d'autres bouées CALM pour remplacer définitivement son terminal de Sea Island.

218. L'Iraq fait par ailleurs valoir que la réclamation de la KOC au titre des dépenses d'imputation de frais fixes peut faire double emploi avec celle relative à la maîtrise des éruptions de puits. Sur la base des éléments de preuve, le Comité constate que, d'une manière générale, la KOC a tenu compte comme il convient des possibilités de double emploi. Lorsque cela n'a pas été le cas, le Comité le mentionnera expressément et apportera les corrections qu'il juge appropriées.

219. Les calculs de la KOC figurent dans le tableau ci-après :

Tableau 16

Montants réclamés pour les installations maritimes

	Élément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
a)	Dépenses engagées		46 486 934
b)	Dépenses futures		100 487 387
c)	Ajustement des dépenses futures		
	i) Amortissement	-49 678 432	-49 678 432
	Total	-49 678 432	97 295 889

a) Dépenses engagées

220. La KOC demande tout d'abord à être indemnisée d'un montant de US$ 46 486 934 au titre des dépenses qu'elle a engagées pour réparer et remettre en état les constructions et équipements de ses installations maritimes. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés (voir les paragraphes 85 à 90 ci-dessus), le Comité constate que la KOC a correctement indiqué le montant des dépenses engagées qui rétablissent donc à US$ 46 486 934.

b) Dépenses futures

221. La KOC demande aussi à être indemnisée d'un montant de US$ 100 487 387 au titre du montant estimatif des futures dépenses qu'elle prévoyait d'engager pour achever la reconstruction des installations maritimes. Cette réclamation recouvre les coûts estimatifs de la remise en état du terminal de Sea Island (US$ 82 797 387) et du port pour embarcations légères (US$ 2 510 000) ainsi que de l'évacuation des débris de Sea Island (US$ 15 180 000).

222. L'Iraq soutient que les frais généraux (y compris la hausse des prix et les frais pour imprévus) au titre des installations maritimes ainsi que la durée de vie moyenne du terminal de Sea Island sont surévalués.

223. Sur la base des éléments de preuve et compte tenu des arguments de l'Iraq, le Comité estime que le montant estimatif des dépenses futures de réparation ou de remise en état des installations maritimes est justifié, sous réserve des ajustements décrits ci-après.

224. Cela étant, le Comité juge excessives les estimations de la KOC en ce qui concerne le remplacement du terminal de Sea Island. Selon la société, elles s'élèveraient en effet à US$ 82 797 387. La KOC a estimé le coût du remplacement du terminal en utilisant les prix de 1994 indexés pour tenir compte du temps nécessaire à la reconstruction. Les éléments de preuve indiquent cependant que la KOC n'a pas reconstruit le terminal et qu'elle n'a pas l'intention de le faire. La société a en effet préféré une nouvelle méthode, plus coûteuse, de chargement des navires, les bouées CALM mentionnées au paragraphe 217 ci-dessus. Le Comité estime donc que les pertes subies par la KOC au titre du terminal de Sea Island peuvent être évaluées de manière satisfaisante par le coût de remplacement du terminal à la date de la perte, pour laquelle le Comité retient le 2 août 1990, jour où la KOC a été dépossédée de l'installation, majoré des coûts de l'évacuation des débris de l'installation détruite. Le Comité préfère évaluer ainsi les dommages, plutôt qu'au moyen des futures dépenses de réparation du terminal comme indiqué dans la réclamation car la KOC n'a pas l'intention de réparer Sea Island. Le Comité déclare donc qu'il convient de ramener la réclamation de la KOC au titre des dépenses futures estimées pour le remplacement du terminal de Sea Island à US$ 66 228 328, soit le coût du remplacement du terminal au 2 août 1990 majoré des frais d'évacuation des débris.

225. La KOC estime à US$ 15 180 000 le coût de l'évacuation des débris du terminal. Le Comité déclare que ces dépenses sont indemnisables car elles résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït

par l'Iraq. La KOC considère que l'évacuation devait continuer jusqu'en 1996 et évalue l'opération à l'aide des prix estimés pour cette année. En réalité, la société n'a pas enlevé les installations fixes qui restaient sur le site et en a intégré une partie dans le nouveau système de chargement. Par conséquent, tout retard dans l'enlèvement des débris est attribuable à la décision du requérant de continuer à utiliser une partie de l'ouvrage. Le Comité pense que le retard dans l'enlèvement des débris après 1994 n'est pas justifié. Il estime donc son coût à la fin de 1994, date à laquelle l'évacuation aurait normalement dû être achevée au plus tard. Sur la base de la norme en usage dans l'industrie, les consultants du Comité évaluent les frais d'évacuation en 1994 à US$ 12 000 000; le Comité conclut donc que l'estimation par la KOC du coût de l'évacuation des débris devrait être ramenée à cette somme.

226. La KOC évalue les dépenses entraînées par la réparation du port d'embarcations légères à US$ 2 510 000. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs soumis, le Comité estime justifiée cette estimation.

227. Après avoir révisé en baisse les estimations de coûts, le Comité conclut que le montant estimatif des dépenses futures de la KOC au titre de la reconstruction des installations maritimes, y compris l'évacuation des débris du terminal de Sea Island, devrait être de US$ 80 738 328.

c) Ajustement des dépenses futures

i) Amortissement

228. La KOC propose de réduire sa réclamation au titre des dépenses futures estimées d'un montant de US$ 49 678 432 pour tenir compte de l'amortissement cumulé dans les cas où des installations anciennes seront réparées ou remises en état avec des équipements plus récents.

229. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 15 % pour calculer l'amortissement du terminal de Sea Island. Sur la base des informations que lui ont communiquées ses consultants, le Comité estime toutefois qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier à des éléments d'actif d'installations fixes en mer.

230. Après avoir révisé en baisse la valeur résiduelle du terminal de Sea Island et son coût de remplacement, le Comité juge que la réclamation au titre des dépenses futures relatives aux installations maritimes doit être globalement réduite de US$ 46 359 830 pour amortissement.

231. En résumé, s'agissant de la réclamation de la KOC au titre des installations maritimes, le Comité recommande le versement d'une indemnité de US$ 80 865 432 qui se décompose comme suit :

Tableau 17

Indemnité recommandée pour les installations maritimes

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et déductions (US$)	Correction apportée par le Comité au montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a)	Dépenses engagées	46 486 934		46 486 934
b)	Dépenses futures	100 487 387	-19 749 059	80 738 328
c)	Ajustement des dépenses futures			
	i) Amortissement	-49 678 432	3 318 602	-46 359 830
	Total	97 295 889	-16 430 457	80 865 432

5. Ras-Al-Zoor

232. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 77 634 000 au titre de pertes de biens corporels qui se trouvaient dans son installation de transformation du gaz de Ras-Al-Zoor, de frais supplémentaires de stockage pour son installation en mer et du pillage de pièces mécaniques de rechange dans ses magasins. Au début de 1980, la KOC a entrepris des travaux ("le chantier du Sud") pour récupérer les gaz des gisements de Hout et de Khafdji dans le Golfe arabique qui étaient brûlés à la torche et perdus en mer.

233. Dans le cadre de ces travaux, les gaz brûlés à la torche devaient être recueillis et comprimés sur une nouvelle plate-forme de compression en mer ("installation en mer") et transmis jusqu'à une nouvelle installation de désulfuration et d'élimination des gaz acides à Ras-Al-Zoor ("installation à terre") par un pipeline sous-marin. Le 23 février 1983, la KOC a sous-traité la construction des installations du chantier du Sud, à terre et en mer, à Technip International AG ("Technip"). Le 2 août 1983, Technip a sous-traité la construction de l'installation en mer à Daewoo Shipbuilding and Heavy Machinery Limited ("Daewoo"). La nouvelle installation en mer devait être reliée à l'installation déjà en activité dans le Golfe arabique. Le chantier du Sud devait être terminé le 10 mai 1985. Certains différends en ont toutefois retardé l'achèvement et ce n'est qu'en 1988 que l'installation en mer fut pour l'essentiel terminée. Des litiges ont surgi entre Technip et Daewoo au sujet de leur contrat. Ces litiges ont été soumis à arbitrage en décembre 1987 et ont été réglés par un accord en septembre 1988 aux termes duquel Daewoo convenait de conclure directement un contrat avec la KOC le 24 septembre 1988 en ce qui concerne l'installation en mer.

234. Au cours de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, la KOC affirme que l'installation à terre a été presque entièrement détruite par des explosions. Elle ajoute que les forces iraquiennes ont volé une partie des conduites qui avaient été achetées pour la relier à l'installation en mer. Elle déclare qu'une partie de ces conduites a par la suite été récupérée et utilisée pour combattre les incendies au Koweït après la libération. De ce fait, la KOC soutient que ces conduites ne pouvaient plus servir au transport du gaz. Elle déclare en outre qu'elle a récupéré le reste des conduites volées qu'elle a ensuite utilisées à Wafra pour relier des installations dans le cadre des travaux de remise en état.

235. Avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, l'installation en mer avait déjà été fabriquée par Daewoo mais, déclare la KOC, elle n'avait pas été livrée ni installée faute d'accès au site en mer en Arabie Saoudite. Elle est donc restée dans l'entrepôt de Daewoo à Okpo, en Corée du Sud, conformément à un accord selon lequel la KOC rembourserait à Daewoo les frais de stockage. La KOC affirme que si l'invasion n'avait pas eu lieu, l'installation en mer aurait été transportée de Corée du Sud au Koweït vers août/septembre 1991. La société fait valoir que le 29 novembre 1989 elle a lancé des appels d'offres pour décharger l'installation en mer dont l'installation devait être achevée en 1991. Elle signale que les offres des adjudicataires éventuels ont été soumises à l'Arabian Oil au nom de la coentreprise en mai 1990 mais que le mois de juin venu, les représentants des Gouvernements koweitien et saoudien à une réunion de la commission exécutive conjointe du chantier du Sud étaient toujours dans l'incapacité de s'accorder sur une soumission. La KOC affirme qu'il était envisagé de procéder à un nouvel appel d'offres et à de nouvelles discussions mais qu'en août 1990, l'Iraq envahissait le Koweït et les négociations étaient interrompues. La KOC soutient qu'en raison du retard entraîné par l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle a dû supporter des frais de stockage supplémentaires de l'installation en mer pendant 31 mois, d'août/septembre 1991 à mars/avril 1993.

236. La KOC affirme par ailleurs que certaines pièces mécaniques de rechange nécessaires à son installation en mer et qui se trouvaient dans ses entrepôts ont été pillées durant l'occupation.

237. Sur la base des éléments de preuve, le Comité constate que les biens corporels de la KOC à Ras-Al-Zoor ont été endommagés comme le soutient la KOC et que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

238. Cet élément de perte est principalement constitué par le coût de la remise en état de l'installation à terre estimé par la KOC. En outre, la KOC demande à être indemnisée des frais qu'elle a dû débourser pour le stockage de l'installation en mer dans les entrepôts sud-coréens du fabricant au-delà de la date prévue de livraison. La KOC demande aussi une indemnité au titre des stocks de pièces mécaniques de rechange qu'elle aurait perdues par suite de l'invasion. Les calculs de la KOC sont indiqués dans le tableau ci-après :

Tableau 18

Montants réclamés concernant Ras-Al-Zoor/le chantier du Sud

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé (US$)
a)	Installation à terre	58 445 000
b)	Frais de stockage de l'installation en mer	17 975 000
c)	Pièces mécaniques de rechange	1 214 000
	Total	77 634 000

a) Installation à terre

239. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 58 445 000 au titre de la remise en état de l'installation à terre. Cette somme correspond à un coût de remplacement de US$ 57 071 000, au coût de l'évacuation des débris à hauteur de US$ 4 074 000 et à une réduction de US$ 2 700 000 au titre de l'amortissement pour tenir compte du remplacement de certains éléments d'actif de l'installation à terre, tels que l'appontement, des routes et le système de drainage. La KOC calcule ce montant à partir des coûts de construction initiaux, majorés de l'inflation des prix en 1996, date à laquelle elle affirme qu'elle aurait pu remplacer l'installation à terre. De cette somme, elle soustrait la valeur de certains actifs qui n'ont pas été endommagés ou qui ont pu être récupérés et ajoute une indemnité au titre de l'enlèvement des débris.

240. L'Iraq soutient que l'installation à terre de Ras-Al-Zoor a en fait été détruite par le bombardement massif de l'USS Missouri (navire de guerre de l'United States Navy) et non pas démolie à l'explosif comme le prétend la KOC.

241. Même si l'installation à terre de Ras-Al-Zoor a été détruite par le USS Missouri comme le prétend l'Iraq, le Comité estime qu'en application de l'alinéa a) du paragraphe 21 de la décision 7 du Conseil d'administration, la responsabilité de l'Iraq s'étend aux pertes, dommages ou préjudices directs subis à la suite des opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991" (non souligné dans le texte). En conséquence, le Comité estime qu'en accord avec sa décision relative à la réclamation concernant la maîtrise des éruptions de puits (ci-dessus par. 86), l'Iraq est responsable de toute perte, de tout dommage ou de tous autres préjudices directs, qu'ils aient été causés par ses propres forces armées ou par celles de la coalition. Le Comité conclut donc qu'il est indifférent de savoir si l'installation à terre de Ras-Al-Zoor a été endommagée par l'Iraq ou par les forces armées de la coalition.

242. L'Iraq conteste également que l'installation à terre ait jamais été en service même si elle était achevée dès 1988, en raison du défaut d'accès au site en mer comme mentionné par la KOC dans sa réclamation. L'Iraq remet aussi en question la viabilité du chantier du Sud compte tenu des événements qui ont

jalonné son déroulement et de la décision qui a été finalement prise d'annuler le projet en 1996. Pour cette raison, l'Iraq affirme qu'il n'y a lieu de prendre en considération que la valeur résiduelle de l'installation à terre pour l'évaluation de cette réclamation.

243. Sur la base des éléments de preuve et prenant en considération les arguments de l'Iraq, le Comité constate que l'installation à terre a été endommagée comme indiqué par la KOC et n'a pas été remise en service. Il constate également que la KOC a abandonné ses projets concernant les installations gazières du Sud et n'a pas l'intention de remettre en état l'installation à terre. Pour cette raison, le Comité juge que la perte de la KOC au titre de cet élément d'actif doit être évaluée par le coût de remplacement à la date de la perte, le 2 août 1990, et non par le coût de la remise en état en 1996.

244. Par ailleurs, la KOC ne réduit pas le coût de remplacement de l'installation à terre à titre de plus-value ou d'amortissement car elle fait valoir que l'installation était inutilisée le 2 août 1990. Or, quoiqu'inutilisée, elle avait déjà quatre ans d'âge au 2 août 1990. Le Comité conclut qu'il faut tenir compte dans une certaine mesure de la détérioration qu'elle aurait subie du fait de son exposition aux éléments et de la plus-value que les améliorations techniques susceptibles d'être apportées à la date du remplacement auraient vraisemblablement permis à la KOC de réaliser. Le Comité estime donc qu'un abattement devrait être opéré au titre de l'amortissement et de la plus-value.

245. Compte tenu de la nouvelle date de remplacement et de l'abattement pour amortissement et plus-value, le Comité déclare que le coût du remplacement de l'installation à terre devrait être ramené de US$ 57 071 000 à US$ 37 030 805.

246. Le coût estimé par la KOC de l'évacuation des débris (US$ 4 074 000) ne tient pas compte de la valeur de récupération de l'installation à terre. Étant donné que celle-ci n'était pas opérationnelle au moment de l'invasion, il n'y avait pas de problème de pollution à résoudre. Le Comité considère donc que l'installation à terre aurait pu pour l'essentiel être vendue comme rebut et que le coût de l'évacuation des débris devrait être ramené à US$ 1 500 000 pour tenir compte de sa valeur de récupération.

247. La KOC propose de déduire US$ 2 700 000 pour tenir compte de l'amortissement cumulé depuis la date de l'invasion jusqu'à la date du remplacement de certains éléments d'actif en rapport avec l'installation à terre, tels que l'appontement, les routes et le système de drainage. Étant donné que pour calculer la perte, le Comité se fonde sur le fait que la KOC ne remplacera pas l'installation, ces actifs n'auraient quasiment aucune valeur pour la société. Le Comité conclut donc que la réduction apportée par la KOC au titre de l'amortissement devrait être ramenée à US$ 50 000.

248. Compte tenu des calculs précédents, le Comité déclare que le montant de l'indemnité qu'il convient de verser pour cet élément de perte s'élève à US$ 38 480 805.

b) Frais de stockage de l'installation en mer

249. La KOC demande également une indemnité de US$ 17 975 000 au titre des frais de stockage versés à la Société Daewoo pour l'installation en mer construite par celle-ci et stockée dans ses entrepôts en Corée du Sud.

250. La KOC calcule cet élément de perte pour une période de 31 mois — depuis août 1991, lorsqu'elle affirme qu'elle aurait pu accepter la livraison de la plate-forme si l'Iraq n'avait pas envahi et occupé illégalement le Koweït, jusqu'à mars 1994, date à laquelle elle aurait pu, au plus tôt, la réceptionner après la libération.

251. Le Comité constate que la KOC a dû payer des frais de stockage de l'installation en mer et que la livraison définitive de la plate-forme aurait eu lieu si elle avait eu lieu, plus tard du fait de l'invasion. Les informations fournies permettent toutefois de penser qu'une partie au moins du retard dans la livraison de la plate-forme est attribuable à la propre décision de la KOC d'abandonner en fin de compte le chantier du Sud. En retenant le temps estimé nécessaire par la KOC pour conclure les contrats de transport et d'installation de la plate-forme, le Comité juge que le retard le plus long que l'on peut raisonnablement imputer aux effets de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq est de 14 mois et que les frais de stockage estimatifs de la KOC devraient être ramenés à US$ 8 050 000.

c) Pièces mécaniques de rechange

252. La KOC demande une indemnité d'un montant de US$ 1 214 000 pour la perte de pièces mécaniques de rechange stockées sur le complexe de Ras-Al-Zoor pour le chantier du Sud. La KOC a calculé ce montant au coût d'acquisition des pièces détachées, soit US$ 906 000, ajusté pour tenir compte de l'inflation à la date de remplacement estimée de l'installation de Ras-Al-Zoor en 1996.

253. Le Comité constate toutefois que la date de remplacement de l'installation de Ras-Al-Zoor n'a pas d'incidence sur la date à laquelle les pièces auraient pu être remplacées. En conséquence, il considère que le coût de remplacement des pièces mécaniques de rechange au 2 août 1990 aurait été de US$ 1 034 380 et que les estimations par la KOC du coût de ses pièces mécaniques de rechange devraient être ramenées à cette somme.

254. En résumé, le Comité recommande de verser à la KOC une indemnité de US$ 47 565 185 au titre de l'installation de Ras-Al-Zoor, somme qui se décompose comme suit :

Tableau 19

Indemnité recommandée pour Ras-Al-Zoor/le chantier du Sud

	Élément de perte /ajustement	Montant réclamé (US$)	Correction apportée par le Comité au montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a)	Installation à terre	58 445 000	-19 964 195	38 480 805
b)	Frais de stockage de l'installation en mer	17 975 000	-9 925 000	8 050 000
c)	Pièces mécaniques de rechange	1 214 000	-179 620	1 034 380
	Total	77 634 000	-30 068 815	47 565 185

6. Projets en construction/à l'étude

255. La KOC demande une indemnité de US$ 66 652 479 au titre des dommages subis par des biens corporels en rapport avec ses projets en construction ou à l'étude. Au moment de l'invasion, la KOC affirme qu'elle avait entrepris des travaux, notamment la construction d'un gazoduc et l'installation de stations de dessalage. Elle soutient que chacun de ces projets a été retardé ou interrompu par l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq lorsque les forces iraquiennes se sont rendues maîtres de l'ensemble de ses installations. La KOC ajoute que durant cette période, les matériaux de construction de l'un de ses chantiers ont été pillés par les forces iraquiennes. Elle affirme enfin que la reprise de ces travaux entraînera pour elle des coûts supplémentaires.

256. Avant le 2 août 1990, la KOC avait entrepris de construire un gazoduc de 12 pouces ("le projet de gazoduc") pour transporter tous les gaz acides/sulfureux de K-NEW dans le Koweït occidental à l'installation de désulfuration de la Kuwait National Petroleum Company à Shuaiba. Les travaux avaient débuté le 16 décembre 1989 et, au 2 août 1990, le projet était achevé à 59 %, les matériaux avaient été livrés et la KOC avait versé une somme importante à l'entrepreneur.

257. Avant le 2 août 1990, la KOC affirme qu'elle avait prévu d'équiper les centres de collecte en entreprenant les travaux de la phase IV de l'unité de dessalage, c'est-à-dire notamment la conception, la fourniture, la construction et la mise en service d'une station jumelée de déshydratation et de dessalage, l'installation d'une nouvelle salle de contrôle et la construction de conduites d'écoulement. La KOC déclare en outre qu'elle avait émis avant le 2 août 1990 des appels d'offres, qu'une réunion avait eu lieu le 15 juillet 1990 avant

l'adjudication et que les soumissions devaient être déposées avant le 16 septembre 1990. La société affirme que la phase IV du projet de dessalage aurait été achevée avant le 31 décembre 1992 si l'Iraq n'avait pas envahi et occupé illégalement le Koweït.

258. La KOC produit une déclaration écrite sous serment qui énumère les dépenses engagées par la société au titre du projet de gazoduc ainsi que le budget qu'elle avait engagé pour l'unité de dessalage (phase IV). À l'appui de la déclaration, la KOC produit les contrats concernant les travaux considérés ainsi que d'autres documents internes tels que les révisions d'autorisation de dépenses. Les dommages subis par les installations en construction sont décrits dans les rapports des experts-conseils de la KOC et dans une déclaration sous serment.

259. Sur la base des éléments de preuve, le Comité constate que des biens corporels de la KOC qui devaient être utilisés dans la construction du gazoduc ont été enlevés par les forces iraquiennes, que le projet a été retardé comme le soutient la KOC et que ce dommage est le résultat direct de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

260. Cet élément de perte se décompose comme suit : a) une perte de matériaux, les frais de réfection et la révision des prix des travaux restant à effectuer et b) le coût d'achèvement du projet d'unité de dessalage (phase IV).

Tableau 20

Montants réclamés pour les projets en construction/à l'étude

Élément de perte/ajustement	Montant réclamé (US$)
a) Projet de gazoduc	1 510 239
b) Projet d'unité de dessalage (phase IV)	65 142 240
Total	66 652 479

a) Projet de gazoduc

261. La KOC demande une indemnité de US$ 1 510 239 au titre du projet de gazoduc. Elle affirme que des matériaux d'une valeur de US$ 968 000 fournis pour le projet ont été volés et qu'elle a subi une perte de US$ 1 084 160, si l'on tient compte d'une hausse des prix de 12 %. Sur la base des soumissions déposées, la KOC réclame également US$ 264 165 au titre des coûts de réfection. Compte tenu des différences de prix entre le contrat initial précédant l'invasion et les offres reçues après la libération, la KOC demande une indemnité de US$ 161 914 au titre du surcoût lié à l'achèvement des travaux restants.

262. L'Iraq soutient que le coût initial des matériaux n'est pas évalué par une partie neutre et que l'inaction et l'indécision de la KOC ont contribué au retard donnant lieu à la révision des prix. L'Iraq avance par ailleurs que la réclamation de la KOC au titre des coûts de réfection n'est appuyée par aucun élément de preuve.

263. Compte tenu des pièces justificatives présentées, le Comité retient que le contrat d'installation du gazoduc était applicable avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il relève par ailleurs que sur la base des normes en usage dans l'industrie, le coût initial des matériaux est acceptable. De plus, le délai était justifié compte tenu des circonstances dans lesquelles la KOC a dû reprendre ses activités et accorder la priorité à certaines opérations essentielles par rapport à d'autres. De plus, le Comité constate que les éléments de preuve suffisent à démontrer l'exécution du contrat au moyen des dépenses supplémentaires que la KOC a appelées "coût de réfection" dans sa réclamation. Le Comité estime donc justifiée la demande d'une indemnité de US$ 1 510 239 au titre du projet de gazoduc.

b) Projet d'unité de dessalage (phase IV)

264. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 65 142 240 au titre de pertes financières encourues par suite de retards dans l'achèvement de la phase IV du projet d'unité de dessalage et de la hausse générale des prix consécutive aux retards. La KOC a estimé que le coût de ce projet s'élevait à US$ 171 500 100 en se fondant sur les dépenses effectivement engagées pour un projet analogue et en les modifiant pour tenir compte de l'importance des travaux envisagés. Le contrat relatif à la phase IV du projet d'unité de dessalage a été attribué en novembre 1992 pour un montant de US$ 236 642 340 et la KOC demande à être indemnisée du surcoût encouru pour le mener à bien.

265. L'Iraq fait valoir que la réclamation de la KOC relative à la phase IV du projet ne s'appuie sur aucun élément de preuve et que les pertes alléguées sont indirectes puisque le projet en était encore au stade de la préparation durant la période considérée.

266. En se fondant sur les justificatifs fournis et en tenant compte des arguments de l'Iraq, il était manifeste pour le Comité qu'au 2 août 1990, le projet en était encore au stade préparatoire puisqu'aucune soumission n'avait encore été déposée et que la KOC n'avait entrepris aucune dépense ni pris d'engagement vis-à-vis de tiers. En conséquence, le Comité partage l'opinion de l'Iraq et estime que la KOC n'a pas souffert de perte au titre de ce projet en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Pour cette raison, il ne recommande pas d'indemniser la KOC pour la phase IV du projet d'unité de dessalage.

267. En résumé, le Comité recommande d'indemniser la KOC à hauteur de US$ 1 510 239 au titre des projets en construction ou à l'étude, somme qui se décompose comme suit :

Tableau 21

Indemnités recommandées pour les projets en construction/ à l'étude

Élément de perte/ajustement		Montant réclamé (US$)	Correction apportée par le Comité au montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a)	Projet de gazoduc	1 510 239	0	1 510 239
b)	Projet d'unité de dessalage (phase IV)	65 142 240	-65 142 240	0
	Total	66 652 479	-65 142 240	1 510 239

7. Programme de maîtrise des éruptions de puits et autres biens corporels

268. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 407 548 924 qui se décompose en US$ 70 930 634 au titre de pertes d'autres biens corporels et US$ 336 618 290 au titre de dépenses liées à son programme de maîtrise des éruptions de puits Al Awda.

269. Parmi les autres biens corporels, la KOC cite des bâtiments de surface, des poids lourds de chantier, des machines et de l'outillage, des véhicules, des meubles, documents, stocks et pièces de rechange (par exemple, tubage de puits de pétrole, tubes, pompes, compresseurs et turbines). La KOC affirme que ces biens ont été volés, endommagés ou laissés à l'abandon durant l'invasion et l'occupation du Koweït. Elle soutient aussi que certain de ses bâtiments de surface ont été endommagés par des explosions et des missiles au cours des opérations militaires durant l'occupation. Le montant que la KOC réclame au titre des autres biens corporels correspond aux coûts de remplacement de ceux-ci à l'exception d'un certain nombre d'embarcations et de poids lourds de chantier.

270. Les dépenses relatives à la maîtrise des éruptions de puits recouvrent les dépenses d'équipement et les dépenses des rubriques "fret" et "Divers/honoraires de consultants" qui ont été virées de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits à la présente réclamation.

271. S'agissant de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits, la KOC opère des déductions qu'elle intitule "ajustements" pour tenir compte de la valeur résiduelle de certains biens corporels qu'elle a utilisés dans ses travaux de reconstruction.

272. L'Iraq soutient que la valeur résiduelle des biens achetés dans le cadre de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits était à tort prise en considération dans l'élément de perte au titre d'autres biens corporels de la KOC.

273. Tenant compte de la ventilation de la réclamation de la KOC et de l'argument de l'Iraq, le Comité estime que la valeur résiduelle des biens achetés dans le cadre de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits ainsi que les dépenses au titre de ce programme devraient être considérées ensemble dans le cadre d'un seul élément de perte et regroupe par conséquent ces rubriques au sein de l'élément de perte considéré.

274. Les calculs de la KOC figurent dans le tableau ci-après :

Tableau 22

Montants réclamés au titre des dépenses relatives à la maîtrise des éruptions de puits et des autres biens corporels

	Élément de perte/ajustement	Ajustement du requérant (US$)	Montant réclamé (US$)
a)	Dépenses relatives à la maîtrise des éruptions de puits		336 618 290
b)	Autres biens corporels		118 631 260
c)	Ajustement de la valeur résiduelle		
	i) Poids lourds de chantier et autres biens	-38 761 169	-38 761 169
	ii) Constructions modulaires	-8 939 457	-8 939 457
	Total	-47 700 626	407 548 924

a) Dépenses relatives à la maîtrise des éruptions de puits

275. La KOC a planifié la remise en état de ses installations avant la libération du Koweït. Son programme de remise en état comportait trois phases : Al Awda, Al Tameer et la phase III. La phase Al Awda visait principalement à maîtriser les éruptions de puits, à faciliter l'accès des pompiers aux puits et à éliminer les munitions. Le dernier des puits en flamme a été obturé en novembre 1991. Cette phase avait également pour objectif de restaurer la production le plus vite possible à un niveau suffisant pour satisfaire les besoins intérieurs du Koweït en pétrole et ne plus avoir à en importer de l'étranger.

276. La KOC a soumis à la Commission une demande distincte d'indemnisation de US$ 959 715 662 au titre des dépenses occasionnées par ses activités de maîtrise des éruptions de puits (il s'agit de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits mentionnée au paragraphe 82 ci-dessus). Dans son rapport sur cette demande, le Comité a recommandé d'indemniser la KOC à hauteur de US$ 610 048 547 mais a déclaré qu'une somme de US$ 337 612 725 sur le montant réclamé devrait être examinée dans le cadre d'autres catégories de

réclamation de la KOC. À la suite de quoi, la société a modifié sa présente réclamation concernant les biens corporels pour tenir compte de la recommandation du Comité touchant la répartition des éléments de perte. La plus grosse partie du montant reporté apparaît dans la présente réclamation en tant que dépenses d'équipement, fret et "Divers/honoraires de consultants" pour un montant de US$ 336 618 290. Le reste de la somme reportée (US$ 994 435) a été qualifié de dépenses directement liées à une autre réclamation de la KOC, la réclamation relative à la neutralisation des munitions non explosées et aux dommages à l'environnement, et sera dès lors examiné par la Commission dans ce contexte.

277. Dans le rapport sur la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits, le Comité a jugé que la demande d'indemnisation au titre des dépenses d'équipement était sujette à modification pour tenir compte de la valeur résiduelle des actifs corporels utilisés durant les opérations de maîtrise des éruptions de puits et d'autres projets de remise en état et que la société continue depuis à utiliser. Cet élément de perte a été modifié pour tenir compte de ce facteur. En raison de la situation qui régnait au Koweït immédiatement après la libération, les dossiers du requérant ne lui permettent pas de préciser la phase du projet de reconstruction à laquelle il conviendrait d'imputer le coût d'un bien corporel donné. Par conséquent, les modifications examinées à la rubrique "ajustement de la valeur résiduelle" (voir les paragraphes 289 à 292 ci-dessous) concernent à la fois les biens pour lesquels une indemnisation était demandée au titre de la maîtrise des éruptions de puits et ceux faisant l'objet de la réclamation relative aux "autres biens corporels" (voir les paragraphes 281 à 288 ci-dessous). Les ajustements étant examinés ailleurs, le Comité a évalué et vérifié les dépenses au titre de cet élément de perte strictement en chiffres bruts.

278. La KOC a reporté la totalité de ses dépenses de la rubrique "Divers/honoraires de consultants" sur la réclamation relative aux biens corporels. Dans le rapport sur la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits, le Comité avait recommandé que ces dépenses soient réparties entre la présente réclamation relative aux biens corporels et celle relative à la neutralisation des munitions non explosées et aux dommages à l'environnement. Après avoir examiné les pièces soumises pour justifier la présente réclamation, le Comité constate toutefois que la KOC a apporté la preuve que ces dépenses concernaient pour l'essentiel ses biens corporels, moins de 1 % d'entre elles relevant d'autres réclamations. Pour cette raison, le Comité estime que les dépenses indiquées au titre de la rubrique "Divers/honoraires de consultants" relèvent bien de la présente réclamation.

279. La KOC fournit des justificatifs concernant les préparatifs et l'exécution d'Al Awda dans un certain nombre de déclarations sous serment qui avaient été soumises à l'appui de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits. En outre, la société communique des contrats avec Bechtel qui définissent le champ des responsabilités de cette dernière société. À ce propos, le Comité a examiné les justificatifs des dépenses engagées au titre de cet élément de perte en utilisant les mêmes procédures de vérification que pour la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits.

280. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés, le Comité constate que l'indemnité demandée dans le cadre de la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits a bien été reportée selon ses instructions et il considère que le montant réclamé est justifié. Le Comité déclare donc que les dépenses de la KOC au titre de son programme de maîtrise des éruptions de puits Al Awda s'élèvent à US$ 336 618 290.

b) Autres biens corporels

281. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 118 631 260 au titre des coûts de remplacement de ses autres biens corporels.

282. L'Iraq soutient que la KOC n'a pas essayé d'établir si les actifs étaient véritablement endommagés ni qui était réellement responsable des dommages et des pertes. L'Iraq fait également valoir que la KOC n'a pas soumis les inventaires correspondants et que des informations concernant les différents biens (numéro de commande, emplacement, renseignements relatifs à la réparation et état) sont erronées. L'Iraq estime par ailleurs qu'il n'est pas acceptable d'estimer des coûts de remplacement en se fondant sur des hypothèses.

283. Sur la base des éléments de preuve, le Comité constate que les biens répertoriés par la KOC dans sa réclamation relative aux autres biens corporels se trouvaient en sa possession le 2 août 1990 et ont été volés ou endommagés comme le soutient la société. Le Comité relève par ailleurs que cette perte résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

284. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 10 %, soit US$ 18 638 528, pour calculer l'amortissement des machines et de l'outillage. Le Comité constate toutefois, compte tenu des renseignements fournis par ses consultants, qu'un taux de 5 % est la norme appliquée dans le secteur pétrolier pour les machines et l'outillage en question. Il conclut donc qu'il y a lieu de déduire US$ 3 524 291 de la valeur résiduelle des machines et de l'outillage de la KOC pour la ramener à US$ 15 114 237.

285. La KOC se fonde sur une valeur résiduelle de 20 %, soit US$ 8 278 865, pour calculer l'amortissement de ses camions. Le Comité constate toutefois, compte tenu des renseignements fournis par ses consultants, qu'un taux de 10 % est la norme appliquée dans le secteur pour les camions en question. Il conclut donc qu'il y a lieu de déduire US$ 2 760 319 de la valeur résiduelle des camions de la KOC pour la ramener à US$ 5 518 546.

286. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 10 078 662 au titre des coûts de remplacement et de réparation de ses bâtiments de surface. De l'avis des consultants du Comité qui se fondaient sur la pratique en vigueur dans le secteur, la réclamation de la KOC au titre des bâtiments de surface devrait être fondée sur leur valeur assurée et non sur leur coût de remplacement. Le Comité a par conséquent conclu que la méthode adoptée par la KOC consistant à déduire des indemnités de dommage était acceptable si ces déductions s'appliquaient à la valeur assurée des bâtiments et non à leurs coûts de remplacement. Sur la base des factures produites par la KOC, le Comité estime que les dépenses de réparation des bâtiments de surface ont bien eu lieu

et étaient justifiées. Après ajustement sur la base de la valeur assurée des bâtiments de surface et déductions faites des indemnités pour dommage et du produit de la vente, le Comité déclare que les coûts de remplacement et de réparation des bâtiments de surface de la KOC devraient être réduits de US$ 450 014 pour s'établir à US$ 9 628 648.

287. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 73 405 656 au titre du coût de remplacement de ses stocks et pièces de rechange. Sur la base des éléments de preuve, le Comité estime justifiés les coûts de remplacement des stocks et des pièces de rechange de la KOC. Les pièces présentées justifient une valeur des stocks et des pièces de rechange de la KOC de US$ 61 556 868 et le Comité estime normale l'application par la KOC d'une hausse des prix de 6 % et d'une réduction des stocks de 2 %. Le Comité n'a toutefois apporté aucune correction au titre de rentrées non enregistrées de matériel avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ni de la passation par profits et pertes d'articles retrouvés par la suite, car il était impossible de vérifier ces allégations. Compte tenu des ajustements examinés ci-dessus, le Comité déclare que les coûts de remplacement des stocks et des pièces de rechange de la KOC devraient être réduits d'un montant de US$ 12 210 455 pour être ramenés à US$ 61 195 210.

288. Le Comité conclut par conséquent que le montant total des coûts de remplacement de la KOC au titre de ses autres biens corporels devrait être réduit d'un montant global de US$ 18 945 079 et ramené à US$ 99 686 181.

c) Valeurs résiduelles

289. Il s'agit des valeurs résiduelles des éléments d'actif acquis par la KOC dans le cadre du programme de maîtrise des éruptions de puits et des phases de reconstruction qui ont suivi, dénommés par la KOC, respectivement, Al Awda et Al Tameer. Les dépenses d'équipement correspondant à ces éléments d'actif étaient indiquées dans le rapport sur la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits. Conformément aux instructions du Comité, la KOC a déduit de la présente réclamation les valeurs résiduelles des éléments d'actif dont elle demeurait propriétaire après l'achèvement de ces projets puisqu'elle était en mesure de les vendre. La KOC a également acquis des immobilisations après la période considérée dans le rapport sur la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits et elle a procédé à d'autres déductions pour tenir compte de leur valeur résiduelle.

i) Poids lourds de chantier et autres biens

290. La KOC propose de déduire de sa réclamation un montant global de US$ 38 761 169 au titre de la valeur résiduelle de ses poids lourds de chantier et autres biens. Le Comité reconnaît que le coût des éléments d'actif et les déductions opérées au titre des biens obtenus en remplacement direct de ceux que la KOC avait perdus sont justifiés. La société a appliqué un facteur de marché composite de 38 % à tous les biens pour tenir compte des coûts de liquidation et de la situation dans laquelle elle se trouvait à l'époque. Le Comité juge que d'autres déductions devraient être faites pour tenir compte de l'emplacement et des quantités des biens. Il a donc retenu un nouveau facteur de 28 %. Compte tenu des ajustements examinés ci-dessus, le Comité estime qu'une somme de

US$ 60 295 152 devrait être déduite de la valeur résiduelle des poids lourds de chantier et autres biens de la KOC.

ii) Constructions modulaires

291. La KOC propose de déduire une somme de US$ 8 939 457 pour tenir compte de la valeur résiduelle de ses constructions modulaires. Après avoir examiné les dossiers et autres justificatifs présentés, le Comité constate que cette déduction était justifiée et retient par conséquent la déduction opérée par la KOC au titre de la valeur résiduelle de ses constructions modulaires, à savoir US$ 8 939 437.

292. En résumé, le Comité recommande de verser à la KOC une indemnité de US$ 367 069 862 au titre de sa réclamation relative aux dépenses de maîtrise des éruptions de puits et autres biens physiques, somme qui se décompose comme suit :

Tableau 23

Indemnité recommandée pour les dépenses de maîtrise des éruptions de puits et les autres biens corporels

Élément de perte/ajustement	Montant réclamé et ajustement (US$)	Correction apportée par le Comité au montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a) Dépenses de maîtrise des éruptions de puits	336 618 290	0	336 618 290
b) Autres biens corporels	118 631 260	-18 945 079	99 686 181
c) Ajustement de la valeur résiduelle			
i) Poids lourds de chantier et autres biens	-38 761 169	-21 533 983	-60 295 152
ii) Constructions modulaires	-8 939 457	0	-8 939 457
Total	407 548 924	-40 479 062	367 069 862

8. Frais postérieurs à l'obturation des têtes de puits - Al Tameer

293. La KOC demande à être indemnisée à hauteur de US$ 202 161 869 pour les dépenses encourues dans le cadre de son programme postérieur à l'obturation des têtes de puits, Al Tameer. Lorsque le projet Al Awda a été terminé en

novembre 1991, il est devenu le projet Al Tameer. Le projet Al Tameer portait essentiellement sur la reconstruction des réseaux opérationnels de la KOC afin de retrouver les niveaux de production d'avant l'invasion. Il a fallu pour cela reconditionner les puits existants, en forer de nouveaux, réparer et remettre en état les centres de collecte endommagés, les stations de dessalage et de recompression du gaz ainsi que des bâtiments et des équipements collectifs sur les champs pétrolifères et reconstruire la cité Ahmadi et les réseaux pétroliers. En mars 1993, les travaux consécutifs à l'obturation de 779 puits étaient achevés. Le projet Al Tameer a pris fin en juin 1993.

294. Dans une déclaration sous serment, la KOC fournit une description détaillée des travaux effectués dans le cadre du projet Al Tameer. Elle communique également une évaluation par ses experts-conseils des frais encourus après l'obturation des puits sur la base des chiffres figurant dans le grand livre de la KOC, des états récapitulatifs de prix de revient et de la comptabilité des coûts de reconditionnement des puits. Les frais encourus après l'obturation des puits avaient des numéros de compte spécifiques dans le grand livre et des numéros de coût de revient qui ont été indiqués dans la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits. Les dépenses de reconditionnement des puits encourues par la KOC après leur obturation ont été enregistrées par la société dans sa comptabilité industrielle par commande ou par lot qui attribuait un numéro de poste unique à chaque puits reconditionné.

295. Les experts-conseils de la KOC ont déterminé les frais encourus après l'obturation des puits en examinant les documents relatifs au grand livre général de la KOC et les numéros de commande pour vérifier que les dépenses étaient correctement imputées. La KOC a proposé également des ajustements pour tenir compte des doubles comptabilisations et d'un différend contractuel. Sur la base de cet examen, la KOC a déduit un montant de US$ 25 654 763, faisant partie selon elle des dépenses de maîtrise des éruptions de puits, du montant total de US$ 58 757 992 des dépenses qu'elle a encourues au titre de cet élément de perte, pour aboutir à une réclamation de US$ 33 103 229 au titre des frais encourus après l'obturation des puits.

296. Les experts-conseils de la KOC ont déterminé les coûts de reconditionnement des puits en comparant les chiffres figurant dans la comptabilité industrielle par commande ou par lot avec ceux du rapport de sondage de la KOC qui contient, pour chaque puits, des données sur les dépenses de reconditionnement engagées au titre des opérations postérieures à son obturation. Les experts-conseils de la KOC ont déduit de ces dépenses les rémunérations des salariés de la société pour obtenir la somme de US$ 169 058 640.

297. Sur la base de leur analyse et des autres justificatifs présentés, le Comité juge acceptable la méthode utilisée par les experts-conseils de la KOC pour établir la réclamation et les déductions opérées. Il considère par ailleurs qu'il n'y a pas lieu d'opérer de déduction à titre de plus-value ou d'amortissement dans la mesure où ces dépenses avaient trait à des travaux temporaires et n'ont donc pas prolongé la durée de vie des biens existants. Le Comité déclare par conséquent que les dépenses encourues par la KOC au titre du projet Al Tameer s'élèvent à US$ 202 161 869.

298. En résumé, le Comité recommande de verser à la KOC une indemnité de US$ 202 161 869 au titre de sa réclamation concernant le programme postérieur à l'obturation des puits, dénommé projet Al Tameer.

9. Phase III

299. La KOC demande à être indemnisée de US$ 54 904 490 au titre des frais de remise en état dans le cadre de son programme de la phase III. La phase III était un programme de remise en état qui a débuté en juillet 1993. Le programme doit se poursuivre jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état par la KOC. Au cours de cette phase, ces travaux ont cessé de revêtir un caractère d'urgence. La KOC demande le remboursement des frais de gestion correspondants encourus depuis l'achèvement du projet Al Tameer, majorés des dépenses futures connexes pour mener à bien la remise en état.

300. Dans une déclaration sous serment, la KOC fournit une description des travaux de gestion du projet réalisés au cours de la phase III par un autre cabinet de consultants, Ralph M. Parsons ("Parsons"), qui a succédé à la société Bechtel en juin 1993. La KOC communique également une autre contribution de ses experts-conseils montrant que Parsons était également responsable de la gestion des travaux de remise en état jusqu'en octobre 1996. La KOC s'appuie par ailleurs sur cette évaluation pour justifier ses frais. Elle fournit en outre une copie de son contrat avec Parsons qui définit les attributions de ce dernier.

301. Les experts-conseils de la KOC ont analysé les frais versés à Parsons depuis le début du contrat en octobre 1993 jusqu'en juillet 1994, date à laquelle a été évaluée la perte des biens corporels. Ces coûts ont ensuite été projetés à la fin du contrat en 1996. Les experts-conseils ont opéré une déduction de 10 % sur le montant total pour tenir compte des travaux de Parsons qui pouvaient être sans rapport avec les projets de remise en état durant l'exécution du contrat, ramenant ainsi le coût estimatif total de US$ 61 004 988 à US$ 54 904 490.

302. Sur la base des pièces justificatives fournies, le Comité conclut qu'il était indispensable que la KOC recourt aux services de Parsons pour achever les travaux de remise en état vu la faiblesse de ses capacités internes en matière de gestion de projet. Le Comité a comparé les honoraires de Parsons au montant estimatif global des futurs travaux qui restaient à exécuter en 1984, à savoir US$ 529 575 596 selon les experts-conseils de la KOC. Sur la base de cette comparaison, le Comité juge justifiés les honoraires de Parsons qui représentaient 12 % du montant estimatif global des futurs travaux de la KOC. Le Comité a également estimé qu'une déduction de 10 % des frais au titre de travaux sans rapport avec la remise en état était justifiée. Le Comité conclut que les dépenses de la KOC au titre de la phase III s'élèvent à US$ 54 904 490.

303. Pour récapituler, le Comité recommande de verser à la KOC une indemnité de US$ 54 904 490 au titre des dépenses de remise en état liées à son programme de la phase III.

10. Reconstruction de la route de Magwa/remplacement de l'oléoduc No 5

304. La KOC demande à être indemnisée d'un montant de US$ 932 070 pour les dommages qu'aurait subis un tronçon de route de 10 km, la route de Magwa, qui relie le nord de la cité Ahmadi à un réseau routier public.

305. La KOC demande également à être indemnisée à hauteur de US$ 1 630 031 d'une partie des dépenses entraînées par le remplacement d'une conduite de transit entre deux collecteurs, dénommée l'oléoduc No 5.

306. La KOC a soumis les réclamations relatives à la route de Magwa et au remplacement de l'oléoduc No 5 six mois après le début de la période d'examen qui devait durer une année. Compte tenu de la nature de ces réclamations et des circonstances dans lesquelles elles ont été soumises, le Comité estime que leur examen et vérification n'étaient pas possibles si l'on voulait que la procédure relative aux réclamations soit complètement achevée dans les délais impartis. Le Comité juge qu'examiner ces réclamations à une étape aussi tardive perturberait et compromettrait sa procédure d'examen qui doit durer une année. En conséquence, le Comité déclare que les réclamations de la KOC au titre de la route de Magwa et du remplacement de l'oléoduc No 5 n'ont pas été déposées en temps voulu et qu'il ne les examinera pas en complément de la réclamation de la KOC.

307. En résumé, le Comité recommande de ne verser aucune indemnité au titre des éléments de perte "Reconstruction de la route de Magwa et remplacement de l'oléoduc No 5".

11. Résumé de la recommandation

308. Le Comité recommande d'accorder à la KOC une indemnité totale de US$ 2 216 550 792 se décomposant comme suit :

Tableau 24

Récapitulation - Indemnisation recommandée de la Kuwait Oil Company

	Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
1.	Gisements de pétrole :		
	a) du sud-est	829 245 481	781 560 833
	b) de l'ouest	190 643 380	165 227 583
	c) du nord	359 789 088	318 162 942
	d) de Wafra	52 854 617	40 038 401
2.	Cité Ahmadi	23 574 096	17 356 118

	Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
3.	Parcs à réservoirs nord et sud	148 029 763	140 127 838
4.	Installations maritimes	97 295 889	80 865 432
5.	Ras Al Zoor - installations gazières	77 634 000	47 565 185
6.	Projets en construction/ à l'étude	66 652 479	1 510 239
7.	Maîtrise des éruptions de puits - Al Awda et autres biens corporels	407 548 924	367 069 862
8.	Frais postérieurs à l'obturation des têtes de puits - Al Tameer	202 161 869	202 161 869
9.	Phase III	54 904 490	54 904 490
10.	Reconstruction de la route de Magwa/	932 070	0
	remplacement de l'oléoduc No 5	1 630 031	0
	Total	2 512 896 177	2 216 550 792

VI. RÉCLAMATION DE LA KUWAIT PETROLEUM CORPORATION (RÉCLAMATION No 4003198)

A. Nature de la réclamation

1. Faits et assertions

309. La Kuwait Petroleum Corporation ("KPC"), détenue par l'État du Koweït (le "Koweït"), coiffe en tant que société holding toutes les entreprises koweïtiennes du secteur du pétrole et de la pétrochimie opérant tant au Koweït qu'à l'étranger. En outre, elle commercialise et vend du brut et des produits pétroliers. La KPC opère principalement par l'intermédiaire de deux filiales détenues à 100 %, la Kuwait Oil Company ("KOC") et la Kuwait National Petroleum Corporation ("KNPC"). La structure de l'industrie pétrolière koweïtienne et le rôle qu'y jouent la KPC, la KOC et la KNPC sont décrits plus en détail aux paragraphes 77 et 78 ci-dessus. La KPC paie au Ministère koweïtien du pétrole le brut et les produits pétroliers obtenus par la KOC et la KNPC, et se charge ensuite de les commercialiser et de les vendre. La propriété du pétrole brut du Koweït lui est cédée par le biais d'une transaction. Elle verse un prix de

cession interne convenu avec le Ministère du pétrole, censé correspondre au niveau du marché international et tenant compte des coûts de production, de transport et d'exportation. La KPC conserve les bénéfices réalisés sur le produit des ventes. Sa demande d'indemnisation est présentée en tant que réclamation de la catégorie "E" (sociétés), le requérant agissant en qualité d'entreprise du secteur public et non en tant qu'État, comme on l'a vu au paragraphe 99 ci-dessus.

310. La KPC affirme qu'à compter du 2 août 1990 l'Iraq a pris le contrôle de ses installations pétrolières et a empêché les Koweïtiens d'y accéder. Elle fait valoir que des stocks de pétrole brut détenus dans les locaux de la KOC, ainsi que des stocks de brut et de produits raffinés dans ceux de la KNPC, ont diminué et disparu pendant l'occupation. Elle déclare également qu'une partie d'un chargement de soufre qu'elle avait vendu à des acheteurs marocains a été saisie par l'armée iraquienne au cours de l'invasion. La KPC signale en outre que le siège de la société, les logements du personnel et des installations connexes se trouvant dans la ville de Koweït ont été endommagés et pillés par les forces iraquiennes pendant l'occupation.

311. La KPC demande à être indemnisée de US$ 124 396 824 pour la disparition de ses stocks de pétrole et de produits pétroliers, la perte du chargement de soufre et les dommages subis par ses bureaux et installations connexes.

2. Demande d'indemnisation présentée

312. La demande d'indemnisation de la KPC comprend quatre éléments, comme le montre le tableau ci-dessous. Les montants indiqués ont été convertis en dollars des États-Unis. Des précisions sur les divers éléments de perte sont présentées dans les sections qui suivent.

Tableau 25

Montants réclamés par la Kuwait Petroleum Corporation

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
1. Stocks détenus dans les locaux de la KOC	71 200 000
2. Stocks détenus dans les locaux de la KNPC	51 924 000
3. Contrat relatif au chargement de soufre	584 824
4. Biens de capital fixe	688 000
Total	124 396 824

a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation

313. Les pertes de la KPC sont attestées par des documents datant de la même époque, tels que des comptes des quantités de pétrole, des sorties sur

imprimantes indiquant le volume des stocks mesurés, des états financiers, des contrats et de la correspondance. À l'appui de ses assertions selon lesquelles les forces iraquiennes seraient responsables de ces pertes, la KPC a soumis de nombreuses déclarations faites sous serment. Les pièces justificatives présentées comprennent également des rapports établis par les consultants de la KPC, qui fournissent des informations concernant les installations de la société, des évaluations et une quantification des pertes subies par le requérant.

b) Réponse de l'Iraq

314. Selon l'Iraq, aucune preuve tangible et directe de sa responsabilité et de la perte invoquée par la KPC n'a été produite.

315. L'Iraq affirme également que la KPC n'a pas perdu de stocks vu que, pendant la période considérée, l'Iraq et le Koweït exploitaient conjointement les installations pétrolières du Koweït dans le cadre d'une coopération technique. Compte tenu du caractère ininterrompu des opérations, la valeur des stocks de la KPC variait sans cesse.

316. Se fondant sur les éléments disponibles, le Comité constate que la KPC a effectivement subi la perte invoquée et que celle-ci résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq.

317. Ainsi qu'il ressort des pièces justificatives présentées, le Comité considère que les forces iraquiennes ont dépossédé le Koweït, la KPC et les filiales de cette société des gisements de pétrole ainsi que des installations pétrolières, qui n'étaient donc pas "exploitées conjointement" par l'Iraq et le Koweït. Le Comité a déjà examiné la question de la responsabilité de l'Iraq (voir par. 18 à 22 et 113 ci-dessus). Il constate en conséquence que l'Iraq est responsable des fluctuations éventuelles survenues dans le niveau des stocks après que la partie iraquienne eut pris possession des installations de la KPC et que l'Iraq est donc tenu de dédommager la KPC pour autant qu'elle puisse démontrer que le niveau de ses stocks a diminué au cours de la période considérée.

B. Analyse de la réclamation

1. Stocks détenus dans les locaux de la KOC

318. La KPC demande à être indemnisée de US$ 71 200 000 pour la perte de ses stocks de pétrole dans les locaux de la KOC.

319. Dans une déclaration faite sous serment au sujet de cet élément de perte, la KPC décrit comment les stocks de brut sont mesurés et enregistrés dans les locaux de la KOC. Chaque fois que du brut est extrait d'un réservoir pour être transporté vers une raffinerie ou vers le terminal d'exportation, des mesures sont effectuées à l'aide d'un appareil étalonné installé sur la paroi du réservoir en vue de déterminer le volume de brut déplacé. Ces mesures sont vérifiées depuis la salle de commande du parc à réservoirs. En cas d'exportation de brut, les stocks sont également mesurés par "sondage", autrement dit en insérant physiquement une jauge manuelle par un trou de sonde

dans le réservoir pour mesurer le volume du pétrole. Les chiffres obtenus sont ensuite consignés sur les tableaux relatifs aux comptes des opérations pétrolières de la KOC, établis par la Division de comptabilité du pétrole et du gaz et publiés chaque mois. Ces documents indiquent le volume des stocks se trouvant dans les réservoirs et les oléoducs.

320. La KPC fournit les livres de comptabilité du brut de la KOC comme preuve du volume de pétrole se trouvant dans les locaux de cette société. La KOC y consigne les quantités de brut détenu dans les parcs à réservoirs et les oléoducs jusqu'au point auquel la propriété en est transférée à la KPC, soit à la raffinerie, soit au terminal d'exportation.

321. La KPC se fonde sur une évaluation de la valeur de ses stocks établie par des consultants sur la base des cours du pétrole à la date de la perte. Des documents pertinents relatifs aux prix du pétrole ont été présentés en tant que pièces justificatives.

322. L'indemnisation demandée par la KPC pour les stocks perdus dans les locaux de la KOC comprend un montant de US$ 67 620 000, correspondant au pétrole qui se trouvait dans les réservoirs de la KOC, et un montant de US$ 3 580 000 correspondant aux quantités qui se trouvaient dans les conduites d'hydrocarbures de l'entreprise. À l'appui de cette partie de la réclamation, la KPC a communiqué un rapport établi par ses comptables. Il récapitule les renseignements fournis par la KPC et estime à 4 942 000 barils les quantités de brut disparu des parcs à réservoirs nord et sud de la KOC, ainsi que des réservoirs de Wafra. Les comptables de la KPC ont estimé, selon la même méthode, que la société avait perdu 271 000 barils de pétrole dans les oléoducs.

323. La KPC évalue le brut perdu en fonction de prix estimatifs calculés par ses consultants. Ces prix sont fondés sur le produit des ventes antérieures de la KPC dans les six mois précédant le 30 juin 1990 et varient de US$ 10 à US$ 13,78 par baril selon la qualité du pétrole. Le Comité constate que les prix retenus pour évaluer le pétrole disparu des réservoirs et des conduites semblent raisonnables et cadrent avec les justificatifs des ventes antérieures de la KPC.

324. Le requérant n'ayant pas présenté de preuves directes de la perte de ses stocks, il a été difficile, au départ, de vérifier la demande d'indemnisation déposée à ce titre. Comme on l'a vu, la KPC s'en remet principalement aux rapports établis par ses comptables. Or au cours de l'enquête effectuée au sujet de la réclamation, ces derniers ont révélé qu'ils n'avaient pas vérifié certains chiffres de manière indépendante et avaient utilisé les données communiquées sous forme résumée par la KPC. Le Comité a donc chargé le secrétariat et ses experts de procéder à une vérification indépendante de la demande d'indemnisation relative aux stocks en se fondant sur des preuves directes telles que les registres de mesure des quantités établis à l'époque du préjudice. Sur la base de cette enquête, les experts du Comité sont parvenus à la conclusion que la demande d'indemnisation portant sur la perte de stocks dans les locaux de la KOC présentait certaines inexactitudes.

325. Premièrement, les comptables de la KPC ont calculé le montant à réclamer au titre de la perte en se fondant sur la différence entre les stocks se trouvant dans les réservoirs au 31 juillet 1990 et les quantités qui s'y trouvaient au 31

mai 1991, date à laquelle il a été pour la première fois possible de mesurer les stocks après la libération. Or les stocks avaient en fait également été mesurés le 2 août 1990 à 5 h 30, juste avant l'invasion. Les relevés correspondants montrent que de nouvelles variations des quantités de pétrole contenues dans les réservoirs en question sont intervenues après les mesures effectuées le 31 juillet. En définitive, le volume de pétrole se trouvant dans les réservoirs au 2 août représentait 162 000 barils de moins que le volume présent au 31 juillet. Le Comité considère que l'indemnisation demandée devrait être réduite du montant correspondant à ces 162 000 barils, soit US$ 2 232 360.

326. Deuxièmement, comme dans le cas des réservoirs, les conduites d'hydrocarbures doivent contenir en permanence une quantité minimale de pétrole pour permettre un écoulement à travers les canalisations. La demande d'indemnisation portant sur ces quantités de "remplissage", autrement dit le pétrole contenu dans les oléoducs, n'est pas étayée par des preuves directes. Les comptables de la KPC ont formulé leur opinion en la matière en se fondant sur les renseignements que la société leur avait communiqués sous forme résumée. Ils font état d'une "évaluation" du volume de remplissage : or aucune évaluation de ce type n'apparaît dans leurs documents de travail, ni dans les registres de la KPC ou de la KOC. Par ailleurs, au cours du processus de vérification, la KPC n'a pas été en mesure de présenter des documents prouvant la disparition de ce volume de remplissage. Le Comité a chargé ses experts de s'efforcer de vérifier la matérialité de la perte en mesurant les dommages subis par les oléoducs, ce qui aurait permis de calculer la quantité de pétrole perdu dans les conduites endommagées. Là encore, la KPC n'a pas pu apporter de preuve démontrant que les oléoducs étaient suffisamment endommagés pour que le volume de remplissage puisse disparaître. Vu que les pièces justificatives présentées à l'appui de cette partie de la réclamation ne sont pas suffisantes pour établir le préjudice invoqué, le Comité estime que l'indemnisation demandée au titre de la perte des stocks devrait être réduite du montant de US$ 3 580 000 réclamé pour les quantités de pétrole contenues dans les conduites.

327. Se fondant sur les constatations ci-dessus, le Comité a calculé qu'il fallait retrancher US$ 5 812 360 du montant de l'indemnité demandée pour la perte de stocks dans les locaux de la KOC.

328. Le Comité constate donc que la demande d'indemnisation de la KOC concernant les stocks perdus dans les locaux de la KOC s'avère justifiée à hauteur de US$ 65 387 640 et recommande d'accorder une indemnité de ce montant.

2. Stocks détenus dans les locaux de la KNPC

329. La KPC demande à être indemnisée de US$ 51 924 000 pour la perte de son stock de pétrole et de produits pétroliers dans les locaux de la KNPC. Elle affirme que 1 300 tonnes de brut et 222 600 tonnes de produits raffinés lui appartenant ont disparu des locaux de la KNPC pendant l'occupation.

330. La KPC a présenté des déclarations sous serment précisant les procédures appliquées pour mesurer les stocks de pétrole brut dans chacune des raffineries de la KNPC :

a) Raffinerie de Mina Al-Ahmadi : Un état informatisé des stocks est établi chaque jour à partir des relevés effectués le matin à 7 heures à l'aide d'un système de visualisation disposé dans la salle d'ordinateurs, qui fait apparaître les jauges des appareils de mesure installés sur la paroi de chaque réservoir. La raffinerie publie chaque mois un rapport de comptabilité pétrolière où sont présentés des renseignements provenant de diverses sources, y compris de sondages manuels des citernes fixes et des fiches d'enregistrement des mouvements. Le dernier état informatisé journalier des stocks établi avant l'invasion indique les quantités mesurées le 2 août 1990 à 7 heures. Après la libération du Koweït, il a été procédé à un inventaire physique des stocks qui a fait l'objet d'un relevé informatique daté du 26 février 1991.

b) Raffinerie de Mina Abdulla : Les appareils de mesure installés sur tous les réservoirs de brut et de produits pétroliers sont consultés chaque jour à 6 heures et les réservoirs sont également mesurés avant et après tout transfert. Ces mesures sont consignées chaque jour sur un état informatisé. Le dernier qui ait été établi avant l'invasion, à la date du 1er août 1990, contient des renseignements sur les stocks se trouvant dans les réservoirs ce jour-là à 6 heures. Il a ensuite été mis à jour et reporté au 2 août 1990 à 6 heures, compte tenu des renseignements dont la KNPC disposait au sujet des volumes de production et des transferts connus effectués à la raffinerie à cette date. Après la libération du Koweït, il a été procédé à un inventaire physique des stocks, qui a fait l'objet d'un relevé daté du 1er avril 1991.

c) Raffinerie de Shuaiba : Avant l'invasion, des relevés étaient effectués tous les jours à 5 heures pour chaque réservoir de brut et de produits pétroliers, à l'aide de renseignements recueillis depuis la salle de commande et provenant des jauges installées sur la paroi des citernes. Ces renseignements étaient ensuite présentés sous la forme d'un inventaire journalier des réservoirs. Des relevés manuels des jauges étaient réalisés chaque mois pour vérifier la concordance des mesures et lorsque des produits étaient livrés à un navire ou à une autre raffinerie. Le dernier inventaire connu des réservoirs avant l'invasion est daté du 1er août 1990 : y sont consignées les mesures effectuées les 31 juillet et 1er août 1990 à 5 heures. Après la libération du Koweït, il a été procédé à un inventaire physique des stocks qui a fait l'objet d'un relevé daté du 28 février 1991.

331. Comme preuve du préjudice invoqué la KPC produit des copies de relevés des stocks. Elle déclare que les relevés de la KNPC font apparaître la diminution du volume de brut et de produits pétroliers imputable à l'invasion. Les quantités de brut se trouvant dans les raffineries de la KNPC sont passées de 133 200 tonnes à 131 900 et le volume des produits raffinés de 2 828 600 tonnes à 2 606 000.

332. La KPC s'en remet à une estimation de la valeur de ses stocks effectuée par ses consultants d'après les cours du pétrole au moment de la perte. Des documents pertinents sur les prix du pétrole sont communiqués en tant que pièces justificatives.

333. L'indemnisation demandée par la KPC pour la perte de stocks dans les locaux de la KNPC comprend des montants correspondant à la valeur du brut et des produits pétroliers qui auraient disparu de réservoirs de stockage situés dans

les raffineries de Mina Al-Ahmadi (US$ 28 518 000) et de Shuaiba (US$ 25 915 000). Elle précise également que des quantités supplémentaires de produits pétroliers raffinés ont été collectées à la raffinerie de Mina Abdulla après le 2 août 1990, mais avant la cessation des opérations. La KPC a déduit du montant réclamé la valeur de ces adjonctions aux stocks de Mina Abdulla (US$ 2 509 000).

334. À l'appui de sa réclamation, la KPC a présenté un rapport établi par ses comptables. Elle a en outre laissé la Commission consulter les registres détaillés des stocks provenant de chacune des raffineries. Après examen, le Comité constate que la KPC a correctement consigné le volume des stocks se trouvant dans les raffineries et que les montants réclamés sont attestés par les pièces justificatives fournies. Il considère donc que les montants indiqués par la KPC concernant les stocks perdus dans les raffineries de la KNPC sont exacts.

335. Comme on l'a vu au paragraphe 322 ci-dessus, les estimations des prix retenues par la KPC semblent raisonnables et sont étayées par les informations disponibles relatives aux prix pratiqués lors de ventes antérieures de la KPC.

336. Le Comité recommande d'accorder à la KPC une indemnité de US$ 51 924 000 au titre de la perte de stocks dans les locaux de la KNPC.

337. En résumé, le Comité constate que l'indemnisation demandée par la KPC pour les stocks de pétrole et de produits pétroliers disparus des locaux de la KPC et de la KNPC doit être ramenée de US$ 123 124 000 à US$ 117 311 640.

338. L'Iraq affirme cependant que le remboursement de la prime d'assurance dont la KPC a bénéficié pour les stocks de pétrole fait planer un doute sur la réclamation et n'a pas été pris en considération dans la réduction du montant réclamé. Se fondant sur les éléments disponibles, le Comité constate que le remboursement des primes d'assurance reçu par la KPC correspond à la couverture de ses immobilisations et autres actifs pour la période du 2 août au 30 novembre 1990, soit un montant de KD 1 049 279,993 ou US$ 3 630 727[13]. Le Comité juge nécessaire de déduire ce montant de l'indemnité réclamée par la KPC, en tant qu'économie que le requérant a réalisée sur ses biens de capital et ses autres actifs. Il estime donc que l'indemnisation demandée par la KPC doit être réduite de ce montant et ramenée à US$ 113 680 913, somme qu'il recommande d'attribuer au requérant à titre d'indemnité pour la perte de ses stocks pétroliers dans les locaux de la KPC et de la KNPC.

3. Contrat relatif au chargement de soufre

339. La KPC demande une indemnisation de US$ 584 824 pour la perte d'un chargement de soufre durant l'occupation. Elle affirme qu'un navire, le Sea Music II, se trouvait à quai à la raffinerie de Shuaiba le 2 août 1990 alors que la cargaison avait été partiellement mise à bord. Le soufre avait été vendu à une entreprise marocaine et était en cours de chargement en vue de sa livraison. Après la libération du Koweït, la KPC a constaté que le navire et le chargement de soufre avaient disparu au cours de l'occupation. Elle affirme que le soufre chargé sur le navire a été saisi par les forces iraquiennes. L'entreprise marocaine, Maroc-Phosphore, avait établi une lettre de crédit correspondant à la valeur intégrale du chargement de soufre susmentionné. La

lettre de crédit est payable sur présentation de la facture commerciale de la KPC et d'un jeu complet de documents d'expédition originaux. La KPC déclare que, les documents d'expédition n'ayant pas été établis, ils n'ont pu être présentés. De ce fait, aucun règlement n'a été effectué. Le 31 décembre 1991, la KPC a adressé à Maroc-Phosphore une facture de US$ 584 824 correspondant aux 7 132 tonnes de soufre chargées sur le Sea Music II, au prix de US$ 82 par tonne. Maroc-Phosphore a renvoyé cette facture, non acquittée, à la KPC le 31 janvier 1992, en invoquant un cas de force majeure conformément au contrat d'achat. La KPC demande à être indemnisée pour la perte du soufre en partie chargé sur le navire selon la quantité et la valeur indiquées ci-dessus.

340. La KPC produit comme preuves les contrats pertinents et les documents connexes ayant trait à cet élément de perte. Elle fournit une déclaration sous serment à l'appui de l'assertion selon laquelle le navire a été saisi par l'armée iraquienne après l'invasion, à une date non précisée, pour être ensuite amené avec son chargement à Umm Al Qasr en Iraq, où la cargaison a été déchargée. Aucun document d'expédition n'a été émis concernant le chargement de soufre qui avait été partiellement mis à bord. Les inspecteurs chargés de la visite conjointe au port de chargement au Koweït (SGS) n'ont pas délivré de certificat de quantité, le chargement étant incomplet. La KPC affirme que les registres relatifs à cette cargaison ont disparu pendant l'occupation iraquienne. Seuls les registres des mouvements conservés à la raffinerie de Mina Al-Ahmadi sont disponibles : ils montrent que les 7 132 tonnes de soufre avaient été chargées au moment de l'invasion. La KPC soutient que la valeur à attribuer au soufre perdu est le prix contractuel. Elle déclare s'être engagée par contrat à vendre 7 132 tonnes de soufre à raison de US$ 82 la tonne, soit US$ 584 824 au total.

341. L'Iraq affirme que la saisie du chargement de soufre par les forces iraquiennes n'est attestée par aucune preuve tangible, notamment des déclarations sous serment du personnel de la KOC ou de l'équipage du Sea Music II. De plus, l'estimation du volume du chargement avancée par la KPC ne repose à son avis sur aucun fondement : les capacités de chargement du port et les heures de manutention ne permettent pas de corroborer les affirmations de la KPC concernant la quantité de soufre chargée. Enfin, l'Iraq déclare que la KPC ne peut demander à être indemnisée pour la cargaison, la marchandise étant déjà la propriété de l'acheteur.

342. Le Comité estime qu'il y a des preuves suffisantes démontrant que le Sea Music II et son chargement partiel ont été confisqués par les forces iraquiennes pendant leur occupation du Koweït. Au vu des éléments disponibles, il constate également qu'un contrat a effectivement été conclu entre la KPC et l'acheteur marocain et que les pièces justificatives fournies suffisent à établir que les 7 132 tonnes de soufre avaient été chargées à bord du Sea Music II avant la confiscation du navire et que le prix convenu pour ce soufre était de US$ 82 la tonne. Les justificatifs présentés prouvent en outre que la KPC n'a pas réussi à se faire payer par l'acheteur, Maroc-Phosphore, car elle n'a pas pu présenter de documents d'expédition complets en raison de la confiscation du chargement par les forces iraquiennes.

343. Se fondant sur les éléments de preuve disponibles, le Comité constate que la KPC a dûment démontré que cette perte s'était produite et qu'elle résultait

de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il juge en outre correct de retenir le prix contractuel pour évaluer la perte d'un produit tel que le soufre lorsqu'une quantité donnée de ce produit a été collectée, consignée sur un contrat et vendue pour une certaine somme.

344. Le Comité estime donc que le dédommagement de US$ 584 824 demandé par la KOC au titre du contrat relatif au chargement de soufre est justifié et recommande d'accorder une indemnité correspondant à ce montant.

4. Biens de capital fixe

345. La KPC demande à être indemnisée de US$ 688 000 pour des pertes liées à des biens de capital fixe détenus au Koweït. Au 2 août 1990, les bureaux de la KPC occupaient quatre étages du complexe d'Al-Saliyah dans la ville de Koweït. Ces bureaux, équipés et meublés, accueillaient 600 personnes. La KPC était également propriétaire de 64 appartements meublés dans la même ville, où elle logeait ses employés. Elle affirme que ses biens ont été endommagés et saccagés par les forces iraquiennes.

346. La KPC fait état de pillages et de déprédations dans une déclaration sous serment. D'après celle-ci, il a été constaté le 6 mars 1991 que les bureaux de la société étaient sans électricité, des papiers éparpillés à terre et les locaux endommagés et dévastés. La moquette était pratiquement hors d'usage, certains rafraîchisseurs d'eau potable avaient été arrachés de la paroi et il y avait eu des inondations et des fuites d'eau. Des équipements de bureau tels que des ordinateurs, des photocopieuses, des imprimantes, des projecteurs et des machines à écrire avaient été volés. Des voitures faisant partie du parc automobile de la KPC, stationnées dans le garage de l'immeuble, avaient également disparu. Les logements du personnel avaient en outre été pillés et endommagés. Sur 64 appartements, 27 seulement étaient encore en état d'accueillir des occupants.

347. La KPC a détaillé cette partie de la demande d'indemnisation comme suit :

Tableau 26

Montants réclamés par la Kuwait Petroleum Corporation
(biens de capital fixe)

Élément de perte	Montant réclamé (KD)	Montant réclamé (US$)
Mobilier de bureau	76 000	261 440
Ordinateurs	42 000	144 480
Matériel de bureau	37 000	127 280
Téléphones	18 000	61 920
Mobilier et équipement des résidences	27 000	92 880
Total	200 000	688 000

348. Pour identifier les biens détruits, la KPC s'est fondée sur ce qu'il en restait dans ses bureaux après la libération ainsi que sur les clichés photographiques et autres témoignages de leur présence avant l'invasion. Elle recourt à ce moyen parce que les registres et documents administratifs sur lesquels étaient consignés les équipements de bureau ont été endommagés ou détruits lors du pillage décrit ci-dessus. La KPC a évalué la proportion d'actifs présents au 2 août 1990 qui ont été saccagés au cours de l'occupation. Elle s'en remet au rapport de ses comptables pour la quantification du préjudice invoqué. Ceux-ci ont utilisé les livres de comptabilité pour déterminer la valeur comptable nette de chacun des actifs. Leur total correspond au montant réclamé, soit US$ 688 000.

349. L'Iraq fait valoir que sa responsabilité dans la perte et la détérioration des biens de capital fixe de la KPC n'est attestée par aucune preuve directe. Il affirme également que la KPC n'a pas fourni de preuve documentaire démontrant l'existence des actifs en question. L'Iraq juge en outre le montant réclamé exagéré, en faisant observer que la KPC a remplacé les biens perdus ou endommagés à un prix inférieur à leur coût d'origine.

350. Au vu des pièces présentées, le Comité estime que la KPC a dûment démontré que les biens de capital fixe faisant l'objet de cette partie de la réclamation ont été effectivement perdus en raison de l'invasion et de l'occupation. Il constate que la méthode appliquée en l'occurrence par la KPC constitue un moyen acceptable pour déterminer le préjudice en question, les registres originaux ayant été détruits par l'Iraq. Le Comité est conforté dans cette opinion par l'avis émis par ses experts, selon lesquels le nombre d'actifs perdus par la KPC dans ses bureaux est en fait nettement supérieur au montant réclamé. Il juge en outre concevable que le coût de remplacement de ces actifs puisse être inférieur à leur coût d'origine en raison de la baisse des prix du marché des articles visés, tels que des ordinateurs. Par ailleurs, il est d'avis que la valeur comptable nette est un bon moyen d'évaluer des biens détruits comme ceux dont il est question dans cette partie de la réclamation.

351. Le Comité constate donc que le dédommagement de US$ 688 000 demandé par la KPC pour ses biens de capital fixe est justifié et recommande d'allouer une indemnité de ce montant.

5. Résumé des recommandations

352. Le Comité recommande d'accorder à la KPC une indemnité d'un montant total de US$ 114 953 737 ventilé comme suit :

Tableau 27

Indemnité recommandée pour la Kuwait Petroleum Corporation

Élément de perte (Correction apportée par le Comité)	Montant réclamé (US$)	Correction apportée par le Comité aux montant indiqué par le requérant (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
Stocks détenus dans les locaux de la KOC	71 200 000	-5 812 360	65 387 640
Stocks détenus dans les locaux de la KNPC	51 924 000	0	51 924 000
(Remboursement des primes d'assurance)		-3 630 727	-3 630 727
Contrat relatif au chargement de soufre	584 824	0	584 824
Biens de capital fixe	688 000	0	688 000
Total	124 396 824	-9 443 087	114 953 737

VII. RÉCLAMATION DE LA SAUDI ARABIAN TEXACO (RÉCLAMATION No 4000604)

A. Rôle de la SAT dans l'industrie pétrolière saoudienne

353. La Saudi Arabian Texaco Inc. ("SAT") est une filiale de la Texaco Inc. ("Texaco"), entièrement contrôlée par celle-ci. Toutes deux sont des sociétés constituées selon la législation de l'État du Delaware (États-Unis d'Amérique).

354. Le Royaume d'Arabie saoudite ("Arabie saoudite") et la Pacific Western Oil Corporation ("Pacific Western") ont signé le 20 février 1949 un accord de concession pour 60 ans (l'"accord de concession") relatif aux droits de l'Arabie saoudite sur les ressources minérales de la ZNP. On trouvera au paragraphe 57 ci-dessus un aperçu des origines de la ZNP ainsi qu'une définition de cette zone. Du fait d'un changement de raison sociale, la Getty Oil Company ("Getty Oil") a succédé à la Pacific Western. En 1984, elle a été rachetée par la Texaco qui, en 1992, a donné à l'ensemble de ses opérations dans la ZNP le nom de Saudi Arabian Texaco Inc. La SAT est donc l'ayant cause de la Getty Oil, détentrice initiale de la concession saoudienne dans la ZNP, et a repris les droits et les obligations qui revenaient à cette société en vertu de l'accord de concession.

355. La SAT affirme qu'avant le 2 août 1990 elle opérait en tant que société pétrolière intégrée dans les secteurs de Wafra et de Mina Saud dans la ZNP. Elle se livrait à des activités de recherche, de production, de raffinage et de

distribution de la moitié des réserves terrestres d'hydrocarbures de la ZNP revenant à l'Arabie saoudite. Les 50 % restants des réserves d'hydrocarbures de la ZNP sont détenus à terre par la Kuwait Oil Company ("KOC") et en mer par l'Arabian Oil.

356. La SAT et la KOC ont conclu un accord d'exploitation conjointe pour les opérations terrestres à réaliser dans la ZNP. D'une manière générale, elles se répartissent également les coûts d'acquisition et d'entretien des actifs utilisés dans la ZNP.

357. La SAT déclare qu'elle produisait 67 400 barils de brut par jour ("bpj") en moyenne au cours des 28 mois précédant le 2 août 1990. Ce volume de production représentait sa part de 50 % du pétrole produit au titre de l'accord d'exploitation conjointe des trois champs pétrolifères de la ZNP, à savoir ceux de Wafra, Umm Gudair sud et Fuwaris sud. On comptait alors 353 puits produisant trois types de brut (éocène, ratawi et burgan). L'essentiel de la production de la SAT provenait des puits ratawi et burgan. La SAT affirme qu'en 1990 elle raffinait la majeure partie de sa production de brut, transformant entre 55 000 et 65 000 barils par jour dans sa propre raffinerie installée à Mina Saud, dans la ZNP. Elle employait 910 travailleurs, dont environ 850 salariés permanents.

B. Faits et assertions

1. Nature de la réclamation

358. Selon la SAT, des éléments de la Garde républicaine iraquienne et d'autres unités militaires de l'Iraq ont, entre le 3 et le 8 août 1990, expulsé ses salariés de la ZNP, occupé certaines de ses installations et contraint la société à évacuer l'ensemble de son personnel. La SAT affirme que les forces iraquiennes ont systématiquement détruit ses actifs : ses puits de pétrole ont été anéantis à l'aide d'explosifs et incendiés et la plupart de ses installations d'enlèvement, de transformation, de stockage et de transport du pétrole, notamment sa raffinerie et son terminal maritime, ont été endommagées ou démolies. La société affirme également avoir subi des surcoûts et un manque à gagner, ses activités ayant été interrompues et ses projets retardés en raison de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

2. Demande d'indemnisation présentée

359. En 1992, la SAT a déposé une réclamation auprès de la Commission pour demander un dédommagement de US$ 880 258 670 (la "réclamation initiale"). Cette réclamation comportait trois éléments : perte de biens corporels, dépenses extraordinaires et pertes liées à des biens productifs de revenu, ou manque à gagner.

360. En 1997, la société a modifié sa demande d'indemnisation, portant le montant réclamé à US$ 1 519 952 314 (la "réclamation modifiée"). Elle faisait également état de trois éléments de perte, concernant des biens corporels, des dépenses extraordinaires et le préjudice lié à l'"interruption de l'activité commerciale".

361. Les montants demandés dans ces deux réclamations sont ventilés dans le tableau ci-après :

Tableau 28

Comparaison entre la réclamation initiale et la réclamation modifiée de la SAT[14]

Élément de perte (réclamation initiale)	Montant réclamé (US$)	Élément de perte (réclamation modifiée)	Montant réclamé (US$)
Biens corporels	200 564 400	Biens corporels	72 171 021
Pertes commerciales ou industrielles (manque à gagner)	616 490 470	Pertes commerciales ou industrielles (interruption de l'activité commerciale)	1 380 135 392
Dépenses extraordinaires	63 203 800	Dépenses extraordinaires	67 645 901
Intérêts et frais d'établissement du dossier de réclamation	Non précisé	Intérêts et frais d'établissement du dossier de réclamation	Non précisé
Total	880 258 670	Total	1 519 952 314

362. Les principales différences entre la réclamation initiale et la réclamation modifiée tiennent à la décision de la SAT d'évaluer ses pertes commerciales et industrielles en se fondant sur le préjudice causé par l'interruption de ses activités plutôt que sur son manque à gagner. Ce dernier élément de perte, invoqué dans la réclamation initiale de la SAT, représente le bénéfice que la société comptait dégager grâce au pétrole qu'elle aurait produit si l'Iraq n'avait pas envahi et illégalement occupé le Koweït. La SAT avait initialement calculé son manque à gagner en estimant le nombre de barils de pétrole qu'elle aurait produits pendant la période de l'occupation et de la reconstruction et en multipliant ce chiffre par le montant de sa marge bénéficiaire escomptée sur chaque baril. D'après la SAT, cette marge estimative par baril reposait sur des données antérieures relatives au produit des ventes et aux coûts de production, de transformation et de transport.

363. Dans la réclamation modifiée, l'élément de perte correspondant à l'interruption de l'activité commerciale représente une réduction permanente de la valeur de l'entreprise plutôt qu'un simple manque à gagner. Selon l'approche adoptée, les pertes commerciales ou industrielles de la SAT ont été calculées en recourant à la méthode des flux actualisés. Celle-ci consiste généralement à établir une projection des flux nets de trésorerie pendant la durée utile de l'actif en cause et à en déterminer la valeur actualisée. Cependant, la SAT a appliqué cette méthode d'une façon légèrement différente. Elle évalue tout d'abord le flux net de trésorerie que son activité aurait dégagé jusqu'à la fin de la concession si l'invasion et l'occupation illicites par l'Iraq ne s'étaient pas produites. Elle compare ensuite ce flux monétaire théorique au flux moindre effectivement comptabilisé et à prévoir, jusqu'à l'expiration de la concession.

Le montant réclamé au titre de l'interruption de l'activité commerciale correspond à la différence entre ces deux flux de trésorerie, actualisés à la date du dépôt de la réclamation.

364. Les montants réclamés par la SAT dans la demande d'indemnisation initiale pour manque à gagner diffèrent sensiblement de ceux qui figurent dans la partie de la réclamation modifiée concernant l'interruption de l'activité commerciale. Cette différence tient en partie au changement de méthode d'évaluation par la SAT. Selon la méthode des flux actualisés, les frais de réparation et de remise en état de certains actifs utilisés pour produire des revenus sont considérés comme des dépenses et entrent dans le calcul des flux monétaires au lieu d'être comptabilisés en tant que dépenses extraordinaires et pertes de biens corporels. Les dommages subis par la raffinerie de la SAT ont également été transférés de la rubrique "biens corporels" à la rubrique "interruption de l'activité commerciale". Dans la réclamation modifiée, l'application de la méthode des flux actualisés entraîne un rééquilibrage des montants réclamés : l'indemnisation demandée au titre des biens corporels diminue, alors que le montant des pertes commerciales ou industrielles augmente.

365. Cependant, cette augmentation résulte principalement de la décision de la SAT d'élargir sa demande d'indemnisation pour pertes commerciales ou industrielles. Dans la réclamation modifiée, elle affirme que, si l'invasion et l'occupation ne s'étaient pas produites, elle aurait mis en oeuvre dans la ZNP un vaste programme d'investissement et de développement qui aurait considérablement accru ses flux de trésorerie. Elle déclare que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ont sensiblement retardé ce programme. Cette assertion est examinée ci-dessous au paragraphe 432.

366. Comme le Comité a pu le constater, tant la réclamation initiale que la réclamation modifiée contiennent des éléments pertinents qui peuvent et doivent être pris en considération. Il entend donc examiner la structure de la demande d'indemnisation de la SAT telle qu'elle est présentée dans la réclamation modifiée, mais son analyse et ses constatations reposeront sur l'ensemble des renseignements fournis par la SAT, qu'elle les ait communiqués avec la réclamation initiale ou avec la réclamation modifiée.

a) Pièces justificatives présentées à l'appui de la réclamation

367. Les principales preuves de la destruction des biens corporels de la SAT figurent dans des documents internes datant de l'époque du préjudice : journal des événements, mémorandums, rapports de situation de la ZNP consignant les dommages subis par les installations et les réparations effectuées, clichés photographiques et cassettes vidéo. À l'appui de ses assertions selon lesquelles les forces iraquiennes sont responsables des destructions, la SAT a soumis un grand nombre de déclarations sous serment et de documents faisant état de projets de sabotage par les forces iraquiennes. Les pièces justificatives communiquées comprennent également des rapports établis par les consultants de la SAT, décrivant les installations et contenant une évaluation des dommages. Ces rapports sont fondés sur des enquêtes réalisées sur place de 1994 à 1997 et sur divers documents : grand livre de la SAT, état détaillé des factures, données techniques, rapports d'évaluation des dégâts de la KOC, rapport de la raffinerie Edeleanu GmbH, inventaire des actifs établi

en août 1992 par la SAT en vue d'une déclaration de sinistre, et estimation des coûts de remplacement établie par les consultants eux-mêmes. La SAT a en outre produit une déclaration sous serment faisant état de diverses dépenses telles que la location de bureaux et de logements temporaires pour les salariés et contenant une estimation des coûts de remplacement et de réparation des actifs.

b) Réponse de l'Iraq

368. L'Iraq conteste de manière générale le caractère indemnisable des pertes invoquées ainsi que certains aspects du mode d'évaluation retenu par la SAT pour les raisons résumées ci-après.

a) L'évaluation des pertes est jugée peu fiable, insuffisante et incorrecte. Aucun abattement n'a par exemple été appliqué au coût intégral de remplacement d'actifs perdus tels que les cuves de stockage de Wafra et Mina Saud.

b) La réclamation porte sur des pertes indirectes, car les dommages ont été occasionnés par les bombardements alliés pendant et après le retrait des troupes iraquiennes du lieu des opérations de maîtrise des éruptions de puits.

c) Il y a des discordances dans les renseignements figurant dans la réclamation de la SAT, notamment des différences entre les chiffres de production annuelle signalés par la société et les réponses aux questions posées par la suite, d'où une augmentation de l'indemnisation demandée par la SAT.

d) La SAT ne s'est pas suffisamment appliquée à limiter ses pertes, qu'il s'agisse d'accélérer ses plans de relance, d'exploiter ses actifs et ses ressources avec diligence ou de réduire le nombre de salariés en activité.

e) La SAT a radicalement transformé ses systèmes de collecte et de pompage du brut acheminé vers les installations de chargement, ce qui allait à l'encontre de l'objectif consistant à reconstruire les installations pour les remettre dans leur état antérieur.

f) L'indemnisation de US$ 72 171 021 demandée par la SAT pour les travaux de reconstruction est déraisonnable et sans commune mesure avec le volume de travail requis et la valeur comptable nette du total des actifs de la société, qui se chiffre à US$ 26 973 646.

369. Outre les réponses générales résumées ci-dessus, l'Iraq conteste certains éléments de perte pour des raisons spécifiques qui seront mentionnées au fur et à mesure de l'analyse de la réclamation.

370. Le Comité a examiné les réponses tant générales que spécifiques de l'Iraq concernant la réclamation de la SAT, dont certaines sont traitées de façon plus circonstanciée dans les sections ci-après. Cela étant, il saisit cette occasion pour résumer ses conclusions sur les objections d'ordre général formulées par l'Iraq au sujet de ladite réclamation.

3. Conclusions générales du Comité

371. Les conclusions générales du Comité relatives aux réclamations de la présente tranche, présentées ci-dessus aux paragraphes 94 à 99, sont reprises ici aux fins du rapport sur la réclamation à l'examen.

372. Dans la mesure où les moyens de preuve communiqués par la SAT peuvent être contredits par des documents antérieurs de la société ou ne concordent pas avec les pratiques commerciales admises dans le secteur du pétrole et du gaz, le Comité s'est attaché à examiner avec la plus grande circonspection les justificatifs fournis en vue de déterminer si le requérant avait satisfait aux obligations qui lui incombaient en matière de preuve en vertu du paragraphe 3 de l'article 35 des Règles.

373. Le Comité note également que la SAT avait toutes les raisons de relancer la production aussi rapidement et efficacement que possible. Compte tenu des éléments produits, il constate que la société s'est dûment appliquée à atténuer ses pertes en engageant ses efforts de reconstruction dans les plus brefs délais, en tirant parti des actifs et ressources disponibles et en comprimant les coûts le cas échéant. Comme on le verra dans l'analyse de chacun des éléments de perte, la SAT a procédé aux abattements correspondant à la plus-value réalisée du fait de la modification de ses équipements. Le Comité considère que la démarche suivie par la SAT dans ses efforts de reconstruction est justifiée.

374. Le Comité constate par ailleurs que, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 21 de la décision 7 du Conseil d'administration, la responsabilité de l'Iraq englobe les pertes, dommages ou préjudices directs subis à la suite "des opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991" (non souligné dans le texte). Par conséquent, le Comité considère que, compte tenu de la décision qu'il a prise concernant la réclamation relative à la maîtrise des éruptions de puits (voir par. 82 ci-dessus), l'Iraq est responsable des pertes, dommages ou préjudices directs causés tant par ses propres actions que par celles des forces armées de la coalition.

C. Analyse de la réclamation

1. Biens corporels

375. Dans la réclamation modifiée, la SAT demande à être indemnisée de US$ 72 171 021 pour des pertes infligées à ses biens corporels à Mina Saud et Wafra. La société était, avec la KOC, copropriétaire de certains actifs au principal centre de collecte de Wafra et sur les gisements de pétrole de Wafra, Umm Gudair sud et Fuwaris sud. Elle détenait séparément tous les actifs de Mina Saud, notamment une raffinerie. Selon ses assertions, les forces iraquiennes ont systématiquement détruit ses installations au cours de l'invasion et de l'occupation. Elle déclare que sa raffinerie de Mina Saud a été anéantie, son terminal maritime gravement endommagé, 90 % des installations d'appui administratif, d'accueil et de soin sérieusement touchées et sept réservoirs de stockage détruits. Elle déclare aussi qu'à Wafra 90 % des installations d'enlèvement, de transformation, de stockage et de transport de

pétrole ont été détruites. De plus, les équipements destinés à l'appui administratif, à l'hébergement et aux services médicaux ont également été détruits ou sérieusement endommagés à 90 %. La SAT signale en outre que, sur les gisements de pétrole de Wafra, environ 300 puits en activité ont été endommagés par des explosifs et que du pétrole jaillissant d'une trentaine d'entre eux se déversait librement à la surface. Six des champs pétrolifères ont été incendiés. Parmi les centres de collecte, 19 stations auxiliaires ont subi de lourds dégâts et 8 réservoirs de stockage ont été démolis à la station principale de collecte de Wafra.

376. Se fondant sur les éléments de preuve fournis, le Comité constate que les biens corporels de la SAT ont été endommagés comme l'a déclaré la société et que ces dommages résultent directement de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq.

377. La SAT a calculé le montant du préjudice invoqué dans sa réclamation modifiée concernant les biens corporels en se fondant sur trois éléments de coût :

a) Le total des frais de remplacement et de réparation qu'elle a encourus et payés pour ses actifs endommagés à Mina Saud et Wafra jusqu'au 21 novembre 1997 inclus,

b) Le coût estimatif de remplacement et de réparation de ses actifs non remplacés, et

c) Sa part de 50 % du montant total des frais de remplacement et de réparation des actifs endommagés détenus conjointement à Wafra et sur le gisement de pétrole de Wafra exploité en commun (dépenses communes).

378. Dans la réclamation modifiée, la SAT a capitalisé une part minime des coûts restant à sa charge parmi les dépenses communes et en a imputé le solde en dépenses d'exploitation. La portion capitalisée des dépenses communes à la charge de la SAT est prise en compte dans l'indemnisation qu'elle demande concernant les biens corporels, alors que la portion imputée en dépenses d'exploitation est comptabilisée à la rubrique "interruption de l'activité commerciale" de sa réclamation. La SAT en soustrait les montants correspondant aux pertes subies par la raffinerie, qu'elle a transférés à la rubrique "Interruption de l'activité commerciale", et les dépenses liées à la réparation des biens corporels, qu'elle a reportées à la rubrique "dépenses extraordinaires". La SAT procède également à certains abattements au titre de l'amortissement, de la plus-value et d'autres avantages retirés — s'il y a lieu — de la remise en état de ses équipements.

a) Mina Saud

379. Dans la réclamation modifiée, la SAT demande une indemnisation de US$ 47 490 480 au titre des dommages infligés à ses équipements de Mina Saud. En raison d'une erreur de calcul, le Comité constate que la SAT a indiqué le montant de US$ 47 490 478.

380. Les calculs de la SAT sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 29

Demande d'indemnisation de la SAT concernant ses biens corporels à Mina Saud

Élément de perte		Montant réclamé (US$)
Équipements et constructions		
- Parc à réservoirs		16 203 736
- Ateliers		499 675
- Terminal maritime		285 340
- Équipements d'accueil		1 616 489
- Équipements destinés à l'administration et aux services généraux		1 365 347
- Conduites de transfert		90 154
	Total partiel	20 060 741
Stocks		
- Brut et produits pétroliers se trouvant dans les réservoirs		25 688 388
- Brut et produits pétroliers se trouvant dans les conduites		1 054 638
- Contenu des entrepôts		686 713
	Total partiel	27 429 739
Total		47 490 480

381. Se fondant sur les pièces justificatives présentées, le Comité juge les frais de remplacement et les coûts estimatifs connexes indiqués par la SAT justifiés. Cependant, la SAT retient des valeurs résiduelles comprises entre 10 et 20 % pour ses actifs de Mina Saud. Le Comité estime que des valeurs résiduelles moindres allant de 1 % à 10 % devraient être appliquées pour évaluer les actifs perdus conformément aux normes retenues dans ce secteur pour les articles en cause, vu l'éloignement de la région et les conditions climatiques rigoureuses dans lesquelles ils étaient utilisés. Les corrections apportées à chaque élément de perte sont indiquées ci-après.

382. La SAT demande tout d'abord une indemnisation de US$ 16 203 736 pour des réservoirs — remplacés ou non — qui ont été détruits au cours de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. (Au vu des pièces justificatives présentées, le Comité estime les frais de remplacement de ces réservoirs justifiés. Cependant, comme il a été précisé ci-dessus au paragraphe 121, il constate que les valeurs résiduelles retenues sont excessives et recommande d'appliquer en la matière un taux de 5 %. Après correction, le Comité considère que l'indemnisation demandée par la SAT pour les réservoirs devrait être ramenée à US$ 2 247 218.

383. La SAT sollicite un dédommagement de US$ 499 675 pour les ateliers, entrepôts et bâtiments annexes détruits, endommagés ou saccagés. Se fondant sur les pièces fournies, le Comité estime les frais de remplacement de ces actifs justifiés. Cependant, comme on l'a vu ci-dessus au paragraphe 122, la valeur résiduelle retenue lui semble excessive et il recommande de la fixer à 5 % pour

les installations et machines et à 1 % pour les structures et bâtiments. Compte tenu de ces corrections, le Comité estime que le dédommagement demandé par la SAT pour ces actifs doit être ramené à US$ 146 798.

384. La SAT demande une indemnité de US$ 285 340 pour les actifs endommagés sur son terminal maritime. Se fondant sur les justificatifs présentés, le Comité juge les frais de remplacement de ces actifs justifiés. Cependant, comme on l'a vu ci-dessus au paragraphe 121, leur valeur résiduelle lui semble excessive et il recommande de la fixer à 5 %. Après correction, il considère que l'indemnisation demandée par la SAT pour les actifs en cause devrait être ramenée à US$ 229 049.

385. La SAT demande une indemnité de US$ 1 616 489 pour ses équipements d'accueil endommagés et saccagés. Se fondant sur les pièces justificatives fournies, le Comité juge les frais de remplacement de ces actifs justifiés. Cependant, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus au paragraphe 122, il estime leur valeur résiduelle excessive et recommande de la fixer à 5 % pour les aménagements et à 1 % pour les logements préfabriqués. Compte tenu de ces corrections, il constate que l'indemnisation demandée par la SAT pour ses équipements d'accueil devrait être ramenée à US$ 810 935.

386. La SAT demande une indemnisation de US$ 1 365 347 pour divers équipements destinés à l'administration et aux services généraux (logement pour les invités, appareils de lutte contre l'incendie, camion-incendie d'occasion, mobilier, équipements de bureau, etc.). Se fondant sur les pièces justificatives fournies, le Comité estime les frais de remplacement de ces actifs justifiés. Cependant, il constate que les valeurs résiduelles sont excessives et recommande d'appliquer en l'espèce des taux de 1 % pour le logement des invités, de 5 % pour le mobilier et le matériel de bureau et de 10 % pour les appareils de lutte contre l'incendie et le camion-incendie d'occasion. Compte tenu de ces corrections, l'indemnisation demandée par la SAT pour ces équipements devrait être ramenée à US$ 1 102 687.

387. La société demande une indemnisation de US$ 90 154 pour ses conduites de transfert endommagées. Se fondant sur les pièces justificatives fournies, le Comité estime que les dépenses capitalisées consacrées à la réparation de ces conduites sont justifiées et que la SAT devrait recevoir une indemnité correspondant à ce montant.

388. Compte tenu des corrections signalées ci-dessus, le Comité considère qu'un montant de US$ 4 626 841 représente une indemnisation appropriée pour les biens corporels perdus à Mina Saud.

389. Certains frais de reconstruction des biens corporels de la SAT à Mina Saud ont été retirés de la rubrique correspondante dans la réclamation modifiée, alors que cet élément de perte figurait en tant que tel dans la réclamation initiale. Cependant, comme on l'a relevé plus haut, une grande partie de ces frais est prise en compte à la rubrique "interruption de l'activité commerciale" dans la réclamation modifiée. De même, la valeur de la raffinerie de la SAT à Mina Saud n'apparaît plus en tant que perte de biens corporels dans la réclamation modifiée.

390. L'Iraq fait valoir que la SAT n'a pas cherché à réparer ou à récupérer les installations de traitement de la raffinerie, parce que les anciens dispositifs et systèmes étaient inefficaces et qu'elle a donc préféré réclamer une indemnisation d'un montant équivalant au coût de la reconstruction d'une nouvelle raffinerie.

391. Se fondant sur la nature des pertes en question, l'examen des pièces justificatives présentées, les vérifications effectuées et d'autres éléments d'appréciation, le Comité est d'avis que les frais de reconstruction des biens corporels de la SAT et les dommages infligés à sa raffinerie de Mina Saud devraient être inclus dans la partie de la réclamation relative à ses biens corporels. Il a donc chargé ses experts d'évaluer les dépenses engagées par la SAT au titre des frais de reconstruction de ses biens corporels ainsi que la valeur de la raffinerie détruite de Mina Saud, déduction faite de l'amortissement. Au vu des pièces présentées par la SAT à l'appui de sa réclamation initiale concernant cet élément de perte, le Comité constate que les frais encourus par la SAT pour la reconstruction de ses biens corporels à Mina Saud se chiffrent à US$ 16 991 857 et qu'un montant de US$ 15 177 771 représente une indemnisation appropriée au regard de la valeur de la raffinerie de Mina Saud après amortissement.

392. Compte tenu des corrections apportées au montant des dépenses engagées par la SAT pour reconstruire ses biens corporels et de l'évaluation de sa raffinerie, le Comité estime que les pertes de la société concernant ses biens corporels à Mina Saud s'élèvent à US$ 36 796 469.

393. La SAT demande une indemnisation de US$ 25 688 388 correspondant à la valeur des stocks de brut et de produits pétroliers qui se trouvaient dans son parc à réservoirs de Mina Saud. Elle déclare qu'en raison des dommages subis par ses réservoirs, les stocks se sont déversés ou perdus, ou ont été volés. Il s'agissait de pétrole brut, de fioul, de naphte et de bitume. La SAT détermine le montant de cet élément de perte en évaluant pour chacun des produits sa marge bénéficiaire moyenne par baril, qu'elle calcule en soustrayant le coût du brut et des produits pétroliers par baril du prix de vente applicable. Elle évalue ensuite le nombre de barils de brut et de produits pétroliers qu'elle aurait pu obtenir pendant la période de l'occupation et de la reconstruction et multiplie le montant de la marge bénéficiaire estimative par baril par le nombre de barils perdus.

394. La SAT affirme qu'au moment de l'invasion ses réservoirs et conduites contenaient 1 345 019 barils de brut et de produits pétroliers, dont 386 250 de brut, 946 500 de produits raffinés tels que du fioul, du gazole et du naphte, et 12 269 d'autres produits pétroliers tel que du bitume.

395. Sur la base d'un examen des documents et autres justificatifs soumis à l'appui de la réclamation, ainsi que d'une enquête du secrétariat et de ses propres experts, le Comité a constaté que le volume des stocks se trouvant dans les réservoirs et conduites en question à la date de l'invasion était en fait de 1 119 171 barils. Ce constat repose en partie sur les chiffres consignés sur les registres des transferts de produits de la SAT qui indiquent un volume inférieur de stocks de pétrole. Le Comité considère donc que le volume effectif

des stocks de brut et de produits pétroliers contenus dans le parc à réservoirs de la SAT à Mina Saud était de 1 119 171 barils.

396. Le Comité constate également que les chiffres de production de la raffinerie de la SAT et les prix retenus pour évaluer le brut et les produits pétroliers, exception faite des prix du naphte, sont confirmés par les informations disponibles relatives aux prix appliqués à l'époque sur le marché des produits de ce type. Il estime que les prix retenus par la SAT pour le naphte ont été légèrement surévalués et que cet élément de perte doit être évalué en appliquant les cours affichés pour le naphte au moment de l'invasion et de l'occupation du Koweït.

397. La SAT affirme que, dans le cadre de ses opérations normales, les conduites d'hydrocarbures de son parc à réservoirs auraient été pleines de brut et de produits raffinés, constituant un volume dit de "remplissage". Au vu des pièces justificatives présentées et des pratiques générales observées dans ce secteur, les experts du Comité ont jugé cette hypothèse correcte. Ils ont également estimé que, dans les cas où des dommages avaient été constatés sur les conduites d'hydrocarbures de la SAT, il était raisonnable de penser que le volume correspondant de remplissage avait été perdu.

398. Concernant les pertes de bitume, de gazole et de fioul invoquées, les consultants de la SAT considèrent dans leurs calculs que, lors de l'invasion, les réservoirs de bitume et de fioul étaient à moitié pleins, les réservoirs de gazole remplis à 90 % et les autres réservoirs d'hydrocarbures entièrement pleins. Ces assertions ne sont pas suffisamment étayées par les moyens de preuve disponibles. Se fondant sur les registres antérieurs de la SAT et sur les autres renseignements communiqués par la société, le Comité estime que ces réservoirs n'étaient pas remplis à plus de 60 % en moyenne. Comme rien n'indique que la SAT disposait de quantités supérieures à la moyenne au moment de l'invasion, le Comité évalue cet élément de perte en se fondant sur les volumes moyens et réduit le montant du préjudice invoqué en conséquence.

399. Compte tenu des corrections apportées ci-dessus, le Comité estime que le montant des stocks de brut et de produits pétroliers perdus par la SAT doit être ramené à US$ 20 455 693.

400. La SAT demande également à être indemnisée de US$ 686 713 au titre de la perte de son stock en entrepôt. Elle calcule ce chiffre en faisant la différence entre le montant des stocks en entrepôt passé par pertes et profits sur son grand livre de décembre 1990 et le montant de la reconstitution de ces stocks porté sur son grand livre d'août 1991. La SAT considère cette différence comme la meilleure estimation du coût initial des stocks en entrepôt volés ou détruits au cours de l'invasion et de l'occupation. Elle applique en outre à cette estimation un coefficient d'indexation des prix de 25 %.

401. Compte tenu des pièces justificatives présentées, les experts du Comité ont constaté que l'estimation du coût initial du stock en entrepôt avancée par la SAT était raisonnable. Cependant, ils ont jugé le coefficient d'indexation des prix de 25 % excessif pour les stocks en question. Le Comité adhère à l'opinion de ses experts selon laquelle un coefficient de 6 % semble plus acceptable, vu la période considérée et la nature des produits. Les experts du Comité ont en

outre estimé qu'il ne fallait pas appliquer le coefficient d'indexation des prix aux produits en transit, d'un montant de US$ 47 420, ni au coût des transferts de produits, d'un montant de US$ 36 272, qui sont inclus dans la somme réclamée au titre des stocks en entrepôt.

402. Compte tenu des corrections apportées ci-dessus, le Comité considère que le montant de la perte des stocks en entrepôt de la SAT doit être ramené à US$ 579 822.

403. La SAT réclame en outre un dédommagement de US$ 1 054 638 pour le brut et les produits pétroliers perdus dans les conduites utilisées pour le transfert d'hydrocarbures du site de Wafra aux installations de Mina Saud. Elle parvient à ce montant en soustrayant tout d'abord le coût du brut et des produits par baril du prix de vente applicable. Le chiffre obtenu est ensuite multiplié par le nombre de barils perdus.

404. Au vu des pièces justificatives présentées, le Comité constate que, les conduites de transfert ayant été retrouvées endommagées, il est normal d'en conclure que leur contenu s'est répandu et a disparu. Le Comité a chargé ses experts de calculer le nombre de barils censés avoir été perdus : les calculs effectués lui semblent raisonnables et correspondent à la capacité des conduites. Ses experts ont par ailleurs estimé que les chiffres de production de la raffinerie et les prix retenus dans les calculs de la SAT étaient plausibles, exception faite des prix du naphte qui ont été légèrement surévalués. Souscrivant à l'avis de ces experts, le Comité a donc recommandé d'effectuer une déduction de US$ 18 288 correspondant à la surévaluation des prix du naphte par la SAT.

405. Compte tenu des ajustements opérés ci-dessus, le Comité estime que le montant de la perte de brut et de produits pétroliers par la SAT doit être ramené à US$ 1 036 350.

406. Le Comité constate que les pertes totales de stocks de la SAT à Mina Saud confirmées par les éléments de preuve disponibles s'établissent à US$ 22 071 865.

407. Se fondant sur les constatations ci-dessus, le Comité recommande d'allouer à la SAT, au titre de sa demande d'indemnisation relative aux biens corporels détenus à Mina Saud, une indemnité de US$ 58 868 334 ventilée comme suit :

Tableau 30

Indemnité recommandée concernant les biens corporels détenus à Mina Saud

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Correction du Comité (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Équipements et constructions			
- Parc à réservoirs	16 203 736	-13 956 518	2 247 218
- Ateliers	499 675	-352 877	146 798
- Terminal maritime	285 340	-56 291	229 049
- Équipement d'accueil	1 616 489	-805 554	810 935
- Équipements destinés à l'administration et aux services généraux	1 365 347	-262 660	1 102 687
- Conduites de transfert	90 154	0	90 154
Total partiel	20 060 741	-15 433 900	4 626 841
Stocks			
- Brut et produits pétroliers se trouvant dans les réservoirs	25 688 388	-5 232 695	20 455 693
- Brut et produits pétroliers se trouvant dans les conduites	1 054 638	-18 288	1 036 350
- Contenu des entrepôts	686 713	-106 891	579 822
Total partiel	27 429 739	-5 357 874	22 071 865

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Correction du Comité (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Éléments de perte reclassés par le Comité de la catégorie "pertes commerciales ou industrielles" dans la catégorie "biens corporels"			
- Raffinerie de Mina Saud		15 177 771	15 177 771
- Dépenses directes de reconstruction (à Mina Saud)		16 991 857	16 991 857
Total partiel		32 169 628	32 169 628
Total (non compris les éléments de perte reclassés)	47 490 480	-20 791 774	26 698 706
Total (y compris les éléments de perte reclassés)	47 490 480	11 377 854	58 868 334

b) Wafra

408. La SAT demande à être indemnisée de US$ 24 680 546 pour des pertes concernant ses installations matérielles sur les gisements de pétrole de Wafra. Le Comité constate que, du fait d'une erreur de calcul, la SAT a indiqué un montant de US$ 24 680 543.

409. Les calculs de la SAT sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 31

Demande d'indemnisation de la SAT concernant ses biens corporels à Wafra

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
Équipements et constructions	
- Dépenses engagées au titre des opérations conjointes	231 323
- Champs pétrolifères et puits de pétrole	5 301 516
- Centres de collecte auxiliaires	1 140 732
- Centre de collecte principal	7 279 685
- Camp de la SAT à Wafra (actifs de la SAT et des opérations conjointes)	931 445
- Camp de la KOC à Wafra (actifs des opérations conjointes)	305 241
Total partiel	15 189 942
Stocks	
- Stock de brut de Wafra	3 240 236
- Contenu des entrepôts de Wafra	6 250 368
Total partiel	9 490 604
Total	24 680 546

410. Se fondant sur les moyens de preuve présentés, le Comité constate que les frais de remplacement effectifs consignés par la SAT sont exacts et les estimations de ces frais justifiées. Cependant, comme dans le cas des biens corporels de Mina Saud, la SAT retient une valeur résiduelle de 10 % à 20 % pour ses actifs de Wafra. Le Comité estime que des valeurs résiduelles inférieures comprises entre 1 % et 10 % devraient être appliquées pour évaluer les actifs perdus, conformément aux normes retenues dans les milieux industriels pour les articles en cause, vu l'éloignement de la région et les conditions climatiques rigoureuses dans lesquelles ils étaient utilisés. Les corrections apportées pour chaque élément de perte sont indiquées ci-après.

411. La SAT demande a être indemnisée de US$ 231 323 pour les dépenses engagées au titre des opérations conjointes, en se fondant sur la moitié de l'indemnisation demandée par la KOC pour les dépenses communes correspondantes. Compte tenu des justificatifs présentés, le Comité juge préférable de s'en tenir au montant des dépenses effectives de la SAT consacrées à la reconstruction de

ses installations de Wafra, vu le risque de double comptabilisation. Par conséquent, le Comité recommande de ne pas allouer d'indemnité pour cet élément de perte.

412. La SAT demande une indemnisation de US$ 5 301 516 pour des pertes liées à ses gisements et puits de pétrole et au matériel connexe. Se fondant sur les pièces justificatives présentées, le Comité juge le montant réclamé par la société pour la perte de ses puits, carottages, conduites d'écoulement et conduites principales justifié. Cependant, comme il a été indiqué ci-dessus au paragraphe 121, il estime la valeur résiduelle de 10 % retenue par la KOC pour les pompes de puits excessive et recommande de la fixer à 5 %. Le Comité souscrit également à l'avis de ses experts selon lequel il faudrait, dans le cas des pompes éocènes, déduire 15 % au titre de la réduction des frais d'entretien et 10 % pour tenir compte de la plus-value. Après correction, le Comité considère donc que le montant réclamé par la SAT pour les pertes liées à ses gisements et puits de pétrole et au matériel connexe devrait être ramené à US$ 4 586 240.

413. La SAT demande à être indemnisée de US$ 1 140 732 pour les pertes subies par ses actifs dans les centres de collecte auxiliaires. Au vu des pièces produites, le Comité estime que le montant réclamé au titre des frais estimatifs de remise en état de ces actifs est justifié. Cela dit, comme on l'a vu ci-dessus au paragraphe 121, la valeur résiduelle de 10 % retenue par la KOC pour les actifs des centres de collecte auxiliaires lui semble excessive et il recommande de la fixer à 5 %. Compte tenu de ces corrections, le Comité constate que le montant réclamé par la SAT pour la perte de ses actifs dans les centres de collecte auxiliaires devrait être ramené à US$ 608 663.

414. Pour les réservoirs détruits ou endommagés au centre de collecte principal, la SAT demande une indemnisation d'un montant de US$ 7 279 685. Au vu des pièces disponibles, le Comité juge le montant réclamé au titre des frais de remplacement de ces actifs justifié. Cependant, ainsi qu'il a été signalé ci-dessus au paragraphe 121, la valeur résiduelle de 10 % retenue par la KOC pour les actifs du centre de collecte principal lui semble excessive et il recommande de la fixer à 5 %. Compte tenu des corrections apportées, le Comité estime que l'indemnisation demandée par la SAT au titre de la perte d'actifs au centre de collecte principal devrait être ramenée à US$ 1 979 817.

415. La SAT réclame une indemnité de US$ 931 445 pour les actifs détruits, endommagés ou perdus dans son camp de Wafra. Au vu des éléments disponibles, le Comité constate que le montant réclamé au titre des frais de remplacement de ces actifs est justifié. Comme on l'a vu aux paragraphes 121 et 122 ci-dessus, la valeur résiduelle de 10 % retenue par la KOC pour les actifs du camp de la SAT à Wafra lui paraît excessive et il recommande de la fixer à 5 % pour les installations et machines et à 1 % pour les structures et bâtiments. Compte tenu de ces corrections, le Comité considère que le montant réclamé par la SAT au titre de la perte de ses actifs dans son camp de Wafra devrait être ramené à US$ 401 844.

416. La SAT demande à être indemnisée de US$ 305 241 pour ses actifs détruits, endommagés ou perdus au camp de la KOC à Wafra. Au vu des éléments disponibles, le Comité estime que le montant réclamé au titre des frais de remplacement de

ces actifs est justifié. Cependant, ainsi qu'il a été signalé aux paragraphes 121 et 122 ci-dessus, il lui semble que les valeurs résiduelles appliquées par la KOC aux actifs du camp de Wafra sont excessives et il recommande donc de retenir une valeur résiduelle de 5 % pour les installations et machines et de 1 % pour les structures et bâtiments. Après correction, le Comité considère que l'indemnisation demandée par la SAT pour la perte de ses actifs au camp de la KOC à Wafra devrait être ramenée à US$ 218 120.

417. Se fondant sur les corrections apportées ci-dessus, le Comité estime qu'un montant de US$ 7 794 684 représente une indemnisation appropriée pour les biens corporels perdus à Wafra.

418. La réclamation modifiée relative aux biens corporels ne fait apparaître aucun élément de perte distinct correspondant à la part de la SAT dans les dépenses directes de reconstruction relatives aux opérations conjointes à Wafra. Le Comité a chargé ses experts d'évaluer le préjudice lié aux dépenses directes de reconstruction assumées par la SAT sur ce site. Se fondant sur les pièces justificatives soumises à cet égard par la société à l'appui de sa réclamation initiale et sur d'autres moyens de preuve obtenus par la suite, le Comité considère qu'un montant de US$ 33 827 486 correspond à une indemnisation appropriée des dépenses directes de reconstruction de la SAT à Wafra.

419. Compte tenu des corrections à apporter aux dépenses de reconstruction des installations de la SAT à Wafra, le Comité estime que les pertes liées aux biens corporels de la société sur ce site s'établissent à US$ 41 622 170.

420. La SAT demande à être indemnisée de US$ 3 240 236 pour la perte de stocks de brut et de produits pétroliers à Wafra, comprenant 126 000 barils de brut dans ses réservoirs et 38 927 barils de brut dans ses conduites d'hydrocarbures. Elle parvient à ce montant en soustrayant le coût du brut par baril du prix de vente applicable et en multipliant ensuite le chiffre obtenu par le nombre de barils perdus.

421. Au vu des pièces justificatives présentées, le Comité constate que les capacités des réservoirs de Wafra ont été surévaluées. Pour les raisons précisées ci-dessus au paragraphe 398, il considère que le volume de brut contenu dans ces réservoirs ne dépassait vraisemblablement pas 60 % des capacités. Il constate également que, les oléoducs de la SAT ayant été retrouvés endommagés, il est normal d'en conclure que le brut qu'ils contenaient s'est répandu et a disparu. Le Comité estime par ailleurs que les chiffres de production de la raffinerie et les prix retenus par la SAT dans ses calculs sont raisonnables sauf dans le cas des prix du naphte, qui ont été légèrement surévalués. Il a appliqué une déduction aux prix du naphte indiqués par la SAT pour compenser cette surévaluation.

422. Compte tenu des corrections apportées ci-dessus, le Comité estime que le montant des stocks de brut et de produits pétroliers perdus par la SAT à Wafra devrait être ramené à US$ 2 211 631.

423. La SAT demande également à être indemnisée de US$ 6 250 368 pour la perte de son stock principal en entrepôt à Wafra. Elle calcule ce chiffre en faisant la différence entre le montant des stocks en entrepôt passé par pertes et

profits sur son grand livre de décembre 1990 et le montant de la reconstitution de ses stocks en entrepôt indiqué sur son grand livre de 1991. La SAT présente cette différence comme la meilleure estimation du coût initial des stocks en entrepôt volés ou détruits au cours de l'invasion et de l'occupation. Elle applique en outre à cette estimation un coefficient d'indexation des prix de 25 %.

424. Sur la base des éléments disponibles, le Comité constate que l'estimation du coût initial du stock en entrepôt avancée par la SAT était raisonnable. Cependant, il juge le coefficient d'indexation des prix de 25 % excessif pour le stock en question. Un coefficient de 6 % lui semble plus acceptable. Par ailleurs, les experts du Comité ont recommandé que le coefficient d'indexation des prix ne soit pas appliqué aux produits en transit — d'un montant de US$ 67 238 — qui sont inclus dans la somme réclamée au titre des stocks en entrepôt. Le Comité souscrit à cette recommandation.

425. Après correction, le Comité considère que le montant de la perte des stocks en entrepôt de la SAT devrait être ramené à US$ 5 310 532.

426. Le Comité constate que le montant acceptable de l'indemnisation à accorder à la SAT pour la perte de ses stocks à Wafra s'établit à US$ 7 522 163.

427. Se fondant sur les constatations ci-dessus, le Comité recommande d'allouer à la SAT, au titre de sa demande d'indemnisation relative à ses biens corporels de Wafra, une indemnité de US$ 49 144 333 ventilée comme suit :

Tableau 32

Indemnité recommandée concernant les biens corporels détenus à Wafra

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Correction du Comité (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Équipements et constructions			
- Dépenses engagées au titre des opérations conjointes	231 323	-231 323	0
- Champs pétrolifères et puits de pétrole	5 301 516	-715 276	4 586 240
- Centres de collecte auxiliaires	1 140 732	-532 069	608 663
- Centre de collecte principal	7 279 685	-5 299 868	1 979 817
- Camp de la SAT à Wafra (actifs de la SAT et des opérations conjointes)	931 445	-529 601	401 844
- Camp de la KOC à Wafra (actifs des opérations conjointes)	305 241	-87 121	218 120
Total partiel	15 189 942	-7 395 258	7 794 684
Stocks			
- Stocks de brut de Wafra	3 240 236	-1 028 605	2 211 631
- Contenu des entrepôts de Wafra	6 250 368	-939 836	5 310 532
Total partiel	9 490 604	-1 968 441	7 522 163
Élément de perte reclassé par le Comité de la catégorie "pertes commerciales ou industrielles" dans la catégorie "biens corporels"			
- Dépenses directes de reconstruction (à Wafra)		33 827 486	33 827 486
- Total (non compris les éléments de perte reclassés)	24 680 546	-9 363 699	15 316 847
- Total (y compris les éléments de perte reclassés)	24 680 546	24 463 787	49 144 333

2. Pertes commerciales ou industrielles

428. Dans sa réclamation initiale, la SAT demande l'indemnisation de pertes commerciales ou industrielles d'un montant de US$ 616 490 470 pour un manque à gagner résultant de l'interruption de la production de pétrole. Elle déclare que ses opérations de production ont été interrompues en raison de l'invasion et de l'occupation du Koweït et de la destruction ultérieure de ses actifs sur les champs pétrolifères de Mina Saud, de Wafra et de la ZNP. La société souhaite recevoir une indemnité correspondant à la perte des bénéfices qu'elle aurait retirés de sa production pétrolière sans l'invasion et l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq.

429. Concernant cet élément de perte, la SAT produit une déclaration sous serment présentant le calcul du manque à gagner et des données d'ordre financier et opérationnel, dont des états financiers. Elle se fonde sur l'hypothèse que, si l'invasion n'avait pas eu lieu, elle aurait continué à produire les quantités obtenues antérieurement, soit 65 000 barils par jour. La SAT calcule ensuite le bénéfice net moyen par baril en fonction des résultats enregistrés au cours de la période de trois ans et demi précédant l'invasion. Elle fait état d'un manque à gagner qu'elle aurait subi du 2 août 1990 au 31 décembre 1995, date à laquelle la production devait selon ses prévisions retrouver les niveaux antérieurs à l'invasion. La SAT multiplie ensuite son bénéfice estimatif net moyen par baril par le nombre de barils qu'elle aurait produits durant cette période d'après ses calculs. Elle déduit ensuite de ce chiffre la valeur estimative de la production partielle de la période considérée pour parvenir au manque à gagner invoqué, soit US$ 616 490 470.

430. Au cours de son enquête, le Comité a appris que les documents comptables sur lesquels étaient fondés les prix de vente indiqués et le calcul du bénéfice estimatif par baril reposaient non pas sur des opérations de vente effectives mais sur un prix de vente théorique appelé "prix de référence fiscal" que l'Arabie saoudite imposait à la SAT pour calculer le montant de ses obligations fiscales envers l'État saoudien. Le prix de référence fiscal était, en moyenne, supérieur à celui que la SAT percevait en fait pour son pétrole. Utiliser le prix de référence fiscal pour calculer le bénéfice revient donc à surévaluer le prix perçu et, partant, le bénéfice réalisé. La SAT a, en fin de compte, communiqué au Comité des registres qui lui ont permis d'évaluer avec plus de précision le bénéfice brut effectif de la société par baril.

431. Dans la réclamation modifiée, la SAT adopte une nouvelle méthode d'évaluation de ses pertes commerciales ou industrielles qui revient à augmenter le montant de cet élément de perte, celui-ci passant à US$ 1 380 135 392. À la différence de la démarche suivie dans sa réclamation initiale à l'égard de ce type de pertes, la SAT affirme que l'invasion et l'occupation du Koweït l'ont "lésée" en tant qu'entreprise en pleine activité. Elle part de l'hypothèse que le volume de la production pétrolière perdue du fait de l'invasion et de l'occupation ne pourra être récupéré que lentement, à supposer qu'il le soit. Elle s'attache à quantifier ce dommage en comparant deux chiffres : i) la valeur actuelle nette des flux monétaires "hors invasion" qu'une "SAT non lésée" aurait

selon ses estimations enregistrés de la date de l'invasion à la fin de la concession si l'invasion et l'occupation ne s'étaient jamais produites et ii) la valeur actuelle nette des flux monétaires que la "SAT lésée" devrait enregistrer au cours de la même période.

432. La différence entre les pertes commerciales ou industrielles invoquées dans la réclamation initiale et celles de la réclamation modifiée tient essentiellement à la décision de la SAT d'inclure dans ses estimations des flux de trésorerie prévus "hors invasion" les effets d'un programme envisagé en matière d'investissement. La SAT affirme qu'au moment de l'invasion elle avait élaboré, approuvé et commencé à mettre en oeuvre un programme d'investissement dans la ZNP qui aurait entraîné un net accroissement de sa production de brut. Ce programme est décrit en détail dans son plan stratégique pour 1991-1995, joint à la réclamation modifiée. La SAT déclare que, lors de l'invasion, elle s'apprêtait à le mettre en route et qu'il a donc été retardé par l'invasion.

433. L'Iraq affirme que l'utilisation par la SAT de plans stratégiques et directeurs futurs tels que ce programme d'investissement pour calculer le manque à gagner invoqué ne se justifie sur les plans ni juridique ni financier, et ce pour les raisons suivantes :

a) Le plan stratégique de la SAT pour 1991-1995, qui ne comporte aucun calendrier détaillé d'exécution des projets et ne semble pas avoir été approuvé avant août 1990, a un caractère préliminaire et spéculatif;

b) La méthodologie adoptée par la SAT pour calculer le montant des dommages infligés à ses biens productifs de revenus est de nature hypothétique, puisqu'elle est centrée sur des prévisions et des projections sur de longues périodes futures et que toute variation intervenant dans l'une de ces hypothèses peut radicalement en modifier le résultat;

c) L'Iraq soutient également que la méthode statistique d'analyse de la courbe de décroissance employée par les consultants de la SAT n'est pas précise et comporte une large marge d'erreur;

d) L'Iraq conteste l'hypothèse de la SAT selon laquelle elle aurait dégagé des résultats positifs jusqu'à l'expiration de la concession. De l'avis de l'Iraq, les fortes fluctuations de la rentabilité observées au cours des exercices considérés démontrent en outre qu'une réclamation ne peut pas être fondée sur les bénéfices escomptés;

e) L'exécution du plan d'expansion de la raffinerie dans le cadre du programme d'investissement de la SAT présuppose que la production de brut cadre avec les capacités de la nouvelle raffinerie et repose sur une relation constante entre les prix et les coûts de commercialisation des produits pétroliers;

f) La demande d'indemnisation de la SAT relative à l'augmentation de ses dépenses de fonctionnement n'est étayée par aucune pièce justificative. Selon l'Iraq, elle risque de faire double emploi avec la partie de la réclamation relative aux dépenses extraordinaires.

434. Dans le cadre du processus de vérification, le secrétariat et les experts du Comité ont consacré beaucoup de temps à l'analyse du dossier. La SAT a produit des pièces justificatives qui, à son avis, contribuaient à étayer cette partie de la réclamation. Cependant, après avoir examiné les pièces communiquées par la SAT, le Comité constate qu'elles ne corroborent pas le manque à gagner invoqué par la société dans sa réclamation modifiée. Il est parvenu à cette conclusion pour les raisons ci-après.

435. La SAT fait valoir que la méthode des flux actualisés est expressément mentionnée par le Conseil d'administration dans sa décision 9 parmi les méthodes susceptibles d'être employées pour évaluer les pertes commerciales ou industrielles : elle ne fait donc qu'appliquer une méthode approuvée par le Conseil d'administration. Au paragraphe 18 de la décision 9, il est indiqué que, lorsqu'il est impossible de déterminer la valeur commerciale d'un bien,

> "on peut calculer la valeur économique ou courante du bien en question en recourant à la méthode de la marge brute d'autofinancement actualisée (MBA) actualisée) [...]. [Celle-ci] consiste à calculer la valeur à un moment donné des entrées de caisse escomptées à un autre moment, en actualisant la marge nette d'autofinancement annuel."

436. Le Comité note toutefois qu'il s'agit seulement d'une des méthodes auxquelles il peut recourir pour évaluer les pertes commerciales ou industrielles; c'est à lui qu'il revient en définitive de choisir celle qui lui permettra d'évaluer avec le plus de précision la perte du requérant. Il ne pense pas que le mode d'évaluation retenu par la SAT dans sa réclamation modifiée soit adaptée à des pertes de cette nature, et ce pour diverses raisons qui sont indiquées ci-dessous.

437. Tout d'abord, le Comité constate que le Conseil d'administration a fixé une limite à la possibilité d'indemniser ces pertes. Au paragraphe 17 de la décision 9, il est précisé que

> "Si l'entreprise considérée a été remise en état ou a repris ses activités, ... n'ouvriront droit à réparation que les pertes subies pendant la période considérée."

438. Le Conseil d'administration ne définit pas explicitement l'expression "période considérée", mais dans le contexte dans lequel elle est employée, il semble au Comité que le Conseil d'administration entendait par là la période écoulée entre la date à partir de laquelle le volume d'activité a diminué et la date à laquelle l'entreprise a été ou aurait pu être reconstruite et a retrouvé son volume d'activité antérieur à l'invasion. À cet égard, le Conseil d'administration a fixé une limite implicite à la possibilité de demander l'indemnisation des pertes ultérieures à la Commission, ce dont le Comité doit tenir dûment compte.

439. Se fondant sur cette interprétation, le Comité en conclut que, lorsqu'un bien productif de revenus — autrement dit un actif ou un ensemble d'actifs tel qu'une entreprise — a été entièrement détruit ou irrémédiablement endommagé, la méthode des flux actualisés peut être employée pour estimer les flux de trésorerie escomptés jusqu'à l'expiration de la durée utile du bien

en question de façon à pouvoir évaluer celui-ci. Cependant, lorsqu'il est possible de réparer ou de remettre en route l'actif ou l'entreprise, cette méthode ne donne pas une mesure appropriée du préjudice dans la mesure où elle tient compte de pertes à prévoir au-delà de la date de remise en état de l'actif ou de l'entreprise.

440. La SAT fait valoir que le retard pris par la production en raison de l'invasion et de l'occupation, conjugué au fait que la concession a une durée limitée, a entraîné une diminution permanente de la valeur de l'entreprise en tant que bien productif de revenus. Cette moins-value ne pouvant être compensée avant la date d'expiration de la concession, elle en conclut que la période à prendre en considération aux fins du calcul de la perte correspond à la durée entière de la concession et que la méthode des flux actualisés peut donc être appliquée pour déterminer le montant du préjudice.

441. La SAT parvient à cette conclusion en procédant à une série complexe de projections faisant intervenir deux calculs distincts des flux actualisés, en vue de démontrer que les flux nets perdus en raison de l'invasion ne seront pas récupérés avant l'expiration de la concession en 2009. Premièrement, elle calcule le montant des flux de trésorerie prévus dont elle aurait bénéficié jusqu'en 2009 sans l'invasion, autrement dit les flux "hors invasion". Deuxièmement, elle établit une projection de ceux dont elle bénéficiera effectivement jusqu'en 2009, appelés flux "effectifs". Dans l'un et l'autre cas, les calculs sont fondés sur une structure présumée des prix et des coûts pendant cette période. Troisièmement, elle suppose qu'elle aurait mis en oeuvre le programme d'investissement envisagé et estime le montant des recettes supplémentaires qu'il lui aurait permis de dégager. Elle ajuste alors ses projections des flux hors invasion pour tenir compte de ce supplément de recettes.

442. Cet ajustement des flux prévus "hors invasion" se traduit essentiellement par une nette augmentation des pertes de trésorerie dans la période qui suit immédiatement le 2 août 1990. La SAT fait valoir que ces flux "perdus" ne peuvent être récupérés que lorsque les flux effectifs commencent à dépasser les flux hors invasion escomptés. En raison de l'ampleur des flux "perdus", la SAT calcule qu'ils ne seront pas récupérés avant l'expiration de la concession, vu la durée limitée de la période restant à courir. À son avis, le préjudice se prolonge donc au-delà de la date d'expiration de la concession.

443. L'Iraq affirme qu'il n'y a pas lieu d'invoquer l'incapacité de récupérer la production perdue, vu qu'à son avis la concession de la SAT sera reconduite pour les raisons suivantes : premièrement, tous les accords de concession prévoient des prorogations en vertu de clauses relatives aux cas de force majeure; deuxièmement, la concession s'avère en l'espèce viable pour toutes les parties; troisièmement, ainsi qu'il ressort de l'étude des roches réservoirs, les réserves ne sont pas suffisamment importantes pour justifier la conclusion de nouveaux accords.

444. Le Comité n'est pas convaincu par les arguments avancés par la SAT. Tout d'abord, celle-ci ne tient pas compte du fait que son principal actif réside dans la concession accordée par l'Arabie saoudite. Cet actif n'a pas été perdu et la SAT ne le considère pas comme détruit. La société a relancé et repris

l'exploitation de cette concession, même si elle affirme ne pas l'exploiter de la même façon qu'avant l'invasion. Le Comité constate donc que, vu les limites fixées par la décision 9, la SAT peut uniquement demander réparation des pertes commerciales ou industrielles subies au cours de la période considérée, à savoir l'intervalle de temps écoulé entre la cessation des opérations après l'invasion et le retour au volume d'activité antérieur à celle-ci. Or les calculs effectués par la SAT selon la méthode des flux actualisés reposent sur une projection des pertes jusqu'à l'expiration de la concession en 2009, ce qui va bien au-delà de la période envisagée dans la décision 9. C'est pourquoi le Comité estime que la démarche suivie par la SAT n'est pas une méthode appropriée pour évaluer son préjudice et que l'argument selon lequel elle ne pourra pas récupérer la production perdue est hors de propos.

445. La méthode des flux actualisés employée par la SAT déborde non seulement les possibilités d'indemnisation des pertes envisagées dans la décision 9, mais également le cadre fixé par le Conseil d'administration concernant la nature des pertes susceptibles d'être indemnisées. Dans sa réclamation modifiée, la SAT réclame en réalité une indemnisation pour un revenu que, selon ses estimations, elle aurait pu gagner sans l'invasion et l'occupation. En substance, elle souhaite compenser son futur manque à gagner. Aux fins de la présente analyse, le Comité ne voit pas de distinction pertinente entre la perte de flux de trésorerie futurs et la perte de bénéfices futurs, chacune correspondant aux effets économiques prévus des opérations actuelles. Le Conseil d'administration détermine la norme selon laquelle la perte de bénéfices futurs peut donner lieu à indemnisation et la méthode d'évaluation qui cadre avec cette norme. Au paragraphe 19 de la décision 9, il précise ce qui suit :

> "La valeur économique d'une entreprise industrielle ou commerciale peut, en principe, comprendre la perte des bénéfices et profits futurs (ou manque à gagner) lorsqu'on peut les évaluer de manière suffisamment certaine. [...] un certain nombre de ces entreprises pourront, ou auraient pu, être reconstruites et remises en activité. Il faudrait par conséquent que la méthode d'évaluation repose sur les résultats passés plutôt que sur les prévisions et les projections pour l'avenir. Une indemnisation devrait être accordée si la perte peut être calculée avec suffisamment de certitude sur la base des bénéfices ou profits antérieurs."

446. Concernant la demande d'indemnisation de la SAT, le Comité constate que l'évaluation du manque à gagner futur retenue dans la réclamation modifiée ne correspond pas à la norme et à la méthode déterminées par le Conseil d'administration. La SAT estime que, sans l'invasion, elle aurait accru ses flux de trésorerie, essentiellement en raison du programme d'investissement envisagé. Le programme sur lequel la SAT fonde une grande partie de ses calculs relatifs à son manque à gagner repose non pas sur les résultats antérieurs, mais sur les effets hypothétiques d'une série de plans qui n'avaient pas été mis en oeuvre au moment de l'invasion.

447. La SAT fait valoir que son expérience antérieure des opérations pétrolières dans la ZNP lui permet d'évaluer la rémunération attendue des investissements envisagés. Cependant, au vu des pièces justificatives communiquées, le Comité constate qu'elle est uniquement en mesure de se servir des données antérieures

pour établir une projection des coûts. La SAT admet que le volume de pétrole qui devrait s'écouler d'un nouveau puits représente la projection d'événements futurs. Estimer la production d'un puits de pétrole non foré revient à tabler sur une prévision ou une projection sur l'avenir. Le Comité constate donc que les estimations de la SAT concernant ses flux de trésorerie futurs — assimilables aux effets escomptés du programme d'investissement — ne peuvent pas être vérifiées avec une certitude suffisante et ne sont pas fondées sur les résultats antérieurs de la société comme l'exige le Conseil d'administration. De ce fait, il estime que les effets du programme d'investissement ne peuvent pas être pris en considération dans l'évaluation des pertes de la SAT.

448. Il n'en reste pas moins que la SAT a effectivement subi un préjudice du fait qu'elle n'a pu ni produire ni vendre son pétrole au cours de la période de l'invasion et de la reconstruction. Le Comité estime que les pertes résultant de cette incapacité de produire et de vendre du pétrole peuvent être mesurées en se reportant aux résultats antérieurs. Dans sa réclamation initiale, fondée sur les paramètres en question, la SAT se référait à ses résultats antérieurs pour calculer ses pertes industrielles et commerciales. Le Comité juge donc la méthode appliquée dans la réclamation initiale de la SAT préférable pour évaluer la nature des pertes industrielles et commerciales subies par la société pendant la période de l'invasion et de la remise en état des installations. Le Comité signale toutefois qu'il a transféré certains éléments de la réclamation modifiée relatifs aux pertes industrielles et commerciales dans la partie concernant les biens corporels (voir par. 389 à 391 ci-dessus).

449. S'agissant de la réclamation initiale de la SAT, le Comité constate que la société a sous-estimé le taux de production de la ZNP. La SAT fait état de 65 000 barils par jour au total, soit — selon ses calculs — 50 % d'une production totale estimée à 130 000 bpj. Or sur la base de pièces justificatives obtenues après le dépôt de la réclamation, le Comité a constaté que le taux de production de la ZNP était de 133 436 bpj, ce qui correspond à une part de 66 718 bpj pour la SAT.

450. Le Comité constate en revanche que la production a été rétablie en avril 1995, et non en décembre 1995 comme l'indique la réclamation. Celle-ci surestime donc la durée du préjudice.

451. Se fondant sur les chiffres effectifs du taux de production et de la durée du préjudice, le Comité calcule que la SAT a perdu au total 63 483 315 barils, au lieu des 68 651 500 estimés dans la réclamation.

452. La SAT évalue sa production en fonction d'une marge estimative par baril de US$ 8,98, chiffre obtenu au moyen de documents comptables soumis avec la réclamation. Or cette marge bénéficiaire estimative repose, comme on l'a vu, sur un prix théorique du pétrole. Le Comité a chargé ses experts d'estimer la marge bénéficiaire par baril de la SAT en appliquant les prix de vente effectifs. Au cours du processus de vérification, le secrétariat et les experts du Comité ont donc examiné les registres de la SAT relatifs au produit effectif des ventes et aux dépenses de fonctionnement. À partir de ces registres, les experts ont estimé le taux de profit effectif de la SAT à US$ 5,226297 par baril après versement des redevances mais avant impôt.

453. L'Iraq soutient que le manque à gagner invoqué par la SAT inclut les redevances et les taxes. À son avis, les redevances ne doivent pas être comptabilisées en l'absence de production, vu que la valeur de redevances virtuelles est attachée aux réserves de brut. L'Iraq affirme également que les taxes sont fondées sur le revenu effectif et réalisé et que le montant exigible est calculé en conséquence. Pour l'Iraq, rien n'indique qu'une indemnité éventuelle reçue par la SAT serait assujettie par l'Arabie saoudite au versement de taxes et de redevances, comme la SAT l'a affirmé.

454. Le Comité n'a relevé, dans le droit international ou dans la jurisprudence des principaux systèmes juridiques concernant des cas de ce type, aucun élément qui permette de déduire les taxes potentiellement exigibles des indemnités accordées à la partie lésée. L'Iraq n'a pas avancé de bases juridiques à l'appui de sa position en la matière. Par ailleurs, la SAT a communiqué certaines pièces donnant à penser que l'Arabie saoudite considérerait toute indemnité qui lui serait accordée au titre de sa réclamation comme un revenu imposable. L'indemnité recommandée est donc exprimée en chiffres bruts. Cependant, le Comité admet que des redevances ne peuvent être perçues que sur le pétrole effectivement retiré de la concession. Par conséquent, l'Arabie saoudite les percevra une fois le pétrole extrait et s'il est extrait. Le Comité entend donc exclure de l'indemnité recommandée le montant des redevances éventuellement applicables.

455. En se fondant sur les chiffres effectifs relatifs à la perte de production et sur la marge bénéficiaire telle qu'elle ressort des ventes et des dépenses constatées, le Comité chiffre le manque à gagner de la SAT à US$ 331 782 680 et recommande de lui allouer une indemnité de ce montant. Comme il a été indiqué ci-dessus, celui-ci ne comprend pas les redevances et les taxes éventuelles à payer n'en ont pas été déduites.

456. À supposer que, contrairement à ce que le Comité a constaté ci-dessus, la SAT puisse calculer ses pertes sans se limiter à ses résultats antérieurs et en établissant une projection du préjudice sur la durée entière de la concession, il n'en reste pas moins qu'elle n'a pas fourni de preuves suffisantes démontrant que le programme d'investissement aurait été mis en oeuvre durant la période visée par les calculs.

457. Dans les documents communiqués à l'appui de sa réclamation, ainsi que dans le cadre du processus de vérification, la SAT a décrit de manière circonstanciée la nature, la portée et les bénéfices escomptés du programme d'investissement envisagé. Les principaux moyens de preuve soumis par la société comprennent le document d'avril 1990 intitulé "Plan stratégique pour 1991-1995" (le "plan") et toute une série de témoignages de cadres supérieurs de la SAT et de la Texaco faisant état de l'intention de la SAT de réaliser ce programme.

458. Le plan présente une description générale des activités d'expansion que la SAT souhaitait entreprendre, le calendrier auquel elle espérait se conformer et les coûts estimatifs d'exécution des projets de développement. Il a été soumis au conseil d'administration de la Texaco et le compte rendu de la réunion

pertinente dudit conseil indique qu'il a été "entériné" par les membres, bien qu'aucun budget spécifique n'ait été approuvé. La SAT se fonde essentiellement sur ce plan pour prouver qu'elle avait l'intention de mettre en oeuvre son programme d'investissement.

459. D'après la SAT, la réalité du plan est attestée par le fait qu'après la libération du Koweït ses activités se sont nettement développées. En janvier 1998, la production de la ZNP avait en effet pratiquement doublé par rapport aux niveaux antérieurs à l'invasion.

460. Le Comité ne met pas en doute les assertions de la SAT selon lesquelles elle aurait mis en oeuvre son programme d'investissement : tel n'est pas l'objet de l'examen de la réclamation. La question est de savoir quand la SAT aurait réalisé ce plan si l'invasion ne s'était pas produite. Sur ce point, les preuves produites par la société ne sont guère solides et semblent contradictoires.

461. Premièrement, il y avait des obstacles financiers non négligeables à l'exécution du plan. De nombreux documents — dont le plan lui-même — signalent que les dépenses à consacrer au développement futur de la ZNP étaient subordonnées au règlement des aspects financiers. La nécessité de résoudre cette question pour pouvoir engager des dépenses supplémentaires de développement est constamment évoquée dans les communications, pratiquement dès l'instant ou la Texaco a pris le contrôle de la Getty Oil. En dépit de ces documents, la SAT affirme que le programme d'investissement aurait été mis en route même si les questions financières n'avaient pas été réglées. Or les justificatifs qu'elle a elle-même fournis sont contradictoires, certains d'entre eux donnant à penser qu'en pareil cas le plan n'aurait pas été exécuté.

462. Deuxièmement, les documents d'exploitation de la SAT ne corroborent pas ses assertions. Vu l'ampleur du programme d'investissement envisagé, ceux-ci auraient dû laisser entrevoir que la compagnie avait l'intention de consacrer des sommes appréciables aux projets de développement définis dans le plan. Or il n'en est nullement question dans ces documents. La SAT n'a pas été en mesure de produire des contrats, ordres d'achat, courriers échangés avec des maîtres d'oeuvre éventuels ou autres documents démontrant qu'elle avait posé des jalons en vue de l'exécution de ses projets d'expansion. La SAT applique par ailleurs un système de requêtes officielles pour les autorisations de dépenses. Les experts du Comité ont examiné ces documents pour la période allant de l'acquisition de l'entreprise par la Texaco jusqu'à l'invasion. Les autorisations portent notamment sur des demandes de financement de dépenses consacrées à de modestes forages d'essai. Les autres demandes concernent des opérations d'entretien ordinaires et des dépenses non liées aux projets d'expansion.

463. Troisièmement, le fait que le plan comportait des projets concrets de développement ne prouve pas nécessairement que la SAT les aurait mis en oeuvre. Les experts-conseils du Comité ont examiné les plans stratégiques antérieurs de la SAT. La plupart d'entre eux prévoyaient également des dépenses d'équipement aux fins d'expansion. Cependant, le volume effectif des travaux de développement entrepris à ce titre est, dans chaque cas, négligeable. Ainsi qu'il ressort des éléments disponibles, la SAT avait coutume d'inscrire au

budget des prévisions de dépenses d'équipement — pour le cas où les aspects financiers auraient pu être réglés — de façon à ne pas avoir à attendre l'exercice budgétaire suivant pour commencer à demander l'autorisation d'engager de telles dépenses.

464. Se fondant sur les pièces justificatives présentées, le Comité est d'avis que les moyens de preuve fournis par la SAT ne sont pas suffisants pour démontrer que le programme d'investissement sur lequel repose une grande partie de la demande d'indemnisation relative aux pertes industrielles et commerciales contenue dans la réclamation modifiée aurait été exécuté durant la période indiquée par la société. De ce fait, toute demande d'indemnisation fondée sur l'exécution de ce programme a, au mieux, un caractère spéculatif. Le Comité estime donc que le programme d'investissement en question ne répond pas au critère fixé par le Conseil d'administration selon lequel les pertes industrielles ou commerciales doivent être "évaluées de manière suffisamment certaine".

465. Compte tenu de cette analyse et des corrections indiquées ci-dessus, le Comité considère que, sur la base des chiffres relatifs au manque à produire et à la marge bénéficiaire estimés à partir des données sur les ventes et les dépenses effectives, le manque à gagner de la SAT avant impôt s'établit à US$ 331 782 680 — ce qui correspond à un manque à produire de 63 483 315 barils — et recommande d'allouer une indemnité de ce montant. Cette indemnisation se répartit comme suit :

Tableau 33

Indemnité recommandée concernant les pertes commerciales et industrielles de la SAT

Élément de perte	Montant réclamé (réclamation initiale) (US$)	Montant réclamé (réclamation modifiée) (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Pertes commerciales ou industrielles			
- Manque à gagner	616 490 470	-	331 782 680
- Interruption de l'activité commerciale	-	1 380 135 392	0
Total	616 490 470	1 380 135 392	331 782 680

3. Dépenses extraordinaires : paiements à autrui

466. Dans sa réclamation modifiée, la SAT demande à être indemnisée de US$ 67 645 901 pour des pertes assimilables à des dépenses extraordinaires. Elle affirme que, du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït, elle a dû faire face à des dépenses exceptionnelles en vue d'évacuer son personnel, de

mettre en place des bureaux temporaires et de réduire sa main-d'oeuvre. Après la libération, elle déclare avoir encouru des frais liés à la maîtrise des éruptions de puits, au nettoyage du pétrole déversé et à l'enlèvement des munitions. La SAT fait également état de dépenses destinées à rétablir l'approvisionnement en électricité de Mina Saud.

Tableau 34

Montants réclamés au titre des dépenses extraordinaires

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé (réclamation modifiée) (US$)
a)	Évacuation/réinstallation du personnel	1 163 017
b)	Transfert de services administratifs	676 952
c)	Licenciement et mise à la retraite de salariés	907 886
d)	Maintien d'effectifs permanents inactifs	51 481 948
e)	Perte d'effets personnels et indemnité forfaitaire versée aux salariés	11 117 980
f)	Maîtrise des éruptions de puits, nettoyage du pétrole et enlèvement des munitions	1 300 714
g)	Rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud	997 404
	Total	67 645 901

467. L' Iraq conteste cette partie de la réclamation pour plusieurs raisons. La décision de la SAT de conserver un grand nombre d'employés permanents inactifs lui semble injustifiée et les paiements effectués au titre de la perte des effets personnels des salariés ne sont, de l'avis de l'Iraq, confirmés par aucune pièce justificative. L'Iraq affirme également que le montant réclamé au titre de prestations en faveur des salariés inactifs a été compté en double. Par ailleurs, l'Iraq soutient que la réduction des coûts et les économies réalisées en matière d'entretien n'ont pas été prises en compte dans l'indemnisation demandée par la SAT concernant le rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud, alors que la SAT avait cessé d'utiliser sa propre usine pour produire de l'électricité.

468. À l'appui de cette partie de la réclamation, la SAT a fourni essentiellement des justificatifs de dépenses (factures, avis d'autorisation de dépenses, justificatifs de paiements tels que des relevés de comptes bancaires et des confirmations de virements de la Riyadh Bank, etc.) ainsi que des précisions sur les travaux de réparation effectués après la libération. La SAT a également transmis des déclarations sous serment et divers autres documents

internes : état des effectifs, catégories de salariés employés par la société, descriptif de la politique relative au personnel, liste des employés touchés par des mesures de mise à la retraite obligatoire ou anticipée, feuilles de calcul des prestations de retraite, tableaux des versements aux salariés et extraits de la législation koweïtienne du travail. Pour étayer sa réclamation, la SAT a en outre fait parvenir un rapport de ses consultants sur les dépenses extraordinaires. Celui-ci repose sur les feuilles de paie détaillées, des états récapitulatifs des coûts de la SAT, des relevés de virements télégraphiques, des copies de chèques, les comptes du grand livre et des entretiens avec le personnel d'encadrement de la société.

469. Compte tenu des justificatifs présentés par la SAT, que le secrétariat et les experts du Comité ont analysés dans le cadre de l'examen et de la vérification de la réclamation, le Comité estime que les dépenses extraordinaires invoquées par la SAT ont été encourues comme l'a affirmé la société et qu'elles résultent directement de l'invasion et de l'occupation.

a) Frais d'évacuation et de réinstallation du personnel de la SAT

470. La SAT demande à être indemnisée de US$ 1 163 017 au titre des frais d'évacuation et de réinstallation de son personnel. Au moment de l'invasion, elle a dû évacuer ses employés de la ZNP et ramener à leur point d'origine ceux qui n'étaient pas affectés à des tâches précises. Après l'occupation, il lui a fallu engager des dépenses supplémentaires d'appui aux salariés qui retournaient au Koweït pour faciliter leur réintégration et les efforts de redémarrage. Ces dépenses comprenaient les frais de voyage, l'ameublement des appartements des employés et la location de logements dans la ville de Koweït.

471. Compte tenu des pièces justificatives présentées, les experts du Comité ont constaté que les dépenses engagées par la SAT pour évacuer et réinstaller son personnel étaient raisonnables. Cependant, ils ont estimé qu'une des factures ne se rapportait pas directement à des frais d'évacuation, mais correspondait à des visites effectuées par des dirigeants de la société aux bureaux du siège dans le cadre des activités ordinaires de l'entreprise. Par conséquent, les dépenses visées par cette facture, soit US$ 31 175,47, ont été déduites. Les experts du Comité ont par ailleurs inclus deux autres factures d'un montant total de US$ 22 869,07 qui, à leur avis, sont directement liées aux frais d'évacuation. Vu le risque de double comptabilisation, le Comité a exclu toutes les dépenses invoquées au titre de l'ameublement d'appartements de location, d'un montant de US$ 312 993,90, exception faite de moquettes d'un montant de US$ 55 342,47.

472. Après correction des dépenses et des coûts susmentionnés, le Comité constate que les frais d'évacuation et de réinstallation du personnel de la SAT doivent être ramenés à US$ 897 059.

b) Frais de transfert des services administratifs de la SAT

473. La SAT demande une indemnisation d'un montant de US$ 676 952 au titre du transfert de ses services administratifs. Elle affirme que, durant l'invasion et l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq, elle a encouru des frais liés au déplacement de ses services administratifs à Dharan puis à Riyad, en Arabie

saoudite. Après le 2 mars 1991, elle a réinstallé ses bureaux dans la ville de Koweït en attendant la remise en état de ses installations de Mina Saud. Les dépenses de la SAT comprennent la location de locaux à usage de bureaux à Riyad et dans la ville de Koweït, le coût des réunions relatives au retour de la SAT dans la ZNP et les frais de voyage liés à la poursuite des activités de la société durant l'occupation.

474. Au vu des pièces présentées, le Comité a constaté que l'indemnisation demandée par la SAT pour les frais de transfert de ses services administratifs était raisonnable. Cependant, plusieurs versements se rapportant à des voyages par avion, d'un montant de US$ 31 807,47, ne sont pas liés aux frais de réinstallation résultant de l'invasion. Le Comité ne les a donc pas pris en compte. Il constate également que les frais afférents aux réunions relatives au retour de la SAT dans la ZNP, d'un montant de US$ 148 444,06, ne constituent pas une dépense extraordinaire. Il s'agissait en fait de réunions prévues par le comité exécutif ou le comité mixte de la SAT, se tenant habituellement dans le cadre des activités ordinaires de la société. Ces réunions auraient eu lieu en tout état de cause, indépendamment de l'invasion et de l'occupation, et se tenaient souvent à l'étranger. Le Comité estime donc que le coût effectif de ces réunions et les frais connexes font normalement partie des dépenses de fonctionnement ordinaires de l'entreprise et ne recommande aucune indemnisation à ce titre.

475. Après correction des coûts et dépenses ci-dessus, le Comité considère que le montant des frais de transfert des services administratifs de la SAT devrait être ramené à US$ 496 701.

c) Frais de licenciement et de mise à la retraite de salariés de la SAT

476. La SAT demande une indemnisation d'un montant de US$ 907 886 au titre des frais encourus pour licencier ou mettre à la retraite certains de ses employés tout en maintenant des "effectifs de base" inactifs. Ces frais comprennent les pensions mensuelles versées au titre de la retraite obligatoire (US$ 410 184), les primes forfaitaires offertes dans le cadre d'un "plan de départ à la retraite anticipé" (US$ 181 808) et les sommes forfaitaires versées à titre de règlement définitif aux employés non permanents dont le contrat a été résilié le 1er octobre 1990 (US$ 315 894).

477. Au vu des pièces justificatives présentées, les experts du Comité ont constaté que la demande d'indemnisation de la SAT correspondant aux frais de licenciement ou de mise à la retraite de ses employés était établie avec précision et s'avérait raisonnable. Cependant, les pensions mensuelles d'un montant de US$ 410 184 versées aux employés de la société dans le cadre d'une politique visant à abaisser l'âge de la mise à la retraite obligatoire de ses salariés ne sont pas directement liées à l'invasion. La SAT avait envisagé d'introduire cette mesure avant l'invasion et avait été autorisée par son siège à New York à les mettre en oeuvre. Les frais encourus de ce fait par la SAT ne sont donc pas assimilables à des dépenses extraordinaires mais constituent des dépenses de fonctionnement ordinaires. Par conséquent, le Comité ne recommande aucune indemnisation à ce titre.

478. Compte tenu des corrections apportées ci-dessus, le Comité considère que les frais de licenciement et de mise à la retraite de salariés de la SAT s'établissent à US$ 497 702 et recommande d'allouer une indemnité correspondant à ce montant.

d) Frais liés au maintien d'effectifs permanents inactifs

479. La SAT demande une indemnisation de US$ 51 481 948 au titre des dépenses engagées pour conserver une main-d'oeuvre inactive. Au cours de l'occupation, elle a gardé certains de ses salariés et acquis du matériel pour préparer les travaux ultérieurs de reconstruction. Les dépenses correspondantes comprennent le salaire intégral — indemnités et prestations comprises — versé aux employés inactifs d'août 1990 à juin 1995. La SAT déclare avoir dû prendre la décision commerciale de conserver une partie de son personnel à plein traitement plutôt que d'opter pour le licenciement. En vertu de la législation koweïtienne du travail applicable au secteur pétrolier et de sa propre politique, la SAT aurait dû verser d'importantes prestations de cessation de fonctions fondées sur l'ancienneté et le niveau de rémunération si elle avait licencié son personnel. Elle affirme en outre avoir gardé ses salariés, en majorité saoudiens, pour maintenir de bonnes relations avec l'Arabie saoudite et conserver une main-d'oeuvre suffisamment formée et qualifiée.

480. Les experts-conseils du Comité se sont fondés sur l'indemnité moyenne de licenciement indiquée dans le rapport des consultants de la SAT pour parvenir à une estimation du montant des prestations de cessation de fonctions. Au vu des moyens de preuve présentés, ils ont conclu que celles-ci auraient été nettement plus élevées que les sommes correspondant au salaire intégral des intéressés.

481. Se fondant sur les conclusions ci-dessus, le Comité constate que les frais d'un montant de US$ 51 481 948 engagés par la SAT pour conserver ses employés inactifs sont raisonnables et recommande d'allouer une indemnité correspondant à ce montant.

e) Remboursement des effets personnels perdus et des indemnités forfaitaires versées aux salariés

482. La SAT demande à être indemnisée de US$ 11 117 980 au titre des dépenses qu'elle a engagées pour dédommager ses salariés de la perte d'effets personnels et leur allouer une indemnité forfaitaire. Elle affirme avoir versé au total US$ 9 500 618 aux employés qui avaient perdu des effets personnels non assurés. Elle déclare également avoir accordé des indemnités forfaitaires d'un montant de US$ 1 617 362 aux salariés maintenus dans les cadres au titre des désagréments et des frais subis lorsqu'ils ont dû abandonner leur logement et leurs biens.

483. Se fondant sur les pièces justificatives présentées, le Comité constate que ces frais ont été rapportés avec précision et sont raisonnables. Il recommande donc que la SAT soit indemnisée à hauteur de US$ 11 117 980 du total des dépenses engagées pour dédommager ses employés de la perte d'effets personnels et leur verser une indemnité forfaitaire.

f) Maîtrise des éruptions de puits, nettoyage du pétrole et enlèvement des munitions

484. La SAT demande une indemnisation de US$ 1 300 714 au titre des dépenses liées à la maîtrise des éruptions de puits, au nettoyage du pétrole et à l'enlèvement des munitions. Elle déclare avoir entrepris après la libération des efforts de reconstruction consistant à appliquer des mesures de sécurité pour prévenir de nouveaux pillages, à localiser et à enlever une quantité considérable de mines et de munitions non explosées, à maîtriser les incendies de puits et à obturer ceux qui se déversaient, à nettoyer les nappes de pétrole, à réparer les têtes de puits endommagées et à fournir un appui aux salariés à leur retour. Les dépenses liées à la maîtrise des éruptions de puits et au nettoyage du pétrole comprennent la part de 50 % de la SAT dans les frais (US$ 716 463,12) initialement encourus par la KOC pour éteindre les incendies dans les zones exploitées conjointement, l'achat par la SAT de matériel anti-incendie (US$ 26 416,44) et les frais indirects de lutte contre l'incendie (US$ 250 000) que le Comité chargé d'examiner la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits a considérés comme non remboursables à la KOC en tant que requérant unique en raison des modalités juridiques de répartition des opérations conjointes. La SAT déclare en outre avoir engagé des dépenses d'un montant de US$ 307 834 pour procéder à l'enlèvement des munitions.

485. Sur la base des éléments de preuve présentés, le Comité constate que les frais invoqués sont correctement indiqués et s'avèrent raisonnables. Il considère donc que les dépenses totales de la SAT liées à la maîtrise des éruptions de puits, au nettoyage du pétrole et à l'enlèvement des munitions s'établissent à US$ 1 300 714 et recommande d'accorder une indemnité correspondant à ce montant.

g) Frais de rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud

486. La SAT demande à être indemnisée de US$ 997 404 pour les frais de rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud. Elle affirme avoir été contrainte de se raccorder au réseau du Ministère koweïtien de l'électricité et des eaux pour alimenter Mina Saud en électricité en vue de reconstruire ses installations et de reprendre ses activités commerciales. Elle déclare qu'avant l'invasion, elle produisait sa propre électricité au moyen d'un générateur. Les frais en question comprennent les dépenses de conception et de modification du matériel existant (US$ 766 757,12) et le coût du raccordement au réseau du Ministère koweïtien de l'électricité et des eaux (US$ 230 647,04).

487. Dans le cadre du processus de vérification, les experts du Comité ont découvert que la SAT avait déjà demandé le remboursement des dépenses engagées pour réapprovisionner Mina Saud en électricité dans la partie de la réclamation relative aux biens corporels. Le Comité ne recommande donc aucune indemnisation concernant les frais de rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud.

488. En résumé, le Comité constate que la SAT a engagé des dépenses extraordinaires s'élevant à US$ 65 792 104 et recommande d'allouer une indemnité correspondant à ce montant.

Tableau 35

Indemnité recommandée concernant les dépenses extraordinaires

	Élément de perte/ajustement	Montant réclamé (réclamation modifiée) (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
a)	Évacuation/réinstallation du personnel	1 163 017	897 059
b)	Transfert des services administratifs	676 952	496 701
c)	Licenciement et mise à la retraite de salariés	907 886	497 702
d)	Maintien d'effectifs permanents inactifs	51 481 948	51 481 948
e)	Pertes d'effets personnels et indemnité forfaitaire versée aux salariés	11 117 980	11 117 980
f)	Maîtrise des éruptions de puits, nettoyage du pétrole et enlèvement des munitions	1 300 714	1 300 714
g)	Rétablissement de l'approvisionnement en électricité de Mina Saud	997 404	0
	Total	67 645 901	65 792 104

4. Résumé des recommandations

489. Le Comité recommande d'allouer au total à la SAT une indemnité de US$ 505 587 451 ventilée comme suit :

Tableau 36

Indemnité recommandée pour la Saudi Arabian Texaco

Élément de perte	Montant réclamé par le requérant (réclamation initiale) (US$)	Montant réclamé par le requérant (réclamation modifiée) (US$)	Indemnité recommandée par le Comité (US$)
Biens corporels	200 564 400	72 171 021	108 012 667
Pertes commerciales ou industrielles	616 490 470	1 380 135 392	331 782 680
Dépenses extraordinaires	63 203 800	67 645 901	65 792 104
Total	880 258 670	1 519 952 314	505 587 451

VIII. AUTRES QUESTIONS

A. Taux de change

490. Le Comité constate que des éléments de certaines réclamations sont libellés en dinars koweïtiens et non en dollars des États-Unis. Les indemnités allouées par la Commission étant réglées dans cette dernière monnaie, il faut donc que le Comité détermine le taux de change à appliquer aux pertes dont le montant est indiqué dans une autre devise.

491. Le Comité constate que pour toutes les indemnités antérieurement allouées par la Commission on s'est fondé sur le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU pour déterminer le taux commercial de change à retenir pour convertir les autres monnaies en dollars des États-Unis. Cette même méthode a été retenue par le Comité aux fins du présent rapport et il a décidé que le taux de change applicable aux réclamations de la deuxième tranche et présentées en dinars koweïtiens était le taux en vigueur le 1er août 1990, immédiatement avant l'invasion et l'occupation du Koweït, tel qu'il était indiqué dans le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU (voir, par exemple, supra, par. 338, note 13).

B. Intérêts

492. Dans le corps du présent rapport, tous les montants réclamés analysés sont nets de tout intérêt demandé par les requérants.

493. Selon la décision 16 du Conseil d'administration, "il sera alloué des intérêts aux requérants dont la réclamation aura été acceptée à partir de la date à laquelle la perte leur a été infligée jusqu'à la date du paiement, à un taux suffisant pour compenser la perte découlant pour eux de l'impossibilité de faire usage pendant l'intervalle du principal de l'indemnité octroyée". Dans cette même décision, le Conseil précise en outre que "les intérêts seront payés après les montants alloués au titre du principal", les méthodes de calcul et de paiement des intérêts devant être arrêtées ultérieurement.

494. La tâche du Comité consiste donc à déterminer la date à partir de laquelle courront les intérêts versés aux requérants indemnisés à l'occasion de la deuxième tranche.

495. Lorsque la date précise d'une perte est manifeste ou identifiable, le Comité recommande que les intérêts courent précisément à partir de cette date.

496. Dans certains cas, il n'est pas possible d'établir la date précise d'une perte. En pareil cas, le Comité s'en est rapporté au document intitulé "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie "E2" [S/AC.26/1998/7]".

497. Ainsi, lorsque la réclamation porte sur un manque à gagner et que la perte a été subie de manière régulière tout au long d'une certaine période, le Comité a retenu comme date de la perte le point médian de cette période, aux fins du calcul des intérêts sur les indemnités allouées.

498. En outre, lorsque la réclamation porte sur la perte d'actifs corporels, le Comité a retenu le 2 août 1990 (date de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Iraq) comme date de la perte, car elle coïncide avec celle de la perte du contrôle des actifs en question par le requérant.

499. Le Comité a recommandé d'allouer des indemnités à la KOC et à la SAT au sujet de réclamations portant sur certaines dépenses exceptionnelles. Dans chaque cas, ces dépenses avaient été engagées tout au long d'une période commençant à la date de l'invasion et se prolongeant bien après la libération du Koweït. Pour chaque demande portant sur des dépenses exceptionnelles, le Comité a recommandé que des indemnités soient allouées au titre de plusieurs éléments de perte relevant de plusieurs types de perte. Alors que le Comité a été en mesure d'estimer que les pertes des requérants au titre de dépenses exceptionnelles ouvrant droit à indemnisation étaient intervenues entre le 2 août 1990 et une date donnée, il n'a pu établir les dates précises des pertes pour chaque élément des dépenses exceptionnelles ouvrant droit à indemnisation. Le Comité s'en rapporte à sa décision prise dans le cas de la maîtrise des éruptions de puits au sujet des paiements effectués pour la reconstruction pendant une certaine période. Il avait alors jugé que "la "date" à laquelle la perte était intervenue coïncidait avec la période pendant laquelle les paiements correspondants avaient été effectués" (voir rapport sur la maîtrise des éruptions de puits, p. 65) [anglais seulement]. En conséquence, le Comité retient pour date à partir de laquelle les intérêts courront le point médian de la période pendant laquelle les dépenses exceptionnelles pour lesquelles il est recommandé d'allouer une indemnité avaient été engagées.

500. Conformément à ces décisions, on trouvera dans le tableau suivant une indication des éléments de perte de chaque requérant pour lesquels le Comité recommande qu'une indemnité soit allouée ainsi que de la date à partir de laquelle les intérêts alloués pour chaque élément de perte devraient courir.

Tableau 37

Date recommandée pour les pertes de la Kuwait Oil Company

Élément de perte	Date de la perte
Gisements de pétrole	2 août 1990
Cité Ahmadi	2 août 1990
Parcs à réservoirs nord et sud	2 août 1990
Installations maritimes	2 août 1990
Ras Al Zoor - installations gazières	2 août 1990
Projets en construction/à l'étude	2 août 1990
Maîtrise de l'éruption des puits - Al Awda et autres	15 août 1991
Frais postérieurs à l'obturation des têtes de puits -	17 février 1993
Phase III	2 avril 1995

501. L'élément de perte "projets en construction/à l'étude" comprenait les réclamations tant pour les actifs corporels réunis pour les projets que pour des pertes futures attribuées par la KOC au retard pris par les projets. Étant donné que le Comité ne recommande pas qu'il soit alloué d'indemnisation pour les pertes futures, il a fixé au 2 août 1990 la date des pertes relatives aux actifs corporels.

502. La date recommandée pour les pertes relatives aux trois derniers éléments de perte susmentionnés représente le point médian de la période pendant laquelle les pertes ouvrant droit à indemnisation et figurant dans chaque élément ont été subies.

Tableau 38

Date recommandée pour les pertes de la Kuwait Petroleum Corporation

Élément de perte	Date de la perte
Stocks détenus dans les locaux de la KOC	2 août 1990
Stocks détenus dans les locaux de la KNPC	2 août 1990
Contrat relatif au chargement de soufre	2 août 1990
Biens de capital fixe	2 août 1990

503. L'élément de perte "contrat relatif au chargement de soufre" a été présenté en tant que perte contractuelle plutôt qu'en perte d'actifs corporels. Cependant, à la date de l'invasion, le requérant était sur le point de présenter les pièces qui lui auraient donné droit à un règlement au titre du contrat. Le Comité juge donc que le 2 août 1990 est la date de la perte à retenir pour cet élément.

Tableau 39

Date recommandée pour les pertes de la Saudi Arabian Texaco

Élément de perte	Date de la perte
Biens corporels	2 août 1990
Pertes commerciales ou industrielles	30 novembre 1992
Dépenses exceptionnelles	14 janvier 1993

504. La date recommandée pour les pertes relatives aux deux éléments susmentionnés représente le point médian de la période pendant laquelle les pertes comprises dans chaque élément et ouvrant droit à indemnité ont été subies.

C. Frais de préparation de la réclamation

505. Dans le corps du présent rapport, tous les montants relatifs aux réclamations sont nets de tout frais de préparation des demandes présentées par les requérants.

506. Dans une lettre datée du 6 mai 1998, le Secrétaire exécutif de la Commission a notifié le Comité que le Conseil d'administration avait l'intention de résoudre la question des frais de préparation des réclamations à une date ultérieure. En conséquence, le Comité ne prend aucune décision au sujet des demandes d'indemnisation de tel frais.

IX. RECOMMANDATIONS

507. On trouvera dans le tableau ci-après un résumé des montants des réclamations et des indemnités recommandées par le Comité pour chacune d'entre elles :

Tableau 40

Résumé des montants des réclamations et des indemnités recommandées par le Comité pour chacune d'entre elles

Requérant	No de la réclamation	Montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Saudi Arabian Oil Company	4002627	4 845 552 637	0
Arabian Oil Company	4000987	5 836 307 964	0
Kuwait Oil Company	4004160	2 512 896 177	2 216 550 792
Kuwait Petroleum Corporation	4003198	124 396 824	114 953 737
Saudi Arabian Texaco Inc	4000604	1 519 952 314	505 587 451
Total		14 839 105 916	2 837 091 980

Genève, le 19 février 1999

(Signé) M. Allan PHILIP
Président

(Signé) Juge Bola AJIBOLA
Commissaire

(Signé) M. Antoine ANTOUN
Commissaire

Notes

[1] "Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité S/221559, par. 20 et 25. Les passages cités figurent à la section II du rapport du Secrétaire général, dont le Conseil d'administration a reçu pour instructions de tenir compte en appliquant la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Voir le paragraphe 5 de la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité.

[2] Aux termes de l'alinéa d) de l'article 38 des Règles :

> "Les réclamations exceptionnellement importantes ou complexes peuvent faire l'objet d'un examen détaillé, le cas échéant. En pareil cas, le comité qui examine la réclamation peut, s'il le juge bon, demander un complément d'information écrite et recourir à une procédure orale. Le particulier, la société, le gouvernement, l'organisation internationale ou autre entité qui présente la réclamation peut alors soumettre directement son cas au comité et se faire assister par un avocat ou un autre représentant de son choix. Le comité achèvera l'examen du cas et présentera par écrit au Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, ses recommandations dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle la réclamation lui aura été soumise."

[3] "Critères pour le règlement des réclamations émanant de personnes physiques non considérées par ailleurs" (S/AC.26/1991/7/Rev.1) (texte signé ci-après "décision 7").

[4] "Indemnisation des pertes industrielles ou commerciales résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq lorsque l'embargo sur le commerce et les mesures connexes ont également joué comme cause" (S/AC.26/1992/15), par. 6 (texte dénommé ci-après "décision 15"). Il est souligné dans la décision 15 que pour qu'une perte ou un dommage invoqué ouvre droit à réparation, "le lien de causalité doit être direct" (par. 3).

[5] Décision 9 (S/AC.26/1992/9). La décision 9 analyse les trois principaux types de pertes qui sont invoquées dans les réclamations de la catégorie "E" : pertes liées à des contrats, pertes concernant des actifs corporels et pertes relatives à des biens productifs de revenus.

[6] Décision 15, par. 5.

[7] "Commission d'indemnisation des Nations Unies, formulaire de réclamation pour les sociétés et autres entités (formulaire E) : notice à l'intention des requérants" (ci-après dénommé "formulaire E") par. 6. On retrouve la même prescription au premier paragraphe de l'article 35 des Règles.

[8] Formulaire E, par. 6.

[9] Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie "E2" (S/AC.26/1998/7) (le premier rapport "E2"). Rapport "E2" (S/AC.26/1998/7), par. 65.

[10] Rapport "E2", par. 65.

[11] Le contexte historique dans lequel s'inscrivent la création de la ZNP et le régime de propriété des ressources en pétrole et en gaz est rappelé à propos de la réclamation relative à l'accord de troc avec l'Arabian Oil, examinée aux paragraphes 57 et 58 ci-dessus.

[12] Rapport et recommandations du Comité de commissaires chargé d'examiner la demande d'indemnisation des frais afférents à la maîtrise des éruptions de puits (S/AC.26/1996/5/Annexe).

[13] Le taux de change retenu pour le dinar koweïtien au 1er août 1990 est le "taux médian" de juillet 1990 (US$ 1 = KD 0,289) consigné dans le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU, vol. XLIV, No 12, décembre 1990 (ST/ESA/STAT/SER.1/220).

[14] Les chiffres ayant été arrondis, les montants indiqués dans les tableaux récapitulatifs diffèrent légèrement du total des montants des différents éléments de perte.

ANNEXE VIII

Décision concernant la deuxième tranche de réclamations de la catégorie "E1" prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance tenue le 24 juin 1999 à Genève1*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le rapport et les recommandations du Comité de commissaires chargé d'examiner la deuxième tranche de réclamations de la catégorie "E1", visant cinq réclamations[1],

1. Approuve les recommandations faites par le Comité de commissaires et, en conséquence;

2. Décide, conformément à l'article 40 des Règles, d'approuver les montants des indemnités recommandées pour les réclamations visées dans le rapport. Comme indiqué au paragraphe 507 du rapport, les montants globaux par pays s'établissent comme suit :

Pays	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation réclamé (US$)	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Arabie saoudite	0	1	4 845 552 637	néant
États-Unis d'Amérique	1	0	1 519 952 314	505 587 451
Japon	0	1	5 836 307 964	néant
Koweït	2	0	2 637 293 001	2 331 504 529
Total	3	2	14 839 105 916	2 837 091 980

3. Réaffirme qu'au moment où les fonds deviennent disponibles les indemnités doivent être versées conformément aux décisions du Conseil d'administration concernant les priorités et mécanismes de règlement;

4. Rappelle que, lorsque les versements sont effectués, les gouvernements et les organisations internationales doivent, conformément aux dispositions de la décision 18 (S/AC.26/Dec.18 (1994)), distribuer les sommes perçues aux requérants désignés, compte tenu des montants approuvés, dans les six mois suivant leur réception et, trois mois au plus tard après l'expiration de ce délai, fournir des informations sur cette distribution;

---

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.69 (1999).

[1] Le texte de ce rapport est publié sous la cote S/AC.26/1999/10.

5. Prie le Secrétaire exécutif de faire parvenir un exemplaire du rapport au Secrétaire général, au Gouvernement de la République d'Iraq et à chacun des gouvernements intéressés.

ANNEXE IX

Rapport et recommandations du Comité des commissaires concernant la troisième tranche des réclamations de la catégorie "E1"*

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Page
Liste des requérants		318
Liste de monnaies		318
Liste des tableaux		319
Introduction	1 - 6	321
I. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX RÉCLAMATIONS	7 - 12	323
II. CADRE JURIDIQUE	13 - 32	324
A. Droit et critères applicables	13	324
B. Responsabilité de l'Iraq	14 - 18	324
C. Compétence	19 - 27	325
D. Prescriptions concernant les éléments de preuve	28 - 32	327
III. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ GENOYER	33 - 62	328
A. Factures impayées	34 - 36	329
B. Lettres de crédit impayées	37 - 45	329
C. Compte bancaire en Iraq	46 - 48	331
D. Créances liées à des retenues de garantie	49 - 51	331
E. Autres pertes liées à des contrats	52 - 58	332
1. Contrat relatif à des robinets à boisseau sphérique	52 - 56	332
2. Contrat Walthon Wier	57 - 58	332

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/13.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
F.	Indemnités versées à des tiers	59 - 61	333
G.	Indemnité recommandée	62	333
IV.	RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ MITSUBISHI	63 - 199	334
A.	Pertes au titre du rapatriement de salariés et de leur famille	68 - 84	336
1.	Dépenses d'évacuation	69 - 80	336
a)	Iraq et Koweït	72 - 73	337
b)	Arabie saoudite	74 - 79	337
c)	Pays autres que l'Iraq, le Koweït et l'Arabie saoudite	80	338
2.	Vol ou détérioration de biens appartenant à des salariés	81 - 84	338
B.	Pertes liées au contrat résultant du non-règlement de livraisons	85 - 114	338
1.	Élément de perte 2	88 - 98	339
2.	Élément de perte 12	99 - 106	341
3.	Élément de perte 19	107 - 114	342
C.	Pertes liées au contrat pour non-livraison de biens non revendus par la suite	115 - 133	343
1.	Élément de perte 6	117 - 124	343
2.	Éléments de perte 11, 14, 16, 17 et 18 . . .	125 - 130	344
3.	Éléments de perte 13 et 15	131 - 133	345
D.	Pertes liées au contrat pour non-livraison de biens revendus par la suite	134 - 171	345
1.	Élément de perte 4	136 - 140	346
2.	Élément de perte 7	141 - 157	346
a)	Pertes au titre de la revente	145 - 148	347

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
	b) Frais de stockage et d'entretien	149 - 154	348
	c) Frais de livraison	155 - 157	348
	3. Élément de perte 8	158 - 165	349
	4. Éléments de perte 20 à 28	166 - 171	350
E.	Élément de perte 10	172 - 180	351
F.	Autres pertes	181 - 198	352
	1. Élément de perte 5	181 - 184	352
	2. Élément de perte 9	185 - 189	353
	3. Élément de perte 29	190 - 198	353
G.	Indemnité recommandée	199	355
V.	DOWELL SCHLUMBERGER (MIDDLE EAST) INC.	200 - 225	356
A.	Créances non acquittées	203 - 212	357
B.	Perte de matériel	213 - 215	358
C.	Perte de pièces détachées et de fournitures . .	216 - 218	359
D.	Perte de mobilier et d'effets personnels	219 - 220	359
E.	Manque à gagner	221 - 224	359
F.	Indemnité recommandée	225	360
VI.	SHAFI BIN JABER & BROS CO.	226 - 274	361
A.	Manque à gagner	229 - 237	362
B.	Les machines	238 - 246	363
C.	Pièces détachées	247 - 250	364
D.	Outils et instruments	251 - 254	365
E.	Pneus	255 - 258	366
F.	Les installations transportables et leur contenu	259 - 268	366

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
	1. Installations transportables	262 - 265	366
	2. Contenu des installations transportables . .	266 - 268	367
G.	Obligations financières liées à des biens immobiliers	269 - 273	367
H.	Indemnité recommandée	274	368
VII.	CAPE EAST LIMITED	275 - 285	369
A.	Perte de biens corporels	276 - 282	369
	1. Machines et stocks	276 - 278	369
	2. Échafaudages	279 - 280	370
	3. Contenu des appartements	281 - 282	370
B.	Frais d'évacuation	283 - 284	371
C.	Indemnité recommandée	285	371
VIII.	RÉCLAMATIONS DES REQUÉRANTS D'HALLIBURTON	286 - 401	372
A.	Rappel	286 - 290	372
B.	Baisse des bénéfices d'exploitation	291 - 314	373
	1. Baisse des bénéfices d'exploitation373 d'Halliburton Company	292 - 296	373
	2. Baisse des bénéfices d'exploitation d'Otis Engineering	297 - 302	374
	3. Baisse des bénéfices d'exploitation d'Halliburton Limited	303 - 306	375
	4. Relation causale et atténuation	307 - 314	376
C.	Indemnité versée à autrui	315 - 322	378
	1. Halliburton Company - Indemnité versée à autrui	316 - 317	378
	2. Halliburton Geophysical - Indemnité versée à autrui	318	378

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Page
3. Otis Engineering - Indemnité versée à autrui	319 - 320	379
4. Halliburton Limited - Indemnité versée à autrui	321 - 322	379
D. Pertes liées au contrat	323 - 377	380
1. Halliburton Geophysical - Pertes liées aux contrats	324 - 339	380
a) Accord sismique - fourniture de matériels	324 - 334	380
b) Accord sismique - formation sur le terrain	335 - 337	382
c) Accord sismique - rétributions forfaitaires pour le transport et la formation	338	382
d) Accord sismique - perte de bénéfices	339	383
2. Pertes de Halliburton Logging liées aux contrats	340 - 368	383
a) Accord d'achat portant sur du matériel neuf	340 - 342	383
b) Contrat portant sur du matériel d'occasion	343 - 352	384
c) Contrat d'appui technique	353 - 354	385
d) Sommes dues au titre de la fourniture de pièces de rechange	355 - 364	386
e) Commandes en attente de pièces de rechange	365 - 366	387
f) Manque à gagner sur les ventes de pièces de rechange	367 - 368	388
3. Pertes d'Otis Engineering liées à des contrats	369 - 377	388
E. Perte de biens corporels	378 - 387	390

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
	1. Perte de biens corporels d'Halliburton Limited	379 - 383	390
	2. Perte de biens corporels d'Otis Engineering	384 - 387	391
F.	Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels	388 - 400	392
	1. Actifs incorporels d'Otis Engineering	388 - 392	392
	2. Actifs incorporels d'Halliburton Limited	393 - 400	393
G.	Résumé des recommandations	401	395
IX.	RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ WOOD GROUP ENGINEERING LIMITED	402 - 442	396
A.	Manque à gagner	404 - 409	396
B.	Coûts d'installation	410 - 413	397
C.	Prêts aux salariés	414 - 417	398
D.	Intérêts	418 - 421	398
E.	Actifs corporels	422 - 424	399
F.	Sommes versées à des parents de salariés	425 - 427	399
G.	Indemnités de fin de contrat versées à des salariés	428 - 432	399
H.	Dépenses de caractères humanitaire	433 - 435	400
I.	Temps passé à la gestion	436 - 438	400
J.	Dépenses engagées pour réduire au minimum les pertes	439 - 441	401
K.	Indemnité recommandée	442	401
X.	RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ DRESSER INDUSTRIES, INC.	443 - 448	402
XI.	RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ NATIONAL - OILWELL	449 - 461	403
A.	Coûts de revente et frais d'annulation	452 - 458	404

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Paragraphes	Page
	B. Manque à gagner	459 - 460	405
	C. Indemnité recommandée	461	406
XII.	OGE DRILLING INC.	462 - 500	406
	A. Manque à gagner	465 - 472	407
	1. Bénéfices perçus après l'occupation	468 - 472	408
	B. Intérêts	473 - 476	409
	C. Temps de travail des employés	477 - 479	409
	D. Frais administratifs et professionnels	480 - 487	410
	1. Frais administratifs	481 - 482	410
	2. Frais professionnels	483 - 487	410
	E. Frais de rapatriement	488 - 490	411
	F. Primes d'assurance	491 - 497	411
	G. Secours accordés à des tiers	498 - 499	413
	H. Indemnité recommandée	500	413
XIII.	QUESTIONS SUBSIDIAIRES	501 - 513	413
	A. Taux de change	501 - 504	413
	B. Intérêts	505 - 511	414
	C. Frais de dossier	512 - 513	416
XIV.	RECOMMANDATIONS	514	416

Liste des requérants

Nom	Abréviation
Genoyer SA	"Genoyer"
Mitsubishi Corporation	"Mitsubishi"
Dowell Schlumberger (Middle East) Inc.	"Dowell"
Shafi Bin Jaber & Bros Co.	"Shafco"
Cape East Limited	"Cape"
Halliburton Company	"Halliburton Company"
Halliburton Geophysical Services, Inc.	"Halliburton Geophysical"
Halliburton Logging Services, Inc.	"Halliburton Logging"
Otis Engineering Corporation	"Otis Engineering"
Halliburton Limited	"Halliburton Limited"
Wood Group Engineering Limited	"Wood Group"
Dresser Industries, Inc.	"Dresser"
National-Oilwell	"NOW"
OGE Drilling, Inc.	"OGE"

Liste de monnaies

Nom	Abréviation
Dinar iraquien	ID
Dinar koweïtien	DK
Dirham des Émirats arabes unis	Dh
Dollar des États-Unis	US$
Franc français	FF
Livre sterling	£ stg.
Riyal saoudien	SRls
Yen japonais	¥

Liste des tableaux

Page

1. Récapitulation des requérants de la troisième tranche 321
2. Récapitulation des réclamations de la troisième tranche 322
3. Montants nets réclamés par Genoyer 329
4. Indemnité recommandée pour la société Genoyer 334
5. Montant net des réclamations de Mitsubishi 335
6. Indemnité recommandée pour Mitsubishi 355
7. Demande d'indemnisation de la société Dowell 357
8. Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la société Dowell 360
9. Demande d'indemnisation de la société Shafco 361
10. Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par Shafco 368
11. Demandes d'indemnisation de Cape 369
12. Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la société Cape 371
13. Résumé des réclamations des requérants d'Halliburton 372
14. Résumé des réclamations des requérants d'Halliburton et des indemnités recommandées 395
15. Montants nets réclamés par Wood Group 396
16. Indemnité recommandée pour la société Wood Group 401
17. Montant net réclamé par Dresser 402
18. Indemnité recommandée pour Dresser 403
19. Montants nets réclamés par NOW 404
20. Indemnité recommandée pour NOW 406
21. Demande d'indemnisation de la société OGE 407
22. Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la société OGE 413

Liste des tableaux (suite)

Page

23. Réclamations de la troisième tranche - Récapitulatif des indemnités recommandées par type de perte, assorties de la date à partir de laquelle courront les intérêts 415

24. Récapitulatif indiquant les montants nets des réclamations et les indemnités recommandées par le Comité 417

Introduction

1. Le présent rapport est le troisième que le Comité de commissaires ("le Comité") chargé d'examiner les réclamations afférentes au secteur pétrolier présentées par des sociétés, d'autres personnes morales privées et des entreprises du secteur public ("réclamations de la catégorie 'E1'") présente au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies ("la Commission"), conformément à l'article 38, alinéa e), des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations[15] ("les Règles").

2. Le rapport contient les constatations et recommandations du Comité relatives à la troisième tranche de réclamations de la catégorie "E1", qui comprend 14 demandes soumises au Comité par le Secrétaire exécutif de la Commission conformément à l'article 32 des Règles ("la troisième tranche").

3. Les réclamations de la troisième tranche sont toutes présentées par des sociétés privées non koweïtiennes exerçant leur activité dans le secteur des services et de la fourniture de matériels pour l'exploitation pétrolière. Les requérants de cette tranche font valoir en général plusieurs éléments de perte résultant de l'interruption de leur activité de services et de fourniture de matériels pour l'exploitation pétrolière, et de la destruction d'avoirs utilisés dans le cadre de cette activité. En conséquence, s'il est vrai que plusieurs éléments de perte individuelle sont extérieurs à cette activité centrale, la troisième tranche traite principalement de pertes liées à la fourniture de services et de matériels pour l'exploitation pétrolière.

4. Les requérants de la troisième tranche sont les suivants :

Tableau 1

Récapitulation des requérants de la troisième tranche

Nom du requérant	Pays présentant la réclamation	No CINU de la réclamation
Genoyer SA	France	4001841
Mitsubishi Corporation	Japon	4000979
Dowell Schlumberger (Middle East) Inc.	Panama	4001207
Shafi Bin Jaber & Bros Co.	Arabie saoudite	4002548
Cape East Limited	Royaume-Uni	4002145
Halliburton Company	États-Unis	4002232
Halliburton Geophysical Services, Inc.	États-Unis	4002233
Halliburton Logging Services, Inc.	États-Unis	4992234
Otis Engineering Corporation	États-Unis	4002251
Halliburton Limited	Royaume-Uni	4002135
Wood Group Engineering Limited	Royaume-Uni	4002037
Dresser Industries, Inc.	États-Unis	4002503
National-Oilwell	États-Unis	4002565
OGE Drilling, Inc.	États-Unis	4002567

5. Plusieurs requérants ont sollicité une indemnité au titre des intérêts afférents aux montants réclamés, et au titre des frais d'établissement du dossier de réclamation. Ces questions étant traitées séparément (voir sect. XIII, infra), le rapport proprement dit porte sur les réclamations nettes, à l'exclusion de tout intérêt et frais d'établissement de dossier. Les montants initiaux et nets réclamés dans le cadre de la troisième tranche sont récapitulés comme suit :

Tableau 2

Récapitulation des réclamations de la troisième tranche

Requérant		Montant brut réclamé	Frais d'établissement de dossier	Intérêts	Montant net réclamé
Genoyer	(FF)	67 535 458			67 535 458
	(US$)	289 553			289 553
	(ID)	8 424 477			8 424 477
Mitsubishi	(¥)	12 968 598 047			12 968 598 047
	(US$)	6 581 436			6 581 436
Dowell	(US$)	1 591 315			1 591 315
Shafco	(SRls)	40 278 848	82 850	8 925 370	31 270 628
Cape	(US$)	759 000			759 000
	(£ stg.)	50 096			50 096
	(DK)	10 465			10 465
Halliburton Company	(US$)	1 633 109	10 645	167 915	1 454 549
Halliburton Geophysical	(US$)	14 389 953	32 071	1 670 294	12 687 588
Halliburton Logging	(US$)	4 455 234	41 389	423 409	3 990 436
Otis Engineering	(US$)	6 696 537	24 510	962 862	5 709 165
Halliburton Limited	(US$)	13 160 208	73 187	1 326 346	11 760 675
Wood Group	(DK)	244 853			244 853
	(£ stg.)	185 740			185 740
Dresser	(US$)	342 819			342 819
NOW	(US$)	1 531 428			1 531 428
OGE	(US$)	425 213	9 302		415 911
Total	(FF)	67 535 458			67 535 458
	(US$)	51 855 805	191 104	4 550 826	47 113 875
	(ID)	8 424 477			8 424 477
	(¥)	12 968 598 047			12 968 598 047
	(SRls)	40 278 848	82 850	8 925 370	31 270 628
	(£ stg.)	235 836			235 836
	(DK)	255 318			255 318

6. Cinq des réclamations précitées ont été déposées par des sociétés apparentées, à savoir Halliburton Limited, Halliburton Company, Halliburton Geophysical Services, Inc., Halliburton Logging Services, Inc. et Otis Engineering Corporation (qui sont collectivement désignées dans le présent rapport par l'expression "les requérants Halliburton"). Les requérants

Halliburton, à l'exception de Halliburton Limited, ont par la suite fusionné en une seule société dénommée Halliburton Energy Services, Inc. Étant donné que les requérants Halliburton sont apparentés et ont présenté des réclamations analogues, accompagnées de formes de preuve analogues et de pièces justificatives qui se recouvrent, ces réclamations seront examinées ensemble dans le présent rapport.

I. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX RÉCLAMATIONS

7. Le secrétariat de la Commission ("le secrétariat") a entrepris, en mai 1998, un examen approfondi des réclamations de la troisième tranche. Cet examen a permis de constater qu'il existait plusieurs vices de forme dans les dossiers de réclamations, et que dans un certain nombre de domaines, des pièces justificatives ou des renseignements complémentaires devaient certainement être fournis par les requérants. En conséquence, le secrétariat a adressé des notifications précises portant spécifiquement sur ces points à chacun des requérants de la troisième tranche conformément à l'article 34 des Règles ("les notifications de l'article 34").

8. Étant donné le caractère technique de plusieurs des éléments de perte de la troisième tranche, des experts indépendants en règlement de sinistre et comptabilité ont été engagés pour aider ensuite le secrétariat et le Comité à examiner et évaluer ces réclamations.

9. Le Comité a rendu le 3 septembre 1998 ses premières ordonnances de procédure relatives à la troisième tranche, lesquelles contenaient aussi des questions précises adressées à chacun des requérants de la troisième tranche pour lui demander des éléments de preuve, des explications ou, dans certains cas, des moyens de droit, complémentaires. Ces questions ont été établies par le Comité sur la base de son examen des réclamations, avec le concours du secrétariat et des experts consultants. Les ordonnances de procédure ont fixé au 30 octobre 1998 l'expiration du délai de réponse aux questions.

10. Sur les instructions du Comité, des copies des ordonnances de procédure et des questions jointes ont été envoyées par le secrétariat au Gouvernement de la République d'Iraq.

11. Dans certains cas, le secrétariat a adressé aux requérants de nouvelles notifications de l'article 34 pour leur demander un complément de renseignements. De même, le Comité a expressément posé des questions supplémentaires à plusieurs des requérants.

12. Après avoir examiné les réclamations, les réponses des requérants aux notifications de l'article 34 et les réponses des requérants aux questions posées, le Comité a chargé les experts consultants d'élaborer un rapport préliminaire pour chacune des réclamations de la troisième tranche, en donnant leur avis sur l'évaluation adéquate des éléments de réclamation indemnisables. Cette tâche a été entreprise par les consultants en étroite collaboration avec le secrétariat. Le Comité a examiné ces rapports préliminaires et donné, le cas échéant, de nouvelles instructions aux consultants et au secrétariat. Les consultants ont alors, sous le contrôle du secrétariat, élaboré les rapports

définitifs, lesquels ont aidé le Comité à mener à bien sa tâche et à formuler les recommandations figurant dans le présent rapport.

II. CADRE JURIDIQUE

A. Droit et critères applicables

13. Le droit que doit appliquer le Comité est énoncé à l'article 31 des Règles, qui stipule ce qui suit :

> "Lorsqu'ils examineront les réclamations, les commissaires appliqueront la résolution 687 (1991) et les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les critères publiés par le Conseil d'administration pour les différentes catégories de réclamations et toutes ses décisions pertinentes. Ils appliqueront aussi, le cas échéant, d'autres règles pertinentes du droit international."

B. Responsabilité de l'Iraq

14. Aux termes du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité,

> "... l'Iraq, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales, est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage ... et de tous autres préjudices directs subis par des États étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de son invasion et de son occupation illicites du Koweït." Le Comité note qu'en adoptant la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité agissait en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui l'autorise à exercer les pouvoirs que lui confère ce chapitre pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité agissait également en vertu du Chapitre VII et de l'article 29 de la Charte des Nations Unies lorsqu'il a adopté la résolution 692 (1991), dans laquelle il a décidé de créer le Fonds et la Commission d'indemnisation visés au paragraphe 18 de la résolution 687 (1991). Par ces dispositions, le Conseil de sécurité tranche la question de la responsabilité de l'Iraq à l'égard des pertes relevant de la compétence de la Commission, laquelle n'est donc pas soumise à l'examen du Comité.

15. Le Conseil d'administration a donné quelques autres indications quant à ce qui constitue toute "perte, tout dommage et tous autres préjudices directs" dont l'Iraq est responsable en vertu de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Le paragraphe 21 de la décision 7 du Conseil d'administration constitue, pour les réclamations présentées au nom de sociétés et d'autres personnes morales (réclamations de la catégorie "E"), la règle cardinale concernant le caractère "direct" des pertes, dommages ou préjudices subis et prévoit, dans le passage pertinent, que peuvent bénéficier d'indemnités :

"... les sociétés et autres entités ayant subi des pertes, dommages ou préjudices directs à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il s'agit de toute perte ou préjudice subis à la suite :

a) Des opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991;

b) Du départ de l'Iraq ou du Koweït ou de l'incapacité de quitter ces pays (ou d'une décision de ne pas y revenir) durant cette période;

c) Des actions commises par des fonctionnaires, des salariés ou des agents du Gouvernement iraquien ou d'entités placées sous son contrôle pendant cette période à l'occasion de l'invasion ou de l'occupation;

d) De la rupture de l'ordre civil au Koweït ou en Iraq au cours de cette période; ou

e) D'une prise en otage ou de toute autre forme de détention illégale[16]."

16. L'énumération des causes possibles de "perte directe" au paragraphe 21 n'est pas exhaustive et laisse ouverte la possibilité qu'il en existe d'autres. C'est ce que confirme le Conseil d'administration dans la décision 15 : "il y aura d'autres situations où la preuve pourra être faite que la réparation demandée vise une perte, un dommage ou un préjudice résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq[17]". En l'occurrence, il incombera aux requérants d'établir qu'une perte qui n'est pas la conséquence de l'une des cinq catégories d'événements visés au paragraphe 21 résulte néanmoins "directement" de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

17. L'expression "à la suite de" employée au paragraphe 21 n'est pas définie plus précisément dans la décision 7, mais la décision 9 du Conseil d'administration fournit des indications quant à ce qui peut être considéré comme constituant des "pertes subies par suite de" l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq[18]".

18. Les décisions 7 et 9 contiennent donc des indications à l'intention du Comité quant à la façon d'interpréter la prescription de la "perte directe". C'est dans cette optique que le Comité examinera les réclamations analysées dans le présent rapport afin de déterminer si, pour chacune, le lien de causalité requis existe bien - c'est-à-dire si la perte est "directe".

C. Compétence

19. En ce qui concerne la clause du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité qui est relative aux dettes et aux obligations de l'Iraq "antérieures au 2 août 1990...", le Comité renvoie au rapport et aux recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche de

réclamations de la catégorie "E2" (S/AC.26/1998/7) ("le rapport 'E2'"), document dans lequel ce comité ("le Comité 'E2'") avait conclu que la clause "dettes et obligations antérieures" avait pour objet d'exclure du champ de compétence de la Commission la dette extérieure contractée par l'Iraq au moment de son invasion du Koweït, le 2 août 1990. Ayant examiné les pratiques commerciales normales en Iraq avant l'augmentation considérable de sa dette extérieure au cours de la guerre Iran-Iraq (1980-1988), le Comité "E2" a estimé que les parties étrangères qui y exécutaient un contrat à cette époque pouvaient raisonnablement s'attendre à être payées dans un délai allant de un à trois mois suivant la réalisation de leur obligation.

20. Le Comité "E2" a donc jugé que :

> "Dans le cas de contrats avec l'Iraq où l'exécution de l'acte ayant donné naissance à la dette initiale avait eu lieu plus de trois mois avant le 2 août 1990, c'est-à-dire avant le 2 mai 1990, les réclamations se rapportant à des impayés, en nature ou en espèces, ne relèvent pas de la compétence de la Commission, étant donné qu'il s'agit de dettes ou d'obligations antérieures au 2 août 1990." (Rapport "E2", par. 90.)

21. Le Comité "E2" a appliqué cette décision à des situations concrètes, notamment à des réclamations portant sur des accords de paiement différé, et a été d'avis qu'en pareils cas, indépendamment de savoir si les accords de paiement différé pouvaient avoir créé de nouvelles dettes et obligations pour l'Iraq au regard d'un système juridique particulier, ils n'en avaient pas créé au regard de la résolution 687 (1991). En conséquence, le Comité "E2" a conclu que les réclamations qui portaient sur des accords de paiement différé ne constituaient pas de nouvelles dettes courant à compter de la date à laquelle elles avaient été contractées et distinctes des contrats initiaux, et ne relevaient donc pas de la compétence de la Commission.

22. Le Comité "E2" a également examiné des réclamations de requérants qui avaient expédié des marchandises en Iraq en vertu de contrats conclus avant le 2 août 1990. En pareils cas, l'"exécution" s'entendait de la livraison des marchandises conformément aux termes des contrats. En appliquant la clause "dettes et obligations antérieures", le Comité "E2" a conclu ce qui suit :

> "Si les requérants avaient achevé l'exécution (c'est-à-dire livré les marchandises, comme l'attestent les documents appropriés) plus de trois mois avant le 2 août 1990, les demandes de recouvrement des sommes dues à ce titre par l'Iraq seront considérées comme antérieures au 2 août 1990 et, en tant que telles, comme ne relevant pas de la compétence de la Commission. Dans les cas où les marchandises ont été livrées au cours des trois mois précédant le 2 août 1990, les demandes d'indemnisation des montants dus à ce titre par l'Iraq répondent au critère 'dettes et obligations antérieures'." (Rapport "E2", par. 105.)

23. Le Comité a analysé les conclusions du Comité "E2" et y souscrit aux fins de l'examen de ces réclamations. Il en retient que l'expression "dettes ou obligations de l'Iraq antérieures au 2 août 1990" s'entend d'une dette ou d'une

obligation fondée sur des travaux exécutés ou des services rendus avant le 2 mai 1990.

24. En outre, le Comité note que les dettes et obligations qui sont touchées par la clause "dettes et obligations antérieures" sont des dettes et obligations de l'Iraq. Il a examiné le rapport "E2" dans lequel est proposée une définition du mot "Iraq". Plus précisément, le Comité "E2" a conclu que le mot "Iraq" servait à désigner :

> "... le Gouvernement iraquien, ses subdivisions politiques, ou tout organisme, ministère, organe ou entité (entreprises du secteur public notamment) sous le contrôle du Gouvernement iraquien." (Rapport "E2", par. 116.)

25. Le Comité adopte cette définition du mot "Iraq" pour interpréter les résolutions du Conseil d'administration, ainsi que la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. En conséquence, lorsque, dans le présent rapport, le Comité a exclu des réclamations en totalité ou en partie en considérant que ce sont des dettes ou obligations "de l'Iraq" antérieures au 2 août 1990, il constate expressément que le débiteur ou l'obligé est le Gouvernement iraquien, l'une de ses subdivisions politiques, ou tout organisme, ministère, organe ou entité sous le contrôle du Gouvernement iraquien.

26. Le Comité tient à réaffirmer que, s'il est vrai qu'au cours de l'occupation du Koweït, l'Iraq a prétendu refuser d'honorer certaines dettes, dont parfois celles examinées dans le présent rapport, il découle du paragraphe 17 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et de son acceptation par l'Iraq qu'un tel refus est sans effet et que ces dettes subsistent.

27. Le Comité souligne par ailleurs que dans son examen des réclamations dont il est saisi, et qui relèvent de sa compétence, il s'attachera aux faits et aux circonstances propres à chaque réclamation, en particulier, s'agissant de savoir si, comme exigé au paragraphe 16 de la résolution 687 (1991), la perte résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité sera particulièrement attentif aux réclamations pour lesquelles les requérants sont en mesure d'établir une pratique de longue date, antérieure à 1980, selon laquelle les acheteurs iraquiens et les parties contractantes bénéficiaient de conditions de paiement différé ou étalé dans le temps.

D. Prescriptions concernant les éléments de preuve

28. L'article 35 des Règles contient, dans son paragraphe 1, des indications générales au sujet de la soumission des éléments de preuve par un requérant :

> "Chaque requérant devra soumettre des preuves documentaires et autres établissant de manière satisfaisante qu'une réclamation ou un groupe de réclamations donnés est recevable en application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité."

29. En application de l'article 35, paragraphe 3 des Règles, les réclamations émanant de sociétés doivent être étayées par des preuves documentaires et autres appropriées, suffisantes pour prouver les circonstances et le montant du

préjudice invoqué. Le Conseil d'administration a par ailleurs clairement indiqué que, s'agissant des pertes industrielles ou commerciales, il "faudra décrire concrètement dans le détail les circonstances dans lesquelles se sont produits la perte, le dommage ou le préjudice dont il est fait état" pour qu'une indemnisation soit accordée[19].

30. Toutes les sociétés qui déposent des réclamations de la catégorie "E" ont été priées de joindre à leur formulaire "un exposé distinct de la réclamation ('exposé de la réclamation') étayé de pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés indiquant, outre le montant des pertes faisant l'objet de la réclamation, les circonstances dans lesquelles elles se sont produites[20]". Devaient ainsi figurer dans l'exposé de la réclamation les détails suivants :

"a) Date, type et cause de chaque élément de perte et textes sur lesquels se fonde la compétence de la Commission...;

b) Faits à l'appui de la réclamation;

c) Fondement juridique de chaque élément de la réclamation;

d) Montant de la réparation demandée assorti d'une explication de la manière dont on est arrivé à ce montant[21]".

31. Aux termes de l'article 35, paragraphe 1, des Règles, lorsque les requérants ont soumis un exposé de la réclamation répondant aux prescriptions de la Commission et que cet exposé est étayé de pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés, le Comité est tenu de "déterminer la recevabilité, la pertinence, l'importance et le poids" de ces éléments de preuve. En procédant à cette évaluation des éléments de preuve dont il est saisi, le Comité doit déterminer s'ils sont suffisants pour corroborer les circonstances et le montant du préjudice invoqué.

32. Dans le présent rapport, le Comité emploie le terme "excessif" à seule fin de marquer son désaccord sur un montant réclamé par un requérant et pour signifier que, selon lui, ce montant est supérieur à celui que permettent d'établir les pièces justificatives.

III. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ GENOYER

33. Genoyer SA ("Genoyer"), société de droit français, appartient à un groupe industriel ayant pour activité la fabrication et la fourniture de produits destinés à l'industrie pétrolière et gazière dans le monde entier. Genoyer a des relations contractuelles avec différents clients en Iraq et présente plusieurs réclamations motivées par l'interruption de ces relations contractuelles par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Les montants nets de ces réclamations peuvent être récapitulés comme suit :

Tableau 3

Montants nets réclamés par Genoyer

Élément de perte	Montant réclamé (FF)	Montant réclamé (US$)	Montant réclamé (ID)
Factures impayées	2 323 381		
Lettres de crédit impayées	1 198 979	289 553	
Compte bancaire en Iraq			8 424 477
Créances liées à des retenues de garantie	588 797		
Autres pertes liées à des contrats	62 966 557		
Indemnités versées à des tiers	457 744		
Total	67 535 458	289 553	8 424 477

A. Factures impayées

34. Genoyer présente une réclamation fondée sur le non-paiement de factures adressées à la société Iraq Northern Oil Company ("INOC") pour un montant de FF 625 228. À l'appui de sa réclamation, Genoyer produit un extrait de ses livres comptables montrant l'amortissement du montant réclamé en 1988, et une déclaration selon laquelle le montant réclamé a été approuvé par les commissaires aux comptes du requérant. De même, Genoyer réclame un montant de FF 1 698 153 au titre d'une autre somme réclamée à l'INOC et restée impayée. Au total, Genoyer réclame FF 2 323 381 au titre de factures impayées adressées à l'INOC. Pour étayer sa demande, Genoyer produit de la correspondance échangée depuis 1987.

35. Le Comité constate que les éléments de preuve produits à l'appui des réclamations en cause ne permettent pas d'apprécier si ces réclamations relèvent de la compétence de la Commission ou justifient l'octroi d'une quelconque indemnité. Plus précisément, Genoyer a initialement fait valoir ces demandes auprès de l'INOC en 1987 et 1988 et l'amortissement peut ou non être lié aux factures adressées à l'INOC, lesquelles n'ont pas été fournies. En outre, il n'apparaît pas au Comité que le chiffre de FF 1 698 153 avancé par Genoyer ait été approuvé par l'INOC.

36. Pour les raisons ci-dessus énoncées, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre des réclamations de Genoyer fondées sur le prétendu non-paiement de factures par l'INOC.

B. Lettres de crédit impayées

37. Genoyer présente également une réclamation motivée par le non-paiement de deux lettres de crédit par la Rafidain Bank of Iraq, une banque appartenant à l'État iraquien. Les lettres de crédit ont été garanties en 1989 en vue d'un paiement en novembre 1990 et janvier 1991, c'est-à-dire 360 jours après la

livraison des marchandises. Ces lettres de crédit représentent un montant de FF 1 154 597 FF et US$ 289 553, respectivement. Pour étayer sa réclamation à ce titre, Genoyer a fourni à la Commission des copies des lettres de crédit et des factures sous-jacentes, ainsi que la correspondance connexe et des télex relatifs aux montants dus. Genoyer a également produit des pièces retraçant ses vaines tentatives en vue de récupérer les montants réclamés sur la base des lettres de crédit échues.

38. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a déterminé que le montant des factures sous-jacentes est égal à la totalité des montants réclamés. Le Comité constate que la Rafidain Bank n'a confirmé, en vue du paiement, que le montant de FF 1 092 867 sur la première lettre de crédit. Les pièces produites confirment de manière satisfaisante pour le Comité que le montant total de la deuxième lettre de crédit était payable en 1991.

39. Le Comité doit tout d'abord déterminer si les lettres de crédit relèvent de la compétence de la Commission. Ces lettres constituant une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

40. Le Comité constate que les lettres de crédit de la Rafidain Bank au bénéfice de Genoyer sont des dettes de l'Iraq aux fins de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

41. Ensuite, le Comité doit déterminer la date à laquelle ces dettes sont nées, et plus précisément si elles sont antérieures au 2 août 1990, comme il est exposé à la section II.C., supra.

42. Le Comité constate que Genoyer a exécuté son obligation de livrer les marchandises, ainsi que l'ensemble de ses obligations découlant des lettres de crédit, en 1989. Cette exécution étant antérieure au 2 mai 1990, le Comité conclut que la dette ou l'obligation de l'Iraq est antérieure au 2 août 1990 aux fins du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). En conséquence, la réclamation fondée sur les lettres de crédit ne relève pas de la compétence de la Commission.

43. Genoyer réclame également un montant total de FF 44 382 au titre des frais et commissions des banques notificatrices en France pour ce qui est des lettres de crédit impayées. À l'appui de sa réclamation, Genoyer produit des lettres des banques notificatrices et la preuve du paiement des montants réclamés.

44. Le Comité constate que les frais et commissions des banques notificatrices sont accessoires aux lettres de crédit elles-mêmes et qu'ils ne relèvent donc pas non plus de la compétence de la Commission. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée à Genoyer au titre des frais et commissions des banques notificatrices.

45. En résumé, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée à Genoyer au titre des lettres de crédit et des frais et commissions des banques notificatrices.

C. Compte bancaire en Iraq

46. La société Genoyer fait valoir aussi qu'elle possède un compte bancaire auprès de la Rafidain Bank en Iraq, dont le solde est de ID 8 424 477, et que, par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle n'a plus accès aux fonds qui y sont déposés. À l'appui de sa réclamation, Genoyer a produit une pièce faisant apparaître le solde réclamé sur un compte détenu par une filiale de Genoyer.

47. Le Comité note que Genoyer n'a pas produit la preuve que les fonds déposés en Iraq ont été "expropriés, enlevés, volés ou détruits"; il relève en outre que ces fonds en dinars iraquiens n'ont, à aucun moment pertinent, été transférables ou convertibles. De ce fait, le Comité conclut que Genoyer n'a subi aucune perte ouvrant droit à indemnisation pour ce qui est des sommes placées en dépôt en Iraq. À cet égard, le Comité renvoie au rapport "E2", dans lequel le Comité "E2" a recommandé que soit rejetée une réclamation visant à une indemnisation au titre d'un compte bancaire en Iraq; le Comité adopte expressément le raisonnement énoncé aux paragraphes 136 à 140 de ce rapport.

48. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnisation ne soit accordée au titre de cet élément de perte.

D. Créances liées à des retenues de garantie

49. Genoyer prétend que deux sommes correspondant à des retenues de garantie lui restent dues par une entreprise française, Technip Geoproduction ("Technip"), du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Selon Genoyer, la société Technip n'ayant pas été payée n'a donc pas versé à Genoyer les retenues de garantie s'élevant respectivement à FF 156 227 et FF 432 570. Les pièces soumises à la Commission confirment que le premier montant n'est pas contesté par Technip, tandis que le second n'a pas été substantiellement étayé. Les deux montants se rapportent au projet d'aménagement du gisement pétrolier de Khabaz en Iraq.

50. Le Comité constate que Technip est toujours une société active qui est à même de respecter ses obligations. Il est convaincu que, dans la mesure où la société Genoyer a une créance valable au titre d'une retenue de garantie, elle peut la faire valoir auprès de Technip. Dès lors que Genoyer possède une telle créance, qui doit être déterminée en fonction de sa valeur intrinsèque à l'encontre d'une compagnie existante et viable, le non-paiement, à ce jour, des sommes correspondant aux retenues de garantie ne peut être considéré comme étant la conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité note que Technip a déposé auprès de la Commission sa propre réclamation, qui sera examinée par le présent comité dans le cadre d'une tranche ultérieure.

51. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre des créances de Genoyer liées à des retenues de garantie.

E. Autres pertes liées à des contrats

1. Contrat relatif à des robinets à boisseau sphérique

52. Genoyer réclame une somme de FF 45 972 000 au titre de pertes résultant d'un contrat avec la Société nationale iraquienne pour les industries mécaniques concernant la vente de technologie pour la fabrication de robinets à boisseau sphérique. La demande porte sur la totalité du montant du contrat. Celui-ci a été signé le 1er mars 1990, pour une durée de 15 mois, mais la date de départ de cette période de 15 mois est imprécise.

53. Malgré les demandes du secrétariat et du Comité, Genoyer n'a fourni aucune pièce qui permettrait au Comité d'évaluer d'éventuelles pertes découlant de ce contrat. En outre, celui-ci est expressément soumis à plusieurs conditions suspensives, dont l'approbation des autorités supérieures de l'"employeur", la réception d'un acompte par l'entreprise, et l'ouverture d'une lettre de crédit. Aucun élément de preuve n'indique que l'une quelconque de ces conditions suspensives a été réalisée ou que ces conditions n'ont pu être réalisées par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande qu'il ne soit accordé aucune indemnité au titre de cet élément de la demande.

54. Genoyer présente une autre demande pour un montant de FF 13 194 557 au titre d'un "préjudice direct", faute d'exécution du contrat, et produit à l'appui un document intitulé "estimation du préjudice relatif à plusieurs contrats", qui fait apparaître un montant total de FF 13 194 557. Le mode de calcul de cette somme n'est pas indiqué par Genoyer, et la Commission n'a été saisie d'aucune pièce qui permettrait au Comité de vérifier ou d'évaluer cette perte.

55. Le Comité conclut que, tout comme la demande relative à l'intégralité du montant du contrat, la réclamation additionnelle relative à un "préjudice direct" résultant de ce contrat doit être rejetée et ce, pour les mêmes motifs (voir par. 53, supra).

56. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cet élément de perte.

2. Contrat Walthon Wier

57. Genoyer affirme qu'une société non affiliée, Walthon Wier Pacific SA ("Walthon Wier") a conclu un accord avec la Société nationale iraquienne pour les industries mécaniques, le 15 février 1990. La société Genoyer prétend qu'elle était contractuellement en droit de recevoir de Walton Wier une commission de 10 % sur de tels contrats, en vertu d'un accord de représentation entre Genoyer et Walthon Wier, mais que le contrat Walthon Wier n'ayant pas été exécuté par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, elle a subi une perte au titre de la commission prévue, d'un montant de FF 3 800 000[22].

58. Le Comité note que le contrat Walthon Wier avec la Société nationale iraquienne pour les industries mécaniques comporte plusieurs conditions suspensives identiques à celles figurant dans le contrat relatif à des robinets

à boisseau sphérique (ci-dessus examiné), notamment l'approbation des autorités supérieures de l'"employeur", la réception d'un acompte par l'entreprise et l'ouverture d'une lettre de crédit. Aucun élément de preuve n'indique que l'une quelconque de ces conditions a été réalisée ou que ces conditions n'ont pu être réalisées par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cet élément de la réclamation.

F. Indemnités versées à des tiers

59. Genoyer affirme que deux de ses salariés ont été retenus contre leur gré en Iraq après l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, et que ce fait a entraîné pour la société, jusqu'à la libération de ces salariés en octobre 1990, des coûts salariaux et autres motivant une réclamation totale de FF 457 744. En réponse à une question du Comité, Genoyer a fourni une liste de frais d'un montant total de FF 391 619. Genoyer demande aussi une somme de US$ 12 800 au titre de dépenses engagées en Iraq. La société n'a pas expliqué ces chiffres.

60. Malgré les demandes du secrétariat et, ultérieurement, du Comité, la majorité des dépenses que Genoyer prétend avoir engagées ne sont étayées par aucun reçu, pièce comptable ou autre pièce justificative. Le requérant a, en outre, produit, sans explication, deux reçus de transport aérien pour une date antérieure à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le Comité conclut que la réclamation au titre de dépenses qui ne sont pas justifiées et celle relative à un transport aérien à une date antérieure à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq doivent l'une et l'autre être rejetées, faute de preuve.

61. Genoyer a enfin produit un reçu de FF 566 correspondant au prix d'un billet d'avion pour l'un des deux salariés détenus en Iraq et un télex confirmant le paiement par Genoyer de US$ 12 800 au titre des frais et du séjour des deux salariés lors de leur détention en Iraq. Le Comité constate que ces deux chefs de dépenses ont été suffisamment justifiés, et que ces dépenses ont été une conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité recommande donc que soit accordée une indemnité, en dollars des États-Unis, d'un montant équivalant à FF 566, plus une somme de US$ 12 800 au titre des indemnités et frais payés par Genoyer à des tiers.

G. Indemnité recommandée

62. Les recommandations du Comité peuvent être récapitulées comme suit :

Tableau 4

Indemnité recommandée pour la société Genoyer

Élément de perte		Montant réclamé	Montant recommandé (Monnaie initiale)	Montant recommandé (US$)
Factures impayées	(FF)	2 323 381	0	0
Lettres de crédit impayées	(FF)	1 198 979	0	0
Lettres de crédit impayées	(US$)	289 553	0	0
Compte bancaire en Iraq	(ID)	8 424 477	0	0
Créances liées à des retenues de garantie	(FF)	588 797	0	0
Autres pertes liées à des contrats	(FF)	62 966 557	0	0
Indemnités versées à des tiers	(FF)	457 744	566	111
Indemnités versées à des tiers	(US$)		12 800	12 800
Total	(FF)	67 535 458	566	111
	(US$)	289 553	12 800	12 800
	(ID)	8 424 477	0	0
Montant total recommandé (US$)				12 911

IV. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ MITSUBISHI

63. La société Mitsubishi ("Mitsubishi"), société publique constituée aux termes de la législation japonaise, est un vaste groupe d'entreprises industrielles dont les activités s'étendent, entre autres secteurs, à la fourniture de services et de matériel pour l'exploitation pétrolière. Mitsubishi entretenait d'importantes relations commerciales avec de nombreux clients en Iraq, au Koweït et dans les pays voisins avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq; elle avait notamment passé plusieurs contrats de fourniture avec des entreprises d'État iraquiennes dans les secteurs du pétrole, du gaz et des engrais ainsi que des contrats pour l'exportation de textiles du Japon au Koweït.

64. Mitsubishi demande une indemnité de US$ 6 581 436 et de ¥ 12 968 598 047, nette des intérêts et des frais d'établissement de la réclamation, au titre des pertes subies par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La majeure partie du préjudice invoqué, tant en termes monétaires qu'en ce qui concerne le nombre des éléments de perte, résulte de l'interruption qu'auraient subies les activités de Mitsubishi dans le secteur de la fourniture de services et de matériel pour l'exploitation pétrolière.

65. Le préjudice invoqué se compose de 29 éléments de perte différents, à chacun desquels Mitsubishi a attribué un numéro; par souci de commodité, ces numéros ont été conservés dans le présent rapport. Le Comité note toutefois que l'élément de perte 3 de la réclamation de Mitsubishi ne sera pas examiné dans le présent rapport. Étant donné que cet élément n'est pas lié aux activités de Mitsubishi dans le secteur de la fourniture de services et de matériel pour l'exploitation pétrolière et présente des similitudes matérielles certaines avec

une tranche de réclamations dont sera saisi le Comité "E2", il a été renvoyé à ce dernier, conformément à l'alinéa 3 de l'article 32 des Règles, pour qu'il l'examine à part.

66. La réclamation de Mitsubishi peut être récapitulée comme suit :

Tableau 5

Montant net des réclamations de Mitsubishi

No de la réclamation	Réclamation (US$)	Réclamation (¥)
1		169 450 232
2		2 146 000
3		199 940 000*
4	3 318	
5	48 052	
6	164 898	
7	830 667	121 037 617
8	1 837 629	117 622 219
9	372 469	
10		12 109 546 442
11		120 718 951
12		30 063 966
13		66 000
14		9 816 000
15		4 567 200
16		1 900 000
17		47 986 600
18		32 177 870
19		1 040 185
20	2 404	45 612
21	1 813	46 124
22	2 208	46 160
23	21 644	
24	7 350	152 860
	4 758	81 267
25		
26	3 639	
27	3 645	146 742
28	7 898	
29	3 269 044	
Total	6 581 436	12 968 598 047

* Comme indiqué au paragraphe 65 ci-dessus, l'élément de perte 3 ne sera pas examiné dans le présent rapport. Le Comité "E2" en rendra compte en tant que réclamation distincte.

67. En raison d'importantes similitudes entre les éléments de perte invoqués par Mitsubishi, ceux-ci seront présentés et analysés dans le présent rapport par type de perte.

A. Pertes au titre du rapatriement de salariés et de leur famille

68. Élément de perte 1 : Mitsubishi affirme avoir dû engager des dépenses pour évacuer des salariés en poste en Iraq, au Koweït, en Arabie saoudite et dans d'autres pays avoisinants ainsi que leur famille au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq. La société aurait dû engager d'autres dépenses pour indemniser les salariés du vol ou de l'endommagement de mobiliers et d'effets personnels en Iraq et au Koweït. Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de ¥ 169 450 232 au titre de l'élément de perte 1. Sur cette somme, ¥ 46 146 777 représentent les dépenses d'évacuation et ¥ 123 303 455 l'indemnisation des biens laissés en Iraq et au Koweït par les salariés de Mitsubishi.

1. Dépenses d'évacuation

69. Mitsubishi affirme qu'en raison de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle a dû évacuer 237 salariés et personnes à charge de l'Iraq, du Koweït, de l'Arabie saoudite et d'autres pays de la région du golfe Persique et du Moyen-Orient. Parmi ces personnes, 72 ont été évacuées d'Iraq et du Koweït, 78 d'Arabie saoudite et 87 de Turquie et de pays du Moyen-Orient autres que l'Iraq, le Koweït et l'Arabie saoudite. Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de ¥ 46 146 777 au titre des dépenses d'évacuation correspondantes, qui comprennent les billets d'avion à partir des pays considérés et les autres frais de transport.

70. À l'appui de cette partie de sa réclamation, Mitsubishi a fourni à la Commission de nombreuses copies de bordereaux de la société justifiant du paiement des frais d'évacuation. Le Comité constate que les pièces justificatives confirment que Mitsubishi a bien dû faire face aux frais d'évacuation invoqués et que ces frais s'élèvent en moyenne à ¥ 194 712 par personne évacuée. Comme ses consultants le lui ont conseillé, le Comité a calculé des dépenses d'évacuation moyennes plutôt que réelles par personne parce que les sommes invoquées ne variaient pas sensiblement selon le lieu et parce que, du fait du grand nombre de justificatifs soumis par Mitsubishi, la vérification de chaque dépense par personne évacuée aurait pris trop de temps.

71. Le Comité estime que le droit à indemnisation des frais d'évacuation justifiés que Mitsubishi a encourus dépend du pays d'où a eu lieu l'évacuation. Mitsubishi a fait face à des dépenses pour évacuer ses salariés d'Iraq, du Koweït, d'Arabie saoudite et de certains autres pays du Moyen-Orient et de la région du golfe Persique. Pour déterminer si elles sont indemnisables, le Comité s'appuie sur la décision 7 du Conseil d'administration[23] et sur l'application de cette décision aux dépenses d'évacuation par le Comité de commissaires nommé pour examiner les réclamations soumises par les gouvernements et les organisations internationales (le Comité "F1")[24].

a) Iraq et Koweït

72. Dans sa décision 7, le Conseil d'administration déclare que les pertes subies à la suite du départ de l'Iraq ou du Koweït entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991 résultent de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq[25]. Les dépenses encourues par Mitsubishi pour évacuer ses salariés de l'Iraq et du Koweït, et qui sont justifiées, ouvrent donc droit à indemnisation.

73. En se fondant sur une dépense moyenne d'évacuation par personne de ¥ 194 712, le Comité retient que Mitsubishi a engagé des dépenses de ¥ 14 019 264 pour évacuer 72 personnes de l'Iraq et du Koweït et recommande le versement d'une indemnité d'un montant équivalent en dollars des États-Unis.

b) Arabie saoudite

74. Aux termes de la décision 7, seules les dépenses encourues pour évacuer des personnes de l'Iraq ou du Koweït, et non pas d'autres pays, ouvrent expressément droit à indemnisation. La décision prévoit toutefois que "toute perte ou [tout] préjudice subi à la suite ... [d]es opérations militaires ou des menaces d'action militaire des deux parties au cours de la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991" est indemnisable à condition d'être dûment établi[26].

75. En examinant une réclamation relative à l'évacuation de personnes de pays autres que l'Iraq ou le Koweït, le Comité "F1" a estimé

> "qu'il est possible de se fonder sur cette disposition de la décision 7 pour présenter des réclamations au titre d'une évacuation opérée à partir [d'autres pays que l'Iraq et le Koweït] à condition que le requérant puisse établir l'existence d'un lien de causalité direct entre la perte qu'il a subie, d'une part, et, de l'autre, l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Ce lien peut être prouvé quand des opérations militaires ont été concrètement menées contre un pays dont des personnes ont été évacuées ou quand il existait des menaces réelles - par opposition à des menaces théoriques - d'action militaire à l'encontre d'un pays d'où il a été procédé à une évacuation"[27].

76. Au cours du même examen, le Comité "F1" a souscrit aux conclusions du Comité "C" pour qui "une revendication fondée sur un incident qui s'est produit en dehors du Koweït et de l'Iraq a besoin d'être davantage étayée" quand il s'agit de prouver l'existence du lien direct nécessaire entre la perte invoquée, et par ailleurs, l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité "F1" n'a toutefois pas indiqué si les réclamations qu'il examinait avaient effectivement été davantage étayées. Il a, en revanche, demandé des renseignements au sujet de l'évacuation de personnes d'autres pays du Moyen-Orient au cours de la période considérée auprès de plusieurs gouvernements et a prié le secrétariat de s'informer de la portée et de l'utilisation des missiles iraquiens durant l'occupation du Koweït par l'Iraq[28].

77. Les résultats de ces recherches ont permis au Comité "F1" de constater que des opérations militaires ou des menaces d'action militaire avaient été dirigées non seulement contre le Koweït et l'Iraq, mais encore contre l'Arabie saoudite

et contre Israël au cours de la période considérée. Il a donc recommandé d'indemniser, pour autant qu'elles soient justifiées, les dépenses encourues pour évacuer des personnes d'Arabie saoudite et d'Israël mais non pas d'autres pays du Moyen-Orient[29].

78. Le Comité adopte les conclusions du Comité "F1" selon lesquelles des opérations militaires ou des menaces d'action militaire ont été dirigées non seulement contre le Koweït et l'Iraq, mais encore contre l'Arabie saoudite. Il estime donc que les dépenses que Mitsubishi a engagées pour évacuer des salariés et les personnes à leur charge d'Arabie saoudite ouvrent droit à indemnisation pour autant qu'elles sont justifiées (Mitsubishi ne demande pas à être indemnisée des dépenses encourues pour évacuer des personnes d'Israël).

79. En se fondant sur des frais d'évacuation moyens par personne de ¥ 194 712, le Comité déclare que Mitsubishi a engagé des dépenses d'un montant de ¥ 15 187 526 pour évacuer 78 personnes d'Arabie saoudite et recommande d'accorder une indemnité d'un montant équivalent en dollars des États-Unis.

c) Pays autres que l'Iraq, le Koweït et l'Arabie saoudite

80. On l'a vu, le Comité "F1" a estimé que les dépenses engagées pour évacuer des personnes d'autres pays que l'Iraq, le Koweït, l'Arabie saoudite et Israël n'ouvraient pas droit à indemnisation (voir par. 72 à 77 ci-dessus)[30]. Le Comité recommande donc de ne verser aucune indemnité pour l'évacuation des salariés de Mitsubishi et des personnes à leur charge, de pays autres que l'Iraq, le Koweït et l'Arabie saoudite.

2. Vol ou détérioration de biens appartenant à des salariés

81. Mitsubishi demande également une indemnité de ¥ 123 303 455 au titre des dépenses engagées pour dédommager les salariés évacués du mobilier, des espèces, de la nourriture et des autres effets personnels laissés en Iraq et au Koweït.

82. À l'appui de cette partie de sa réclamation, Mitsubishi a communiqué à la Commission de nombreuses copies de bordereaux internes attestant que ces dépenses ont été effectuées.

83. Le Comité constate qu'au vu des pièces justificatives soumises, Mitsubishi a bien engagé les dépenses invoquées et que celles-ci résultaient directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

84. En conséquence, le Comité recommande de verser une indemnité d'un montant équivalent en dollars à ¥ 123 303 455 au titre de cette partie de la réclamation de Mitsubishi.

B. Pertes liées au contrat résultant du non-règlement de livraisons

85. Éléments de pertes 2, 12 et 19 : Mitsubishi soutient que, par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, plusieurs livraisons de marchandises à des clients en Iraq antérieures au 2 août 1990 n'ont pas été réglées. La société demande une indemnité de ¥ 33 250 151 au titre de ces pertes.

86. À l'appui de cette partie de sa réclamation, Mitsubishi a fourni des pièces du contrat, notamment des bons d'achat et des états prévisionnels, des factures, des documents étayant des lettres de crédit, des connaissements et des lettres de transport aérien.

87. Toutes les demandes d'indemnité examinées ci-après découlant d'obligations contractuelles créées avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, le Comité note qu'il doit vérifier que chacune d'entre elles n'est pas exclue du domaine de compétence de la Commission au motif qu'elle se situerait dans le champ d'application de la limitation imposée au paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990".

1. Élément de perte 2

88. Mitsubishi affirme, qu'au 16 mai 1990, elle avait livré certaines pièces détachées de matériel de télécommunication à l'Entreprise nationale des oléoducs d'Iraq du Ministère iraquien du pétrole (l'"Entreprise nationale des oléoducs") conformément à un accord conclu en 1988. Mitsubishi soutient qu'elle n'a pas été en mesure d'obtenir le règlement des pièces détachées car la lettre de crédit pour la transaction avait expiré avant la livraison, et les tentatives de l'Entreprise nationale des oléoducs de payer les marchandises par virement télégraphique avaient échoué. Mitsubishi a communiqué à la Commission des documents attestant que les parties étaient en train de prendre les dispositions nécessaires au règlement de la dette de l'acheteur lorsque l'Iraq a envahi le Koweït.

89. La dette de l'Entreprise nationale des oléoducs envers Mitsubishi n'est toujours pas payée. Mitsubishi demande une indemnité de ¥ 2 146 000, le prix du contrat des pièces détachées, au titre de la perte correspondante.

90. Comme mentionné plus haut, le Comité doit tout d'abord s'assurer que l'élément de perte 2 est du ressort de la Commission. Étant donné que cet élément de perte découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

91. Le Comité relève que l'obligation de l'Entreprise nationale des oléoducs de régler les pièces détachées à Mitsubishi constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

92. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance et en particulier si celle-ci est antérieure au 2 août 1990, comme examiné à la section II.C ci-dessus.

93. Le Comité constate que les pièces détachées ont été livrées le 16 mai 1990. De plus, il relève que les parties ayant conclu un contrat "FOB Japon", l'expédition des pièces détachées vaut exécution de son obligation par Mitsubishi. Pareille exécution étant intervenue après le 2 mai 1990, le Comité

conclut que l'obligation de paiement de l'Entreprise nationale des oléoducs au titre des pièces détachées constitue une dette ou une obligation de l'Iraq qui relève de la compétence de la Commission. Dès lors, l'élément de perte 2 est du ressort de la Commission.

94. Le Comité doit ainsi décider s'il existe une relation causale entre l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq et le défaut de paiement des pièces détachées par l'Entreprise nationale des oléoducs. Pour ce faire, il doit examiner les conditions de l'accord entre Mitsubishi et l'Entreprise nationale des oléoducs.

95. Sur la base des pièces justificatives fournies à la Commission, le Comité constate qu'en 1988 Mitsubishi et l'Entreprise nationale des oléoducs ont conclu une convention liant les parties relative à la livraison des pièces détachées. Aux termes de cette convention, le règlement des pièces détachées interviendrait sur présentation par Mitsubishi des documents d'expédition à la banque au Japon ayant consenti la lettre de crédit. Le Comité en conclut donc que Mitsubishi et l'Entreprise nationale des oléoducs voulaient que le règlement des pièces détachées intervienne à la date de l'expédition ou peu après.

96. Les justificatifs communiqués à la Commission confirment que Mitsubishi a expédié les pièces détachées à l'Iraq le 16 mai 1990. Conformément à la convention passée entre les parties, Mitsubishi aurait dû en obtenir le paiement en présentant à cette date ou peu après les documents d'expédition à la banque qui avait émis la lettre de crédit au Japon. La lettre de crédit concernant la transaction était toutefois venue à échéance avant la date de l'expédition. Mitsubishi a affirmé qu'elle ne l'ignorait pas. Néanmoins, elle a pris le risque d'expédier les pièces détachées en l'absence de lettre de crédit valable parce que des représentants de l'acheteur lui avaient assuré verbalement que le paiement serait effectué par virement télégraphique. Compte tenu des déclarations de Mitsubishi, le Comité relève que l'accord des parties pour que le paiement soit effectué par d'autres moyens que la lettre de crédit n'a pas modifié leur convention initiale selon laquelle le paiement devait intervenir à la date de l'expédition ou peu après.

97. Le Comité estime par conséquent que la dette de l'Entreprise nationale des oléoducs envers Mitsubishi est devenue exigible le 16 mai 1990 ou peu après. Mitsubishi affirme toutefois qu'il n'y a pas eu de paiement en raison de plusieurs malentendus entre l'Entreprise nationale des oléoducs et ses banquiers. Les pièces justificatives fournies montrent que la dette demeurait impayée au 2 août 1990, date de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Le Comité note que l'Iraq a envahi le Koweït environ 10 semaines après la date de l'expédition des pièces détachées. Il relève que ce laps de temps excède la durée normalement nécessaire pour clarifier des malentendus susceptibles de s'être produits entre l'acheteur et ses banquiers et régler les pièces détachées et que le non-respect de la convention entre les parties selon laquelle le paiement serait effectué le 16 mai 1990 ou peu après est antérieur à la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

98. Le Comité estime donc que la perte subie par Mitsubishi résulte d'une violation contractuelle de la part de l'Entreprise nationale des oléoducs, ayant entraîné un défaut de paiement, et non de l'invasion et de l'occupation

illicites du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande de ne verser aucune indemnité au titre de cet élément de perte.

2. Élément de perte 12

99. S'agissant de l'élément de perte 12, Mitsubishi affirme avoir effectué quatre expéditions de pièces détachées à la North Oil Company ("NOC"), entité du Ministère iraquien du pétrole. Les trois premières ont eu lieu en août 1987, la dernière le 19 janvier 1989. Les pièces détachées devaient être payées 720 jours après la date de leur expédition au moyen de lettres de crédit ouvertes en faveur de Mitsubishi par la NOC.

100. La dette de la NOC envers Mitsubishi est demeurée impayée. Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de ¥ 30 063 966, le prix des pièces détachées prévu au contrat, au titre de la perte occasionnée.

101. Le Comité doit d'abord s'assurer que l'élément de perte 12 relève de la compétence de la Commission. Étant donné que cet élément de perte découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

102. Le Comité constate que l'obligation de la NOC de régler les pièces détachées constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

103. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance, et en particulier si elle est antérieure au 2 août 1990, comme examiné à la section II.C ci-dessus.

104. Les pièces justificatives communiquées à la Commission confirment que trois lots de pièces détachées ont été expédiés en août 1987 et que la dernière expédition a eu lieu en janvier 1989. L'exécution du contrat étant antérieure au 2 mai 1990, le Comité constate que l'obligation de la NOC de payer les pièces détachées est une dette ou une obligation de l'Iraq qui a pris naissance avant le 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). Par conséquent, la réclamation présentée au titre de l'élément de perte 12 ne relève pas de la compétence de la Commission.

105. Pour ce motif, il n'y a pas lieu que le Comité décide s'il existe une relation causale entre l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq et son manquement à l'obligation de payer les pièces détachées.

106. Le Comité juge que la Commission n'a pas compétence pour connaître de l'élément de perte 12 et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cette réclamation.

3. Élément de perte 19

107. Mitsubishi affirme qu'elle a expédié le 3 mars 1990 certaines pièces détachées de matériel de télécommunication à l'Entreprise nationale d'engrais ("SEF") conformément à un accord conclu en 1989. La lettre de crédit ouverte pour la transaction devait être confirmée par la succursale de la Rafidain Bank à Londres ("Rafidain Londres"). Mitsubishi soutient qu'elle n'a pas pu obtenir le paiement des pièces détachées lors de leur expédition parce que la confirmation de la lettre de crédit par Rafidain Londres n'était déjà plus valide à ce moment. Mitsubishi a fourni des documents attestant que les parties étaient en train de prendre les dispositions nécessaires au règlement de la dette de la SEF lorsque l'Iraq a envahi le Koweït.

108. La dette de l'acheteur envers Mitsubishi demeure impayée. Mitsubishi demande une indemnité de ¥ 1 040 185, le prix de contrat des pièces détachées, au titre de la perte occasionnée.

109. Le Comité doit tout d'abord vérifier si l'élément de perte 19 est du ressort de la Commission. Étant donné que cet élément de perte découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

110. Le Comité relève que l'obligation de la SEF de régler les pièces détachées constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

111. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance et en particulier si celle-ci est antérieure au 2 août 1990, comme examiné à la section II.C ci-dessus.

112. Les pièces justificatives fournies confirment que les pièces détachées ont été expédiées le 3 mars 1990. Le Comité relève que, conformément au contrat entre les parties, l'exécution a eu lieu lors de l'expédition des pièces détachées par Mitsubishi. La date de l'exécution étant antérieure au 2 mai 1990, le Comité constate que l'obligation de la SEF de payer les pièces détachées constitue une dette ou une obligation de l'Iraq dont la naissance est antérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). Il en résulte que la réclamation présentée au titre de l'élément de perte 19 ne relève pas de la compétence de la Commission.

113. Pour ce motif, il n'y a pas lieu que le Comité décide s'il existe une relation causale entre l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq et son manquement à l'obligation de payer les pièces détachées.

114. Le Comité juge que la Commission n'a pas compétence pour connaître de l'élément de perte 19 et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cette réclamation.

C. Pertes liées au contrat pour non-livraison de biens non revendus par la suite

115. Avant le 2 août 1990, Mitsubishi avait conclu plusieurs contrats de livraison de tubes de canalisation, de pièces détachées et d'accessoires à certains acheteurs iraquiens dans les secteurs du pétrole, du gaz et des engrais. Mitsubishi affirme que, du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, elle n'a pas pu livrer ces marchandises et en obtenir le règlement.

116. Les pertes ainsi occasionnées, pour lesquelles Mitsubishi demande une indemnité de US$ 164 898,06 et de ¥ 217 232 621, sont présentées par Mitsubishi en tant qu'éléments de perte 6, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

1. Élément de perte 6

117. Mitsubishi affirme qu'elle a reçu le 28 juin 1990 une commande d'accessoires en acier de la Société nationale des installations pétrolières ("SCOP") de l'Iraq. La commande s'inscrivait dans le cadre d'un contrat de fourniture de tubes de canalisation et de certains accessoires pour le projet de Roumaïla nord en Iraq (le "marché de Roumaïla nord") que la SCOP et Mitsubishi avaient conclu en 1989. Les accessoires en acier devaient être livrés en août 1990 mais n'ont pas été expédiés en raison de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

118. Le prix du contrat de livraison s'élevait à US$ 209 000. Mitsubishi affirme qu'elle a pu annuler la production d'accessoires d'une valeur de US$ 44 102. En outre, elle indique qu'elle a mis au rebut en mars 1996 les produits fabriqués avant le 2 août 1990 parce qu'il s'agissait d'accessoires très spécialisés et par conséquent impossibles à revendre. La valeur à la casse obtenue a servi à payer les frais de stockage encourus jusqu'à cette date.

119. Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de US$ 164 898, le prix de contrat des accessoires en acier fabriqués mais non livrés à la SCOP.

120. Mitsubishi a communiqué à la Commission des éléments du marché de Roumaïla nord et certaines autres pièces du marché concernant la commande des accessoires ainsi que des avis de débit attestant les paiements effectués par Mitsubishi aux fournisseurs de ces accessoires. Mitsubishi a également fourni des documents qui attestent que ces produits ont été mis au rebut et que leur valeur à la casse s'est élevée à ¥ 37 372.

121. Le Comité constate que les pièces justificatives fournies confirment que Mitsubishi a subi une perte en ce qui concerne les accessoires en acier. Il note également que la situation militaire dans la région du golfe Persique aurait rendu impossible leur livraison à l'Iraq comme prévu. Il reconnaît donc le bien-fondé de l'assertion de Mitsubishi selon laquelle l'incapacité dans laquelle se trouvait la société de livrer les accessoires en acier et d'en obtenir le paiement résultait directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et il estime donc, conformément à la décision 9 du Conseil d'administration, que l'existence de l'embargo commercial contre

l'Iraq instauré par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité n'a pas d'effet sur le droit à indemnisation.

122. Par ailleurs, le Comité estime que l'extrême modicité de la valeur de récupération des produits fabriqués corrobore l'affirmation de Mitsubishi selon laquelle ces produits étaient très spécialisés et donc difficiles à revendre à un tiers. Il juge ainsi que Mitsubishi était fondée à réduire sa perte en mettant les produits au rebut.

123. Le Comité note cependant que les accessoires en acier n'ayant jamais été livrés à l'Iraq, la société n'a dû supporter aucun frais d'expédition. Il y aurait lieu de déduire ces frais de l'indemnité accordée au titre de cet élément de perte si le marché de Roumaïla nord les imputait à Mitsubishi. Les pièces de marché communiquées à la Commission n'indiquent pas si c'était le cas. Cela dit, le Comité relève que Mitsubishi n'a pas fourni à la Commission le dossier de soumission du projet de Roumaïla nord qui fait partie du marché de Roumaïla nord. Le Comité note que Mitsubishi n'a pas fourni non plus d'information indiquant laquelle des parties devait assumer les frais de livraison des accessoires en acier. C'est pourquoi le Comité conclut qu'ils devaient peut-être incomber à Mitsubishi. Après avoir pris connaissance de l'avis de ses consultants, le Comité estime que le montant des frais de livraison économisé aurait représenté environ 5 % du prix de la commande prévu au contrat, soit US$ 10 450. Le Comité juge que cette somme doit être déduite de l'indemnité réclamée par Mitsubishi.

124. En conséquence, le Comité recommande qu'une indemnité de US$ 154 448 soit versée au titre de cet élément de perte.

2. Éléments de perte 11, 14, 16, 17 et 18

125. Éléments de perte 11, 14, 16, 17 et 18 : Mitsubishi avait conclu des contrats pour livrer des pièces détachées à la NOC, à l'Entreprise nationale de l'industrie gazière du nord ("SENGI"), à la South Oil Company, à l'Entreprise nationale de raffinage du pétrole et de l'industrie gazière dans la région sud et à la SEF, entités de l'État iraquien.

126. Mitsubishi affirme qu'une partie des produits faisant l'objet de ces contrats ont été fabriqués avant le 2 août 1990 et n'ont pu être livrés à leurs acheteurs par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. La société déclare aussi qu'elle n'a donc pas pu réduire ses pertes par la revente de ces produits à des tiers car les pièces détachées avaient été fabriquées selon les spécifications des acheteurs. Mitsubishi demande une indemnité de ¥ 212 599 421 au titre des pertes occasionnées.

127. À l'appui de ces éléments de perte, Mitsubishi a fourni à la Commission des pièces du marché : commandes de pièces détachées, lettres de crédit concernant les transactions et, sauf dans le cas de l'élément de perte 17, lettres des fournisseurs des pièces détachées indiquant que les produits qui devaient être livrés à l'Iraq étaient exceptionnels et ne pouvaient donc être revendus.

128. Mitsubishi n'a cependant pas démontré que les pièces détachées avaient été fabriquées et qu'elle avait dû engager des dépenses à ce titre. Les lettres des

fournisseurs ne concernaient que l'utilisation des pièces détachées et la possibilité de les revendre à des tiers; elles n'indiquaient pas que ces pièces détachées avaient été fabriquées et vendues à Mitsubishi. La société n'a pas non plus dit ce qu'il était advenu des pièces détachées après le 2 août 1990 ni justifié de leur stockage ou de leur mise au rebut.

129. De plus, le Comité constate que Mitsubishi n'a pas démontré qu'elle n'aurait pas pu réduire sa perte en revendant les pièces détachées à des tiers. Il estime que les lettres des fournisseurs qui lui ont été soumises ne démontrent pas de manière convaincante le caractère exceptionnel des pièces détachées.

130. Le Comité estime donc que la réclamation de Mitsubishi au titre des éléments de perte 11, 14, 16, 17 et 18 doit être rejetée faute d'éléments probants. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit versée au titre de ces éléments de perte.

3. Éléments de perte 13 et 15

131. Avant le 2 août 1990, Mitsubishi avait conclu deux contrats de livraison de pièces détachées à la NOC et à la SENGI. Au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq, Mitsubishi a pu annuler la production de ces pièces détachées. Ce faisant, elle affirme qu'elle a dû débourser ¥ 4 633 200 à titre de frais d'annulation et demande une indemnité de ce montant au titre des éléments 13 et 15.

132. À l'appui des éléments de perte 13 et 15, Mitsubishi a fourni des pièces de contrat concernant les commandes de pièces détachées. Elle n'a toutefois pas fourni à la Commission de justificatifs des frais d'annulation.

133. Le Comité note que Mitsubishi n'a pas apporté la preuve qu'elle avait dû faire face aux frais d'annulation invoqués. En conséquence, il conclut que la réclamation de la société au titre de ces éléments de perte doit être rejetée faut d'éléments probants et il recommande de ne verser aucune indemnité.

D. Pertes liées au contrat pour non-livraison de biens revendus par la suite

134. Avant le 2 août 1990, Mitsubishi avait conclu certains contrats de livraison de tôles d'acier, de tubage en acier sans soudure et de tissus imprimés ou teints à des acheteurs en Iraq et au Koweït. Mitsubishi affirme que par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, elle n'a pas pu livrer ces marchandises comme prévu. Afin d'atténuer ses pertes, la société les a vendues à des tiers à prix réduits.

135. Les pertes qui en ont résulté, ainsi que certaines dépenses de stockage, d'expédition et d'autres frais divers supportés par Mitsubishi, sont présentées en tant qu'éléments de perte 4, 7 et 8 (qui concernent des ventes de tubes de canalisation, de tôles d'acier et de tubage en acier sans soudure à des acheteurs koweïtiens et iraquiens) et 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 (qui concernent des ventes de tissus teints ou imprimés à des acheteurs koweïtiens).

Mitsubishi demande une indemnité de US$ 2 726 973 et de ¥ 239 178 601 au titre de ces pertes.

1. Élément de perte 4

136. Mitsubishi affirme qu'avant l'invasion du Koweït par l'Iraq, elle avait conclu un contrat de fourniture de tôles d'acier à la société koweïtienne Burgan Contracting Co. WLL. Le prix de la commande prévue au contrat s'élevait à US$ 5 086. Les tôles ont été expédiées du Japon au Koweït le 21 juillet 1990 mais ont été déroutées sur Singapour lorsque l'Iraq a envahi le Koweït le 2 août 1990. Mitsubishi affirme qu'après avoir encouru des frais de stockage de US$ 957, elle a revendu les tôles à un tiers au prix de US$ 2 725, soit une perte de US$ 2 361 sur le prix de contrat.

137. Mitsubishi demande donc une indemnité d'un montant de US$ 3 318 pour la perte à la revente et les frais de stockage correspondants.

138. À l'appui de l'élément de perte 4, Mitsubishi a fourni à la Commission les pièces originales du contrat de livraison des tôles d'acier au Koweït et les factures attestant de la revente et des frais de stockage.

139. Le Comité constate que les justificatifs fournis à la Commission confirment que Mitsubishi a dû faire face aux pertes invoquées lors de la revente ainsi qu'aux frais de stockage. Il note également que la situation militaire dans la région du golfe Persique aurait rendu impossible la livraison des tôles d'acier comme prévu. En conséquence, il reconnaît le bien-fondé de l'assertion de Mitsubishi selon laquelle l'incapacité dans laquelle se trouvait la société de livrer les tôles d'acier et d'en obtenir le paiement résultait directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et estime, conformément à la décision 9 du Conseil d'administration, que l'existence de l'embargo commercial contre l'Iraq instauré par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité n'a pas d'effet sur le droit à indemnisation.

140. C'est pourquoi, le Comité recommande qu'une indemnité d'un montant équivalant à US$ 3 318 soit accordée au titre de cet élément de perte.

2. Élément de perte 7

141. Mitsubishi fait valoir qu'avant le 2 août 1990 elle avait conclu un contrat pour la fourniture de tubes de canalisation et d'accessoires à la SCOP dans le cadre du marché de Roumaïla nord. Le prix conventionnel de la commande des tubes de canalisation s'élevait à US$ 3 480 000. Aux termes du contrat, l'expédition des tubes devait commencer après la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

142. Mitsubishi affirme que lors de l'invasion du Koweït par l'Iraq, elle a pu annuler la production de tubes de canalisation d'une valeur de US$ 2 507 662 au prix du contrat sans encourir de pénalités. Le restant de la commande avait toutefois déjà été fabriqué. Malgré plusieurs tentatives de les vendre à des tiers, Mitsubishi en est restée propriétaire jusqu'en mars 1997, lorsqu'elle a pu les vendre à deux acheteurs pour un prix de US$ 233 540, soit une perte de US$ 738 798 par rapport au prix de contrat initial (US$ 972 338).

143. De plus, Mitsubishi soutient avoir engagé des dépenses de ¥ 101 766 266 pour le stockage et de ¥ 14 257 030 pour l'entretien des tubes de canalisation. La société fait aussi valoir qu'elle a encouru des dépenses de US$ 91 869 et de ¥ 5 014 321 pour expédier les produits revendus à ses acheteurs.

144. Mitsubishi demande en conséquence une indemnité d'un montant de US$ 830 667 et de ¥ 121 037 617 pour les frais de stockage, d'entretien, de livraison et les autres frais liés à la revente.

a) Pertes au titre de la revente

145. À l'appui de sa réclamation pour pertes au titre de la revente, Mitsubishi a fourni à la Commission les pièces originales du contrat de vente des tubes de canalisation, notamment l'accord de paiement entre Mitsubishi et la Société nationale pour la commercialisation de pétrole ("SOMO") déterminant les paiements effectués, ainsi que des factures justifiant la revente à des tiers.

146. Le Comité constate que les pièces justificatives fournies à la Commission confirment qu'en 1997 Mitsubishi a vendu les tubes de canalisation en subissant une perte de US$ 738 798 par rapport au prix de contrat. En réponse à une question du Comité, Mitsubishi a toutefois indiqué que la SCOP lui avait versé un acompte de US$ 538 423 au titre de ces tubes. Mitsubishi a dit que cet acompte avait été "gelé" dans un compte de dépôt et qu'elle pensait avoir peut-être à le rembourser à la SCOP puisque les tubes n'ont pas été livrés. La société n'a toutefois fourni aucune autre information ni pièce relative au compte "gelé" dont elle fait état. Elle n'a pas non plus démontré que l'acompte devrait être remboursé à la SCOP; le Comité note que l'accord de paiement entre Mitsubishi et la SOMO prévoyait le versement de l'acompte, sans préciser les circonstances dans lesquelles il était remboursable. Mitsubishi n'ayant pas prouvé qu'elle ne peut pas récupérer l'acompte ni qu'elle devra le rembourser à la SCOP ou à la SOMO, le Comité estime qu'il convient d'en déduire le montant de la perte invoquée au titre de la revente. En conséquence, le Comité déclare que la perte effective de Mitsubishi au titre des opérations de revente s'élève à US$ 200 375.

147. Le Comité note par ailleurs que la situation militaire dans la région du golfe Persique aurait rendu impossible la livraison des tubes de canalisation à l'Iraq comme prévu. En conséquence, il reconnaît le bien-fondé de l'assertion de Mitsubishi selon laquelle l'incapacité dans laquelle se trouvait la société de livrer les tubes de canalisation et d'en obtenir le paiement résultait directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et estime, conformément à la décision 9 du Conseil d'administration, que l'existence de l'embargo commercial contre l'Iraq instauré par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité n'a pas d'effet sur le droit à indemnisation[31].

148. C'est pourquoi, le Comité estime que le préjudice invoqué par Mitsubishi au titre de la revente résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et recommande le versement d'une indemnité de US$ 200 375.

b) Frais de stockage et d'entretien

149. Mitsubishi a fourni les factures des frais de stockage et d'entretien. Elle a aussi communiqué à la Commission copies de télex et d'autres pièces de correspondance attestant de ses tentatives de vendre les tubes de canalisation à des tiers entre novembre 1991 et la date de leur revente.

150. Le Comité constate que Mitsubishi a démontré avoir encouru les frais de stockage et d'entretien du montant allégué. Ces dépenses ont été engagées entre la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq et mars 1997, date de la vente des tubes de canalisation. Les frais de stockage et d'entretien ont donc été supportés pendant une période de plus de six années.

151. Le Comité estime que Mitsubishi aurait difficilement pu atténuer ses pertes concernant les tubes de canalisation en les revendant à des tiers sans encourir certains frais de stockage et d'entretien. Il doit toutefois s'assurer que le montant total invoqué des frais de cette nature est raisonnable.

152. Le Comité note qu'au vu des pièces justificatives communiquées, à l'exception de plusieurs tentatives en 1994, Mitsubishi n'a effectué que des démarches sporadiques pour revendre les tubes de canalisation. En outre, la société n'a pas établi que les conditions du marché pour la vente des tubes de canalisation étaient relativement défavorables avant la date de leur revente définitive ou qu'il était difficile de les revendre en raison de leurs caractéristiques spéciales. Le Comité en conclut que Mitsubishi aurait pu revendre les tubes plus rapidement et qu'il est probable que si elle ne l'a pas fait, ce fut par suite d'une décision commerciale malheureuse ou par négligence.

153. Le Comité estime qu'un an après l'invasion du Koweït par l'Iraq, Mitsubishi aurait dû comprendre qu'il lui serait impossible, dans l'avenir prévisible, de livrer les tubes de canalisation à la SCOP. À cette époque, la société s'est vue dans l'obligation d'atténuer sa perte en revendant les tubes à des tiers. Le Comité estime que l'on pouvait normalement s'attendre que pareille revente soit accomplie dans un nouveau délai d'un an. Il relève donc que des frais de stockage et d'entretien des tubes de canalisation durant les deux années qui ont suivi la date de l'invasion illicite du Koweït par l'Iraq auraient été acceptables.

154. En conséquence, le Comité déclare que les frais de stockage et d'entretien subis par Mitsubishi entre le 2 août 1990 et le 2 août 1992 ont directement résulté de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a calculé que de tels frais se sont élevés à ¥ 21 686 756 et il recommande le versement d'une indemnité d'un montant équivalent en dollars.

c) Frais de livraison

155. Mitsubishi a communiqué à la Commission un connaissement, une liste de fret et un avis de débit justifiant les dépenses encourues pour livrer les tubes de canalisation à ses acheteurs en mars 1997.

156. Le Comité constate que les pièces justificatives fournies confirment que Mitsubishi a dû faire face à des frais de livraison de US$ 91 869 et ¥ 5 014 321. Il retient que la société a dû normalement engager ces dépenses pour atténuer sa perte au titre du contrat de tubes de canalisation avec la SCOP.

157. Le Comité note toutefois que Mitsubishi n'a pas eu à assumer de frais d'expédition parce que les tubes qu'elle a fabriqués n'ont jamais été livrés à l'Iraq. Il y aurait lieu de déduire ces dépenses de l'indemnité accordée au titre de cet élément de perte si le marché de Roumaïla nord les imputait à Mitsubishi. Les pièces de marché communiquées à la Commission ne permettent pas de savoir si c'était le cas. Cela dit, le Comité relève que la société n'a pas fourni le dossier de soumission du projet de Roumaïla nord qui fait partie du marché de Roumaïla nord. Le Comité note que Mitsubishi n'a pas non plus fourni d'information indiquant laquelle des parties devait assumer les frais de livraison des tubes. C'est pourquoi le Comité conclut qu'ils devaient peut-être incomber à Mitsubishi. Après avoir pris connaissance de l'avis de ses consultants, le Comité estime que le montant des frais de livraison économisé aurait été à peu près égal aux dépenses invoquées pour la livraison des produits revendus. En conséquence, le Comité recommande de n'accorder aucune indemnité au titre des frais de livraison.

3. Élément de perte 8

158. Mitsubishi déclare qu'avant l'invasion du Koweït par l'Iraq, elle avait conclu un contrat pour la livraison de 23 472 tonnes de tubage en acier à la SOC. Le prix de contrat s'élevait à US$ 16 400 000. Avant le 2 août 1990, Mitsubishi avait fabriqué 9 301 tonnes de ce tubage. La société soutient que par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, elle n'a pas pu livrer les produits à la SOC.

159. Pour atténuer la perte ainsi occasionnée, Mitsubishi a essayé de vendre à des tiers le tubage en acier destiné primitivement à la SOC. Une partie en a été transférée du Japon à Singapour où Mitsubishi pensait pouvoir mieux l'écouler. La société a vendu la totalité du lot fabriqué entre avril 1991 et juillet 1996. Ce faisant, elle soutient avoir subi une perte de US$ 1 837 629 par rapport au prix de contrat initial. Mitsubishi affirme également avoir engagé des dépenses de stockage et de transport de ¥ 117 622 219 à l'occasion de la revente.

160. Mitsubishi demande en conséquence une indemnité d'un montant de US$ 1 837 629 et de ¥ 117 622 219 au titre de ces pertes. Si l'on applique aux frais allégués exprimés en yen le taux de change en vigueur au 1er août 1990 entre le yen japonais et le dollar des États-Unis, la réclamation de Mitsubishi au titre de l'élément de perte 8 s'élève à US$ 2 653 034[32].

161. Mitsubishi a fourni à la Commission les pièces originales du marché conclu avec la SOC, une liste des opérations de revente du tubage d'acier et des factures justifiant ces opérations ainsi que les frais de stockage et de transport.

162. Le Comité note qu'en réponse à une question qui lui a été posée en décembre 1998, Mitsubishi a indiqué que la SOC lui avait versé un acompte de US$ 2 460 000 au titre de la commande de tubage d'acier. Mitsubishi a dit que cet acompte avait été "gelé" dans un compte de dépôt et qu'elle pensait avoir peut-être à le rembourser à la SOC puisque le tubage n'avait pas été livré. La société n'a toutefois fourni aucune autre information ni pièce relative au compte "gelé". Elle n'a pas non plus démontré que l'acompte devrait être remboursé à la SOC; le Comité note que l'accord de paiement entre Mitsubishi et la SOMO prévoyait le versement de l'acompte sans préciser les circonstances dans lesquelles il était remboursable. Mitsubishi n'ayant pas prouvé qu'elle ne peut pas récupérer l'acompte ni qu'elle devra le rembourser à la SOC ou à la SOMO, le Comité estime qu'il convient d'en déduire le montant de la perte invoquée.

163. Le Comité note que Mitsubishi demande, dans le cadre de sa réclamation au titre des frais de stockage et de transport d'un montant de ¥ 117 622 219, à être indemnisée des frais d'expédition et de transport à hauteur de ¥ 55 580 208. Si l'on applique le taux de change en vigueur au 1er août 1990 entre le yen japonais et le dollar des États-Unis, cette somme équivaut à US$ 385 305.

164. Le Comité relève que Mitsubishi n'a pas exposé en détail pourquoi elle a dû engager les différents éléments du montant total des frais d'expédition et de transport invoqué ni comment ceux-ci résultaient de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. De ce fait, la plupart des pièces fournies à l'appui de cette partie de la réclamation de la société ont une valeur probante limitée. En outre, le Comité note que Mitsubishi n'a pas dit si le contrat initial avec la SOC lui imputait les frais d'expédition en Iraq. Il ressort toutefois de la commande de la SOC, qui indique que la valeur contractuelle totale est "C&F Oumm Qasr", que Mitsubishi avait accepté de prendre ces frais à sa charge. En raison du silence de la société sur ce point, le Comité ignore l'importance des dépenses que Mitsubishi aurait dû assumer pour livrer les accessoires en acier à l'Iraq. Le Comité n'est donc pas à même de déterminer dans quelle mesure, éventuellement, les frais d'expédition et de transport occasionnés par l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq excédaient les frais de livraison que Mitsubishi aurait dû assumer aux termes de son contrat avec la SOC. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Comité estime que la réclamation de Mitsubishi au titre des frais d'expédition et de transport doit être rejetée faute d'éléments probants.

165. Le Comité note que le montant total de la réclamation de Mitsubishi au titre de cet élément de perte s'élève à US$ 2 653 034. Cette somme est ramenée à US$ 2 267 729 puisque le Comité juge que la réclamation de Mitsubishi au titre des frais d'expédition et de transport doit être rejetée faute d'éléments probants. Étant donné que cette somme est inférieure à l'acompte de US$ 2 460 000 versé à Mitsubishi par la SOC, le Comité n'a pas à examiner les frais de revente et de stockage invoqués par la société et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit versée au titre de l'élément de perte 8.

4. Éléments de perte 20 à 28

166. Avant le 2 août 1990, Mitsubishi avait conclu plusieurs contrats de vente de tissus teints ou imprimés à des acheteurs au Koweït. Mitsubishi affirme que

par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle n'a pas pu livrer ces tissus et a dû les vendre à prix réduits à des tiers.

167. Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de US$ 55 359 au titre de ce préjudice qui fait l'objet des éléments de perte 20 à 28. Pour tous ces éléments de perte, à l'exception des éléments 23, 26 et 28, Mitsubishi réclame également à être indemnisée de certains frais d'expédition liés à la revente. La société demande une indemnité de ¥ 518 765 au titre de ces frais.

168. À l'appui des éléments de perte 20 à 28, Mitsubishi a fourni à la Commission les pièces originales des contrats de vente prévue aux acheteurs koweïtiens. Elle a également communiqué des factures à l'appui des frais de stockage, mais ces pièces n'ont pas été traduites en anglais. Le Comité note que toutes les pièces justificatives fournies par des sociétés requérantes à l'appui de leurs réclamations doivent être présentées en anglais ou être accompagnées d'une traduction anglaise[33].

169. Le Comité note que la situation militaire dans la région du golfe Persique aurait rendu impossible la livraison des tissus au Koweït comme prévu. En conséquence, il reconnaît le bien-fondé de l'assertion de Mitsubishi selon laquelle l'incapacité dans laquelle se trouvait la société de livrer les toiles et d'en obtenir le paiement résultait directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et estime, conformément à la décision 9 du Conseil d'administration, que l'existence de l'embargo commercial contre l'Iraq instauré par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité n'a pas d'effet sur le droit à indemnisation. Le Comité relève par ailleurs que les pièces justificatives fournies confirment les pertes invoquées par Mitsubishi lors de la revente.

170. En revanche, le Comité estime que les factures relatives aux frais d'expédition invoqués n'ayant pas été traduites en anglais, la réclamation de Mitsubishi à cet égard doit être rejetée faute d'éléments probants.

171. C'est pourquoi, le Comité recommande qu'une indemnité d'un montant de US$ 55 359 soit accordée au titre des pertes invoquées dans le cadre des éléments 20 à 28 à l'occasion de la revente mais qu'aucune indemnité ne soit versée pour ce qui est des frais d'expédition.

E. Élément de perte 10

172. Le 2 décembre 1984, Mitsubishi Heavy Industries, Ltd. ("Mitsubishi Heavy Industries") et Mitsubishi ont conclu un marché clefs en main à prix fixes avec la SCOP d'Iraq pour la construction de l'installation d'huile lourde de Majnoon (l'"installation de Majnoon").

173. Mitsubishi affirme que par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, la SCOP a cessé de rembourser la dette relative à l'installation de Majnoon. Les pertes ainsi occasionnées, pour lesquelles Mitsubishi demande une indemnité d'un montant de ¥ 12 109 546 442, font l'objet de l'élément de perte 10.

174. À l'appui de l'élément de perte 10, Mitsubishi a fourni à la Commission un tableau récapitulatif du remboursement de la dette, des extraits du contrat de construction de l'installation de Majnoon et une correspondance ainsi qu'un accord financier prorogé attestant du rééchelonnement de la dette de la SCOP au titre de l'installation de Majnoon.

175. Le Comité doit tout d'abord vérifier si l'élément de perte 10 est du ressort de la Commission. Étant donné que cet élément de perte découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

176. Le Comité relève que l'obligation de la SCOP de rembourser sa dette à Mitsubishi constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

177. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance et en particulier si celle-ci est antérieure au 2 août 1990, comme examiné à la section II.C ci-dessus.

178. Comme la dette de la SCOP a été, semble-t-il, rééchelonnée avant l'invasion du Koweït par l'Iraq, le Comité a demandé le 3 septembre 1998 à Mitsubishi dans une ordonnance de procédure si cette dette remontait au-delà de 1989. Le 14 octobre 1998, Mitsubishi a répondu qu'aux termes des conditions originales de la dette, celle-ci était devenue exigible en 1989 ou avant cette date, lorsqu'elle avait été rééchelonnée. Le Comité estime donc que l'obligation de la SCOP de rembourser sa dette à Mitsubishi est une dette ou une obligation de l'Iraq antérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). En conséquence, la réclamation qui fait l'objet de l'élément de perte 10 ne relève pas de la compétence de la Commission.

179. Pour ce motif, il n'y a pas lieu que le Comité décide s'il existe une relation causale entre l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et son manquement à l'obligation de payer les pièces détachées.

180. Le Comité juge que la Commission n'a pas compétence pour connaître de l'élément de perte 10 et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cette réclamation.

F. Autres pertes

1. Élément de perte 5

181. Mitsubishi soutient qu'en raison de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle n'a pas été défrayée des dépenses qu'elle a encourues en juillet 1990 au nom de la SCOP pour certaines inspections par des tiers sur le chantier de Roumaïla nord en Iraq. Mitsubishi demande une indemnité de US$ 48 052 au titre des pertes qui en ont résulté.

182. Mitsubishi a fourni des télex échangés entre la SCOP, Mitsubishi et l'inspecteur indépendant, desquels il ressort que la SCOP a demandé à Mitsubishi de payer l'inspecteur en son nom, que ce dernier a reçu les paiements de Mitsubishi et que la société en a demandé le remboursement à la SCOP.

183. Sur la base de ces pièces justificatives, le Comité conclut que Mitsubishi a réglé les inspections indépendantes au nom de la SCOP et qu'elle pouvait prétendre à être remboursée du montant correspondant. Le Comité retient qu'un tel remboursement n'a pas eu lieu en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

184. Le Comité recommande donc qu'une indemnité d'un montant de US$ 48 052 soit accordée au titre de cet élément de perte.

2. Élément de perte 9

185. Au sujet de l'élément de perte 9, Mitsubishi soutient les faits ci-après : le 14 avril 1990, la société a conclu un contrat avec la Kuwait Oil Company K.S.C. ("KOC") pour la livraison de tubes en acier sans soudure. Mitsubishi n'a pas pu livrer ces tubes durant l'occupation du Koweït par l'Iraq. Après la libération du Koweït, la KOC a refusé d'accepter la livraison des produits à moins que leur prix ne soit réduit. Mitsubishi a accepté d'abaisser les prix de 22,5 % en 1992 et était prête à les expédier à la KOC en avril 1993.

186. Mitsubishi affirme que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq sont la cause de la réduction offerte à la KOC et demande une indemnité de US$ 372 469, soit la différence entre le prix de contrat initial et le prix réduit finalement accepté par la KOC. La société a converti en dollars des États-Unis le montant réclamé en dinars koweïtiens.

187. À l'appui de l'élément de perte 9, Mitsubishi a fourni à la Commission la commande des tubes d'acier de la KOC ainsi que la copie d'une lettre de la société Equipment Company Ltd. à la KOC confirmant que Mitsubishi avait accepté d'offrir un rabais de 22,5 %.

188. Le Comité note que Mitsubishi n'a pas fourni d'éléments indiquant qu'elle avait essayé de réduire sa perte en revendant les tubes d'acier à d'autres parties que la KOC ni que de telles tentatives n'auraient pu aboutir. Elle n'a pas non plus établi que les tubes d'acier n'auraient pas pu être vendus à un prix plus élevé que celui que la KOC a fini par payer ni expliqué pourquoi. Mitsubishi a pris la décision commerciale d'accorder un rabais à la KOC mais elle n'a pas prouvé que cette décision était raisonnable ni que le rabais constitue une perte indemnisable.

189. Le Comité estime donc que la réclamation de Mitsubishi au titre de cet élément de perte doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande de ne verser aucune indemnité.

3. Élément de perte 29

190. En ce qui concerne l'élément de perte 29, Mitsubishi soutient les faits ci-après : le 12 juillet 1989, la société a conclu le marché de Roumaïla nord

avec la SCOP. Aux termes de ce marché, les parties convenaient que l'acheteur retiendrait 5 % des sommes dues à Mitsubishi au titre des commandes de tubes de canalisation et d'accessoires jusqu'au 20 novembre 1991 et au 20 mai 1993, dates auxquelles la SCOP devrait verser les sommes retenues en deux tranches égales.

191. Mitsubishi affirme que par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, les sommes retenues par la SCOP dans le cadre du marché de Roumaïla nord ne lui ont jamais été versées et elle demande une indemnité de US$ 3 269 044 au titre de la perte ainsi occasionnée.

192. À l'appui de cet élément de perte, Mitsubishi a fourni à la Commission une facture concernant le montant total retenu par la SCOP dans le cadre du marché de Roumaïla nord, une liste des différents retenues, des factures des expéditions pour lesquelles la SCOP a retenu des garanties et certaines pièces de marché concernant le projet de Roumaïla nord.

193. Le Comité doit tout d'abord vérifier si l'élément de perte 29 est du ressort de la Commission. Étant donné que cet élément de perte découle d'une obligation contractuelle dont la naissance est antérieure à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

194. Le Comité relève que l'obligation de la SCOP de rendre la retenue de garantie à Mitsubishi constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

195. Le Comité doit ensuite déterminer la date à laquelle cette dette a pris naissance et en particulier si celle-ci est antérieure au 2 août 1990, comme examiné à la section II.C ci-dessus.

196. Le Comité note qu'aux termes de l'accord de paiement conclu entre Mitsubishi et la SOMO, qui régit les paiements relevant du marché de Roumaïla nord, 50 % de la somme conservée par l'acheteur au titre d'une commande passée dans le cadre de ce marché doivent être remboursés à Mitsubishi "après la réussite de l'épreuve hydrostatique et en tout état de cause 18 mois au plus tard à partir de la date [du connaissement] de la dernière livraison"; les 50 % restants de la retenue de garantie doivent être débloqués 18 mois après le paiement de la première moitié. En somme, l'accord de paiement fixe les dates auxquelles la retenue de garantie doit être remboursée à Mitsubishi mais déclare que le paiement peut intervenir plus tôt si les produits livrés satisfont à un test de qualité particulier. Les pièces justificatives fournies confirment que le montant réclamé a été retenu par l'acheteur et qu'il devait être versé à Mitsubishi, en deux tranches égales, le 20 novembre 1991 et le 20 mai 1993.

197. Le Comité conclut que la retenue avait pour objet de garantir la réparation ou le remplacement par Mitsubishi d'éventuels produits défectueux fournis à la SCOP dans le cadre du marché de Roumaïla nord. Dès lors, Mitsubishi était tenue, afin d'obtenir le versement de la retenue de garantie avant les 20 novembre 1991 et 20 mai 1993, ou à ces dates, de remplacer ou de réparer les

produits défectueux fournis dans le cadre du marché de Roumaïla nord à tout moment jusqu'à la fin de la période de retenue. Le Comité estime qu'une telle disposition équivaut à une prestation effective. Par conséquent, Mitsubishi a continué d'assurer l'exécution prévue par la disposition relative à la garantie de retenue jusqu'aux dates auxquelles cette garantie devait lui être remboursée. Étant donné que ces deux dates étaient postérieures à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité retient que l'obligation de l'acheteur de payer les pièces détachées est une dette ou une obligation de l'Iraq postérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991)[34]. En conséquence, l'élément de perte 2 relève de la compétence de la Commission.

198. Le Comité estime cependant que, la retenue de garantie n'étant pas exigible avant une date largement postérieure à la libération du Koweït, le défaut de paiement de la SCOP ne résulte pas directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Pour cette raison, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit versée au titre de cet élément de perte.

G. Indemnité recommandée

199. Les recommandations du Comité peuvent être résumées comme suit :

Tableau 6

Indemnité recommandée pour Mitsubishi

Réclamation No	Monnaie initiale	Réclamation	Recommandation (Monnaie initiale)	Recommandation (US$)
1	¥	169 450 232	152 510 255	1 179 051
2	¥	2 146 000	0	0
3	¥	199 940 000	Réclamation renvoyée*	Réclamation renvoyée*
4	US$	3 318	3 318	3 318
5	US$	48 052	48 052	48 052
6	US$	164 898	154 448	154 448
7	US$	830 667	200 375	200 375
7	¥	121 037 617	21 686 756	167 660
8	US$	1 837 629	0	0
8	¥	117 622 219	0	0
9	US$	372 469	0	0
10	¥	12 109 546 442	0	0
11	¥	120 718 951	0	0
12	¥	30 063 966	0	0
13	¥	66 000	0	0
14	¥	9 816 000	0	0
15	¥	4 567 200	0	0
16	¥	1 900 000	0	0
17	¥	47 986 600	0	0
18	¥	32 177 870	0	0
19	¥	1 040 185	0	0
20	US$	2 404	2 404	2 404
20	¥	45 612	0	0

Réclamation No	Monnaie initiale	Réclamation	Recommandation (Monnaie initiale)	Recommandation (US$)
21	US$	1 813	1 813	1 813
21	¥	46 124	0	0
22	US$	2 208	2 208	2 208
22	¥	46 160	0	0
23	US$	21 644	21 644	21 644
24	US$	7 350	7 350	7 350
24	¥	152 860	0	0
25	US$	4 758	4 758	4 758
25	¥	81 267	0	0
26	US$	3 639	3 639	3 639
27	US$	3 645	3 645	3 645
27	¥	146 742	0	0
28	US$	7 898	7 898	7 898
29	US$	3 269 044	0	0
Total général	¥	12 968 598 047	174 197 011	1 346 711
	US$	6 581 436	461 552	461 552
Montant total de la recommandation (US$)				1 808 263

* Comme indiqué au paragraphe 65 ci-dessus, l'élément de perte 3 ne sera pas examiné dans le présent rapport. Le Comité "E2" en rendra compte en tant que réclamation distincte.

V. DOWELL SCHLUMBERGER (MIDDLE EAST) INC.

200. Dowell Schlumberger (Middle East) Inc. ("Dowell"), société panaméenne, fait partie d'un groupe multinational de sociétés qui se spécialisent dans les services d'exploitation des gisements de pétrole. Dowell indique que parmi ses activités figure la fourniture de matériels, produits, matériaux et services d'ingénierie à ses clients, qui sont des sociétés pétrolières.

201. Le 14 septembre 1989, Dowell a conclu un contrat de services d'entretien de serpentins d'une durée de deux ans avec la South Oil Company of Iraq ("South Oil"). Le même jour, les parties ont signé un contrat annexe traitant plus précisément des services à fournir et des tarifs appliqués dans la région du sud de l'Iraq. Sans entrer dans les détails, Dowell s'est engagée à fournir à South Oil du matériel spécialisé, utilisé pour injecter de l'azote et d'autres substances dans les puits de pétrole. Ces services devaient être fournis à la demande de South Oil, en fonction des conditions fixées dans des commandes ponctuelles, aux prix spécifiés dans le contrat annexe.

202. En conséquence, le 2 août 1991, Dowell avait sur place, dans la région de Basra (Iraq) des employés expatriés, des serpentins, y compris des serpentins montés sur camion, des pièces détachées et des fournitures. Dowell demande à être indemnisée à hauteur de US$ 1 591 315 (montant net) au titre de pertes résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, montant qui se décompose comme suit :

Tableau 7

Demande d'indemnisation de la société Dowell (montant net)

Éléments de perte	Montant réclamé (US$)
Créances non acquittées	362 209
Perte de matériel	815 640
Perte de pièces détachées et fournitures	208 451
Perte de mobilier et d'effets personnels	27 851
Manque à gagner	177 164
Total	1 591 315

A. Créances non acquittées

203. Le contrat annexe spécifiait que Dowell établirait mensuellement des relevés de factures en dollars des États-Unis. En outre, aux termes du contrat annexe, Dowell était tenue de verser dans les 30 jours 13,5 % du montant facturé mensuellement en dinars iraquiens, le solde de 86,5 % devant être garanti par des billets à ordre. Ces billets à ordre, produisant un intérêt de 5,5 % par an, devaient eux-mêmes être garantis par la Banque centrale d'Iraq et payables à l'expiration d'un délai de 540 jours à compter de la date de présentation des relevés de facture mensuelle.

204. Dowell soutient que South Oil lui doit US$ 306 103 au titre des créances non acquittées et US$ 56 106 au titre d'intérêts sur ce montant. Cinq billets à ordre, datés du 2 mai 1990 au 10 décembre 1990, ont été émis conformément à ce contrat annexe. Ces billets à ordre garantissaient la totalité de la part du principal non encore remboursée, à l'exception d'un montant de US$ 14 503 pour lequel aucun billet à ordre n'avait été émis. Dowell soutient que ces montants n'ont pas été payés en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

205. Le Comité doit d'abord déterminer si la réclamation au titre des créances non acquittées relève de la compétence de la Commission. Étant donné que les créances non acquittées découlaient d'une obligation contractuelle créée avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit déterminer au préalable 1) si la réclamation porte sur une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si elle entre dans le cadre de la restriction excluant les dettes et obligations "antérieures au 2 août 1990" imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

206. Le Comité estime que les créances non acquittées par South Oil constituent une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

207. Ensuite, le Comité doit déterminer la date à partir de laquelle cette dette court et plus précisément si cette dette est née avant le 2 août 1990, comme examiné à la section II C, supra.

208. Le Comité constate que deux billets à ordre, datés du 2 mai 1990 et du 16 mai 1990, pour un montant total de US$ 99 100 (à quoi s'ajoutent US$ 8 176

en intérêts), ont été émis au titre de services rendus par Dowell avant le 2 mai 1990. Il estime donc que ces montants constituent des dettes ou obligations de l'Iraq antérieures au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). La réclamation fondée sur ces deux billets à ordre ne sort donc pas du champ de compétence de la Commission.

209. Le Comité constate que trois billets à ordre, datés du 1er juin 1990, du 20 juillet 1990 et du 10 décembre 1990, d'un montant total de US$ 192 500 auquel s'ajoutent US$ 15 882 d'intérêts, ont été émis au titre de services rendus par Dowell après le 2 mai 1990. Par conséquent, le Comité estime à US$ 208 382, sur le montant total réclamé par Dowell, la somme constituant une dette ou obligation de l'Iraq postérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991). La réclamation fondée sur ces trois billets à ordre entre donc dans le champ de compétence de la Commission.

210. Le Comité estime en outre que South Oil et la Banque centrale d'Iraq ne se sont pas acquittées de ces trois billets à ordre d'un montant total de US$ 208 382 en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

211. Le Comité estime en outre que la réclamation portant sur un montant de US$ 14 503, qui n'est couvert par aucun billet à ordre, ne peut aboutir du fait qu'elle n'est étayée par aucun élément de preuve. Le solde de cette demande d'indemnisation, d'un montant de US$ 32 048, représente l'intérêt échu sur le montant de toute indemnité accordée par la Commission. Il n'en sera pas traité à ce stade.

212. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité de US$ 208 382 à Dowell au titre des créances non acquittées.

B. Perte de matériel

213. Dowell soutient aussi que son matériel situé à proximité de Basra (Iraq), notamment les serpentins montés sur camion, a été enlevé par les autorités iraquiennes lors du "deuxième déclenchement d'hostilités", expression par laquelle le requérant désigne le déclenchement des hostilités entre l'Iraq et les forces de la Coalition qui a eu lieu le 16 janvier 1991, ou aux environs de cette date. Dowell demande à être indemnisée de la perte de ce matériel pour un montant calculé sur la base de sa valeur de remplacement au débarquement, s'élevant au total à US$ 815 640.

214. Pour étayer cet élément de perte, Dowell a fourni à la Commission une liste de ces actifs établie ultérieurement, assortie de leur valeur de remplacement estimative. Dowell n'a pas indiqué l'âge de ce matériel ni l'état dans lequel il se trouvait. Les auditeurs de Dowell ont confirmé l'existence de ces actifs, mais ni leur âge ni leur valeur. Dowell n'a fourni à la Commission aucune documentation datée de l'époque où se sont déroulés les faits, reflétant la valeur de ces actifs ni aucun document permettant de vérifier l'évaluation faite par Dowell. Par conséquent, cet élément de la réclamation doit être rejeté pour insuffisance de preuves.

215. Le Comité recommande donc de n'accorder aucune indemnité à Dowell au titre de la demande portant sur la perte de matériel.

C. Perte de pièces détachées et de fournitures

216. En outre, Dowell affirme avoir été obligée d'abandonner un stock de pièces détachées et de fournitures en Iraq, et ajoute que ce stock a soit été emporté par les autorités iraquiennes, soit détruit du fait des activités militaires. Dowell demande à être indemnisée à hauteur de US$ 208 451, montant représentant une évaluation de la valeur de remplacement actuelle à terre des pièces détachées et fournitures. En l'absence d'inventaire détaillé de ces articles (inventaire qui a été perdu en Iraq), Dowell fonde sa réclamation sur le montant de ses dépenses mensuelles moyennes au titre de la rubrique "fournitures et entretien", multiplié par 6, plus 35 % au titre du fret. On obtient ainsi un montant de US$ 208 451, que Dowell présente comme une estimation "prudente" de la valeur des pièces détachées en stock.

217. Les auditeurs de Dowell ont vérifié les montants portés sur les livres de Dowell au titre du matériel et de l'entretien. Ceci constitue en soi une preuve insuffisante, et Dowell n'a pas accédé à la demande que lui avait faite le Comité de séparer le coût du matériel de celui de l'entretien, opération nécessaire puisque les frais d'entretien ne pouvaient aider à déterminer la valeur des pièces détachées et fournitures en réserve. En outre, Dowell n'a fourni aucune pièce justificative concernant les frais d'expédition, ce qui lui avait également été demandé. Cet élément de la réclamation doit donc être rejeté pour insuffisance de preuves.

218. Le Comité ne recommande donc aucun indemnité au titre de la réclamation présentée par Dowell pour perte de pièces détachées et de fournitures.

D. Perte de mobilier et d'effets personnels

219. Dowell demande aussi à être indemnisée d'un montant de US$ 27 851 au titre de la perte de mobilier et d'effets personnels par ses employés expatriés en Iraq, articles qui ont été abandonnés en Iraq lorsque ces employés ont été évacués. À l'appui de sa réclamation, Dowell a produit cinq factures établies aux fins de dédouanement lorsque ces articles avaient été expédiés à l'origine en Iraq. Bien qu'elle en ait été priée par le secrétariat, Dowell n'a cependant pas démontré qu'elle a encouru des dépenses en ce qui concerne la perte de ces articles en remboursant ses employés ou de toute autre façon. En tant que tel, cet élément de la réclamation doit donc être rejeté pour insuffisance de preuves.

220. Le Comité recommande donc qu'aucune indemnité ne soit versée au titre de la réclamation de Dowell portant sur la perte de mobilier et d'effets personnels.

E. Manque à gagner

221. Enfin, Dowell présente une réclamation au titre d'une perte de recettes nette en vertu du contrat annexe. Le montant réclamé est calculé pour les 12 mois de 1990, ainsi que pour 11 mois de 1991 (jusqu'à la cessation du contrat), sur la base d'un revenu net anticipé de 10 % du revenu anticipé. Le

revenu anticipé a été calculé sur la base du revenu effectif pour les sept premiers mois de 1990, au prorata de la durée du contrat restant à courir. Le montant de ce revenu effectif était étayé par une déclaration des auditeurs de Dowell. En fin de compte, Dowell réclame US$ 177 164 au titre de la perte de revenus nets anticipés.

222. Dowell a calculé cet élément de perte sur la totalité de l'année 1990, quoiqu'elle n'ait perçu de recettes que jusqu'à la fin de juillet 1990. Ce revenu est au moins en partie le revenu sur lequel se fonde la réclamation portant sur les créances non acquittées examinée plus haut.

223. En calculant le manque à gagner de Dowell, le Comité s'est référé à la décision 9, qui énonce certaines méthodes d'évaluation des pertes relatives aux biens rapportant des intérêts. Avec l'aide des consultants du Comité, cet élément de perte a été recalculé de façon à éliminer la réclamation portant sur des montants antérieurs à août 1990, pour arriver à une perte de revenus nets s'élevant à US$ 117 624. Toutefois, on part de l'hypothèse que le revenu net de Dowell aurait été de 10 % du revenu anticipé. Bien qu'elle en ait été priée par le Comité, Dowell n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de son affirmation selon laquelle son revenu net aurait été de 10 % du revenu. Dowell déclare que ce chiffre est "normal" dans le secteur de l'extraction du pétrole. Mais le Comité a noté que les marges dans ce secteur varient dans des proportions importantes et il n'a pas constaté qu'il existait de marge standard dans le secteur à l'époque pertinente. En outre, Dowell n'a fourni aucun élément de preuve qui permettrait au Comité ou à ses consultants de conclure qu'une marge inférieure, ou qu'une marge quelconque, devrait s'appliquer, et il n'existe aucune preuve de la rentabilité globale de Dowell dans cette région. En tant que tel, cet élément de la réclamation doit donc être rejeté pour insuffisance de preuves.

224. Le Comité ne recommande donc aucune indemnité au titre de la réclamation de Dowell pour manque à gagner.

F. Indemnité recommandée

225. Les recommandations du Comité peuvent être résumées comme suit :

Tableau 8

Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la Société Dowell

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Recommandation (US$)
Créances non acquittées	362 209	208 382
Perte de matériel	815 640	0
Perte de pièces détachées et fournitures	208 451	0
Perte de mobilier et d'effets personnels	27 851	0
Manque à gagner	177 164	0
Total	1 591 315	208 382

VI. SHAFI BIN JABER & BROS CO.

226. Shafi Bin Jaber & Bros ("Shafco") est une société en commandite simple enregistrée à Dhahran (Arabie saoudite). Shafco se présente comme une société de location d'automobiles, de camions et de matériel lourd. Le 21 avril 1987, Shafco a signé un mémorandum d'accord de quatre ans (le "contrat de location") avec la KOC et la Getty Oil Company (constituant ensemble "la coentreprise") aux termes duquel elle devait louer certains matériels lourds et véhicules ("les machines") à l'exploitation commune en vue de leur utilisation dans le champ pétrolifère de Wafra Oil Field ("Wafra"), dans le secteur koweïtien de la zone neutre partagée entre l'Arabie saoudite et le Koweït. Conformément au contrat de location, Shafco a également fourni du personnel chargé de conduire et d'entretenir les machines et a construit un atelier d'entretien et un garage à Wafra. Le contrat de location est entré en vigueur le 15 novembre 1987.

227. Shafco affirme que le 3 août 1990, des soldats iraquiens l'ont obligée à mettre fin à ses opérations à Wafra; en conséquence, la coentreprise invoqué le 21 août 1990 la clause de "force majeure" du contrat de location, privant Shafco de toute recette provenant de ce contrat. Shafco affirme aussi que les soldats iraquiens ont volé les machines et les outils et pièces détachées connexes, et causé des dommages importants à certaines unités de logement et installations de service démontables appartenant à Shafco (les "installations transportables"). En outre, Shafco allègue qu'après la libération du Koweït, il ne lui a pas été accordé à cause de ces pertes de nouveaux contrats de fournitures de services analogues à ceux sur lesquels portait le contrat de location signé avec la coentreprise.

228. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de SRls 31 270 628 (riyals saoudiens), nets d'intérêts et de frais d'établissement de la réclamation, pour les pertes subies du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La réclamation de Shafco se récapitule comme suit :

Tableau 9

Demande d'indemnisation de la société Shafco (montants nets)

Élément de perte	Montant réclamé (SRls)
Manque à gagner	12 157 470
Machines	17 850 515
Pièces détachées	354 569
Outils et instruments	118 449
Pneus	111 842
Installations transportables et leur contenu	246 117
Obligations financières liées à des biens immobiliers	431 666
Total	31 270 628

A. Manque à gagner

229. Shafco demande à être indemnisée d'un montant de SRls 12 157 470 au titre de la perte de revenus qu'a entraîné l'annulation du contrat de location. Cet élément de la réclamation de Shafco comporte deux volets : premièrement, Shafco allègue que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq l'ont empêchée d'encaisser les recettes prévues par le contrat de location pour la période restant à courir jusqu'à l'expiration de celui-ci, soit 15,5 mois plus une période de prorogation de six mois. Deuxièmement, Shafco allègue que les machines auraient pu produire des revenus après l'expiration du contrat de location pendant une période de 42 mois, qui selon elle, correspondait au reste de la durée de vie utile de ces équipements.

230. Pour calculer son manque à gagner, Shafco a soustrait certaines dépenses non encourues après le 2 août 1990 des recettes escomptées au cours de la durée du contrat de location et après sa cessation.

231. Pour étayer cet élément de perte, Shafco a fourni le texte du contrat de location, les états financiers vérifiés de Shafco en ce qui concerne les périodes tant antérieures que postérieures à l'invasion du Koweït par l'Iraq (les "états financiers") et la documentation contractuelle relative à la non-obtention par Shafco d'un nouveau contrat de fournitures de matériel lourd et de véhicules à la coentreprise après la libération du Koweït.

232. Le Comité estime qu'à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, Shafco n'a pu poursuivre ses opérations en vertu du contrat de location après le 2 août 1990. Il porte donc son attention sur l'évaluation des pertes qui en ont résulté; en réalisant cette évaluation, le Comité s'est référé à la décision 9, qui énonce certaines méthodes d'évaluation des pertes relatives aux biens générateurs de revenus.

233. Le Comité n'est pas convaincu par l'affirmation de Shafco selon laquelle la durée du contrat de location aurait été prorogée de six mois, conformément à sa clause de prorogation. Il aurait fallu que la coentreprise invoque cette clause par écrit pour que la durée du contrat soit prolongée. Shafco n'a fourni aucune preuve d'une telle invocation; elle n'a pas non plus montré que si l'Iraq n'avait pas envahi le Koweït, le contrat aurait vraisemblablement été prorogé.

234. Le Comité rejette aussi l'hypothèse de Shafco selon laquelle si l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ne s'étaient pas produites, elle aurait conclu un nouveau contrat de location des machines avec la coentreprise à l'expiration du contrat en cours. Shafco affirme qu'un tel renouvellement aurait été prévisible, compte tenu de la pratique antérieure de la coentreprise et des avantages logistiques certains que lui accordait le fait d'être déjà en place; elle n'a cependant pas étayé par des pièces justificatives cette assertion. L'affirmation de Shafco selon laquelle elle aurait continué de tirer des revenus des machines pendant la durée d'un deuxième contrat avec la coentreprise doit donc être rejetée pour insuffisance de preuves.

235. Le Comité estime donc que le manque à gagner de Shafco devrait être calculé sur 15,5 mois, c'est-à-dire la durée du contrat restant à courir.

236. Le Comité a donc, avec l'aide de ses consultants, recalculé le manque à gagner allégué par Shafco. Plus précisément, il a déduit les frais relatifs aux opérations de Shafco au titre du contrat de location des recettes escomptées par Shafco au titre du même contrat entre le 2 août 1990 et la date d'expiration. Ces recettes ont été calculées en multipliant le "prix mensuel total" énoncé dans le contrat de location par 15,5 mois, c'est-à-dire la durée du contrat restant à courir. Les frais ont été calculés sur la base des "coûts afférents aux projets" et des "frais généraux et administratifs" historiques figurant dans les états financiers de Shafco pour les sept premiers mois de 1990 et ajustés de manière à tenir compte de la part relative du contrat de location dans les résultats globaux de Shafco.

237. Se fondant sur ce calcul, le Comité estime que Shafco a subi un manque à gagner de SRls 1 516 668 en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et recommande de verser une indemnité d'un montant équivalant à cette somme en dollars des États-Unis.

B. Les machines

238. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de 17 850 515 SAR pour les machines qui auraient été dérobées par les forces iraquiennes. Ce montant représente la valeur alléguée de ce matériel au 2 août 1990.

239. Les machines ont été acquises par Shafco à l'aide de fonds empruntés à la société Trans Arabian Leasing Establishment ("Trans Arabian"). Selon les pièces régissant ce prêt, les machines doivent rester la propriété du prêteur jusqu'à ce que l'intérêt et le principal aient été remboursés dans leur intégralité. Un certificat de Trans Arabian qui a été fourni montre que, le 11 octobre 1998, ce prêt n'avait pas encore été remboursé et que le titre de propriété des machines n'avait donc pas été transféré à Shafco. Cependant, un autre document montre que Trans Arabian avait délégué son droit de présenter des réclamations en ce qui concerne ces machines à Shafco. Aucune demande d'indemnisation n'a été déposée auprès de la Commission par Trans Arabian, son propriétaire, ni par aucune partie nantie en vertu de l'accord de prêt. Le Comité estime donc que Shafco peut valablement présenter une demande en ce qui concerne cet élément de perte à la Commission.

240. Pour étayer cet élément de perte, Shafco a également fourni le texte du contrat de location, qui contient certaines spécifications concernant les machines, un extrait du registre des actifs de Shafco au 31 juillet 1990 assorti des prix d'achat d'origine des machines, de pièces attestant de l'enregistrement des machines auprès du Ministère saoudien de l'intérieur, d'une déclaration du Ministère saoudien de l'intérieur concernant l'annulation de l'enregistrement des machines auprès de ce ministère, de déclarations de témoins concernant le pillage perpétré par les troupes iraquiennes à Wafra, et des états financiers.

241. Le Comité estime que, pris ensemble, le contrat de location, les pièces provenant du Ministère saoudien de l'intérieur et les dépositions de témoins fournies par Shafco constituent des éléments de preuve crédibles de la responsabilité juridique de Shafco concernant ces machines avant le 2 août 1990 et du pillage ultérieur d'éléments de ce matériel par les troupes iraquiennes.

Le Comité porte donc son attention sur l'évaluation faite par Shafco de la perte qui en est résultée.

242. Shafco a calculé la perte alléguée en ce qui concerne cet élément de perte en ajustant le prix d'achat des machines compte tenu de l'inflation et de sa dépréciation au 2 août 1990. Le Comité juge cette méthode appropriée et estime que Shafco a employé des taux de dépréciation exacts en calculant sa perte. Cependant, il estime que Shafco a surestimé le prix d'achat originel de ces machines, qui doit servir de base pour le calcul de l'indemnité à accorder, ainsi que le taux d'inflation utilisé dans le calcul de la perte alléguée.

243. Plus précisément, Shafco affirme que le prix d'achat originel de ces machines, confirmé en se référant à un registre d'actifs qui énonce les prix d'achat par article, était de SRls 21 937 097. Les dépositions de témoins produites par Shafco montrent d'une manière générale que des éléments de ce matériel ont été pillés par les soldats iraquiens à Wafra. Mais elles ne précisent pas quels sont les éléments énumérés dans le registre d'actifs qui ont été emportés. Le Comité a envisagé la possibilité que, du fait de la mobilité de ces machines et de la proximité de la frontière avec l'Arabie saoudite, certaines aient pu être mises en lieu sûr immédiatement avant l'arrivée des troupes iraquiennes à Wafra. Il s'est donc appuyé sur une déclaration du Ministère saoudien de l'intérieur concernant l'annulation de l'enregistrement de certains éléments de ce matériel auprès de ce ministère pour déterminer quels étaient les éléments figurant sur le registre d'actifs qui pouvaient être valablement inclus dans la demande d'indemnisation de Shafco. Cette déclaration ne porte pas sur l'ensemble des éléments de matériel énumérés dans le registre d'actifs. Le Comité estime qu'il n'est pas suffisamment prouvé que les éléments non cités dans cette déclaration ont été pillés et réduit donc le prix d'achat originel des machines susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation à SRls 19 137 669.

244. En outre, le Comité estime que le taux d'inflation annuel de 7 % employé par Shafco pour déterminer la valeur de remplacement des machines est surestimé. Sur la foi de l'opinion de ses consultants, le Comité estime qu'un taux d'inflation de 2,5 % par an est approprié.

245. Le Comité a donc recalculé la perte alléguée par Shafco en ce qui concerne les machines sur la base du prix d'achat originel et du taux d'inflation annuel révisés ainsi que des taux estimatifs de dépréciation avancés par Shafco. Ce faisant, il a assigné à certains éléments entièrement dépréciés une valeur résiduelle de 15 % de leur prix d'achat originel.

246. Sur la base de ce calcul, le Comité estime que, par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, Shafco a subi une perte d'un montant de SRls 14 027 847 et recommande le versement d'une indemnité d'un montant équivalent en dollars des États-Unis.

C. Pièces détachées

247. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de SRls 354 569 pour la perte de pièces détachées qui auraient été dérobées par les forces iraquiennes.

248. Shafco déclare que la valeur des pièces détachées est donnée dans les états financiers. D'après ces états financiers, les pièces détachées que détenait Shafco avaient exactement la même valeur en 1997, 1998, 1999 et dans les premiers sept mois de 1990. Shafco explique cette uniformité en affirmant que le stock de pièces détachées était toujours maintenu au même niveau en remplaçant immédiatement celles qui étaient utilisées. Shafco n'a cependant pas étayé cette déclaration par des pièces justificatives; au lieu de cela, elle affirme que les décomptes d'inventaire de ces pièces détachées étaient archivés à Wafra et ont été perdus au cours de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

249. Le Comité estime que, faute d'être étayée par des éléments de preuve, l'assertion de Shafco selon laquelle les pièces détachées de Wafra étaient immédiatement remplacées lorsqu'elles étaient utilisées n'est pas crédible, parce que contraire aux pratiques commerciales habituelles. Le Comité considère aussi que le fait que des valeurs identiques aient été portées dans les états financiers en ce qui concerne les pièces détachées entre 1997 et le 31 juillet 1990 laisse penser que le prix d'achat originel de ces pièces détachées a été reporté tous les ans et qu'il n'a pas été procédé à un décompte d'inventaire de ces pièces détachées.

250. Le Comité estime que la demande d'indemnisation de Shafco en ce qui concerne cet élément de perte doit être rejetée pour insuffisance de preuves et recommande donc de ne pas octroyer d'indemnité.

D. Outils et instruments

251. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de SRls 118 449 au titre de pertes concernant des outils et instruments qui auraient été dérobés par les forces iraquiennes.

252. À l'appui de cet élément de perte, Shafco a produit le contrat de location, qui contient des spécifications concernant les outils et instruments nécessaires, ainsi qu'un extrait d'un registre d'actifs énumérant les outils et instruments qui se trouvaient à Wafra le 31 juillet 1990 avec l'indication d'un prix d'achat originel de SRls 118 449 et d'une valeur nette après dépréciation de SRls 13 998.

253. Le Comité estime que Shafco a présenté des éléments de preuve crédibles d'un pillage par les forces iraquiennes à Wafra et que les outils et instruments énumérés dans le registre d'actifs correspondent à ceux qui étaient prescrits dans le contrat de location. En outre, le Comité estime, sur la foi de l'opinion de ses consultants, que Shafco a appliqué des taux de dépréciation appropriés en ce qui concerne les outils et instruments. Il conclut donc que Shafco a subi une perte du montant de la valeur dépréciée des outils et instruments au 2 août 1990.

254. Le Comité recommande donc qu'une indemnité d'un montant équivalant, en dollars des États-Unis, à SRls 13 998 soit accordée en ce qui concerne cet élément de perte.

E. Pneus

255. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de SRls 111 842 de la perte de pneus qui auraient été dérobés par les forces iraquiennes.

256. Pour étayer cet élément de perte, Shafco a produit une facture montrant que, le 29 juillet 1990, elle avait acquis des pneus pour un montant de SRls 111 842, correspondant au montant de l'indemnité réclamée.

257. Le Comité estime que Shafco a présenté des éléments de preuve crédibles d'un pillage perpétré par les forces iraquiennes à Wafra et que la facture fournie est une preuve d'achat suffisante. Le Comité pense aussi qu'ayant été achetés le 29 juillet 1990, il est probable que les pneus n'avaient pas encore été utilisés le 2 août 1990.

258. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité d'un montant équivalant, en dollars des États-Unis, à SRls 111 842 au titre de cet élément de perte.

F. Les installations transportables et leur contenu

259. Shafco demande à être indemnisée à hauteur de SRls 148 669 de la perte d'installations transportables et à hauteur de SRls 97 448 de la perte des climatiseurs, meubles et articles ménagers dont ces installations étaient dotées. Shafco affirme que ces articles ont été soit irrémédiablement endommagés, soit pillés par les forces iraquiennes. D'après Shafco, les montants réclamés représentent le coût du remplacement des installations transportables et de leur contenu au 2 août 1990.

260. Pour étayer cet élément de perte, Shafco a produit certaines factures relatives à l'achat des installations transportables et de leur contenu, des dépositions de témoins, certaines photographies prises à Wafra après la fin de l'occupation du Koweït par l'Iraq, et un extrait d'un registre d'actifs de Shafco daté du 31 juillet 1990.

261. Le Comité estime que, pris ensemble, les factures, extraits du registre d'actifs, photographies et dépositions de témoins produits par Shafco représentent des éléments de preuve crédibles de ce que Shafco était le propriétaire des installations transportables et de leur contenu le 2 août 1990 et de ce que ces articles ont été ultérieurement pillés ou détruits par les troupes iraquiennes. Le Comité porte donc son attention sur l'évaluation effectuée par Shafco de la perte qui en est résultée.

1. Installations transportables

262. Shafco a calculé le montant de sa réclamation concernant les installations transportables en en ajustant le prix d'achat majoré des frais d'installation compte tenu de l'inflation et de la dépréciation au 2 août 1990. Le Comité estime que cette méthode est appropriée. Il constate en outre que le prix d'achat originel utilisé par Shafco est confirmé par les éléments de preuve fournis à la Commission et que les frais d'installation allégués sont raisonnables.

263. Par contre, le Comité estime que le taux d'inflation de 6,67 % par an employé par Shafco pour déterminer la valeur de remplacement des installations transportables est surestimé. Ayant examiné l'opinion de ses consultants, le Comité estime qu'un taux d'inflation de 2,5 % par an est approprié.

264. Le Comité pense aussi que le taux de dépréciation cumulatif de 25 % employé par Shafco pour calculer la valeur de remplacement des installations transportables est sous-estimé. Ayant examiné l'opinion de ses consultants, le Comité pense qu'un taux de dépréciation cumulatif d'environ 34 % est approprié.

265. Ayant recalculé la perte alléguée par Shafco en ce qui concerne les installations transportables sur la base du taux d'inflation et du taux de dépréciation cumulatif annuel révisés, le Comité estime que Shafco a subi une perte d'un montant de SRls 121 152 en ce qui concerne les installations transportables. En conséquence, le Comité recommande le versement d'une indemnité libellée en dollars des États-Unis équivalant à ce montant en ce qui concerne les installations transportables.

2. Contenu des installations transportables

266. À l'appui de sa demande d'indemnisation concernant le contenu des installations transportables, Shafco a fourni un extrait de registre d'actifs daté du 31 juillet 1990 et une liasse de factures. Du fait que ces factures n'étaient pas traduites de l'arabe et se sont révélées de toute façon illisibles, le Comité s'est fondé sur l'extrait du registre d'actifs pour déterminer l'ampleur de la perte alléguée par Shafco.

267. Le registre d'actifs confirme les prix d'achat déclarés par Shafco dans sa demande d'indemnisation mais donne une valeur nette dépréciée du contenu de SRls 22 931 au 31 juillet 1990, soit considérablement moins que la perte alléguée par Shafco. Il semble donc que le taux de dépréciation employé pour calculer les valeurs nettes dépréciées du registre d'actifs était considérablement plus élevé que celui qu'avait utilisé Shafco dans le calcul de la perte alléguée.

268. Shafco n'ayant fourni aucune explication ni élément de preuve pour justifier le fait que le taux de dépréciation du registre d'actifs n'ait pas été utilisé comme base du calcul de sa perte concernant le contenu des installations transportables, le Comité recommande le versement d'une indemnité d'un montant libellé en dollars des États-Unis équivalent au montant de SRls 22 931.

G. Obligations financières liées à des biens immobiliers

269. Shafco demande une indemnité de SRls 431 666 au titre de pertes concernant ses obligations financières. Conformément au contrat de location, Shafco était tenue de construire un atelier et d'autres bâtiments (les "bâtiments") à Wafra; le titre de propriété de ces bâtiments devait être transféré à la coentreprise à l'expiration du contrat de location. Pour financer cette construction, Shafco a conclu un arrangement financier (le "contrat financier") avec Trans Arabian.

270. Shafco prétend que les bâtiments avaient été achevés avant l'invasion du Koweït par l'Iraq. Cependant, aux termes du contrat de location, ces bâtiments devaient devenir la propriété de la coentreprise au plus tard à l'expiration du

contrat. Le titre de propriété des bâtiments revenait donc à la coentreprise lorsque le contrat de location a été annulé par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Shafco demeurait cependant redevable des sommes à verser aux termes du contrat financier.

271. Pour étayer cet élément de perte, Shafco a fourni à la Commission le contrat de financement et un échéancier détaillant les remboursements que devait faire Shafco au titre du contrat financier. Shafco a aussi fourni le texte d'un accord entre elle-même et Trans Arabian, daté du 21 août 1991, où il était déclaré que la dette de Shafco en vertu du contrat financier était rééchelonnée à compter d'une date non spécifiée, et un certificat de Trans Arabian déclarant qu'au 11 octobre 1998, Shafco devait SRls 1 110 004 en vertu du contrat financier.

272. Le Comité estime que cette documentation montre que Trans Arabian avait fait un prêt de SRls 1 480 000 à Shafco en ce qui concerne les bâtiments et qu'au 11 octobre 1998, Shafco devait encore à Trans Arabian une somme supérieure au montant réclamé par Shafco au titre de cet élément de perte. Le Comité a déjà estimé qu'à la suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, Shafco avait été privée des recettes provenant du contrat de location après le 2 août 1990; elle ne peut donc compter sur ces recettes pour rembourser sa dette à Trans Arabian. Le Comité a déterminé, avec l'aide de ses consultants, que les obligations financières de Shafco concernant les bâtiments ont été déduites des recettes provenant du contrat de location pour calculer le manque à gagner de Shafco. Il estime donc que l'indemnité recommandée au titre de cet élément de perte ne ferait double emploi avec aucune partie de l'indemnité recommandée en ce qui concerne le manque à gagner de Shafco.

273. Le Comité estime donc que Shafco a subi une perte d'au moins SRls 431 666 et recommande le versement d'une indemnité libellée en dollars des États-Unis équivalente à ce montant.

H. Indemnité recommandée

274. Les recommandations du Comité peuvent être résumées comme suit :

Tableau 10

Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par Shafco

Élément de perte	Montant réclamé (SRls)	Recommandation (SRls)	Recommandation (US$)
Manque à gagner	12 157 470	1 516 668	404 985
Machines	17 850 515	14 027 847	3 745 754
Pièces détachées	354 569	0	0
Outils et instruments	118 449	13 998	3 738
Pneus	111 842	111 842	29 864
Installations transportables et leur contenu	246 117	144 083	38 473
Obligations financières liées à des biens immobiliers	431 666	431 666	115 265
Total	31 270 628	16 246 104	4 338 079

VII. CAPE EAST LIMITED

275. Cape East Limited ("Cape"), société enregistrée au Royaume-Uni, est une entreprise spécialisée dans l'isolation et les échafaudages. Cape déclare qu'au 2 août 1990, elle avait "récemment" achevé un contrat conclu avec la Kuwait National Petroleum Corporation concernant des travaux de tuyauterie et d'isolation thermique à la raffinerie de Mina Abdulla. En outre, Cape exécutait des travaux de sous-traitance dans le cadre d'un projet à Basra (Iraq). Le montant net des demandes d'indemnisation présentées par Cape peut être récapitulé comme suit :

Tableau 11

Demandes d'indemnisation de Cape (montant net)

Élément de perte	Demande d'indemnisation (US$)	Demande d'indemnisation (£ stg.)	Demande d'indemnisation (DK)
Pertes de biens corporels	759 000	30 246	10 465
Coûts d'évacuation		19 850	
Total[35]	759 000	50 096	10 465

A. Perte de biens corporels

1. Machines et stocks

276. Cape déclare qu'elle avait des machines et des stocks entreposés dans un terminal portuaire à Basra (Iraq). Elle déclare que ces machines et ces stocks ont été laissés à Basra par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et n'ont pas été récupérés par la suite. Pour étayer cet aspect de sa demande, Cape a fourni une liste des machines et des stocks dont elle estime la valeur à £ stg. 30 246, ce qui correspond au montant réclamé. Les factures d'achat originelles sont également fournies comme élément de preuve et Cape déclare que le montant total de ces factures est supérieur au montant réclamé.

277. Il a été demandé à Cape d'expliquer pourquoi les factures présentées à l'appui de la demande d'indemnisation au titre des machines et des stocks étaient supérieures au montant réclamé. En réponse, Cape a indiqué qu'elle avait reçu une avance du maître d'oeuvre. Cependant, dans la première demande présentée, Cape a noté que certains des articles en cause avaient été utilisés. De fait, les factures présentées à titre de pièces justificatives ont été adressées au maître d'oeuvre (à des fins douanières), et elles montrent que la plus grande partie de la demande d'indemnisation porte sur des matériaux d'isolation. Le Comité note qu'il n'a aucune information permettant de déterminer si ces matériaux d'isolation ont été incorporés dans le projet de Basra ou si leur propriété a été transférée au maître d'oeuvre.

278. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a identifié une facture de machines et d'équipement dont il est convaincu qu'elle a trait aux machines que possédait Cape qui n'auraient pas été incorporées dans le projet de Basra.

Cette facture se monte à Dh 29 500. Se fondant sur l'avis de ses consultants, le Comité a acquis la conviction que ce matériel aurait conservé une valeur non inférieure à 50 % de la valeur portée sur la facture, et il recommande donc le versement d'une indemnité de Dh 14 750. Le solde de cette demande d'indemnisation au titre des machines et des stocks doit être rejeté pour insuffisance de preuves.

2. Échafaudages

279. Cape demande aussi à être indemnisée de la perte d'une grande quantité d'échafaudages se trouvant à Wafra (Koweït). Elle déclare que ces échafaudages ont été abandonnés à Wafra par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et n'ont donc pas été récupérés. Pour étayer cette demande, Cape a fourni un relevé faisant état d'une réclamation portant sur 42 000 mètres d'échafaudages d'une valeur de US$ 759 000. Des factures correspondant à ces échafaudages sont également fournies, mais leur total s'élève à Dh 253 459 seulement. Cape déclare que le reste des factures correspondant à ces échafaudages a été détruit au Koweït. Elle a aussi fourni des documents relatifs à son contrat au Koweït.

280. Le Comité est convaincu, au vu des éléments de preuve présentés, qu'il y avait sur place une grande quantité d'échafaudages qui n'ont pas été récupérés par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a déterminé que la majorité de ces échafaudages étaient vieux de deux ans et demi et que l'essentiel du montant de la demande représente la valeur des planches. Se fondant sur l'avis de ses consultants, le Comité a déterminé que les planches d'échafaudage de ce type auraient en cet endroit eu une durée de vie utile maximale d'environ quatre ans. Le Comité estime donc que la valeur de cette perte est la valeur résiduelle des échafaudages (correspondant à un an et demi de vie utile restant), appliquée aux seuls échafaudages pour lesquels les factures ont été présentées, valeur qui s'élève à Dh 95 047. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité d'un montant libellé en dollars des États-Unis équivalent à un montant de Dh 95 047 pour cet élément de perte.

3. Contenu des appartements

281. Cape affirme qu'elle détenait des biens et des documents privés dans l'appartement de son directeur à Koweït, articles qui n'ont pas été récupérés par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Parmi ces biens personnels figuraient du matériel électronique, tel qu'un télécopieur, et divers meubles. Pour étayer cette demande, Cape fournit une liste des articles manquants, établie à partir de renseignements fournis par le directeur du requérant au Koweït, indiquant une valeur totale de DK 10 465. Cape déclare ne pas disposer de bordereaux justificatifs car ces pièces ont été détruites au Koweït.

282. Le Comité note que Cape n'a communiqué aucune déposition de témoin ni aucune autre pièce justificative à l'appui de l'inventaire du contenu de l'appartement ni de preuves de la propriété des articles en cause. Le Comité ne dispose pas d'élément de preuve primaire ni contemporain grâce auquel il pourrait vérifier le fait de la perte ou les montants réclamés. Il a demandé à

Cape un état indiquant l'âge approximatif des articles perdus, ce que la société ne lui a pas fourni. Dans ces circonstances, le Comité n'a pas été en mesure de quantifier la valeur de cette perte et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit versée au titre de cet élément.

B. Frais d'évacuation

283. Enfin, Cape demande à être indemnisée des frais associés à l'évacuation du "personnel pertinent", qu'elle présente comme constitué de 11 travailleurs originaires de Basra (Iraq) et d'un directeur et de sa famille originaires du Koweït. Cape demande une indemnité de £ stg. 19 850 au titre de ces frais, demande étayée par diverses pièces justificatives (factures et billets d'avion) libellées dans d'autres devises.

284. L'une des pièces fournies par Cape à l'appui de cette demande est un avis de débit provenant du maître d'oeuvre du projet de Basra, indiquant que cet entrepreneur avait pris à sa charge les premières dépenses d'évacuation et en demandait le remboursement à Cape. Cet avis de débit, s'élevant à US$ 37 819, ayant été accepté par Cape, le Comité juge qu'il représente le montant payé par Cape pour l'évacuation de son personnel de l'Iraq et du Koweït. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité de US$ 37 819 pour cet élément de perte[36].

C. Indemnité recommandée

285. Les recommandations du Comité peuvent être récapitulées comme suit :

Tableau 12

Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la société Cape

Élément de perte		Montant réclamé	Indemnité recommandée (devises originelles)	Indemnité recommandée (US$)
Perte de biens corporels	(US$)	759 000	0	0
	(£ stg.)	30 246	0	0
	(DK)	10 465	0	0
	(Dh)		109 797	29 909
Frais d'évacuation	(£ stg.)	19 850	0	
	(US$)		37 819	37 819
Totaux	(US$)	759 000	37 819	37 819
	(£ stg.)	50 096	0	0
	(DK)	10 465	0	0
	(Dh)		109 797	29 909
Total de l'indemnité recommandée (US$)				67 728

VIII. RÉCLAMATIONS DES REQUÉRANTS D'HALLIBURTON

A. Rappel

286. Comme on l'a vu au paragraphe 6, plus haut, les requérants d'Halliburton sont des sociétés apparentées ayant présenté des réclamations analogues fondées sur des formes de preuves analogues, et des pièces et des méthodes comptables analogues. Les montants réclamés, nets d'intérêt et des frais liés à l'établissement des réclamations, peuvent être résumés comme suit :

Tableau 13

Résumé des réclamations des requérants d'Halliburton

Requérant	Élément de perte	Montant réclamé (US$)
Halliburton Company	Baisse des bénéfices d'exploitation	1 071 000
	Indemnité versée à autrui	383 549
	Total partiel	1 454 549
Halliburton Geophysical	Indemnité versée à autrui	315 613
	Pertes liées aux contrats	12 371 975
	Total partiel	12 687 588
Halliburton Logging[37]	Pertes liées aux contrats	3 990 436
	Total partiel	3 990 436
Otis Engineering	Baisse des bénéfices d'exploitation	2 375 000
	Indemnité versée à autrui	609 010
	Pertes liées aux contrats	2 011 422
	Perte de biens corporels	367 624
	Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels	346 109
	Total partiel	5 709 165
Halliburton Limited[38]	Baisse des bénéfices d'exploitation	1 708 000
	Indemnité versée à autrui	1 026 791
	Perte de biens corporels	8 887 752
	Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels	138 132
	Total partiel	11 760 675
	Total général	35 602 413

287. Jusqu'au 2 août 1990, les requérants d'Halliburton fournissaient à des clients du secteur de l'énergie, dans tout le Moyen-Orient, une vaste gamme de prestations et de produits pour l'exploration, la mise en valeur et la production de pétrole et de gaz.

288. Plus précisément, et dans la mesure où cela concerne les questions dont est saisie la Commission, Halliburton Company à des clients d'Arabie saoudite et de la zone neutre partagée entre l'Arabie saoudite et le Koweït des services pour la cimentation des puits, la stimulation et la maîtrise des eaux. Halliburton Geophysical Services, Inc. ("Halliburton Geophysical") fournissait un

savoir-faire et des équipements géophysiques à des clients d'Arabie saoudite et d'Iraq. Halliburton Logging Services, Inc. ("Halliburton Logging") fournissait des services et du matériel pour l'établissement de diagrammes de puits, y compris des camions de diagraphie, à l'Arab Well Logging Company ("AWLCO") d'Iraq. Otis Engineering Corporation ("Otis Engineering") fournissait à des clients du Koweït, d'Iraq et d'Arabie saoudite des services et du matériel pour l'achèvement et le remaniement de puits.

289. La société Halliburton Limited était active au Koweït où elle offrait une vaste gamme de services pour champs pétrolifères par le biais de divisions non enregistrées représentant les requérants spécialisés d'Halliburton opérant hors du Koweït. Ainsi, par exemple, Halliburton Limited fournissait des services spécialisés au Koweït par le biais de ses divisions "Halliburton Logging Services" et "Otis Engineering".

290. Étant donné qu'il existe une similitude importante entre les éléments de perte présentés par les requérants d'Halliburton, leurs réclamations seront dans le présent rapport présentées ensemble et analysées par type de perte.

B. Baisse des bénéfices d'exploitation

291. Trois des requérants d'Halliburton (Halliburton Company, Otis Engineering et Halliburton Limited) présentent des réclamations au titre d'une baisse générale de leurs bénéfices d'exploitation suite à l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Pour évaluer ces réclamations et les justificatifs, le Comité a fait fond sur la décision 9, qui présente certaines méthodes pour l'estimation des pertes relatives aux biens productifs de revenus, et il a soigneusement étudié les questions de lien causal et d'atténuation.

1. Baisse des bénéfices d'exploitation d'Halliburton Company

292. Avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, Halliburton Company fournissait à la Saoudi Arabian Oil Company ("Saudi Aramco") et à l'Arabian Oil Company ("AOC") des services pour la cimentation des puits, la stimulation et la maîtrise des eaux. Ces services étaient fournis dans le cadre de contrats généraux de services sur la base d'une facturation au fur et à mesure des prestations, les clients passant des ordres ensuite régis par les contrats généraux de services.

293. Halliburton Company déclare avoir subi, après l'invasion du Koweït, une baisse de ses activités en Arabie saoudite et dans la zone neutre partagée, suite à la mise sur pied de forces armées et à la menace d'une invasion iraquienne imminente de l'Arabie saoudite. Selon Halliburton Company, les frais professionnels en Arabie saoudite auraient par ailleurs augmenté lors de l'occupation du Koweït et la productivité aurait chuté en raison des attaques de missiles et des craintes des employés quant à leur sécurité personnelle.

294. En conséquence, Halliburton Company déclare que son bénéfice d'exploitation a chuté de US$ 1 071 000 du fait d'une baisse des recettes et d'une augmentation des dépenses. Ce montant a été calculé en comparant les moyennes mensuelles des recettes et des bénéfices d'exploitation pendant la période de six mois achevée

en juin 1990 aux moyennes mensuelles des recettes et des bénéfices d'exploitation pour la période allant d'août 1990 à la fin du mois de mars 1991.

295. Avec le concours de ses consultants et du secrétariat, le Comité a procédé à un examen approfondi de la réclamation d'Halliburton Company selon laquelle elle aurait subi une baisse de son bénéfice d'exploitation. Cet examen a notamment été fondé sur une analyse détaillée des comptes financiers d'Halliburton Company, y compris les comptes de gestion avant et après l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité a également obtenu d'examiner le registre des facturations à la prestation de cette société pour la période considérée ainsi qu'un échantillon de grosses factures de ce type. Enfin, le Comité a étudié les contrats justificatifs correspondants ainsi que les attestations fournies par les requérants d'Halliburton et décrivant les effets de l'invasion sur leurs activités.

296. À la lumière de ce qui précède, le Comité est convaincu qu'Halliburton Company a bel et bien subi une baisse de ses bénéfices d'exploitation pour la période allant d'août 1990 à la fin mars 1991. Le Comité chiffre cette baisse en comparant les moyennes mensuelles des bénéfices d'exploitation de cette société pour la période de sept mois achevée en juillet 1990 aux bénéfices d'exploitation mensuels effectivement réalisés pendant la période allant d'août 1990 à la fin du mois de mars 1991. On obtient ainsi, pour Halliburton Company, une baisse totale des bénéfices d'exploitation de US$ 1 051 000, et le Comité recommande que ce montant soit alloué à cette société.

2. Baisse des bénéfices d'exploitation d'Otis Engineering

297. Avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, Otis Engineering fournissait à ses clients en Arabie saoudite, y compris la Saudi Arabian Oil Company ("Saudi Aramco") et l'Arabian Oil Company ("AOC") des produits et des services pour l'achèvement des puits. La majorité de ces services était fournie sur la base d'une facturation à la prestation, les clients passant des ordres ensuite régis par les contrats généraux de services.

298. Otis Engineering déclare avoir subi une baisse d'activité en Arabie saoudite et dans la zone neutre partagée après l'invasion du Koweït, suite à la mise sur pied de forces armées et à la menace d'une invasion iraquienne imminente de l'Arabie saoudite. Selon Otis Engineering, les frais professionnels auraient par ailleurs augmenté en Arabie saoudite lors de l'occupation du Koweït et la productivité aurait chuté en raison des attaques de missiles et des craintes des employés quant à leur sécurité personnelle.

299. En conséquence, Otis Engineering déclare que son bénéfice d'exploitation a chuté de US$ 2 375 000 du fait d'une baisse des recettes et d'une augmentation des dépenses. Ce montant a été calculé en comparant les moyennes mensuelles des recettes et des bénéfices d'exploitation pendant la période de six mois achevée en juin 1990 aux moyennes mensuelles des recettes et des bénéfices d'exploitation pour la période allant de juillet 1990 à la fin de février 1991.

300. Avec le concours de ses consultants et du secrétariat, le Comité a procédé à un examen approfondi de la réclamation d'Otis Engineering selon laquelle elle aurait subi une baisse de son bénéfice d'exploitation. Cette étude a notamment

été fondée sur une analyse détaillée des comptes financiers d'Otis Engineering, y compris des relevés des comptes de gestion. Otis Engineering a fait savoir au Comité qu'un certain nombre des pièces comptables originales (les états de frais) relatives aux relevés des comptes de gestion d'avant 1992 étaient manquantes. Le Comité a également obtenu d'examiner le registre des facturations à la prestation de cette société pour la période considérée et un échantillon de grosses factures de ce type. Enfin, le Comité a examiné les contrats généraux de maintenance correspondants ainsi que les attestations fournies par les requérants d'Halliburton et décrivant les effets de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq sur leurs activités.

301. Le Comité n'a pu à partir des pièces qui lui avaient été communiquées ni vérifier ni chiffrer la baisse des bénéfices d'exploitation d'Otis Engineering en Arabie saoudite. Plus précisément, les états de frais de ce requérant antérieurs à 1992 n'ont pu être retrouvés. En outre, les consultants du Comité n'ont pu apparier que 67 % des facturations à la prestation analysées avec celles figurant dans le propre registre d'Otis Engineering pour les facturations de ce type. Étant donné que les relevés de la comptabilité de gestion sont fondés, du moins en partie, sur les états de frais manquants et qu'il n'avait pu être établi une correspondance suffisamment fiable entre le registre des facturations à la prestation et les documents originaux (les factures elles-mêmes), le Comité juge que les aspects de la réclamation d'Otis Engineering relatifs aussi bien aux recettes qu'aux dépenses, réclamation selon laquelle cette société aurait subi une baisse de ses bénéfices d'exploitation sont éminemment sujet à caution. En tant que tel, cet élément de la réclamation doit être rejeté, faute d'éléments probants.

302. Comme le Comité ne recommande pas d'allouer une somme globale au titre de la baisse des bénéfices d'exploitation d'Otis Engineering, il recommande qu'une indemnité soit allouée à cette société au titre des dépenses exceptionnelles spécifiques et avérées ayant contribué à la baisse invoquée des bénéfices d'exploitation (voir par. 319 et 320, plus bas).

3. Baisse des bénéfices d'exploitation d'Halliburton Limited

303. Halliburton Limited réclame un montant de US$ 1 708 000 au titre de la baisse de ses bénéfices d'exploitation, fondée dans ce cas sur la cessation totale de ses activités au Koweït pendant l'occupation de ce pays. Cette société opérait aussi essentiellement sur la base de la facturation à la prestation des services fournis à ses principaux clients, la KOC et les entreprises chargées des Opérations conjointes dans la zone neutre partagée entre le Koweït et l'Arabie saoudite. Comme il a été indiqué plus haut, Halliburton Limited a effectué toute une gamme de travaux de maintenance sur des champs pétrolifères au Koweït, par le biais de divisions non enregistrées représentant les requérants spécialisés d'Halliburton opérant essentiellement hors du Koweït.

304. La réclamation d'Halliburton Limited au titre de la perte de bénéfices d'exploitation a été calculée en comparant, pour chacune de ses divisions non enregistrées, les montant des recettes et des bénéfices d'exploitation pendant la période de six mois achevée en juin 1990 à ceux enregistrés pendant la

période débutée en août 1990 et achevée lorsque les niveaux de rentabilité antérieurs à l'invasion ont à nouveau été atteints (entre avril et août 1991).

305. Avec le concours de ses consultants et du secrétariat, le Comité a procédé à un examen approfondi de la réclamation Halliburton Limited au titre de la perte de bénéfices d'exploitation. Cet examen a notamment été fondé sur une analyse détaillée des états financiers d'Halliburton Limited, y compris de la comptabilité de gestion des divisions. Le Comité a également examiné les pièces relatives aux contrats conclus entre Halliburton Limited et ses clients, la KOC et les entreprises chargées des Opérations conjointes.

306. Le Comité a chiffré la perte de bénéfices d'exploitation d'Halliburton Limited résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq en comparant la moyenne mensuelle des bénéfices d'exploitation de cette société pendant la période de sept mois achevée en juillet 1990 et les bénéfices d'exploitation mensuels réalisés entre août 1990 et le moment où les niveaux de rentabilité des divisions antérieurs à l'invasion ont de nouveau été atteints (entre avril et août 1991). On obtient ainsi une baisse des bénéfices d'exploitation d'un montant de US$ 965 286 et le Comité recommande que cette somme soit allouée à Halliburton Limited.

4. Relation causale et atténuation

307. Le Comité a recommandé qu'une indemnité soit allouée à Halliburton Company et Halliburton Limited au titre de la baisse de leurs bénéfices d'exploitation. Ce faisant, le Comité constate expressément que ces pertes sont la conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Dans le cas d'Halliburton Company, cette conclusion est fondée sur un examen des facturations à la prestation correspondantes. Cet examen a convaincu le Comité que la baisse des bénéfices d'exploitation était intervenue dans la zone neutre partagée et dans les régions voisines d'Arabie saoudite directement affectées par les activités militaires. Dans le cas d'Halliburton Limited, la baisse du bénéfice d'exploitation avait été subie au Koweït du fait de la cessation totale des activités professionnelles du requérant.

308. Le Comité a également établi que la baisse des bénéfices d'exploitation subie par Halliburton Company et Halliburton Limited ne résultait pas simplement des travaux reportés suite à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq mais plutôt du fait que les requérants avaient été privés de ces travaux et que cette perte avait entraîné une baisse des bénéfices d'exploitation, baisse qui ouvrait droit à indemnisation.

309. Le Comité a constaté que tant Halliburton Company qu'Halliburton Limited avaient rapidement retrouvé, après la libération du Koweït, les niveaux de rentabilité antérieurs à l'invasion et qu'elles avaient alors engrangé des bénéfices sensiblement supérieurs aux niveaux atteints avant l'invasion.

310. Le Comité n'a contrebalancé aucun de ces bénéfices postérieurs à la libération par les pertes subies par Halliburton Company et Halliburton Limited car il a déterminé que ces niveaux inhabituels de bénéfice avaient été atteints en raison de l'augmentation de l'activité économique et commerciale liée à la reconstruction du Koweït et des quantités de pétrole supérieures à la normale

produites par l'Arabie saoudite pendant cette période et non d'une augmentation ou d'un retour au volume ou à la rentabilité des activités de base d'Halliburton Company et d'Halliburton Limited antérieures à l'invasion et que, par ailleurs, les activités entreprises par ces requérants après la libération différaient sensiblement par leur type et leur volume de celles antérieures à l'invasion.

311. Parvenant à cette conclusion, le Comité note que, avant l'invasion, l'activité d'Halliburton Company et d'Halliburton Limited dans ces pays consistait à fournir des prestations courantes liées à la bonne marche de la production de pétrole en quantités prévisibles à partir de champs pétrolifères à l'infrastructure bien établie.

312. Par contraste, le Comité estime que dans la période postérieure à la libération, la situation au Koweït et en Arabie saoudite a offert l'occasion économique, unique et temporaire, de fournir des services et des fournitures hautement spécialisés pour les champs pétrolifères. Halliburton Company et Halliburton Limited (ou leurs successeurs) ont tiré parti de cette situation pour rechercher et obtenir des contrats découlant de situation économique, comme l'ont fait nombre de sociétés du monde entier spécialisées dans ce domaine, dont certaines qui n'avaient jamais ou guère été actives dans le golfe Persique. Le Comité a conclu qu'il serait erroné de contrebalancer des bénéfices liés à l'exploitation de cette situation économique unique et temporaire par des pertes subies lors de l'occupation du Koweït car ces pertes résultaient d'une baisse d'activités d'une nature essentiellement différente de celles entreprises par ces requérants après la libération.

313. En bref, réduire toute somme allouée à Halliburton Company et Halliburton Limited en fonction des bénéfices de la période postérieure à la libération reviendrait à conclure, vu l'effet spécifique propre à ces affaires, que des 61 bénéfices acquis par une entreprise fondamentalement nouvelle de prestation de produits et de services nouveaux sur les marchés koweïtien et saoudien devraient compenser les pertes subies dans le domaine d'activité traditionnelle des requérants. Le Comité note que pareille conclusion ne serait pas conforme aux principes traditionnels de l'atténuation.

314. Le Comité conclut expressément que ses recommandations doivent :

> "... autant que possible, effacer toutes les conséquences de l'acte illicite et rétablir l'état qui aurait vraisemblablement existé si ledit acte n'avait pas été commis[39]."

Dans cette affaire, les conséquences, pour les requérants d'Halliburton, de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ne seraient pas éliminées par une recommandation qui prévoirait une déduction de la réclamation, déduction fondée sur des recettes acquises de manière purement collatérale, et résultant en grande partie de l'affectation de fonds ne se trouvant pas antérieurement dans la région et ce dans une entreprise fondamentalement nouvelle. Le Comité conclut par ailleurs expressément que les requérants d'Halliburton ne seront pas injustement enrichis par les recommandations du Comité, pour les raisons détaillées plus haut et parce que les bénéfices réalisés pendant la période postérieure à la libération étaient fondés sur des volumes d'activité beaucoup plus importants et non sur des marges bénéficiaires

inhabituelles[40]. Le Comité estime que ces bénéfices n'ont aucunement constitué une aubaine pour les requérants d'Halliburton.

C. Indemnité versée à autrui

315. Tous les requérants d'Halliburton, à l'exception d'Halliburton Logging, déclarent avoir engagé des dépenses salariales et frais connexes supplémentaires suite à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Plus précisément, ces requérants d'Halliburton déclarent avoir versé à leurs employés présents dans toute la région du conflit des "primes Scud" et des primes de sujétion et qu'ils avaient dû payer des billets d'avion et des frais de voyage supplémentaires pour les employés évacués, ainsi que d'autres coûts. Ces requérants d'Halliburton déclarent que ces versements et les frais liés aux primes de sujétion étaient nécessaires pour dédommager leurs employés de l'accroissement des risques encourus du fait de leur activité dans une zone de guerre. Chacune de ces réclamations sera examinée séparément.

1. Halliburton Company - Indemnité versée à autrui

316. Halliburton Company dit avoir versé US$ 383 549 US$ à ses employés pour présence en zone de guerre, hébergement temporaire et frais de voyage, toutes dépenses engagées suite à l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Cette réclamation est étayée par une importante quantité de relevés salariaux et par une vérification externe des dépenses exceptionnelles d'Halliburton Company.

317. En réponse à une demande du secrétariat, Halliburton Company a confirmé que ces dépenses exceptionnelles avaient été imputées sur les recettes du requérant. Ces frais ont donc réduit le bénéfice mensuel effectif d'Halliburton Company et augmenté le montant réclamé au titre de la baisse des bénéfices d'exploitation. Le Comité a recommandé que le requérant soit indemnisé pour cette baisse des bénéfices d'exploitation (voir par. 296, plus haut). En conséquence, le Comité recommande qu'Halliburton Company ne soit indemnisée ni des versements effectués au titre de la présence dans une zone de guerre ni des frais connexes car allouer une somme au titre de cet élément de perte entraînerait une surindemnisation dudit requérant.

2. Halliburton Geophysical - Indemnité versée à autrui

318. Halliburton Geophysical dit avoir versé US$ 315 613 à ses employés pour présence en zone de guerre suite à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Cette réclamation est étayée par une quantité importante de relevés salariaux et d'états de rapprochements qui ont permis au Comité de vérifier la réalité de ces dépenses. Le Comité estime donc que le requérant a prouvé qu'il avait engagé des dépenses exceptionnelles de US$ 315 613, dépenses indemnisables puisque résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande qu'une somme de US$ 315 613 soit allouée à Halliburton Geophysical.

3. Otis Engineering - Indemnité versée à autrui

319. Otis Engineering dit avoir versé US$ 513 260 à ses employés pour présence en zone de guerre, hébergement temporaire et frais de voyage, toutes dépenses dues à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité a examiné une quantité importante de relevés salariaux correspondants et un rapport de vérificateurs extérieurs sur ces dépenses exceptionnelles, rapport qui conclut qu'Otis Engineering a engagé à ce titre des dépenses de US$ 369 463. Le Comité estime que ces dépenses exceptionnelles résultent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et recommande, en se fondant sur la vérification extérieure de cet élément de perte, qu'une somme de US$ 369 463 soit allouée.

320. En outre, Otis Engineering déclare avoir versé à ses employés au Koweït une somme de US$ 95 750 en dédommagement du pillage ou de la destruction de leurs biens par les forces iraquiennes. Comme justificatif, Otis Engineering a fourni des copies des chèques remis à ses employés. Le Comité estime que cet élément de perte a été prouvé et ouvre droit à une indemnisation totale. Il recommande donc qu'une somme de US$ 95 750 soit allouée.

4. Halliburton Limited - Indemnité versée à autrui

321. Halliburton Limited dit avoir versé US$ 474 771 à ses employés pour présence en zone de guerre, hébergement temporaire et frais de voyage, toutes dépenses résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Cette réclamation n'est pas étayée par les états salariaux ou comptables originels et remontant aux faits, qui devraient être à la disposition du requérant. Le Comité constate que ces versements ont leur source hors du Koweït et que les pièces justificatives n'ont donc été ni détruites ni perdues suite à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq. Halliburton Limited déclare que les justificatifs originels ont été perdus. En tout état de cause, le Comité estime que cet élément de perte n'est pas convenablement étayé par des pièces remontant aux faits. En conséquence, le montant réclamé d'Halliburton Limited au titre des paiements effectués pour présence en zone de guerre doit être rejeté, faute d'éléments probants, et le Comité recommande qu'aucune somme ne soit allouée au titre de cet élément de perte.

322. En outre, Halliburton Limited déclare avoir dédommagé ses employés au Koweït du pillage ou de la destruction de biens par les forces iraquiennes et réclame US$ 552 020 au titre de cet élément de perte. Comme justificatif, Halliburton Limited a fourni à la Commission des états comptables relatifs aux sommes versées à ses employés ainsi que des inventaires des biens perdus. Le Comité estime qu'Halliburton Limited a prouvé que ces dépenses exceptionnelles avaient été engagées suite à l'invasion et à l'occupation illicite du Koweït par l'Iraq. Le Comité est convaincu que les sommes allouées à Halliburton Limited au titre de cette réclamation ne se traduiraient pas par une surindemnisation, malgré le fait qu'il ait recommandé que cette société soit indemnisée pour une baisse générale de son bénéfice d'exploitation (voir par. 303 à 306 plus haut). Halliburton Limited a convaincu le Comité que ces dépenses exceptionnelles avaient été imputées sur un fonds de réserve spécial pour le Moyen-Orient et n'apparaissaient donc pas dans les états de bénéfices d'exploitation sur lesquels est fondée la réclamation relative à une baisse des bénéfices

d'exploitation. En conséquence, le Comité estime que cet élément de perte devrait être indemnisé en totalité et recommande que soit allouée une somme de US$ 552 020.

D. Pertes liées au contrat

323. Halliburton Geophysical, Halliburton Logging et Otis Engineering présentent toutes trois des réclamations pour des pertes spécifiques liées aux contrats et résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

1. Halliburton Geophysical - Pertes liées aux contrats

a) Accord sismique - fourniture de matériels

324. En novembre 1989, Halliburton Geophysical avait conclu un contrat de fourniture de matériels et de services ("accord sismique") avec l'Iraq Oil Exploration Company ("IOEC"). En vertu de cet accord, Halliburton Geophysical était convenue de fournir les véhicules, le matériel, les accessoires, les pièces détachées et les logiciels nécessaires à la conduite, par l'IOEC, de relevés sismiques en trois dimensions à des fins d'exploration pétrolière. L'obligation de fournir des pièces détachées était valable pour une période de deux ans après accomplissement des obligations d'Halliburton Geophysical relatives aux opérations sur le terrain.

325. L'accord sismique prévoyait un arrangement de financement régissant les conditions de paiement. Au terme de cet arrangement, l'IOEC était tenue de verser un acompte substantiel et d'émettre une lettre de crédit pour le règlement du solde en trois versements semestriels d'un montant égal, le premier le 20 novembre 1991 et le dernier le 20 novembre 1992. L'IOEC avait versé l'acompte requis et Halliburton Geophysical réclame un solde non réglé de US$ 9 916 858. Étant donné que la lettre de crédit avait été émise par la banque centrale d'Iraq et n'avait pas été confirmée, Halliburton Geophysical soutient que ce solde est resté impayé suite à l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

326. Le Comité doit tout d'abord déterminer si le solde non réglé, dû au titre de l'accord sismique relève de la compétence de la Commission. L'accord sismique étant une obligation contractuelle créée avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit en premier lieu décider 1) si cet élément de perte est une dette ou une obligation de l'Iraq et 2) si la restriction imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

327. Le Comité estime que le solde non réglé par l'IOEC à Halliburton Geophysical constitue une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

328. Le Comité a soigneusement examiné l'Accord sismique, l'accord de financement et les pièces relatives à la lettre de crédit. Le Comité estime qu'Halliburton Geophysical a contracté l'obligation contractuelle unique et indivisible de livrer un ensemble défini de matériels et d'accessoires et qu'il

n'existait aucune disposition prévoyant un règlement partiel en fonction d'une prestation partielle d'Halliburton. Au contraire, l'obligation de l'IOEC de payer (indépendamment de l'acompte), ne prenait naissance qu'à la livraison de la totalité de l'ensemble de matériels et d'accessoires.

329. Le Comité constate en outre qu'Halliburton Geophysical a expédié les matériels et accessoires en question par lots nombreux à compter de mars 1990 et jusqu'au 30 juillet 1990. Le Comité doit déterminer si la dette relative à ces expéditions a été créée, et plus précisément si la dette a pris naissance avant le 2 août 1990, comme il a été examiné à la section II C, plus haut.

330. Étant donné qu'Halliburton Geophysical a contracté une obligation contractuelle unique et indivisible, aucune disposition ne prévoyant de règlement pour rien moins que la livraison de la totalité, le Comité conclut qu'Halliburton Geophysical n'a pas exécuté ses obligations contractuelles tant que la dernière expédition n'était pas intervenue[41]. En conséquence, étant donné que la dernière expédition a été faite "par avion" le 30 juillet 1990, le Comité estime que la dette de l'IOEC a pris naissance après le 2 août 1990 au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Cette réclamation relève donc de la compétence de la Commission.

331. Le Comité considère en outre que l'IOEC n'a pas réglé le solde dû au terme de l'Accord sismique, soit US$ 9 916 858, en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

332. Comme il avait indiqué par Halliburton Geophysical, le Comité estime qu'il est justifié de déduire de ce montant réclamé une somme de US$ 103 870 à créditer à l'IOEC pour une expédition de câbles non livrés. En conséquence, le Comité recommande qu'une somme de US$ 9 812 988 soit allouée au titre de cet élément de perte.

333. Halliburton Geophysical déclare avoir subi d'autres pertes liées à l'Accord sismique en raison de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Plus précisément Halliburton Geophysical déclare avoir payé d'avance des frais de transport et d'expédition d'un montant de US$ 648 927 par complaisance envers l'IOEC. Le Comité constate que ces versements effectués par Halliburton Geophysical devaient être remboursés par l'IOEC aux mêmes conditions que celles applicables aux montants dus pour les équipements et les services, c'est-à-dire en trois versements semestriels égaux commençant le 20 novembre 1991 et s'achevant le 20 novembre 1992. Pour les mêmes raisons justifiant qu'il ait recommandé qu'une somme soit allouée au titre du solde non acquitté pour les matériels et les services, le Comité recommande aussi que soit alloué un montant de US$ 648 927 pour ces frais de transport et d'expédition payés à l'avance.

334. Pour résumer, le Comité recommande qu'un montant de US$ 10 461 915 soit alloué à Halliburton Geophysical au titre des pertes liées à l'Accord sismique en ce qui concerne la fourniture de matériels.

b) Accord sismique - formation sur le terrain

335. En outre, l'Accord sismique prévoyait qu'Halliburton Geophysical donnerait pendant six mois une formation sur le terrain à l'utilisation du matériel sismique et cette société réclame US$ 1 613 333 au titre de cet élément de perte. Le Comité constate qu'Halliburton Geophysical a en juin 1990 mobilisé son personnel pour s'acquitter de cette obligation contractuelle et que le personnel de cette entreprise a continué de travailler sous la menace des forces iraquiennes après l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et que ses employés se sont vu interdire de quitter l'Iraq jusqu'à ce que la formation soit achevée.

336. La partie de l'Accord sismique relative à la formation prévoyait six versements mensuels de US$ 201 667 et six versements mensuels équivalant en dinars iraquiens à US$ 201 667. Halliburton Geophysical n'a reçu aucun versement en dollars des États-Unis et seulement six versements équivalant chacun à US$ 201 667 en dinars iraquiens. En conséquence, le Comité estime que cette société a droit à une indemnisation de US$ 1 209 999 au titre des versements en dollars des États-Unis. Le Comité constate qu'à tous les moments pertinents, le dinar iraquien était non transférable et non convertible[42]. Le Comité constate en outre qu'Halliburton Geophysical a engagé des dépenses en dinars iraquiens afin de satisfaire aux obligations qui lui incombaient en vertu de l'Accord sismique. Le Comité constate qu'Halliburton Geophysical n'a apporté à la Commission aucune preuve qu'elle avait engagé des frais en dinars iraquiens pour un montant supérieur aux versements en dinars iraquiens effectivement versés par l'IOEC. Dans ces conditions, et étant donné que le dinar iraquien était non transférable et non convertible, Halliburton Geophysical n'a apporté la preuve qu'elle avait subi des pertes du fait que l'IOEC n'avait pas effectué deux versements en dinars iraquiens prévus par l'Accord sismique au titre de la formation sur le terrain.

337. Pour résumer, le Comité recommande qu'une somme de US$ 1 209 999 soit allouée à Halliburton Geophysical au titre du non-versement par l'IOEC des versements en dollars des États-Unis prévus par l'Accord sismique au titre de la formation sur le terrain.

c) Accord sismique - rétributions forfaitaires pour le transport et la formation

338. En outre, l'Accord sismique prévoyait une rétribution forfaitaire de US$ 91 000 pour couvrir les frais administratifs et de voyage, somme qui n'a pas été payée, et une rétribution forfaitaire de US$ 129 000 pour la formation, qui n'a pas plus été payée. Cette dernière rétribution était destinée à la formation technique et était distincte du coût de la formation sur le terrain susmentionnée. Pour le transport comme pour la formation, la rétribution devait être versée après remise de l'équipement à l'IOEC, à la fin de la période de formation. Le Comité estime que le non-versement de ces rétributions résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et qu'il ouvre droit à indemnisation. En conséquence, le Comité recommande qu'un montant total de US$ 220 000 soit alloué au titre de ces éléments de perte.

d) Accord sismique - perte de bénéfices

339. Enfin, Halliburton Geophysical demande à être indemnisée pour la perte de bénéfices au titre de la vente de pièces détachées prévue en vertu de l'Accord sismique pour la période du contrat, c'est-à-dire deux ans. Cette société réclame un montant de US$ 76 727 en se fondant sur l'exécution effective d'un contrat "comparable" conclu avec un autre client à Oman. Le Comité constate qu'il n'existe pas d'antécédent avec l'IOEC susceptible d'être retenu pour évaluer une réclamation au titre de la perte de bénéfices. Le Comité constate également qu'Halliburton Geophysical a comparé des ventes pendant deux ans et demi à Oman à une obligation contractuelle de fourniture de pièces détachées pendant deux ans dans le cas de l'IOEC. Le Comité constate également que le contrat à Oman était sensiblement plus important que le projet avec l'IOEC et qu'Halliburton Geophysical n'a pas apporté la preuve de la quantité de pièces détachées qui aurait été fournie à l'IOEC ni de la marge bénéficiaire qui en aurait découlé. En tant que telle, cette réclamation au titre de la perte de bénéfices est trop spécieuse pour ouvrir droit à indemnisation et le Comité recommande donc qu'aucune somme ne soit allouée pour cet élément de perte.

2. Pertes de Halliburton Logging liées aux contrats

a) Accord d'achat portant sur du matériel neuf

340. Le 9 janvier 1990, la société Halliburton Logging a signé un accord d'achat avec la société AWLCO par lequel elle s'engageait à lui livrer deux camions pour la diagraphie des puits de pétrole et des pièces de rechange. Certaines des marchandises qui avaient été payées d'avance ont été livrées au titre de cet accord, les frais d'expédition encore dus s'élevant à un montant de US$ 25 294. Halliburton Logging affirme qu'à la date du 2 août 1990, le matériel visé dans l'accord n'avait pas été expédié, pour l'essentiel, et qu'il a ensuite été revendu en grande partie. S'agissant des marchandises ainsi revendues, Halliburton Logging soutient qu'elle a subi un manque à gagner sur la vente à l'AWLCO au motif que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq l'ont privée des deux ventes. Pour ce qui est des marchandises qui n'ont pas été revendues, Halliburton Logging demande à être indemnisée du coût de production et du manque à gagner sur la vente à l'AWLCO. Dans les deux cas, le manque à gagner est calculé sur la base d'une marge bénéficiaire estimée à 47 %. Sur cette base, la société fait valoir qu'elle a subi un manque à gagner de US$ 1 305 215 au titre de l'accord d'achat. Le Comité constate que ce chiffre, qui se fonde sur le prix du contrat original, rend dûment compte de divers paiements reçus.

341. Le Comité a examiné l'accord d'achat conclu avec l'AWLCO, les documents d'expédition pertinents et les comptes de gestion d'Halliburton Logging. Il constate que ladite société a subi une perte par rapport à l'accord d'achat du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït et que la méthode utilisée pour calculer cette perte est généralement acceptable. Le Comité estime que les comptes de gestion de la société font apparaître une marge bénéficiaire de 47 % dans l'ensemble. Toutefois, il n'est pas établi que cette marge puisse s'appliquer au manque à gagner visé en l'espèce. Avec l'aide de ses consultants et après analyse des documents comptables de la requérante, le Comité a conclu que la marge de la société dans ce cas précis n'aurait pas pu

être inférieure à 20 %. Sur cette base et en utilisant par ailleurs pour le calcul de la perte la même méthode que celle utilisée par Halliburton Logging, le Comité a évalué ce manque à gagner à US$ 353 148. En outre, il considère que la société a droit à être indemnisée d'un montant de US$ 25 294 au titre des frais d'expédition non payés.

342. En bref, le Comité recommande une indemnisation d'un montant de US$ 353 148 pour les pertes subies par Halliburton Logging au titre de l'accord d'achat, ainsi que d'un montant de US$ 25 294 pour les frais d'expédition non payés.

b) Contrat portant sur du matériel d'occasion

343. Le 10 novembre 1989, Halliburton Logging a signé avec l'AWLCO un contrat portant sur la vente à celle-ci d'un matériel d'occasion de diagraphie des puits de pétrole, ainsi que la fourniture de pièces de rechange et d'une assistance. Halliburton Logging soutient que la plus grande partie de ce matériel d'occasion a été expédiée et que le matériel non expédié a été revendu. La société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 4 523 au titre de son manque à gagner sur le matériel non expédié, en faisant valoir ici encore que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq l'ont privée de ces deux ventes. L'AWLCO a certes versé un acompte pour l'achat du matériel d'occasion et fait des paiements additionnels pour des fournitures supplémentaires, mais Halliburton Logging demande à être indemnisée d'un montant de US$ 508 205 au titre des sommes restant dues sur le matériel expédié avant l'invasion.

344. Le Comité a examiné le contrat portant sur la vente de matériel d'occasion de diagraphie, tel qu'il a été modifié, et les documents d'expédition. Il a également examiné les virements bancaires afférents aux paiements faits par l'AWLCO. Il considère qu'Halliburton Logging a subi des pertes sur le contrat portant sur la vente de matériel d'occasion de diagraphie, pertes qui résultent de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït.

345. Plus précisément, Halliburton Logging a perdu le bénéfice que lui aurait rapporté le matériel non expédié. La société a calculé le montant de cette perte en se fondant sur une marge bénéficiaire de 47 %. Comme indiqué plus haut, le Comité constate que les comptes de gestion de la société établissent la réalité d'une marge bénéficiaire de 47 % dans l'ensemble. Toutefois, il n'est pas établi que cette marge puisse s'appliquer à la perte subie dans le cadre du présent contrat. Le Comité a déterminé, avec l'aide de ses consultants - en notant au passage que, dans le secteur des fournitures pétrolières, du matériel d'occasion remis à neuf permet souvent de réaliser une marge bénéficiaire supérieure à celle réalisée avec du matériel neuf - et après examen des documents comptables de la requérante, que la marge sur le contrat visé n'aurait pas pu être inférieure à 25 %. Sur cette base, il évalue cette perte à un montant de US$ 2 405.

346. En outre, le Comité constate qu'Halliburton Logging a subi une perte du fait des impayés sur le matériel d'occasion qu'elle a expédié à l'AWLCO. Pour ce qui est de ce volet de la réclamation, le Comité doit d'abord s'assurer que la perte relève de la compétence de la Commission. L'expédition du matériel d'occasion découlant d'une obligation contractuelle née avant l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit, avant toute chose,

décider 1) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq; 2) si la restriction, imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

347. Le Comité constate que le solde restant dû pour le matériel d'occasion est une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

348. Le Comité constate en outre qu'Halliburton Logging a effectué la livraison du matériel d'occasion à la faveur de plusieurs expéditions tant avant qu'après le 2 mai 1990. Il appartient au Comité de déterminer le moment où la dette consécutive à ces expéditions a pris naissance et plus précisément si elle est née avant le 2 août 1990, comme examiné plus haut à la section II.C.

349. Le Comité considère qu'Halliburton Logging a assumé une obligation contractuelle unique et indivisible, celle de fournir un ensemble composé de matériel et d'accessoires et qu'aucune disposition ne prévoyait un paiement partiel correspondant à une prestation partielle d'Halliburton Logging. Au contraire, l'obligation de paiement final de l'AWLCO ne prenait naissance qu'à la livraison de l'ensemble complet du matériel d'occasion.

350. Halliburton Logging assumant une obligation contractuelle indivisible et unique et aucune disposition ne prévoyant le paiement du montant final sinon pour l'ensemble complet, le Comité constate qu'Halliburton Logging n'était censée avoir rempli son obligation contractuelle qu'une fois faite la dernière livraison[43]. En conséquence, comme il y a eu plusieurs expéditions après le 2 mai 1990 et que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ont empêché Halliburton Logging de s'acquitter entièrement de son obligation contractuelle, le Comité déclare que la dette de l'AWLCO a pris naissance après le 2 août 1990 au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. De ce fait, la présente demande d'indemnisation relève de la compétence de la Commission.

351. Le Comité déclare en outre que l'impossibilité où s'est trouvée l'AWLCO de payer le solde débiteur, d'un montant de US$ 508 205, résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

352. Aussi le Comité recommande-t-il d'indemniser Halliburton Logging d'un montant de US$ 2 405 au titre du manque à gagner sur le matériel d'occasion non expédié. Il recommande en outre d'indemniser Halliburton Logging d'un montant de US$ 508 205 au titre du solde débiteur sur le matériel d'occasion expédié à l'AWLCO.

c) Contrat d'appui technique

353. Le 19 septembre 1982, Halliburton Logging a conclu avec l'AWLCO un contrat d'appui technique pour une durée de dix ans. En vertu de ce contrat, Halliburton Logging devait mettre à disposition un conseiller technique en Iraq. Halliburton Logging soutient que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ont contraint ce conseiller technique à quitter l'Iraq 25 mois avant l'expiration du contrat. La société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 101 625 au titre du manque à gagner dans le cadre de ce contrat.

354. Le Comité a examiné le contrat d'appui technique et étudié minutieusement les dépenses engagées par Halliburton Logging pour fournir ce conseiller technique. Il est arrivé à la conclusion que la société a subi un manque à gagner net de US$ 3 565 par mois, pour les 25 mois restants du contrat, du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande de lui accorder une indemnité d'un montant de US$ 89 125. Ce chiffre présente par rapport à la réclamation une différence de US$ 500 par mois pour le solde du contrat, car les éléments du dossier font apparaître que le montant mensuel facturé effectivement par Halliburton Logging à l'AWLCO a été augmenté de cette somme dans la réclamation. Il faut savoir que les parties étaient convenues d'un versement mensuel qui serait effectué en dinars iraquiens à seule fin de couvrir les dépenses locales. Comme celles-ci n'ont pas été engagées, le Comité n'a pas tenu compte des montants exprimés en dinars iraquiens lorsqu'il a évalué le manque à gagner.

d) Sommes dues au titre de la fourniture de pièces de rechange

355. Halliburton Logging demande également à être indemnisée des pertes résultant de son obligation de fournir des pièces de rechange à l'AWLCO conformément aux accords visés plus haut et à un accord de 1982 par lequel la société s'engageait à fournir des pièces de rechange et autres pièces nécessaires pour l'entretien et la mise à jour du matériel de diagraphie de l'AWLCO pendant 10 ans.

356. En pratique, les pièces de rechange étaient fournies par Halliburton Logging à l'AWLCO ponctuellement, sur la demande du client. Contrairement à ce qui se passait pour la vente du matériel d'occasion (voir plus haut, par. 343 à 352), Halliburton Logging a pris de nombreux engagements contractuels auxquels correspondaient de nombreuses dates de paiement pour ce qui est des pièces de rechange. Dans le cas du matériel d'occasion, la société avait contracté une obligation unique et indivisible à laquelle devait correspondre un paiement final, une fois l'obligation exécutée.

357. Halliburton Logging demande à être indemnisée d'un montant de US$ 219 146 au titre des sommes dues pour la livraison de pièces de rechange.

358. Le Comité doit d'abord s'assurer que les sommes à recevoir relèvent de la compétence de la Commission. Comme ces sommes sont dues sur la base d'une obligation contractuelle née antérieurement à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité doit décider avant toute chose l) si l'objet du litige est une dette ou une obligation de l'Iraq; 2) si la restriction, imposée par le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, relative aux "dettes et obligations antérieures au 2 août 1990" y est applicable.

359. Le Comité constate que les sommes dues pour les pièces de rechange qui n'ont pas été payées par l'AWLCO constituent une dette de l'Iraq au sens de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

360. Le Comité doit déterminer ensuite à quel moment la dette a pris naissance, et plus précisément si elle est antérieure au 2 août 1990, comme examiné plus haut à la section II.C.

361. Le Comité constate qu'Halliburton Logging a fait 11 livraisons de pièces de rechange à l'AWLCO après le 2 mai 1990. Pour le Comité, ces 11 livraisons d'une valeur de US$ 106 079 sont autant de prestations d'Halliburton Logging constituant une dette ou une obligation de l'Iraq postérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. De ce fait, la réclamation fondée sur ces 11 livraisons pour un montant total de US$ 106 079 relève de la compétence de la Commission. En statuant ainsi, le Comité a écarté trois factures présentées à l'appui de la réclamation et s'élevant à un montant total de US$ 25 803 qui ne concernent pas des pièces de rechange et ne se rapportent donc pas à cet élément de perte.

362. Le Comité constate en outre que l'AWLCO ne s'est pas acquittée du montant dû pour ces 11 livraisons, soit un montant de US$ 106 079, et que cette carence résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

363. Le Comité constate que le solde réclamé par Halliburton Logging pour la fourniture de pièces de rechange à l'AWLCO, soit un montant de US$ 87 264, concerne plusieurs livraisons antérieures au 2 mai 1990. Il estime que ces livraisons d'une valeur de US$ 87 264 sont une prestation d'Halliburton Logging créant une dette ou obligation de l'Iraq antérieure au 2 août 1990 au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. De ce fait, la réclamation fondée sur ces livraisons ne relève pas de la compétence de la Commission.

364. C'est pourquoi, le Comité recommande d'indemniser Halliburton Logging, au titre des sommes dues pour la fourniture de pièces de rechange, d'un montant de US$ 106 079. Le restant de la réclamation présentée par Halliburton Logging au titre des sommes dues pour des pièces de rechange ne relève pas de la compétence de la Commission.

e) Commandes en attente de pièces de rechange

365. Halliburton Logging affirme également avoir fabriqué certaines pièces de rechange qui n'avaient pas encore été expédiées et qui n'ont pu être revendues, et demande à être indemnisée d'un montant de US$ 17 896 représentant le prix d'achat intégral de ces pièces de rechange. En ce qui concerne des pièces de rechange qui avaient été commandées mais non expédiées et qui ont été revendues ultérieurement, Halliburton Logging demande à être indemnisée d'un montant de US$ 408 532 au titre du manque à gagner sur les commandes passées par l'AWLCO, en faisant valoir ici encore que seules l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq l'ont privée de ces deux ventes.

366. Le Comité a examiné les bons de commande et les prix afférents à ces pièces de rechange. L'examen de ces documents de base lui a permis de s'assurer que le montant des commandes passées à Halliburton Logging et en attente à l'époque s'élevait à US$ 945 550, y compris les commandes de pièces détachées que la société déclare n'avoir pu revendre. De ce montant, le Comité a déduit des commandes d'une valeur de US$ 73 203, car elles n'avaient pas encore atteint le stade de bons de commande. Il a également déduit un montant de US$ 60 655 représentant des commandes "prescrites", car il n'a pu s'assurer que ces commandes étaient toujours valides, vu le long laps de temps qui s'était écoulé.

Reste donc un volume de commandes en cours de pièces détachées qui ont été fabriquées mais non expédiées d'un montant de US$ 811 692. Halliburton Logging demande à être indemnisée sur la base d'une marge bénéficiaire de 47 %. Le Comité a relevé plus haut que cette marge correspondait aux indications que l'on trouvait dans les documents financiers de la société; suivant en cela l'avis de ses consultants-experts, le Comité estime que ce pourcentage correspond à ce qui aurait été la marge bénéficiaire sur les ventes de pièces détachées à l'AWLCO à l'époque considérée. Il évalue cet élément de perte comme tel à US$ 381 495. En se prononçant de la sorte, il considère que la société aurait obtenu les ventes à l'AWLCO et les reventes ultérieures en l'absence de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité ne peut recommander l'octroi d'une indemnité supérieure à cette marge bénéficiaire pour les commandes de pièces de rechange que la société prétend n'avoir pu revendre, faute pour celle-ci d'avoir établi qu'elle n'avait pu revendre lesdites pièces de rechange.

f) Manque à gagner sur les ventes de pièces de rechange

367. Enfin, Halliburton Logging demande à être indemnisée d'un montant de US$ 1 400 000 au titre du manque à gagner en faisant valoir que l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq l'ont empêchée de continuer à fournir ponctuellement des pièces de rechange à l'AWLCO. Pour justifier cet élément de perte, Halliburton Logging a fourni à la Commission une déclaration écrite sous serment concernant le volume des ventes et les marges bénéficiaires escomptés. Le Comité estime que cet élément de perte de la réclamation n'est pas prouvé. En l'occurrence, la société n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour établir le volume des ventes ou les marges bénéficiaires qu'elle pouvait espérer.

368. Aussi le Comité recommande de ne pas indemniser Halliburton Logging du manque à gagner sur les ventes de pièces de rechange que la société espérait réaliser.

3. Pertes d'Otis Engineering liées à des contrats

369. Antérieurement au 2 août 1990, Otis Engineering a vendu au Koweït du matériel spécialisé par l'entremise de la société GOFSCO (Gas and Oil Field Service Company), son agent au Koweït. Otis Engineering a aussi vendu directement à la société INOC (Iraqi National Oil Company) sur une base ponctuelle. Otis Engineering affirme avoir subi un manque à gagner sur des ventes à la GOFSCO et l'INOC du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

370. Plus précisément, Otis Engineering demande à être indemnisée d'un montant de US$ 579 271, soit le prix de vente intégral de matériel commandé par la GOFSCO et l'INOC et spécialement fabriqué pour ces clients, mais qui n'a pas été livré. Otis Engineering prétend n'avoir pas été en mesure de revendre ce matériel, de sorte que le manque à gagner équivaut au prix de vente intégral. À l'appui de sa demande, la société a fourni à la Commission les bons de commande pertinents, ainsi qu'une déclaration écrite sous serment d'un responsable de la société attestant que le matériel avait été fabriqué spécialement pour ces clients.

371. Le Comité a demandé expressément à la société de fournir des documents établissant que ce matériel avait été fabriqué et des documents illustrant les efforts déployés par la requérante pour atténuer ses pertes par le biais de la revente. Otis Engineering n'ayant pas fourni les documents ainsi demandés, le Comité conclut que cet élément de la réclamation ne peut être retenu, faute de preuve.

372. En outre, Otis Engineering demande à être indemnisée d'un montant de US$ 621 847 au titre d'une commande de l'INOC portant sur un matériel spécial qui n'avait pas encore été fabriqué. La commande était subordonnée à l'émission par l'INOC d'une lettre de crédit d'un montant correspondant au prix d'achat. Otis Engineering a fourni à la Commission le tarif et le bon de commande, ainsi qu'une déclaration écrite sous serment d'un responsable de la société attestant les coûts et le bénéfice escompté de cette commande.

373. Le Comité a étudié les documents présentés à l'appui de cet élément de perte et noté que le tarif correspondant, daté de mai 1989, avait été confirmé par télex au mois de mars 1990. Toutefois, il semble que la lettre de crédit exigée n'a jamais été expédiée par l'INOC. Le Comité n'est pas convaincu que l'annulation de cette commande résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq; il semble plutôt que la commande n'a pas été exécutée faute pour le client d'avoir fourni une lettre de crédit dans les mois qui ont suivi le mois de mars 1990. En conséquence, le Comité recommande de ne pas indemniser cet élément de perte.

374. Otis Engineering demande également à être indemnisée de pertes liées à des contrats en ce qui concerne deux commandes koweïtiennes de matériel qui ont été compromises par l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Plus précisément, la GOFSCO avait passé une commande de matériel d'un montant de US$ 423 526. Cette commande a été retardée et n'a pu être exécutée que le 23 mars 1992. Otis Engineering demande à être indemnisée d'un montant de US$ 36 705 en raison du retard apporté à l'exécution de la commande.

375. Le Comité observe que la réclamation relative à cette commande qui a été retardée porte en fait sur les intérêts, lesquels ont été calculés par référence aux taux d'intérêt en vigueur. Il constate que la société n'a nullement établi qu'elle avait dû faire face à des charges financières supplémentaires du fait qu'elle avait encaissé ces bénéfices avec du retard, ou que le taux d'intérêt proposé correspondait aux charges financières supportées effectivement par la requérante. Comme tel, cet élément de perte ne peut être accepté, faute de preuve. Le Comité ne se prononce pas sur le point de savoir si la demande d'Otis Engineering relative aux intérêts aurait pu donner lieu à indemnisation si les éléments de preuve requis avaient été fournis.

376. La société Otis Engineering déclare enfin qu'elle avait soumissionné avec succès à une adjudication portant sur la fourniture de matériel de sécurité en sous-sol au Ministère koweïtien du pétrole, mais que cette commande a été annulée du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La société affirme que cette annulation a constitué pour elle un manque à gagner d'un montant de US$ 773 599. À l'appui de sa réclamation, elle a fourni les pièces du marché afférentes à sa soumission, une déclaration écrite sous serment d'un responsable de la société attestant que ladite soumission avait été

acceptée, et une feuille de calcul interne concernant le bénéfice. Le Comité conclut des documents présentés que cette soumission n'en était pas arrivée au stade d'un engagement contractuel ferme. En conséquence, cet élément de la demande ne peut être retenu, la perte invoquée étant hypothétique.

377. En résumé, le Comité recommande de ne pas indemniser Otis Engineering des pertes liées à des contrats.

E. Perte de biens corporels

378. Les sociétés Halliburton Limited et Otis Engineering avaient des bureaux et des centres d'exploitation au Koweït avant le 2 août 1990 et toutes deux font état de la perte de biens corporels qui auraient été détruits ou pillés par les forces iraquiennes.

1. Perte de biens corporels d'Halliburton Limited

379. La société Halliburton Limited demande plus précisément à être indemnisée d'un montant de US$ 7 549 987 pour la perte de "pratiquement tous" ses actifs amortissables au Koweït, comme des camions, des pompes et du matériel divers qui auraient été détruits ou pillés du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La société a quantifié cette demande par référence au coût de remplacement effectif, puisqu'elle a amené du matériel neuf au Koweït après la fin de l'occupation du pays. Aussi la société fait-elle valoir que ce chiffre, qui correspond à la valeur comptable nette des actifs de remplacement, représente la valeur résiduelle de remplacement amortissable de ses actifs amortissables perdus. À l'appui de cette réclamation, la société a fourni initialement des copies de son registre des immobilisations corporelles établi après la libération du Koweït où ne figurent que les actifs de remplacement.

380. En réponse à une question du secrétariat, Halliburton Limited a fourni un registre des immobilisations corporelles au 31 juillet 1990, qui fait apparaître le coût original et l'amortissement des immobilisations correspondant aux actifs amortissables perdus. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a pris comme base de départ la valeur comptable nette des actifs au 31 juillet 1990 et ajouté à ce chiffre un montant minimum de 10 % du coût d'achat original au titre des actifs pleinement amortis. Cela donne une valeur de l'actif de US$ 545 487. Comme Halliburton Limited a perdu "pratiquement tous" ses actifs amortissables du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, le Comité estime que 90 % de la valeur de l'actif ainsi calculé représentent les actifs amortissables perdus par la société. En conséquence, il évalue cette perte à US$ 490 938.

381. De plus, la société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 498 275 au titre des stocks de matériel, des pièces de rechange et autres articles destinés à la vente. Elle soutient que ces stocks doivent être évalués à leur coût, sans déduction pour amortissement, car tous ces articles étaient destinés à la revente. À l'appui de ses prétentions, Halliburton Limited a fourni à la Commission des documents comptables détaillés montrant l'état des stocks au 31 août 1990. Le Comité estime que la société a établi la valeur des unités en stock et que la perte de celles-ci résulte de l'invasion et de l'occupation

illicites du Koweït par l'Iraq. Comme il s'agissait d'articles destinés à la revente, le Comité conclut que la perte de la société équivaut à ce qu'ils lui coûtaient, soit un montant de US$ 498 275.

382. Halliburton Limited affirme aussi que certains articles, qui avaient été passés par pertes et profits à l'achat et donc non amortis, ont été pillés ou détruits par les forces iraquiennes. Ayant été passés par pertes et profits, ces articles n'apparaissent pas sur le registre des immobilisations. La société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 789 279 au titre de ces articles en se fondant sur son évaluation de leur "valeur nette approximative" à l'époque de l'invasion iraquienne. À l'appui de sa demande, elle a fourni une liste de ces articles et de leur valeur approximative qui a été établie ultérieurement. Elle n'a fourni aucun document de la période considérée établissant la valeur de ces articles ou permettant de vérifier le bien-fondé de sa demande. En conséquence, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve.

383. Halliburton Limited affirme enfin avoir engagé des dépenses d'un montant de US$ 50 211 pour remettre en état huit pièces de matériel endommagées par les forces iraquiennes, mais non détruites. La société présente à l'appui de sa réclamation un tableau élaboré ultérieurement où figurent les dépenses de main-d'oeuvre et de pièces engagées pour ladite remise en état. Elle n'a fourni aucun document de la période considérée établissant le montant des frais ou des dépenses engagés au titre de la remise en état ou permettant de vérifier ces coûts ou dépenses. En conséquence, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve.

2. Perte de biens corporels d'Otis Engineering

384. Otis Engineering a maintenu une présence au Koweït pour permettre à Halliburton Limited de remplir ses engagements à l'égard de la société KOC. Otis Engineering affirme que ses actifs amortissables au Koweït ont été détruits du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 89 333 pour cette perte, qui a été calculée par référence au coût de remplacement effectif, tout comme cela avait été le cas de la perte d'actifs amortissables. La société a produit à l'appui de sa réclamation un registre des immobilisations établi après la libération du Koweït où figurent uniquement les actifs de remplacement.

385. Sur la demande du secrétariat, Otis Engineering a fourni un grand livre des immobilisations corporelles au 31 juillet 1990 qui indique le coût d'acquisition et la valeur amortie de ces actifs. Avec l'aide de ses consultants, le Comité est parti de la valeur comptable nette des actifs au 31 juillet 1990 et y a ajouté une valeur minimum de 10 % du coût d'acquisition pour ceux des actifs dont l'amortissement était inférieur à cette valeur. La valeur des actifs s'établit de la sorte à un montant de US$ 83 798 et le Comité recommande de fixer à ce montant l'indemnité accordée pour cette perte.

386. En outre, Otis Engineering demande à être indemnisée d'un montant de US$ 112 784 pour la perte d'un stock de matériel, de pièces de rechange et autres articles destinés à la vente. Comme cela avait été le cas de la réclamation présentée par Halliburton Limited, la réclamation présentée par Otis Engineering se fonde sur le coût d'acquisition de ces articles, qui étaient tous

destinés à la revente. À l'appui de sa demande, Otis Engineering a fourni une liste des pertes portant la date de "1990", sans autre détail. La société n'a pu fournir au Comité des renseignements plus précis concernant, par exemple, l'acquisition et la perte du stock, la date exacte de la liste fournie à l'appui de la réclamation ou la nature du stock. Otis Engineering n'a donc pu établir la réalité de cet élément de la réclamation.

387. Otis Engineering demande enfin à être indemnisée d'un montant de US$ 165 507 pour la perte de certains articles passés par pertes et profits lors de l'achat et donc non amortis. La réclamation se fonde sur la juste valeur marchande approximative desdits articles, telle qu'elle apparaît sur une liste des articles et de leur valeur approximative qui a été élaborée ultérieurement. La société n'a fourni aucun document établi pendant la période considérée et indiquant la valeur des articles passés par pertes et profits ou permettant de vérifier le bien-fondé de la réclamation présentée. En conséquence, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve.

F. Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels

1. Actifs incorporels d'Otis Engineering

388. Otis Engineering avait un compte bancaire au Koweït à la date du 2 août 1990 et demande à être indemnisée de la perte de jouissance de ses dépôts. La réclamation porte sur un montant de US$ 2 511 calculé sur la base des taux d'intérêt en vigueur durant la période considérée. À l'appui de cet élément de perte, la société a fourni une copie de son grand livre où est indiqué son avoir en banque. Elle n'a produit aucune pièce établissant que le compte en question était productif d'intérêts ou que le fait de n'avoir pas accès à ces fonds s'était traduit pour elle par des charges financières supplémentaires ou que le taux d'intérêt proposé correspondait à ses charges financières effectives. Comme tel, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve. Le Comité ne se prononce pas sur le point de savoir si cet élément de perte aurait pu donner lieu à indemnité au cas où il aurait été dûment établi.

389. Otis Engineering présente également une réclamation au titre de dépôts payés d'avance qu'elle aurait effectués au Koweït en rapport avec des locaux à usage de bureaux et d'habitation. La société a produit un grand livre où figure un décompte sommaire à l'appui de cette réclamation pour un montant de US$ 12 429. Le Comité constate que les pièces produites à l'appui de cet élément de perte ne permettent d'établir ni la réalité ni le montant d'une quelconque perte. Cet élément de perte ne peut donc être retenu, faute de preuve.

390. Otis Engineering a également consenti des avances aux membres de son personnel au Moyen-Orient et engagé pour ceux-ci des dépenses. La société affirme que les dossiers où ces avances étaient consignées ont été détruits du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, ce qui l'a empêchée de recouvrer ces avances. S'agissant des dépenses engagées pour les employés, la société déclare qu'elles visaient des services dont Otis Engineering ou ses employés n'ont pu bénéficier du fait de l'invasion. La société demande à être indemnisée d'un montant de US$ 6 000 au titre des avances

consenties aux membres du personnel, telles qu'elles apparaissent sur les extraits du grand livre produits à l'appui. Elle demande aussi à être indemnisée d'un montant de US$ 9 460 au titre de dépenses engagées pour les membres du personnel, telles qu'elles apparaissent également sur un extrait du grand livre. Le Comité constate que les pièces produites par Otis Engineering à l'appui de cet élément de perte établissent la réalité et le montant des avances et des dépenses. Il constate que la société n'a pu recouvrer ces montants de ses employés parce que les dossiers disponibles ne permettent pas d'identifier ceux-ci et que les dépenses ont été engagées pour des services qui n'ont pas été fournis effectivement du fait de l'invasion. Le Comité conclut donc que la société doit être indemnisée d'un montant de US$ 15 460 pour cet élément de perte.

391. Otis Engineering demande enfin à être indemnisée d'un montant de US$ 315 709 au titre de créances à recouvrer pour des marchandises expédiées et déchargées au Koweït, mais qui ne sont jamais parvenues à son agent sur place. À l'appui de sa réclamation, la société a fourni une copie de son accord d'agence, ses conditions de vente, les rapports pertinents concernant les créances auxquels étaient jointes les factures, et les documents d'expédition. Après avoir examiné cette documentation, le Comité a constaté qu'une expédition d'une valeur de US$ 23 714 avait été déchargée non pas au Koweït, mais à Dubai. La société n'a pas démontré au Comité qu'elle n'avait pas reçu la contre-valeur de cette expédition ou qu'elle avait pris toutes les mesures raisonnables pour atténuer ses pertes afférentes à ladite expédition. Le Comité a acquis la conviction que les autres expéditions ont été déchargées au Koweït et qu'elles ont été détruites ou pillées par les forces iraquiennes. Il constate donc que le restant des créances à recouvrer a été établi pour un montant de US$ 291 995 et que cette perte résulte directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

392. En résumé, le Comité recommande d'octroyer à la société une indemnité d'un montant de US$ 15 460 au titre des avances consenties aux membres de son personnel et des dépenses engagées pour ceux-ci, et d'un montant de US$ 291 995 au titre de créances à recouvrer pour des marchandises détruites ou pillées au Koweït.

2. Actifs incorporels d'Halliburton Limited

393. Halliburton Limited avait un compte bancaire au Koweït à la date du 2 août 1990. Des fonds de la société, qui étaient en transit de la Citibank vers le Koweït, ont été bloqués du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La société affirme qu'elle a dû attendre la libération du Koweït pour pouvoir utiliser ces fonds et qu'elle a subi à ce moment-là une perte de change par rapport aux taux de change en vigueur avant l'invasion. Elle demande donc à être indemnisée d'un montant de US$ 25 334 sur la base de la moyenne du LIBOR pour la perte de la jouissance de ses fonds, et d'un montant de US$ 12 277 au titre des pertes de change. À l'appui de cet élément de perte, la société a produit des documents relatifs au transfert de fonds.

394. Halliburton Limited n'a pas établi qu'elle avait supporté des charges financières supplémentaires ou qu'elle avait perdu des occasions

d'investissement ou que le taux d'intérêt proposé correspondait à ses charges financières effectives. Comme tel, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve. Le Comité ne se prononce pas sur le point de savoir si le volet intérêts de la réclamation aurait pu donner lieu à indemnité s'il avait été dûment établi.

395. Le Comité constate que le montant demandé par Halliburton Limited au titre des pertes de change ne peut donner lieu à indemnité, la perte étant trop éloignée dans le temps et trop hypothétique pour pouvoir être considérée comme résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cet élément de perte.

396. Halliburton Limited a également un compte bancaire en Iraq et affirme qu'elle a été privée de la jouissance des fonds déposés sur ce compte et qui représentent selon ses dires l'équivalent de US$ 36 666. La société déclare que les seules copies des documents bancaires pertinents se trouvaient en Iraq et au Koweït et ont été perdues. À l'appui de sa réclamation, elle a produit un document interne qui indique l'équivalent en devises des États-Unis du montant déposé sur le compte.

397. Halliburton Limited n'a pas établi que les fonds déposés en Iraq avaient été "expropriés, enlevés, volés ou détruits"[44]; en outre, le Comité note que ces dépôts en dinars iraquiens n'étaient ni transférables ni convertibles à aucune des période pertinentes[45]. Le Comité constate donc qu'Halliburton Limited n'a pas subi une perte ouvrant droit à indemnisation en ce qui concerne des fonds détenus en dépôt en Iraq.

398. Halliburton Limited demande également à être indemnisée au titre de dépôts payés d'avance qu'elle possédait au Koweït et en Iraq et déclare que ces dépôts devaient servir à l'achat de locaux à usage de bureaux et d'habitation dans ces pays. La société a produit des extraits de documents comptables internes à l'appui de cette réclamation qui s'élève à un montant de US$ 36 763. Le Comité constate que les pièces produites à l'appui de cet élément de perte ne permettent pas d'établir la réalité et le montant d'une perte quelconque. En conséquence, cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve.

399. Halliburton Limited a également consenti des avances aux membres de son personnel au Moyen-Orient. La société déclare que ses documents de base afférents à ces avances ont été détruits au Koweït du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, ce qui l'a empêchée de recouvrer lesdites avances. Elle demande à être indemnisée d'un montant de US$ 22 328 au titre d'avances faites aux membres de son personnel et produit à l'appui de sa réclamation des documents financiers identifiant les employés et les montants. Le Comité constate que les pièces produites par Halliburton Limited à l'appui de cet élément de perte établissent la réalité et le montant des avances, ainsi que les bénéficiaires, avec une profusion de détails. Dans ces conditions, le Comité ne relève aucune perte subie par Halliburton Limited en ce qui concerne ces avances du fait de l'invasion ou pour une autre cause, les avances apparaissant recouvrables auprès des bénéficiaires.

400. Halliburton Limited demande également à être indemnisée d'un montant de US$ 4 764 au titre d'une créance sur la société koweïtienne Al-Jahlani Trading et affirme que celle-ci a fait faillite du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La société produit à l'appui de sa réclamation des copies des factures et un rapport relatif aux créances. Toutefois, elle n'a nullement établi que la société Al-Jahlani Trading avait fait faillite ou que cette faillite résultait de l'invasion. En conséquence, le Comité conclut que cet élément de perte ne peut être retenu, faute de preuve.

G. Résumé des recommandations

401. Les recommandations du Comité concernant les réclamations des requérants d'Halliburton peuvent être résumées comme suit :

Tableau 14

Résumé des réclamations des requérants d'Halliburton et des indemnités recommandées

Requérant	Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Halliburton Company	Baisse des bénéfices d'exploitation	1 071 000	1 051 000
	Indemnité versée à autrui	383 549	0
	Total partiel	1 454 549	1 051 000
Halliburton Geophysical	Indemnité versée à autrui	315 613	315 613
	Pertes liées aux contrats	12 371 975	11 891 914
	Total partiel	12 687 588	12 207 527
Halliburton Logging	Pertes liées aux contrats	3 990 436	1 465 751
	Total partiel	3 990 436	1 465 751
Otis Engineering	Baisse des bénéfices d'exploitation	2 375 000	0
	Indemnité versée à autrui	609 010	465 213
	Pertes liées aux contrats	2 011 422	0
	Perte de biens corporels	367 624	83 798
	Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels	346 109	307 455
	Total partiel	5 709 165	856 466
Halliburton Limited	Baisse des bénéfices d'exploitation	1 708 000	965 286
	Indemnité versée à autrui	1 026 791	552 020
	Perte de biens corporels	8 887 752	989 213
	Comptes bancaires, valeurs et autres actifs incorporels	138 132	0
	Total partiel	11 760 675	2 506 519
Total général		35 602 413	18 087 263

IX. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ WOOD GROUP ENGINEERING LIMITED

402. La société Wood Group Engineering Limited ("Wood Group") est une société anonyme de droit britannique ne faisant pas appel à l'épargne publique. Le 10 janvier 1987, Wood Group et un partenaire koweïtien ont conclu un contrat (le "contrat d'entretien") dont l'objet était la fourniture de services d'entretien au Koweït à la KOC; la durée du contrat était fixée du 1er avril 1987 au 31 mars 1991.

403. Wood Group demande une indemnité d'un montant de £ stg. 185 740 et de DK 244 853, nette de tous frais d'établissement du dossier de réclamation, au titre de pertes subies par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Les demandes de Wood Group sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau 15

Montants nets réclamés par Wood Group

Élément de perte	Montant réclamé (£ stg.)	Montant réclamé (DK)
Manque à gagner		78 475
Coûts d'installation		86 688
Prêts aux salariés		3 705
Intérêts		19 945
Actifs corporels		56 040
Sommes versées à des parents de salariés	4 683	
Indemnités de fin de contrat versées à des salariés	147 722	
Dépenses de caractère humanitaire	14 668	
Temps passé à la gestion	12 000	
Dépenses engagées pour réduire au minimum les pertes	6 667	
Total[46]	185 740	244 853

A. Manque à gagner

404. La société Wood Group prétend que, par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle n'a pu exécuter le contrat d'entretien et percevoir des revenus à ce titre du 2 août 1990, date de l'invasion du Koweït par l'Iraq, au 31 mars 1991, date d'expiration du contrat.

405. Wood Group demande une indemnité d'un montant de KD 78 475 au titre du manque à gagner qui en est résulté, en précisant que ce montant est fondé sur les gains qu'elle a réalisés, dans le cadre du contrat d'entretien, au cours du deuxième trimestre civil de 1990. Plus précisément, le bénéfice mensuel a été obtenu en divisant par trois ces gains trimestriels. Vu que la période restant à courir sur le contrat d'entretien était de huit mois, le résultat a alors été multiplié par huit pour obtenir le manque à gagner réclamé par Wood Group.

406. À l'appui de cet élément de réclamation, Wood Group a fourni ses comptes d'exploitation générale indiquant ses résultats au titre du contrat d'entretien pour le deuxième trimestre civil de 1990, ainsi qu'une copie du contrat d'entretien.

407. Le Comité constate que Wood Group n'aurait pas pu exécuter le contrat d'entretien ni obtenir des revenus à ce titre durant l'occupation du Koweït par l'Iraq. Pour calculer le manque à gagner de Wood Group, le Comité s'est référé à la décision 9, qui énonce certaines méthodes d'évaluation des pertes relatives à des biens productifs de revenus.

408. Le Comité estime, après avoir examiné les pièces justificatives produites et avoir pris l'avis de ses consultants, que, dans le cadre du contrat d'entretien, il n'y a pas eu de variation saisonnière ou périodique des recettes et des dépenses. Il en conclut donc qu'il convient de se fonder sur les gains réalisés par Wood Group au cours du deuxième trimestre civil de 1990 pour calculer les bénéfices que Wood Group aurait réalisés du 2 août 1990 au 31 mars 1991 si l'Iraq n'avait pas envahi le Koweït.

409. En conséquence, le Comité recommande qu'une indemnité, en dollars des États-Unis, d'un montant équivalant à DK 78 475 soit accordée au titre de cet élément de perte.

B. Coûts d'installation

410. La société Wood Group présente une demande correspondant à une fraction de certaines dépenses initiales de main-d'oeuvre et d'équipement qu'elle a engagées avant le début du contrat d'entretien en affirmant qu'elle aurait récupéré ces sommes si les paiements dus en vertu du contrat d'entretien avaient été effectués normalement entre août 1990 et mars 1991. Wood Group demande une indemnité d'un montant de DK 86 688 au titre de ces coûts non récupérés.

411. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group a fourni à la Commission une copie du contrat d'entretien et des documents comptables relatifs audit contrat pour le deuxième trimestre civil de 1990.

412. Le bilan fourni par Wood Group comporte une écriture intitulée "débiteurs divers et règlements anticipés" correspondant au montant réclamé. Wood Group n'a cependant fourni à la Commission aucun état détaillé des coûts d'installation réclamés ni aucun document établissant que ces dépenses ont été engagées. Le Comité considère que l'écriture "débiteurs divers et règlements anticipés" figurant au bilan n'est pas une preuve suffisante de la perte que la société Wood Group prétend avoir subie, le requérant n'ayant effectué aucune ventilation entre les différentes dépenses qui la constituent et n'ayant pas démontré qu'elles aient été engagées. Le Comité estime aussi que les conditions d'installation énoncées dans le contrat d'entretien ont une valeur probante insuffisante, faute de tout rapprochement avec les sommes réclamées.

413. Le Comité conclut donc que la réclamation de Wood Group au titre des coûts d'installation doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cet élément de perte.

C. Prêts aux salariés

414. La société Wood Group affirme avoir consenti des prêts à certains salariés recrutés dans le but d'exécuter le contrat d'entretien, ces prêts étant remboursables par voie de retenue mensuelle sur les salaires. Selon Wood Group, le remboursement des prêts a pris fin lorsque les intéressés ont cessé de recevoir leur salaire par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Wood Groupe demande une indemnité d'un montant de DK 3 705 au titre des pertes qui en sont résultées.

415. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group n'a fourni à la Commission que le bilan relatif au contrat d'entretien pour le deuxième trimestre civil de 1990. Sur ce bilan figure une écriture intitulée "Compte de prêts au personnel" correspondant au montant réclamé. Dans le cadre d'une question qu'il a posée à Wood Group en décembre 1998, le Comité lui a demandé de fournir d'autres pièces attestant que les prêts avaient été effectués. La société a répondu qu'elle n'était pas en mesure de fournir d'autres éléments de preuve.

416. Le Comité estime que l'écriture du bilan ne suffit pas, à elle seule, à établir la perte qu'aurait subie Wood Group.

417. Le Comité conclut donc que la réclamation de Wood Group au titre de prêts aux salariés doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée.

D. Intérêts

418. Wood Group affirme que le 20 août 1991, la KOC lui aurait payé avec retard une somme de DK 242 575 au titre de travaux effectués dans le cadre du contrat d'entretien avant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Étant donné que le règlement de cette somme aurait dû intervenir le 1er septembre 1990, Wood Group prétend avoir dû supporter des intérêts, pour un montant de DK 19 945, au titre de l'utilisation d'une ligne de crédit bancaire, et sollicite une indemnité de ce montant.

419. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group a fourni à la Commission une copie d'un relevé bancaire concernant un compte Wood Group où figure l'encaissement d'un versement de DK 242 575 le 20 août 1991.

420. Selon les constatations du Comité, la société Wood Group n'a pas démontré que la somme ayant donné lieu au calcul d'intérêts aurait dû lui être payée le 1er septembre 1990 ni qu'elle a effectivement supporté les frais de découvert réclamés.

421. En conséquence, le Comité conclut que la réclamation de Wood Group relative aux intérêts doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée. Le Comité ne formule aucune conclusion quant au point de savoir si la prétendue perte subie par Wood Group au titre des intérêts aurait été indemnisable si elle avait été dûment démontrée.

E. Actifs corporels

422. En vertu du contrat d'entretien, la société Wood Group était tenue de fournir à la KOC un atelier mécanique totalement équipé, un laboratoire de diagnostic par vibration et d'autres outils et matériels. Selon Wood Group, ces actifs auraient été détruits ou pillés durant l'occupation du Koweït par l'Iraq, ce qui justifierait sa demande d'indemnité d'un montant de DK 56 040, correspondant à leur valeur comptable au 30 juin 1990.

423. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group a fourni une copie de l'annexe E du contrat d'entretien, où sont énumérés les actifs corporels nécessaires. La société a en outre produit le bilan relatif au contrat d'entretien pour le deuxième trimestre civil de 1990, où figure une écriture intitulée "Capital fixe" qui correspond aux montants réclamés. Le Comité a également examiné un bilan 1991 de Wood Group où est mentionnée la passation par pertes et profits de ces actifs.

424. Wood Group n'a cependant fourni aucun exposé des circonstances de la perte ni aucune preuve du pillage ou de la destruction des biens. Le Comité conclut donc que la demande de Wood Group au titre des actifs corporels doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée.

F. Sommes versées à des parents de salariés

425. Wood Group demande une indemnité d'un montant de £ stg 4 683 correspondant à des sommes versées à des parents de salariés retenus en otage en Iraq.

426. Wood Group n'a cependant pas produit de pièces justifiant cet élément de perte.

427. Le Comité conclut en conséquence que la réclamation de Wood Group relative à des sommes versées à des parents de salariés doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée.

G. Indemnités de fin de contrat versées à des salariés

428. La société Wood Group prétend que, par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, elle a dû verser des indemnités de fin de contrat à plusieurs salariés qui avaient été recrutés, en vue de l'exécution du contrat d'entretien, dans le cadre de contrats à durée déterminée; le montant de ces indemnités s'est élevé à l'intégralité des salaires qui étaient dus aux intéressés depuis la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq jusqu'au terme du contrat d'entretien. Wood Group sollicite une indemnité d'un montant de £ stg. 147 722 au titre des pertes qui en sont résultées.

429. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group a fourni à la Commission des copies des lettres d'envoi de ces indemnités aux salariés concernés et des reçus émanant de ces derniers.

430. Bien que Wood Group n'ait pas fourni de copies des contrats de travail correspondants, le Comité, estimant qu'un entrepreneur prudent s'efforce de conclure avec son personnel des contrats d'une durée égale à celle du projet pour l'exécution duquel ils sont recrutés, pense que tel était le cas en l'occurrence. Il conclut donc que l'affirmation de la société Wood Group selon laquelle elle aurait été contractuellement tenue de verser des indemnités de fin de contrat aux salariés dont les contrats n'étaient pas arrivés à expiration à l'époque de l'invasion du Koweït par l'Iraq est crédible.

431. En outre, le Comité considère que Wood Group a fourni des éléments de preuve suffisants concernant le versement aux salariés du montant réclamé.

432. En conséquence, le Comité recommande qu'une indemnité, en US$, d'un montant équivalant à £ stg. 147 722, soit accordée au titre de cet élément de perte.

H. Dépenses de caractère humanitaire

433. Wood Group demande une indemnité d'un montant de £ stg. 14 668 correspondant à une aide versée à ses salariés au Koweït peu après l'invasion de ce pays par l'Iraq en vue de l'achat de vivres, à des frais de voyage de cadres de Wood Group pour rendre visite à des parents de salariés retenus en otage par les forces iraquiennes et leur porter assistance et au règlement, au Gouvernement du Royaume-Uni, des dépenses d'évacuation de salariés de Wood Group au Koweït.

434. Pour étayer cet élément de perte, Wood Group a fourni à la Commission des copies de plusieurs formulaires de demande de remboursement et de factures relatives à des frais de voyage, une lettre du Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni accusant réception d'un versement de Wood Group relatif à l'évacuation de ressortissants britanniques d'Iraq et du Koweït et la copie d'une lettre adressée par Wood Group à un salarié en même temps que le remboursement de sommes qu'il avait avancées à d'autres salariés de Wood Group au Koweït pour l'achat de vivres.

435. Le Comité conclut que l'engagement des dépenses avérées de caractère humanitaire énoncées par Wood Group a été une conséquence directe de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Le Comité estime que les pièces fournies par Wood Group ne justifient qu'un montant de £ stg. 9 015 sur le total des dépenses réclamées; il recommande en conséquence qu'il soit accordé une indemnité, en US$, équivalente à ce montant.

I. Temps passé à la gestion

436. Wood Group demande une indemnité d'un montant de £ stg. 12 000 au titre du temps passé par les cadres de l'entreprise sur les questions susvisées sous le titre "Dépenses de caractère humanitaire".

437. Wood Group ne prétend pas avoir engagé des dépenses extraordinaires en vue de dédommager les salariés pour le travail supplémentaire causé par l'invasion et l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

438. Le Comité conclut donc que tout travail supplémentaire éventuellement accompli par le personnel de Wood Group ne constitue pas une perte indemnisable, aucune dépense supplémentaire n'en étant résultée pour la société. En conséquence, le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre de cet élément de perte.

J. Dépenses engagées pour réduire au minimum les pertes

439. La société Wood Group demande une indemnité d'un montant de £ stg. 6 667 au titre d'honoraires d'avocats qu'elle a consultés, après l'invasion du Koweït, pour déterminer sa position quant aux sommes qui lui étaient dues par la KOC en vertu du contrat d'entretien et quant aux salariés qu'elle avait recrutés pour exécuter les travaux visés par le contrat d'entretien. Les honoraires réclamés n'ont aucun lien avec la réclamation de Wood Group devant la Commission.

440. Wood Group a produit des copies de plusieurs relevés d'honoraires d'avocats à l'appui de cet élément de perte.

441. Le Comité note que les pièces produites confirment que Wood Group a engagé des frais pour obtenir les renseignements juridiques visés au paragraphe 439 supra. Le Comité estime qu'il était raisonnable pour Wood Group de solliciter de tels conseils en vue de réduire au minimum les pertes résultant directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et il considère que, si elles sont démontrées, les dépenses engagées à cette fin doivent ouvrir droit à indemnité. Le Comité note toutefois que, selon les relevés d'honoraires fournis par Wood Group, le montant total des dépenses avérées n'est que de £ stg. 6 248. En conséquence, le Comité recommande qu'il soit accordé une indemnité, en US$, équivalente à ce montant.

K. Indemnité recommandée

442. En résumé, les recommandations du Comité sont les suivantes :

Tableau 16

Indemnité recommandée pour la société Wood Group

Élément de perte		Montant réclamé	Montant recommandé (monnaie initiale)	Montant recommandé (US$)
Manque à gagner	(DK)	78 475	78 475	271 540
Coûts d'installation	(DK)	86 688	0	0
Prêts aux salariés	(DK)	3 705	0	0
Intérêts	(DK)	19 945	0	0
Actifs corporels	(DK)	56 040	0	0
Sommes versées à des parents de salariés	(£ stg.)	4 683	0	0
Indemnités de fin de contrat versées à des salariés	(£ stg.)	147 722	147 722	289 651
Dépenses de caractère humanitaire	(£ stg.)	14 668	9 015	17 676
Temps passé à la gestion	(£ stg.)	12 000	0	0
Dépenses engagées pour réduire au minimum les pertes	(£ stg.)	6 667	6 248	12 251
Total	(DK)	244 853	78 475	271 540
	(£ stg.)	185 740	162 985	319 578
Montant total recommandé	(US$)			591 118

X. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ DRESSER INDUSTRIES, INC.

443. Dresser Industries, Inc. ("Dresser") est une société constituée aux termes de la législation de l'État du Delaware (États-Unis d'Amérique) qui exerce ses activités dans le domaine de la fourniture de services et de matériel pour l'exploitation pétrolière.

444. La société Dresser prétend qu'elle était propriétaire de 65 outils de forage qui avaient été remis à Dresser Industrial Co. Kuwait S.A.K. ("Dresser Industrial") à une date antérieure au 2 août 1990; à l'époque de l'invasion du Koweït par l'Iraq, les outils de forage se trouvaient dans des locaux de la KOC au Koweït, la KOC prévoyant de les acheter au coup par coup, selon ses besoins. Dresser prétend que les outils de forage ont été volés par les forces militaires iraquiennes durant l'occupation du Koweït. La société demande une indemnité d'un montant de US$ 342 819 au titre des pertes qui en sont résultées, ce montant représentant, selon elle, la valeur marchande de ces outils à l'époque où ils ont été volés. La réclamation de Dresser est la suivante :

Tableau 17

Montant net réclamé par Dresser

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
Perte d'outils de forage	342 819

445. Dresser a fourni une liste des outils de forage, certaines attestations de témoins quant aux circonstances de la prétendue perte et certaines factures concernant lesdits outils.

446. Le Comité note que, à l'appui de sa demande, Dresser a fourni une attestation d'un de ses salariés qui se trouvait au Koweït à l'époque pertinente. Dans cette attestation, le salarié confirme que les outils de forage de Dresser se trouvaient sur le site de la KOC avant le 2 août 1990 et que, lorsqu'il est retourné sur ce site dès la libération du Koweït, il n'en restait plus aucun. Le salarié n'a toutefois pas mentionné combien d'outils de forage avaient été volés sur le site de la KOC durant l'occupation du Koweït par l'Iraq. Dresser prétend que ces renseignements figurent sur une "liste des matériels d'exploitation au Koweït passés par pertes et profits - octobre 1991" qui a été fournie. Cette liste ayant été établie deux ans après la date de la prétendue perte, le Comité a prié Dresser de fournir des pièces justificatives plus contemporaines, comme les prises d'inventaires effectuées peu avant l'invasion du Koweït par l'Iraq, en ce qui concerne le lieu d'entreposage des outils de forage. Dans sa réponse, Dresser a indiqué n'être pas en mesure de fournir de tels éléments de preuve. Le Comité constate que, par elle-même, la "liste des valeurs d'exploitation au Koweït passées par pertes et profits - octobre 1991" ne prouve pas que les outils de forage se trouvaient sur le site indiqué le 2 août 1990. En conséquence, le Comité conclut que les pièces fournies par Dresser ne suffisent pas à prouver que, à la date de l'invasion du

Koweït par l'Iraq, il y avait bien le nombre indiqué d'outils de forage sur le site où Dresser prétend qu'ils ont été volés.

447. En outre, Dresser n'a fourni aucune pièce, comme une liste de prix ou des factures relatives à une vente antérieure, établissant les prix normalement facturés à la KOC ou à d'autres clients pour des outils de forage à l'époque de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Au lieu de cela, la société a produit de nombreuses factures attestant des transferts d'outils de forage entre Dresser et ses filiales. Vu que ces factures n'établissent pas la valeur marchande des outils de forage, le Comité a expressément demandé à Dresser de fournir une liste de prix ou des copies de factures indiquant les prix auxquels la société vendait des outils de forage à des clients en 1990. Dresser n'ayant pas fourni ces pièces justificatives, le Comité en conclut que Dresser n'a pas suffisamment justifié la valeur marchande des outils de forage.

448. Dresser n'ayant pas établi l'endroit où se trouvaient les outils de forage à la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq ni la valeur marchande de ces outils, le Comité conclut que la demande de Dresser doit être rejetée faute d'éléments probants et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée. La recommandation du Comité est donc la suivante :

Tableau 18

Indemnité recommandée pour Dresser

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Montant recommandé (US$)
Perte d'outils de forage	342 819	0

XI. RÉCLAMATION DE LA SOCIÉTÉ NATIONAL - OILWELL

449. National-Oilwell ("NOW") est une société en commandite simple constituée selon la législation de l'État du Delaware (États-Unis d'Amérique). Le 25 janvier 1990, NOW a conclu un contrat avec la North Oil Company of Iraq ("North Oil") en vertu duquel NOW acceptait de livrer deux plates-formes complètes de reconditionnement de puits de pétrole pour un prix d'achat total de US$ 7 642 000, le paiement devant être effectué par lettre de crédit. La société NOW présente des réclamations motivées par l'annulation de ce contrat qui, selon elle, a eu pour cause l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Le montant total de sa réclamation (telle qu'elle a été modifiée) est de US$ 1 531 428. Elle est récapitulée comme suit :

Tableau 19

Montants nets réclamés par NOW

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
Coûts de revente et frais d'annulation	907 636
Manque à gagner	623 792
Total	1 531 428

450. En vertu du contrat conclu entre NOW et North Oil, la livraison de la première plate-forme devait intervenir huit mois et demi après la création par North Oil d'une lettre de crédit pour le montant du prix d'achat, et la livraison de la seconde plate-forme était prévue neuf mois après la création d'une seconde lettre de crédit analogue. La première lettre de crédit devait être ouverte au plus tard 90 jours après la signature du contrat, et la seconde devait l'être au plus tard 90 jours après la première.

451. La première lettre de crédit a été ouverte conformément aux dispositions du contrat mais la seconde lettre de crédit n'a pas été ouverte. À la date du 2 août 1990, la société NOW n'en avait pas moins commandé auprès de ses fournisseurs des éléments constitutifs des deux plates-formes, et avait effectivement reçu certaines parties des deux plates-formes. La société NOW a indiqué au Comité qu'elle avait dû passer commande des éléments des deux plates-formes, bien que la seconde lettre de crédit ne fût pas encore en place, afin d'obtenir de meilleurs prix de ses fournisseurs, et que cette décision avait été motivée par le bon déroulement, dans le passé, des opérations avec North Oil. Le Comité considère que cette explication est logique.

A. Coûts de revente et frais d'annulation

452. Il ressort clairement des documents dont a été saisie la Commission que NOW entendait commander auprès de ses fournisseurs la plupart des éléments constitutifs des plates-formes, tout en en prélevant certains sur ses propres stocks. La société avait, à la date du 2 août 1990, commencé à passer commande des éléments nécessaires auxdites plates-formes, et elle prétend avoir été contrainte, du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, de vendre à perte certains des éléments déjà reçus et d'annuler les autres commandes. Elle aurait donc subi des pertes liées à la revente des éléments déjà reçus et aux frais d'annulation perçus par les fournisseurs.

453. Plus précisément, la société NOW affirme, dans sa réclamation modifiée, avoir subi une perte nette de US$907 636 sur la revente des éléments acquis auprès de ses fournisseurs, ainsi qu'au titre des pénalités d'annulation.

454. À l'appui de ces affirmations, la société NOW a produit une copie intégrale du contrat avec North Oil, ainsi que de nombreuses factures et pièces de correspondance faisant ressortir les frais et les pénalités d'annulation qui lui ont été imposés, ainsi que les sommes obtenues par la société sur la revente des éléments qu'elle avait reçus. NOW a également produit des attestations pour

étayer les réclamations liées à la revente d'éléments et à l'annulation de commandes.

455. Avec l'aide de ses consultants et du secrétariat, le Comité a examiné l'ensemble des pièces justificatives dont la société NOW a saisi la Commission. Il s'est particulièrement attaché à vérifier les prix d'achat initialement convenus entre NOW et ses fournisseurs, les éventuels frais d'annulation imposés par ces fournisseurs, et les prix de revente obtenus par NOW. Le Comité s'est également employé à vérifier que NOW avait pris les mesures appropriées pour réduire au minimum ses pertes.

456. Eu égard aux questions ci-dessus exposées, le Comité conclut que NOW a démontré avoir subi une perte nette de US$ 358 835 en relation avec des biens fabriqués par son fournisseur Dreco Ltd. De même, le Comité constate que NOW a démontré avoir subi une perte nette de US$ 378 500 en relation avec des biens fabriqués par son fournisseur Roberds Johnson. Enfin, le Comité conclut que NOW a démontré avoir subi une perte nette de US$ 54 337 en relation avec des biens fabriqués par son fournisseur Gulf Power. La perte totale nette avérée subie par NOW en relation avec des biens fabriqués pour son compte s'élève à US$ 791 672.

457. De l'avis du Comité, NOW n'a démontré aucune perte nette pour ce qui est du reste de ce chef de demande, en ce qui concerne les biens fabriqués par ses fournisseurs Porta-Camp et PARMAC, ou pour ce qui est des frais d'annulation imposés par les fournisseurs Brandt, Halco ou Century Business. Les réclamations relatives à ces fournisseurs n'ont pas été étayées par des éléments de preuve directs et contemporains qui auraient permis au Comité d'évaluer ou de vérifier ces pertes.

458. En conséquence, le Comité recommande qu'il soit accordé une indemnité d'un montant de US$ 791 672 au titre des coûts de revente et frais d'annulation.

B. Manque à gagner

459. La société NOW prétend avoir subi un manque à gagner d'"environ" US$ 623 792 par suite de l'abandon de ce projet. À l'appui de cette réclamation, NOW a fourni à la Commission une analyse de rentabilité relative à ce contrat, ainsi que des données concernant les gains du requérant durant la période considérée sur des contrats analogues.

460. Le Comité reconnaît que certains des renseignements relatifs à la rentabilité qui ont été fournis par NOW ont un caractère sensible et confidentiel sur le plan commercial; il n'entend donc pas les relater en détail dans le présent rapport. Le Comité conclut que NOW a démontré un manque à gagner sur le contrat conclu avec North Oil. Pour calculer ce manque à gagner, le Comité s'est référé à la décision 9, où sont indiquées certaines méthodes d'évaluation des pertes relatives à des biens productifs de revenus. Le Comité conclut que ce manque à gagner n'a pas été inférieur à US$ 232 712. Ce chiffre a été obtenu par application des plus faibles pourcentages de capacité bénéficiaire avancés par NOW au prix du contrat ajusté pour tenir compte des imprévus. En conséquence, le Comité recommande qu'il soit accordé une indemnité

au titre du manque à gagner dans le cadre du contrat North Oil d'un montant de US$ 232 712.

C. Indemnité recommandée

461. En résumé, les recommandations du Comité sont les suivantes :

Tableau 20

Indemnité recommandée pour NOW

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Montant recommandé (US$)
Pertes liées au contrat - coûts de revente et frais d'annulation	907 636	791 672
Pertes liées au contrat - manque à gagner	623 792	232 712
Total	1 531 428	1 024 384

XII. OGE DRILLING INC.

462. OGE Drilling Inc. ("OGE") est une société anonyme à nombre limité d'actionnaires sise dans l'État du Texas (États-Unis d'Amérique), qui se spécialise dans la fourniture de services consultatifs dans le domaine de la prospection pétrolière et gazière.

463. En 1984, OGE a passé avec la KOC un contrat aux termes duquel elle lui détachait certains membres de son personnel de forage (le "contrat de détachement de personnel"); la durée de ce contrat a ensuite été prolongée jusqu'au 31 janvier 1991 par plusieurs avenants. Au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq, 18 employés d'OGE exerçaient des fonctions au Koweït au titre du contrat de détachement de personnel.

464. OGE demande une indemnité d'un montant de US$ 415 911, net d'intérêts et de frais de dossier, au titre de pertes subies du fait de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. La réclamation d'OGE se récapitule comme suit :

Tableau 21

Demande d'indemnisation de la société OGE (montant net)

Élément de perte	Montant réclamé (US$)
Manque à gagner	183 739
Intérêts	77 029
Temps de travail des salariés	68 978
Frais administratifs et professionnels	21 410
Frais de rapatriement	3 706
Primes d'assurance	41 849
Secours accordés à des tiers	19 200
Total	415 911

A. Manque à gagner

465. OGE allègue qu'en raison de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, elle a été privée des rentrées qu'elle devait tirer du contrat de détachement de personnel entre le 2 août 1990 et la date d'expiration de ce contrat; le manque à gagner s'élève à US$ 183 739. Ce montant représente les bénéfices qu'escomptait OGE au titre de ce contrat au cours de ladite période, minorés du montant estimatif des impôts dus au Gouvernement koweïtien; pour le calculer, OGE s'est fondé sur l'hypothèse selon laquelle si l'invasion du Koweït ne s'était pas produite, 18 de ses employés auraient été maintenus en position de détachement auprès de la KOC jusqu'à l'expiration du contrat.

466. OGE a fourni des exemplaires du contrat de détachement de personnel ainsi que certains avenants, des bulletins de salaire mensuels concernant le contrat de détachement de personnel pour la période allant de décembre 1989 à août 1990, une description du régime koweïtien d'impôt sur le revenu, des descriptifs des salaires et autres dépenses relatives au contrat de détachement de personnel et une facture concernant les services fournis à la KOC par 18 employés d'OGE immédiatement avant l'invasion du Koweït par l'Iraq.

467. En examinant le volet relatif au manque à gagner de la demande d'indemnisation d'OGE, le Comité s'est référé à la décision 9, qui énonce certaines méthodes d'évaluation des pertes relatives aux biens productifs de revenus. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a cherché à déterminer si le montant du manque à gagner allégué par OGE était raisonnable en procédant à des comparaisons entre les informations historiques concernant les recettes et revenus salariaux perçus au titre du contrat de détachement de personnel et les projections employées par OGE pour calculer l'ampleur de sa perte. Sur la base des éléments de preuve fournis et de cette comparaison, le Comité estime qu'il est raisonnable de conclure que 18 employés d'OGE auraient été maintenus en position de détachement auprès de la KOC entre le 2 août 1990 et le 31 janvier 1991 et qu'OGE n'a pas surestimé le manque à gagner allégué. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité correspondant au montant

réclamé, à savoir US$ 183 739, sans que cela signifie que les impôts sur le revenu éventuellement dus doivent nécessairement être déduits d'une indemnité accordée au titre du manque à gagner.

1. Bénéfices perçus après l'occupation

468. En réponse à une question du Comité, OGE a déclaré qu'après la libération du Koweït, elle avait perçu des bénéfices importants du fait de sa participation à la reconstruction du Koweït. Le Comité estime qu'il ne s'agissait pas de travaux prévus par le contrat de détachement de personnel différés par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Il note en outre que ces travaux étaient d'un caractère différent de ceux qu'avait exécutés OGE au titre de ce contrat.

469. Le Comité estime que si OGE a pu effectuer des travaux au Koweït après la libération, c'est parce qu'il s'est présenté une possibilité exceptionnelle et temporaire d'offrir des services et fournitures hautement spécialisés dans le domaine pétrolier, notamment en matière de lutte contre les incendies de puits de pétrole. OGE a soumissionné et obtenu des marchés découlant de cette opportunité économique, comme l'ont fait de nombreuses sociétés de fournitures et de services pétroliers, y compris des sociétés qui n'avaient que peu ou pas d'expérience dans le golfe Persique. Le Comité conclut qu'il serait incorrect de déduire les bénéfices tirés de l'exploitation de cette opportunité économique exceptionnelle et fugitive des pertes subies au cours de l'occupation du Koweït car ces pertes ont découlé d'une réduction d'activités de nature fondamentalement différente de celles entreprises par ces requérants après la libération.

470. En somme, réduire toute indemnité octroyée à OGE en fonction de bénéfices perçus après la libération reviendrait, compte tenu des faits spécifiques en cause, à conclure que les bénéfices tirés d'une entreprise essentiellement nouvelle, fournissant de nouveaux produits et services sur le marché koweïtien, devraient être déduits des pertes subies par OGE dans son domaine d'activité traditionnel. Le Comité note qu'une telle conclusion ne serait pas conforme aux principes traditionnels concernant l'atténuation de la perte.

471. Plus précisément, le Comité estime que ses recommandations doivent :

> "... autant que possible, effacer toutes les conséquences de l'acte illicite et rétablir l'état qui aurait vraisemblablement existé si ledit acte n'avait pas été commis[47]".

472. Dans le cas présent, les conséquences pour OGE de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq ne seraient pas éliminées par une recommandation prévoyant une réduction du montant réclamé par OGE sur la base de rentrées purement subsidiaires, provenant dans une grande mesure d'engagements de capitaux non utilisés auparavant dans la région, dans une entreprise radicalement nouvelle. Le Comité estime aussi, plus précisément, que ces recommandations n'auront pas pour effet d'enrichir injustement OGE, d'une part pour les raisons décrites ci-dessus, et, d'autre part, parce que le revenu perçu après la libération, réalisé par OGE, résultait d'une activité nouvelle de

grande ampleur et non de marges bénéficiaires inhabituelles[48]. Le Comité estime que ce revenu ne constituait en rien un bénéfice exceptionnel pour OGE.

B. Intérêts

473. OGE allègue que certains montants qui lui étaient dus en vertu du contrat de détachement de personnel lui ont été versés, en raison de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, avec 374 à 805 jours de retard. OGE réclame US$ 77 029 au titre des intérêts perdus en raison de ces retards.

474. OGE a déclaré que ce montant avait été calculé par référence au "taux de base", entrant en vigueur 31 jours après la date de la facture pertinente et expirant à la date du règlement de ladite facture. OGE a fourni une liste de ces arriérés de paiement et des copies des factures adressées à la KOC pour services fournis au titre du contrat de détachement de personnel ainsi que des copies des relevés bancaires accusant réception de certains des montants versés en retard.

475. Le Comité note qu'OGE n'a pas fourni la preuve de ce que la KOC était tenue par contrat de verser les montants prétendument acquittés en retard aux dates d'échéance indiquées. En outre, OGE n'a pas étayé par des éléments de preuve son affirmation selon laquelle le "taux de base" sur lequel elle s'est appuyée pour calculer la perte d'intérêts alléguée correspondait aux charges financières effectivement encourues par OGE ou à un intérêt qu'OGE aurait perçu sur la somme versée en retard si celle-ci avait été encaissée en temps voulu.

476. Le Comité estime donc que la réclamation d'OGE concernant la perte d'intérêts doit être rejetée pour insuffisance de preuves et recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée. Il ne prend aucune décision sur la question de savoir si les intérêts réclamés par OGE auraient donné lieu à indemnisation dans le cas où leur perte aurait été étayée par des éléments de preuve suffisants.

C. Temps de travail des employés

477. OGE demande aussi une indemnité d'un montant de US$ 68 978, majoré des frais de dossier, soit US$ 9 302, au titre du temps passé par trois de ses employés sur des questions relatives à l'annulation du contrat de détachement de personnel par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. Parmi ces questions figuraient, selon OGE, la fourniture d'une assistance à d'anciens employés et à leur famille, des tentatives pour recouvrer les montants dus à OGE au titre du contrat de détachement de personnel, la défense d'OGE dans un procès intenté par un ancien employé qui avait été pris en otage par les forces iraquiennes et l'établissement de la demande d'indemnisation présentée par OGE à la Commission.

478. OGE n'a pas affirmé avoir encouru de frais exceptionnels pour rémunérer les activités supplémentaires qu'ont dû effectuer ses employés à la suite de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Par contre, elle a présenté la perte alléguée sous forme de pourcentage des salaires effectifs des employés concernés et des taxes salariales correspondantes.

479. Le Comité estime que, sans qu'il y ait à décider si ce surcroît d'activité a effectivement eu lieu et résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, aucun travail supplémentaire effectué par les employés d'OGE ne constitue une perte indemnisable dans la mesure où ce travail n'a pas entraîné pour OGE de dépenses supplémentaires correspondantes. Le Comité recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée en ce qui concerne cet élément de perte.

D. Frais administratifs et professionnels

480. OGE affirme qu'elle a dépensé US$ 21 410 en frais administratifs et professionnels en raison de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'annulation du contrat de détachement de personnel. Ce montant se décompose comme suit : US$ 7 001 en frais administratifs (frais de port, téléphone, fournitures diverses, etc.) et US$ 14 409 en frais professionnels, notamment honoraires d'avocats, de comptables et de consultants.

1. Frais administratifs

481. OGE a fourni à la Commission de nombreuses factures correspondant aux frais administratifs allégués; elle n'a cependant pas fourni d'explications détaillées de ces dépenses. Le Comité n'a donc pas pu déterminer si elles ont été encourues en conséquence directe de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

482. Le Comité recommande donc qu'aucune indemnité ne soit octroyée au titre des frais administratifs allégués par OGE.

2. Frais professionnels

483. Parmi les frais professionnels allégués par OGE figurent les honoraires des avocats chargés de défendre OGE dans un procès intenté par un ancien employé pris en otage au Koweït, d'établir une lettre adressée aux parents des employés d'OGE pris en otages au Koweït et d'effectuer des recherches sur certaines prescriptions d'assurance concernant l'indemnisation des accidents du travail au Moyen-Orient. Par ailleurs, il lui a fallu rémunérer les services de consultants en ce qui concerne le recouvrement et les incidences fiscales de sommes dues par la KOC.

484. OGE a fourni plusieurs relevés d'honoraires de cabinets d'avocats et d'experts-comptables comme pièces justificatives des frais professionnels encourus.

485. Le Comité note qu'OGE a déclaré avoir débauché tous les employés détachés à la KOC au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Sauf preuve contraire, le Comité en déduit que les honoraires versés aux avocats qui ont établi une lettre adressée aux parents des anciens employés pris en otages au Koweït et effectué des recherches sur d'autres questions relatives à des employés étaient plus directement liés au désir d'OGE d'éviter toute répercussion juridique négative de sa décision de renvoyer ses employés détachés qu'à l'invasion et à l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq.

486. Le Comité estime aussi qu'OGE n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants à l'appui de son affirmation selon laquelle les frais encourus pour assurer sa défense dans un procès intenté par un ancien employé résultaient directement de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq et non d'autres facteurs. En outre, le Comité estime qu'OGE n'a pas fourni suffisamment de précisions sur la manière dont les frais professionnels afférents au recouvrement et aux incidences fiscales des montants dus par la KOC ont été encourus, et qu'elle n'a pas indiqué en quoi ces frais résultaient de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq ni fourni d'élément de preuve à ce sujet.

487. Le Comité recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre des frais professionnels allégués par OGE.

E. Frais de rapatriement

488. OGE affirme qu'après l'invasion du Koweït par l'Iraq, elle a été obligée de s'acquitter de certaines dépenses associées au rapatriement d'employés du Koweït. OGE a par la suite été remboursée d'une partie de ces dépenses par la KOC conformément au contrat de détachement de personnel. Elle demande une indemnité d'un montant de US$ 3 706 pour le reliquat.

489. À l'appui de cette partie de sa demande d'indemnisation, OGE a fourni plusieurs factures et reçus concernant les frais de rapatriement ainsi qu'une lettre de la KOC indiquant lesquels de ces frais seraient remboursés par cette dernière. OGE n'a cependant pas rapproché ces factures et reçus des montants non remboursés par la KOC ni expliqué pour quelles raisons ces montants n'ont pas été remboursés.

490. Le Comité estime qu'OGE n'a pas fourni d'explication suffisamment détaillée des frais allégués ni d'explication sur les raisons pour lesquelles ces frais n'ont pas été remboursés par la KOC. Il recommande donc qu'aucune indemnité ne soit accordée en ce qui concerne cet élément de perte.

F. Primes d'assurance

491. OGE affirme que, bien qu'elle ait licencié les employés affectés aux travaux prévus par le contrat de maintenance au Koweït le 2 août 1990, elle a continué de s'acquitter de certaines cotisations à l'assurance maladie, l'assurance sur la vie, l'assurance accidents du travail et l'assurance responsabilité civile de tous ces employés jusqu'à la fin du mois d'août 1990; elle a pris à sa charge les primes d'assurance des employés gardés en otages en Iraq et au Koweït jusqu'à leur libération, intervenue au mois d'avril 1991. OGE demande une indemnité d'un montant de US$ 41 849 au titre de ces frais d'assurance, en étayant cette demande de factures correspondant aux primes d'assurance et de couverture des accidents du travail.

492. Le Comité estime que les frais d'assurance allégués ont trait aux employés d'OGE détachés à la KOC et font donc partie des dépenses de fonctionnement d'OGE au titre du contrat de détachement de personnel. En examinant la demande d'indemnisation présentée par OGE au titre du manque à gagner (voir par. 465 à 467, supra), le Comité a déjà estimé que du fait de l'invasion et de

l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq, OGE n'a perçu aucun revenu au titre du contrat de détachement de personnel du 2 août 1990 à la date d'expiration du contrat. Étant donné que les primes d'assurance auraient été prélevées sur ces recettes, le Comité estime que les frais d'assurance avérés encourus entre le 2 août 1990 et la date d'expiration du contrat de détachement de personnel sont indemnisables à condition qu'OGE n'ait pas déjà été indemnisée à ce titre dans le cadre de l'indemnité recommandée par le Comité pour manque à gagner. Le Comité note qu'il a estimé qu'OGE n'avait pas surévalué l'ampleur de la perte alléguée au titre du manque à gagner et recommandé à ce sujet le versement d'une indemnité correspondant au montant réclamé.

493. Le Comité note qu'en calculant le manque à gagner allégué au titre du contrat de détachement de personnel, OGE a soustrait des recettes anticipées certains frais généraux et administratifs afférents à ce contrat. Sans en préciser l'ampleur, OGE a déclaré que les frais généraux et administratifs ainsi déduits comprenaient certaines dépenses afférentes aux assurances des employés; ces dépenses ont été, nonobstant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, effectivement encourues. Sur la base d'un examen des pièces comptables d'OGE, le Comité, avec l'aide de ses consultants, a déterminé que les primes d'assurance déduites des recettes projetées dans le calcul du manque à gagner allégué par OGE se montaient à US$ 12 656.

494. Le Comité estime que les éléments de preuve fournis confirment qu'OGE a dépensé au moins 12 656 dollars en primes d'assurance afférentes aux employés détachés à la KOC du 2 août 1990 à la date d'expiration du contrat de détachement de personnel.

495. Le Comité note toutefois que le montant réclamé par OGE au titre des primes d'assurance de ses employés est supérieur à US$ 12 656. Comme OGE n'a déduit que US$ 12 656 en frais d'assurance de sa demande d'indemnisation relative au manque à gagner, l'octroi d'une indemnité supérieure à US$ 12 656. entraînerait une surindemnisation. Le Comité estime que tel est le cas, qu'OGE ait imputé les frais d'assurance supérieurs à US$ 12 656 sur le compte des recettes provenant du contrat de détachement de personnel ou sur un autre compte. Il recommande donc le versement d'une indemnité de US$ 12 656 au titre des primes d'assurance des employés versées au cours de la durée du contrat de détachement de personnel.

496. Le Comité note qu'une autre partie des dépenses alléguées au titre des assurances des employés a trait à la couverture de ceux qui étaient retenus comme otages à l'expiration du contrat de détachement de personnel. Avec l'aide de ses consultants, le Comité a déterminé que cette partie s'élève à US$ 7 275. Il estime que ces dépenses ont été encourues par suite de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq. En outre, les primes d'assurance des employés dont il est avéré qu'elles ont été effectivement versées après l'expiration du contrat de détachement de personnel ne constituant pas une dépense de fonctionnement au titre de ce contrat, le Comité estime qu'elles donnent lieu à indemnisation au titre de la présente rubrique.

497. Le Comité recommande donc le versement d'une indemnité d'un montant de US$ 12 656 au titre des primes d'assurance des employés versées au cours de la

durée du contrat de détachement de personnel et de US$ 7 275 au titre des primes d'assurance des employés versées après l'expiration du contrat.

G. Secours accordés à des tiers

498. Enfin, OGE demande à être indemnisée à hauteur de US$ 19 200 des secours accordés aux familles des employés pris en otages en Iraq et au Koweït. À l'appui de cet élément de sa réclamation, OGE a fourni les copies de six chèques bancaires correspondant à ces paiements.

499. Le Comité estime qu'OGE a fourni des éléments de preuve suffisants des secours accordés et recommande le versement d'une indemnité d'un montant de US$ 19 200 à ce titre.

H. Indemnité recommandée

500. Les recommandations du Comité peuvent être récapitulées comme suit :

Tableau 22

Indemnité recommandée au titre de la demande présentée par la société OGE

Élément de perte	Montant réclamé (US$)	Indemnité recommandée (US$)
Manque à gagner	183 739	183 739
Intérêts	77 029	0
Temps de travail des employés	68 978	0
Frais administratifs et professionnels	21 410	0
Frais de rapatriement	3 706	0
Primes d'assurance	41 849	19 931
Secours accordé à des tiers	19 200	19 200
Total	415 911	222 870

XIII. QUESTIONS SUBSIDIAIRES

A. Taux de change

501. Le Comité note que plusieurs requérants ont présenté des demandes d'indemnisation libellées dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis. Il a évalué toutes ces demandes et procédé à tous les calculs requis dans les monnaies dans lesquelles ces demandes ont été présentées. Cependant, les indemnités allouées par la Commission sont réglées en dollars des États-Unis. Il faut donc que le Comité détermine le taux de change à appliquer aux pertes libellées et évaluées dans une autre monnaie.

502. Le Comité note aussi que toutes les indemnités octroyées auparavant par la Commission ont été calculées en s'appuyant sur les taux commerciaux consignés dans le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU. Le Comité adopte cette méthode dans le présent rapport.

503. Dans les circonstances présentes, le Comité estime que le taux de change approprié à appliquer aux demandes d'indemnisation de la troisième tranche présentées dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis est le taux de change en vigueur à la date de la perte, comme indiqué à la section XIII.B (infra)[49].

504. Dans le corps du présent rapport, le Comité a établi un tableau récapitulatif de la demande de chaque requérant qui figure à la fin de l'évaluation de chaque demande par le Comité. Lorsque les requérants ont présenté une demande libellée dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis, le Comité a converti ces demandes en dollars des États-Unis dans ledit tableau récapitulatif, selon la méthode indiquée plus haut.

B. Intérêts

505. Tous les chiffres figurant dans les demandes d'indemnisation présentées dans le corps du présent rapport sont nets de toutes réclamations portant sur des intérêts présentées individuellement par les requérants.

506. Conformément à la décision 16 du Conseil d'administration, "il sera alloué des intérêts aux requérants dont la réclamation aura été acceptée à partir de la date à laquelle la perte leur a été infligée jusqu'à la date du paiement, à un taux suffisant pour compenser la perte découlant pour eux de l'impossibilité de faire usage pendant l'intervalle du principal de l'indemnité octroyée". Dans cette même décision, le Conseil précise en outre que "les intérêts seront payés après les montants alloués au titre du principal", les méthodes de calcul et de paiement des intérêts devant être arrêtées ultérieurement.

507. Le Comité doit donc déterminer la date à partir de laquelle courront les intérêts en ce qui concerne les requérants de la troisième tranche dont la demande aura abouti.

508. Dans tous les cas où une date précise de la perte est donnée ou discernable, le Comité recommande que cette date précise soit la date à partir de laquelle les intérêts courront.

509. Dans certains cas, il est impossible de déterminer une date précise de la perte. Dans ces cas, le Comité est guidé par le rapport concernant les réclamations de la catégorie "E2". En particulier, lorsque la demande porte sur un manque à gagner où la perte a été encourue régulièrement pendant un certain temps, le Comité a retenu la date correspondant au point médian de la période pendant laquelle ces pertes ont été encourues. En outre, lorsque la demande porte sur une perte de biens corporels, le Comité a retenu le 2 août 1990 (date de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq) comme date de la perte, puisqu'elle coïncide avec la date de la perte de contrôle des requérants sur les biens en question. Le Comité est également guidé par le rapport relatif aux réclamations de la catégorie "F1". En particulier, il estime que le 16 novembre 1990 (marquant le point médian de la durée de l'occupation du Koweït) est la date appropriée lorsque des pertes ont été subies ou des dépenses extraordinaires encourues régulièrement tout au long de la période de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

510. Dans le cas de Mitsubishi, le Comité a recommandé que des indemnités soient octroyées en ce qui concerne 15 éléments de perte relevant de plusieurs types de perte. Si le Comité a pu estimer les pertes donnant lieu à indemnisation encourues par Mitsubishi entre le 2 août 1990 et le 30 janvier 1991, il n'a pas été en mesure, dans le cas où plusieurs éléments de perte étaient en cause, d'établir les dates précises de ces pertes. Ayant dûment délibéré, le Comité retient la date du 31 octobre 1990, qui marque le point médian de la période pendant laquelle les pertes de Mitsubishi donnant lieu à indemnisation se sont produites, comme date à partir de laquelle les intérêts courront.

511. Conformément à ces déterminations, on trouvera ci-après un récapitulatif des indemnités recommandées par le Comité, assorti des dates à partir desquelles les intérêts accordés courront :

Tableau 23

Réclamations de la troisième tranche - Récapitulatif des indemnités recommandées par type de perte, assorties de la date à partir de laquelle courront les intérêts

Nom du requérant et élément de perte	Montant de l'indemnité (US$)	Date à partir de laquelle courront les intérêts
Genoyer SA		
indemnités versées à des tiers	12 911	31 octobre 1990[50]
Mitsubishi Corporation		
tous les éléments de pertes	1 808 263	31 octobre 1990
Dowell Schlumberger (Middle East) Inc.		
créances non acquittées	208 382	21 janvier 1992[51]
Shafi Bin Jaber & Bro's Co.		
manque à gagner	404 985	24 mars 1991
machines	3 745 754	2 août 1990
outils et instruments	3 738	2 août 1990
pneus	29 864	2 août 1990
installations transportables et leur contenu	38 473	2 août 1990
obligations financières liées à des biens immobiliers	115 265	pas d'intérêts[52]
Cape East Limited		
perte de biens corporels	29 909	2 août 1990
frais d'évacuation	37 819	17 décembre 1990[53]
Halliburton Company		
baisse du résultat d'exploitation	1 051 000	1er décembre 1990
Halliburton Geophysical Services, Inc.		
indemnités versées à des tiers	315 613	16 novembre 1990
pertes liées à des contrats	11 891 914	20 mai 1992[54]
Halliburton Logging Services, Inc.		
pertes liées à des contrats	1 465 751	16 novembre 1990
Otis Engineering Corporation		
indemnités versées à des tiers	465 213	16 novembre 1990
perte de biens corporels	83 798	2 août 1990
fonds sur comptes bancaires, valeurs mobilières et autres biens incorporels	307 455	16 novembre 1990

Nom du requérant et élément de perte	Montant de l'indemnité (US$)	Date à partir de laquelle courront les intérêts
Halliburton Limited		
baisse du résultat d'exploitation	965 286	7 janvier 1991
indemnités versées à des tiers	552 020	16 novembre 1990
perte de biens corporels	989 213	2 août 1990
Wood Group Engineering Ltd.		
tous les éléments de perte	591 118	25 janvier 1991[55]
Dresser Industries Inc.	0	sans objet
National-Oilwell		
frais de revente et d'annulation	791 672	1er décembre 1990[56]
manque à gagner	232 712	1er mars 1991[57]
OGE Drilling Inc.		
manque à gagner et primes d'assurance	203 670	1er décembre 1990[58]
secours accordés à des tiers	19 200	4 septembre 1990[59]

C. Frais de dossier

512. Tous les chiffres figurant dans les réclamations présentées dans le corps de ce rapport sont nets de tous frais de dossier concernant l'établissement des demandes individuelles présentées par les requérants.

513. Dans une lettre datée du 6 mai 1998, le Comité a été notifié par le Secrétaire exécutif de la Commission que le Conseil d'administration avait l'intention de régler la question des frais de dossier à une date ultérieure. Le Comité ne prend donc aucune décision sur les réclamations concernant ces frais.

XIV. RECOMMANDATIONS

514. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif indiquant le montant net des réclamations et les indemnités recommandées par le Comité.

Tableau 24

Récapitulatif indiquant les montants nets des réclamations
et les indemnités recommandées par le Comité

Requérant		Montant net de la réclamation*	Indemnité recommandée (dans la monnaie d'origine)	Indemnité recommandée (US$)
Genoyer	(FF)	67 535 458	566	111
	(US$)	289 553	12 800	12 800
	(ID)	8 424 477	0	0
			Total partiel	12 911
Mitsubishi	(¥)	12 968 598 047	174 197 011	1 346 711
	(US$)	6 581 436	461 552	461 552
			Total partiel	1 808 263
Dowell	(US$)	1 591 315	208 382	208 382
Shafco	(SRls)	31 270 628	16 246 104	4 338 079
Cape	(US$)	759 000	37 819	37 819
	(£ stg.)	50 096	0	0
	(DK)	10 465	0	0
	(Dh)		109 797	29 909
			Total partiel	67 728
Halliburton Company	(US$)	1 454 549	1 051 000	1 051 000
Halliburton Geophysical	(US$)	12 687 588	12 207 527	12 207 527
Halliburton Logging	(US$)	3 990 436	1 465 751	1 465 751
Otis Engineering	(US$)	5 709 165	856 466	856 466
Halliburton Limited	(US$)	11 760 675	2 506 519	2 506 519
Wood Group	(DK)	244 853	78 475	271 540
	(£ stg.)	185 740	162 985	319 578
			Total partiel	591 118
Dresser	(US$)	342 819	0	0
NOW	(US$)	1 531 428	1 024 384	1 024 384
OGE	(US$)	415 911	222 870	222 870
Totaux	(FF)	67 535 458	566	111
	(US$)	47 113 875	20 055 070	20 055 070
	(ID)	8 424 477	0	0
	(¥)	12 968 598 047	174 197 011	1 346 711
	(SRls)	31 270 628	16 246 104	4 338 079
	(£ stg.)	235 836	162 985	319 578
	(DK)	255 318	78 475	271 540
	(Dh)	0	109 797	29 909
Total des indemnités recommandées (US$)				26 360 998

* Le total en dollars des États-Unis des montants réclamés dans la troisième tranche, les montants libellés dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis étant convertis au taux mensuel moyen en vigueur au 1er août 1990 consigné dans le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU, s'élève à US$ 186 671 158.

Genève, le 19 mars 1999

(Signé) M. Allan PHILIP
Président

(Signé) Juge Bola AJIBOLA
Commissaire

(Signé) M. Antoine ANTOUN
Commissaire

Notes

[15] "Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations" (S/AC.26/1992/10).

[16] "Critères pour le règlement des réclamations émanant de personnes physiques non considérées par ailleurs" (S/AC.26/1991/7/Rev.1) ("décision 7").

[17] "Indemnisation des pertes industrielles ou commerciales résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq lorsque l'embargo sur le commerce et les mesures connexes ont également joué comme cause" (S/AC.26/1992/15), par. 6 ("décision 15"). Il est souligné dans la décision 15 que pour qu'une perte ou un dommage invoqué ouvre droit à réparation, "le lien de causalité doit être direct" (par. 3).

[18] "Propositions et conclusions concernant l'indemnisation des pertes industrielles ou commerciales : détermination et évaluation des différents types de dommages" (S/AC.26/1992/9) ("décision 9"). La décision 9 analyse les trois principaux types de pertes qui sont invoquées dans les réclamations de la catégorie "E" : pertes liées à des contrats, pertes concernant des actifs corporels et pertes relatives à des biens productifs de revenus.

[19] Décision 15, par. 5.

[20] "Commission d'indemnisation des Nations Unies, formulaire de réclamation pour les sociétés et autres entités (formulaire E) : notice à l'intention des requérants" ("formulaire E"), par. 6. On retrouve la même prescription à l'article 35, par. 1, des Règles.

[21] Formulaire E, par. 6.

[22] Genoyer réclame une somme de FF 3 800 000 au titre de cet élément de perte. En réponse à une question du Comité, Genoyer a fait savoir que cette somme correspondait à 10 % du montant total du contrat, soit FF 36 500 000. Genoyer n'a pas tenté de ramener sa réclamation à FF 3 650 000, et n'a pas non plus expliqué l'écart entre ce chiffre et le montant réclamé.

[23] Décision 7, par. 34 b).

[24] "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant une première partie de la première tranche de réclamations présentées par des gouvernements et des organisations internationales (réclamations de la catégorie 'F')" (S/AC.26/1997/6) (ci-après dénommé le "premier rapport 'F1'"), par. 91 à 97.

[25] Décision 7, par. 34 b).

[26] Décision 7, par. 34 a).

[27] Premier rapport "F1", par. 94.

[28] Ibid., par. 95 et 96.

[29] Ibid.

[30] Voir également, "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la troisième tranche de réclamations de la catégorie 'F1'" (S/AC.26/1999/7), par. 123, document dans lequel le Comité "F1" a réaffirmé que "le versement d'une indemnité sera recommandé uniquement dans le cas de réclamations portant sur les dépenses [justifiées] engagées pour évacuer des personnes du Koweït, de l'Iraq, d'Israël et de l'Arabie saoudite".

[31] Décision 9, par. 6.

[32] Le taux de change utilisé au 1er août 1990 pour la conversion du yen japonais en dollar des États-Unis est le taux mensuel moyen tel que l'indique le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU, vol. XLV, No 4, avril 1991.

[33] Règles, par. 5 de l'article 6.

[34] Le rapport "E2", par. 193 à 197. Aux fins de la détermination de la date à laquelle une dette de l'Iraq a pris naissance, la réunion des conditions préalables au déblocage d'une retenue de garantie vaut exécution.

[35] Pris ensemble, les montants réclamés indiqués ici s'élèvent à £ stg. 458 261, soit le montant net réclamé par Cape.

[36] Le montant recommandé par le Comité est légèrement inférieur au montant réclamé en raison des taux de change en vigueur à la date de l'avis de débit.

[37] Il s'agit là d'un chiffre corrigé; le montant total net du requérant, soit US$ 3 996 166,00, contient deux erreurs qui ont été rectifiées par le secrétariat.

[38] Le montant original net du requérant était de US$ 11 735 341. Ce chiffre a été augmenté de 25 335 US$ de manière à inclure la partie des intérêts réclamés ne concernant pas les intérêts sur la somme allouée mais plutôt la perte d'usage de capitaux; voir paragraphe 393.

[39] Affaire relative à l'usine de Chorzów, Fond, Arrêt No 13, 1928, Cour permanente de justice internationale, série A, No 17, p. 47.

[40] Voir affaire des Biens britanniques au Maroc espagnol, sentence du 1er mai 1985 (Espagne c. Royaume-Uni), Recueil des sentences arbitrales, vol. II, p. 615 et suiv., pour un exemple d'application d'une déduction au motif d'un enrichissement injuste.

[41] Rapport sur la catégorie "E2", par. 90. Le Comité "E2" a déclaré expressément que le terme "exécution", aux fins de déterminer la compétence de la Commission "... peut signifier l'exécution totale d'un contrat, mais aussi son exécution partielle s'il avait été entendu qu'un paiement serait effectué pour cette exécution partielle".

[42] Voir rapport "E2", par. 136 à 140.

[43] Rapport "E2", par. 90. Le Comité "E2" a précisé expressément qu'"aux fins de déterminer la compétence de la Commission, le terme 'exécution' peut signifier l'exécution totale d'un contrat, mais aussi son exécution partielle, s'il avait été entendu qu'un paiement serait effectué pour cette exécution partielle".

[44] Le rapport "E2", par. 136 à 140.

[45] Ibid.

[46] L'ensemble des montants réclamés indiqués dans le tableau s'élève à £ stg. 675 446, soit la somme totale, nette de frais d'établissement du dossier de réclamation, demandée par Wood Group.

[47] Affaire relative à l'usine de Chorzów (fond), arrêt No 13, 1928, Publications de la Cour permanente de Justice internationale, série A, No 17, p. 47.

[48] Voir Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol, décision du 1er mai 1925 (Royaume-Uni c. Espagne) Recueil des sentences arbitrales (Nations Unies), vol. II, p. 616 et suiv. pour un exemple de l'application d'une déduction à une demande d'indemnisation inspirée par la recherche d'un enrichissement injuste.

[49] Les taux de change consignés dans le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU sont les taux moyens en vigueur pour le mois considéré.

[50] Cette date est la date à laquelle la plus grande partie des dépenses ont été encourues.

[51] Cette date marque le 540e jour suivant l'émission de la deuxième des trois factures donnant lieu à indemnisation, selon la date d'échéance portée sur la facture.

[52] Comme on l'a indiqué au paragraphe 271 supra, la dette de Shafco au titre du contrat de financement a été rééchelonnée à une date non précisée. L'accord de rééchelonnement entre Shafco et le prêteur ne précise pas si Shafco devra s'acquitter d'un intérêt sur le montant dû au prêteur. Étant donné que le prêteur est l'ultime bénéficiaire de toute indemnité accordée en ce qui concerne cet élément de perte et qu'il n'aurait pas reçu d'intérêts sur le montant que lui doit Shafco, le Comité estime qu'aucun intérêt sur l'indemnité recommandée n'est dû en l'espèce.

[53] Il s'agit de la date de l'avis de débit applicable.

[54] La plus grande partie de cet élément de perte représente des versements qui devaient être faits en trois tranches semi-annuelles égales à compter du 20 novembre 1991. La date retenue est la deuxième de ces trois dates d'échéance.

[55] Cette date correspond à peu près au point médian de la période pendant laquelle ont été encourues les pertes de Wood Group donnant lieu à indemnité.

[56] Cette date correspond à peu près au point médian de la période pendant laquelle OGE a encouru un manque à gagner et des pertes liées aux assurances.

[57] Il s'agit de la date estimative à laquelle NOW aurait perçu un règlement.

[58] Cette date correspond à peu près au point médian de la période pendant laquelle OGE a encouru un manque à gagner et des pertes liées aux assurances.

[59] Il s'agit de la date à laquelle des sommes ont été versées à des tiers au titre de secours.

ANNEXE X

Décision concernant la troisième tranche de réclamations de la catégorie "E1" prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance, tenue le 24 juin 1999, à Genève*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le rapport et les recommandations du Comité de commissaires chargé d'examiner la troisième tranche de réclamations de la catégorie "E1", visant 14 réclamations[1], ainsi qu'une demande de la France concernant le retrait d'une réclamation visée dans le rapport du Comité,

1. Approuve les recommandations faites par le Comité de commissaires, à l'exception de celle relative à la réclamation faisant l'objet d'un retrait et, en conséquence;

2. Décide, conformément à l'article 40 des Règles, d'approuver les montants des indemnités recommandées pour les réclamations visées dans le rapport, à l'exception de la réclamation ayant fait l'objet d'un retrait. Comme indiqué au paragraphe 514 du rapport, les montants globaux par pays s'établissent comme suit :

Pays	Nombre de réclamations faisant l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Nombre de réclamations ne faisant pas l'objet d'une recommandation d'indemnisation	Montant de l'indemnisation réclamé (US$)	Montant de l'indemnisation recommandé (US$)
Arabie saoudite	1	0	8 349 967	4 338 079
États-Unis d'Amérique	6	1	26 131 896	16 827 998
Japon	1	0	106 841 181	1 808 263
Panama	1	0	1 591 315	208 382
Royaume-Uni	3	0	13 863 073	3 165 365
Total	12	1	156 777 432	26 348 087

3. Réaffirme qu'au moment où les fonds sont disponibles, les indemnités doivent être versées conformément aux décisions du Conseil d'administration concernant les priorités et mécanismes de règlement;

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.72 (1999).

[1] Le texte de ce rapport est publié sous la cote S/AC.26/1999/13.

4. Rappelle que, lorsque les versements sont effectués, les gouvernements et les organisations internationales doivent, conformément aux dispositions de la décision 18 [S/AC.26/Dec.18 (1994)], distribuer les sommes perçues aux requérants désignés, compte tenu des montants approuvés, dans les six mois suivant leur réception et doivent, trois mois au plus tard après l'expiration de ce délai, fournir des informations sur cette distribution;

5. Prend acte de la demande de retrait de la réclamation déposée par la France, demande qui a été reçue après que le Comité eut signé le rapport et soumis ce dernier ainsi que ses recommandations au Conseil d'administration;

6. Prie le Secrétaire exécutif de faire parvenir un exemplaire du rapport au Secrétaire général, au Gouvernement de la République d'Iraq et à chacun des gouvernements respectifs.

ANNEXE XI

Sixième rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations : corrections à apporter au montant d'indemnités accordées au titre de réclamations*

1. En application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10) ("les Règles"), le présent rapport porte sur les corrections à apporter aux indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

2. Comme indiqué dans les précédents rapports de ce type présentés par le Secrétaire exécutif[1], ces corrections sont en règle générale signalées par les comités de commissaires dans les rapports et recommandations qu'ils adressent au Conseil d'administration. Étant donné toutefois que le Comité de commissaires chargé des réclamations de la catégorie "A" a achevé ses travaux et ne se réunit plus, le Secrétaire exécutif adresse directement au Conseil d'administration les corrections concernant le montant d'indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

3. Il est recommandé de corriger comme suit les montants d'indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

I. RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" CONCERNANT LES MEMBRES D'UNE FAMILLE

4. Ainsi qu'il a été signalé dans la note d'information présentée au Conseil d'administration à sa trente et unième session, tenue du 15 au 18 mars 1999, la Commission a effectué une recherche informatique parmi toutes les réclamations de la catégorie "A" afin de recenser les requérants dont les formulaires de réclamation contenaient des renseignements d'ordre familial, mais auxquels ont été allouées des indemnités correspondant à des réclamations individuelles. Cette recherche a fait apparaître que 7 560 réclamations émanant de 46 gouvernements et organisations internationales contenaient des renseignements quant aux membres de la famille qui accompagnaient le requérant. Un sondage des formulaires de réclamation correspondants a révélé que des erreurs de saisie avaient été faites concernant toutes les réclamations de ce type au moment où les données figurant dans ces formulaires (papier) avaient été mises sur disquette. En conséquence de quoi, les 7 560 requérants ainsi recensés auraient dû recevoir l'indemnité prévue pour une famille et non pas celle pour une personne.

5. Compte tenu de ce qui précède, les indemnités accordées au titre de ces 7 560 réclamations devraient être majorées, passant du montant prévu pour une personne à celui pour une famille. Les corrections à apporter au montant des

---

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/1999/12.

[1] S/AC.26/1997/2, S/AC.26/1997/4, S/AC.26/1998/5, S/AC.26/1998/9 et S/AC.26/1998/14.

indemnités accordées sont incluses dans le montant total de l'indemnité recommandée, après correction (voir la section IV).

II. RECOUPEMENT ENTRE LES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" (MONTANT SUPÉRIEUR) ET LES RÉCLAMATIONS DES CATÉGORIES "B", "C" et "D"

6. La décision 21 du Conseil d'administration (S/AC/26/Dec.21 (1994)) dispose que "tout requérant ayant choisi le montant supérieur au titre de la catégorie 'A' (US$ 4 000 ou US$ 8 000) et ayant également présenté une réclamation au titre des catégories 'B', 'C' ou 'D' sera réputé avoir choisi le montant inférieur correspondant à la catégorie 'A'". La Commission a récemment mené à bien un programme de vérification renforcée par recoupement entre catégories qui lui permet de vérifier les données relatives aux réclamations de diverses catégories. En outre, elle a achevé la saisie des données relatives à toutes les réclamations des catégories "C" et "D". Elle peut donc maintenant appliquer le programme de vérification "A" (montant supérieur) à toutes les données disponibles concernant les réclamations des catégories "B", "C" et "D" afin de recenser les requérants qui avaient choisi le montant supérieur au titre de la catégorie "A" et avaient également présenté une réclamation dans les autres catégories précitées. Conformément à la décision 21, l'indemnisation envisagée dans ces cas devra être ramenée au montant inférieur.

7. Dans le cadre de la première série de paiements, un montant initial de US$ 2 500 a été versé pour chaque requérant de la catégorie "A" ayant obtenu gain de cause. Comme la Commission se prépare à entreprendre la deuxième série de paiements, il importait de recenser tous les requérants qui ont réclamé le montant supérieur au titre de la catégorie "A" mais qui, du fait qu'ils ont présenté une réclamation dans d'autres catégories, n'ont pas droit à recevoir plus que les US$ 2 500 qui ont déjà été distribués. Dans le présent rapport, les résultats de la vérification opérée ne portent que sur les réclamations "A" pour lesquelles une indemnisation avait été accordée dans le cadre des première et deuxième tranches. Il sera rendu compte des résultats du programme de vérification "A" (montant supérieur) pour les tranches restantes dans un rapport au titre de l'article 41 qui sera présenté au Conseil à sa trente-troisième session, en septembre 1999.

8. Dans les cas où il a été constaté que des requérants de la catégorie "A" avaient choisi le montant supérieur et avaient également présenté une réclamation dans d'autres catégories, l'indemnisation envisagée a été révisée à la baisse conformément à la décision 21. Le programme de vérification "A" (montant supérieur) a permis de déceler au total 2 244 réclamations émanant de 24 gouvernements et organisations internationales. Le montant révisé des indemnités octroyées a été pris en compte dans le montant total de l'indemnité recommandée, après correction (voir la section IV).

III. RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES EN DOUBLE DANS LA CATÉGORIE "A"

9. Ayant achevé la saisie des données relatives aux réclamations des catégories "C" et "D", et comme suite à l'application du programme de vérification renforcée par recoupement, la Commission a pu détecter un certain nombre de réclamations présentées en double dans la catégorie "A", qui n'avaient

pas été repérées auparavant. Il a été constaté que 953 réclamations émanant de 19 gouvernements avaient été présentées en double. Ce total comprend les réclamations en double qui ont été signalées par des gouvernements. Les réclamations présentées en double ne devant pas donner lieu à indemnisation, le montant total des indemnités recommandées a été révisé en conséquence.

IV. MONTANTS DES INDEMNITÉS AU TITRE DE LA CATÉGORIE "A", APRÈS CORRECTION

10. Les montants globaux, après correction, des indemnités recommandées, par pays et par tranche de réclamations, s'établissent comme suit :

Corrections concernant la première tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Allemagne	271 500,00	270 000,00
Bahreïn	81 000,00	83 500,00
Bangladesh	17 746 000,00	17 689 000,00
Brésil	527 500,00	531 500,00
Égypte	61 334 000,00	61 476 000,00
États-Unis d'Amérique	887 000,00	888 000,00
Fédération de Russie	2 876 000,00	2 880 000,00
France	992 500,00	989 500,00
Inde	24 728 500,00	25 048 000,00
Iran	590 500,00	580 500,00
Irlande	359 500,00	356 500,00
Koweït	17 348 500,00	17 344 000,00
Maroc	216 000,00	242 000,00
Nigéria	25 000,00	23 500,00
Norvège	18 000,00	20 500,00
Pakistan	12 221 000,00	12 099 500,00
Philippines	2 192 500,00	2 195 000,00
République de Corée	435 000,00	437 500,00
Roumanie	571 000,00	577 500,00
Royaume-Uni	819 000,00	821 500,00
Soudan	5 024 000,00	5 029 000,00
Sri Lanka	25 117 000,00	25 114 500,00
Syrie	576 000,00	575 500,00
Thaïlande	1 508 500,00	1 505 500,00
PNUD Jérusalem	286 500,00	283 500,00

Corrections concernant la deuxième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Algérie	47 500,00	43 000,00
Autriche	49 000,00	53 000,00
Bahreïn	52 000,00	54 500,00
Bangladesh	51 519 000,00	51 329 500,00
Bosnie-Herzégovine	48 000,00	52 000,00
Canada	721 500,00	737 000,00
Chine	25 159 000,00	25 171 000,00
Égypte	142 529 000,00	142 560 500,00
Grèce	28 500,00	25 500,00
Inde	50 123 500,00	50 859 500,00
Iran	50 266 000,00	50 403 500,00
Italie	91 500,00	94 000,00
Jordanie	96 425 000,00	94 184 500,00
Koweït	87 523 500,00	87 520 500,00
Maroc	68 000,00	77 000,00
Pakistan	19 819 000,00	19 526 500,00
Philippines	5 767 500,00	5 763 000,00
République de Corée	80 500,00	77 500,00
Royaume-Uni	168 500,00	172 500,00
Sénégal	89 500,00	86 500,00
Somalie	79 000,00	81 500,00
Soudan	14 464 500,00	14 458 500,00
Sri Lanka	77 278 500,00	77 298 500,00
Thaïlande	4 294 000,00	4 297 500,00
Tunisie	188 000,00	192 000,00
PNUD Washington	44 000,00	48 000,00
PNUD Yémen	57 500,00	57 000,00
HCR Bulgarie	11 500,00	14 000,00
HCR Genève	15 500,00	12 500,00

Corrections concernant la troisième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Égypte	174 259 000,00	174 390 500,00
États-Unis d'Amérique	165 500,00	168 000,00
Inde	16 131 000,00	16 993 000,00
Iran	67 718 000,00	68 574 500,00
Jordanie	93 287 000,00	93 844 500,00
Koweït	104 627 000,00	104 632 000,00
Philippines	5 515 500,00	5 519 500,00
Soudan	11 927 000,00	11 947 000,00
Sri Lanka	52 441 000,00	52 409 000,00

Corrections concernant la quatrième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Bahreïn	22 000,00	28 500,00
Bangladesh	52 759 500,00	52 835 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 541 000,00	3 545 000,00
Bulgarie	1 817 000,00	1 821 000,00
Canada	434 500,00	439 500,00
Égypte	207 354 000,00	207 798 000,00
Éthiopie	171 500,00	192 500,00
Fédération de Russie	8 968 000,00	9 016 000,00
France	154 500,00	138 000,00
Inde	144 880 000,00	148 425 500,00
Iran	3 485 000,00	3 593 000,00
Italie	181 500,00	184 000,00
Jordanie	17 642 500,00	17 837 500,00
Liban	3 911 500,00	5 724 000,00
Maroc	135 500,00	140 500,00
Pakistan	22 808 000,00	22 851 500,00
Philippines	30 591 000,00	30 558 000,00
Roumanie	3 457 000,00	3 459 500,00
Somalie	509 000,00	515 500,00
Soudan	10 222 000,00	10 243 000,00
Sri Lanka	71 978 500,00	71 729 500,00
Syrie	26 352 000,00	26 612 500,00
Thaïlande	2 597 500,00	2 597 500,00
Turquie	6 302 000,00	6 297 000,00
Viet Nam	24 834 500,00	24 838 500,00
Yémen	25 565 500,00	25 645 000,00
HCR Canada	49 500,00	56 000,00
HCR Genève	28 000,00	30 500,00
UNRWA Gaza	466 500,00	690 000,00

Corrections concernant la cinquième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Bangladesh	52 348 500,00	52 561 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 528 000,00	3 528 000,00
Bulgarie	1 890 000,00	1 894 000,00
Canada	390 500,00	409 000,00
Chine	5 712 000,00	5 704 000,00
Égypte	217 009 000,00	217 268 500,00
Éthiopie	224 000,00	226 500,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	967 500,00	971 500,00
Fédération de Russie	8 312 000,00	8 328 000,00
Inde	145 461 000,00	150 137 000,00
Iran	3 753 000,00	3 835 500,00
Italie	179 500,00	182 000,00
Jordanie	17 274 000,00	17 425 000,00
Liban	3 908 000,00	5 763 000,00
Maroc	105 500,00	108 000,00
Pakistan	23 178 000,00	23 185 000,00
Pologne	3 738 500,00	3 742 500,00
République fédérale de Yougoslavie	3 794 500,00	3 790 500,00
République tchèque	455 000,00	459 000,00
Roumanie	3 548 000,00	3 552 000,00
Royaume-Uni	1 306 000,00	1 311 000,00
Somalie	467 500,00	477 500,00
Soudan	38 662 000,00	38 721 500,00
Sri Lanka	72 551 500,00	72 105 000,00
Syrie	26 801 000,00	27 003 000,00
Thaïlande	10 563 000,00	10 631 000,00
Turquie	6 547 500,00	6 514 000,00
Yémen	29 181 000,00	29 208 500,00
PNUD Jérusalem	71 500,00	75 500,00
HCR Canada	59 000,00	64 000,00
UNRWA Gaza	541 000,00	754 000,00

Corrections concernant la sixième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Australie	64 500,00	64 500,00
Bangladesh	66 182 000,00	66 288 500,00
Bosnie-Herzégovine	2 048 000,00	2 060 000,00
Brésil	616 500,00	619 000,00
Canada	51 000,00	67 000,00
Égypte	18 745 500,00	18 711 000,00
Éthiopie	90 000,00	94 000,00
Fédération de Russie	3 384 000,00	3 396 000,00
France	27 000,00	24 500,00
Inde	17 429 500,00	17 978 000,00
Iran	5 838 000,00	5 626 500,00
Italie	35 500,00	38 000,00
Jordanie	18 712 000,00	18 735 000,00
Koweït	17 173 000,00	17 166 500,00
Liban	410 000,00	540 000,00
Maroc	2 468 500,00	2 575 000,00
Pakistan	46 786 000,00	46 859 500,00
Philippines	61 012 000,00	60 951 000,00
République de Corée	61 000,00	63 500,00
Soudan	512 000,00	509 500,00
Sri Lanka	36 889 500,00	36 643 000,00
Syrie	5 218 500,00	5 285 500,00
Thaïlande	2 248 500,00	2 260 500,00
Tunisie	1 867 000,00	1 891 500,00
Turquie	1 300 500,00	1 566 000,00
Yémen	1 823 500,00	1 855 500,00
UNRWA Gaza	37 000,00	47 000,00

11. Compte tenu des corrections qui précèdent, les montants totaux révisés des indemnités recommandées, par tranche de réclamations, s'établissent comme suit :

Montants totaux révisés des indemnités recommandées pour les réclamations de la catégorie "A" :

Tranche	Montant total des indemnités recommandé antérieurement (US$)[2]	Montant total des indemnités recommandé, après correction (US$)
Première	189 328 500,00	189 638 000,00
Deuxième	643 114 500,00	641 356 500,00
Troisième	531 696 500,00	534 103 500,00
Quatrième	732 579 500,00	739 203 000,00
Cinquième	782 481 000,00	789 889 000,00
Sixième	319 664 500,00	320 542 000,00

[2] Les montants indiqués dans cette colonne sont la somme des montants initialement approuvés par le Conseil d'administration dans ses décisions 22, 28, 29, 31, 33 et 38 (S/AC.26/Dec.22 (1994), S/AC.26/Dec.28 (1995), S/AC.26/Dec.29 (1995), S/AC.26/Dec.31 (1995), S/AC.26/Dec.33 (1995) et S/AC.26/Dec.38 (1996)), et des corrections approuvées ultérieurement par le Conseil d'administration dans ses décisions 42, 44, 51, 54 et 57 (S/AC.26/Dec.42 (1997), S/AC.26/Dec.44 (1997), S/AC.26/Dec.51 (1998), S/AC.26/Dec.54 (1998) et S/AC.26/Dec.57 (1998)).

ANNEXE XII

Décision concernant les corrections à apporter au montant des indemnités accordées pour des réclamations de la catégorie "A", conformément à l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, prise par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance, tenue le 24 juin 1999 à Genève*

Le Conseil d'administration,

Ayant reçu, conformément à l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10) ("les Règles"), un rapport du Secrétaire exécutif ayant trait à 10 757 réclamations de la catégorie "A"[1],

1. Décide, conformément à l'article 41 des Règles, de corriger les montants des indemnités approuvées pour des gouvernements et des organisations internationales[2]. Les montants globaux, après correction, des indemnités recommandées, par pays et par tranche de réclamation, s'établissent comme suit :

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.71/1999.

[1] Le texte du rapport est publié sous la cote S/AC.26/1999/12.

[2] Conformément aux dispositions des Règles concernant la confidentialité (art. 30, par. 1, et art. 40, par. 5), le tableau présentant la ventilation des indemnités à verser à chaque requérant ne sera pas rendu public, mais sera communiqué séparément à chacun des gouvernements intéressés.

Corrections concernant la première tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Allemagne	271 500,00	270 000,00
Bahreïn	81 000,00	83 500,00
Bangladesh	17 746 000,00	17 689 000,00
Brésil	527 500,00	531 500,00
Égypte	61 334 000,00	61 476 000,00
États-Unis d'Amérique	887 000,00	888 000,00
Fédération de Russie	2 876 000,00	2 880 000,00
France	992 500,00	989 500,00
Inde	24 728 500,00	25 048 000,00
Iran	590 500,00	580 500,00
Irlande	359 500,00	356 500,00
Koweït	17 348 500,00	17 344 000,00
Maroc	216 000,00	242 000,00
Nigéria	25 000,00	23 500,00
Norvège	18 000,00	20 500,00
Pakistan	12 221 000,00	12 099 500,00
Philippines	2 192 500,00	2 195 000,00
République de Corée	435 000,00	437 500,00
Roumanie	571 000,00	577 500,00
Royaume-Uni	819 000,00	821 500,00
Soudan	5 024 000,00	5 029 000,00
Sri Lanka	25 117 000,00	25 114 500,00
Syrie	576 000,00	575 500,00
Thaïlande	1 508 500,00	1 505 500,00
PNUD Jérusalem	286 500,00	283 500,00

Corrections concernant la deuxième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Algérie	47 500,00	43 000,00
Autriche	49 000,00	53 000,00
Bahreïn	52 000,00	54 500,00
Bangladesh	51 519 000,00	51 329 500,00
Bosnie-Herzégovine	48 000,00	52 000,00
Canada	721 500,00	737 000,00
Chine	25 159 000,00	25 171 000,00
Égypte	142 529 000,00	142 560 500,00
Grèce	28 500,00	25 500,00
Inde	50 123 500,00	50 859 500,00
Iran	50 266 000,00	50 403 500,00
Italie	91 500,00	94 000,00
Jordanie	96 425 000,00	94 184 500,00
Koweït	87 523 500,00	87 520 500,00
Maroc	68 000,00	77 000,00
Pakistan	19 819 000,00	19 526 500,00
Philippines	5 767 500,00	5 763 000,00
République de Corée	80 500,00	77 500,00
Royaume-Uni	168 500,00	172 500,00
Sénégal	89 500,00	86 500,00
Somalie	79 000,00	81 500,00
Soudan	14 464 500,00	14 458 500,00
Sri Lanka	77 278 500,00	77 298 500,00
Thaïlande	4 294 000,00	4 297 500,00
Tunisie	188 000,00	192 000,00
PNUD Washington	44 000,00	48 000,00
PNUD Yémen	57 500,00	57 000,00
HCR Bulgarie	11 500,00	14 000,00
HCR Genève	15 500,00	12 500,00

Corrections concernant la troisième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Égypte	174 259 000,00	174 390 500,00
États-Unis d'Amérique	165 500,00	168 000,00
Inde	16 131 000,00	16 993 000,00
Iran	67 718 000,00	68 574 500,00
Jordanie	93 287 000,00	93 844 500,00
Koweït	104 627 000,00	104 632 000,00
Philippines	5 515 500,00	5 519 500,00
Soudan	11 927 000,00	11 947 000,00
Sri Lanka	52 441 000,00	52 409 000,00

Corrections concernant la quatrième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Bahreïn	22 000,00	28 500,00
Bangladesh	52 759 500,00	52 835 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 541 000,00	3 545 000,00
Bulgarie	1 817 000,00	1 821 000,00
Canada	434 500,00	439 500,00
Égypte	207 354 000,00	207 798 000,00
Éthiopie	171 500,00	192 500,00
Fédération de Russie	8 968 000,00	9 016 000,00
France	154 500,00	138 000,00
Inde	144 880 000,00	148 425 500,00
Iran	3 485 000,00	3 593 000,00
Italie	181 500,00	184 000,00
Jordanie	17 642 500,00	17 837 500,00
Liban	3 911 500,00	5 724 000,00
Maroc	135 500,00	140 500,00
Pakistan	22 808 000,00	22 851 500,00
Philippines	30 591 000,00	30 558 000,00
Roumanie	3 457 000,00	3 459 500,00
Somalie	509 000,00	515 500,00
Soudan	10 222 000,00	10 243 000,00
Sri Lanka	71 978 500,00	71 729 500,00
Syrie	26 352 000,00	26 612 500,00
Thaïlande	2 597 500,00	2 597 500,00
Turquie	6 302 000,00	6 297 000,00
Viet Nam	24 834 500,00	24 838 500,00
Yémen	25 565 500,00	25 645 000,00
HCR Canada	49 500,00	56 000,00
HCR Genève	28 000,00	30 500,00
UNRWA Gaza	466 500,00	690 000,00

Corrections concernant la cinquième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Bangladesh	52 348 500,00	52 561 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 528 000,00	3 528 000,00
Bulgarie	1 890 000,00	1 894 000,00
Canada	390 500,00	409 000,00
Chine	5 712 000,00	5 704 000,00
Égypte	217 009 000,00	217 268 500,00
Éthiopie	224 000,00	226 500,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	967 500,00	971 500,00
Fédération de Russie	8 312 000,00	8 328 000,00
Inde	145 461 000,00	150 137 000,00
Iran	3 753 000,00	3 835 500,00
Italie	170 500,00	182 000,00
Jordanie	17 274 000,00	17 425 000,00
Liban	3 908 000,00	5 763 000,00
Maroc	105 500,00	108 000,00
Pakistan	23 178 000,00	23 185 000,00
Pologne	3 738 500,00	3 742 500,00
République fédérale de Yougoslavie	3 794 500,00	3 790 500,00
République tchèque	455 000,00	459 000,00
Roumanie	3 548 000,00	3 552 000,00
Royaume-Uni	1 306 000,00	1 311 000,00
Somalie	467 500,00	477 500,00
Soudan	38 662 000,00	38 721 500,00
Sri Lanka	72 551 500,00	72 105 000,00
Syrie	26 801 000,00	27 003 000,00
Thaïlande	10 563 000,00	10 631 000,00
Turquie	6 547 500,00	6 514 000,00
Yémen	29 181 000,00	29 208 500,00
PNUD Jérusalem	71 500,00	75 500,00
HCR Canada	59 000,00	64 000,00
UNRWA Gaza	541 000,00	754 000,00

Corrections concernant la sixième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Australie	64 500,00	64 500,00
Bangladesh	66 182 000,00	66 288 500,00
Bosnie-Herzégovine	2 048 000,00	2 060 000,00
Brésil	616 500,00	619 000,00
Canada	51 000,00	67 000,00
Égypte	18 745 500,00	18 711 000,00
Éthiopie	90 000,00	94 000,00
Fédération de Russie	3 384 000,00	3 396 000,00
France	27 000,00	24 500,00
Inde	17 429 500,00	17 978 000,00
Iran	5 838 000,00	5 626 500,00
Italie	35 500,00	38 000,00
Jordanie	18 712 000,00	18 735 000,00
Koweït	17 173 000,00	17 166 500,00
Liban	410 000,00	540 000,00
Maroc	2 468 500,00	2 575 000,00
Pakistan	46 786 000,00	46 859 500,00
Philippines	61 012 000,00	60 951 000,00
République de Corée	61 000,00	63 500,00
Soudan	512 000,00	509 500,00
Sri Lanka	36 889 500,00	36 643 000,00
Syrie	5 218 500,00	5 285 500,00
Thaïlande	2 248 500,00	2 260 500,00
Tunisie	1 867 000,00	1 891 500,00
Turquie	1 300 500,00	1 566 000,00
Yémen	1 823 500,00	1 855 500,00
UNRWA Gaza	37 000,00	47 000,00

2. Compte tenu des corrections qui précèdent, les montants totaux révisés des indemnités recommandées, par tranche de réclamations, s'établissent comme suit :

Montants totaux révisés des indemnités recommandées pour les réclamations de la catégorie "A"

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US$)[3]	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US$)
Première	189 328 500,00	189 638 000,00
Deuxième	643 114 500,00	641 356 500,00
Troisième	531 696 500,00	534 103 500,00
Quatrième	732 579 500,00	739 203 000,00
Cinquième	782 481 000,00	789 889 000,00
Sixième	319 664 500,00	320 542 000,00

[3] Les montants indiqués dans cette colonne sont la somme des montants initialement approuvés par le Conseil d'administration dans ses décisions 22, 28, 29, 31, 33 et 38 (S/AC.26/Dec.22 (1994), S/AC.26/Dec.28 (1995), S/AC.26/Dec.29 (1995), S/AC.26/Dec.31 (1995), S/AC.26/Dec.33 (1995) et S/AC.26/Dec.38 (1996)), et des corrections approuvées ultérieurement par le Conseil d'administration dans ses décisions 42, 44, 51, 54 et 57 (S/AC.26/Dec.42 (1997), S/AC.26/Dec.44 (1997), S/AC.26/Dec.51 (1998), S/AC.26/Dec.54 (1998) et S/AC.26/Dec.57 (1998)).

3. Charge le Secrétaire exécutif d'effectuer les corrections ci-dessus et de faire parvenir à chaque gouvernement et à chaque organisation internationale intéressés des exemplaires des tableaux contenant la ventilation des montants à verser à chaque requérant.

ANNEXE XIII

Décision concernant les priorités et le mécanisme de règlement pour la deuxième phase de versement, prises par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à sa 88e séance, tenue le 24 juin 1999 à Genève*

Le Conseil d'administration,

Désireux de réaliser les objectifs de la décision 17 (S/AC.36/Dec.17 (1994)) consistant à indemniser en priorité les requérants des catégories "A", "B" et "C" tout en versant dans les plus brefs délais des indemnités appréciables aux requérants des catégories "D", "E" et "F",

Désireux en outre d'assurer le versement complet des indemnités pour toutes les réclamations des catégories "A" et "C" à la fin de 2002 au plus tard, et avant si possible,

Décide que, nonobstant le paragraphe 6 de la décision 17, une fois effectués les versements prévus au paragraphe 2 de la décision 17, les fonds à la disposition de la Commission pour l'indemnisation des requérants sont distribués comme suit jusqu'à ce que le principal de l'indemnité à payer ait été totalement réglé pour toutes les réclamations des catégories "A" et "C" :

a) Le Secrétaire exécutif transfère des fonds à chaque gouvernement concerné au titre des réclamations approuvées dans toutes les catégories. Ces transferts s'effectuent lorsqu'il y a au Fonds d'indemnisation suffisamment de fonds pour assurer un règlement de US$ 25 000 (ou le règlement du principal de l'indemnité à payer si son montant est inférieur à cette somme) pour chacune des réclamations approuvées. Une fois que le montant susmentionné a été versé au titre de toutes les indemnités octroyées dans les catégories "A" et "C" et de toutes les réclamations approuvées des catégories "D", "E" et "F", le montant des versements complémentaires pour chaque réclamation est porté à US$ 75 000 (ou le règlement du principal de l'indemnité à payer si son montant est inférieur à cette somme);

b) Le Secrétaire exécutif effectue tranche par tranche les versements visés à l'alinéa a) ci-dessus. Les versements au titre des tranches de réclamations dans chaque catégorie sont faits dans l'ordre où les tranches de réclamations elles-mêmes ont été approuvées par le Conseil d'administration. Le Secrétaire exécutif peut effectuer des versements pour plusieurs tranches de réclamations à la fois;

c) Si le fait de verser le montant visé à l'alinéa a) ci-dessus avait pour effet qu'il resterait un solde du principal impayé inférieur ou égal à US$ 1 000 pour une réclamation, le Secrétaire exécutif peut verser la totalité du solde du principal au titre de cette réclamation.

* Précédemment publié sous la cote S/AC.26/Dec.73 (1999).

Exprime sa volonté de tenir compte des circonstances particulières relatives aux réclamations approuvées pour la surveillance et l'évaluation de l'environnement et, dans ce contexte, d'envisager d'aborder la question du niveau et de la priorité des versements à effectuer au titre de telles réclamations. Par ailleurs, le Conseil d'administration réaffirme son attachement à la conclusion rapide du processus de versement des indemnités pour les réclamations des catégories "A" et "C",

Exprime son intention d'examiner avant la fin de la deuxième phase de versement des indemnités la question des règles qui s'appliqueront pour effectuer de nouveaux versements au titre des réclamations des catégories "D", "E" et "F" pour lesquelles il restera un solde impayé à la fin de la deuxième phase de versement et la question des montants desdits versements.
